



Chambre des Députés

L U X E M B O U R G

Réunion des Présidents des Parlements européens à Athènes:

Développer la coopération interparlementaire!



Les Présidents des Parlements européens



M. Jean Spautz, Président de la Chambre des Députés

Du 22 au 24 mai 2003 s'est déroulée au Parlement hellénique la Conférence annuelle des Présidents des Parlements nationaux de l'Union européenne, des pays adhérents et candidats et du Parlement européen. Le Luxembourg était représenté par M. Jean Spautz, Président de la Chambre des Députés.

Les Présidents ont discuté sur l'Europe en évolution et plus particulièrement sur les thèmes "Les Parlements européens et la Convention sur l'avenir de l'Europe" ainsi que "Le rôle des Parlements européens dans une Europe élargie: la dimension institutionnelle et politique".

Dans son allocution, M. Jean Spautz a réitéré le refus luxembourgeois de la création d'un Congrès des peuples européens estimant que la légitimité démocratique au niveau européen doit continuer à être représentée par le Parlement européen. Le Président de la Chambre des Députés a par contre souligné la nécessité de rencontres interparlementaires en vue d'échanger les meilleures pratiques.

Les Présidents ont retenu que le texte final de la Convention sur l'avenir de l'Europe devrait être soumis aux Parlements nationaux suffisamment de temps avant le début de la Conférence intergouvernementale, afin de leur permettre de l'analyser en détail. En outre ils ont décidé la mise en place d'un groupe de travail pour analyser les possibilités de développer la coopération interparlementaire.

La prochaine réunion annuelle des Présidents des Parlements européens se déroulera en juillet 2004 aux Pays-Bas.

Visite de Mme Inese Vaidere:

Les petits pays et la grande UE

Avec sa superficie de 64.589 km² et sa population de 2,372 millions de résidents, la Lettonie dépasse certes de loin la taille du Grand-Duché de Luxembourg. Toujours est-il que la République balte fera partie du groupe des petits pays au sein de l'Union européenne, si ses habitants devaient se prononcer en faveur d'une adhésion à l'UE au 1er mai 2004 à l'occasion du référendum le 20 septembre prochain.

A quelques semaines de cette date fatidique, la Présidente de la Commission des Affaires étrangères du Parlement de la République de Lettonie, Mme Inese Vaidere, s'est rendue à Luxembourg les 19 et 20 mai, pour s'informer auprès des autorités luxembourgeoises du sort réservé aux petits pays au sein de la grande Union.

Comment protéger son identité et sa langue nationale? Comment, en tant que petit pays, faire entendre sa voix dans le concert des grands? Voilà les questions qui - aux dires de Mme Vaidere - préoccupent ses concitoyens, et qui sont déterminantes pour l'issue du référendum

Mme Vaidere a eu une entrevue avec M. Niki Bettendorf, Vice-Président de la Chambre des Députés et Président de la délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN. Cet échange de vues a été prolongé au cours d'un déjeuner de travail auquel participait également M. Paul Helminger, Président de la Commission des Affaires étrangères de la Chambre des Députés. Mme Vaidere a par ailleurs été reçue par la Ministre luxembourgeoise des Affaires étrangères, Mme Lydie Polfer.



Mme Inese Vaidere et M. Niki Bettendorf



Mme Vaidere et M. Paul Helminger lors d'un déjeuner de travail



Travaux des commissions parlementaires

Rencontre entre lycéens et membres de la Commission spéciale "Immigration" de la Chambre des Députés



La délégation des lycéens, les représentants de l'ASTI et les membres de la Commission spéciale "Immigration"

Le 2 mai 2003, une délégation de lycéens a rencontré les membres de la Commission spéciale "Immigration" dans le cadre de la campagne "Migrations: les enjeux!" organisée par l'ASTI et du CDAIC.

Les lycéens ont profité de l'occasion pour exposer les thèmes qui leur tiennent particulièrement à coeur, en particulier les questions suivantes: tolérance, éradication des discriminations, soutien des réfugiés, situation linguistique au Luxembourg, développement des maisons de jeunes, transports scolaires, situation au marché du travail, coopération au développement, échanges d'élèves et questions environnementales.

La discussion s'est concentrée surtout sur la situation linguistique dans les lycées, en particulier quelles langues les jeunes

parlent entre eux et avec leurs professeurs. Les députés ont par ailleurs demandé la position des jeunes délégués sur la question de la double nationalité.

Les délégués des lycéens étaient Fabio Conti, Céline Danhyer, André Fedorov, Henrique Ferreira, Pia Franziskus, Claire Reuter, Sylvain Tomsic du LTML ainsi que João Brito Ramos, Sandy Da Silva, Nardi Shala, Claudiu Talos, Tom Van der Drift du LTC. Les lycéens étaient encadrés par M. Serge Kollwelter, Mme Antonia Ganeto et Mme Fabienne Schneider de l'ASTI. La Commission spéciale "Immigration" était représentée par son Président, M. Marcel Glesener, ainsi que par MM. Xavier Bettel, Ben Fayot, Gusty Graas, Jacques-Yves Henckes, Alexandre Krieps, Patrick Santer, Mme Renée Wagener et M. Lucien Weiler, membres.

Commission de l'Environnement
Commission spéciale "Ethique"
Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Visite à l'INRA



La délégation de la Chambre des Députés en visite à l'INRA

Peut-on isoler les organismes génétiquement modifiés? Eviter qu'ils ne se "mélangent" avec des cultures non transgéniques? La nature ne le permet pas. C'est

du moins la conclusion d'une étude menée par l'Institut National de Recherche Agronomique (INRA) de Dijon pour le compte de la Commission européenne.

En date du 12 mai 2003, une équipe de chercheurs de l'INRA - dont la Luxembourgeoise Nathalie Colbach, docteur en agronomie et en malherbologie - a présenté à une délégation de la Chambre des Députés (composée de membres des Commissions d'Ethique, de l'Environnement et de la Santé et de la Sécurité sociale) les résultats de l'étude réalisée sur le colza d'hiver. Il en résulte clairement que la dispersion du transgène, que ce soit via le pollen ou des graines tombées au sol avant et lors de la récolte, est inévitable. La contamination des cultures non transgéniques sur des champs à proximité ne saurait donc être exclue.



Mme Nathalie Colbach, chercheur de l'INRA à Dijon

Parlement Benelux

Récemment l'actuel Président du Parlement Benelux M. Jean-Marie Happart et son prédécesseur M. John Schummer ont été reçus en audience par Sa Majesté le Roi des Belges Albert II.



(de gauche à droite): M. Jean-Marie Happart, Président du Parlement Benelux, M. John Schummer, Vice-Président du Parlement Benelux, Sa Majesté le Roi des Belges Albert II

L'entrevue d'une heure portait sur des sujets ayant trait au Benelux, telle que par exemple les multiples réalisations et initiatives incitées par cette structure. La sécurité intérieure, la problématique des stupéfiants et les axes de transports étaient d'autres thèmes qui furent plus particulièrement abordés lors de ladite entrevue.

A l'invitation de Monsieur Robert Collignon, Président du Parlement Wallon, les membres du Comité Permanent du Parlement Benelux se sont réunis au siège du Parlement Wallon à Namur en date du lundi, 2 juin 2003. La Chambre

des Députés luxembourgeoise était représentée à cette rencontre entre parlementaires des trois pays du Benelux par Monsieur John Schummer, Vice-Président du Parlement Benelux et Monsieur Ady Jung, Président sortant de la délé-

gation luxembourgeoise à cette Assemblée.

Lors d'un échange de vues particulièrement fructueux, auquel assistaient également des parlementaires wallons, les députés beneluxiens, conduits par leur Président Monsieur Jean-Marie Happart, ont pu faire avec leurs hôtes wallons le point sur le rôle du Parlement Benelux dans la coopération et les contacts entre régions correspondant aux mêmes structures.

Le Président du Parlement wallon a tenu à souligner à cette occasion les bonnes relations existant entre la région wallonne et le Luxembourg, liés par un passé et une culture communs et orientés vers les mêmes perspectives d'avenir.



(de gauche à droite): M. John Schummer, Vice-Président du Parlement Benelux, M. Robert Collignon, Président du Parlement Wallon, M. Jean-Marie Happart, Président du Parlement Benelux, M. Ludy Michiels, Secrétaire général du Parlement Benelux

Assemblée Parlementaire de l'OTAN

Du 24 au 28 mai 2003 s'est tenue à Prague la Session de Printemps de l'Assemblée Parlementaire de l'OTAN. La Chambre des Députés y a été représentée par MM. Niki Bettendorf, Président de la délégation luxembourgeoise, Jean-Marie Halsdorf et Alex Bodry, membres de l'AP-OTAN.

La lutte contre le terrorisme était au centre des débats. Le sujet a été abordé sous des angles aussi différents que le conflit en Tchétchénie, l'évaluation des menaces radiologiques, chimiques et biologiques ou encore la montée du radicalisme islamique.

Au cours de la session, plusieurs personnalités se sont adressées aux membres de l'AP-OTAN, dont Lord Robertson, Secrétaire Général de l'OTAN, M. Vaclav Klaus, Président de la République Tchèque et M. Vladimir Spidla, Premier Ministre de la République Tchèque.



(de gauche à droite): MM. Niki Bettendorf, Pierre-Louis Lorenz, Ambassadeur du Grand-Duché de Luxembourg à Prague, Alex Bodry et Jean-Marie Halsdorf

NOUVELLES LOIS

4891 - Projet de loi modifiant

1) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat;

2) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat;

3) la loi modifiée du 28 mars 1986 portant harmonisation des conditions et modalités d'avancement dans les différentes carrières des administrations et services de l'Etat;

4) la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'Etat;

5) la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'Etat et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois;

6) la loi modifiée du 27 mars 1986 fixant les conditions et les modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'Etat peut se faire changer d'administration

et

portant création d'un commissariat du Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire

Les principales innovations de la réforme relative au statut du fonctionnaire de l'Etat

1. Les innovations directement inspirées de la déclaration gouvernementale du 12 août 1999

Le service à temps partiel, la réinsertion des fonctionnaires obligés de démissionner avant 1984 en vue de se consacrer à l'éducation de leurs enfants, les nouveaux instruments de promotion du dialogue, la réforme de la procédure disciplinaire, les mêmes conditions d'accès à la fonction publique pour chacun et la mobilité vers le secteur de l'Etat, voilà les mesures clés des innovations inspirées par la déclaration gouvernementale.

1.1. La conciliation de la vie familiale et professionnelle

L'introduction du service à temps partiel constitue sans conteste une des mesures les plus importantes de cette réforme du statut général du fonctionnaire de l'Etat. En effet, la mise en place du service à temps partiel a raison de vingt-cinq pour cent, cinquante pour cent ou soixante-quinze pour cent rompt avec le régime classique de la tâche complète.

La première mouture du présent projet de loi permettait l'octroi d'un service à temps partiel, sous deux conditions : l'introduction d'un service à temps partiel ne devait pas compromettre le bon fonctionnement du service et le nombre d'agents pouvant bénéficier de ces dispositions pour chaque administration et chaque carrière était limité à vingt pour cent de l'effectif total de chaque administration.

Dans la première série d'amendements cette clause de vingt pour cent a finalement été abandonnée en estimant que la condition relative à l'intérêt du service devrait suffire pour garantir la continuité du service.

Le projet de loi sous examen prévoit également que des conjoints fonctionnaires peuvent bénéficier simultanément d'un congé pour travail à mi-temps, ce qui leur permettra de mieux se partager les charges familiales.

Il sera instauré le droit au congé sans traitement et au congé pour travail à mi-temps à la suite d'un congé parental lorsque ce dernier se situe consécutivement au congé de maternité ou au congé d'accueil.

Dorénavant, les fonctionnaires auront la possibilité d'intercaler une période de congé de récréation entre le congé de maternité et une période de congé sans traitement respectivement de congé pour travail à mi-temps.

Et le fait d'ancrer la notion de télétravail dans le projet de réforme du statut général du fonctionnaire de l'Etat souligne également l'ambition du Gouvernement de mettre en place des structures de travail qui tiennent compte des aspirations de concilier la vie familiale et la vie professionnelle.

«La réintégration du personnel après un congé sans traitement sera facilitée moyennant la mise en place de possibilités de recyclage. Une disposition spéciale dérogeant aux conditions de recrutement figurant dans le statut général du fonctionnaire permettra la réinsertion dans le service d'agents qui en l'absence d'un dispositif de congés prévus à cet effet, ont choisi de démissionner avant 1984 en vue de se consacrer à l'éducation de leurs enfants.»

Cette disposition vise à donner aux fonctionnaires de sexe féminin, qui bien souvent ont dû quitter leurs fonctions sous le régime de l'ancienne législation en matière de congés sans traitement et de congés pour travail à mi-temps afin de pouvoir se consacrer à l'éducation de leurs enfants, la possibilité de réintégrer la fonction publique.

Jusqu'à présent les fonctionnaires démissionnaires désireux de reprendre leur service se voyaient dans l'obligation de repasser pour ainsi dire «par la case départ», c'est-à-dire ils ont été obligés de se représenter à un examen-concours afin d'être éligible, à un poste au sein de la fonction publique, étant donné que dans l'administration publique la démission va de pair avec la perte de l'emploi.

Avec la réforme du statut général du fonctionnaire de l'Etat, les fonctionnaires souhaitant reprendre leur service auront désormais la possibilité de réintégrer leurs anciennes fonctions dans leur administration d'origine en retrouvant également leur situation de carrière d'avant leur départ.

Dans sa première série d'amendements, le Gouvernement a suivi les doléances de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics en ce qui concerne le droit à la réintégration après un congé dans la mesure où il a prévu que la réintégration pouvait se faire même en l'absence de vacance de poste disponible dans le cadre de l'administration d'origine du fonctionnaire.

1.2. Responsabiliser davantage les fonctionnaires

La promotion du dialogue entre les cadres dirigeants des administrations et leur personnel est une mesure qui doit permettre de responsabiliser encore davantage les fonctionnaires en les impliquant plus étroitement dans la définition des buts à atteindre.

1.3. Une nouvelle procédure disciplinaire transparente, neutre et impartiale

Le présent projet entend rendre la procédure disciplinaire plus transparente et moins compliquée. La procédure actuelle se heurte à l'intervention de plusieurs personnes et organes qui agissent non seulement à différents niveaux, mais qui ont parfois des compétences pour agir de façon simultanée à un même niveau de la procédure.

En chargeant un Commissaire du Gouvernement de l'instruction disciplinaire, cette situation pourra désormais être évitée. Au Commissaire du Gouvernement sera rattaché un service spécialisé. Ce nouvel organe interviendra à chaque fois

qu'une sanction disciplinaire sera encourue.

Le but avoué de ces nouvelles dispositions est de garantir au fonctionnaire que l'enquête le concernant soit effectuée dans les meilleures conditions de neutralité et d'impartialité, d'où le concept prévoyant la création d'une autorité indépendante détachée de l'administration d'origine.

Avec cette réforme le Conseil de discipline disposera de tous les pouvoirs décisionnels en étant doté de pouvoirs juridictionnels dans la nouvelle procédure, le rôle de l'autorité de nomination se réduisant à la mise en œuvre pure et simple de la décision du Conseil de discipline. Le ministre du ressort continuera à disposer du pouvoir disciplinaire dans la nouvelle procédure dans la mesure où il pourra prononcer les sanctions de l'avertissement, de la réprimande et de l'amende pour lesquelles le Conseil de discipline peut intervenir également s'il le juge nécessaire.

1.4. Les mêmes conditions de recrutement pour tous

Bien qu'il faille généralement passer par le concours sur épreuves pour accéder à la fonction publique il existe cependant des dérogations à ce principe qui sont inscrits de manière expresse dans certaines lois-cadres. Avec la réforme sous examen le Gouvernement entend uniformiser une fois pour toutes les conditions de recrutement pour accéder à la fonction publique en inscrivant dans le présent projet de loi une disposition abrogatoire de tout système de recrutement autre que l'examen-concours sur épreuves.

Dans ce contexte, il est utile de relever que la limite d'âge pour l'admission au stage dans les différentes carrières dans les différentes administrations de l'Etat est désormais fixée à quarante-cinq ans.

Le projet de réforme prévoit également, toujours dans un souci de transparence, d'équité et d'égalité des chances dans la politique de recrutement du personnel, la publication obligatoire de toute vacance de poste par un moyen approprié conformément aux usages et coutumes en vigueur, tel que notamment la presse écrite et/ou le Mémorial et l'internet, de même si le poste sera pourvu par recrutement interne ou externe.

1.5 La possibilité de recruter des spécialistes

Pour ce qui est du recrutement d'experts émanant du secteur privé, il faut savoir que cette mesure s'inscrit dans la logique qui tend à promouvoir l'émergence d'une fonction publique moderne. En effet, des experts du secteur privé permettront justement à la fonction publique de mieux s'adapter aux attentes et aux besoins du secteur privé et de notre société en général.

Jusqu'à présent il relevait cependant du parcours du combattant pour procéder au recrutement d'un expert issu du secteur privé ce qui était bien évidemment nullement de nature à encourager le passage du secteur privé vers le secteur public. De plus, un dispositif légal faisait défaut permettant à un fonctionnaire émanant du secteur privé de jouir d'une rémunération tenant compte de son expérience professionnelle.

Avec le présent projet de loi, le recrutement d'un expert du secteur privé sera désormais possible. Toutefois, le Gouvernement en conseil devra décider du bien fondé de l'admission au service de l'Etat d'agents pouvant se prévaloir d'une expérience étendue dans le secteur privé. Ceci ne pourra se faire que dans des cas exceptionnels. Après une période probatoire

d'une année, où cet expert sera engagé sous le régime de l'employé d'Etat et dans la carrière correspondant à son degré d'études, sa nomination en qualité de fonctionnaire de l'Etat pourra intervenir.

2. Les autres dispositions

2.1. Le harcèlement moral « mobbing »

Etant conscient que cette problématique ne fait malheureusement pas halte devant les administrations et services de la fonction publique, le Gouvernement a décidé d'ancrer la notion de harcèlement moral dans le présent projet de réforme.

Le Gouvernement a défini le harcèlement moral de la façon suivante :

«Constitue un harcèlement moral à l'occasion des relations de travail au sens du présent article toute conduite abusive qui porte atteinte, par sa répétition ou sa systématisation, à la dignité ou à l'intégrité psychique ou physique d'une personne, mettant en péril l'emploi de celle-ci ou dégradant le climat de travail.»

2.2. Le/la délégué(e) à l'égalité

La fonction de délégué-e à l'égalité entre femmes et hommes a été introduite dans le secteur privé par la loi du 28 mai 1998 modifiant 1) la loi modifiée du 18 mai 1979 portant réforme des délégations du personnel ; 2) la loi modifiée du 6 mai 1974 instituant des comités mixtes dans les entreprises du secteur privé et organisant la représentation des salariés dans les sociétés anonymes.

Le texte proposé dans le projet de loi sous examen déroge à la loi du 28 mai 1998 relative à l'introduction de la fonction de délégué-e à l'égalité entre femmes et hommes dans la mesure où cette fonction sera uniquement introduite dans les administrations ne disposant pas de délégation du personnel. Dans le cas contraire, ce sera la délégation du personnel qui se chargera des questions ayant trait à l'égalité entre femmes et hommes.

2.3. Le médecin du travail et le médecin du contrôle

Le présent projet de loi entend introduire les fonctions de médecin du travail et de médecin du contrôle dans la fonction publique. Alors que la sécurité et la santé au travail ont pour objet de garantir la protection de la santé du salarié, le contrôle médical fournit à l'administration publique les moyens d'effectuer des contrôles sur demande de la Commission des pensions dans le cadre d'une mise à la retraite ou encore de procéder au contrôle médical obligatoire dans le cadre du recrutement.

2.4. Les modifications en matière de pensions et le «Rentendesch»

Un certain nombre de modifications sont apportées à la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'Etat. Il y a ainsi lieu de noter que la procédure à entamer dans le cas où un fonctionnaire a été absent pour cause de maladie au cours d'une période de douze mois pendant six mois consécutifs, ou non, a été modifiée par la mise en place du médecin de contrôle.

En outre, il doit être tenu compte du relèvement de la date limite du 1.1.1988 dans le régime général pour la mise en compte des «baby-years».

D'autres modifications consistent à adapter les mécanismes de réduction des prestations retenus par le législateur de 1998 aux nouvelles réalités créées par la réforme des pensions du régime général à l'issue du «Rentendesch». Ces modifications concernent les pensions d'invalidité, les pensions de vieillesse, les pensions de survie ainsi que le régime original.

2.5. Une troisième chance pour réussir à l'examen de promotion

Jusqu'à présent le fonctionnaire ne pouvait plus se présenter à l'examen de promotion après deux échecs. Les auteurs du projet de loi sous avis ont estimé qu'une telle mesure était lourde de conséquences, tant sur le plan humain que sur le plan professionnel et financier. C'est ainsi qu'il est proposé d'accorder une troisième chance supplémentaire au fonctionnaire pour réussir son examen de promotion après avoir suivi une formation spéciale.

2.6. Les congés spéciaux

L'article concernant les différents congés auxquels le fonctionnaire a droit est mis à jour dans le sens qu'il y est ajouté le congé dit congé «sapeurs», le congé culturel et le congé relatif à la coopération au développement.

2.7. Le maintien en service jusqu'à l'âge de 68 ans

Le présent projet de loi introduit la disposition permettant au fonctionnaire ayant atteint la limite d'âge d'être maintenu en service (ou d'être réintégré, une fois mis à la retraite) jusqu'à l'âge de 68 ans (respectivement 63 ans pour les membres de la force publique). Cette disposition permettra de profiter, le cas échéant, de l'expérience et de la compétence acquise de fonctionnaires qui sont prêts de rester en service au-delà de 65 ans. En outre, elle permet également à ces fonctionnaires d'effectuer une transition plus douce de l'activité professionnelle à la retraite.

Dépôt par Mme Lydie Polfer, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 19.12.2001
Rapporteur: M. Gusty Graas

Travaux de la

- Commission de l'Egalité des chances entre femmes et hommes et de la Promotion féminine (Présidente: Mme Ferry Nicklaus-Faber):

29.01.2002 Entrevue avec M. Jos Schaack, Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et à la Réforme administrative, sur les dispositions contenues dans le nouveau statut général des fonctionnaires concernant plus particulièrement le volet «Egalité des chances entre femmes et hommes»

- Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative (Président: M. Gusty Graas):

28.01.2002 Désignation du rapporteur
Examen du projet de loi

18.02.2002 Examen du projet de loi

25.02.2002 Examen des dispositions générales du projet de loi

11.03.2002 idem

15.04.2002	Examen des dispositions concernant la procédure disciplinaire et le Conseil de discipline
29.04.2002	Examen des dispositions concernant les traitements et les pensions
30.05.2002	Continuation de l'examen du projet de loi
26.11.2002	Présentation des amendements gouvernementaux
04.02.2003	Examen de l'avis du Conseil d'Etat
25.02.2003	Examen d'un nouveau texte coordonné élaboré suite à l'avis du Conseil d'Etat
04.03.2003	idem
10.03.2003	idem
27.03.2003	Examen du questionnaire élaboré par le POSL
17.04.2003	Analyse de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat
24.04.2003	Examen et adoption du projet de rapport
Vote en séance publique: 30.04.2003	

4976 - Projet de loi portant approbation

- de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Hongrie sur la coopération dans le domaine du tourisme, signée à Budapest, le 3 novembre 1995

- de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de Malte sur la coopération dans le domaine du tourisme, signé à la Valette, le 16 octobre 1992

Le présent projet de loi a pour objet l'approbation de la Convention du 3 novembre 1995 entre les Gouvernements luxembourgeois et hongrois sur la coopération dans le domaine du tourisme ainsi que l'approbation de l'Accord du 16 octobre 1992 entre les Gouvernements luxembourgeois et maltais dans ce même domaine.

Les Parties contractantes s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour promouvoir le développement du tourisme et pour faciliter la diffusion de documents d'information touristique dans les pays concernés ainsi qu'à mettre en place une coopération plus poussée entre les professionnels du tourisme dans les pays concernés.

Dépôt par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 01.07.2002

Rapporteur: M. Emile Calmes

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense (Président: M. Paul Helminger):

28.04.2003	Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'Etat
	Présentation et adoption du projet de rapport
Vote en séance publique: 08.05.2003	

5057 - Projet de loi

portant approbation de l'Accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et l'ancienne République yougoslave de Macédoine, d'autre part, et l'Acte final y afférent et de l'échange de lettres remplaçant la signature de l'Accord, signé à Luxembourg, le 9 avril 2001

Le présent projet de loi a pour objet l'approbation de l'Accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et l'Ancienne République Yougoslave de Macédoine (ARYM) d'autre part, ainsi que de l'Acte final y afférent et de l'échange de lettres remplaçant la signature de l'Accord.

L'Accord s'inscrit dans le processus de stabilisation et d'association initié par l'Union européenne dans le but de consolider la région des Balkans occidentaux. Les grandes lignes de la stratégie ont été esquissées par le Conseil Affaires générales en 1997. La stratégie a pris une nouvelle dimension en juin 1999 avec la décision du Conseil, suite à une communication de la Commission européenne, de proposer à cinq pays (Bosnie-Herzégovine, Croatie, République fédérale de Yougoslavie, Ancienne Ré-

publique Yougoslave de Macédoine et Albanie) des relations contractuelles spécialement conçues pour eux, à savoir les accords de stabilisation et d'association (ASA). L'ASA conclu avec l'ARYM constitue le premier de ces accords.

Les principaux éléments en sont les suivants :

- Une approche régionale est préconisée, car il ne s'agit pas de développer uniquement les relations bilatérales entre l'Union européenne, ses Etats membres et l'ARYM, mais de mettre également en place une coopération de bon voisinage avec les autres pays de la région (circulation des personnes, des marchandises, des capitaux et des services ; élaboration de projets d'intérêt commun).

- Le dialogue politique entre les parties est renforcé.

- Une zone de libre-échange est établie entre les pays liés à l'Union européenne par un ASA.

- Une zone de libre-échange (période transitoire maximale de 10 ans) est progressivement constituée.

- Des règles concernant la circulation des travailleurs, le droit d'établissement, la prestation de services et la circulation des capitaux sont établies.

- Des dispositions concernant la coordination des régimes de sécurité sociale des travailleurs possédant la nationalité de l'ARYM, légalement employés sur le territoire d'un Etat membre, et des membres de leur famille y résidant légalement sont également retenues dans l'Accord.

- L'ASA prévoit aussi le rapprochement des dispositions législatives. A noter qu'au niveau de l'acquis communautaire, il n'est pas demandé à l'ARYM de reprendre la législation communautaire, mais de s'en rapprocher progressivement.

- Une coopération dans les domaines de la justice et des affaires intérieures est aussi prévue. L'ARYM accepte de réadmettre tous ses ressortissants illégalement présents sur le territoire d'un Etat membre, à la demande de ce dernier et sans autre formalité, dès lors que la clandestinité est clairement établie.

- L'Accord prévoit une coopération financière (aides financières de l'Union).

- L'ASA met en place un conseil de stabilisation et d'association qui examine régulièrement l'application de l'Accord et la mise en œuvre par l'ARYM des réformes aux niveaux

¹ Déclaration gouvernementale du 12 août 1999.

Dépôt par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 22.11.2002
Rapporteur: M. Emile Calmes

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense (Président: M. Paul Helminger):

24.02.2003 Désignation du rapporteur

28.04.2003 Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'Etat

Présentation et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique:
08.05.2003

Chamber TV



Chambre
des Députés

L U X E M B O U R G

um Réseau vun der
Eltrona / Siemens (imagin)

um Kanal S40 / 455.25 Mhz

um Réseau vun der Coditel

um Kanal S 29

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

Internet: www.chd.lu

Ordre du jour

1. Communication
2. 4891 - Projet de loi modifiant
 - 1) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat;
 - 2) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat;
 - 3) la loi modifiée du 28 mars 1986 portant harmonisation des conditions et modalités d'avancement dans les différentes carrières des administrations et services de l'Etat;
 - 4) la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'Etat;
 - 5) la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'Etat et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois;
 - 6) la loi modifiée du 27 mars 1986 fixant les conditions et les modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'Etat peut se faire changer d'administration et portant création d'un commissariat du Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire

(Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel)

3. Demandes en naturalisation
4. Ordre du jour

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Lydie Polfer, Vice-Premier Ministre; M. Henri Grethen, Ministre; M. Joseph Schaack, Secrétaire d'Etat.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

■ M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Kommunikatioun ze maachen? Dat schéngt net de Fall ze sinn.

1. Communication

Ech wollt der Chamber Folgendes matdeelen.

A la demande de M. Henri Grethen, Ministre des Transports, M. François Biltgen, Ministre aux Relations avec le Parlement a déposé au Greffe de la Chambre des Députés, en date du 29 avril 2003, le

- *Projet de règlement grand-ducal 5123 sur les transports par rail de marchandises dangereuses.*

Mir kommen dann elo zur Diskussion vum Projet de loi 4891 iwwert de Statsbeamtestatut. D'Riedezäit ass nom Modell 3 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: déi Häre Meyers, Di Bartolomeo, Rippinger, Gibéryen, Huss, Urbany, déi Damen Nicklaus, Nagel, déi Hären Henckes a Belling.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Gusty Graas.

2. 4891 - Projet de loi modifiant

- 1) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat;
- 2) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat;
- 3) la loi modifiée du 28 mars 1986 portant harmonisation des conditions et modalités d'avancement dans les différentes carrières des administrations et services de l'Etat;
- 4) la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les

pensions des fonctionnaires de l'Etat;

5) la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'Etat et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois;

6) la loi modifiée du 27 mars 1986 fixant les conditions et les modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'Etat peut se faire changer d'administration et portant création d'un commissariat du Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire

Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative

■ M. Gusty Graas (DP), rapporteur.- Här President, Dir Damen an Dir Hären, „le Gouvernement entend réaffirmer les principes classiques du statut, qui sont l'indépendance, la neutralité et la nomination à vie des fonctionnaires. S'y ajouteront d'autres principes nouveaux, notamment dans une optique de réforme administrative“. Esou steet et an der Regierungserklärung vum 12. August 1999. Haut, bal véier Joer méi spéit, gétt dës Aarbecht ofgeschloss. Et war e laange Wee, deen net einfach war, a wou esou wuel am Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative wéi och an eiser Commission vill Asaz erfuerdert war.

D'Kommissioun ass net manner wéi 14-mol zesumme komm, ier de leschte 24. Abréll de Rapport mat enger grousser Majoritéit ugeholl konnt ginn. An der Tëschenzäit waren eng Rei Leit ongedélleg ginn, mä dat hat awer och seng Ursachen. Fir d'éischt dierf een net verkennen, datt mer et hei mat engem extrem komplexe Gesetz ze dinn

hunn, wat als e Pilier vum Fonctionnement vum eisem Statsapparat kann ugesi ginn. Dann ass et normal, datt ee sech Zäit huele muss fir déi néideg legislativ Upassung virzehuelen, well jo net manner wéi sechs Gesetzer hei emgeännert ginn. Zweetens hu mer 11 Méint op den Avis vum Statsrot gewaart. Dat soll keng Kritik un der Héijer Kierschaft sinn, ganz au contraire, mä et beweist awer och wéi genee de Statsrot dës Aarbecht geholl huet.

(Interruptions diverses)

■ M. Jean-Paul Rippinger (DP).- Här President, et huet kee Wäert datt mir esou hei virufieren, besonnesch haut.

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Oh hei, de Maulkuerf ass erëm do!

■ M. Jean-Paul Rippinger (DP).- Jo, et ass an der Rei!

M. le Président.- Ech géif d'ganz Chamber rappeliieren, well ech mengen, d'Gesetz ass wichteg genuch datt jiddereen seng voll Opmierksamkeet op de Riedner orientéiert, an déi eppes ze soen hunn, ech gesinn, et sinn der jo vill agedroen, déi hunn d'Geleeenheet herno dat ze maachen.

■ M. Gusty Graas (DP), rapporteur.- Merci, Här President. Ech wäert selbstverständlich och nach op den Avis vum Statsrot zrëckkommen, an och op dee vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, déi jo och zum Deel Kritik geübt huet.

(Interruption)

Här Bartolomeo, ech mengen Dir hutt net héiere wat de President elo gesot huet. Ech géing lech also bidden e bësselchen Anstand hei ze weisen.

Do wou also d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics Recht hat mat hirer Kritik, do hu mir deem och Rechnung gedroen. Mä och eis Kommissioun huet ouni Zweifel näischt dem Zoufall iwwerlooss a minutiéis de Projet, dee jo den 19. Dezember 2001 déposiert gi war, analyséiert.

Wann och net an alle Punkte konnt e Konsens erreecht ginn, esou soen ech als President vum der Kommissioun trotzdeem alle Kolleeginnen a Kollege merci fir hir konstruktiv Mataarbecht.

Här President, Dir Damen an Dir Hären, virun allem déi gesellschaftlech Entwécklung an d'Suerg an eisem Land, en effikasse Stat mat motivéierte Beamten ze garantéieren, sinn d'Haaptursache fir eng Upassung vum Statsbeamtestatut, dee jo aus dem Joer 1979 ass. D'Bierger erwaarden zu Recht, datt d'Fonctionnairen dem allgemengen Interesse déngen andeems se alldeeglech déi öffentlech Ressourcen op eng ugepasste Manéier géierieren.

D'Situatioun vum de Statsbeamten ass hei zu Lëtzebuerg eng éischte Kéier duerch d'Gesetz vum 18. Mee 1872 mat 45 Artikelen régléiert ginn. Dëst Gesetz ass e puermol ugepasst ginn, an zwar 1932, 1954, 1964, 1968, 1970 an 1977. Métt de 70er Joren ass du schonn en enger neier Reform geschaff ginn, wou fir d'éischt den Term Statut gebraucht ginn ass. 1979 koum et dunn zu deem Gesetz, wat u sech jo haut nach a Kraaft ass.

Wat sinn dann elo d'Schwéierpunkten an deem neie Statut? E wesentlech Element ass ouni Zweifel d'Aféierung vum der Deelzäitarbecht. Dës Regierung ass sech de neie gesellschaftleche Contrainté bewosst, an dofir gétt et also elo méiglech entweder 25, 50 oder

75% vun enger ganzer Tache ze schaffen. Mir brieden deementsprechend mam Prinzip vum der classescher a ganzer Tache am öffentlechen Dénsgsch. Dës Moosname ware schon am Accord salarial vum 29. Mee 2000 zrëckbehalte ginn, mä et huet sech awer erausgestallt, datt et besser wär dës Dispositionen an enger Rei vu Gesetzer festzehalen. Dës Neierung bréngt virun allem fir Frae Virdeeler mat sech, well et hinnen erlaabt déi familiär an déi beruflech Verflüchtunge besser ze vereeneegen. Allerdéngs muss natierlech d'Organisation vum Service dat awer och erméiglechen.

Leit a féierende Positione kommen net an de Genoss vum der Deelzäitarbecht, wat och verständlech ass. An deem Kontext muss een och nach erwirhewen, datt, wann een e Congé sans traitement, e Congé pour travail à mi-temps oder eng Deelzäitbeschäftigung huet fir d'Erzierung vun de Kanner bis zum 15. Liewensjoer, een elo dës Period als integral Zäit bei den Avancementer, den Indexmajoratiounen, den zwee duebelen Echelonon am Enseignement, an de Promotiounen ugerechent kritt. A weider ass am Kader vun enger méi familiefreundlecher Politik virgesinn, datt zwee Partnerfonctionnaire gläichzäiteg eng Hallefdagsarbecht ausüben kënnen.

Nom Congé parental kann een och e Congé pour travail à mi-temps huelen. De Congé parental muss awer an deem Fall direkt nom Congé de maternité oder dem Congé d'accueil geholl ginn. Dann dierf een zousätzlech tëschen dem Congé de maternité oder dem Congé d'accueil an dem Congé sans traitement oder dem Congé pour travail à mi-temps nach säin normale Congé huelen.

D'Réintegratioun an den Aarbechtsprozess vum deene Beamten, déi vun dese Moosname Gebrauch gemaach haten, gétt och elo méi einfach gemaach. Fréier hu se misse waarde bis dass erëm eng Plaz an hirer Verwaltung fräi gouf. Duerch dëst Gesetz kréie se allerdéngs elo d'Garantie, datt spéitstens ee Joer nom Oflaf vun hirem respektive Congé eng Plaz fir si fräi gétt, gegebenefalls gi se dann hors cadre gesat. Och kann, wéi gesot, en Dépassement vun den Effektiver virgeholl ginn.

Elo kann och, wann eng Persoun e Congé fir Hallefdagsarbecht beantragt huet, dee Poste mat enger Hallefdagsplaz duerch en Employé op begrenzten oder onbegrenzten Zäit ersat ginn. An deem ganze Pak fir déi beruflech an déi familiär Obligatiounen besser matenee verbannen ze kënnen, muss een natierlech och den Télétravail ernimmen, deen elo och eng gesetzlech Basis kritt. Dësen Domän war jo bis elo quasi en Tabuthema am öffentlechen Dénsgsch. D'Evolution ass esou, datt an enger éischer Phase de Projet-pilote mam Educationsmistère, dem Aarbechtsministère an dem Fraeministère soll an d'Wee geluecht ginn. Den Télétravail kéint gegebenefalls och am Enseignement ugewannt ginn. Fir d'Leit, déi d'Affer vun engem sougenannte Burn-out gi sinn, kann een et als Instrument gesinn, fir hir Aarbecht zäitweis dann awer nach weider ze féieren. Allerdéngs dierf een an deemem Kontext jo awer net vergiessen, datt beim Télétravail Donnéeën aus dem öffentlechen Dénsgsch doheem traitéiert ginn. Et ass also normal, datt déi néideg Garantie geschafe musse ginn, fir datt d'Confidentialité hei respektéiert gétt.

Bis elo hunn déi Beamten, déi beim Stat démissionéiert haten, nees bei null ufänke missen, dat heescht, si hu missen nees déi néideg Examen maachen, fir erëm an de Statsdénsgsch zrëckzekommen. Dowéinst ass e weidere wichtige Schrëtt, fir deene Fraen d'Méiglechkeet ze ginn an hire fréiere Be-

ruff zrëckzekommen, déi bis 1984 wéinst der Erziehung vun hire Kanner démissionéiert haten. Enner gewësse Konditiounen kënnen si elo nees beim Stat agestallt ginn. Si mussen allerdéngs dann e spezielle Cours de formation besichen a kréie bei der Berechnung vun hirer neier Carrière déi Zäit, déi se fréier beim Stat geschaff hunn, ugerechent.

Virera gétt duerch de Ressortminister fixéiert op Avis vum Minister vum der Fonction publique. De Stéchedatum ass wéi gesot den 1. Januar 1984, well jo no deem Datum progressiv Verbesserung fir d'Fraen agefouert goufen, déi wéinst der Erziehung vun hire Kanner deelweis oder ganz doheem wollte bliewen, awer gläichzäiteg och nach e Fouss am Aarbechtsliewe behale wollten. Dës Disposition géllt iwrengs och fir déi Beamten, déi um 1. Januar 1984 an engem Congé de maternité, an engem Congé sans traitement oder an engem Congé pour travail à mi-temps waren an déi dann hu missten démissionéieren, well se déi respektiv Congéen eben net verlängert kruten.

Här President, Dir Damen an Dir Hären, e weidere Schwéierpunkt vun deser Reform ass ouni Zweifel d'Disziplinarprozedur, déi elo méi transparent a manner komplizéiert gétt.

D'Vergaangenheet huet nämlech bewisen, datt et besser ass dës Aufgab engem Spezialist ze iwwerdreien. E Regierungscommissaire ass dierfir an Zukunft zoustänneg fir d'Instruktioun. Zil ass et fir dem Fonctionnaire d'Garantie ze ginn, datt d'Enquête géint hie vun enger onofhängeger Autoritéit an de beschten neutralen an onparteiische Konditiounen gefouert gétt. Dat wäert sech positiv fir déi kleng Verwaltungen auswirken.

Dir kéint lech jo d'Klima virstellen, wou de Verwaltungschef misst d'Instruktioun géint e Beamte féiere mat deem hien och nach all Dag muss zesummeschaffen. Dese Regierungscommissaire gétt vun engem spezialiséierte Service émginn. Hie kann awer och en Dossier klasséieren, wa sech erausstellt dass de Fonctionnaire u sech kee Feeler gemaach huet. De Commissaire iwwehelt also elo d'Aufgab hei vum Chef hiérarchie oder vun der Autoritéit, déi d'Nomination virgeholl hat. Hie kann och eng Suspension vun engem Beamten aussprechen, mä déi muss dann awer nach vum Ressortminister confirméiert ginn.

E Conseil de discipline, deen iwrengs och elo nach deelweis anescht zesummesat gétt, huet dernieft all Entscheidungspouvoir. Souwuel den Delegéierte vun der Regierung wéi och de sanctionnéierte Fonctionnaire hunn neierdénsgs d'Méiglechkeet vun engem Recours bei den administrative Juridictionen, all Kéiers da wann de Conseil de discipline an éischer Instanz statuéiert.

Nom éischen Avis vum Conseil d'Etat ass d'Disposition fale ge-looss ginn no där all Persoun quasi kéint bei de Regierungscommissaire klape goen, wann e Fonctionnaire senger Pflucht net nokéim. De Statsrot hat déi Manéier mat engem «Guichet unique destiné à traiter les délations» émschriwwen. De Ressortminister behält awer selbstverständlich nach e Pouvoir disciplinaire andeems hie Sanctionen, wéi d'Verwarnung, de Verweis oder d'Geldstrof bis zu engem Fénneftel vum Basisgehalt aussprieche kann. De Minister muss awer selbstverständlich iwwert d'Evolution vum Dossier informéiert ginn. Et war net noutwendeg en zousätzlechen Text an d'Gesetz anzuschriewen, well de Commissaire jo énnert der Tutelle vum Minister vum der Fonction publique fonctionnéiert.

Loosse mer an deem Zesammenhang awer och nach erwähnen, datt e sougenannt Ordre de justification agefouert gëtt, dat heescht datt de Verwaltungschef en Instrument kritt fir de Fonctionnaire gegebenfalls u seng Plichten ze erënneren. Dës Neierung mécht et och méiglech, datt a verschiddene Fäll et vläicht net onbedéngt noutwendeg ass eng Disziplinarprozedur anzelauden.

Op där anerer Säit huet awer de Fonctionnaire selbstverständlech och e Reklamatiounsrecht, wat nach zu senger Gonschte verbessert gëtt, well elo d'Regierung spéitstens no dräi Méint eng Äntwert muss ginn.

Mat deem Projet ginn och d'Astelloungskritären harmoniséiert, an zwar sinn d'Examens-concours elo d'Regel. Domadder gëtt der Transparenz an der Gläichheet méi Rechnung gedroen. Et ass obligatoresch, datt all fréie Posten duerch ugepasste Moyene publizéiert muss ginn, zum Beispill iwwert de Wee vun der Press, dem Mémorial oder och dem Internet. D'Verwaltung ginn elo obligéiert fir all fréi Plaz dem Minister vun der Fonction publique matzedeelen. Doduerch gëtt et dem Sekretariat vun der Kontrollkommissioun méiglech seng Roll als Koordinator, Conseiller an Informant am Beräich vun de fréie Plaz besser ze spillen.

An de leschte Jore si jo déi fréi Plaz beim Stat och verstärkt duerch ministeriell Circulaire matgedeelt ginn. Duerfir gëtt och de Wee iwwert den interne Recrutement méi staark organiséiert, andeems de Minister vun der Fonction publique elo d'Diffusioun vun dese Circulaire virhëlt.

De Changement vun enger Verwaltung an eng aner gëtt och elo méi einfach gemaach, well nach just de Kritär vun der Schoufformatioun considéiert gëtt. An deem Kontext kann ee sech effektiv d'Fro stellen, ob net souguer de Changement d'administration zu enger zousätzlecher Motivatioun vun engem Beamte féiert. Et dierf ee jo och net vergiessen, datt hie seng Experienz matbréngt a seng nei Tache eran, wat sech och ouni Zweifel kéint als positiv erausstellen.

D'Grenz vun Astellungsalter gëtt vu 40 op 45 Joer eropgesat. Allerdéngs ass elo awer dann och keng Derogatioun méi méiglech. Am Intérêt vun der Transparenz muss, wéi gesot, all vakant Plaz öffentlech ausgeschriwwen ginn, woubäi natierlech den Ennerscheid tëschent engem Recrutement interne an engem Recrutement externe gemaach gi muss. Dat hei géllt allerdéngs net fir déi Posten, déi mat engem Contrat à durée déterminée festgehale ginn.

Eng Exceptioun gëtt et awer an Zukunft, wat elo d'Astellung vu Personal ubelaangt. Esou kënnen eventuell Expären aus dem Privatsecteur engagéiert ginn. Hir Erfahrung kann eng Beräicherung fir den öffentlechen Dénsgsch sinn. Allerdéngs, an dat wëll ech och hei ennersträichen, kann esou eng Décision nëmme vun Regierungsrat geholl ginn, an dat och nëmme an aussergewöhnleche Fäll. No enger Proufzäit vun engem Joer, wou dann déi betreffend Persoun de Statut vun Employé de l'Etat huet, ka se dann iwwerwiesselen an de Statut vun Fonctionnaire.

Fale gelooss ginn ass allerdéngs elo den emgedréintene Wee, nämlech den Transfert vun Public an de Privé, an dat op Urode vun Conseil d'Etat. De Statsrot gesäit nämlech an esou engem Fall eng Contradictioun, well d'Verwaltung vun deem betraffene Beamten, wou hie géng détachéiert ginn, nach ëmmer hierarchesch Responsabilitäten dann hätt. Allerdéngs kënnen d'Fonctionnaire selbstverständlech bei Etablissements publics détachéiert ginn. Ech wëll och nach hei drun erënneren, datt et jo och méiglech ass, datt Magistrate bei internationalen

Organisatiounen zäitweis ugestellt kënnen ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Mobbing ass jo en Term, deen ëmmer méi am moderne Sproochgebrauch opkënn, an dat besonnesch am Kontext mat der Aarbechtswelt. Et handelt sech hei ëm e gewësset Verhale vu Leit vis-à-vis vun engem Aarbechtsskolleeg, mam Resultat datt deem seng Dignitéit net méi respektéiert gëtt an datt dofir souguer psychesch oder physesche Schied entstoe kënnen. Verschidden Etüde weisen drop hin, datt an Europa ronn 9% vun de Salarieé géngen op hirer Aarbechtsplaz gemobbt ginn. Och deem dréit elo dese Projet de loi Rechnung. D'Notioun vun Harcèlement moral a sexuel ass deementspreechend an den Text ageschriwwen ginn.

E weidere gesellschaftspolitesche relevante Punkt, deem d'Gesetz eng Bedeitung gëtt, ass den Delegierte vun der Chancéglaichheet. Am Privatsecteur ass des Fonctionnaire jo schonn duerch d'Gesetz um 28. Mee 1998 agefouert ginn, dat als Folleg vun nationale Beschäftigungsplang, deen den 18. Abrëll 1998 arrétéiert gi war. Den öffentlechen Dénsgsch zitt elo no, mä des Fonctionnaire ass allerdéngs nëmme do virgesinn, wou keng Personaldelegatioun besteet. Am anere Fall ass et wéi gesot d'Personaldelegatioun, déi de Rôle vun der Chancéglaichheitsföunctioun dee Moment iwwerhëlt.

En effikasse Fonctionnement vun Statsapparat kann nëmme mat motivéierte Beamte garantéiert ginn. Dofir gëtt och elo de regelméissegen Austausch vun Iddien a Virschléi, wat d'Aarbechtssmethod ubelaangt, tëschent Salarieé a Virgesetzte gesetzlech verankert. Déi sougenannte Mataarbechtsgesprécher kënnen also nëmme zu engem besseren Aarbechtssklima bäidroen. Ausgeschloss ass an Zukunft awer och d'Evaluatioun vun de Beamten.

Zu engem gudden Aarbechtssklima gehéiert natierlech awer och ouni Zweifel eng Personaldelegatioun, déi hir Fuerderungen op eng gerecht Aart a Weis virbréngen kann. Dat war jo an der Vergaangenheet net ëmmer esou de Fall an duerch d'Aféierung vun engem Kalenner, no deem d'Delegatioun an d'Direktioun sech regelméisseg treffe mussen, gëtt d'Instrument Personaldelegatioun also staark revaloriséiert. Och d'Asetze vun engem Aarbechtssdokter an engem Kontrolldokter liwwert de Beweis, datt dese Projet de loi d'Ännerunge vun dem Aarbechtssémfeld respektéiert.

Während d'Sécherheet op der Aarbecht als Zil huet d'Gesondheet vun Fonctionnaire ze schützen, gëtt de Kontrolldokter der Verwaltung d'Méiglechkeet op Demande vun der Pensiounskommissioun medezinesch Kontrolle bei Fonctionnairen duerchzuführen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Gesetz ännert natierlech awer och déi zwee Pensiounsgesetze am öffentlechen Dénsgsch um 26. Mee 1954 an dat um 3. August 1998 iwwert de Spezialregime of. Dat ass enner anerem eng Konsequenz vun Rentdésch. An dem Beräich vun de Babyjore gëtt zum Beispill munches adoptéiert. Esou gëtt den Datum um 1. Januar 1988 wéi am Régime général eropgesat. Zënter dem Gesetz um 16. Abrëll 1979 iwwert de Statsbeamtestatut applizéieren déi zwee Pensiounsregime am öffentlechen Dénsgsch jo schonn d'Babyjore fir d'Berechnung vun der Pensioun. Zënter dem 1. August 1994 sinn dat zwee Joer. Natierlech huet een och wei derhi missen eng contractuel Relatioun mat sengem Patron behalen.

Am anere Fall huet een Urecht op de Forfait d'éducation, dee mer jo duerch d'Gesetz um 28. Juni 2002 agefouert hunn. Fir eng Equitéit tëschent dem originale Regime an dem Iwwergangsregime hierzestellen,

musse spezial Moosname fir den Iwwergangsregime geholl ginn. Gegebenfalls kann e Complément verrechent ginn, wann d'Mise en compte vun de Babyjoren net equivalent zu dem Forfait d'éducation ass. Dës Situatioun ka sech theoretisch bei deenen enneschte Carrière astellen.

Op där anerer Säit kënnen des Prestatiounen awer och zu enger Pensioun féieren, déi méi héich wéi 5/6 vum leschte Gehalt wieren. An deem Fall muss dann de Bénéficiaire entweder fir d'Babyjoren oder de Forfait d'éducation optéieren.

Een, dee wéinst berufflecher Incapacitéit oder wéinst Disqualification morale an d'Pensioun geschéckt gëtt, huet elo net méi direkt en Urecht op eng Pensioun, mä eréischt mam Alter vu 65 Joer op eng Pension différée. An deem prezise Fall ware mer jo och am éischten Avis um Statsrot mat enger Opposition formelle konfrontéiert. Och am zweeten Avis huet de Statsrot mat enger Opposition formelle gedrot. Fir dunn awer alle Problemer aus de Féiss ze goen, huet d'Kommissioun sech fir de proposéierten Text um Statsrot décidéiert. Domat dierft och elo keng Zweedeitegkeet opkommen, wat déi Leit betrëft, déi enner der aler Gesetzgebung d'office an d'Pensioun geschéckt goufen.

Weider ginn Adaptatiounen um Pensiounsregime virgeholl, déi un éischter Linn am Intérêt vun deenen enneschte Carrière sinn. Da gëtt zum Beispill de Majoritiounstaux vun 1,296% op 1,383% fir de Spezialregime eropgesat, dat heescht fir déi Pensiounen, déi nom 1. Januar 1999 ausbezuelt goufen. Fir den originale Regime gëllen déiselwecht Dispositiounen, allerdéngs bis e Plaffong vun 200 Indexpunkten. Bei de Witwerente gëtt de Plaffong vun 150 op 180 Punkten eropgesat.

Positiv Verännerunge gëtt et dann awer och nach um Niveau vun den Invalidierenden. Ernimmt soll enner anerem hei ginn, datt d'Méiglechkeet fir e Rachat schonn elo mat 55 Joer ufängt an net eréischt mat 60, wéi dat fréier de Fall war. Allerdéngs muss een an där Situatioun dann awer och 40 Joer Dénsgsch virweisen. Ech gi gären zou, datt dat hei dee komplizéiertste Volet vun dem Gesetz ass an duerfir iwwerloossen ech och léiwer den Expären d'Tribün fir zousätzlech Explicatiounen do ze ginn.

Tatsaach ass awer, datt all des Verbesserungen en enormen Aarbechtssopwand wäerte mat sech bréngen, an duerfir erlaben ech mer och vun deser Plaz aus der Madame Minister an dem Statssekretär vläicht mat op de Wee ze ginn, deene Leit an deenen nächste Wochen a Méint, déi elo ganz vill rechnen mussen, déi beschtméiglech Konditiounen ze ginn, fir datt dat villt Gerechens mat esou mann wéi méiglech Problemer kann iwwert d'Bühn goen.

A propos Pensioun, am ursprüngleche Projet war och virgesi fir no der Pensioun nach fräiwëlleg schaffen ze goen, dat heescht de sougenanntene Bénévolat. Ech gi gären zou, datt des Iddi am Ufank och an eiser Kommissioun net op ganz grouss Begeeschterung gefall ass, well des Neierung hätt jo och ouni Zweifel zu enger Rei zousätzlechen neie Problemer gefouert, esou datt mer dann am Endeffekt och net onfrou sinn, datt mer de Bénévolat elo fale gelooss hunn.

(Coups de cloche de la Présidence)

De Statsrot a virun allem awer och d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics hate sech méi oder wéineger och op eng ganz determinant Aart a Weis géint des

geplangten Dispositioun ausgesprochen.

Par conter besteet allerdéngs elo d'Méiglechkeet fir no der Pensioun nach gegebenfalls bis 68 Joer weider schaffen ze goen. Majoritaire ware mer eis an der Kommissioun eens, datt dat eng gutt Saach ass. Engersäits erlaabt et dem Beamten de Schrëtt an d'Pensioun méi spéit unzotrieden, andersäits kënnen awer och a verschiddene Secteuren - ech denken hei virun allem un den Enseignement - gewisse Pénuries opgefaang ginn. Allerdéngs muss een och hei ennersträichen, datt des Mesure net e verbrieftent Recht ass, mä datt schonn d'Konditiounen vum Service et erlabe mussen fir enger Persoun d'Méiglechkeet ze gi bis 68 Joer schaffen ze goen.

Op eng Rei aner Verbesserungen vun dem Statut wëll ech just nach kuerz agoen. Wat zum Beispill d'Accessoireaktivitéiten niewent der eigentlecher Aarbecht ubelaangt, esou wier drop hinzeweisen, datt an Zukunft esou Demanden net méi vun Regierungsrat, mä vun Ressortminister aviséiert ginn. Doriwwer wäert dann de Regierungsrat och net onfrou sinn, well ech mer soe gelooss hunn, datt se an der leschter Zäit mat vill esou Dossieré konfrontéiert gewiescht wieren.

Am Fall wou e Fonctionnaire a preventiver Haft ass, huet en elo Urecht op d'Halschent vum Akomes vu sengen accessoiren Aktivitéiten.

Dann eng aner Neierung nach, déi Leit, déi zwee Echechen am Promotionsexamen haten, kréien elo nach eng drët Chance. Dat setzt allerdéngs voraus, datt se nach zousätzlech Coursé besichen. Ze erwähnen ass och nach, datt op Basis vum Prinzip vun der fräier Zirkulatioun vun den Aarbechter an der Europäescher Unioun eng Décision vun Regierungsrat net méi noutwendeg ass, wann ee säi Wunnsätz am Ausland huet. Et ass elo esou, datt de Fonctionnaire an enger räsonnabeler Distanz zu senger Aarbechtsplaz muss wunnen. Dat heescht also, datt en och an Zukunft ka roueg säin Haus zu Kanfen oder zu Sterpenich opriichten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi zum Deel kritesch Avisen, esouwuel vum Statsrot wéi vun der Beamtchamber, hunn eis, wéi ech dat schonn aganks hei ennerstrach hunn, vill beschäftegt. Deene verschiddenen Oppositions formelles vum Conseil d'Etat hu mer ausnahmslos Rechnung gedroen. Bedéngt duerch déi zwee Avisen, sinn enner anerem folgend Punkten, déi am initiale Projet virgesi waren, gestrach ginn.

1. De Contrat à durée déterminée, fir eng Period vun iwwer zwee Joer. De Statsrot hat zwar hei am Prinzip säin Accord zu där geplangter Moosnam ginn, mä am Endeffekt hu mer et awer fale gelooss, net zulescht och wéinst de kritesche Bemierkung vun der Chambre des Fonctionnaires. Ech wëll op deser Plaz allerdéngs bemierken, datt natierlech de Problem vun de Remplacement domadder net geléist ass.

2. D'Period vun 12 op 18 Méint eropzesetzen am Kader vun engem Krankecongé. De Conseil d'Etat war der Meenung, des Dispositioun wär géint de Prinzip vun der Gläichheet virum Gesetz, well déi envisagéiert Period net am Code des Assurances sociales virgesi wär.

3. Déi individuell Klasséierung vun den Employéen duerch de Minister. 4. D'Ausdehnung vum Gesetz um 19. Mäerz 1988 iwwert d'Sécherheet an den öffentleche Verwaltungen op d'Etablissements publics. Am ursprüngleche Projet war och virgesinn, fir d'Familljenzoulag op net bestuete Koppelen auszudehnen. De Statsrot huet sech och net géint déi Mesure opposéiert, mä och dat hu mer fir de Moment am Suspens gelooss aus där ganz ein-

facher Ursaach, well d'Gesetz bis zu deem Zäitpunkt iwwert de Parténariat nach net gestëmmt ass. Dee Moment wou dat Gesetz gestëmmt ass, kann een dat heiten da roueg nohuelen.

Vill an der Diskussioun war an ass jo och d'Nomination fir eng begrenzten Zäit op e Poste mat spezieller Verantwortung, zum Beispill Verwaltungsdirekteur oder en Direkteur vun engem Lycée. A sengen zwee Avisen huet de Conseil d'Etat ëmmer erëm en Hoer an der Zopp fonnt, fir des Neierung, ouni Zweifel ee vun den Haaptelementer vun neie Statut, net ze akzeptéieren. Virun allem war de Statsrot der Meenung, datt de Projet de loi net géng Differenz maachen tëschent der Nominatioun op eng Funktioun an d'Affektatioun op eng bestëmmte Plaz.

Och d'Chambre des Fonctionnaires huet sech géint des Moosnam ausgesprochen. D'Regierung ass awer der Meenung, datt ee soll un deem Punkt do festhalten. Et muss ee vläicht hei awer och nach eng Kéier präzisieren, datt wann eng Désignatioun op e Posten zu Enn kéint, da verléiert de Beamten zwar dee Posten, awer net d'Föunctioun op déi hie genannt gi war.

An der Sitzung vum leschte 17. Abrëll hu mer eis an der Kommissioun eestëmme, mat Ausnahm vum ADR-Vertrieeder, dee sech enthalen hat, dofir ausgeschwat, fir dese Volet vun de Postes à responsabilité particulière aus dem Projet de loi eraus ze huelen. D'Regierung wäert an noer Zukunft en zousätzleche Projet déposieren, dee sech just dann nach wäert mat deem Punkt ofginn. Dat erlaabt et och, déi genee Aschreiwung vu spezifische Konditiounen a Kritären, wat des Punkten ubelaangt, virzuelen.

Well et de Wonsch ass fir dat Gesetz, wat mer haut diskutieren, och esou séier wéi méiglech emzesetzen, hu mer eis dofir fir des Prozedur ausgeschwat. Ech wëll op deser Plaz drop hiweisen, datt hei zu Lëtzebuerg d'Limitatioun vu Posten iwwregens scho besteet, an zwar gëtt de Gros vun den Direktere vun den Etablissements publics, sief dat Post, sief dat Spuerkeess, sief dat de Commissariat aux assurances, oder sief dat CSSF, fir eng begrenzten Zäit nominéiert.

Et ass och nach hei ze ernimmen, datt d'Regierung net manner wéi 14 Projets de règlements grand-ducaux un de Projet de loi annexéiert hat, wat et eis och erlaabt huet an der Diskussioun méi an den Detail vun deenen einzelen Dispositiounen ze goen.

Ech wëll awer och hei nach op den Aspekt vun der Bedelegung vun den Net-Lëtzebuerg am öffentlechen Dénsgsch agoen. Den 2. Juli 1996 war eist d'Land jo vum europäesche Geriichtshaff condemnéiert ginn, fir säin öffentlechen Dénsgsch den EU-Bierger opzemaachen. Dorops gouf duerch Décision vum Regierungsrat um 5. a vum 10. Juli 1996 den Aarbechtsgrupp „libre circulation“ agesat. Dese Grupp huet déi Ministère festgehale, wou auslännesch Matbierger kënnen schaffen. Och een neit groussherzoglecht Reglement léischt déi Verwaltungen an Etablissements publics op, wou d'Kenntnis vun där enger oder där anerer administrativer Sprooch net méi noutwendeg ass. D'Gesetz trëtt iwwregens den éischten Dag vun deem Mount a Kraaft, nodeems et am Mémorial publizéiert gouf, mat Ausnahm vun den Dispositiounen iwwert de Regierungskommissaire an déi iwwert den Aarbechts- a Kontrolldokter. Déi lescht genannte Regelungen trieden allerdéngs eréischt den éischten Dag vum véierte Mount a Kraaft, nodeems se am Mémorial publizéiert waren.

Fir verschidden Dispositiounen vum Gehältergesetz gëllen nach aner Datumen, op déi ech awer elo net hei am Detail wëll agoen.

Fir dëse Rapport awer komplett ze maachen, wëll ech och nach drop hiweisen, datt eis sozialistesche Kolliegen an der Sitzung vum leschte 27. Mäerz nach e Froekatalog ënnerbreet haten. Ënner anerem ass et iwwert d'Remplacemeter, d'Kompetenze vum Regierungskommissaire fir d'Disziplinärinstruktouren an den Aarbechtsdokter gaangen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll ofschléissend nach all deene Leit, déi beim Zustanekomme vum dësem ganz wichtege Gesetzesprojet eng Hand mat ugepaakt hunn, virun allem de Beamten aus dem Ministère, dem Sekretär vum eiser Kommissioun a virun allem dem Jean Lammour aus der DP-Fraktioun, e ganz grouse Merci soe fir hir konstruktiv Aarbecht.

Am Numm vum der Kommissioun géing ech lech och dofir bieden, dësem Projet Är Ënnerstëtzung ze ginn.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Als éischten Diskussionsriedner ass den Här Paul-Henri Meyers agedroen. Den Här Meyers huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Paul-Henri Meyers (CSV). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech dem Rapporteur fir säin ausgezeechente schrëftlechen an och mündleche Rapport merci soen. Dat wäert deene Riedner, déi d'uer- no kommen, erlabe fir sech op aner Problemer ze konzentrieren, well en eis dat Wesentlech aus deem neie Projet kloer an däitlech exposéiert huet.

De Projet iwwert de Statut vum Statsbeamten ass ee wichtege Projet. D'Chamber vum de Fonctionnaires huet selwer an hirem Avis geschriwwen, et wier d'Charte fondamentale vum dem Statsbeamten, an dat ass och richtig. Et ass d'Kärstéck vum de Relationen tëschent dem Stat an de Leit, déi beim Stat schaffen. En dofir ass et och net aussergewéinlech, dass dee Projet hei vum der Berufschamber vum de Fonctionnaire mat enger ganz grousser Akribie ënnersicht ginn ass, an dass se och déi Punkten, déi se als wesentlech ëmfënnt, verteidegt huet a sech dofir agesat huet, dass dee Statut an där Form wéi mer e kennen, a wéi déi Relatione mussen bestoen, fir dass déi wesentlech Punkten erhale bleiwen.

De Statsrot huet sech ausféierlech mam Projet auserneegesat. Och dat ass ze begrëssen. Fir mech ass dat erfreeschlech, dass hei am Zesummespill vum den Institutiounen en Text esou kann ënnersicht ginn, wéi dat muss sinn. Dat ass keng Kritik, mä dat soll ee begrëssen, an do gesäit een och dass mer an engem wierklechen demokratesche Stat liewen, well eng Demokratie, Dir Damen an Dir Hären, Här President, lieft zum Deel aus der Kritik. An déi positiv Kritik, déi och kënn, soll ee sech zu Härz huelen, well dat bréngt eis virun, an et soll een och net doraus schléissen, dass dat en negatiivt Bild vum den Institutiounen géif ginn.

De Statut stellt also d'Kärstéck d'uer vum de Relationen tëschent de Beamten an dem Stat, mä de Statut regelt net eleng déi Relation. Et ginn nach aner Dispositionen, déi iwwert dem Statut stinn, an ech erënneren hei en eenzel Dispositione vum der Verfassung, déi och de Statsrot rappeléiert huet, an déi de Statsrot dozou geféiert hunn, fir sech formell ze opposéieren, dass eenzel Dispositionen an dat Gesetz géifen erakommen. D'Artikelen déi an der Verfassung stinn, et sinn der eng ganz Rei, et sinn haaptsächlech d'Artikelen 10 bis, 30, 31, 35, 76, 92, 93 a gegebenenfalls och nach aner, déi net spezifesch sech op d'Fonction publique bezéien.

Ech erënneren och drun, dass an den Texter vum der Europäescher Unioun, notament an dem Traité vu Roum, den Artikel 48 sech och ausféierlech mat der fräier Zirkulation vum de Leit an der Communauté ofgëtt, an dass och do d'Statsbeamten zum Deel drënner falen, esou dass och Lëtzebuerg, esou wéi de Rapporteur et gesot huet, no enger Condamnatioun e Gesetz abruecht huet, wat a Kraaft getrueden ass a wat eng Rei vum Domäne fir d'Fonction publique opgemaach huet.

Dir Dammen an Dir Hären, wann een de Statut vum Statsbeamten analyséiert, da kënn een an enger grëffeger Form dat heite soen, dass de Beamten am Déngscht vum Stat, am Déngscht vum der Allgemainheet ass, mä dass de Stat net eleng am Déngscht vum Beamte steet. Ech mengen, dat muss mer eis och virun Aen halen an dat muss och deen eenzelne Beamte sech virun Aen halen, wann hien an den Déngscht vum Stat trëtt, well hien ass am Déngscht vum alle Matbierger.

Wat sinn elo déi verschidden Dispositionen, déi d'uerch dat Gesetz hei geännert gi sinn? Ech wäert versichen an e puer Domänen de ganzen Text ze regruppéieren an e puer Domäne besonnesch ervirzehiewen.

En éischten Deel betrëfft, wat ee géif soen, den Accès à la fonction publique, de Recrutement an och d'Formatiounen. Do muss ee schonn direkt den Artikel 10bis vum der Verfassung rappeléieren, dee seet, datt d'Lëtzebuerg gläich si virum Gesetz an dass se alleguer admissibel si fir all öffentlech Emploien, civils ou militaires. Den Text fëgt bai - et ass en Text, dee relativ rezent ass -, datt d'Gesetz déterminéiert wéi Net-Lëtzebuerg an d'Fonction publique kënnen erakommen.

Et ass dee Prinzip, dee mer eis mussen virun Aen halen, wa mer déi Dispositionen, déi sech ofgi mat dem Accès à la fonction publique, ënnersichen. Duerfir kann een och nëmme begrëssen, dass an deem Deel, deen den Accès à la fonction publique betrëfft, e puer Klärungen erakomm sinn, déi gutt sinn an déi och all Arbiträr, esou wéi de Rapporteur et och gesot huet, auschléissen. Eng Disposition betrëfft den Alter, deen eropgesat ginn ass op 45 Joer, awer domat ass et Schluss. Eng aner Méiglechkeet gëtt et net méi. Domat weess och jiddereen, dass do keng Ausnahme gemaach ginn an domat gëtt och de Prinzip vum der Gläichheet virum Gesetz a mengen Ae respektéiert. Allerdéngs muss een och hei derbäifügen, dass fir verschidden Emploien, notament bei der Police, den Alter vum 30 a 35 Joer gëllt.

Eng zweet Disposition, déi nei ass, ass d'Méiglechkeet vu Beamte fir de Service public erëm ze réintgréieren, wa se a Pensioun gaange sinn. Do spillt den Intérêt de service. Déi Décisioun muss relativ séier geholl ginn. D'Gesetz gesäit och vir wat dee Beamten, deen erëm, nodeem e pensionéiert war, an den Déngscht zrëckkënn, wat heiansdo noutwendeg ass, wat och am Hëlbleck op Obligatiounen, déi de Stat huet an am Intérêt public noutwendeg ass, dass déi Leit zrëckkommen, verdéngt. D'Indemitéit an d'Pensioun zesummen dierfen net iwwer 10% vum deem fréiere Gehalt erausgoen.

D'Bestëmmunge ginn d'uerch e Règlement grand-ducal fixéiert an dee Règlement grand-ducal muss sech selbstverständlech an déi allgemeng Regeln halen, déi och hei am Gesetz virgesi sinn.

Da gesäit den Text vir, dass de Stat Leit rekrutéiere kann, déi eng besonnesch Expérience professionnelle hunn. Hie kann d'uerfir an de Secteur privé goe fir Leit an d'Fonction publique eranzehuelen, déi hie gegebenenfalls brauch.

Ech muss lech ganz éierlech soen, d'Fro stellt sech éischten emol, ob, wann esou Leit gebraucht ginn, déi Posten da mussen ausgeschriwwen ginn, fir de Prinzip vum der Gläichheet virum Gesetz ze wahren, well jo jiddereen, deen d'Bedingungen erfëllt, Accès zu esou engem Poste kënn hunn, a wann dee Posten ausgeschriwwen gëtt an et ass kloer déeterminéiert wat d'Kritäre si fir dee Posten ze occupéieren, dass dann natierlech selbstverständlech och all Beamten, dee mengt hien hätt déi néideg Expérience, sech ka mellen, an dann ass et un der Regierung fir ze decidéieren wien déi néideg Capacitéiten huet fir deen dote Posten ze besetzen.

Ech mengen, dat do wäerten Ausnahmeregelunge sinn, déi net déi allgemeng Dispositionen, déi mer fir d'Fonction publique kennen, ausser Kraaft setzen. Et sollen och Ausnahmeregelunge bleiwen an de Stat soll à même sinn, wann hie selwer keng Leit huet, déi eenzel Poste kënnen besetzen, fir och op aner Leit am Secteur privé an Ausnahmefäll kënnen zrëckzegräfen.

Ech wëll dann awer e Punkt hei nach uschniden, deen och vum Rapporteur ugeschnidde ginn ass, wat den Accès à la fonction publique ugeet, dat ass dee vum Net-Lëtzebuerg. Mir wëssen, dass dee Problem bei ville Beamten haut mat gewëssen Appréhensiounen verbonden ass. Mir wëssen och, dass d'Berufsvertretung, d'CGFP, och do hir Bedenken huet fir Net-Lëtzebuerg an d'Fonction publique eranzehuelen, wat zu enger Verfrimmung vum der Fonction publique féiere kënn.

Ech mengen net, Här President, dass wa mer vum den Net-Lëtzebuerg schwätzen, déi an d'Fonction publique kënnen kommen, dass dat Leit sinn, déi vu Berlin, vu Stockholm oder vu Madrid hei op Lëtzebuerg komme fir hei Statsbeamten ze ginn. Mir hunn awer an eise Land en anere Problem mat deem mer eis mussen ausernee setzen, dat ass déi grouss Zuel vum Net-Lëtzebuerg, déi hei am Land wunnen, eng Zuel déi permanent zouhëlt.

Ech dierf nëmme drun erënneren, dass mer an eise Schouklasse bis zu 50% a méi Net-Lëtzebuerg hunn. Kanner, déi hei am Land gebuer sinn, déi mat de Lëtzebuerg Kanner, wann ech dat esou ka soen, zesummen hir Schoule maachen, déi en Attachement hunn un eist Land, deen heiansdo méi grouss ass wéi dee vum eisen eegene Kanner, déi also eigentlech ausser der Nationalitéit, géif ech bal soen, all Bedingungen erfëlle fir och an der Fonction publique déi Aufgaben ze iwwerhuelen, déi mer eigentlech de Lëtzebuerg reservéieren.

Et ass e Problem, dee sech fir eis Lëtzebuerg Gesellschaft stellt, deem mer eis net kënnen verschléissen a mir dierfen och net a mengen Aen hei eng Attitüd anhuele wéi wa mir an enger Festung séizen, an dass mer den Terrain dobaussen aneren iwwerloosse géifen. De Problem muss positiv ugaange ginn an et muss een och kucke wéi een de Problem ka lösen. Ganz sécher ass et esou, esou wéi d'Evolutioun och vum europäesche Recht sech mécht, dass et bei deenen Domänen, déi elo op si fir d'Net-Lëtzebuerg an der Fonction publique, dass och déi Domäne wäerten ausgedehnt ginn, well mir kennen d'Jurisprudenz vum Europäesche Gerichtshaff a mir sollen, wéi gesot, och dee Problem do positiv ugoen am Dialog selbstverständlech mat dem Vertrieber vum der Fonction publique.

Dee Problem wäert och en anert Gesicht kréien, dee Moment wou

mer bereet sinn den Net-Lëtzebuerg et ze erlaben, dass se eng duebel Nationalitéit kënnen kréien, well dee Moment ass et evident dass och een, deen eng duebel Nationalitéit huet, selbstverständlech och all Accèsen huet zu der öffentlecher Fonctioun.

(Interruption)

Selbstverständlech muss dann en aneren Text gemaach ginn. Et muss jo och en Text gemaach gi fir de Problem vum der duebler Nationalitéit.

(Interruption)

Här Fayot, d'Gesetzgebung ass näischt Statesches. Et ass eppes, wat an Evolutioun ass. En Text kann ëmmer erëm ugepasst ginn, wa sech eng Majoritéit an der Chamber fënn, fir deen Text ofzënnere.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. Paul-Henri Meyers (CSV). - En zweeten Domän betrëfft d'Droits et devoirs vum de Statsbeamten, wou ganz oft no baussen ëmmer nëmme op d'Droit gepocht gëtt an net esou séier op d'Devouiren.

Déi zwee sinn awer gläichwäerteg. A wann een e gesond Verhältnis zu der Fonction publique huet, an ech géif mengte meng Partei hätt dat, da brauch ee sech och net ze scheie fir och op Verpflichtunge vum Statsbeamten hinzewiesen.

Wann een Droits et devoirs seet, da muss ee wëssen, dass no baussen de Statsbeamten d'Bild vum der Fonction publique duerstelt. De Beamten ass souzesoen d'Gesicht vum Stat, well de Stat u sech huet kee Gesicht. De Statsbeamte stellt dat Gesicht d'uer, an de Bierger dobaussen uerteelt dat wat de Stat mécht, nodeem wéi och d'Statsbeamte sech behuelen a wéi se hir Aufgaben erfëllen. Dofir ass et och wichtig, dass déi Dispositionen am Text dra sinn, dass och hei verschidden Upassunge gemaach ginn. A wann ech vum Gesicht geschwat hunn, da wëll ech awer och soen, de Statsbeamten ass och d'Stëmm vum Stat. En ass d'Stëmm vum Stat, well iwwer hien d'Kommunikatioun mam Bierger geschitt. An do ass et och wichtig, dass déi Kommunikatioun gutt ass. Ech muss och soen, dass an deene leschte Jore ganz vill an der Fonction publique gemaach ginn ass, fir dass déi Kommunikatioun vum den öffentleche Verwaltungen zum Bierger wesentlech verbessert gëtt, an et gëtt och dobausse vum de Leit apprécieiert.

De Statsbeamten ass awer och d'Hand vum der öffentlecher Funktion. Engem eng Hand reechen, wëll soen him hëllefen. Him entgéint kommen. Et si Leit, déi denken ëmmer nëmme un een Zeechen. Eng Hand reechen wëll och bedeuten, dass een dem Bierger hëllef, dass een en, wann e bei d'Verwaltung kënn, net ofweist, mä dass een him hëllef fir déi Rechter, déi en huet, och ze errechen. An ech kann lech soen, dass et Verwaltunge gëtt, notament an der Sécurité sociale, déi de Prinzip hunn, dass wann Dispositionen do sinn, déi kënnen verschidentlech interpretéiert ginn, dass se ëmmer esou sollen interpretéiert ginn, dass se am Intérêt vum Bierger sinn, well et gëtt nämlech och Verwaltungen déi de Contraire maachen, an déi eng Interpretatioun huelen, déi net noutwennegerweis am Intérêt vum Bierger ass. Et ass also eng wichtig Saach, wann een dat dote ka maachen, dass een och den Intérêt vum Bierger gesäit an him hëllef, dass en zu senge Rechter kënn.

Déi Dispositionen iwwert d'Verpflichtunge vum dem Statsbeamte ginn also iwwert dat eigentlech eraus, wat den Text seet. Et ass u sech de ganze Comportement, et ass déi Aart a Weis wéi ee sech an der Erfëllung vum senger Aufgabe behëlt, wéi och de Statsbeamten dobausse gesi gëtt.

Den Text huet am Intérêt vum de Rechter vum Statsbeamten den Harcèlement sexuel et moral ageféiert, wat gutt ass, wou ee sech allerdéngs muss froen, wann deen Text zur Uwennung kënn, ob dat net zu Schwieregkeete wäert féieren.

Den Text vum Gesetz huet och Dispositionen iwwert d'Disponibilitéit vum Statsbeamten geschriwwen, iwwer seng Indépendance, seng Neutralitéit, an en huet domat och gläichzäiteg dat, wat am Text „occupation accessoire“ genannt gëtt, méi kloer ëmschriwwen. Dat ass och gutt, well et oft an der Vergaangenheet zu ënnerschiddlechen Interpretatiounen geféiert huet.

Esou, wéi de Rapporteur gesot huet, besteet elo d'Méiglechkeet vum engem Ordre de justification. Ee Beamten, dee mengt e wär a sengem Recht, oder wann eng Differenz entsteet tëschent dem Virgesetzten an dem Beamten, kann de Virgesetzten en Ordre de justification froen, fir dem Beamten d'Méiglechkeet ze gi sech ze justificéieren an déi Aart a Weis wéi se sech beholl huet och d'uerzeleeën. An déi, déi d'Zeitung vum der CGFP opmierksam gelies hunn, hunn an der leschter Nummer een esou e Beispill kënnen noliesen, wou eng Relatioun tëschent dem Virgesetzten a sengem Beamte vläicht hätt kéinte vermiede gi mat där heiter Dispositioun.

En drëtten Domän op deen ech wëll agoen, dat ass dee vum der Organisation vum der Aarbecht. Den Text huet den Télétravail ageféiert. Dee muss weider d'uerch Modalitéiten ausgedäitscht ginn, allerdéngs huet awer d'Chamber vum de Fonctionnaire schonn drop higewisen, dass et Verwaltunge gëtt, wou den Télétravail besteet, an dass een op déi Expérience vum där Verwaltung, notament d'Post, kann zrëckgräife fir ze gesinn, wéi dat sech entwéckelt huet. Et ass elo virgesinn, dass Projets-pilote solle gemaach ginn. Et ass och wichtig, well hei eng Rei Punkten nach net gekläert sinn, déi och de Rapporteur ugeschwat huet, notament dee vum der Protection vum den Données personnelles.

Dann huet awer d'Gesetz een Domän, dee virun 20 Joer nei an de Statut erakomm ass, wesentlech verbessert, de Congé sans traitement an de Congé pour travail à mi-temps. Et kann een haut soen, dass déi Dispositionen an deem do Domän voll a ganz akzeptéiert sinn. Wéi se ageféiert gi si waren Appréhensiounen do, zu wat dat géif féieren. Et wat ëmmer geduecht fir d'Relationen, déi de Statsbeamte vis-à-vis vum der Verwaltung huet a seng Aufgaben doheem an der Famill an Aklang ze bréngen. Et kann ee soen, dass haut vill Beamte vum deenen dote Mesurë profitéieren an dass et net der Verwaltung geschuet huet, au contraire. Do wou Leit och nëmme hallef Deeg schaffen, erfëlle se voll a ganz hir Aufgaben, an dofir ass et net méi wéi richtig, dass och elo an deem Text hei verschidde Verbesserungen abruecht gi sinn, notament dass déi Aktivitéite voll a ganz an als Service intégral considéiert gi fir d'Avancemeter a fir d'Promotioun, an och bei dem Travail à mi-temps eng Period vum zéng Joer fir d'Pensioun.

Déi Verbesserungen, déi d'Regierung abruecht huet an deem Domän, hunn allerdéngs net dovun ofgehalde fir och nach op een neie Wee ze goen, dat ass dee fir de Service à temps partiel anzeféieren, deen et dem Statsbeamten erlaabt 25, 50 oder 75% vum der Tâche complète ze schaffe mat engem deementspriedende Gehalt. D'Prestatiounen, déi mussen allerdéngs deeglech prestéiert ginn, dat heescht, dass een e gewëssen Deel all Dag nëmme schafft, mä et kënnen awer Ausnahme gemaach ginn, wann den Intérêt du service dat erlaabt. Ausgeschloss vum deene Mesurë sinn d'Stagiaren. Et kann een net e Stage zu 25% maachen oder zu 50%. Wann

dat de Fall wär, wär de Stagiaire amplaz zwee Joer natierlech aacht Joer am Stage, wat ee sech kaum ka virstellen. Ausgeschloss sinn natierlech och déi Leit, déi elo schonn de Congé pour travail à mi-temps oder de Congé sans traitement hunn. Ausgeschloss ginn och d'Bénéficiaire vum Congé parental, deen iwwregens elo an de Statut verankert gëtt an domat fir de Statsbeamte voll a ganz och ka spillen.

Eng Dispositioun, déi och nei erakomm ass, dat ass déi dass déi, déi e Congé sans traitement hunn, déi bis elo weider an der Verwaltung geféiert si ginn, déi hunn eigentlech den Avancement vun deenen déi hannendru ware blockéiert, an dat huet zu Onge-rechtegkeete geféiert, zu Onrouen och, an dofir ass et gutt dass elo déi Leit hors cadre gesat ginn. Doderch blockéiere se d'Kollegen net méi.

Wat och gutt ass, dat ass d'Méiglechkeet fir erëm eran ze kommen. Well dat war eigentlech u sech eng Ongerechtegkeet. A grouss Verwaltungen, wou vill Plazen opginn, war et liicht fir een neie Posten ze fannen, während a kleng Verwaltungen, wou net vill Leit sinn, war et schwierig fir dass ee Beamten, deen e Congé pour travail à mi-temps hat, erëm ganz konnt schaffen, oder ee Congé sans traitement, dass en iwwerhaupt erëm an d'Verwaltung konnt erakommen. An et sinn der do déi jorelaang ge-waart hunn, obscho se erëm hätte kënnen ufänke mat schaffen, bis se erëm an d'Verwaltung konnten zrëckkommen, während Kollegen aus anere Verwaltungen direkt konnten ufänken. Dat ass eng Iné-galitéit, déi heimat behewen ass, déi och behewen ass doduerch dass d'Méiglechkeet geschaaft gëtt, wann een nom Congé sans traitement erëmkennt, dass een och e Changement d'administration ka maachen a froe fir an eng aner Verwaltung iwwerzewiesse-len. Begréissenswäert ass och de Recyclage, dee fir déi Leit virge-sinn ass, déi zrëck an d'Fonction publique kommen an do eventuell konfrontéiert si mat neien Aar-bechtsweisen, mat neie Gesetzer, fir ze erlaben dass se voll a ganz hir Aufgaben erfëllen, ass et also ze begréissen, dass och hei eng Formatioun virgesinn ass.

Wat d'Aarbeitsregelung ugeet, stong am Regierungsprogramm eng Dispositioun, dass ähnlech wéi bei de Gemengen, wou Bierger-zentre geschaaft si ginn, fir dem Bierger méi no ze kommen, fir em och ze erlaben eng ganz Rei Auf-gaben direkt op enger Plaz ze täte-gen, dat heescht, wann e méi Relati-oune huet mat der Verwaltung, dass en dat op enger Plaz ka maachen. Den Text gesäit näischt dora vir. Et ass awer näischt wat verhënnert, dass d'Regierung och an déi do Richtung géing goen a probéiere géif, op jidde Fall emol duerch Projets-pilotes, fir duerch esou Biergerzentre beim Stat och dem Bierger méi no ze kommen, wat allerdéngs och géif bedeuten, dass d'Aarbeitszäiten eventuell misse-ten e weéneq anescht geregelt ginn, esou wéi mer dat och bei de Gemenge gesinn, wou een eventu-ell muss och samschdes moies disponibel sinn, wou een och emol iwwert déi normal Aarbeitszäiten eraus muss disponibel sinn, fir am Intérêt vun Bierger eenzel Déngschter kënnen unzëbiden an och dem Bierger ze erlaben déi normal Relatioune mam Stat gutt an einwandfrei ze regelen. Well et ass wichteg, dass och de Bierger an direktem Kontakt mat dem Be- amte ka kommen an dass de Be- amten, esou wéi ech virdu scho gesot hunn, him kann hëllefen eenzel Formulieren oder eenzel Aufga- ben ze erfëllen.

E véierten Domän, deen zum Deel nei geregelt ginn ass, dat ass d'Protectioun vum Statsbeamte selwer. De Statsbeamten huet Ver- flichtunge vis-à-vis vum Stat a vis-à-vis vum der Allgemengheet an op

där anerer Säit ass de Stat obli- géiert och de Beamten, deen am öffentlechen Déngscht ass, an also am Kontakt ass mat dem Public, ze protégéiere géint eenzel Con- duiten, deenen e kann ausgesat sinn, notamment dass e Verleum- dungen oder Attacke kann ausge- sat sinn. Dofir muss och de Stat seng Beamten a Schutz huelen. Hei kënn derbäi, dass och de Stat obligéiert gëtt am Fall vun Harcèle- ment sexuel et moral dem Statsbe- amten déi néideg Protectioun ze ginn.

Nei ass och, d'Mataarbechtere- sprécher. Allerdéngs esou wéi och d'Berufschamber et schonn an hi- rem Avis gesot huet, huet näischt bis elo d'Verwaltege verhënnert, fir esou Gesprécher ze féieren an et gëtt och eng ganz Rei Verwal- tungen, wou Décisiounen am Kon- takt téschent der Direktioun an deenen eenzelne Beamte getraff si ginn a wou och regelméisseg esou Réunioune stattfonnt hunn. Ech mengen, dass dat elo ageféiert gëtt, ass wierklech ze begréissen. Allerdéngs stellt ëmmer nach d'Fro sech: Wat geschitt wann d'Direk- tioun keng esou Mataarbechtere- sprécher féiert? Ass dat eng Ener- loosung? Ass dat eng Faute grave? Wéi kann een d'Direktioun vun eenzelne Verwaltungen dozou féieren, dass déi do Dispositioun och vum Statut Wierklechkeet gëtt an dass den Dialog téschent der Direktioun an de Beamten och hier- gestallt gëtt.

Ze begréissen ass och d'Schafung vum Délégué à l'égalité entre hom- mes et femmes. Et sinn déi zwee, well zu enger gudder Gesellschaft gehéiere Mann a Fra, wa se och ënnerschiddlech sinn, si gehéieren allenzwee dozou. Et soll een dat soen an och Männer brauchen hei- ansdo en Délégué à la protection des chances.

(Interruption diverses)

Domat ass d'Fra net ausgeschloss, mä et soll een dat hei net falsch in- terpretéieren.

E fënneften Domän, wat e bëssen als Haaptpunkt vun där Reform ugesinn ass ginn an och d'Uege- stalt gëtt, dat sinn déi disziplina- resch Moosnamen oder d'Änne- runge wat d'Disziplinarrecht be- trifft.

Et bien, Här President, ech menge soen ze kënnen, dass zu Lëtze- buerg hei e ganz grouse Prozen- taz vun de Beamte gutt Beamte sinn, an dass een net dat hei elo soll duerstellen, wéi wann hei per- manent disziplinaresch Moosna- me getraff si ginn.

Déi, déi aus der Verwaltung kom- men, wëssen dass dat d'Ausnah- m ass an dass een eigentlech ka soen, dass méi wéi 95% vun de Beamte gutt Beamte sinn, déi hir Aufgabe voll a ganz erfëllen. Dofir soll een och net, obschon een hei driwwer schwätzt, awer esou ma- achen an och eventuell e falscht Bild no bausse ginn, wéi wann dat elo onbedéngt noutwendeg wier, fir do aner Mesuren ze treffen.

Déi Ännerungen, déi geholl ginn, betreffe jo haaptsächlech d'Afféie- rung vun engem Commissaire, dee chargéiert gëtt mat der Instruction disciplinaire. Déi Mesure ass och vu Gewerkschaftssäit zënter Jor- zéngte gefuerdert ginn, aus der Suerg eraus dass och all Beamten, well deeselwechte Commissaire all Affäre soll suivéieren, d'selwecht soll behandelt ginn. Et ass also eng Suerg, eng Egalité de traitement.

Eng zweet Suerg ass déi vun der Indépendance, dass och all Fall mat darselwechter Indépendance, mat darselwechter Suergfalt a mat dem Respekt och vun de Rechter vun deem, deen der Disziplinarpro- zedur ënnerläit, och jiddereen nom selwechte Mooss traitéiert gëtt.

An dann dréttens, mengen ech, doduerch dass e Beamte chargéiert gëtt, deen haaptamtlech dat do mécht, kënn et och net méi, wéi dat an der Vergaangenheet ganz oft de Fall war, zu Prozedursfeeler.

Well eng Verwaltung, déi ni eng Disziplinaraffär hat, déi op eemol huet missen esou eng Affär lan- céieren, do si ganz oft Prozedurs- feeler gemaach ginn, déi net am Intérêt vun der Verwaltung a be- sonnesch och net am Intérêt vun deem war, dee concernéiert war. Dofir ass déi hei Mesure ze be- gréissen an et kann een och bal nëmmen Avantagen aus där doter Mesure erausliesen.

Wat sinn elo d'Aufgabe vun deem Commissaire? Hie gëtt informéiert an hien informéiert och de Fon- ctionnaire iwwert d'Prozedur déi uleefft. Dat ass e Grondreht, dat een huet, dass ee weess, dass eng Disziplinarprozedur ugelaft ass. De Beamte muss doriwwer informéiert ginn. Wann de Commissaire mengt, dass déi Faiten, déi him zougedroe si ginn, net wichteg wa- ren, oder net Ulass ginn zu enger Disziplinarprozedur, da kann en den Dossier klasséieren. Hie kann awer och gläichzäiteg aner Mesu- ren huelen. Wann e mengt, dass de Beamte misst suspendéiert ginn, kann hie selwer eng Mesure de suspension huelen. Hien instruéiert den Dossier, a wann en der Meen- ung ass, dass dat wat dem Beame- te virgeworf gëtt net esou wichteg war, kann e selwer déi ënnescht Strofe vun dem Avertissement, der Reprimande oder enger Amende, déi net iwwer e Fënnéfel vun enger Mensualité brute vum Beamten erausgeet, aussprieche. Wann en der Meenung ass, dass dat wat dem Beamte virzeweifen ass méi importent ass, da gëtt en den Dos- sier un den Disziplinarrot virun, deen aus Riichteren zesumme- sat ass, déi d'Affär, esou wéi dat bis elo de Fall war, instruéieren, déi dann zu enger Schlussfolgerung kommen. Wann de Beamten zu en- ger méi héijer Strof géif, wann ech emol esou ka soen, condamnéiert ginn, wa vum Disziplinarrot méi eng grouss Strof virgesi gëtt, da geet den Dossier mat där doter Dé- cisioun un de Verwaltungsdirekter zrëck, deen dann déi do Déci- sioun, déi do Entscheedung vum Disziplinarrot exécutéiere muss. Géif en dat net maachen, géif e sech a mengen Ae selwer taufit maachen a kënn selwer enger Dis- ziplinarprozedur ënnerwurf ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, Här Pre- sident, dat sinn déi haaptsächlech Mesuren, déi de Statut betreffen. Et sinn dann an deem heite Gesetz awer och Mesurë geholl ginn iwwert d'Pensiounen. Do wëll ech ganz kloer soen, dass wann och 1998 Mesurë getraff gi si fir de Pensiounsregime vun de Statsbe- amten ze änneren, da wëllt dat awer net heeschen, dass déi Ge- setzer do net kéinte verbessert ginn.

De Statsbeamten, och deen deen ënnert deen ale Regime fällt oder ënnert de Régime transitoire, huet d'Recht, wa vis-à-vis vun neie Re- gime oder vis-à-vis vun dem Régi- me de pension générale, deen och am Secteur privé Gültgkeet huet, Ännerunge kommen déi wesent- lech sinn a wou och de Statsbeame- ten e Recht drop huet, dann ass et net méi wéi legitim, dass och d'Ge- setzer iwwert d'Statsbeamten an deem Sënn ugepasst ginn. Wat déi Décisiounen ugeet, déi am Zesum- menhang mam Rentendesch a mat der Unerkennung vun de Babyjore getraff gi sinn, esou hu selbstver- ständlech och d'Statsbeamten déi- selwecht Rechter.

Ech gesinn net wéi een deene Leit, déi am Intérêt vun der Allgemeng- heet stinn, déi dote Rechter kéint refuséieren. Duerfir sinn och déi Verbesserungen, déi getraff gi sinn, déi och de Rapporteur schonn exposéiert huet, an deem Sënn ze begréissen.

Et sinn, an domat wëll ech of- schléissen, e puer Mesuren aus dem Gesetzesprojet erausgeholl

ginn, zum Beispill de Bénévolat, wou och d'Kommissioun vun Ufank un der Meenung war dat wier am Statut e Friemkörper an en hätt och mat all deene Schwierigkeeten, déi dat stellt a gestallt hätt, näischt am Statut verluer. Duerfir ass och ze begréissen, dass en no dem Avis vum Statsrot aus dem Statut erauskomm ass.

En zweeten Deel, deen erausgeholl ginn ass, ass dee vun der Nomina- tioun vun de Beamte mat Respon- sabilité particulière op Zäit, wou Nominatioune vu bis zu siwe Joer virgesi waren. U sech ass dat eng Dispositioun, déi eigentlech mat der Grondopfaassung, wéi mir se haut vum Statut hunn, net ze ver- einbaren ass. Mir hunn zwar eenzel Verwaltungen, wou esou Nomina- tioune gemaach ginn, allerdéngs kennen ech kee Fall deen opgrond vun deene partikuläre Gesetzer ge- nannt ginn ass, deen net méi ge- nannt gi wier. Déi sinn ëmmer erëm nei genannt ginn an et huet sech och ni d'Fro gestallt: Wat geschitt wann hien eng Kéier net méi ge- nannt gëtt, obschon hien nach net am Pensiounsalter ass?

Et feelen eis an deem doten Domän eigentlech déi néideg Kritären. Wann een der Meenung ass, dass een awer op deen dote Wee goe soll, dass dat dee richte- ge Wee wär fir déi héijer Beamte méi staark an d'Responsabilitéit eranzehuelen, fir se méi ze moti- véieren, da muss een natierlech dat ausféierlech diskutéieren. Et muss een dat mat alle Konsequen- ze gesinn. Duerfir ass et och ze be- gréissen, a meng Partei begréisst dat och, dass d'Regierung bereet war fir deen doten Deel aus dem Gesetz emol erauszehuelen an en neien Text ze presentéieren, dee mer dann an aller Rou an net an der Hetz diskutéiere kënnen, wou mir och gesi kënnen, wa mir e soll- te stëmmen, ënner wéi enger Form dass e géif gestëmmt ginn a mat wéi enge Kritären a mat wéi enge Rechter och déi Leit do hir Ern- nung oder Net-Ernenning kréie géifen.

Schlussfolgernd, mengen ech, kann ee soen: Deen Text, dee mir haut diskutéieren an iwwert dee mir ofstëmmen wäerten, ass e gudden Text. E moderniséiert de Statut. E gëtt de Beamten zousätzlech Rechter. E leet hinnen och compte tenu vun der Expérience nei Ver- pflichtungen op. Et kann ee soen, an domat wäert ech ofschléissen, dass et wëschenswäert wär, wann deen Text eng lerge Majoritéit géif fannen. Op jidde Fall kann ech hei d'Zoustëmmung vun der CSV zu deem doten Text bréngen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Mars Di Bar- tolomeo agedroen. Den Här Di Bar- tolomeo huet d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Här President, Dir Dam- men an Dir Hären, ech wëll dem Kolleg Paul-Henri Meyers direkt bezunn op säi Wonsch soen, dass och eis Fraktioun deen heiten Text stëmmen wäert, net well en e grou- se Worf vun deser Regierung wär, mä well e bei alle Mängel eng Rei vu Verbesserunge fir d'Fonction publique bréngt, déi mer der Fon- ction publique net wëlle virenthalen.

Et ass keng legislativ Glanzleesch- tung mat där mer hei konfrontéiert sinn, well déi Aarbechten, déi hei gelaft sinn, an och den Text wéi en hei presentéiert gëtt, si gekennzee- chent vun enger Rei vu Verspéi- dungen, vun dublen Emploien, vu Mesuren, déi onvirebereet no enger zweeter Phas vun Diskussiounen erakomm sinn, si gekennzeechent vun engem Rekord vun Opposi- tions formelles vum Statsrot a sinn net gekennzeechent, an do brauch een nëmmen den Avis vun der Chambre des Fonctionnaires noze- liesen, vun Dialog an Transparenz.

Doriwwer kann ee sech awer won- neren, well mer an deene regel- méissegem Entrevuen, déi all grouss Parteien hei am Haus mat där representatiivster Gewerk- schaft am Secteur public, der CGFP, huet, a viru ronn zwee Joer d'Impressioun haten an och kritt hunn, dass d'Regierung sech eens war mat der CGFP iwwert den In- halt vun dësem Projet. Mir ware wahrscheinlich grad esou iwwer- rascht wéi déi Betreffen, dass ëm- mer nei Mesuren erakomm sinn, dass net ofgeschwate Mesuren erakomm sinn, déi dann och déi Contestatioun bruecht hunn, dee relativ schaarfem Tou bruecht hunn, insbesondere am Avis vun der Chambre des Fonctionnaires, wéi mir e gekenngeleiert hunn.

Déi legislativ Aarbecht ass och ge- kennzeechent, wéi ech gesot hunn, vun neien Iddien, wou d'Regierung en neie Wee goe wollt, déi awer bal ausnahmslos d'Hürd vun de berod- enden Instanzen net geholl hunn. Ech schwätze vun den Iddien vun der Regierung a Saachen Aar- bechtsrecht, a Saache Bénévolat, a Saachen Durée déterminée fir d'Nominatioun vun de Postes à res- ponsabilité, tous azimuts, net nëm- men um politeschen, mä och um administrative Plang.

Dann de Projet vun der Regierung fir d'Allocation de famille op frai Partnerschaften auszudehnen, deen net virebereet war an do- duerch huet missen zrëckgezu ginn, och wann d'Iddi eng gutt war. Dann eng Rei vun anere Projeten oder Iddien, déi un den Opposi- tions formelles vum Statsrot ge- scheitert sinn.

Guer net ze schwätzen, nach eng Kéier, vun deem dublen Emploi, dee geschitt ass, a Saachen Deelzäitaarbecht, wou en Accord mat der Fonctioun publique fonnt gi war 2002 fir déi Deelzäitaarbecht vu 25, 50 a 75% anzeféieren, wou d'Chamber hei e Projet de loi ge- stëmmt huet fir dat esou schnell wéi méiglech kënnen ze maachen, wou mir eis un d'Reprochen an un d'Awänn vun Conseil d'Etat erënn- neren, mä wou d'Regierung gesot huet: „Mir packen dat!“, an de Pro- jet hei der Ofstëmmung virbruecht huet, de Segen och bal unanime vun der Chamber kritt huet an dunn herno festgestallt huet, dass hiren Text net exécutabel war, well eng Rei vu Saachen hätte missen iwwer e Règlement grand-ducal geregelt ginn, déi awer a Wierklechkeet iwwer e Gesetz geregelt musse ginn.

An deem dote Beräich hu mer e Retard vun zwee Joer kritt, dat heescht zwee Joer laang hunn d'Leit op déi heite gutt Mesure am Intérêt vun der Conciliatioun vum Berufsliewen an der Famill misse waarden, bis dass mir dann elo hoffentlech deen Text hunn, dee mar, wann d'Gesetz applicabel gëtt, och kann an d'Praxis emgesat ginn. An den Diskussiounen, déi mir haten, sinn eng Rei vu Froen op bliwwen.

Et muss ee feststellen, dass déi Aart a Weis, dat Formaalt, wat mer bei dësem Projet erlieft hunn, net dozou bäigedroen huet fir den Ima- ge oder dee Glanz vun de Res- ponsabelen an dem Ministère de la Fonction publique, haaptsächlech och vun deene politesche Res- ponsabelen an deem heite Beräich opzopoléieren, wou mer wëssen a wou mer erlieft hunn an deene leschte Joren, dass et eng grouss Differenz zwëschent Usproch a Wierklechkeet gëtt. Mir hunn erlieft, dass d'Praxis e bëssen aneschters ass wéi d'Oppositionstheorie, an dat kann ech un enger Rei vu Bei- spiller illustréieren.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

D'Pensiounsreform vun 1998, déi strikt vun der liberaler Partei ofge- lehnt ginn ass, ass net méi a Fro gestallt gi beim Antrëtt an d'Regie- rung. Mir hu virun enger Rei vu Méint d'Explicatiounen dofir kritt vum Här Rippinger. Mä no dem Vo- te vun dësem Statut a mat der Transpositioun vun de Mesurë vum

Rentendesch an dem Régime transitoire kann een net méi nëmme soen, dass keng Opposition méi do ass oder dass se net réckgängig gemaach ginn ass, mä dass an der Zwëschenzäit déi liberal Verantwortlech déi Pensionsreform akzeptéiert hunn an och eng Rei vun Adaptatiounen maachen, net ze schwätze vun der versprochener Gehälterrevisioun vun 1999, wou virun e puer Méint, nodeem se ugekënnegt war, se mat dräi Häre begruewe ginn ass, wou dann elo d'Explicatioun kënnt, déi wirtschaftlech Situatioun ass net esou dass mer kënnen eng Gehälterrevisioun maachen. Mä mir wäeren net an déi dote wirtschaftlech Situatioun erakomm mat der Gehälterrevisioun, wann net während annerhalwem Joer quasi Funkstille an deem dote Beräich gewiescht wär, eng Kommissioun désactivéiert ginn ass, an och haut kann een duerch aus iwwer eng Revisioun diskutéieren, net nëmme fir Leit an der Hierarchie ze hiewen, mä fir reell existéierend Problemer um Terrain unzegoen. Ech schwätze nëmme vun deem leidege Problem vun den Techniker. Also ugekënnegt, net realiséiert, an elo soll déi nächst Regierung dat nom Joer 2007 maachen.

An der Réforme administrative, soe mer et wéi et ass, ass d'Regierung stieche bliwwen. Si huet eng Rei vu Mesuren entaméiert, mä ausser enger ganzer Rei vun Etüden oder Auditen ass an der Praxis näischt passéiert, besonnesch net do, Här Statssekretär, an do bieden ech lech dat nozekucken, wou et de Clienten am wéisten deet, do wou de Client de Kontakt sicht an e ganz oft net féint, well eenzel Administratiounen ennerbesat sinn oder well eenzel Abteilungen net dat Personal hunn, dat si brauche fir ze fonctionnéieren.

E ganz leidegt Beispill - wann Der wëllt kann ech lech et virspillen, Der kënnt awer och den Telefon dréinen - ass dat Beispill vun der Caisse des allocations familiales, wou Der urufft a wou Der gesot kritt, mir ginn esou vill ugeruff, dass eis Leitungen all besat sinn. Op dräi Sproche ganz gentilement. A wann d'Sprache laanscht ass, da gëtt agehaangen. Dat heescht am Kloertext, rufft net méi bei eis un, kommt an de Schalter. A wa se dann alleguerten an de Schalter ginn, da fäerten ech, dass enges gudden Dags gesot gëtt, et kommen ze vill Leit bei eis an de Schalter, elo muss mer och de Schalter zoumaachen.

Dat sinn déi Saachen, déi de Leit extrem wéi dinn, wa se an enger Waardeschläif dra sinn an et hält kee se. Dat si Klängegekeete vläicht. Mä déi Klängegeketen, déi si méi wichteg fir den Image vun der Fonction publique wéi dee sechsten Audit, deen an engem Tirang lannt.

Wann ech gelift, Här Statssekretär, kuckt lech déi dote Saachen un. Dir hat et jo richtig ugepaakt mat Ärem Numéro vert, mä ech mengen de Numéro vert huet déi dote Problemer net konnte léisen.

Dann déi eng Rei vu Versprieche, déi am Rahme vun de Verhandlungen iwwert déi successiv Gehälterofkomm gefouert gi sinn, a wou wuel dee Wichtigsten an den Ae vun der Fonction publique deen ass vum Statut vun de Mataarbechter vun den Etablissements publics. Do hunn ech mat ganz grousem Interesse gelies gehat an deem leschten Accord salarial, dass d'Regierung der CGFP versprach hat fir de Statut public vun deene Beamten ze garantéieren.

Ech hu mer och erlaabt eng Question parlementaire ze stellen. Ech hu bis elo keng Äntwert. Ech géif gär wëssen, nodeem mer och alleguer zesammen op darselwechter Conférence des Comités souzen, wou déi Responsabel vun der CGFP dat gleewen, wat Der hinne gesot hutt, wéi séier dass mer dat doten dann elo kënnen an d'Praxis ëmsetzen, well dat ass ee vun dee-

ne Punkten déi wéi dinn an déi a Richtung schlächend Privatiséierung ginn, wou ech nach eng Kéier drop zrëck kommen. Datselwecht bei der Altersteilzeit, wou d'Regierung der representativster Gewerkschaft versprach hat, a wou mer bis elo näischt dovu gesinn hunn. Altersteilzeit net ze verwiesele mat Verlängerung vun der Aarbechtszäit am Alter, mä éischer a Richtung progressiven Antrëtt an d'Pensioun.

Wou, Här Statssekretär, sinn d'Viraarbechte vun der versprochener Pension complémentaire fir de Secteur public, ugekënnegt am Accord salarial vun 2000? Elo virun e puer Méint si mer gewuer ginn, dass een näischt ka maache bis 2003, bis dass d'Statistiken do sinn. Wann dat esou offensichtlech ass, firwat versprache mer dann esou eppes schonn 2002, wa mer et eréischt 2003 kënnen halen.

Ech hunn et schonn ugedeit, déi schlächend Privatiséierung mat där mer an der Fonction publique konfrontéiert sinn, a wou ech ganz frou wär, wa mer déi Statistiken, déi Der amgang sidd opzestelle bei den Aarbechter, mä awer och bei de Beamten, bei de Privatbeamten a bei Firmen, déi lues awer sécher de Wee an de Stat erafannen, well se méi bëlleg kënnen schaffen a wat mer speziell bei deene sougenannte „petites mains“ fannen, wou een éischer bereet ass ze privatiséieren wéi bei héich spezialiséierte Beamten.

Dir gesidd also, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Praxis gesäit leider e bëssen anescht aus wéi d'Oppositionstheorie, a well mir dat wëssen, dass een an der Opposition net ze vill soll versprechen, mä dass een herno och doru gemooss gëtt wat ee realiséiert, hu mer eis net an eng Surenchère an der Fonction publique lancéiert, hu mer eis net et einfach gemaach an duebel esou vill ze fuerdere wéi ee ka realiséieren, mä mir hunn an eisen Aarbechtsgruppen, enner anerem am Cercle Paul Wilwertz, eng Réflexion de fond gemaach iwwert d'Zukunft vun der Fonction publique, iwwert d'Zukunft vun de Fonctionnaires, iwwert d'Zukunft vum Service public.

Mir hunn deen éischte Volet vun eisen Aarbechte schonn op den Dësch geluecht a mir wäerten deen zweete Volet vun eisen Aarbechten an deenen nächste Wochen op den Dësch leeën, well mer eben iwwerzeegt sinn, dass et zwar gutt ass wéi an deser Period geschitt ass, dass d'Fonction publique un der wirtschaftlecher Evolution bedeelegt ass - an da soen ech et nach eng Kéier, fir dass keng Mëssverständnisse opkommen, well et eng Kéier falsch interpretéiert gi war -, mä dass d'Fonction publique e bësse méi subtil ass wéi e Geldautomat, wou ee just brauch uewe Geld eran ze schëden an automatesch ënne Stëmmen eraus kommen. D'Fonction publique ass méi subtil wéi dat, a si erwaart och Äntwerten op déi kruzial Froe mat deene se konfrontéiert ass. Do ass se bis elo op hirem Appetit stoe bliwwen.

(Interruption)

Ech sinn ëmmer dankbar fir esou Zwëscheriff vun lech, Här Graas, wann Der un déi vieregte Period erënnert. Mir hunn d'Responsabilitéit dovun iwwerholl. Mir hunn och d'Quittung do dovu kritt.

(Interruption)

Är Quittung steet nach bevir, wann een de Leit dat blot vum Himmel versprécht. Dir hutt et mat Leit an der Fonction publique ze dinn, déi wuel gutt kënnen discernéieren zwëschent deem wat versprach ass a wat gehale gëtt. An Är Ministesch vun der Fonction publique seet jo ëmmer esou schéin: Versprach ass versprach a gëtt net gebrach. Abee, an der Fonction publique ass et immens einfach de Bilan ze maache vun deem wat vun lech versprach ginn ass a vun deem wat vun lech gebrach ginn

ass. Dofir kuckt net an d'Vergangenheet, mä kuckt an d'Zukunft, well den Avenir, dat hunn Är Leit jo scho gesot, den Avenir, dee läit an der Zukunft.

(Interruptions)

Mir haten eis, Här Graas an Här Minister, eng fundamental Réflexion iwwert de Stelleväert vun der Fonction publique an iwwert d'Roll vum Stat am Rahme vun deem Statut erwaart. A genee dat hat de Conseil d'Etat sech och erwaart. De Conseil d'Etat hat sech déiselwecht Réflexion de fond erwaart. D'Regierung hat dat och ugekënnegt an hirem Exposé des motifs. Si hat ugekënnegt, si géif eng vaste oeuvre de réforme duerchzéien. A sengem Avis mengt awer de Conseil d'Etat, dass des Reform sech charakteriséiert duerch „l'absence d'un fil conducteur d'un projet d'ensemble pour la fonction publique“. Dat sinn haart Wieder. De Conseil d'Etat seet net et wäere keng positiv Mesuren dran. Dat soe mir och net. Dat wat iwwer bliwwen ass, kënnen mer wäitgehend ënnerschreien. Mä de Projet ass kritikabel virun allem duerch dat wat net dran ass a wat net konnt dra geregelt ginn. De Conseil d'Etat vermësst also eng deifgräifend Réflexion. An der Praxis huet sech déi méi reservéiert Haltung vum Conseil d'Etat mat sengen Oppositions formelles, et waren der aacht an eng hallef bis néng, ausgedréckt.

An dee leschten Avis, Här Statssekretär, ech weess net ob Dir et fäerdeg bruecht hutt fir dat, wat am leschten Avis festgehal ginn ass vum Conseil d'Etat, ze enkräften. Well a sengem leschten Avis seet de Conseil d'Etat, dass e Problemer huet fir deen doten Text, wéi en elo virläit, kënnen ze akzeptéieren, wat d'legistesche Form ugeet an och wat den Opbau ugeet. Ech hoffen, dass an deene Propositionen, wat den Textopbau ugeet an och wat den Titel ugeet, dem Statsrot konnt Rechnung gedroe ginn, well soss riskéiere mer, trotz all deem wou mir eis bewegt hunn, dass de Projet nach eng Kéier ofgeblockt gëtt. An nodeem mer esou vill Zäit heimat verluer hunn, kënnen mer eis et einfach net méi erlabe fir zousätzlech Zäit ze verléieren.

Ongewinnt kritesch, dat muss ee soen, waren och d'Téin vun der Chambre des Fonctionnaires. Do war Rieds, am Zesammenhang mat eenzelnen Dispositionen, vu Violation vun Accords salariaux, enner anerem bei der Altersteilzeit a beim Bénévolat, eng Mesure déi d'Regierung abruecht huet ouni mat iergendengem ze schwätzen a wou keen heibannen an och keen dobausse genee verstanen huet wat domat viséiert war. Et war gesot ginn, dat wier virun allem fir de soziale Beräich. Et ass eppes ganz Breesdes, a wa mer de Bénévolat wëlle regelen, enner anerem mat Assurancen, well dat war viséiert, da solle mer dat fir de ganze Bénévolat maachen. Dann hu mer méi wéi genuch ze dinn, amplatz hei fir zwee oder fir dräi Leit, déi een hätt kënnen mam Numm nennen, déi viséiert waren, eng extra Wurscht ze schafen, a wou d'Chambre des Fonctionnaires och dat gesot huet wat sech do opgedrängt huet. D'Chambre des Fonctionnaires huet gemengt, dass déi „proposition d'une telle absurdité“ wär, dass d'Chambre des Fonctionnaires sech iwwerhaupt net mam Reglement géif ausenanesetzen.

Déiselwecht Chambre des Fonctionnaires war an hirem zweeten Avis déif enttäuscht, dass déi Propositionen, déi se gemaach hat, sech net méi an den Amendementen vun der Regierung niddergeschloen hätten.

An et muss ee soen, Här Statssekretär, dass eréischt wéi dee vernichtenden Avis eigentlech vum Conseil d'Etat komm ass, deene gudde Suggestiounen Rechnung gedroe ginn ass, déi zum Beispill am Avis vun der Chambre des Fonctionnaires dra waren, deene berechtigter Kriticken, déi am Avis vun der Chambre de Travail an des Employés privés dra waren, an deene Kriticken, déi an der Kommissioun formuléiert gi sinn. An do kënnt Der, mengen ech, net soen, dass mer net probéiert hu konstruktiv matzeschaffen. Mir sinn net mat alles duerchkomm, mä bon, dat ass eben d'Spill vu Majoritéit an Opposition. Mä mir hunn eis et sécher net einfach gemaach, an einfach Kritik wéinst der Kritik hei ze maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dann elo, nodeem ech de Statut e bëssen an den allgemenge Kontext gestallt hunn, eppes méi Schwieriges maachen, well ech hei gläichzäiteg och fir mäi Kolleg, de Jempi Klein, soll schwätzen. De Jempi hat en Accident, an e kann haut net untrieden, mä en huet awer als fläisseg Deputéierte seng Aarbecht gemaach, an en huet mech gebiede fir seng Interventioun zu deem Deel, wou hien d'Responsabilitéit bei de Kommissiounsaarbechten hat, hei virzedoen. An deenen nächste Minuten, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wäert also de Jean-Pierre Klein schwätzen. Ech hunn ebe Schwierigkeete fir Dr. Jeckyll a Mr. Hyde ze spillen. Elo schwätzt dann de Jempi a méi engem doucen Toun.

(Interruption)

Also, ech hunn domat guer kee Problem. Här Rippinger, wann Der drop insistéiert, dass ech no lech schwätzen, ginn ech mech direkt erëm setzen.

■ M. Jean Paul Rippinger (DP). - Ech loosse lech! En ass net esou polemisch wéi Dir.

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), en remplacement de M. Jean-Pierre Klein. - Dat ass ganz léif vun lech. Elo schwätzt also de Jempi Klein.

D'Fonctionnaire vum Stat, am Géigendeel zu anere Statsagenten, an am Géigendeel zu dem Privatsektor, si bekanntlech net kontraktuell un de Patron Stat gebonnen, dat duerch hir speziell Situatioun, déi sech aus der Ausféierung vun hire Missionen am öffentlechen Dëngscht ergëtt.

Jiddferen, deen de Choix trëfft fir eng administrativ Carrière beim Stat unzetrieden, weess wat fir Rechter a Flichte beim sengem Untrëtt op en zoukommen. Déi sinn intangibel a kënnen net am géigesäitegem Averstännis vu Patron a Salaré ofgeännert ginn. Eleng dem Législateur ass et virbehalen un deene Konditiounen ze réckelen, wann e gesäit dass se net méi un d'Zäit ugepasst an änderungsbedürftig sinn, sief et aus sozialen, wirtschaftleche Grënn oder dass d'Applikatioun vun deene bestoende Bestëmmungen erfahrungsgeméis net méi stand hält.

De Statut, deem d'Fonctionnaires ennerleien, ass also duerch seng Stabilitéit markéiert, a jiddfer Client oder Notznëisser vum Service public weess vu vireran, wat fir Rechter an Obligatiounen dass de Fonctionnaire huet. De Fonctionnaire ass also an enger statutaescher a reglementarescher Situatioun, Statut dee vum Législateur arrétéiert gëtt, Dispositionen déi, wann noutwendeg, kënnen duerch Reglementer ëmgesat ginn. Aus dem legalen a reglementaresche Charakter vun der Situatioun vum Fonctionnaire ergi sech fir hie wichteg Konsequenzen. Zum Beispill, den Inhalt vun der Situatioun vum Fonctionnaire ass vu virera generell an onperséinlech duerch Gesetzer a Reglementer festgeluecht. En ass deeselwechte fir all Fonctionnaire, spezial Konventiounen

tëschent der Verwaltung an dem Fonctionnaire hu kee rechtliche Wäert. De Fonctionnaire kann de Stat belangen, wann e sech benodelegt fillt, an déi administrativ Gerichter sinn zoustänneg an esou Fäll.

Eis Fonction publique hei zu Lëtzebuerg ennerläit deem allgemenge Statut, dem Code vu Rechter a Flichte vun 1979, deen allerdéngs säithier schonn öfters ofgeännert ginn ass. Et ass am Fong de Fonctionnairen hiert Grondgesetz geprägt vu fundamentalen Dispositionen, déi seng absolut Wichtigkeet ausmaachen. Den aktuelle gültige Statut ass reformbedürftig a muss un déi jëtzege Gegebenheeten ugepasst ginn. Ausserdem mussen eng Rei vu Moosnamen aus deene successive Gehälteraccorden endlech ëmgesat ginn.

D'Regierung hat bei hirer Untrëttsklärung vun 1999 d'Reform vun Statsbeamtestatut grouss ugekënnegt. Den Exposé des motifs vun deem Projet de loi, dee mer elo hei behandelten, huet dat och nach eng Kéier bestätegt, andeem dass geschriwwen steet: „Le Gouvernement se propose d'introduire par le présent projet de loi une vaste oeuvre de réforme dans les relations de travail entre les fonctionnaires et l'Etat patron“. Esouwäit zum Usproch, an de Jempi Klein seet, d'Realitéit gesäit anescht aus, well de Bierg huet eng Maus gebuer, a vum ursprüngelech Projet, fir deen d'Regierung Verantwortung hat, sinn eng ganz Rei vu Saachen no kriteschen Avisen erausgeholl ginn. An dat, seet de Klein Jempi, wat net mat der CGFP ofgemaach war, ass herno opgrond vun den Avisen erausgeholl gi vun der Regierung.

D'Konklusioun, déi d'Regierung kann huelen, läit op der Hand, an déi Konklusioun déi...

Interruption

Selbstverständlech, neen, dat ass textuell hei de Jempi.

Zrëckbehale goufen eng Rei vu Punkten, wou och mir näischt drun ze kritiséieren hunn an déi gutt Innovatiounen duerstellen, wéi d'Eropsetze vun der Limite d'âge vu 40 op 45 Joer fir beim Stat agestallt ze ginn, eng zousätzlech drëtt Chance beim Promotiounsexamen no engem zweeten Echech, nei Regelung vun enger Rei vu Congéen, de Verbuet vum Harcèlement moral, wou ee sech allerdéngs d'Fro muss stellen, firwat dass et an deemem Projet ouni weideres méiglech ass fir hei eng wichteg Neierung ze bréngen an dass et am Privatsektor méi problematesch ass fir esou eng Regelung ze bréngen, esou erliift bei der Proposition de loi vum Kolleg Lux, wou d'Regierung en negativen Avis bruecht huet.

Ech mengen, do si mer an eiseem Rôle wa mer dofir antrieden dass d'Regelungen an dem Secteur public an am Secteur privé, besonnesch an esou Beräicher, esou no wéi méiglech beiene sinn.

De Prinzip vun der Aféierung vum Kontrolldoktor an d'Organisatioun vun der Aarbechtsmedezin, wou mer an der Praxis - an ech kommen herno nach eng Kéier dorop zrëck - léiwer gesinn hätten, wa mer do méi couragéiert gewiescht wäeren, dat heescht e Maximum u Sécherheet fir d'Gesondheet vun de Fonctionnaires duerchzesetzen amplatz hei mat engem minimalistesche System eis ze begnügen. Dann nach den Délégué à l'égalité des chances selbstverständlech an d'Regelung, soufern se zrëckbehale ginn ass, vum Télétravail.

Ech erlabe mer fir duerch déi Neierungen ze goen an e puer Punkten erauszehuelen a se méi genee ze belichten. Bis elo war et jo esou wéi et sech och aus der Definitioun vum Fonctionnaire erginn huet, dass eng vun den Hauptcharakteristiken vum Fonctionnaire d'Permanenz vu senger Plaz, vu sengem Emploi war. De Fonctionnaire ass definitiv bis un d'Enn vu senger Carrière op e Poste genannt ginn,

à moins datt hien iwwer en Diziplinerverfahren oder op Demande am Kader vum Changement d'administration eng Versetzung, respektiv d'Nominatioun op en anere Poste kritt huet. Hien hat also seng Nominatioun à vie.

Dëse Projet de loi hat mat dësem sakrosankte Prinzip gebrach, an zwar war et virgesinn, datt et Poste géif ginn, déi duerch e Règlement grand-ducal opgezielt géife ginn, Postes à responsabilité particulière ouni Differenz zwëschent politesche Posten an administrative Posten, esou wéi se vun den Auteurs vum Projet de loi genannt gi sinn, déi nëmmen op bestëmmten Zäit, op siwe Joer, besat gi wäeren. Déi Leit, déi also esou Poste bekleeden oder bekleet hätten, wäeren an enger prekärer onsécherer Situation par rapport zu deenen anere gewiescht, och wann hir Nominatioun hätt kënne verlängert ginn. Dat wier also virun allem emol a Contradictioun zu deem allgemenge Prinzip vun der Nominatioun à durée indéterminée vun engem Fonctionnaire.

Dogéint hu sech zu Recht de Conseil d'Etat an och d'Chambres professionnelles gewiert, besonnesch d'Chambre des Fonctionnaires. D'Regierung huet deenen dote Kriticke Rechnung gedroen an huet deen Deel vum Projet zréckgezunn, mat der Ukënnung, dass se en extrae Projet de loi géif virleeën, wou dat geregelt géif ginn.

Dat ass ze begrëssen, dass deen Deel aus dem Projet zréckgezu ginn ass, mä ech kann awer ukënnegen, dass wann et net zu enger fundamentaler Reorientatioun vun deenen doten Dispositiounen kënnt, d'LSAP géint déi doten Dispositiounen stëmme wäert. Mir hunn näischt dergéint, dass een eng Rei vun...

(Interruption)

...- seet den Här Klein - Poste kann à durée déterminée besetzen, mä dat misst sech awer limitéieren op déi politesch Posten. Dir verstitt, wat ech mengen.

M. Jeannot Krecké (LSAP). - D'Conseillers de gouvernement.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), en remplacement de M. Jean-Pierre Klein. - Selbstverständlech, Här Krecké, sech beschränken op d'Conseillers de gouvernement, insbesondere op déi, déi mat deene jeeweilege Regierung kommen.

Se mussen net goen, wa se d'Vertraue vun deene successivé Regierungen hunn, mä dat ass awer eng Méiglechkeet, wou et zumindest e Sënn ergëtt. Dee Sënn, seet de Jean-Pierre Klein, gëtt et net bei deenen administrative Filiären an och net an den Direktiounen vun de Verwaltungen, wou eng wäitgehend Continuitéit muss gesécher ginn a wou ee muss verënnern, dass et dem Pouvoir discrétionnaire vun dem Politiker oder sengem verlängerten Aarm iwwerlooss ass fir eng Erneuerung vun där Nominatioun ze maachen oder net.

De Jempy Klein begrësst et fir den Admissiounsalter fir bei de Stat als Fonctionnaire ze kommen op 45 Joer ze definéieren. Am Prinzip gëtt et dozou keng Derogatiounen, ausser datt en aussergewöhnlech dichtege Salarié vu baussen ertageholl gëtt. Dee brauch iwwerhaupt keng Konditiounen ausser senger héichkaräterger Capacitéit ze hunn. Dat ass, seet de Jempy Klein, eng Diskriminatioun par rapport zu all deenen anere Kandidaten. Do kann also de Conseil de Gouvernement astelle wien hie wëllt, ouni objektiv Kritäre brauchen unzeleeën. Dat kann, seet de Jempy Klein, zu Abüe féieren. Fir déi Leit sollen déiselwecht Konditiounen ziele fir agestallt ze ginn, quitte datt ee bei der Altersgrenz kéint iwwer eng Flexibilitéit an och bei der Computatioun vun de Jore kéint diskutéieren.

Wann ee fir d'zweet de Promotiounsexamen net gepackt huet, da kritt een eng lescht Chance, an zwar fënnef Joer no deem leschten Echec an nodeem een eng spezial Formatioun am INAP matgemaach huet. Dat ass en faveur vum Fonctionnaire, deen eventuell Pech hat an deen duerno nach konnt déi néideg Erfahrungen a sengem Service sammeln, fir e Succès kënnen ze hunn, nodeem datt hie sech och nach an de Formatiounscoursé konnt anstänneg op e Succès preparéieren.

Den Délai d'attente fir eng Promotioun am Cadre fermé ass op e Joer festgeluecht ginn. Dat huet an der Vergaangenheet zu Prozesser Ulass ginn an et ass gutt dass et elo gesetzlech geregelt ass. Esou wéi d'Chambre professionnelle drop insistéiert huet muss dofir gesuergt ginn, datt bei Promotiounen am Cadre fermé den Tableau d'avancement strikt aghale gëtt, soss huet et kee Sënn dass esou en Tableau opgestallt gëtt.

De Congé sans traitement an de Congé pour travail à mi-temps, ob de Fonctionnaire e Recht drop huet oder ob d'Verwaltung kann disponéieren, sinn nei améngéiert ginn. Énner anerem kënnen déi zwoe Congé fir eng bestëmmten Dauer ugefrot ginn an ennerbrach ginn. Bis elo ass et jo esou: «sauf circonstance exceptionnelle constatée par le gouvernement en conseil il ne peut prendre fin avant son terme, ni être renouvelé». De Pouvoir lié vun der Regierung ass also erausgeholl ginn. D'Verwaltung huet elo e Pouvoir discrétionnaire fir dese Congé virzäiteng an Enn ze setzen an de Fonctionnaire brauch keng Circonstance exceptionnelle méi nozeweisen.

Émmerhin ass et awer nach der Verwaltung iwwerlooss fir ze kucken, ob den Intérêt vum Service et erlaabt fir den Demandeur éischer erëm an den Déngscht ze huelen, an dat wäert jo net ze strikt gehandhabt ginn. D'Motivatioun vum Demandeur wäert do eng wichteg Roll spillen, esou wéi dat och schonn de Fall war, wann aussergewöhnlech Émstänn hu musse geltend gemaach ginn.

Vergläicht een déi zwoe Congéen, de Congé sans traitement an de Congé pour travail à mi-temps, déi zu deeneselwechten Zwecker kënnen ugefrot an accordéiert ginn, esou stellt ee fest, dass ee beim Congé sans traitement de Fonctionnaire eng aner bezuelten Aktivitéit am Sënn vum Artikel 14.5, oder ass et den Artikel 145, ech gesinn dat hei net - Wat fir een ass et, de 14.5 oder den 145? -, ...

(Interruption)

Ech kann den Här Klein net froen, well deen ass leider am Congé de maladie.

(Hilarité et interruption)

...vum Statut kann ausüben, wou de Bénéficiaire vum Congé pour travail à mi-temps dat awer net d'ärf. Dozou géng den Här Klein wëlle vun der Madame Minister oder vum Här Statssekretär wëssen, wéi déi Differenz ze explizéieren ass.

(Brouhaha général)

Bei dëser Geleeënheet wollt den Här Klein och op d'Iwwergangsbestëmmung agoen, déi seet, dass déi Leit, déi virun 1984 hu missen démissionéieren, well kee Congé sans traitement énnert deenen heitege Konditiounen konnt accordéiert ginn, elo erëm kënnen zu Recht enner favorable Konditiounen réintégréiert ginn.

Dat ass absolut positiv. Mir stellen eis zesammen, den Här Klein an ech, awer d'Fro, firwat dass dat net och fir déi Zäit no 1984 gëllt, well och do eng ganz Rei vu Leit nach hu missen démissionéieren am Intérêt vun hirer Famill, well se eben dee Congé sans solde net accordéiert kruten. Dat heescht also do gëtt et zweeërlee Mooss a Gewiicht. An deenen doten zwoe Fäll

misst et kënnen e Parallelismus ginn.

Dann déi Neierung bei der Deelzäitbeschäftegung, dem neien Artikel 31.1 vum Statut. Enner Ausschloss vu verschiddene Kategorié vu Fonctionnaire kann op Demande hin eng Deelbeschäftegung vu 25, 50 a 75% accordéiert ginn, dat énnert enger Konditioun déi priméiert, an zwar dem Intérêt du service. Dat ass also eng Notionclé an dësem Beräich. D'Deelzäitbeschäftegung, déi elo am Detail an de Statut ageschriwwé gëtt, war scho mam Accord salarial vum 2000 entéiniert ginn, mä ass net ausgefouert ginn, well keng Ausféierungsbestëmmunge gefollegt sinn. Den Detail gëtt also elo mat an d'Gesetz agebaut a gëtt e Bestandteil vum Statut. D'Verwaltung huet e Pouvoir discrétionnaire fir en ze accordéieren, am Kader vum Intérêt du service, also och wat d'Veerdeelung vun der Deelzäit-aarbecht ubelaangt op d'Woch, op de Mount, op den Dag an esou weider.

Déi 20%-Klausel ass gestrach ginn an et gëtt elo just nach den Intérêt du service. Et ass och esou, dass déi Deelbeschäftegung 25, 50 a 75% nëmmen en cours de fonction vun 100% kann erfollegen. Beim Stat gëtt et also net d'Méiglechkeet fir Deelzäitfunktionnairen ze rekrutéieren. D'Konditioun ass, dass een de Stage ofgeschloss huet an dass ee sai Passage um INAP gepackt huet. Dat war am Ufank net esou kloer. Et ass awer elo ganz kloer. Et hätt een, seet de Jean-Pierre Klein, och wann een et wierklech gewollt hätt - et freet ee sech, ob d'Noutwendegkeet do ass, do kann een effektiv gedeelter Meenung sinn, ob een dann net och d'Méiglechkeet gehat hätt, fir de Stage ze verlängeren an den INAP. Bon, dat do ass sécherlech en Detail.

Mat der Deelzäit-aarbecht stellt sech awer d'Fro, seet de Jean-Pierre Klein, vun der Responsabilitéit a vun der Entscheidungsgehalt iwwer d'Demande de congé à temps partiel vun de Leit aus dem Préscolaire an dem Primaire, wou ganz kloer am Statut elo geregelt ass, dass si Fonctionnaire sinn. Den Här Klein stellt sech d'Fro, ob déi Décisiounen nach wie vor bei dem Gemengerot wäerte leien, oder ob do eng aner Instanz intervenéiert, well et ebe ganz prezis nach eng Kéier opgefouert ginn ass. Hie mécht sech also Suergen doriwwer a fäert eng Konfliktsituatioun. Den Här Statssekretär wënt of. Ech soen dem Här Klein dat.

Wat d'Disziplinarverfahren uge-laangt, huet d'Regierung d'Gesetzgebung vu fënnef Länner matenee verglach: der Belsch, Dänemark, Frankräich, Holland a Schweden. All Länner hu formell dat virgesi vum Droit de la défense vun deem, dee mam Statut oder mat anere gesetzlechen deontologeschen oder ethesche Bestëmmungen a Konflikt geroden ass.

Fir d'Enquête préliminaire ze maachen, hunn zwoe vun deenen examinierte Länner ee Gremium vu méi Persoune virgesinn, e Collège. Dat schéngt eis eng gutt Approche, eng gutt Compositioun ze sinn, déi global gesi méi eng Garantie vun Ofhängegkeet an Objektivitéit duerstellt an déi d'Affär, mat där se konfrontéiert sinn, vu méi Säite ka belichten. Dat gëtt eng besser Garantie vu Sachlechkeet wéi an deem System wéi en elo hei virgesinn ass, nämlech mat enger eenzeger Persoun, déi déi préliminaire Enquête soll féieren, an dann eventuell de Conseil de discipline mam Dossier ze befaassen.

Mir haten op en Instruktiounsgremium gehalen, deen aus dräi Persoune géng bestoen, e Gremium andeem esouwuel d'Gewerkschaft wéi och de Patron Stat vertrauede

wär. De Gremium géng dann a charge an a décharge vum Beamten instruéieren no enger duercher Règlement grand-ducal virgesinnener Prozedur, déi am Detail régléiert wär. Dat ass awer net zréck behale ginn, an d'Regierung huet optéiert fir den Enquêteur préliminaire unique zréck ze behalen.

An Zukunft soll de Conseil de discipline net méi e consultative Charakter mä e juridictionnelle Charakter kréien, zwar net am formelle Sënn, sou dass Recoursen un den Tribunal administratif an un d'Cour administrative méiglech sinn. Dat fanne mer eng gutt Léisung. D'duerch kritt de Conseil de discipline méi eng wichtig Missioun a substituéiert sech der Verwaltung, déi bis elo d'Décisioun geholl huet, wat d'Applicatioun vun der Strof ubelaangt huet. De Verwaltungschef hat bis elo d'Méiglechkeet, fir eng manner uerg Sanctioun auszusprechen wéi déi, déi him vum Conseil de discipline proposéiert ginn ass. Et ass gutt, dass dat elo eriwirwer ass. Et war schwéier bis elo fir all Entscheidungsorgan, iwwer e Collège en objektiv Urteil auszusprechen. Et dierft och net ze sinn, dass de Commissaire-enquêteur als eenzel Persoun de Pouvoir kritt, fir eng Affär ze klasséieren oder net ze poursuivéieren. An alle Fäll misst de Conseil de discipline mam Dossier befaasst ginn, deen dann opgrond vun der Gravitéit vun der Offr déi géng klasséieren oder poursuivéieren.

Ech hunn elo, wat den allgemenge Statut, d'Rechter an d'Pflichte vum Fonctionnaire ubelaangt, e puer - hunn ech gemengt - ubruechte Commentairen a Kriticke gemaach. Et ass net alles kloer, wat mir haut hei mat votéieren. Mat méi enger intensiver Récksprooch mat de berodenden Instanzen, och mat dem betraffene Personal selwer, an a leschter Phas mat der Kommission, hätte mer bei dëser Virbereedung méi verfeinert Neierungen an de Statut afléisse kënne loos-sen.

Dat, wat haut verofschiet gëtt, misst de Fonctionnairen en neien Usporn vu Motivatioun mat op de Wee ginn, wéi d'Regierung dat als Zil gesat huet. Ech bezweifelen awer, dass dat heimat erreecht gëtt. Dat hei ass, seet den Här Klein, e Stéckwierk, wat de Fonctionnairen net e positiv Gefill vun Unerkennung verschaaft. Dëst si sonner Zweifel e puer Neierungen, déi awer och nei Problemer wäerten opwerfen, an déi een hätt kënne bei enger sachlecher Diskussioun vu vieren eliminéieren. D'Zukunft wäert meng Behauptung als richtig erweisen.

Obwuel dës Regierung eng onvollstänneg Reform virgeluecht huet, déi awer eng ganz Rei vu positive Moosnamen enthält, seet den Här Klein, dass hien dowéinst mat dëser Reform d'accord ass.

Ech wollt zum Schluss, Här President, meng eege Kap erëm undoen a soen, dass d'Iwwerdroe vun den Dispositiounen vum Rendésch an d'Iwwerdroe vun deenen Dispositiounen, déi an der neier Invaliditéitsregelung, déi mer hei gestëmmt hunn, absolut positiv ass. Et ass och festgehale ginn, an dat en accord mat de successive Gehälterofkommens, dass de Fonctionnaire nach no 65 Joer fir weider dräi Joer kann am Statsdéngscht integréiert bleiwen oder réintégréiert ginn, wat an där Situatioun, déi mer um Aarbechtsmaart hunn, zumindest ze hannerfroen ass, wou mer jiddefalls net drop gehalen hunn, dass déi Moosnam sollt an dësem Gesetz zréckbehalde ginn.

Massiv Kritik huet den ursprüngeleche Projet kritt gehat, wat d'Neiregelung vun Contrat de travail à durée déterminée beim Stat ubetëfft. Hei hat d'Regierung vir vun dem allgemenge Regime ofzewäichen an an enger Rei vu Fäll de Contrat à durée déterminée wäit iwwer déi zwoe Joer eraus ze verlängeren. Ech muss soen, dass dat och haut schonn an der Praxis ge-

schitt, mä, wéi mir festgestallt hunn, net mat där noutwenneger Rechtssécherheet, sou dass, wa mir dat heite Gesetz elo stëmme, mer riskéieren eng ganz Rei vu Contrats à durée déterminée ze kréien, déi iwwer déi zwoe Joer eraus ginn, a Contrats à durée indéterminée émgewandelt ze kréien. Et ass virgesi gewiescht vun der Regierung, dass an deene Fäll, wou een an engem Congé sans solde fir 10, 12 oder méi Joer ersat gëtt, dass een dat hätt kënnen iwwer e Contrat à durée déterminée maachen.

Elo hunn d'Chambre des Employés privés, d'Chambre de Travail an och, manner zwar, de Conseil d'Etat vehement dergéint protestéiert, an d'Regierung huet dat zréckgezunn, zu Recht zréckgezunn, well et ass onvirstellbar, dass mir op eemol Contrats à durée déterminée vun enger Dosen a méi Jore beim Stat gehat hätten. Dat ännert allerdéngs näischt dodrun, dass den Ersatzproblem sech stellt, an de Statsrot och drop higewisen huet a sengem Avis complémentaire, dass mer zwar déi Derogatioun vum Contrat de travail eraus geholl hunn, mä dass mer awer d'Fro vum Ersatz net geregelt hunn. Et sinn Iddien opkomm gewiescht an eisen Aarbechtsgruppen, fir dat iwwer e Pool de remplaçants ze maachen, wou een d'Leit hätt kënne fest astellen am Fonctionnairesstatut. Il y a du pour, il y a du contre, mä jiddefalls ass kloer, an do wär ech frou wann d'Regierung eis haut kéint eng Äntwert drop ginn, vu dass mer eng Rei vun net conformé Contrats à durée déterminée hu beim Stat, wéi déi elo an Zukunft behandelt ginn. Ginn dat automatesch Contrats à durée indéterminée, ouni dass déi betreffend Leit musse kloer? Et sinn der méi wéi mer mengen. Gi se automatesch Contrats à durée indéterminée oder mussen d'Leit kloe wéi dat bei de Chargéen am Primaire de Fall war?

Dann déi zweet Fro: Wéi ginn déi Congés à durée déterminée, déi iwwer zwoe Joer erausginn, an Zukunft ersat? Mat festen Nominatiounen oder mat Employés privés, wou awer d'erkläertent Zil vun dëser Reform ass, fir nëmmen am Ausnahmefall op Employés privés zréck ze gräifen?

Wëllt d'Regierung dann op successiv Contrats à durée déterminée vun zwoe Joer zréckgräifen oder net?

Déi lescht Fro, déi awer och net oninteressant ass, Här Statssekretär a Madame Minister: Wéi handhaabt de Stat d'Regelung vun de CATen? Ass et do esou, wa beim Stat an engem Département d'Noutwennegkeet ass, fir iwwer länger Zäit en CAT anzustellen, dass déi Plazen och zu definitive Plaze ginn, oder arrangéiert ee sech esou, dass ee sechs, siwen oder aachtmol an deemselwechte Betrib fir déiselwecht Aarbecht en CAT huet, wat jiddefalls net, och wann et successiv Kontrakter à durée déterminée sinn, der Regelung oder der Zilsetzung entsprécht vun dem CAT. Ech wär frou, wa mer och do eng Äntwert kéinte kréien.

Da ganz kuerz d'Regelung vun der Médecine du travail. Do hu mer kontrovers driwwer diskutéiert. Dat wat an dësem Projet festgehale ginn ass, ass eng extrem minimalistesch Solutioun. An hei, ech ennersträchen dat, geet et eis net fir a Saachen Aarbechtsmedezin elo dat verpönt Wuert Eintopf ze gebrauchen, mä awer jidderengem Salarié, jidderengem Mataarbechter, ob en am Privatsecteur oder beim Stat schafft, e vergläichbar gudder Service ze garantéieren, mat Spillregeln déi vergläichbar sinn, wou d'Spécificitéit vun deenen eenzelne Secteure kënne bäibehale ginn, mä wou et awer net vernünfteg ass, Här Statssekretär, Madame Minister, dass mer am Privatsecteur op 5.000 Salariéen een Aarbechtsmedeziner hunn an hei beim Stat op 20.000 Fonctionnaire

just een Aarbechtsmedeziner sollen hunn. A well d'Regierung sech och bewusst war, dass dat net duergeet, seet se dann, jo et ass net ausgeschloss, dass de Kontrolldokter, dee mer jo och elo schafen, eng Rei vu Missiounen vum Aarbechtsmedeziner iwwerhëlt, well de Collège médical do net expressis verbis dergéint war. Dat ass awer, mengen ech, eng schlecht Aart a Weis, wann op eemol e Kontrolldokter d'Aarbecht vun engem Aarbechtsmedeziner mécht. An dass mer eis richtig verstinn, mir wëllen hei net dass d'Fonction publique duerch Schikane gejojt gëtt, mä mir wëlle just sécher stellen, dass déi Aarbechtsmedeziner, déi et beim Stat gëtt, grad esou gutt ass wéi déi Aarbechtsmedeziner am Privatsecteur. An ech explizéiere mech just an engem Wuert.

Am Privatsecteur, duerch déi periodesch Ennersichungen, déi gemaach ginn an déi virgesi sinn, déi hei net virgesi si mat darselwechter Périodicitéit, gi bei 10% vun deenen ennersichte Salariée Pathologie fonnt, déi déi net wossten, Krankheete fonnt, déi déi Leit net kannt hunn. Dat féiert net dozou, dass hir Aarbechtsplaz a Gefor ass, mä dat gehéiert awer zur Preventivmedeziner, an do gesinn déi Leit dass se vläicht e Bobbo hunn, dee se soss net kannt hunn. Och dat ass d'Zil vun der Aarbechtsmedeziner, a wann ech gelift, iwwerdenkt nach eng Kéier déi hei minimalistesch Form. Dat ass nämlech den Haaptreproche, dee mer maachen. Net d'Spécificitéit an den eegestännege Regime, mä dass mer deux poids et deux mesures hunn an eng Médecine du travail à deux vitesses, wéi d'Santé selwer festgestallt huet.

Da sinn ech bal fäerdeg fir eng Kéier. Just nach mäi Bedauern, dass den Här Statssekretär an d'Madame Minister mat enger Proposition net duerchkomm sinn. Ech hunn lech virdu scho gesot, dass den Här Klein fäerdeg war an téschent eis zwee geet keen Zigaretteblietchen an där doter Fro, wollt ech bedauern, dass eng gutt Proposition vun der Madame Minister a vum Här Statssekretär net duerchkomm ass. Dat heescht, d'Allocation de famille oder d'Allocation de chef de famille, wéi mer se ëmmer nennen, och op d'Unions libres auszudehnen. Dir hat dat an Ären Amendementen proposéiert, well Der gemengt hat, dass de Justizminister grad esou séier wär wéi d'Fonction publique, a vläicht déi gesellschaftspolitesch Versprechen, déi en ugekënnegt hat, gedroe vum Statsminister a senger successiven Erklärungen zur Lag vun der Natioun, grad esou séier Dir an Dir hutt anticipéiert. Et ass domm gaangen. Déi dote Reformation sinn nach net do, wat mer bedauern, an dofir ass déi gutt Initiative, fir dat och op Fräipartnerschaften, geregelt Partnerschaften awer auszudehnen, leider op der Streck bliwwen an Dir hutt dat missten zréckzéien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir hutt festgestallt, dass bei der Analys vum Projet mir méi Kritik fir déi Mesurë bruecht hunn, déi op der Streck bliwwen sinn oder déi, well se schlecht virbereet waren, net konnten zréckgehale ginn, obwuel dass der eng Rei wierklech diskutéiert hätte kënnen ginn. Déi Mesuren, déi iwwerreg bliwwen sinn, mat deene klengen Nuancen, déi mer bruecht hunn an eisen Analysen, wéi Deelzäitaarbecht, wéi d'Reinsertioun vun deene Leit, déi hu missten démissionéieren, wéi d'Neiregelung vun eenzelne Congéen, wéi d'Transposition vun der Rentenverbesserungen am Privatsecteur. Do gesitt Der och, déi nei Regelung bréngt awer enger ganzer Rei vu Leit Verbesserungen, wéi d'Égalité entre hommes et femmes a wéi d'Verhënnung oder d'Prevention vu Mobbing, wou ech virdu gesot hunn, dass mer eng ähnlech oder eng vläicht esouguer nach besser Regelung

eis virstelle kënnen, och fir déi aner Secteuren, déi sinn duerch aus begreissen.

Hätt d'Regierung hiren Interlocuteurs, all hiren Interlocuteurë méi opmierksam a méi fidèle nogelauschtert, da wieren et warscheinlech vill manner Problemer gi bei der praktescher Ëmsetzung vun déser Reform. Et ass ni ze spéit fir ze léieren. Dir hat e ganze Koup Interlocuteurs, déi et gutt mat lech gemengt hunn. An eenzelne Punkte sidd Der mam Kapp duerch d'Mauer gaangen, an, Här Statssekretär, Madame Minister, dat huet leider e puer Téitsche bruecht a wat méi schlëmm ass, vill Verspéidung an deem heiten Dossier, dee scho fir d'lescht Joer ëm des Zäit ugekënnegt war. E war fir Ouschteren ugekënnegt ginn. Leider net Ouschteren neutral, mä Ouschteren 2001.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Ech soen deenen zwee Riedner, dem Här Di Bartolomeo an dem Här Klein merci fir hire Virtrag. Den nächste Riedner ass den Här Jean-Paul Rippinger.

M. Jean-Paul Rippinger (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn der Meinung, dass mäi Virriedner an deem méi polemischen Deel am Ufank vu senger Interventioun dach awer staark d'Kredibilitéit - an hien ass awer jo net dee mannste Mandataire an der LSAP - vu senger Fraktioun an och d'Kredibilitéit vu senger Partei a Fro gestallt huet.

M. Jeannot Krecké (LSAP). - Maacht lech Suergen iwwer lech!

M. Jean-Paul Rippinger (DP). - En huet gesot, dese Projet de loi wär keng legislativ Glanzleistung. Or, mir hunn et fäerdeg bruecht e Projet de loi auszuschaffen an e virun des Chamber ze bréngen.

Déi lescht Reform vun dem Statsbeamtestatut geet zréck op 1979. Et kann een also déi Remarken, déi hie gemaach huet, net maachen. Däerf ech drun erënneren, dass an der Regierungserklärung vum 22. Juli 1994 folgendes stong: „Le statut des fonctionnaires et employés de l'Etat sera réformé dans le double but d'améliorer la gestion des ressources humaines et d'instaurer un meilleur contrôle de la présence et de la disponibilité des agents de l'Etat, ainsi que du travail effectué, contrôle qui sera assorti le cas échéant des sanctions adéquates, de nouveaux modules de travail à temps partiel sont examinés.“ Or et ass beim Examen bliwwen. Mir hunn net dovu geschwat, sondern mir hunn et gemaach zesumme mat eisem Koalitionspartner.

(Interruptions diverses)

Här President, dann huet e gesot, dese Projet géng e Rekord vun Oppositionen formelles bëinhalten. Ech kann dem Här Di Bartolomeo soen, dass dese Projet, wat dat ubelaangt, net an d'Guinness-Buch vun de Rekorden ageet, sondern d'Fusion vu Polizei a Gendarmerie, wou 14 Oppositionen formelles waren, deemools vum Minister vun der Force publique, dem Här Bodry. Da kann een net heihinner kommen an esou eng lamentabel Remarque maachen.

Da seet en, mir hätten e Retard vun zwee Joer. Or, wann ech kucke wat d'Pensionsreform ubelaangt huet, do huet déi viregt Regierung, an dat schéngt mer och normal ze sinn, 2,5 Joer dru geschafft. Esou eppes kann een dach net iwwer de Knéi briechen.

An dann huet e gesot, formal gesinn hätt dese Projet, a wéi en traitéiert ginn ass, net dozou bägedroen, den Image vun der Fonction publique opzopoléieren.

Här President, haut um 30. Abrëll 2003 sti keng Dausenden onzefridde Statsbeamten um Knuedler. A

14 Réuniounen huet de President vun der Kommission dee Projet examinéiert mat den Deputéierten aus där Kommissioun an den zoustännege Statssekretär huet méi wéi 80 Associatiounen ëmfaangen. Also war en dialogbereet. Et kann een also net vun engem schlechten Image schwätzen.

An da kënnt, Här President, wéi üblech, esou wéi eng Gebietsmilen, ëmmer erëm deeselwechte Reproche un d'DP. Tja, mir hätte jo mat eisem Koalitionspartner d'Pensionsreform net méi a Fro gestallt. Ech kann dem Här Di Bartolomeo soen, wa mer eleng gewiescht wären a mir hätten 31 Sätz, dann hätte mer et gemaach. Mä vu dass mer awer eng Koalitionsregierung sinn - an dat muss hie jo besonnesch gutt wëssen, well e war 15 Joer dran -, gëtt e Koalitionsaccord ëmmer nëmmer ofgeschloss op de plus grand dénominateur commun. An dofir muss ech dem Här Di Bartolomeo soen, dass hien an deenen dach äussersten an archimaigré Kritikken un d'Adress vun der DP total niewent dem Dill läit.

(Interruptions diverses)

Mat dem virleiende Gesetzesprojekt 4891, Här President, iwwert d'Modification vum Statsbeamtestatut an aneren Dispositionen, setze mir e wichtige Punkt, ee méi géng ech soen, vun dem Regierungssaccord vun 1999 ëm.

Erlaabt mer meng Interventioun awer ganz besonnesch un d'Adress vum Här Di Bartolomeo mat engem Zitat unzefänken aus dem Orientationspabeier aus dem Joer 1998 vun der DP ënnert dem Titel „Pour une fonction publique moderne“, an ech zitieren: „La solution est à trouver dans un Etat moderne et efficace, réclamé depuis longtemps par le DP, à préparer nos administrations de manière pragmatique et réaliste aux défis du troisième millénaire, à mener avec toutes les parties concernées une discussion de fond sur l'ensemble des éléments constituant le statut des agents de l'Etat.“

Eppes muss mer constatéieren, dass säit de Wahlen 1999 erëm Rou an d'Fonction publique agekéiert ass. Säit 1999 gëtt mat an ënnert déser Regierung konstruktiv mat alle Bedeelegten dorunner geschafft, fir eng modern an effizient Fonction publique op d'Been ze stellen, déi den Ufuerderung vun eiser Zäit gerecht gëtt, déi en Usprichpartner fir de Bierger ass an déi eng oppen Institution fir all Bedeelegte soll duerstellen. Et muss ee jo wëssen, dass d'Manifestatioun vun 1998 net nëmme mat der Pensionsreform ze dinn hat. Säit 1992 war nämlech och keen Accord salarial méi zu Stane komm. Mir erënneren eis och nach un d'Manifestatioun vun 1996, wou och zegdausend Statsbeamte vum Glacis op de Knuedler gaange sinn a friddlech fir hir Rechter demonstrieréiert hunn.

Wat d'Rentesystemer ubelaangt, esou wësse mir jo awer och wat des Regierung geleescht huet ënnert dem Carlo Wagner, an dem Secteur privé. En tout cas, säit 1999 sinn zwee Accords salariaux zwëschent der Regierung an der repräsentativer Gewerkschaft fir d'Fonction publique ënnerschwriwe ginn. Dat muss een unerkennen an dat däerf een och net einfach ewech rieden. An et ass net wéi d'LSAP eis de Virwurf mécht, dass mer just Geld verdeelt hätten, oberschonn dass ee jo net vergiesse soll, dass an der Regel am Privatsecteur all zwee bis dräi Joer Kollektivvertragsverhandlung stattfannen.

D'LSAP, an dat huet een erëm gesi bei mengem Virriedner, huet elo säit hirem Echec vun 1999 d'Fonction

publique erémentdeckt. Hie weess genee, dass d'Accords salariaux eng ganz Rei vun Dispositionen enthalen hunn, déi elo zum Deel duerch d'Reform vum Beamtestatut ëmgesat ginn.

(Interruption)

En Deel dovun.

Bei den Accords salariaux geet et also net eenzeg an eleng ëm Suen, mä och ëm en Accord, deen et erlabe soll sech zesummen, dat heescht zwëschent der Regierung an de Verrieder vun de Statsbeamten, Richtlinien ze gi fir d'Fonction publique kontinuierlech ze verbessen, an dat am Intérêt vum Bierger.

Däerf ech drun erënneren, dass déi lescht Reform, an ech hunn et virdu gesot, vum Statsbeamtestatut zréckgeet op d'Joer 1979. Et war deemools den DP-Minister Emile Krieps an enger DP-LSAP-Regierung, deen dese Projet de 16. Abrëll 1979 an d'Chamber erabruucht huet. Ech kann also dem Här Di Bartolomeo soen, dass all Kéiers, wann d'DP an der Regierung ass, mat der CSV oder mat de Sozialisten, wichtig Akzenter an der Fonction publique gesat ginn.

(Interruption)

Mä mat där Reform, déi mir haut hei stëmme, kuckt d'DP zréck op eng laang Tradition, wou si, wa se an der Regierung war, an ech hunn dat jo elo gesot, sech dofir agesat huet, dass déi statutaresch Situation vun de Statsbeamten ëmmer op en Neits moderniséiert gouf an de Gegebenheete vun engem modernen an effiziente Stat ugepasst gëtt. D'Welt bleibt net stoen. Och am 21. Joerhonnert ass et eis verdammte Pflicht al arodéiert a festgefuere Strukturen ze verbessern, si un déi aktuell Gegebenheeten ze adaptéieren. Dat ass am Intérêt vun deene concernéierte Beamten a vum Bierger, deen onweigerlech mat hinnen öfters a Kontakt kënnt. Säit der leschter Reform vun 1979 sinn also bal 25 Joer vergaangen. Ronderëm eis huet villes évoluert a changéiert.

Ech kann dann awer och nach am Numm vun eiser Fraktioun e ganz besonnesche Merci a meng Félicitatiounen un de Gusty Graas adresséieren, deen en excellente schrëflechen a mëndleche Rapport gemaach huet, an ech géng awer och an dee Merci abschléissen, well hien och net oft d'Geleeenheet kritt fir esou gelueft ze ginn, de Statssekretär vun der Fonction publique, dee jo e ganz groussen Effort gemaach huet an eng onheemlech Dialogbereetschaft gewisen huet.

A sengem Rapport stellt de Gusty Graas folgendes fest, an ech zitieren dat: „Une administration publique moderne, efficace et proche du citoyen se doit d'être en tout premier lieu innovatrice et ouverte à l'intérieur de ses structures. En effet, une administration publique qui est en quelque sorte le reflet de notre société et qui tient compte des changements qui s'y opèrent sera encore plus à même de se mettre au service de la communauté ou de la collectivité.“

Fir dass d'Fonction publique awer hirer Roll gerecht ka ginn, muss se och esou organiséiert ginn, fir dass se eben den neie Gegebenheete vun eiser Zäit, no deenen eis Gesellschaft sech entwéckelt huet, ugepasst gëtt. Dat kléngt wéi eng Lapalissade, mä nach geet et net duer fir et ze soen, et muss een et och maachen. Dat geschitt elo mat déser Reform, a meng Kollegen aus der Fraktioun Maggy Nagel a Jeannot Belling wäerten op déi eenzel Dispositionen nach zréckkommen. Ech ka mer jiddefalls erlabe feststellen, dass déi Dispositionen deenen aus dem Wahlprogramm vun der DP vun 1999 an och deenen aus der Déclaration gouvernementale, wat genau esou wichtig ass, vun 1999 mir also trei sinn.

Ech soen dat un d'Adress vun all deenen, déi eis onberechtigt an ongerechtferdig Virwërf maachen a besonnesch eis zwou Majoritéitsparteien an demem Sujet wëllen ausernaner dividéieren. Dat bréngt se net fäerdeg!

D'Deelzäitaarbecht gëtt agefuert. Dat ass eng vun deene wichtegen Neierungen. Et gëtt déi legal Basis fir den Télétravail geschafen. Déi Beamten, pour l'essentiel Fraen, déi virun 1984 hu misse vun hiren Funktionen démissionéieren, well se sech wollten oder hu misse ëm hir Kanner këmmen, kënnen erëm hiren Déngscht an der Fonction publique ophuelen. Genau esou dréit d'Aféierung vun de sougenannte Mitarbeitergesprächer dozou bäi, d'Beamten duerch eng besser Informatioun a méi enkt Abannen an d'Organisation vun engem Service méi ze responsabiliséieren a se doduerjer och nach méi ze motivéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir mech ass e gudder Beamten net deejeinegen, dee seng legal Aarbechtszäit ofsetzt, mä deejeinegen, deen déi him uvertrauten Aarbecht gutt, kompetent an op eng schnell Aart a Weis léist.

D'Procédure disciplinaire gëtt reforméiert, an dat am Intérêt vun de Beamten. Et ass nu leider emol esou, dass genau wéi am Secteur privé et och alt am Secteur public léns a rechts schwaarz Schof ginn. Domadder muss een ëmmer rechnen, mä fir dass trotz allem awer kengem en Onrecht geschitt a kee léséiert gëtt, gëtt eben d'Procédure, wéi de Rapport et seet, nach méi transparent, neutral an impartial gestallt. Fir iwwerhaupt esou eng Prozedur ze évitéieren, gëtt den Ordre de justification agefuert. Et ass scho vun deem geschwat ginn. Ech brauch net drop anzegoen. Dat huet den Avantage, dass ee kleng Ongereimtheeten direkt aus dem Wee schafe kann eier se esou ausarten, dass eng Procédure disciplinaire engagéiert gi muss, wat finalement kee sech wënscht.

Spezialisten aus dem Privatsecteur kënnen agestallt ginn, déi hir Erfahrungen aus dem Privatsecteur Gewënn bréngend an d'Fonction publique kënnen matbréngen an déi de Bols vun eiser Gesellschaft aneschtens spieren an dofir e ganz interessanten Apport kënnen bréngen.

Et ass net meng Intention nach méi prezis op all déi Saachen anzegoen, well mir Virriedner waren do ganz émfänglich an hunn déi wichtigst Elementer vun demem Projet de loi erausgeholl. Ech wëll just nëmme soen, dass mir un deene Mesurë selbstverständlech festhalen, dass mir se begreissen, ob dat elo och besonnesch déi Geschicht ass mat de Postes a responsabilité. Mir wëssen, dass de Statsrot sech zweemol, eng Kéier a sengem éischten Avis an dunn an engem Avis complémentaire, formell opposéiert huet zu där Mesure. Well mer den Datum vum Vote vun déser Reform, an ech mengen do war jiddferree mat eis d'accord, net hu wëlle verleeën, hu mer des Dispositionen oder ware mer d'accord fir se aus dem Gesetz erauszehuelen.

Ech a meng Fraktioun, mir deelen absolut d'Proposition vun der Regierung, fir hei kuerzfristeg an der Chamber e Projet de loi ze déposéieren, deen d'Dispositionen, wat d'Postes de responsabilité ubelaangt, ëmsetze soll. D'Aféierung vun deene Mesurë soll awer elo net heeschen, dass een elo, wéi de Fransous géng soen, all siwe Joer soi-disant sur la sellette wär. Et erlaabt just am Fall, wou sech géng erausstellen, dass eng Person net forcément fir dee Poste gemaach wär, aus deem engen oder anere Grond, en Instrument ze hunn, fir no siwe Joer aner Dispositionen ze treffen.

De Rapporteur huet hei vu Beispiller geschwat. Ech kann lech soen, d'Chamber ass selwer op dee Wee

gaange bei der Nominatioun vum President, dem Vize-President an de Conseilere vum Cour des Comptes. Et ass also näischt Neies méi.

Mäi Virriedner huet natierlech op eng Rei vu Saachen higewisen, déi an hirem besonnesche Pabeier do stoungen, dem Document de réflexion élaboré par le cercle Paul Wilwertz am September 2002. Do stinn eng Partie interessant Saachen dran. Déi nei Attitüd vun der LSAP, déi geet jo dorop eraus fir aus hirem Échec vum Wahlergebnis vun 1999 ze léieren an d'Fonction publique erëm ze entdecken. Vlächht huet se se iwwerhaupt emol erëm nei entdeckt, well se se an deene leschte 15 Joer, wou se an der Regierung war, net gesinn huet. Ausser Pressekonferenzen ze veranstalten, wou monéiert gëtt, dass Lëtzebuerg mat e-Government hannendra wär, an alleguer déi Beamten, déi sech am Kader vun e-Lëtzebuerg vill Méi maache fir eppes wat Kapp a Fouss huet op d'Been ze stellen, brüskéiert huet, huet menger Meenung no d'LSAP keng richteg Alternativen zu deem wat d'Regierung proposéiert huet.

Och huet d'LSAP duerch hire Spriecher hei vergiess ze soen, dass Lëtzebuerg bei der leschter Etüd vun der EU-Kommissioun am Oktober 2002 un drëtter Plaz vun deenen 18 Länner kënn, déi während dem leschte Semester am Kader vun e-Government déi gréisste Progressioun verzeche konnten.

(Interruption)

Mä well se sech d'äers iergendwéi bewosst war, hu se dann dunn de sougenannte Positionspabeier, deen och virdrun hei ernimmt ginn ass, publizéiert. Do hat ee jo d'Impressioun, wéi een dat gelies huet, wat an deem Positionspabeier steet, elo kënn et, elo wësse mer emol endlech wat d'LSAP wëllt, elo kréie mir an d'Regierung mol gesot, wat ze maachen ass, mä et ass genau esou gewiescht wéi bei der Interventioun vu mengem Virriedner, et war alt erëm eng Enttäuschung. Iwwerrascht war een trotzdem, wann ee Folgendes gelies huet: „Finalement il importe de relever que l'usager doit pouvoir avoir confiance en l'administration. Une fois que cette dernière a rendu son fonctionnement transparent et qu'elle soit prête à mesurer le degré de satisfaction des usagers et à dialoguer ouvertement avec ces derniers, les informe, les aide, les conseille, redresse ses erreurs, respecte les droits des usagers, et mise sur la prévenance, la qualité et la sincérité, alors la confiance de la part des usagers lui sera acquise et assurée.“

Här President, dat ass a mengen Aen e staarkt Stéck. Offen Diere ginn do agerass. Wann een dat liest, da mengt een, et wär awer och glat a guer näischt an der Fonction publique gelaf bis zu dem Positionspabeier vun der LSAP, an dass d'Fonction publique an hir Vertrieeder géingen de Bierger d'Dier op der Nues zouschloen.

Mir hunn den Avantage zu anere Länner, dass eis Administratiounen awer nach iwwersichtlech sinn, an dass mer och vill Beamten hunn, déi d'Bierger informéieren a beroden.

Erlaabt mer dann awer och nach dës Fro ze stellen: Ass de Statut général du fonctionnaire de l'Etat dann näischt anescht wéi ebe just eng Charte, wou d'Rechter an d'Pflichte vun de Beamte festgehale sinn? Vlächht wöllt d'LSAP dës Kéier méi verdeckt knäipen, wéi se dat virdrum gemaach huet, notament mat hirem Pabeier mat deenen 21 Propositionen an der Education nationale, dem Pabeier vu Steesel. Sinn d'Mitarbeitergespräche an den Ordre de justification, déi elo mat dëser Reform agefouert ginn, net dozou ugedoen, dass dat wat d'LSAP verlaangt geschitt an emgesat gëtt? Mä leider ass d'LSAP erëm e bëssen ze spéit, étant donné dass de Projet jo schon 2001, also wäit virun hirem

Positionspabeier, Här Meyers, déposéiert ginn ass.

Da gëtt an deem Pabeier och nach eng Occupation permanente vun dem Central téléphonique gefrot. D'LSAP huet vergiess, dass am Joer 2001 de Numéro vert installéiert ginn ass. D'Fro stellt sech och, ob, wéi si an der Regierung waren, iwwerhaupt esou en Telefon fonctionnéiert huet. Ob d'Fonctionnairen iwwerhaupt en Telefon haten, misst ee sech jo da froen, wann den Här Di Bartolomeo dat kritiséiert, wat mir elo gemaach hunn.

Och soll, laut der LSAP, d'Formation initiale während dem Stage verbessert ginn. D'LSAP huet och hei net déi sëllege Reformen am Kader vun INAP mat krut, déi sät 1999 ennerholl gi sinn.

Här President, ech kéint elo ouni Weideres nach virufere mat Beispiller, déi weider kloer der LSAP hire Manktum un Initiativbereitschaft an un Alternativen ennersträchen.

■ Une voix.- Oh là là là!

■ M. Jean-Paul Rippinger (DP).- Ech kommen awer trotzdem net derlaanscht eng Saach ze ernimmen, déi der Lëtzeburger Sozialistischer Aarbechterpartei hir Hëlleflosegkeet ganz besonnesch gutt illustréiert. An ech muss soen, de President vun der LSAP huet sech elo liicht geäussert, mä wann ech awer dann de Mëtteg dat Bild kucken, Här Asselborn, wat Dir hei ofginn hutt: Dir hutt en offizielle Spriecher, deen heihinner kënn a Kritiken ubréngt. Si ware polemischer Aart. Ech hunn dorop geäntwert. Dat ass alles schéin a gutt. An da gëtt hei d'Ried virgelies vum Här Jempy Klein, a bei all zweitem Alinéa gëtt gesot, dat do seet de Jempy Klein. Dat huet d'Impressioun vermettelt, besonnesch bei eiser Fraktioun, dass den Här Di Bartolomeo net ganz mat deem d'accord wär, wat de Jempy Klein geschriwwen huet. Dat Bild huet dat vermettelt. E Bild vun Zerstridenheet. E Bild, dass Der net eens sidd, esouguer wann zwee datselwecht hei solle soen.

(Interruptions)

■ M. le Président.- Wann ech glift, wann deen ee fäerdeg ass, kann deen anere schwätzen.

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Däerf ech, wann ech glift, dem Här Rippinger...

■ M. Jean-Paul Rippinger (DP).- Ech sinn direkt fäerdeg, Här President.

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Ech wollt lech just eng kleng Äntwert ginn. Wann Dir déi Impressioun hat, Här Rippinger,...

■ Une voix.- Dir hutt d'Wuert net.

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Dach, den Här President huet mer et ginn. Den Här Rippinger huet mir zweemol eng Fro gestallt, dann äntweren ech wéinstens eng Kéier.

Wann déi Impressioun sollt opkomm sinn, dass et eng Differenz zwëschen dem Jempy Klein a mir géif ginn, dann erënneren ech lech drun, dass ech op der Tribün gesot hunn, dass et zwëschen dem Jempy Klein a mir keng Plaz gëtt fir en Zigaretteblietchen.

(Etonnement)

Dat heescht, wann de Jempy Klein schwätzt, schwätzt en och a mengem Numm a vice-versa. Mir schwätzen allen zwee am Numm vun eiser Fraktioun. Déi Impressioun, déi Der hat, war also falsch. Et deet mer Leed.

■ M. le Président.- Här Rippinger, fuert weider.

■ M. Jean-Paul Rippinger (DP).- Här President, ech huelen Akt vun der Rectificatioun vun dem

Här Di Bartolomeo, mä dat wat hien elo gesot huet, huet mech awer net iwwerzeegt, an ech muss soen, dat hei ass elo kee wichteg Element, mä ech sinn dat Gefill net lass ginn, an elo wou en déi Rectificatioun, déi archimaigre ass, abruecht huet, muss ech soen, sinn ech nach net iwwerzeegt, mä et ass awer net wichteg.

Ech wollt nach eng Kéier op déi Schwierigkeet hiweisen an där d'LSAP effektiv ass. Ech verstinn dat och. Et ass net einfach fir si, fir d'éischt an der Kommissioun sech ze enthalten an dann heihinner ze kommen an ze soen, si géingen et stëmmen an trotzdem Kriticken derzou unzeféieren. Si haten an der Kommissioun ugekënnegt, si kéime mat Amendementer. Or, déi Amendementer sinn ni komm. Wat komm ass, dat ass e Froekatalog mat deem een net vill konnt ufänken.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen elo zum Schluss. Et ass en excellente Projet de loi, deen d'Regierung déposéiert huet, a wéi bei all aner Projet de loi muss een emol fir d'éischt kucken, wéi e sech an der Ausféierung deet. Et kann een ëmmer nach nobesseren, fir et nach besser ze maachen.

Et ass jo näischt Neies fir lech, wann ech lech soen, dass d'Reform vum Beamtestatut net eng Reform ass, déi iwwert d'Kapp vun de Leit eraus decidéiert ginn ass. Si ass zesumme vun dëser Regierung, vum zoustännege Minister, mam Statssekretär a mat der representativer Gewerkschaft ausgeschafft ginn. Déi Reform dréit dem Besoin vun enger moderner effizienter an transparenter Verwaltung Rechnung a gëtt hire Beamten d'Méiglechkeet Beruff a Privatlieue besser ze vereenen. Et ass eng Reform mat de Beamten, fir d'Beamten, am Intéret vun de Bierger. Dat ass dat och woufir mir, d'DP, stongen a stinn a woufir mir eis och an Zukunft wäerten asetzen. Et ass also guer kee Problem, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dass mir dës Projet de loi stëmmen.

■ M. le Président.- Merci, Här Rippinger. Nächste Riedner ass den Här Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

■ M. Gast Gibéryen (ADR).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och vun eiser Säit aus dem Kolleg Gusty Graas merci soen an e félicitéiere fir säin explicité schréfflechen an och mündleche Rapport, deen hien de Mëten hei virgedroen huet. Hien huet op eng gutt verständlech Manéier déi eenzel Dispositiounen aus dem Gesetz hei erkläert.

Dës Projet huet eng relativ laang Virgeschicht. En ass den 19.12.2001 deponéiert ginn. D'Kommissioun vun der Fonction publique ass 14-mol zesumme komm. Et sinn eng Rei Avis complémentaires gefrot ginn, esouwuel vun de Chambres professionnelles wéi vum Conseil d'Etat, fir dat dat Gesetz nun emol haut hei esou zur Diskussioun kënn wéi et an der leschter Sitzung festgehale ginn ass.

Et ass sécherlech, wann een als Stat, als Gesellschaft wëllt e gudd funktionelle Statsbetrib hunn, dat een och muss kucken, dat déi Leit, déi beim Stat schaffen, e Statut hunn deen hinne Garantié gëtt, deen op där anerer Säit hinne Responsabilitéiten, Pflichten operleet vis-à-vis vum Stat a vis-à-vis vun der Gesellschaft.

Ech wëll a menger Interventioun méi punktuell Iwwerleeungen zu dësem Gesetz maachen. Dir wësst, dat mer als Partei eng Reform vun den öffentleche Verwaltungen, eng Réforme administrati-

ve verlaangen, esou wéi se och an der Regierungserklärung steet, wéi och den Titel vun dem zoustännege Ministère ass. Mäi Kolleg Jacques-Yves Henckes wäert méi spéit op dësen Deel agoen.

Dës Gesetz féiert enner anerem d'Deelzäitbeschäftigung, den Temps partiel a mat 25, 50, 75%. Mir beschreiden domadder nei Pied an der Fonction publique. Wat am Prinzip virdrum beim Statut vum Fonctionnaire net méiglech war, gëtt awer elo méiglech opgrond vun dem Accord salarial, deen den 29. Mee 2000 festgehale ginn ass.

Den Temps partiel gëtt ëmmer méi an eiser moderner Gesellschaft, déi sech an deene leschte Jorzéngten ëmstrukturéiert huet, wou ëmmer méi Frae mat an d'Beruffsliewen eraginn, a wou Mann a Fra versichen d'Familjeliewen, d'Erzëiung vun de Kanner mat dem Beruffsliewe beschstens ze kombinéieren, zu enger Regel, zu enger Normalitéit, Temps partiel wéi en am Privatsecteur schonn a ville Betriber besteet a wéi et och elo richtig ass, dat mer en an der Fonction publique kréien.

Wichtig ass, dat een e Konsens féint, wou de Wënsch vun de Leit an de Besoin vum Betrib Rechnung gedroe gëtt, an dat een de gesonden Equiliber erausféint, dat der Administratioun garantéiert ass, dat e gudd Fonctionnement bestoe bleift.

(M. Jean Spautz reprend la Présidence)

Am Projet de loi war virgesinn, dat een den Temps partiel pro Administratioun sollt op 25% maximum limitéieren. Am Laf vun den Diskussiounen ass déi Klausel vu 25% erausgeholl ginn, wat ech och fir eng gutt Léisung fannen. Verschiede Betriber kënnen vlächht fonctionnéieren opgrond vun hirem Struktur, vun där Aarbecht déi se maachen, an anerersäits gëtt et awer och wahrscheinlech Administratiounen, wou déi 25% net kënnen autoriséiert ginn, mä doduerch dat se awer als e Maximum an engem Gesetz stinn, quasi als e Recht kéinten ugesi ginn. Dat dee Maximum vu 25% aus dem Text erausgeholl ginn ass, ass eng gutt Saach, an dat den Temps partiel agefouert ginn ass, bewäerte mir och als positiv.

An deemselwechten Zesammenhang ass, dat all déi Zäite vum Congé pour travail à mi-temps, vum Temps partiel, fir d'Erzëiung vu Kanner bis zum Alter vu 15 Joer, an Zukunft mat ugerechert gi wat d'Promotiounen, d'Avancementer, oder den Examen de promotion ubelaangt. Dat ass an eisen Aen eng gutt Moosnam a gëtt och vun eis positiv bewäert.

Réintegratioun, d'Méiglechkeet, dat d'Leit wuel mussen e gewësenen, wéi soll ech soen, Recyclage maachen, mä dat se awer erëm an hir Verwaltungen kënnen réintégréiert ginn, schéngt eis och eng normal Saach ze sinn, well mer wëssen, dat bis haut déi Leit net konnten erakommen, oder hu missen an de Verwaltungen waarde bis am Kader vun Kader eng Plaz fräi ginn ass. Dat awer déi Leit elo kënnen hors cadre gefouert ginn, féint eis Zoustëmmung an dësem Zesammenhang.

Wat den Temps partiel ubelaangt, wöllt mer d'Fro un d'Regierung stellen, ob elo kuerzfristeg e Gesetz kënn, wat all déi Dispositiounen, déi mer an dësem Gesetz hunn, op de Gemengesecteur transposéiert a wéini dat dat kënn.

Mir haten an der Kommissioun d'Diskussioun, a mir hu keng kloer Äntwert drop kritt, wat zum Beispill d'Enseignanten ubelaangt, déi net beim Stat mä bei de Gemengen am Préscolaire an am Primaire beschäftigt sinn, a wou am Fong kee bis haut eis esou richtig konnt soen, wien dann elo hire Patron ass, wien den Temps partiel kéint autoriséieren. Den Här Statssekretär hat gemengt, huet sech awer net fest fixéiert, dat dat de Stat

wier. Op där anerer Säit ass et awer esou, dat d'Gemengen d'Poste schaffen, se ausschreien, d'Leit auswählen, déi esouguer op de Gemenge vereedegt ginn, mä si gi vum Stat bezuelt an d'Gemenge participéieren zu engem Drëttel drun, esou dat ee misst kuerzfristeg klären, wien dann elo de Responsabelen an där Fro ass. De Stat oder d'Gemengen? Soss kéinte mer eventuell Konfliktsituatiounen kréien, well Leit sech dat eventuell beim zoustännege Minister géifen ufroen, d'Gemengen awer wahrscheinlech net domadder averstane kéinte sinn oder eleng aus der Ursach eraus, dat se net gefrot si ginn.

D'Fro ass, wéini dat op de Gemengesecteur transposéiert gëtt a wien dann elo wierklech den hierarchische Chef vun den Enseignanten ass, déi an de Gemengen, esouwiel am Préscolaire, am Précoce wéi am Primaire, beschäftigt sinn.

D'Procédures disciplinaires, déi sech als äusserst schwierig erweisen hunn, ginn duerch dës Gesetz reforméiert op der Basis vun Erfahrungen, déi an de leschte Jorzéngte gesammelt si ginn. Hei gëtt eng Prozedur agefouert, wou mer e Commissaire de Gouvernement kréie mat engem spezialiséierte Service, mat méi enger kloerer Struktur, wou mer och méi, géif ech soen, d'Garantie kréien, dat eng neutral, eng transparent Gestéiung vun den Dossiere gemaach gëtt, e Service dee méi onofhängeg vun de Verwaltungen ass an deen a priori et och klunge Verwaltungen méi lichte mécht, wann esou e Fall sech an hirer Verwaltung stellt. A gréissere Verwaltungen, wou déi concernéiert Leit vlächht net onbedéngt all Dag mat hirem direkte Chef a Verbindung sinn, léisst dat sech besser maache wéi an enger klenger Verwaltung, wou nëmmen e puer Leit sinn. Och déi Proposition féint ons Zoustëmmung.

D'Recruitementer, déi ginn an Zukunft eenheetlech gemaach. Den Examen-concours gëtt d'Regel. Et däerf net eng Derogatioun dozou bestoen. Den Alter gëtt op 45 Joer erop gesat, wat och wichtig ass, well mer am Privatsecteur schwéier kënnen de Betriber als Stat soen, Dir musst awer och déi Leit am Alter vu 45, 50 Joer, déi am Chômage sinn, astellen, a mir als Stat oder als Gemeng ginn op där anerer Säit hin a soen dass mer keen huelen, deen iwwer 40 Joer ass. Virun enger Rei vu Jore war et esouguer 35 Joer. 45, géif ech soen, ass e gudd Schrack, deen elo hei gemaach gëtt. Et schéngt engem och kloer, dat een net e Statut vum Fonctionnaire iergendwéi mat 55 Joer soll ugoen. Wat awer wichtig ass, dat mer elo mat 45 Joer keng Derogatiounen méi zouloossen, mä dat et einfach den definitiven Alter ass.

Wou mer méi Problemer dermat hunn, dat ass mat dem Rekrutéiere vu Spezialisten, well een do, eiser Meenung no, et deene Leit, déi dat decidéieren, an dësem Fall de Regierungsrot, ze vill einfach mécht, wéi se kënnen Leit aus dem Privatsecteur an d'Fonction publique eriwuerhuelen. Mir stinn där Iddi eischter skeptesch vis-à-vis, well mer mengen dat all Mënsch den normale Wee iwwert den Examen-concours soll aschloen, a wann dovun ofgesi gëtt, dat dat wierklech nëmmen däerf eng Exceptioun sinn. Hei ass awer d'Méiglechkeet ginn, ech wëll näischt ennerstellen, mä d'Méiglechkeet ass hei awer ginn, dat iwwert dës Wee d'Regierung Leit an de Secteur public kann eranhuelen, déi da schonn no engem Joer, well se beim Stat ee Joer beschäftigt sinn, de Statut vum Fonctionnaire kréien, an dat net onbedéngt wéinst hirer Spezialisatioun, mä oft wéinst hirer politischer Zougehéieregkeet.

Dat kann ee Wee sinn a mir pochen ëmmer drop, dat mer fir de Statut vum Secteur public wëllen absolut neutral si vis-à-vis vun der Politik an dat et keng politesch Fonctionnairen dierfe ginn. An iwwert

dése Wee vum Rekrutéieren, wou d'Regierung kann Ausnahme maa-che vis-à-vis vum normale Recrutement fäerte mer, datt do eng politesch Fonctionnalisierung vu gewëssene Leit, déi dann och ganz dacks eben op speziell an dirigéierend Poste komme kënnen an d'Fonction publique, wat net am Interessi vum der Fonction publique ass, wa Leit duerch politesch Zougehéieregkeet gewëssen Avantage a Privilegié vis-à-vis vum deenen anere Fonctionnaire kréien.

Datt mer de Gläichheidsdéleguéierten an der Fonction publique aféieren ass eng Transposition, déi mer am Privatsecteur scho laang hunn, an datt déi elo an der Fonction publique kënn, mengen ech ass, an dat ass de Mëtteg schonn e puermol hei ugeklongen, opgrond vun de Statistiken, déi et an deem Domän do gëtt, scho wichteg, datt een op alle Plaze wou Leit zesumme musse schaffen, Strukturen opbaut, wou een op déi dote Gläichheitsprinzipie ka puchen an och akloen.

An deem Gesetz ginn dann och eng Rei vu Moosnamen vum den Dispositione vum Rentendesch mat emgesat. Déi um Rentendesch derbäi ware wëssen, datt et um Rentendesch keng Diskussioun war, ob déi Verbesserung fir de privaten oder den öffentleche Secteur waren. Et war ëmmer Eestëmmegeek um Rentendesch, datt all déi Moosnamen, déi do getraff si ginn, fir déi zwee Secteure wieren, an datt déi och missten an deenen zwee Secteuren emgesat ginn. An dofir, wa mer haut hei déi Dispositione wat d'Babyjoren ubelaangt och elo an der Fonction publique emsetzen, dann ass dat eng logesch Konsequenz vun den Décisionen, déi mer um Rentendesch geholl hunn, wou mer jo am Privatsecteur déiselwecht Dispositionen hunn, datt Leit, déi an hirer Carrière Babyjoren ugerechent kréien, an déi Urechnung awer net dat ausmécht, wat de Forfait d'éducation, dee mer duerch d'Gesetz vum 28. Juni 2002 agefouert hunn, datt déi Differenz dann ebe géif als en Zouschouss bezuel ginn am Privatsecteur, hu mer an d'Gesetz gesat, datt dann dee Montant, dee berechent gëtt als Babyjoren einfach esou héich eropgesat gëtt, fir datt awer déi 3.000 Frang géifen erauskommen.

Et ass also identesch, eng Gläichstellung tëschent dem Régime général an dem Secteur public. Déi fënnt och eis Zoustëmmung.

Datt de Plaffong bei de Witwerenten erhéicht gëtt, fënnt och eis Zoustëmmung. Mir hunn hei zwar nach eng Differenz vis-à-vis vum Privatsecteur, mä am Privatsecteur hu mer d'Pensionne wat d'Witwerenten ubelaangt virun enger Rei vu Jore vu 66 2/3 op 75% gehéicht. Et ass also e Prozentsaz, dee méi héich ass wéi deen an der Fonction publique. Mir waren net domat averstanen, opgrond vun de generellen Differenzen, déi mer tëschent Witwen oder de Pensionnen, tëschent dem privaten an dem öffentleche Secteur, datt ee géif déi Disposition vum deene 75% tel quel an d'Fonction publique emschreiwien, mä vu datt mer och an der Fonction publique, ënner verschiddene Fäll, kleng Witwepensionen hunn, ass et scho richtig, datt een do eng Upassung vum Plaffong mécht, ouni datt een doerch de Prozentsaz eropsetzt.

Eng Disposition mat där mer net averstane sinn ass déi, déi mer virun e puer Joer agefouert hunn, mat de 57 Joer, mat 40 Joer cotiséieren, wou ee kann an d'Pension goen. Ech mengen, dat war nach ënner dem Minister vun der Fonction publique Marc Fischbach, wou dat deemools agefouert ginn ass, wou Leit mat 57 Joer a 40 Joer Déngscht kënnen an d'Pension goen, wou deemools awer eng Disposition an d'Gesetz komm ass, déi gesot huet, et géif pro Joer, wou ee viru 60 Joer géif an d'Pension goen, 1/60 vun der Pension gekierzt ginn.

Dat war den Equivalent, wou deemools argumentéiert ginn ass, wann ee mat 57 Joer am Privatsecteur an d'Pension geet, da kritt een och net déi Pension wéi wann ee bis 60 Joer geschafft hätt. Dann hätt ee jo och dräi Joer weider geschafft, dräi Joer weider cotiséiert an dann hätt ee méi eng héich Pension kritt. Deemools ass argumentéiert ginn, dat wier richtig an dofir misst dann eben 1/60 ofgezu gi pro Joer, wou ee virun an d'Pension geet. Mir sinn dofir net domat averstanen, datt dat elo eesäiteg réckgängig gemaach gëtt an der Fonction publique, datt déi Disposition ofgeschafft gëtt. Domadder ginn d'Pensionen aus dem Privatsecteur op deem dote spezifische Punkt vis-à-vis vum der Fonction publique neierdengs erëm da benodelegt, quitte datt dat doten elo keng Mass vu Leit betrëfft, well et sinn eischtens Leit déi musse 40 Joer geschafft hunn. Et sinn der wahrscheinlech da vun der Carrière inférieure, well déi aner an der Regel mat 57 Joer net un déi 40 Joer erukommen, an et ass och gesot ginn datt déi Leit, déi elo schonn an deem System an der Pension wieren, net réckwierkend, mä deen Abléck, wou déi Bestimmungen hei a Kraaft trieden, hir Pensionen nei berechent kréien. Dës Proposition fënnt net eis Zoustëmmung.

De Bénévolat iwwert d'Pension ewech, do hu mer iwwerhaupt net verstane wéi een op esou eng Iddi kënn kommen, fir datt ee fräiwëleg fir näischt nach géing weider bei de Stat schaffe goen. Ech gesi keng Ursach. Dat muss eng Person sinn, déi eng wonnerschéi Plaz huet oder eng fuerchtbar schlëmm Fra doheem huet. Ech fannen einfach keng Ursach, firwat datt ee fir näischt soll iwwert d'Pension eraus schaffe goen, an et hu wahrscheinlech méi Leit dat gemengt. Dofir ass jo och déi Disposition erëm aus dem Gesetz gestrach ginn. Well do hätt sech jo nach eng Rei vun anere Froe gestallt. Wéi ass et mat der Responsabilitéit? Do ass jo awer e Statut, deen dorunner hânt. Wann déi Leit net méi vum Stat bezuel ginn, hunn déi dann awer nach Pouvoir? Kënnen déi nach ënnerschreiwien oder wat se do maachen? Ass de Stat dofir responsabel? Oder wéi wäit sinn d'Leit responsabel? Et gëtt jo och eng ganz Rei vu Froen, déi sech do zousätzlech opgeworf hunn, an dofir ass et wichteg datt mer och déi Disposition aus dem Gesetz erausgeholl hunn.

Eng aner Disposition, wou mer mengen, datt se och net gutt wier an och dofir net domat averstane sinn, dat ass datt ee méi laang iwwert de Pensionsalter vu 65 Joer bis 68 Joer kënn weider schaffen.

Ech wëll soen, datt mer virun enger Rei vu Joren am Privatsecteur déi doten Disposition agefouert hunn, datt een, wann de Betrib an de Salarie en Accord haten, ee konnt méi laang schaffe goe wéi 65 Joer. Mat deem Gesetz wou mer d'Dispositione vum Rentendesch emgesat hunn, hu mer déi Disposition aus dem Gesetz fir de Privatsecteur erausgeholl, well se an der Praxis einfach net applizéiert ginn ass, well keng Leit sech fonnt hunn, déi méi laang wéi 65 Joer schaffe gaange sinn. Am Privatsecteur hate mer eng aner finanziell Regelung. Do hunn d'Leit dann d'Gehalt viru kritt a si hu weider cotiséiert a si konnten dann herno beim Pensionsantritt e Supplément zur Pension kréien.

An der Fonction publique, nodeem datt mer et also elo virun e puer Méint am Privatsecteur ofgeschafft hunn, féiere mer elo déi Disposition an a soen, do kënn Leit also elo bis 65 Joer weider schaffe mat enger Disposition, wou mer soen, si dierfen awer net méi wéi 10% vun hirem Gehalt verdénge bis se dann an d'Pension ginn. Dat heescht, si kréien d'Pension, a si dierfe bei d'Pension net méi bäiverdénge wéi 10%, Här Rapporteur, wéi hiert lescht Gehalt.

D'Fro, déi sech stellt: Fir wien ass déi doten Disposition gemaach? Ech ka mer net virstellen, datt dat fir den normale Fonctionnaire ass, datt deen elo wëllt op eemol méi laang wéi 65 Joer schaffe goen. Ech hunn do éischer esou main Zweifel, Madame Minister, datt do déi Leit, déi gutt Cumulé kënn sammelen, an dat sinn der jo net esou masseg, mä mer hunn der jo awer beim Stat, déi net schlecht mat Cumulé liewen an datt déi alleger Problemer hunn, dat gesi mer, dat si jo och déi déi um Stull kliewe bis déi lescht Stonn, wat den aktiven Alter ubelaangt, geschloen huet. Mir mengen éischer, datt dat hei eng Disposition ass fir déi Leit déi gutt verstanen hunn ze cumuléieren, fir datt déi elo dräi Joer méi laang kënn cumuléieren, an dofir si mer och mat där Proposition net averstanen.

D'Nominatioun fir speziell Responsabilitéiten, dat war eng Disposition déi mir begreist hunn. Mir wollt generell d'Fonction publique méi responsabiliséieren, virun allem wat d'Postes dirigeants ubelaangt, datt déi Leit dann awer och méi Pouvoir kréien a méi Responsabilitéit, méi Autonomie kréien, fir hir Verwaltunge fonctionnéieren ze loossen, an an deem Sënn si mer ëmmer dofir gewiescht, datt een déi Leit soll à durée déterminée nominéieren. Déi Disposition ass erausgeholl ginn. D'Regierung huet gesot, si géif kuerzfristeg e Projet de loi hei déposéieren. Mir stinn där Iddi positiv vis-à-vis. Mä ech géif awer bal haut meng Fangeren an d'Feier leeën, datt mer an dëser Legislaturperiod dese Projet net méi wäerte stëmmen. Ech loosse mech dann enges Bessere beléieren, mä ech halen emol déi Ausso hei a menge Mémoire fest, fir vläicht an engem Joer nach eng Kéier drop zrëckzekommen.

Iwwer e Règlement grand-ducal gétt dann och am Kader vun der EU-Direktiv festgeluecht, wou Lëtzebuerg jo och condemnéiert ginn ass, wat d'EU-Bierger sinn, déi an d'Fonction publique solle schaffe kommen.

Mir sinn als ADR selbstverständlech fir de Respekt vun den europäeschen Direktiven, mä mir sinn awer der Meinung datt een d'Fonction publique, esou wäit wéi et nëmme méiglech ass, exklusiv soll de Lëtzebuurger virbehalen. Mir halen och drop, datt skrupellos déi Bestimmungen, wat d'Sprooch ubelaangt, wa mir net derlaanscht kommen oder wa Leit hir Kandidatur stelle fir an d'Fonction publique eranzekommen, déi eng EU-Biergerschaft awer keng Lëtzebuurger Biergerschaft hunn, datt do d'Konditioun vun der Lëtzebuurger Sprooch, dem Däitsch an dem Franséisch, muss berücksichtegt ginn, an zwar ouni Exception.

Mir hunn haut schonn a Verwaltung Leit setzen, déi, dat héiert ee vun anere Leit an dat huet een och selwer schonn erlieft, quasi refuséiere mat de Leit Lëtzebuergesch ze schwätzen, mä déi Franséisch mat de Leit schwätzen. Et kann net sinn, datt d'Leit sech an enger Rei vu Joren op de Verwaltungen, beim Stat oder bei Gemeengen, net méi kënnen op Lëtzebuergesch ënnerhalen. Duerfir hale mir mordicus drop, datt d'Regierung do oppasst an datt do keng Exceptione gemaach ginn. A priori Lëtzebuurger do, wou et nëmme geet, an op där anerer Säit d'Lëtzebuurger Sprooch an alle Fäll.

De Projet de loi, deen hei déposéiert ginn ass, huet a sengem Exposé des motifs bei enger Rei vu Bestimmungen ofgefuert Montanten, wat déi eenzel Dispositionen ongeféier kaschte géifen. Wann ech och viru gesot hunn, datt de Rapporteur e gudden schréftlechen a mëndlechen Rapport gemaach huet, dann ass dat

esou wäit richtig, mä ech hu just ee Schéinheitsfeeler dra fonnt, an zwar gétt am Rapport de Käscht-punkt vun deem Projet net ofgefuert.

Mir haten eis virgestallt, datt ee gesot hätt dee Projet hei kascht de Statsbudget insgesamt a Zukunft esou an esou vill, net fir domadder iergendwéi ze soen dat wier net ze finanzéieren oder fir, wéi soll ech soen, iergendwéi Polemik domat ze maachen, mä ech fannen dass bai all Projet, dee mir hei am Parlament stëmmen - a mir waren eis och ëmmer doriwier eens - dobäi leie misst, wat dee Projet insgesamt kascht. Hei sti verschidden Detailler am Exposé des motifs, mä mir hu kee globale Chiffer am Rapport fonnt, wat de Projet kascht.

Fir déi Leit, déi ëmmer iwwert d'Finanzéierung vun de Pensionsregimer am private Secteur diskutéieren, wou mir jo awer keng schlecht Reservieren hunn, ass et awer wichteg, mengen ech, ze wësse wat dese Projet kascht, well am private Secteur gëtt jo ëmmer dovu geschwat, dass mir 4% Wirtschaftswuesstum hu misste fir d'Pensione garantéieren ze kënnen. Kee mannere wéi eise Statsminister répétéiert ëmmer erëm, datt een déi Décision vum Rentendesch aus finanziellen Iwwerleeungen eraus iwwerdenke misst.

Hei setze mir awer och Bestimmung vum Rentendesch em opgrond vu Propositione vum Här Juncker senger Regierung, déi kaschten. Déi fannen och eisen Accord, mä fairerweis sollt een awer higoen a soen dee Projet de loi hei kascht esou vill, well wann een dat net mécht, da mengen ech mécht ee grad wéi wann een eppes ze verstoppen hätt an een de Leit et duerfir net soe wëllt.

Dat ass eng vun deenen Ursachen, firwat datt mir eis och bei deem Projet wäerten enthalten. Et ass eng ganz komplex Matière dat heiten. Dat hu mir alleguerten, déi an deene Sitzung vum der Kommissioun dobäi waren, gemierkt, an duerfir wäer mir och frou gewiescht, mä et ass anscheinend aus materielle Grënn net richtig méiglech gewiescht, wann een hätt kënnen en Text coordonné kréie vun deenen alen an deenen neie Bestimmungen, well et ass ganz schwéier derduerch ze gesinn.

Virun hat de Rapporteur gesot, wéi hien un de Volet vun de Pensione komm ass, dat wär därmoosse komplex, hie géif dee Volet engem Spezialist iwwerloosen an dunn hat hien op den Här Meyers gewisen. A wéi den Här Meyers hei geschwat huet, du so deen: Ech si frou, datt den Här Graas de Pensionsvolet hei entwéckelt hat. Esou haten se allenzwee driwwer geschwat a keen hat eppes esou richtig gesot, well et einfach ganz schwéier ass an déi Matière eranzegoen, an duerfir hätt schonn en Text coordonné déi Saach sécherlech net erschwéiert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt eis Usichten zu deenen einzelne wesentleche Punkte vun deem Gesetz hei einfach kloer virleeën an ech hunn och duerfir gesot, dass mir eis aus deenen Ursache bei deem Projet enthalten, wou eng Rei vun duerchaus gudden Positionen dra sinn, mä wou awer och Saachen dra sinn, déi net eis Zoustëmmung fannen.

Ech wëll net op déi Diskussioun, déi meng Virriedner virun hei haten, souwuel vun der LSAP wéi vun der DP, agoen. Ech mengen, do sinn d'Leit am Land intelligent genuch fir dat eent vun deem aneren ze ënnerscheiden. Op jidde Fall stelle mir fest, datt eis sozialistesch Kollegen eng Kurskorrektur gemaach hunn no de leschte Chamberswahlen. De Kolleeg Jempy Di Bartolomeo huet de Mëten...

(Hilarité générale)

...hei gesot, datt si och duerfir eng Lektioen kritt hätte bei de leschte

Wahlen an duerfir ëmdisponéiert hätten.

Da ginn ech also dovunner aus, datt d'LSAP sech an esou Punkten haaptsächlech électoral orientéiert an net opgrond, wat se virun enger Rei vu Joren hei anscheinend mat Iwwerzeugung vertratt huet, wou ech hinnen awer kee Virwurf maaachen, well d'DP huet virun de Wahlen an no de Wahlen déi Punkten hei ëmmer électoral gekuckt.

Ech soen lech merci.

■ Une voix.- Très bien.

■ M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Jean Huss agedroen. Den Här Huss huet d'Wuert.

■ M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, no all deene villen an och kloren Explicatiounen iwwert déi verschidden Neierungen am Statut vum Fonctionnaire, déi vum honorablen Här Rapporteur vun deem Projet an och vun enger Partie Virriedner hei virbruecht goufen, gesinn ech et elo net méi hei als meng Roll un, all dës Neierungen hei nach eng Kéier ze widerhuelen a se och all ze kommentéieren. Domadder hätte mir dann och Zäit gespuert.

No dëser Schwéiergebuert, bei där bekanntlech jo schonn esou munch Punkten, déi vun der Regierung ursprüngelech geplangt waren, fréizäitig oder nach just kuerz viru Schluss avortéiert goufen, bleibt en neie reduzierte Gesetzestext iwwreg, bei deem natierlech eng Partie konkret Verbesserung vum Statut haut solle beschloss ginn, mat deenen eigentlech jiddereen d'accord ka sinn a mat deenen natierlech och déi Gréng d'accord sinn.

Just op eng Partie vun dese Verbesserung, zum Beispill op déi nei Aarbechtszäitregelungen a familljepolitesch Mesuren, op d'Reform an der Disziplinarprozedur oder d'Sécherheet op der Aarbechtsplaz an op anerer wäert ech kuerz gläich zrëckkommen.

Erlaabt mir awer, Dir Dammen an Dir Hären, einleitend e puer méi allgemeng Bemerkungen zur Fonction publique, zu eise Statsapparat insgesamt ze maachen, wou de Statut vum Fonctionnaire sécher e wichtege Aspekt ass, awer net den eenzeg.

Wa mir, wéi vun alle Säiten ëmmer erëm betount gëtt, eng modern, eng effikass an och eng biergerno Fonction publique, dat heescht staatlech Administratiounen wëllen, da musse mir an eisen Aen iwwert d'Problematik vum Statut vum Statsfonctionnaire eraus duerfir suergen, datt eischtens alle Verwaltunge genuch an och zolid motivéiert Personal zur Verfügung steet, datt zweetens nach bestehend Retarde bei der Informatiséierung opgeholl ginn an drëtens musse mir an Zukunft zesumme wachsam bleiwen, fir datt net am Kontext vun de kommende GATS-Verhandlung bei der WTO bishereg Services publics liberaliséiert an un de Privatsecteur verschiebelt ginn.

Ech hat op esou zukünftig eventuell Risike jo schonn am Kontext vun engem Débat d'actualité virun e puer Wochen higewisen a mir Gréng wäerten op jidde Fall an deem dote Kontext ganz wachsam bleiwen.

E Wuert just zur Personalsituatioun an zur vergaangener Rekrutierungspolitik, wou an eisen Ae jiddedalls déi vergaangen CSV-LSAP-Regierung kloer versot haten, well d'Resultat vun dëser defizienter Astellungspolitik, bedingt haaptsächlech duerch eng ze vill restriktiv Numerus-clausus-Politik, ass, dass zënter längerem schonn an enger ganzer Rei vu wichtege Verwaltungen e chronesch Personal-mangel u qualifiziertem Personal widerhi virherrscht, esou datt zum Beispill och aus deem Grond

d'Dossieren do weiderhi méintelaang schleefen. Dat ass alles aneschters wéi biergerfrëndlech.

Dir Dammen an Dir Hären, de Statut vum Fonctionnaire nei ze adaptéieren an ze fixéieren ass eng Saach, eng besser Rekrutéierungspolitik op allen Niveaue, wou Problemer bestinn, ass awer zumindest grad esou wichteg, an do huet leider zum Deel och déi nei DP-Offensiv zënter 1999 bis haut nach gelappt. Ech betounen zum Deel. Wann een elo de virleiende Reformprojet ënnert d'Lupp hält, da muss ee scho gutt kucke fir do an iergendenger Form wirklech dee ganz grouse Worf ze entdecken, deen d'DP am Wahlkampf an duerno am Koalitiounsprogramm an Aussicht gestallt hat.

Eng DP-Ministesche an en DP-Statssekretär vum der Fonction publique, vill Tamtam an esou munnech waarm Loft an der Regierungspresse, mä an der Realitéit ass dat hei awer keng gréisser Reform an esou munch ongeléiste Problemer bleiwen doranner nach bestoen.

E puer Beispiller, fir dat ze illustréieren. Wéi ass et zum Beispill ee Joer virun de kommende Wahle mat enger Gestion moderne des postes, wou et am Accord de coalition heescht, ech zitieren: «Une gestion moderne des postes sera mise en place.» A wéi soll déi Mise en place gemaach ginn? Ech zitieren virun: «intégrant la confection d'organigrammes pour chaque service et une description des postes figurant dans l'organigramme.» An da gëtt gesot wat domadder gemengt ass, ech zitieren: «Et geet em d'Nature des missions et attributions exercées, em den Niveau de responsabilité an d'Formation de l'agent devant occuper le poste.»

Madame Ministesch, Här Statssekretär, esou wäit ech informéiert sinn ass dat bis elo net geschitt an et gëtt nach ëmmer keng Beschreibung vun de Posten, wat d'Fro opwerft: Wéi eng Beamten aus wéi enger Carrière wou wéi eng Responsabilitéit? Dat huet als konkret Resultat, datt et Beamte gëtt mat méi oder manner Qualifikatiounen, déi eng Aarbecht maachen, déi net hire wirkleche Qualifikatiounen entsprécht. Et huet och als Konsequenz, datt de Risque besteet, datt déi verschidde Carrièren ënnereneen austauschbar sinn. Dat geet am Prinzip zu Laaschte vun der Carrière inférieure a moyenne. Expéditionnaire ginn et ëmmer manner. Redaktere lues awer sécher och, obschonn Der do anscheinend Wëlles hutt gréisser Rekrutéierungsefforten ze maachen.

Emgekéiert ginn da vill Akademiker agestallt an och vill Employéen. Nächst géint déi eng oder déi aner, esou laang awer iergendwou geschriwwen wier wie wéi eng Tachen ze maachen huet. Wann et keng flächendeckend Beschreibung vun de Posten a Relatioun zu deene verschidde Carrièren gëtt, dann ass dat an eisen Ae jiddefalls problematesch a beinhalt jiddefalls och e gewisse Risiko vum Arbitrairen. Déi feelend Jobdescription besteet iwwregens jo och scho beim Concours fir nei Fonctionnairen ze rekrutéieren.

Dir Dammen an Dir Hären, en anert klengt Beispill vun de Wahlversprieche vun der Demokratescher Partei, an zwar a Saache Carrièren a gerecht Besoldungen. Wat war an Aussichts gestallt ginn? Ech zitieren: „Die Entwicklung der staatlichen Laufbahnen soll auf folgende Kriterien ausgerichtet sein: Ausbildung, fachliche Kompetenz, Erfahrung, Verantwortung, Alter und Leistung. Die Einstellungs politik, die Laufbahnenentwicklung, sowie die Entlohnung der Beamten werden auf diesen Kriterien fußen. Deshalb werden wir zusammen mit allen Betroffenen eine gemäß diesen Richtlinien gerechte Besoldungspolitik definieren“ - an elo kënnt dat Wichtigst -, „nicht zuletzt damit ungerechte Situationen innerhalb der Beamtenschaft des öf-

fentlichen Dienstes in Zukunft vermieden werden können.“

Dës lescht Ausso klängt an der Theorie ganz schéin, mä si schéngt awer net ëmmer wouer ze sinn. E Beispill duerfir ass an der Carrière moyenne de Grad 13, wou et jo och de Substitutionsgrad 13bis gëtt, deen awer éischters nëmme e gewisse Pourcentage vum Effectif vun der Carrière kréie kann an deen een zweetens nëmme da kritt, wann een e Poste à responsabilité particulière huet, deen iwwer Règlement ministériel définiert gëtt.

Et gi bekanntlech jo och Beamte mat esou engem Poste à responsabilité particulière. Si kréien duerfir awer net onbedéngt d'Pai vum Grad 13bis. En anere Beamten, deen iergendwou an engem Ministère am Grad 13 ass, huet awer vläicht kee Poste à responsabilité particulière an et steet emol keen an deem Service zur Verfügung. Elo kann et awer ganz gutt sinn, datt dese Beamte méi Responsabilitéit huet wéi den éischte Beamten. Wat kann hien da maachen?

Éischters hie bleift wou a wéi hien ass, dat ass eng Méiglechkeet. Zweetens: Soll hien de Service wiesselen op Käschte vum éischte Beamten? Oder dréttens gëtt op eemol gesot säi Poste wier och e Poste à responsabilité, woubäi een dann awer Kritäre misst festleeën.

Konklusioun, Dir Dammen an Dir Hären, opgrond vun dese Beispiller: D'Problematik vun den ongerechten oder zumindest problematesche Situatiounen innerhalb vun der Fonction publique bleift och haut net ganz geléist.

An da gëtt et an deem Reformprojet de Volet Fraen an der Fonction publique. An do gëtt et elo vill Luef an och Selbstluef vun den Auteurs vum Projet iwwert dat wat anscheinend fir d'Fraeförderung gemaach gëtt. Mir froen eis allerdéngs wou dann déi spezifesch Fraeförderung an deem Projet si soll. Wou ass déi?

Spezifesch Fraeförderung gëtt hei nämlech bewusst oder onbewusst verwiesselt an an een Dëppe gehäit mat Familjepolitik. Natierlech ass d'Aféierung vum Temps partiel vu 75, 50 a 25% eng positiv Neierung an engem familjepolitesche Sënn, vu Babyjoren a Kannererzierung, awer fir béid Partner, fir Mann a fir Fra. Mir gesinn doranner awer keng spezifesch Fraeförderung, déi an eisen Aen awer ganz noutwendeg wier, och an der Fonction publique.

E Beispill do ass d'Carrière supérieure, wou et och haut nach ëmmer nëmme 25% Frae gëtt. Wéi wier et dann do zum Beispill mat engem konkrete Plan d'action positif mat kloer definéierten Objektiv an Aktiounen fir d'Zuel vu Fraen a Führungspositionen an d'Luucht ze dreiwen. De Fraeministère ënnerstëtzt jo esou gären Actions positives zur Fraeförderung an der Privatwirtschaft, firwat dann net genau esou an der Fonction publique?

Den 31. März 1996 gouf duerch Règlement grand-ducal de Comité interministériel de l'égalité entre hommes et femmes instituert. Do steet ënnert dem Punkt 4, ech zitieren: „Le comité peut assurer l'accompagnement général du programme d'action positive de la fonction publique.“ Mä, Dir Dammen an Dir Hären, wou ass dann esou e Programm vu Fraeförderung an der Fonction publique? Wou gëtt et deen dann? Mä grad de Stat als Patron soll mam gudden Beispill an eisen Ae virgoen, well wéi wëllt Der da soss errechen, datt d'Privatwirtschaft a Saache positiver Fraeförderung op nei Weeër geet, wann de Patron Stat selwer do praktesch näischt ënnerhëlt.

Eng weider verpasste Chance ass an deem Kontext den Temps partiel, deen am Prinzip vun eis zwar absolut begréisst gëtt, mä mir gesinn awer net firwat do d'Postes à

responsabilité komplett ausgeschloss bleiwe sollen. Grad och hei hätt d'Regierung d'Méiglechkeet gehat, an dat ass och vun engagéierte Fraevertriederinnen ervirgehewe ginn, fir op nei Weeër ze goen, zum Beispill de sougenannten „job sharing“, dat heescht zum Beispill zwee Leit, déi sech esou eng Responsabilitéit deelen.

Mir gesinn zum Beispill net an, firwat zwee Directeurs adjoints oder Directrices adjointes vun enger Schoul sech net sollte kënnen des Responsabilitéit deelen. Am Ausland, an nordsche Länner oder och an der Schwäiz schéngen esou Modeller vun Job sharing ze klappen. Firwat soll dat net hei zu Lëtzebuerg méiglech sinn?

An deem Gesamtkontext proposéiere mer duerfir och Amendementen. En éischte am Congé pour travail à mi-temps, am Artikel 31, fir do am Punkt 2 dee Paragraph ze strächen, dee sech op des Ausnahme beim Recht pour Congé pour travail à mi-temps bezitt.

Beim Artikel 31-1 iwwert de Service à temps partiel gëllt fir eis déiselwecht Logik. Do hätte mer dräi Amendementen ze proposéieren. En éischten Amendement fir de Punkt 1 am éischten Alinéa esou ze änneren, datt a jidder Fall den oder d'Délégués à l'égalité em en Avis muss oder muss gefrot ginn, an net nëmme do wou et keng Delegation gëtt. En zweeten Amendement am Artikel 31-1 geet an déiselwecht Richtung wéi virdu beim Congé pour travail à mi-temps, nämlech datt do den Alinéa b vum Punkt 2 gestrach gëtt, wou et em d'Ausnahme geet, dat heescht em d'Direktiounsposten.

An da géife mer am Intérêt vum Fonctionnaire, deen ufreet, dono och nach gären e klenge Punkt dobäisetzen, e Punkt 5, wou mer soen, datt e Refus fir e Service à temps partiel ze accordéieren dem Fonctionnaire mindestens iwwert eng Lettre düment motivée misst matgedeele ginn. Esou wäit, Dir Dammen an Dir Hären, zu deem Froekomplex.

En anere Problem am neie Statut stellt sech beim Recrutement an der Astellung. D'Generalisation vum Concours ass ouni Zweifel e positiv demokratescht Instrument, och wann d'Prozeduren alt e wéineg méi laangwierig sinn. Elo setzt der dann awer en neie Paragraph 9 an an deem d'Regierung an exceptionnellé Situatiounen soll kënnen experimentéiert Leit aus dem Privatsektor an d'Fonction publique eranhuelen. No engem Joer als Employé de l'Etat kënnen déi Leit dann als Fonctionnaire genannt ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, et ass fir eis u sech kee Problem, wann de Patron Stat ausnahmsweis héichqualifizéiert Beamte braucht an an de Privatsektor siche geet, woubäi bei dese Leit da kee Concours a keng Obligation d'examen de fin de stage besteet. Mat desen Ausnahmesituatiounen, déi kënnen berechtigt sinn, kënnen mir liewen. E Problem gëtt et an eisen Aen awer, wat dese Beamten hir spéider Carrière ubetrëfft, wou e gewëssenen Arbitraire bestoe bleift, well et keng gültig Regele gëtt wéi des Persounen dann herno virukommen an der Carrière.

Ech verweisen do zum Beispill op folgenden Deelsatz: „Ils peuvent être dispensés par le gouvernement en conseil des limites de la bonification d'ancienneté“. Dat heescht, datt et net onbedéngt esou muss sinn a Kritäre gëtt et do keng. Desen Arbitraire ass vläicht sénnvoll fir de Patron Stat an eventuell souguer fir de concernéierte Beamte selwer, awer net onbedéngt fir den Ensembl vum Personnel.

Ech kann elo hei net eng Patentléierung fir esou Fall aus dem Aarm ré-selen, wat eventuell Kritären ubetrëfft, mä do misste mer eis, mengen ech, awer nach eng Kéier zesummesetzen, fir do no Solutiounen ze sichen.

Dir Dammen an Dir Hären, och nach e puer Wuert zu enger Partie vu klengere Punkten, déi an eisen Aen natierlech an deemem Projet och positiv sinn. Do ass zum Beispill d'Reform vun der Disziplinarprozedur, wou en onofhängege Beamten elo d'Enquête soll maachen, wat an déi richteg Richtung geet. Do passéieren da wahrscheinlech net méi esou vill Formfeeler, well déi Persoun normalerweis hiren Job kennt. En plus ass et méi einfach fir de Chef vun der Verwaltung fir iwwerhaupt emol eng Prozedur anzeleeden, well wouméiglech sézt nämlech deen incriminéierte Beamte just am Büro niewendrun. Dës nei Prozedur fënnst also ganz kloer eis Zoustëmmung.

Positiv ass sécher zum Beispill och, datt endlech der Problematik vum Mobbing op der Aarbechtsplaz méi staark Rechnung gedroe soll ginn, an datt dat elo am Gesetz iwwert d'Sécurité au travail och fixéiert gëtt andeem d'Fonctionnaire vum Médecin du travail a vum Médecin de contrôle dans la fonction publique geschafe ginn.

De Gesondheetsschutz op der Aarbechtsplaz, a besonnesch preventiv Moosnamen an deem Sënn, fir datt Leit a Büroen oder Schoulen net krank ginn, sinn a mengen Aen absolut wichteg.

Grad an deene leschte Joren ass ëmmer méi heefeg bericht gi vu Bürosgebaier oder Schoulen, déi belaaucht waren. Oft zum Beispill mat Asbest - wat jo eréischt viru kuerzem nach virkomm ass -, mä och mat ausgasende Chemikalien, mat Schimmelpilzen aus fiichte Maueren oder duerch schlecht funktionéierend Klima- an Entlüftungsanlagen.

An natierlech gëtt et a gréissere Büroen och nach ëmmer de Problem, datt eng Partie Nikotinsüchtiger hire Kolleegen en absolut ongesond Passivfëmmen opzwéngen, wat, a mengen Aen, aus gesondheetleche Grënn, mä och aus Grënn vu Solidaritéit an Toleranz, net akzeptabel ass an endlech ënnerbonne misst ginn.

Et gëtt, Dir Dammen an Dir Hären, an de vergaangene Joren, ëmmer méi oft vu sougenannte Bürokrankheete geschwat, vum sougenannte Sick-Building-Syndrome oder Building-related-illnesses, an d'Schadstoffbelaaschtung vu Büroa Verwaltungsgebaier oder Schoule kann a manche Fall esou problematesch sinn, datt effektiv eng Partie Beamten, Personal oder Schoulkanner krank ginn, woubäi natierlech och déi individuell Suszeptibilitéit ëmmer eng Roll do derbäi spillt.

Et wier dobäi néideg bei der Astellung vu Médecins de travaux, an ech betounen d'Mehrzahl, well ech sinn do mat der Haltung vum Här Di Bartolomeo absolut averstanen, dee seet, datt dee Service misst ausgebaut ginn, datt et net ka sinn, datt do nëmme ee Médecin de travail ass. Ech sinn also der Meinung, datt bei der Astellung des Dokteren zum Deel mindestens iwwer eng ëmweltmedezinesch Weiderausbildung an esou Froe misste verfügen. Datselwecht wier och néideg fir d'Médecins de contrôle, am Fall vun Entscheedungen am Beräich vun Invaliditéit an der Mise en retraite, wou déi responsabel Medeziner zumindest informéiert misste sinn iwwert des nei Krankheitsbiller, déi ech virdrun erwähnt hunn.

Nëmme wann dat an der Weiderrbildung vun desen Dokteren och assuréiert ass, mécht d'Aféierung vun deser neier Fonction fir d'Sécurité an d'Gesondheet op der Aarbechtsplaz an eisen Deeg wirklech Sënn, well dat sinn haut ëmmer méi déi Problemer, déi wirklech vu Bedeutung sinn.

Dir Dammen an Dir Hären, ier ech elo zum Schluss kommen, wëll ech hei awer kuerz betounen, datt mir als Gréng natierlech och déi Virschléi géifen ënnerstëtze fir am Kontext vun der Rentereform parallel zu de Statsbeamten och d'Agenten vun der CFL an d'Gemeingebeamten mat anzebeziehen.

Zum Schluss wëllt ech eng kuerz Konklusioun zéien. Dëst Gesetz deet, an eisen Aen, glécklecherweis kengem wéi, an et ginn doranner och e puer längst iwwerfällg Verbesserungen. Mir kréien domadder awer weder eng vill besser nach méi eng schlecht Administration. Dee groussen, deen dynamesche Worf allerdings, dee sech much Leit anscheinend awer vläicht vun der DP erwaart haten, dese grouse Worf ass allerdings ausbliwven. Et sinn am Fong just e puer méi klenger Bréidercher gebak ginn. Et ass gutt, datt se gebak gi sinn, mä et bleiwen e puer klenger Bréidercher.

Trotzdem ass natierlech kloer, well et awer par rapport zu der bestehender Regelung, zu dem besteheende Gesetz hei eng Partie vu Verbesserung gëtt, déi mir och ënnerstëtzen, datt mer deem Gesetzesprojet eis Ennerstëtzung net wäerte verweigeren. Mer wäerten also derfir stëmmen. Ech sinn zum Schluss komm a wëll just nach hei dem President eis Amendement iwwerrechen.

Merci.

Amendement 1

Amendements du groupe parlementaire DÉI GRENG

Le groupe parlementaire DÉI GRENG propose d'amender l'art. 31 Congé pour travail à mi-temps en supprimant le paragraphe suivant du point 2.:

«Peuvent bénéficier du congé pour travail à mi-temps visé par le présent paragraphe tous les fonctionnaires à l'exception de ceux énumérés aux rubriques I-Administration générale, IV-Enseignement et VII-Douanes figurant à l'annexe A de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat, pour autant que les fonctionnaires concernés assument dans leur administration soit la fonction de directeur ou de directeur adjoint, soit la direction d'une division ou d'un service, soit la fonction de directeur ou de directeur adjoint d'un établissement scolaire. Ne peuvent non plus bénéficier du congé pour travail à mi-temps visé par le présent paragraphe les fonctionnaires dirigeants de la Magistrature, de la Police et de l'Inspection Générale de la Police.»

Le groupe parlementaire DÉI GRENG propose d'amender l'art. 31-1 Service à temps partiel, comme suit:

De remplacer le point 1., premier alinéa

«1. Si l'intérêt du service le permet, le fonctionnaire peut assumer un service à temps partiel correspondant à vingt-cinq pour cent, à cinquante pour cent ou à soixante-quinze pour cent d'une tâche complète. La décision d'accorder un service à temps partiel appartient au ministre du ressort, sur avis du chef d'administration, de la représentation du personnel ou à défaut du/de la délégué-e à l'égalité entre femmes et hommes et du ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.»

par:

«1. Si l'intérêt du service le permet, le fonctionnaire peut assumer un service à temps partiel correspondant à vingt-cinq pour cent, à cinquante pour cent ou à soixante-quinze pour cent d'une tâche complète. La décision d'accorder un service à temps partiel appartient au ministre du ressort, sur avis du chef d'administration, de la représentation du personnel si elle existe, du/de la délégué-e à l'égalité entre femmes et hommes et du mi-

nistre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.»

De supprimer du point 2., l'alinéa b).

«b) Les fonctionnaires énumérés aux rubriques I-Administration générale, II-Magistrature, IV-Enseignement et VII-Douanes figurant à l'annexe A de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat, pour autant que les fonctionnaires concernés assument dans leur administration soit la fonction de directeur ou de directeur adjoint, soit la direction d'une division ou d'un service, soit la fonction de directeur ou de directeur adjoint d'un établissement d'enseignement scolaire de même que les fonctionnaires dirigeants de la Police et de l'Inspection Générale de la Police.»

Et d'ajouter un point 5. suivant:

«Le refus d'accorder un service à temps partiel sera communiqué au fonctionnaire concerné par lettre dûment motivée.»

(s.) Jean Huss, François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Renée Wagener.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Urbany age droen. Den Här Urbany huet d'Wuert.

M. Serge Urbany (déi Lénk). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee Gesetzesprojet hei huet e laange Wee hanneru sech, deen an engem vun den Avisé vun der Chambre professionnelle vun de Fonctionnaire retraceiert gëtt. De Projet ass op vill Widerstand gestouss, wat dozou gefouert huet, glécklecherweis, datt eng Rei vu Bestëmmungen erausgeholl gi sinn, opgrond vum Widerstand enner anerem vun där Beruffskummer, vum Statsrot, awer och zum Beispill vun der Aarbechter- a Privatbeamtekummer, déi iwwerengs nach hu misse streide fir hiren Avis zu deem Gesetz hei kennen ze maachen.

Wat zum Beispill erausgeholl ginn ass, dat sinn déi Bestëmmungen, déi en zimlech onbegrenzten Réckgrëff op Contrats à durée déterminée autoriséiert hätten. Dat hätt déi Bestëmmung vun dem Gesetz iwwer d'Contrats à durée déterminée ganz schlëmm duerchlächert an hätt och kënnen e Signal si fir de Privatsektor fir ze verlaangen dat Gesetz a Fro ze stellen.

Wat weider erausgeholl ginn ass, dat sinn och déi Bestëmmungen iwwer d'Schafung vun enger eegener zäitlech limitierter Carrière bei héije Statsbeamten oder nach Bestëmmungen iwwer en Détachement an de Privatsektor. De Werdgang vun deem Gesetz hei beweist och datt et méiglech ass, duerch Kritik Annerungen ze provozieren.

Et bleiwen trotzdeem nach eng Rei vu Bestëmmungen, déi a mengen Ae contestabel sinn, mä et sinn awer och eng Rei vu positive Bestëmmungen, vu positiven Neierungen an deem Gesetz dran.

Wat d'Anstellung an d'Fonction publique ugeet, do ass virgesinn d'Altersgrenz fir an d'Fonction publique anzutrieden op 45 Joer ze erhéijen, an dann awer keng Derogatioune méi dozou ze erlaben. Ech perséinlech hunn eng Altersgrenz an der Fonction publique nach ëmmer fir falsch an ongerecht gehalten, an ech mengen och, datt et e falscht Argument ass fir ze soen, no dem Alter vun 45 Joer wier eng Carrière beim Stat finanziell net méi attraktiv. Ech fannen, datt et do net onbedéngt de péculiairen Aspekt ass, deen zielt, mä datt grad no deem Alter ganz vill Leit, déi zum Beispill am Privatsektor sech an der Aarbechtslosegkeet erëm fannen, qualifizéiert Leit, déi duerch hir Erfahrungen d'Verwaltung kéinte weiderbréngen a beräicheren an do och déi néideg Sécherheet nach kéinte fannen, datt esou Leit och kéinten eng Be-

schäftigung beim Stat nom Alter vun 45 Joer fannen. U si gëtt offensichtlich net geduecht.

Wourun awer geduecht gëtt, dat ass fir aus dem Privatsektor eraus méi jonk Spezialisten ze huele mat enger héijer Qualifikatioun, déi dann no enger lwwergangszäit vum engem Joer als Employé de l'Etat direkt Statsbeamte kënnen ginn, ouni anscheinend déi aner Bedingung vum de Statsbeamten ze erfëllen, wéinstens geet dat net kloer aus dem Text eraus. D'Statsbeamtekummer seet an hirem Avis dozou: „En résumé, la porte est grande ouverte à l'arbitraire et au favoritisme“.

An am schréffleche Rapport vun der Chamberkommissioun gëtt, menger Meenung no, ganz daitlech beschriwwen em wat et hei wierklech geet: „En effet, des experts du secteur privé permettront justement à la fonction publique de mieux s'adapter aux attentes et aux besoins du secteur privé et de notre société en général. De surcroît il n'y a aucun doute que l'expérience acquise dans le secteur privé par une personne permettra de porter un autre angle de vue sur la gestion des services et la manière de susciter la motivation du personnel.“ An anere Wieder, et handelt sech hei em dat zukünftigt Personal wat soll am Statssektor privatwirtschaftlech Managementmethoden aféieren.

Da wëll ech nach e puer Wuert soen zur Deelzäitarbecht. Si ass selbstverständlech prinzipiell ze begrëssen, wa se op der Fräiwëllegkeet berout, wa se op Ufro kënn, Aarbechtszäite vu 25, 50 oder 75%. Ech hunn awer näischt derbäi fonnt, datt et och e Recht gëtt oder op d'mannst eng Méiglechkeet op eng Émwandlung an e ganzen Aarbechtsvertrag, wann een esou en Deelzäitarbechtsvertrag beim Stat huet.

Wat och ze begrëssen ass, dat sinn déi nei Facilitéiten, déi geschafte gi wat d'Reintégration an d'Fonction publique ugeet. No engem Congé aus Familljegrënn ass virgesinn, datt een do seng Plaz erëm féint an darselwechter Administration an an darselwechter Carrière. Wann een Hallefsdagcongé huet fir seng Kanner ze erzéien, da gëtt déi Hallefaarbecht, déi ee geleescht huet, als ganz Aarbecht unerkannt, wat d'Promotioun ugeet. Och kënnen déi erëm als Statsbeamten agestallt ginn, déi virun 1984, also ier déi verschidde Congé wéinst Kannererzéiung agefouert gi sinn, hire Beruff wéinst der Kannererzéiung opginn haten.

Wann ee gesäit wat am Statssektor alles méiglech ass, Dir Dammen an Dir Hären, wann de Wëllen do ass, haaptsächlech hei an dem Fall am Interessi vun de Fraen, da kann ee soen, dass ee vun esou enger Situatioun natierlech nëmme kann am Privatsektor dreemen. An dat ass, mengen ech, och e staarkt Argument fir den öffentlechen Déngscht.

Téléarbecht, dat heescht d'Méiglechkeet en Deel vun der Aarbecht um Computer doheem ze maachen, kann an deem Kontext och eng positiv Erfahrung sinn, allerdéngs ënnert der Bedingung, datt et net dozou kënn, datt d'Leit aus hirem normalen Aarbechtsmëfeld erausgeholl ginn an an d'Isolatioun gefouert ginn. Wann et um Prinzip berout vun der Fräiwëllegkeet, a wann et och um Prinzip berout vun der Émkéierbarkeet vun där Situatioun, dat heescht wann een erëm wëll schaffe goen an de Büro, datt een dat och jidder Zäit muss kënnen maachen an datt een net doheem isoléiert bleift vu sengen Aarbechtskollegen.

Wat esou Moosnamen ugeet, déi an deem Text agefouert gi wéi den Aarbechtsdokter, de Kontroll-dokter, d'Chancéglichheedsdéléguéierten, oder Moosname géint de Mobbing op der Aarbechtsplaz, do muss een nach kucke wat esou Moosname konkret bréngen wäerten. Wat de Mobbing ugeet, sinn

ech ganz skeptesch, well et si keng richteg Recoursen, ausser Recours hiérarchiques do virgesinn.

A wat deen een Aarbechtsdokter ugeet fir déi vill Beschäftigt am öffentlechen Déngscht, esou deelen ech do komplett d'Meenung vum Mars Di Bartolomeo, dee virdu gesot huet, datt dat a kengem Fall duergeet, fir do eng seriö Aarbechtsmedezin duerchzeféieren, déi och wierklech konkret op der Aarbechtsplaz analyséiert wat net geet an och konkret Annerungen eventuell am Interessi vun deene Beschäftigte ka proposéieren.

Stark kritiséiert gëtt vun der Statsbeamtekummer, dass dat stufeweis Zréckschalt vum der Aarbechtszäit virun der Pensioun, si nennen dat Altersteilzeit, net am Gesetz zréckbehale ginn ass, ob-schonn et 2000 bei de Lounverhandlungen accordéiert ginn ass, mä dass awer en contre-partie dofir verschidden héich Beamten, wéi d'Statsbeamtekummer selwer vermutt, sollen d'Méiglechkeet kréie bis zum Alter vun 68 Joer weiderhi beruffstäteg ze bleiwen.

Ech kommen dann op d'disziplinäresch Prozedur, wat eng weider wichteg Innovation an deem Gesetz ass. Dat ass jo d'Afëierung vun engem Commissaire à la discipline, wéi een dat emol kënn esou nennen. Dat heescht, dass esou enger Persoun an allen disziplinäresch Fäll d'Instruktioun iwwerlooss gëtt, op Ufro vun deem zoustännege Minister, an dass d'Instruktioun net méi ofhänkt vun deem direkte Chef hiérarchique vun där betroffener Persoun. Dat sécher sécherlech eng gewëssen Onofhängegkeet vis-à-vis vun der Verwaltung deene betroffene Leit zou, et sécher och eng gewëssen Uniformitéit an der Prozedur an um Fong, ënnert der Kontroll selbstverständlech vun de Verwaltungsgerichter.

Leider bleift awer déi al Trennung bestoe wat déi ënnerschiedlech Recoursé virum Verwaltungsgericht ugeet. Esou bleift och weiderhi bei deene klunge Sanctiounen nëmme e Recours en annulation, esou dass d'Verwaltungsrichter nëmme d'Materialitéit vun de Faite an d'Legalitéit vun de Sanctiounen ënnersiche kënnen, net awer de Gesamtkontext an deem se stattfonnt hunn an och net d'Opportunitéit vun de Sanctiounen. Dobäi fannen ech awer och kleng Affäre kënnen heiansdo vu prinzipieller Wichtigkeet sinn.

Déi Remarque bleift och richteg wann elo géint déi kleng Sanctiounen e Recours an Fong virum dem Conseil de Discipline méiglech ass, awer ëmmer nach net virum engem richtegem Gericht.

Ech sinn also der Meenung, dass de Recours au fond, wéi e bezeichnenderweis och nach genannt gëtt, de Recours en pleine juridiction virum Verwaltungsgericht d'Regel misst sinn en matière administrative. Leider bleift en nach ëmmer d'Ausnahm.

Déi Prozedur en matière disciplinaire ass och hybrid mat engem Conseil de discipline, deen aus zwee Richter vum Ordre judiciaire zesummesat ass, aus zwee Regierungsvetrierer an engem Vetrierer vun der Chambre des Fonctionnaires, mat engem dueble Recours da virum anere Richter, vun engem aneren Ordre de juridiction, vum Ordre administratif, an ech froe mech, ob do net eng Keier muss eng vill méi wäitgehend Reform komme mat paritéiteschen Aarbechtsgerichter an der Fonction publique, déi de Conseil de discipline ersetzen a mat engem regelrechte kompletten Appel virum engem Gericht.

Nach eng kleng Remarque zum Commissaire à l'instruction. Ech

fannen, dass deen Délai vun zéng Deeg, fir seng Remarken zum Dossier ze maachen an eventuell e Complément d'instruction ze froen, vill ze vill kuerz ass a keng richteg Consultatioun bei enger Gewerkschaft oder bei engem Affekot méiglech mécht.

Zum Schluss nach e puer allgemeng Bemierkungen, Här President. De schréffleche Bericht schwätzt a senger Introduktioun vun den zwee antike Modeller vun der Fonction publique. E schwätzt vum griechesche Modell, dee kee besonnesche juristesche Kader fir d'Beamte virgesinn huet, mä deen op der punktueller Kollaboratioun vu Spezialiste berout huet, an e schwätzt vum réimesche Modell, deen op der Schafung vun enger spezieller Kaste berout huet, mat engem spezielle Statut, deen d'komplett Ennerwerfung ënnert de Stat bedeit.

Zum griechesche Modell, dee jo anscheinend den Här Gusty Graas bevirzigt, fir seng Thesen hei ze ennermauern, wëll ech den Aristoteles zitieren, dee gesot huet: „dass e gudde Bierger dee wier, deen esouwuel selwer gouvernéier kënn, wéi och weisst sech gouvernéier ze loosse“. Och d'Politiker, Dir Dammen an Dir Hären, waren deemools nach keng Beruffspolitiker, mä si si fir gewëssen Täch gewielt ginn an d'Vollmacht louch an der Agora, an der Volleksversammlung.

(M. Nico Loes prend la Présidence)

Haut hu mer eng ganz aner Situation. Dofir ass och deen Hiwäis op dee griechesche Modell irrsénneg, deen hei gemaach gëtt. Haut gi wichteg Décisionsprozesser geholl duerch ongewielte Gremien an haut léisst esouguer déi representativ Demokratie selwer keng reell Matbestëmmung zou. Dëst Gesetz gëtt ausserdem votéiert an engem Kontext, wou emmer méi Beräicher beim Stat Privatbeamten agestallt ginn, wou emmer méi prekariséiert Aarbechtsplazen, CAT, DAT an esou weider, beim Stat geschafte ginn, heiansdo och a Kärberäicher vum Stat.

Dat Ganzt huet näischt ze di mat der Demokratie vun Athen, déi op autonome Bierger berout huet. Dofir mengen ech och, dass deen Hiwäis do komplett falsch ass, deen den Här Graas hei gemaach huet.

Zu deem Gesetz hei wëll ech awer ofschléissend soen, dass ech et wëll stëmmen, well ech fannen, dass vu verschidder Gewerkschaftssäit aus eng gutt Aarbecht gemaach ginn ass fir verschidde Saachen ze verhënnern, déi hätte sollen dra kommen, fir och nach Saachen ze verbesseren déi dra stinn. Ech hunn allerdéngs meng gréisste Bedenke wat d'zukünfteg Entwécklung ugeet. Ech mengen, dass do nach ganz aner Saachen op eis zoukomme wäerten, fir déi een awer net méi esou einfach ka stëmmen.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass d'Madame Ferny Nicklaus-Faber agedroen. Madame Nicklaus, Dir hutt d'Wuert.

Mme Ferny Nicklaus-Faber (CSV). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als éischt géing ech dem Rapporteur Gusty Graas merci soe fir déi excellent Aarbecht, déi en am Kader vum virleiende Projet de loi geleescht huet. En ass zwar net heibannen, ech huelen awer un, dass en et héiert.

Ech wëll kuerz op déi Dispositioun vum Projet agoen, déi als Objektiv hunn d'Familljeliewe mam Beruffsliewe besser ze verbannen. D'Afëierung vun engem Service à temps partiel ass, an ech zitieren de Rapport vun der Commission de la Fonction publique, „eng vun deene wichtigste Moosname vun der Reform vum Statut vun de Statsbeamten“.

Ech begrëssen de Moosnam, déi virgesäit, datt e Statsbeamten oder eng Statsbeamtin sech an Zukunft fir eng 25, 50 oder 75%eg Aarbechtszäit entscheede kann. Säit hirem Bestoe fuerdert d'Egalitéitskommissioun vun der Chamber, datt Moosname geholl solle ginn, déi et de Leit erlaben hiert Familljeliewe mam Beruffsliewe ze verbannen, an dëst esouwuel am private wéi och am öffentleche Secteur. Dës Kommissioun huet sech a quasi all Fraendebatt säit 1996 fir e flexibelen a familjenorientéierten Aarbechtsmodus agesat. Nëmme esou kann een dem Wonsch vun allen Eltere Rechnung droen a jidderengem et erlabt säi privat a professionell Liewen esou ze gestalten, wéi hien dat fir richteg féint.

De virleiende Projet begräift d'Émsetzung vu jorelaange Fuerderunge vun der Fraen- an Egalitéitskommissioun hei vun der Chamber. Un Hand vun deemem Projet gesäit een also, wéi wichteg d'Fraendebatte sinn, wat den Input vun Iddien ugeet. De Projet féiert verschidde konkret Aarbechtsmodalitéiten oder Déngschtzäiten an, déi de Famillje wäit entgéint kommen. Beamte respektiv Beamtinnen, déi net ganzdaags schaffe wëllen oder kënnen, hunn also elo d'Méiglechkeet sech fir e 25, 50 oder 75%ege Service ze entscheeden.

Ech ka mer gutt virstellen, datt fir Mamma mat klunge Kanner e 25%ege Service eng interessant Moosnam ka sinn, déi et hinnen erlaabt sech selwer em d'Erzéiung vun hire Kanner ze këmmern a gläichzäitg weider am Beruff ze bleiwen. Fir anerer entsprecht éischer 50 oder 75% Service méi hire Virstellungen. Dës Moosnam wäert mat Sécherheet d'Beruffstätegkeet vun de Frae förderen. Doriwwer eraus huet se awer och, an dat schéngt mer esouguer méi wichteg, eng positiv Wierkung op eis Familljen, an éischer Linn op eis Kanner an natierlech op d'Frae selwer, déi manner iwwerfuerdert a gestresst wäerte sinn.

De Projet gesäit och vir, datt déi Persounen, déi sech fir e Service à temps partiel entscheeden, während zéng Joer vun de selwechte Promotiounsméiglechkeete wéi Beamten, déi à temps plein schaffen, profitéiere wäerten. Eenzeg Konditioun, et muss ee sech fir esou e Service entscheeden, wann ee sech em d'Erzéiung vu senger Kanner këmmere wëllt, déi manner wéi 15 Joer al sinn.

Am Hibleck op d'Gläichstellung vu Fra a Mann spillt de Moosnam eng grouss Roll. Den Nodeel, dee vill Fraen a Kaf geholl hu wa si sech decidéiert hunn eng Famill ze grënnen a Kanner ze kréien, gëtt mat deeser Moosnam zum Deel opgehewen.

Eng weider wichteg Moosnam, déi et de Leit erlabt soll hiert Familljeliewe mat hirem Beruff ze verbannen, ass déi déi virgesäit, datt zwee Partner zur selwechter Zäit vun engem Congé pour travail à mi-temps profitéiere kënnen. Et ginn nach eng ganz Rei vun anere Moosnamen, déi ënnert dem Zeeche vun der Promotioun vun de Fraen an der Gläichstellung tëschent de Geschlechter stinn. Moosnamen, déi absolut ze begrëisse sinn.

(Coups de cloche de la Présidence)

Här Bodry, ech wär frou wann Der géingt e wéineg méi lues schwätzen.

M. Alex Bodry (LSAP). - Kuckt emol wéi déi aner Leit schwätzen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Déi aner sinn iwwerhaupt net do.

(Hilarité)

Mme Ferny Nicklaus-Faber (CSV). - Da kënnen si also och net schwätzen.

M. Alex Bodry (LSAP).- Kuckt emol no riets.

(*Interruption*)

Mme Ferny Nicklaus-Faber (CSV).- Ech denken do zum Beispill un d'Méiglechkeet d'Fonction publique ze réintégréieren, wann ee virun 1984 opgehale huet mat der Berufstätigkeit, fir sech der Erziéung vun de Kanner ze widmen. Dës Moosnam wäert wesentlech zur beruflecher Réinsertion vun de Frae bäidroen.

Dës Réinsertion gëtt méi einfach gemaach duerch d'Aféierung vu Recyclageméiglechkeeten. Bis elo war et esou, dass déi Beamten a Beamtinnen, déi aus familiäre Grënn opgehale hu mat schaffen, hu missen, wa se d'Fonction publique wollte réintégréieren, nees vu vir ufänken. Mat der virleieder Reform kënnen dës Fonctionnaires hiren ale Posten erëm ophuelen, ouni mussen nach eng Kéier de Statexamen ze maachen.

(*Coups de cloche de la Présidence et interruption*)

M. le Président.- Här Di Bartolomeo, sidd elo roueg a loosst d'Madame Nicklaus schwätzen!

Mme Ferny Nicklaus-Faber (CSV).- Ech ënnerbriechen lech jo och ni, Här Di Bartolomeo.

Et geet duer, dass se an d'Cours de remise à niveau ginn.

De Projet gesäit och d'Ofstëmmung vun öffentleche Secteur op de private Secteur vir, andeem en d'Fonction vun engem Délégué à l'égalité an der Fonction publique schaaft. Mat engem Délégué à l'égalité wäert sech d'Représentation vun de Fraen um Aarbechtsmaart däitlech verbesseren, ouni awer dofir d'Chancé vun de Männer a Fro ze stellen, wéi dat jo verschiddelech hei schéngt gefaert ze ginn.

Ech hoffen, dass de virleieder Text eng grouss Zoustëmmung hei an der Chamber fanne wäert, well iwwert eng Verbesserung um Statsbeamestatut am Allgemengen dréit dësen Text och am Speziellen dozou bäi, d'Fraekondition an d'Gläichheet tëschent de Geschlechter ze ënnerstëtzen. Doriwwer eraus gëtt e virun allem de Fraen nei Perspektive fir hirt beruflech a privat Liewen.

Ech soen lech merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Nicklaus. D'Wuert huet elo d'Madame Nagel.

Mme Maggy Nagel (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi, déi der Madame Nicklaus elo net konnten oder net wollten nolauschten, deene soen ech dann nach eng Kéier an anere Wiedererklären datselwecht.

Plusieurs voix.- Ah!

Mme Maggy Nagel (DP).- Dat heescht a menger Intervention well ech dann och méi op déi spezifesch gesellschaftlech Aspekter vun dësem Gesetzestext agoen.

An deene leschten 20 Joer huet sech eis Gesellschaft vill geännert, och wat d'Opfaassung um Familjeliewen ugeet. Eng vun de grouse Verännerungen, déi d'Familjeliewe betrëfft, ass ouni Zweifel déi, dass ëmmer méi Fraen enger rémunéierter Aktivitéit noginn, bei eis wéi an allen europäesche Länner.

Am Ufank vun de 60er Jore sinn 22% vun deenen europäesche Fraen ausserhalb vun hirem Stot schaffe gaang. Haut läit dës europäesch Moyenne bei ongeféier 45%. Den Undeel vun de Fraen tëschent 25 a 55 Joer um Aarbechtsmaart hei zu Lëtzebuerg ass am Zäitraum vun 1983 bis 1999 vu 40 op 60% geklommen. Dëst no enger Etüd vun Eurostat. Aner Chiffere

vum Centre d'études de populations, de pauvreté et de politiques socio-économiques beleeden, dass zwëschen 1987 an 1996 43,9% vun den neien Aarbechtsplaze vu Frae besat gi sinn.

Haut hunn 42% vun de Fraen, déi hir Schoul ofgeschloss hunn an déi ënner 66 Joer sinn, eng professionnell Aktivitéit. No rezente Chiffere vum Statoc wiisst den Emploi féminin méi séier wéi dee vun de männleche Kolleegen. Wann ech elo dës Donnéeën iwwert d'Fraen um Aarbechtsmaart ernimmt hunn, dann huet dat sai Grond, well wann et em d'Conciliation vun dem Familjeliewen an dem Aarbechtliwwen geet, da läit dat nach ëmmer meeschtens bei der Fra.

Mir sinn eis jo alleguerten eens, dass d'Famill eng essenziell Valeur vun eiser Gesellschaft ass, sief et wat d'Erziéung vun de Kanner ugeet oder och nach d'Solidaritéit tëschent de Generatiounen. Mir sinn awer och der Meenung, dass jiddferree fräi entscheede soll, ob hie schaffe wellt ouni jidder Contrainte, sief se finanzieller oder materieller Natur. Et kann net sinn, dass de Wonsch Kanner ze kréien a se opzezielen Hindernis ass fir d'Entwécklung vun der Carrière vun der aktiver Fra oder dem aktive Mann. Et musse Moosname ginn, déi et am ideale Fall erlaben, dass déi zwee Membere vun enger Koppel enger professioneller Carrière nogoe kënnen, ouni zum Nodeel vun deem engen oder deem aneren ze ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëst muss och am öffentlechen Déngscht méiglech sinn. Ech wëllt betounen, dass et net nëmmen och misst heeschen, mä virun allem, well och hei huet de Stat eng Virreiderroll ze spillen. Eng modern Fonction publique muss eng Institution sinn, déi oppe fir dat mënschlech Element ass. Dëst ass vun dëser Regierung erkannt ginn an ass an hir Déclaration gouvernementale ageschriwwen ginn.

De Service à temps partiel, d'Réinsertion vun deene Fonctionnaires, déi virun 1984 gezwonge waren hir Démission ze ginn, wa se sech exklusiv der Education vun hire Kanner widme wollten, si wicteg Moosnamen, souguer Schlüsselmoosnamen, géing ech soen, fir dass den öffentlechen Déngscht sech kann der Entwécklung vun der Gesellschaft upassen.

An der Regierungserklärung vum 12. August 1999 stoung: „Le temps de travail sera aménagé et de nouveaux modules seront introduits dans ce domaine.“ D'Aféierung vun der Deelzäitaarbecht ass sécher eng vun deene wictegste Moosname vun dëser Reform vum Statut um Fonctionnaire. Duerch d'Aféierung vun enger méiglecher Deelzäitaarbecht, wéi et schon esou oft gesot ginn ass haut de Mëtteg, vu 25%, 50% oder 75% méi mam klassesche Muster vun der Tâche complète gebrach.

Ausserdeem ass virgesinn, dass all d'Congé fir mi-temps grad wéi all Deelzäitaarbecht, déi gefrot ginn ass fir sech em seng Kanner, déi manner wéi 15 Joer hunn, ze këmmen, integral considéiert gi fir d'Promotiounen an d'uebel Echelon, fir d'Avancementer vun den Traitementen an den Echelon, d'Majoratiounen vum Indice an och d'Recht fir bei engem Promotiounsexamen matzemaachen. Et ass selbstverständlech, dass d'Aféierung vun der Deelzäitaarbecht net de gudder Fonctionnement vum Service a Fro stellen duerf.

Et gëtt e Congé sans solde an e Congé fir Hallefzäitaarbecht no engem Congé parental agefouert, wann dësen direkt no dem Congé de maternité geholl gëtt. Et besteet ausserdeem d'Méiglechkeet, dass déi zwee Partneren, Membere vun der Fonction publique, kënnen zur gläicher Zäit e Congé fir Hallefzäitaarbecht huelen, fir sech esou d'Aufgaben an der Famill besser opdeelen ze kënnen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass sécher dass dës Propositionen dozou bäidroen kënnen, dass et zu engem verbesserten Equilibre kënn zwëschen de professionnelle Préoccupatiounen vun de Mataarbechter an hire Suergen hirt Familjeliewen am Intérêt vu jiddferengem ze organiséieren. D'Notioun vum Télétravail ass sécherlech och an dësem Sënn.

En aneren Aspekt, deen ech wëllt a menger Intervention ervirhiewen, ass dee vun der Réintegratioun vun deene Fonctionnaires, déi virun 1984 démissionnéiert hu fir sech der Education vun hire Kanner ze widmen. Dës Fonctionnaires, wat souzesoen alleguerte Frae waren, konnten deemools nach net vun engem Dispositif vu spezielle Congé profitéieren. No der Ännerung vum Statut brauchen déi Statsbeamten, déi an dës Konditione démissionnéiert hunn, net méi d'Case départ ze huelen, dat heescht si brauchen net méi nach eng Kéier den Examen-concours ze maachen. Si kënnen elo hir Fonctionne réintégréieren, an dëst an der Situatioun vun hirer Carrière wéi se deemools war, och mat enger Garantie fir eng Réintegratioun hors cadre a mat Dépassement vun den Effekter, dëst bei engem Joer Waardezäit.

Ausserdeem ginn d'Carrière vun deene Beamten, déi an der Zwëschenzäit weider Studië gemaach hunn, deem ugepasst. An alle Fäll mussen awer d'Candidate fir eng Réintegratioun eng Formation vum INAP oder vun engem aneren Institut kréien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an deene leschte Joren huet sech leider e Comportement op der Aarbechtsplaz verbreet, deen als Mobbing oder och nach moraleschen Harcèlement bekannt ass. Laut enger Etüd, déi bei méi wéi 20.000 Leit a 15 europäesche Länner agefouert ginn ass, ginn et 9% Salarieën déi der Meenung sinn, dass si ënner Mobbing leiden. Déi staatlech Verwaltung sinn net dovunner verschount. Et ass duerfir ze begrëssen, dass dëst condemnabel Verhalen och an dësem Gesetzestext en Antrëtt fonnt huet.

Eng weider Nouveauté besteet an der Aféierung vun engem Délégué à l'égalité an deenen Administratiounen, wou et keng Delegatioun vu Personal gëtt. Do, wou et eng Personaldelegatioun gëtt, ass et si déi dës Volet deckt.

Zum Schluss wollt ech nach ervirhiewen, dass duerch de Renten-dësch eng ganz Rei vun techneschen Adaptatiounen am Pensionswiese vun de Statsbeamten hu misse gemaach ginn, dëst haaptsächlech an deenen ënneschte Carriären. Um Renten-dësch ass jo och d'Erweiterung vun de Babyjoren decidéiert ginn. Am Fall wou d'Arrechnung vun de Babyjoren net den Equivalent ergëtt wéi beim Forfait d'éducation, wat fir déi concernéiert Statsbeamten d'Alternativ ka sinn, gëtt ee Complément d'éducation agefouert. Dëst kann zumools de Fall si bei de Rente vun de Statsbeamten aus der Carrière inférieure.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et war sécher en Défi dee sech dës Regierung gestallt huet mam Virsaz den öffentlechen Déngscht un d'Evolution vun eiser Gesellschaft unzepassen.

Den öffentleche Secteur huet eng wicteg Plaz am Liewe vu jidderengem. Déi rapid Ännerungen, déi jidderee vun eis kennt, maachen och net virum öffentleche Secteur Halt. Et ass dofir néideg ginn déi adequat Äntwerten ze fannen op dës Changementen. Dëst ass gelongen an ech wëll all deenen, déi un dësem Projet matgewierkt hunn, félicitéieren.

Ech soen lech merci fir d'Nolauschten.

M. le Président.- Merci, Madame Nagel. Als nächste Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes ageschriwwen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer e puer Wuert ze verléieren iwwert net esou vill de Projet de loi, dee mer diskutéieren, mä fir deen an e Kontext ze setze vun dem allgemenge Fonctionnement vun onser Verwaltung.

D'Globaliséierung vun der Wirtschaft, den europäesche Banne-maart, d'Ofschafung vun öffentleche Monopolen, gemäss dem Artikel 129B vum europäeschen Traité, stellen Eerausforderungen un de Lëtzeburger Stat. Dës Eerausforderunge bedéngen eng Diskussioun iwwert d'Roll vum Stat an onser Gesellschaft. Mä dës Eerausforderunge bedéngen och datt een d'Aart a Weis, wéi de Stat verwalt gëtt, a Fro stellt.

Mir mussen ons also d'Fro stelle wéi mir e modernen, zukunftsorientéierte Statsapparat sollen organiséieren, fir sech den neie wirtschaftlechen Eerausforderungen ze stellen. An do muss een ze eischt eng Feststellung maachen. Dat ass, dass d'Lëtzebuergesch Verwaltung an hiren augenbléckleche Formen archaisch ass an hir Struktur kann den neien Eerausforderunge vun engem moderne Stat an deem neien Ëmfeld net nokommen. D'Verwaltung fousst op enger detaillierter Reglementatioun vun de Missionen. Si baséiert op hierarchesche Kommandostrukturen an op enger exhaustiver Kontroll vun de Mëttele vun de Services. D'Regularitéit vun de Prozeduren ass prioritär. Kee këmmert sech em d'Resultater, sauf a Quantitéit an a budgetären Aufgaben.

Et ass vill vu Reform vum Stat geschwat ginn. Ennert der virechter Regierung ass de Ministère de la Réforme administrative geschaf ginn. Et ass 1995 e Rapport vum Här Frieseisen gemaach ginn, wou verschidde Reforme virgeschloen gi sinn. Déi si vergiess ginn. Doroberhin, wéi de Rapport faerdeg war, ass net méi driwwer geschwat ginn. Déi nei Regierung huet och e Minister vun der Fonction publique a vun der Réforme administrative, mä et gesäit een, datt ee vill Ukënnung kritt huet, mä datt an der Praxis relativ weineng realiséiert ginn ass, sauf den Accord salarial a sauf dat Gesetz, wat mer haut zur Debatt hunn.

Mä et ass geschwat gi vun enger Simplifikatioun vun den Démarches administratives, mä et gëtt keng gemaach.

D'Utilisatioun vun den neien Technologien am Kader vum e-Lëtzebuerg. Och do muss ee feststellen, datt vill dovunner geschwat gëtt, mä datt een net vill dovunner gesäit. Nach ginn et sechs Ministère an enger Regierung, déi keen eegene Site Internet hunn, wou déi verschidden Informatiounen dem Bierger zur Verfügung gestallt ginn.

D'Marchés publics kënnen net ofgeweckelt ginn iwwert de Wee vum Internet, wéi dat am Ausland de Fall ass. An d'Regierung hat och an hirer Regierungserklärung verschidde Saachen ugereegt, déi bis elo och net gemaach sinn. Ech zitieren den Här Statsminister: „D'Regierung wäert e globale Bilan vun de Stärkten an de Schwächte vun der Verwaltung opstellen.“

Et ass keen esou ee Bilan gemaach ginn. Et ass annoncéiert ginn, d'Biergerbüro géingen um regionalen Niveau geschaf ginn an dofir missten d'Öffnungszäite vun de Verwaltungen iwwerkuckt ginn. Dat steet do. Mä ech weess net ob eppes amgaangen ass, mä op jidde Fall hu mer bis elo näischt gesinn.

D'Froen, déi ee sech muss stellen, dat ass wéi Lëtzebuerg, wéi ons Verwaltung an der Welt vu muer sech soll organiséieren. Datt eng Verwaltungsreform net vun haut op muer aus dem Hokuspokus entstoe kann, ass ganz evident. Mir mussen dat laangfristeg, mëttelfristeg plangen, lwwerleunge maachen, an erlaabt mer, Madame Minister, Här Statssekretär, Här President, fir verschidde vun deenen lwwerleungen hei unzibréngen.

Mir mengen, datt wann een eng Reorganisatioun vum Stat wellt virhuelen, da misst ee fir d'eischt en neie Management public virgesinn, wou en etlech Prinzipie vun dem private Secteur missten an d'öffentlech Verwaltung afléissen. A mir mengen och, datt ee misst den Effort an de Sënn vun de Responsabilitéite vun de Fonctionnaire besser belounen, deen Ablack wou deen Effort gemaach gëtt.

Wann ee seet, verschidde Prinzipie vun dem private Secteur an d'öffentlech Verwaltung eranhuelen, da menge mer haaptsächlech, datt eng Verwaltung muss Resultater kënnen opweisen. Et ass wicteg, datt ee Resultater opweist, datt een, wann een e Gesetz hei an der Chamber stëmmt, dann herno no enger gewëssener Zäit kann nokucken ob dat Gesetz, wat mer gestëmmt hunn, déi Resultater bruecht huet oder net, ob et deen Effet hat, deen mer geduecht haten oder net, ob een net soll Verbesserung gemaachen. An et gesäit een, datt dat an England, Holland, Frankräich beispillsweis geschitt, zu Lëtzebuerg net. Mir hu keng Verwaltung no Resultater. An et gesäit een awer och un engem ganz konkrete Beispill, wat mer ganz vill hei diskutéiert hunn, d'Pisa-Etüd, wéi wicteg et ass datt ee Resultater kritt, fir nei lwwerleungen ze maachen a Verbesserungen duerchzezielen.

Et gesäit een och, datt een zum Beispill Aiden distribuéiert fir de Mëtzelstand, mä kee stellt sech d'Fro, ob déi Aiden da wierklech eppes bruecht hunn, sauf datt mer Sue ginn hunn u verschidde Betreiber. Mä huet dat dozou bäigedroen, fir déi mëttelstänneg Betreiber méi kompetitiv ze maachen? Huet dat dozou bäigedroen, fir Aarbechtsplazen ze schafen, direkt? Ass dat duerch déi Aidé geschitt oder net?

Et muss ee sech d'Fro stellen: Wat mécht de Stat a wat fir engem Gebitt? Wat soll e maachen? Wat zu wat fir enge Käschten? Mat wat fir engen Objektiv a mat wat fir enge Resultater?

Dat ass eng vun de fundamentale Reformen, déi mir ons erwaart hunn a wou mer net nëmmen de Resultat final wëlle gesinn, mä och all déi intermédiaire Resultater, fir ons hei an der Chamber ze erlaben, mat der Regierung zesummen, déi richteg Gesetze ze maachen an onst d'Land op déi Eerausforderunge virzebereeden.

Mir mengen, datt een nientendenger Politik vu Resultater, déi ee muss initiéieren a wou ee sech ganz gutt kann um noen Ausland inspiréieren, wou ee mengt, datt bal 80% vun den Administratiounen net esou fonctionnéieren, datt een natierlech och een zweete Prinzip muss zrëckhalen, deen datt een den Administratiounen an de Services autonom Budgete muss ginn.

Dat ablécklecht Budgetgesetz ass inadaptéiert. Et ass e Gesetz, wat an d'Postkutschenzäit gehéiert, mä wat net méi an eng modern Verwaltung era gehéiert. Et muss een eng nei Répartitioun vun de Mëttele virgesinn an noutwendeg Reformen duerchzezielen. Ons schéngt eng vun deene wictege Saachen ze sinn, datt een net méi e Budget huet wou sämtlech Dépenses de personnel an engem Ministère, deem vun der Fonction publique, mä datt een dat pro Service a pro Verwaltung huet, datt een da kucke kann, ob déi Mëttele richteg agesat sinn, datt ee kann och an enger Autonomie budgétaire

re dem Verwaltungschef, dem Chef de service soen, dass wann en Aspuerung mécht, dass en dann déi Sue ka fräi verwalten, dass hien also méi mat engem eegene globale Budget ze dinn huet, wou en eng gewëssen Autonomie huet fir seng Verwaltung.

Selbstverständlech soll den Direkter oder de Chef de service dat dann net eleng verwalten, mä hie muss, fir kënnen déi néideg Resultater an Effikassitéit ze kréien, natierlech mat senger Mataarbechter schwätzen. Doduerch géng aus deem hierarchesche Management, wou et uewe bal e Generol gëtt an ennen e puer Zaldoten, méi e participatiiv Management ginn, esou wéi mer et am private Secteur kennen a sou wéi mer et och a villen anere Länner an Europa kennen, wat dozou féiert, dass déi öffentlecher Gelder besser ugeluecht ginn a méi Effikassitéit bréngen.

Da muss een natierlech och de Servicer an den Administratiounen d'Méiglechkeet gi fir hir Responsabilitéiten ze exercéieren. Dofir menge mer, dass souwuel de Servicer wéi den Administratiounen méi Responsabilitéit solle gi ginn an der Gestiou vum Personal, souwuel um Niveau vun den Engagementer, den Affektatiounen, de Promotiounen an eventuell den Entloossungen.

Et muss een dem Chef de service d'Méiglechkeet ginn, fir iwwer e globale Budget ze verfügen a fir verschidden Orientatiounen selwer duerchzezéien. Et muss Rapporten gemaach ginn iwwer déi Gestiou, an och do gesäit een, dass nach net vill besteet. Verschidden Iddien aus der Kontabilitéit vum private Secteur, wéi déi vum Amortissement vu Provisiounen beim Autofinanzement, mussen och an ons Iwwerleeungen era kommen, well mat der Epicierskontabilitéit, wéi mer se elo hunn, kann e moderne Stat net funktionéieren, speziell deem Abléck wou et an der Informatik ganz rapid évoluéiert. Et muss een och enger Verwaltung déi néideg Moyene ginn, déi néideg Souplesse ginn, an dann d'Responsabilitéit huele fir d'Gestiou vun hire Servicer an den Administratiounen esou ze maachen, dass se déi néideg Resultater kënnen maachen an domadder d'Administratioun selwer méi Autonomie a méi Responsabilitéit kritt.

Dat bedéngt natierlech, Madame Ministerin, Här Statssekretär, dass den Droit budgétaire, d'Kontabilitéit vum Stat an och d'Administrativrecht deene Prinzipien sollen ugepasst ginn. Mir bleiwen och bei onser Meenung, dass mer d'Cour des Comptes mussen nach eng kéier reforméieren, fir aus deem Organen Organe juridictionnel ze maachen, well een domadder méi Indépendance kritt an hinnen och méi Moyene gëtt fir ze intervenéieren.

Et ass ee Prinzip och festgehalte ginn, dass bei all Gesetzesprojete misst eng Note bäléien iwwer den Impact budgétaire. Dat geschitt awer an de seltensten Fäll. A mir bedauern, dass d'Regierung a ganz ville Fäll, och an deem Fall, keng Note d'impact budgétaire virleien huet. Dat ass eppes, wat net gutt ass. D'Chamber seet, Dir sollt hei bliannemännerchens vertrauen, dass dat gutt verhält gëtt. Mir wëssen net wéi vill et kascht. Ech mengen, dass si geféierlech Aussoe mat deene mer ons net kënnen ufrënnen.

Dann, wann ee seet, dass een eng Verwaltungsreform wëllt duerchzéien, da muss een natierlech och driwwer schwätzen, wat mer musse um Niveau vum Statut vum Fonctionnaire änneren, fir dass dee sech kann an déi nei Verwaltungsreform integréieren. Sou menge mer, dass een natierlech de Statut selwer, d'Basis vum Statut vum Fonctionnaire net soll a Fro stellen.

De Rapport Frieseisen huet eng telech Ännerung virgeschloe mat deene mir ons kënnen d'accord erklären a wou mer mengen, dass et

de richtige Wee ass. Mä och do huet weder déi viregt Regierung nach dës Regierung iergendwéi versicht Neierungen ze maachen, fir dass beim Recrutement net nëmmen den Exame gekuckt gëtt, mä och gekuckt gëtt, ob d'Leit déi néideg Connaissancen hunn, ob si sech kënnen als Chef vun enger Verwaltung bewäeren, ob se kënnen mat Leit ëmgoen, Leit dirigéieren, de Service, eng Administratioun leeden. Ech mengen, dass sinn Iwwerleeungen, déi solle gemaach ginn.

Mir gesinn, dass dat an anere Länner, am Frankräich zum Beispill, fir déi verschidden Verwaltungsposten ee muss d'Ecole nationale d'administration gemaach hunn oder soss Managementcoursen. Am private Secteur geschitt dat regelméisseg. Ouni dat geet et net. Hei si verschidden Ännerungen noutwenneg.

Da menge mer och, dass d'Formation continue soll fir all Posten obligatoresch sinn, y inclus fir d'Kaderbeamten. Verschiddener maachen et, anerer maachen et net. Ech mengen, dass ass an enger Welt, déi esou séier évoluéiert, net gutt, wann een dat net systematesch ugeet.

Wann ee wëllt verschidden Responsabilitéit bei de Fonctionnaires unerkennen, wa se bereet sinn déi ze huelen, wa se bereet si Chef de service oder eng Responsabilitéit an enger Administratioun ze huelen, wa se wëllen technesch Responsabilitéiten iwwerhuelen, da misst een och d'Rémunération nokucken an eng Prime de fonction aféieren. Mir mengen zum Beispill, dass dee System, dee mer ablécklech hu bei den héije Fonctionnaires, fir deenen eng Rémunération ze ginn, dass se net an de private Secteur fortginn, wou mer dann op de Wee gi vu Cumulen, dass dat e Wee ass, deenen ongesond ass an deenen net ganz transparent ass.

Mir hunn et zum Beispill an der Stad Lëtzebuerg gesinn, a mir hunn als ADP dat ënnerstëtzt, dass een eng Prime de fonction virgesäit fir déi Zäit, wou dee Beamte verschidden Missiounen erfüllt, a fir déi Zäit, wou en déi erfüllt, soll en déi Prime de fonction kréien. Dat wär transparent an dat géng deem onduersichtesche System vum de Cumulen entgéintwierken.

Da menge mer och, dass ee muss d'Mobilitéit an der Fonction publique favoriséieren. Wann ech kucken, wéi et am Frankräich geet, da gesäit een dass dee Fonctionnaire, dee sech der Administratioun zur Verfügung stellt, verschidden Avantager an Echelon huet, wann e mutéiert gëtt. Dat encouragéiert verschidden Leit, déi et wëllen, fir nei Affektatiounen unzegoen an nei Chargen ze huelen. A wann deen nei Chef de service oder déi nei Administratioun e wëllt, dann ass do eng Méiglechkeet fir méi Souplesse an dat Ganzt eranzebréngen, an net dass een eng Mutatioun ugesäit als eng Mesure disciplinaire.

Da menge mer och, dass eng Evaluatioun vum Fonctionnaire blutt noutwendeg ass. Mä mir wëssen alleguer, dass eng Evaluatioun vu Leit an der Fonction publique heiansdo kann zu Abue féieren a mir hu gekuckt, wéi et dann am Ausland geet. Do ass et esou, dass wa verschidden Resultater net erreecht ginn, da kritt de Fonctionnaire d'Méiglechkeet fir Erklärungen ze ginn, déi net nëmmen dora bestinn, ob hie gutt oder schlecht geschafft huet, mä och ze soen, dass vläicht déi schlecht Resultater dorobber zrëck ze féieren sinn, dass aner Saachen am Service net funktionéieren. Dat ergëtt e konstruktive Beitrag. Mir gesinn, dass dat bal an alle Verwaltungen an Europa geschitt, sauf hei zu Lëtzebuerg.

(M. Jean Spautz reprend la Présidence)

Da menge mer och, dass mer musse der politescher Filière vu verschidden héije Fonctionnairen en

Enn setzen. Et kann net méi esou goen, dass verschidden Leit iwwer déi politesche Filière ganz héich erop kommen. Dofir schéngt eis déi Iddi, déi d'Regierung hat an déi elo am Projet de loi vläicht net zrëckbehale ginn ass, mä wou en nei Projet de loi komme soll, fir verschidden Missiounen à durée déterminée ze maachen, absolut wichtig ze sinn, wann een enger Regierung verschidden Saachen duerchzéie wëllt.

Dann hat ech geduecht, dass een och misst eng Administration citoyenne kréieren. Et ass vill dovunner geschwat ginn, mä bis elo, Här Minister, ass...

(Brouhaha général)

...Madame Ministerin, Här Statssekretär, vun der Regierung op deem Gebitt net vill geschitt. Ech wëllt ofschléissend festhalen, als provisoiresche Bilan: D'Regierung huet eng Ministerin an e Statssekretär vun der Fonction publique, mä d'Regierung an d'Land hu kee Minister vun der Réforme administrative.

■ Une voix. - Très bien.

■ M. le Président. - Als leschten Diskussionsriedner ass den Här Jeannot Belling agedroen. Den Här Belling huet d'Wuert.

■ M. Jeannot Belling (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och wann Der elo d'Impressioun vun engem déjà entendu kritt, dann hutt Der lech net géiert. Ech wëll awer soen, dass dat natierlech no esou engem excellente Rapport, wéi de Gusty Graas et gemaach huet, och bal net méiglech ass eppes Sënnvolles net ze widerhuelen.

Mat den Émännerungen, déi elo mat dëser Reform am Statut des fonctionnaires virgeholl ginn, gëtt de Statut also, wéi dat elo scho wierklech oft genuch betount ginn ass, un d'Gegebenheete vun eiser Zäit ugepasst. Wat heescht dat eigentlech sech de Gegebenheete vun eiser Zäit upassen? Dat heescht sech der Entwécklung vun eiser Gesellschaft, dem Entstoe vun nei Prioritéiten an Ufuerderungen, déi sech un all Einzelne vun eis stellen, unzepassen. Hei ginn et u sech zwee Voleten, déi een, wat d'Reform vum Statut ubelaangt, getrennt betruuechte kann.

Den éischte Volet ass, dass een d'Méiglechkeet kritt d'Privatliewe mam Berufsliewe besser ofzestëmmen an och gläichzäiteg d'Méiglechkeet huet sech fräi ze entfalen. Dee Volet ass jo och scho vu menger Frëndin a Fraktiounskolleegin Maggy Nagel traitéiert ginn.

(Brouhaha général)

Deen anere Volet, deen awer trotzdem net ganz lassgekoppelt vun deem éischte betruuecht ka ginn, ass deen, fir den Ufuerderungen, déi vun de Bierger an der Gesellschaft am allgemengen un de Stat gestallt ginn, gerecht ze ginn. An deem Kontext schwätze mer da vun engem effiziente Stat.

Fir dat Zil ze errechen, gi mat dëser Reform eng Rei vun neien Dispositiounen agefouert. Mä ier ech op déi Mesuren ze schwätze kommen, wëll ech awer nach Folgendes virausschécke wat d'DP schonn 1998 an hirem Orientationspabeier „Pour une fonction publique moderne“ festgehalen hat: „Le Parti démocratique est d'avis qu'avant toutes choses, il y a lieu de conserver la qualité de notre administration et par là-même de l'ensemble de notre fonction publique. La modernisation de l'administration ne peut et ne doit pas détruire tout ce qui a fait ses preuves, mais elle reformera tout ce qui est dépassé et inapproprié.“

Et ass genau dat, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat mat dëser Reform geschitt. Esou ginn déi sougenannte Mataarbechtergesprécher agefouert. Wann een e Mataarbechter, an dat géllt och fir d'Privatwirtschaft, motivéiere wëllt, da muss e sech concernéiert fillen. Eng Equipe ass bekanntlech esou staark wéi dat schwaachste Glidd. Folglech muss fir all Mataarbechter an deem Departement, egal wat fir eng Fonction oder Qualifikatioun en huet, seng Aarbechtsobjektiver definéiert sinn. Nëmmen dann entsteet aus der Zomm vun den Aktiounen vun den eenzelne Mataarbechter deen noutwendegen effizienten Teamwork. Dofir sinn déi Mataarbechtergesprécher vu ganz grousser Wichtigkeet.

An deem Kontext kann een dann och d'Aféiere vum Ordre de justification ernimmen. Dësen Ordre de justification soll et erlaben, wann et néideg sollt sinn, de Beamten u seng Flichten ze erënneren. Doriwwer erass erlaabt deen Ordre awer och eventuell Douten aus dem Wee ze raumen a gëtt dem Beamten eng reell Chance sech ze erklären. Weiderhin ass deen Ordre de justification och e gudde Moyen, deen engem Chef d'administration d'Méiglechkeet gëtt, fir an engem fräie Stadium ze intervenéieren. Esou kann évitéiert ginn, dass eng Situatioun eng Tournure kritt, déi riskéiert op eng Procédure disciplinaire erass ze lafen.

A puncto Procédure disciplinaire ass zrëckzebehalen, dass déi Prozedur, wéi se elo festgehalte ginn ass, nach méi transparent a manner komplizéiert ass.

Mat der Aféierung vum Commissaire du Gouvernement, dee chargéiert ass d'Instruktioun ze leeden, vermeit een, dass déi verschidden Autoritéiten, déi et bis elo bei enger Instruktioun gi sinn, matenaner interferéieren. Domadder ass dem Beamte säi fundamentaalt Recht op en nach méi neutralen Émgank vu sengem Dossier garantéiert.

Mam Projet de loi, dee mer haut an hei, sinn ech iwwerzeegt, dass enger grousser Majoritéit stëmme wäerten, gëtt och d'Fonction vum Médecin du travail a Médecin du contrôle agefouert. Wann der Médecine du travail hire Rôle d'Protection vun der Gesondheet vun de Beamten ass, dann ass de Contrôle médical dozou ugedoen d'Kontrolle fir d'Commission des Pensions an eben och am Kader vum Recrutement ze erlaben.

Här President, wa mer vun engem effiziente Stat schwätzen, da muss se mer och d'Méiglechkeet hu Spezialisten aus der Privatwirtschaft ze rekrutéieren. Si kënnen e gewënnbréngenden Apport mat erabréngen, well se d'Saache vun deem anere Standpunkt aus gesinn. Bis ewell war et net evident fir e Spezialist aus dem Privatsecteur ze rekrutéieren. Mat dëser Reform gëtt also déi Méiglechkeet geschaffen, déi Recruteur, déi awer net sollen zur Regel ginn, an éischer an exceptionell Fäll sollen envisagéiert ginn, mussen vum Regierungsrot ofgeseent ginn.

Dat éischt Joer gëtt den Expär ënner dem Regime vum Employé de l'Etat an där Carrière agestellt, déi sengem Studium entsprécht, fir da spéider seng Nominatioun als Statsbeamten ze kréien. Wa mer scho vum Recrutement schwätzen, da wëll ech och nach ervirsträchen, dass elo allgemeng de Concours sur épreuves agefouert gëtt. Verschidden Lois-cadres hate bis elo Derogatiounen vun deem Prinzip virgesinn, déi awer mat deem Projet de loi ofgeschafft ginn.

Erlaabt mer och hei den Orientationspabeier vun der Demokratescher Partei vun 1998 an Erënnung ze bréngen, deen zu deemem Thema Folgendes ausgesot huet: „En matière d'accès aux emplois de la Fonction publique, le Parti démocratique voudrait réitérer sa fidélité et son adhésion au principe de l'égalité admissibilité ainsi qu'au principe de l'examen-concours

qui, par définition, offre des garanties suffisantes contre l'arbitraire.“

Weiderhi gëtt d'Limite d'âge fir d'Admission au stage, déi bis haut bei 40 Joer louch, op 45 Joer fixéiert. Mat dëser Reform gëtt och eng drëtt Chance beim Examen de promotion agefouert. No zwee Echecé konnt de Beamte sech, no der heiteger Réglementatioun, net méi presentéieren. Et ass awer eng Tatsaach, dass dat schwéier Konsequenze fir de Beamten hat, well e praktesch keng Chance méi huet a senger Carrière weider ze kommen, wat sech um finanzielle Plang extrem bemierkbar gemaach huet.

All dës Elementer droe sécherlech dann och net zu der néideger Motivatioun vum Beamte bäi. Aus deem Grond kréien also déi Beamten, déi de Promotiounsexamen zweemol net réusséiert hunn, eng weider Chance. D'Konditioun heifir ass awer, dass se en vue vun dëser leschter Chance eng Formation spéciale um INAP oder un engem aneren Institut, wéi zum Beispill der Policeschoul, absolvéiert hunn.

Eng weider Mesure, déi een ervirsträiche soll, ass déi, déi de Maintien en service bis 68 Joer erlaabt. Déi Beamten, déi also d'Limite d'âge vu 65 Joer erreicht hunn, kënnen nach dräi weider Joer schaffen, wa se dat wëllen. Dat huet den dueble Virdeel, dass déi Beamten engersäits hiren Nofolger hir Erfahrungs nach weider vermëttele kënnen an anersäits den Iwwergank vum aktive Liewen an d'Pensioun besser géiere kënnen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ee sech déi Mesuren, déi duerch dëse Projet de loi ëmgesat ginn, Revue passéiere léisst, muss een zu folgender Konklusione kommen.

1. Dës Reform gëtt den Ufuerderunge vun de Beamten an de Bierger gerecht.
2. Dës Reform gëtt den Ufuerderunge vun engem moderne Stat gerecht.
3. Schlussendlech gëtt dës Reform den Ufuerderungen esou wéi den Erausforderunge vun eiser Zäit gerecht.

Als Ex- oder ëmmer nach Statsbeamten, Madame Minister, Här Statssekretär, wäert et mer eng grouss Éier an eng onwahrscheinlech Freed sinn, mat der Demokratescher Partei dëse Projet de loi ze stëmme.

Ech soen lech merci fir dee wonnerbare Projet an ech soen lech merci fir d'Nolauschteren.

■ M. le Président. - D'Wuert huet elo d'Ministesche vun der Fonction publique, d'Madame Lydie Polfer.

■ Mme Lydie Polfer, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an ech si frou fir dee wonnerbare Projet, wéi den Här Belling en elo just tituléiert huet, fir feststellen a fir all deene merci ze soe fir déi wonnerbar Aarbecht, déi gemaach ginn ass, fir dass mer zu deem Projet konnte kommen.

Erlaabt mer dem Rapporteur merci ze soe fir déi vill, vill Aarbecht, déi an der Kommissioun gemaach ginn ass, him, mat awer all de Membere vun der Kommissioun, wou ganz konstruktiv geschafft ginn ass an all deenen, déi hei intervenéiert sinn.

Ech mengen, et si Froen opgeworf ginn an näischt ass esou perfekt, dass een net nach kënn Froe stellen. Dat ass esou, mä et waren awer konstruktiv Beiträg, a wann ech dat richteg verstane hunn, gëtt dee Projet och mat enger ganz, ganz grousser Majoritéit ugeholl a vläicht, wann ech dem Här Gibéryen nach e puer Donnéeën iwwer d'finanziell Inzidenze ginn, kënn hie sech et dann esouguer nach eng kéier iwwerleeen.

Mä ech wëllt awer och meng Mat-aarbechter aus dem Ministère merci soe fir déi wonnerbar Aarbecht, déi si gemaach hunn, well déi honnerte Blieder, déi Der hei virgueluecht krut, wat de Gesetzesprojekt an all déi Reglementer ubelaangt, si vun hinnen ausgeschafft ginn. Duerfir eng ganz Rei Mercien. Natierlech och e ganz grouse Merci un de Statssekretär, de Jos Schaack, dee sech ganz besonnesch em d'Ausarbechtung vun deem Projet hei bekëmmert huet.

Dat gesot, stellen ech da fest, datt mer mat dem Gesetzesprojekt 4891 eng ganz wichteg Säit am Statut vun de Statsbeamten nei schreien, awer gewëss fänke mir net bei null un, well als Base zielt nach ëmmer d'Gesetz vun 1979 wat virläit an dat sengersäits op en Text vun 18. Mee 1872 a seng Adaptatiounen opbaut.

Dëse Projet, an dat ass de Mëtteg schonn hei gesot ginn, stellt awer déi éischt gréisser Reform vum Statut vun de Statsbeamten zënter 24 Joer duer, zënter där Reform, déi vum deemolege Minister Emile Krieps 1979 inspiréiert gi war. Et ass also deemno e wichtegen Text, deem am Dialog mat villen enstane ass. Dat huet dozou gefouert, datt et vläicht méi laang gedauert huet, mä datt mer awer och ville konstruktive Propositionen a Kriticke Rechnung gedroen hunn.

Et ass e wichtegen Text, dee sech als Aufgab gesat huet de Statut vun der Fonction publique den Noutwendegkeeten an den Ufuerderunge vun onser Zäit unzepasen, do ze innovéieren, wou et noutwendeg a wëschenswäert ass, do ze consolidéieren, wou Bewährtes soll Bestand hunn, a virun allem sécher ze stellen, datt onst Land iwwer eng modern Verwaltung verfügt, déi et ons erlaabt d'Erausforderunge vun haut a vu muer unzuegoen. Dat ass eng Aufgab, déi ni definitiv ofgeschloss ass an déi periodesch ëmmer nees muss op de Métier geholl ginn.

De Statut vu senger Fonctionnairen ass fir all Stat eppes Besonnesches, well fir datt eng Demokratie ka gutt fonctionnéieren a Bestand huet, fir datt eng engagéiert, effikass a loyal Verwaltung, fir datt neutral Gerichter an eng gerecht Uerdnung kënnen fonctionnéieren, brauch all Gesellschaft déi Leit, déi sech dem Service public, dem Allgemengwuel verpflichtet fillen an hir Aufgaben am Dëngscht vun hire Matbierger mat Engagement an Integritéit ausfüllen an déi duerfir déi Rechter an awer virun allem och déi Pflichten, déi de Statut vum Fonctionnaire hinnen overleet, voll a ganz akzeptéieren an och liewen. Si stellen nämlech d'Continuitéit vum Stat duer iwwert déi demokratesch Wiesselen eraus, déi an engem demokratesche Rechtsstat normal sinn, an duerfir ebe just och d'Pflichte vun de Statsbeamten, déi vun der Integritéit, déi vun der Impartialitéit an natierlech vun der Ufuerderung, der Kompetenz an der Transparenz.

A loosse mer et net vergiessen: Eng effikass Administratioun ass e ganz wichtegen Atout fir déi ekonomesch Entwécklung vun onsem Land, well si stellt e ganz wichtege Bestanddeel vum Attrait vum Site Lëtzebuerg duer.

Mat deenen Neierungen, déi mer an deemem Projet verankert hunn, léise mir en Engagement an, dat mir an onsem Wahlprogramm agaange waren. Den Här Rippinger huet schonn doraus zitëiert. Virschléi awer, an dat ass dat Wichtigst, déi hiren Nidderschlag am Koalitionsaccord fonnt hunn, dee mir mat der CSV ausgearbecht hunn. Mir sinn zesummen agezerrt fir e modernen an effiziente Stat am Dëngscht vum Bierger, fir eng gutt an zäitgeméis Verwaltung, fir transparent a méiglechst einfach Regeln, fir eng gutt ausgebildete loyal a motivéiert Fonction publique. Dee Projet, deem haut hei virläit, orientéiert sech just un dëse Kritären.

D'Regierung huet och drop gehalten d'Uppassung vum Statut un d'Ufuerderunge vun eiser Zäit als e Ganz an d'Chamber ze bréngen. Dat erkläert, niewent deenen ausféierleche Consultatiounen, wéi scho gesot, déi mer mat alle Bezaehrte gefouert hunn, datt d'Virbereedung vun deemem Projet wuel e Bësse méi Zäit kascht huet wéi am Ufank geduecht.

Duerfir läit elo awer eng Gesamtreform vum Statut vir mat als Schwéierpunkt d'Gesetz vum 16. Abrëll 1979, awer doriwwer eraus och Verbesserungen an Uppassung bei enger ganzer Rei vu Gesetzestexten: beim Gehältergesetz, beim Pensionsgesetz a beim Mobilitéitsgesetz. Et kommen dann eben och nach déi beandrockend Zuel vun Ausféierungstexten, Reglementer, iwwer eng Dosen, wou mer eben drop gehalten hu se gläichzäiteg mam Gesetzesprojekt selwer auszeschaffen an der Chamber se direkt vun Ufank un zur Informatioun ze ënnerbreeden. Op déi Manéier weess d'Chamber bei Geleeheneit vum Vote, wéi déi definitiv an detailléiert Intentione vun der Regierung sinn, wann et duerno drëm geet déi eenzel Reglements grand-ducaux ze huelen.

Ech wëll awer och drop hiweisen, datt d'Regierung mat dëser Reform d'Kärstéck vun hirem Programm realiséiert huet, esou wéi et am August 1999 am Kapitel vum Ministère vun der Fonction publique an der Réforme administrative ugekënnegt gouf. D'Reform vum Beamtestatut an déi zwee Gehälterkommissionen vum Mee 2000 a März 2002 bilden nämlech am Package gekuckt de Plat de résistance vun deem, wat d'Regierung sech an der Fonction publique fir dës Legislaturperiod virgeholl hat.

Doriwwer eraus huet dës Reform vum Beamtestatut wuel net nëmmen, awer dach zu engem gudden Deel och eppes mat Verwaltungsreform ze dinn, obschonn een net op all déi Punkte kann agoen, déi den Här Henckes hei opgeworf huet. Dat eleng géing den Débat zwar hei onbedéngt justifiéieren, mä ech wëll net op alles dat agoen, well dat huet virun allem eppes mat Verwaltungsreform ze dinn.

D'Missionen an d'Attributione vun de Beamte sinn an enger bestänneger Entwécklung a mussen sech noutgedrongen och deenen neie Gegebenheeten upassen. Ech wëll just hei als e Ganz zitëieren, datt mer d'lescht Joer eng Émfro bei der ILReS gemaach hunn ebe just am Kader vun de Virstellungen vun deene Moosnamen, déi mer geholl hunn am Kader vun der Verwaltungsreform. Do ass dobäi erauskomm, datt ronn 85% vun de Lëtzebuerg ganz zefridde si mat hirem Verwaltung. Ech mengen, dat ass eng Zuel, déi een onbedéngt hei kann a muss ernimmen.

Ech wëll och hei ënnersträichen, datt eng effikass Verwaltung net gläichbedeutend mat enger plethorescher Verwaltung ass a soll sinn. Ech wëll duerfir an deem Kontext drop hiweisen, datt iwwer eng laang Period, a mir hunn Zuele vun 1985 un, den öffentleche Secteur a sengem wäiteste Sënn, also ënner Aschluss vun de Gemengen, vun der Post an och der CFL, ongeféier 12% vun allen Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg ausmécht. Domat hu mer a Prozenter vun Aarbechtsmaart ausgedréckt zesumme mat Holland dee klengsten öffentleche Secteur an der Europäescher Union hannert Länner wéi Frankräich, wou den öffentlechen Emploi ongeféier 24% ausmécht vun den Aarbechtsplazen oder och souguer bal 20% an der Belsch.

D'Entwécklung vun deene leschte Jore weist, datt och dat proportionell Gewicht vum Stat als Employeur hei am Land zrëckgaangen ass. Gewëss huet dat eppes ze dinn mat där ganz positiver Entwécklung vum Aarbechtsmaart am Allgemengen, mä nach.

Erlaabt mer lech e puer Zuelen ze soen. Zënter dem Joer 2000 ass d'Zuel vun den aktive Fonctionnairen zu Lëtzebuerg vun 12.767 op den 1. Januar 2001 op 13.245 2002 an op 13.234 2003 geklomm. Bei de Stätsemployéë waren dat an der nämlecher Period Zuele vun 3.953 op 3.591. Am Joer 2003 waren et der 3.602. Bei de Staatsarbechter gung d'Evolution vun 2.214 op 2.266 an dunn 2003 op 2.310, wat en Total vun 19.146 Plazen ausmécht.

Wann een elo déi nämleche Period d'Evolution um Aarbechtsmaart kuckt, dann huet den allgemengen Aarbechtsmaart sech entwéckelt vun 277.000 am Joer 2001 op 281.655 am Joer 2002 an 287.817 am Joer 2003, esou datt déi reng staatlech Secteuren, wann ech nëmmen déi staatlech huelen, am Joer 2001 6,83% ausgemaach hunn, respektiv 6,78% am Joer 2002 an am Joer 2003 6,65% vun allen Aarbechtsplazen hei am Land.

Vun all deenen Zuelen nach just eng Ziffer fir awer och op een Thema ze kommen, dat ons haut vill beschäftigt huet an dat e ganz wichtege Bestanddeel vun deemem Projet de loi ass, dat ass d'Zuel vun de Fraen an der Fonction publique. Vun all deene Posten, deenen 19.146 Poste beim Stat, mat all de Secteuren dobäi, gi 46% vu Frae besat. A wann een elo eleng nëmmen d'Employéë dobäi, hei sinn och d'Aarbechter dobäi, mä souguer nëmme bei de Fonctionnairen hu mer eng Proportion vu 40% Fraen zu 60% Männer.

Do hu mer nach net d'Gläichheit, mä wann ee kuckt, an ech kann lech nëmmen d'LECTURE recommandéiere vum Rapport d'activité vun der Fonction publique op der Säit 132, do hutt Der ganz ausféierlech opgefouert wéi an deene verschiddene Jorgäng d'Zougäng vun de Fonctionnaire sech beim Stat gemaach hunn. Bei de 50er bis 60er Jorgäng, do war et ëmmer fir zwee Männer eng Fra. Duerno huet dat ugefaangen ze wiesselen an an de 70er Jorgäng, do hate mer souguer véier, fënnf Jorgäng, wou vill méi Fraen als Fonctionnaire bei de Stat schaffe komm si wéi Männer.

Ech zitëieren lech dat Joer, virun 30 Joer, dat sinn also déi Leit, déi elo beim Stat schaffen an 30 Joer hunn, dat war den 73er Jorgäng, an do sinn 170 Männer beim Stat agestallt ginn an 205 Fraen. Dat nämlech war och am Joer 1976, 140 Männer an 200 Fraen. Duerfir wien huet et de Mëtten hei gesot -, wann dat do géing weidergoen, kann ee sech bei der Gläichheit eng Rei Froe stellen.

Ech muss awer och soen, datt sech nees vun den 80er Joren u méi e Gläichgewicht agestallt huet. A wéi déi Fraen elo herno an hirem Carrière reagieren, ob se dann och elo vun deene Konditionen an deene Méiglechkeeten, déi mer hei zur Verfügung stellen, profitieren, dat wäert d'Zukunft eis nach soen.

Mä well d'Proportion - an duerfir hunn ech lech déi Zuele genannt - vun de Fraen an der Fonction publique sou héich ass, ass et duerfir och selbstverständlech, datt de Patron Stat dës wichteg Aarbechtskräfte berücksichtegt an datt hie souwuel de Beamten - an do ginn ech dem Här Huss Recht, et dréit sech ëm déi eng an déi aner - wéi och de Beamten d'Méiglechkeet gëtt hire Beruff an hirt Familjeliewen sou gutt wéi méiglech mateneen ze conciliéieren, well doraus am Endeffekt gewëss méi eng leeschtungsfäeg a méi eng effizient öffentlech Fonction entsteet, mä awer och, an dat hoffen ech, méi eng lieweg a méi eng harmonesch Gesellschaft.

Wat sinn elo déi wesentlech Punkte vum Projet? Si sinn zwar schonn alleguer hei ernimmt ginn, mä ech wëll se vläicht nach eng Kéier ënner engem anere Liicht hei opzelen. Mir hunn innovéiert, d'Mobilitéit tëschent dem Stätsdëngst an dem Privatsecteur, awer och tëschent den Administratiounen gëtt verbessert. Deelzäitarbecht gëtt ageféiert a reglementéiert. D'Base fir d'Aféierung vum Télétravail gëtt geschaaft. Mir sierge fir méi Equitéit a Gerechtesheet, an ech denken hei besonnesch an déi ganz Reform vun den disziplinaresche Prozeduren, déi och hei allgemeng Uklang fonnt hunn. Dat ass fir eis och e wichtegen Aspekt, well och déi beschte Fonction publique muss sech d'Méiglechkeet ginn, op eng ugepasste Manéier ze reagieren, sollte mol vereenzelt Agenten am Laf vun der Zäit net méi sou wéi dat vun hinnen erwaart gëtt zu hirem Engagement an zu hirem Eed stoen. Dat geet u bei der Instruktioun, dat huet awer och säin Nidderschlag bei de Mataarbechtersgesprécher, eng Neierung déi als Zweck huet, d'Kommunikatioun an den Dialog duerch déi verschidden hierarchesch Strukturen ze förderen. Gewëss, et läit nach net vir - wéi ee gefrot huet - datt dat obligatoresch ass, mä mir hoffen datt hei eng Initiatioun ass, déi eben zu méi Dialog an den Administratiounen féiert.

An ech wëllt och nach den Ordre de justification erwähnen, eng Méiglechkeet bei méi klengere Vergéhen anzewierken, onni datt direkt de Wee vun engem Disziplinarverfahre muss ageschloen ginn.

Zu méi Gerechtesheet dréit och bäi, datt den Accès an d'Fonction publique iwwer e generaliséierten Examen-concours sur épreuve geregelt gëtt. Et ass dëst, an onsen Aen, eng wesentlech Garantie fir eng parteipolitesch neutral a kompetent Verwaltung. Ee Punkt deen eis besonnesch um Häerz läit, well grad e klengt Land wéi Lëtzebuerg muss sech kënnen op eng stabil, eng effikass an eng loyal Fonction publique stäipen, fir seng Zukunft opzebauen.

Mir brauchen, sou wéi mer dat an onsem Wahlprogramm och gefuert hunn a wéi mer et am Koalitionsaccord ageschriwwen hunn, eng Fonction publique déi d'Continuitéit assuréiert, nieft dem Pouvoir public, deen déi Impulsionen an déi Orientatiounen, déi duerch d'demokratesch Wahle legitiméiert a sanctionnéiert ginn, ëmsetze muss.

En drëtten Punkt, deen enk mat deem viregte verbonnen ass, ass dee vun der Transparenz a betrëfft déi obligatoresch Publicatioun vun alle Posten, déi beim Stat nei ze besetze sinn, sou datt all interesséiert Kandidat kënnen um Concours an un der Sélectioun deel huelen.

An déi véierte Part vu Mesuré gesinn ech ënner der Iwwerschrëft vun enger besserer Conciliatioun ebe vum Familjen- a Beruffsliewen, enger laangjäreger Forderung vu ville Bezaehrte an eng Noutwendegkeet, déi sech aus eiser gesellschaftlecher Entwécklung eraus ergëtt. Heizou gehéiert d'Méiglechkeet vun der Réintegratioun vun deene Fraen, déi virun 1984 hu missen demissionéieren, well se hir Kanner wollten erzéien.

An den Här Jempy Klein hat hei gefrot: Firwat just 1984? Mä da kënnen mer dem Här Jempy Klein an dem Här Mars Di Bartolomeo vläicht soen, datt deen Datum ebe festgehale ginn ass, well et bis den 1. Januar 1984 vum Intérêt du service ofgehaange huet, wann een e Congé geholl huet, fir seng Kanner ze erzéien, duerno ass et e Recht ginn, well à la rigueur hunn d'Frae virdu missen demissionéieren, fir dat ze maachen, et huet also mat legalen Obligatiounen ze dinn.

Et gehéieren och eng ganz Rei vun Dispositionen dozou, déi ganz sécher d'Situatioun vun alle Beamten mat Kanner, ob Fra oder Mann,

wäerte wesentlech verbessern. Déi éischt a vläicht déifgräifendst Mesur ass eng Bonifikatioun vun zéng Joer, wann een am Congé sans traitement ass, respektiv eng Bonifikatioun an der Carrière bis d'Kanner 15 Joer hunn, wann een e Congé pour travail à mi-temps oder e Service à temps partiel huet, fir sech em d'Kanner ze bekëmmen. D'Bonifikatioun heescht ganz einfach konkret, datt een déi Zäit, wou een am Congé oder am Temps partiel ass, als Période d'activité de service intégral ugerechent kritt, sou gutt wat d'Avancement en traitement wéi och wat d'Promotiounen ueget, oder och nach d'Recht fir zum Promotiounsexamen zougelooss ze ginn - mä hei huet den Här Paul-Henry Meyers eng ganz ausféierlech Duerleeung vun der Situatioun ginn, sou datt ech mech hei net nach weider muss mat deem méi technesche Volet beschäftegen. En plus gëtt d'Recht, fir no deene verschiddene Congéen erëm schaffen ze kommen, a senger Applicatioun verbessert. Och dat ass vun alle Säite begréisst ginn an ech freee mech doriwwer.

Dir Dammen an Dir Hären, ech hoffen datt et eis alleguer bewosst ass, datt mer duerch dës Mesur, a puncto Gläichstellung vu Mann a Fra beim Stat, e ganz wichtege Schrëtt no vir gemaach hunn, well mer wëssen alleguer, datt et trotz Egalitéit beim Recrutement oder bei de Méiglechkeeten a beim Gehalt nach ëmmer op dem Punkt vun der Gläichstellung vu Mann a Fra an eise Verwaltungen awer Handlungsbedarf gëtt.

Well bis elo war et op alle Fall esou, datt déi Zäite wou d'Fraen net do waren - an et ass eben esou, datt dat zum gréissten Deel awer nach ëmmer Frae sinn, déi sech eben de Congé huele fir hir Kanner ze erzéien -, dat gouf hinnen net ugerechent an hir Kollege sinn an der Anciennetéit an de Promotiounen laanscht se gezunn. An duerfir mengen ech - och wann ee mat deem Wuert ëmmer nees soll virsichteg ëmgoen -, datt dës Mesur awer schonn als historesch ze considéieren ass a mir wäerten dat eben an Zukunft och nach, hoffen ech op alle Fall, gesinn. Mä ech hoffe virun allem, datt net nëmme Fraen heivu profitéieren wäerten, mä datt am Sënn vun der Gläichstellung eben och d'Pappe vun deenen heite Moosname wäerte profitéieren.

Mir hu wahrscheinlech net, an dat wäerte mer och ni errechen, déi perfekt Gläichstellung. Dat wier och vläicht mol net erwëschenswäert, well Ennerscheeder ginn et an déi sinn och gutt an déi sinn och schéin an déi sinn och normal, mä mir sinn awer um gudden Wee fir op d'mannst legal hei ganz grouss Hürden ze iwwerbrécken.

Dee wichtigste Schrëtt a Richtung vu besserer Conciliatioun vu Familjen- a Beruffsliewen bleiwen awer all déi Méiglechkeeten, déi duerch Deelzäitarbecht, déi gesot, awer un den Intérêt de service gebonnen ass, geschafe ginn. Et ass gefrot ginn: Wéini gëtt dat op de Gemengen applicabel? Mä ech mengen, mir mussen deen Text elo mol fir d'éischt stëmmen an da gëtt vum Intérieur eben d'Assimiliatiounsgesetz ausgeschafft. Ech hoffen, datt dat sou schnell wéi méiglech ka geschéien an ech gesinn och u sech keng Problemer.

Ech wëllt och hei vläicht dee Volet aflechten, wou den Här Gibéryen drop higewisen huet: Wat dat kascht? Ech mengen et sinn eng ganz Rei Moosnamen, déi net ze chiffrierte sinn, well een eben net weess, wéi vill Leit, Männer oder Fraen, wëllen dann elo an Zukunft heivu Gebrauch maachen. Et ginn der awer eng Rei, déi sinn ze chiffrierte, an do sinn d'Zuelen och am Dokument dran. Zum Beispill dat, wat de ganze Volet Pensiounen, d'Opbesserung vun de Pensiounen, ueget, datt sinn 1,8 Milliounen Euro weider, déi een nach kéint chiffrierte; dat sinn déi dräi

nei Posten déi geschafft ginn: de Commissaire, den Dokter an de Kontrolldokter. Ech mengen dat sinn déi wou een direkt ka soen, wat et géng kaschten, do si mer da bei eppes méi wéi zwou Milliounen. Et huet Inzidenzen, mä wou ee scho wierklech misst an de Stäre liesen, fir genau kënnen ze soen, wat et kascht. Et ass also net schlechte Wëllen, mä dat bréngen nun emol déi méi theoretisch Méiglechkeeten, déi hei ausgeschafft ginn, mat sech, datt een net haut scho ka soen, wat dat do wäert kaschten.

Souwäit, an domat wëll ech och schléissen, fir déi haaptsächlech Ännerungen, déi mer um Statut vun de Statsbeamte wëlle virhuelen. Dir gesidd, et geet eis net nëmmen em en neie Look oder em einfach usträichen, mä et ass ganz einfach déi Philosophie, déi hannert dese Verännerunge steet, déi dem Wonsch entsprécht, de Statut un d'Ufuerderunge vun eiser Zäit unzepassen, d'Grondlag also vun enger moderner a leeschtungsfäeiger Administratioun ze erhalen, am Intérêt vun onsem Land, vu senger Bierger, an awer och am Intérêt vun enger attraktiver an excellenter Fonction publique, an de Lien, deen de Fonctionnaire u sai Patron Stat bënnt, bleift erhalen, well mir gesinn doranner eng Garantie fir d'Neutralitéit an déi noutwendeg Onofhängegkeet vun der Verwaltung, grad wéi vu Stabilitéit a Continuitéit.

Ech soen lech merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Statssekretär vun der Fonction publique, den Här Schaack.

M. Joseph Schaack, *Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et à la Réforme administrative*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, perséinlech wëll ech dem Rapporteur Gusty Graas an alle Riedner hei en hærzleche merci soe fir déi interessant an op jidde Fall konstruktiv Beiträg am Kader vun den Diskussiounen ronderem de Gesetzesprojet 4891.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als Leschten ze schwätzen ass an enger gewëssener Hinsicht emmer ondankbar. Alles wat iergendwéi ze soen ass, gouf nämlech scho virdu gesot, ausféierlech, manner ausféierlech, am Résumé oder am Detail, esou datt ech mer wierklech d'Fro stellen, wat zum Schluss nach zousätzlech iergendwéi erwähnenswert kéint sinn.

(Interruption)

Ech mengen awer, datt esouguer bei enger déifgräifender a wäitreechender Reform vun deem, wat d'Spezialiste vum Genre normalerweis als Charte fondamentale vun alle Statsbeamten an hirem Aarbechtsverhältnis charakteriséieren, ech menger Aufgab awer net gerecht géif, wann ech zum Schluss net nach eng Kéier op e puer wesentlech Ännerunge kuerz géif agoen.

Eng vun deene wichtigste Mesuren an deemem Text ass mat Sécherheet d'Afféiere vum Temps partiel. Heirwuer ass scho ganz vill geschwat ginn. Ech wëll mech dofir am Detail net domadder ofginn.

Den honorable Mars Di Bartolomeo huet awer eng Fro gestallt an deem Kontext, wat den Enseignement primaire ubelaangt, wien do zoustänneg ass fir de Leit de Service à temps partiel ze accordéieren. Do sinn ech der Meenung, datt dat de Gemengerot ass, deen do zoustänneg ass, esou wéi dat och bei den Nominatiounen ass, an déijéineg déi esou e Service à temps partiel sollicitéieren, müssen eng Demande richten un de Buergermeeschter, wou dann ungeschlüsselt am Conseil échevinal eng Décisioun geholl gëtt.

(Interruption)

Bei der Mise à la retraite, do gëtt normalerweis eng Demande gemaach un de Ministere de tutelle. Dat steet jo elo hei awer net zur Debat. Ech hunn lech op déi Fro, déi Dir mer virdu gestallt hutt, geäntwert.

M. le Président.- Loosst dach den Här Statssekretär schwätzen; ënnerbriecht en net andauernd!

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

M. Joseph Schaack, *Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et à la Réforme administrative*.- Här President, d'Ernennung vun de sougenannten Top-Beamten nëmme méi op Zäit, Dir Dammen an Dir Hären, war jo bekanntlech e Punkt aus der Regierungserklärung vum August 1999, deen och an déi ursprünglech Versioun vum Gesetzesprojet esou ageschriwwen gi war.

Et ass dat e Mechanismus, deen mer jo schon aus den Direktiounen vun den Etablissements publics hier kennen, an deen et och zënter méi laang schon a ville Länner vun der Europäescher Unioun gëtt. De Conseil d'Etat, Dir wësst et, hat a sengem éischten Avis eng Opposition formelle an deemem Kontext ugemellt. D'Regierung huet duerno Präcisioenen iwwer deen neie Mechanismus gefrot a mir hunn och am Gesetzestext e Passage ageschriwwen, deen awer de Conseil d'Etat a sengem Avis vum 4. Abrëll net akzeptéiert huet. Dofir déi Opposition formelle.

Fir elo kuerzfristeg de Vote vum Gesetz mat all deenen anere Mesuren a Verbesserungen net a Fro ze stellen, ass d'Regierung dunn higaangen an huet deen neien Dispositif aus dem Gesetzestext 4891 erausgeholl. Dat war awer ganz kloer eng Moosnam wat d'Form ubelaangt. Erlaabt mer, Här President, noweilslech drop ze insistéieren, datt d'Regierung net gewëllt ass des Dispositioun einfach falen ze loossen. Nach am Laf vum Mount Mee wäerte mer en neie Gesetzesprojet an der Chamber déposéieren, deen an engem separaten Text dese Problem wäert versichen ze léisen, mat weidere Propositiounen fir dem Statsrot senger Bedenken entgéintzekommen, ouni awer elo vun där ursprünglecher Marschroute ofzewäichen.

D'Regierung ass nämlech der Meenung, datt iwwer dat einfach politesch Engagement ewech et sech hei och un éischer Stell em e wichtige Aspekt vu Verwaltungsreform handelt. Eis Verwaltung sinn am 21. Jorhonnert méi wéi jee gefuerdert, der Entwécklung vun der Gesellschaft Rechnung ze droen, sech deenen emmer méi groussen Erwaardungen a Fuerderung vun de Bierger an Entrepreneuren ze stellen, an iwwerhaupt fir virun deenen neien Technologien net Halt ze maachen. Dat ass eng Entwécklung, déi hir Spuren och an enger richteg verstaner Personalgestioun hannerléisst.

Déi Verantwortlech um héchsten Niveau vun der Verwaltungshierarchie sinn hei nämlech gefuerdert, musse méi wéi an der Vergaangenheit hire Führungsstil an hir Gestionsmethoden deenen neien Technologien an doriwwer eraus dem gesamte Moderniséierungsprozess upassen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat d'Reform vun der Disziplinarinstruktioun a Prozedur ugeet, wäert an der Zukunft d'Instruktioun net méi vun jeeweileger Verwaltungschef gemaach ginn, mä vun engem spezialiséierte Service dee fir déi ganz Verwaltung zoustänneg ass. Esou steet et an der Regierungserklärung, esou ass et scho méi wéi eng Kéier, och hei, emmer erëm gesot ginn. Mir hunn e Commissaire du gouvernement à l'instruction disciplinaire virgesi fir des Aufgab ze iwwerhuelen.

An der Disziplinarprozedur selwer gëtt et eng wesentlech a ginn et e

puer méi kleng Neierungen. De Conseil de discipline war bis dato en Organ mat konsultativer Charakter, deen en Avis ofginn huet ier de jeeweilege Minister seng Sanctioun verhaangen huet. D'Regierungserklärung schwätzt vun enger Juridictionnalisatioun vum Conseil de discipline. Deen neie Statut proposéiert konkret aus deemem Gremium en Organe de décision ze maachen mat Pouvoiren, déi deene vun enger Juridiction ähnlech sinn. Seng Décisiounen wäerte sech da fir den zoustänneg Minister imposéieren. Dat garantéiert fir d'Zukunft e besseren a méi onofhängegen Disziplinarsystem wéi bis elo.

Ausserdem mécht deen neie Projet keen Ennerscheid méi tëschent wéineger a méi bedeutende Sanctiounen, sou datt de Conseil de discipline emmer wäert ageschalt ginn, egal wat fir eng Sanctioun ze sprächen ass, wat awer net verhënnert, datt de Ressortminister nach emmer kann den Avertissement, d'Réprimande an d'Amende prononcéieren.

Erlaabt mer e puer kleng Mesurén just ze ernimmen fir dese Punkt komplett ze halen. Et ginn technesch Präcisioenen fir d'Sanctiounen vun der Retrogradatioun, vum Changement d'administration a vun der Suspension vun enger Pai. D'Sanctiounen vun der Retraite d'office gëtt net méi direkt Urecht op eng Pension vum Stat. De Cumul vun zwou a méi Sanctiounen gëtt elo méiglech.

D'Zuel vun de Membere vum Conseil de discipline gëtt vu sechs op fennef erfogsat an et kënn en Delegéierte vun der Chambre des Fonctionnaires derbei. De Conseil de discipline setzt sech also zesammen an Zukunft aus zwou Magistraten, engem Vertrieeder vum Ministère de la Fonction publique, engem Vertrieeder vum Ministère d'Etat an engem Vertrieeder vun der Chambre des Fonctionnaires.

De Projet féiert och de sougenannten Délégué à l'égalité an, nodeem des Fonctiounen schon zënter 1998 am Privatsecteur besteet. Fir awer doduerch am öffentleche Secteur déi ganz administrativ Prozesser net nach méi komplizéiert ze maachen a se weider ze erschwéieren, gëtt den Délégué à l'égalité nëmmen agefouert an deene Verwaltungen a Services wou keng Personalverriedung fonctionnéiert. Do, wou et eng Représentation du personnel gëtt, iwwerhëlt si d'Fonctioun vum Délégué à l'égalité. Seng Attributiounen a Missiounen ginn an engem Règlement grand-ducal préciséiert. Et ass och virgesinn dem Délégué eng Dispense de service am Mount ze gi vu véier Stonnen.

Deen neie Gesetzesprojet schafft awer och d'gesetzlech Basis vum Aarbechtsdokter am öffentleche Secteur, grad wéi och déi nei Fonctioun vum Kontrolldokter. Bekanntlech hat eng éischt Fassung vum Text d'Fonctioun vum Aarbechtsdokter schon e puer Joer virdu virgesinn a war och deemools scho vum Statsrot a vun der Berufschamber aviséiert ginn. De Kontrolldokter steet d'office de Verwaltungen zur Verfügung, wa Leit sech ze vill oft krank mellen, eventuell Alkohol-, respektiv Drogeproblemer hunn.

D'Fonctioun vum Kontrolldokter ass jo bekanntlech bis elo vum Dokter aus der Arméi assuméiert ginn. An hei kommen ech op eppes zréck, wat den honorable Mars Di Bartolomeo a sengen Ausféierunge presentéiert huet. Hien ass der Meenung, datt et fir d'Médecine du travail nëmme soll just ee Service ginn, dee fir all Bierger, sief dat aus dem privaten...

(Interruptions)

Et Service, voilà. En huet awer gläichzäiteg geschwat dovunner, datt dat kënn zu engem Eintopf

oder engem Eenheitsbräi féieren, woumat e Recht huet.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Här President, wann ech gelift, ech wëll den Här Statssekretär dovunner ofhale fir falsch Interpretatiounen ze maachen. Ech hu gesot, mir wäere wäit dovun ewech fir en Eintopf...

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Dir sollt net dauernd ënnerbriechen!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Ech kann dach den Här Statssekretär net op enger Schinn loosse, déi falsch ass.

M. le Président.- Den Här Statssekretär soll sech och net provozéieren loosse.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Här President, entschëllegt, ech wollt just dem Statssekretär soen, dass mir net fir en Eintopf antrieden, dass mir wuel d'Spezifisitéit vun deem dote Service uerkennen, mä dass mer gär hätten, dass dee Service bei der Fonction publique en ähnlech gude Service ubitt wéi deen an der Privatwirtschaft, an dass en déiselwecht Moyene soll kréien an dass et net ka sinn, dass beim Stat ee Medeziner op 20.000 Salariéen oder Fonctionnaire kënn an am Privatsecteur een op 5.000. Et war just e Plädoyer fir ähnlech gutt Bedingungen an der Aarbechtsmedizin ze séchere beim Stat wéi am Secteur public.

(Interruptions diverses)

M. Lucien Weiler (CSV).- Dir hätt lech direkt sollen esou kloer ausdrécken!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Ma Dir wäert jo guer net heibannen!

M. Lucien Weiler (CSV).- Ma selbstverständlech!

(Coups de cloche de la Présidence)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Dir waart déi ganzen Zäit dobaussen.

M. Lucien Weiler (CSV).- Ma dach, ech hunn dat héiere wat Der gesot hutt!

M. le Président.- Elo hu mer eng uerdentlech Diskussioun de ganze Mëtteg gehat. Firwat elo zum Schluss ufänken hei duercherneen ze schwätzen? Loosst de Statssekretär schwätzen an äntwerten op dat wat e gefrot ginn ass.

(Interruptions)

Also ech riichte mech hei u jiddferen. Dir sollt elo nach e bëssen Disziplin opréngen. Et ass jo alles kloer verlaf. D'Madame Minister huet geäntwert. De Statssekretär gëtt och Äntwert op dat wat e gefrot ginn ass. Dir sollt en net ënnerbriechen.

M. Joseph Schaack, *Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et à la Réforme administrative*.- Merci, Här President. Ech géif hei wëllen dem honorable Mars Di Bartolomeo den Accord salarial vum 20. Mäerz 1992 an Erënnerung bréngen...

(Interruptions)

Jo, dat ass ebe just ganz laang hier. Dir sot dat ganz richtig.

...dee virgesäit, dass déi noutwendeg Mesurén wat d'Sécurité, d'Hygiène an d'Santé au travail ubelaangt am Kader vun der Fonction publique an op Basis vun hirem partikuläre Statut, dat heescht onofhängeg vum Secteur privé, soll ageféiert ginn. Mä wann Der domadder d'accord sidd, dann hutt Der jo elo vu mir och déi Explikatioun kritt. Dat ass d'Explikatioun, déi sech an deemem Kontext opdrängt.

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Statssekretär, fuert weider.

M. Joseph Schaack, *Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et à la Réforme administrative*.- Här President, en anere Punkt aus der Regierungserklärung vum August '99 waren déi sougenannte Mataarbechtergesprécher. Eng Dispositioun an deemem Sënn gouf an den neie Statut ageschriwwen.

Mir hunn eis allerdéngs dorobber wëlle beschränken, nuren de Prinzip virzegesi vu periodeschen Entretien tëschent Chef a Mataarbechter, fir op déi Aart a Weis den Dialog an de Services ze stimuléieren, do wou et guer net geet oder schlecht fonctionnéiert an iwwer dee Wee och eng verbessert Kommunikatioun ze erméiglechen an doduerch d'Motivatioun ze verbesseren.

D'Kapitel vun de Rechter a Flichte gouf op eenzelen Punkten nei geschriwwen a besser strukturéiert am Sënn vun enger gréisserer Präzisioun bei bestoenden Dispositiounen, awer och am Sënn fir dat eent oder dat anert neit Element mat eranzehuelen. Ganz besonnesch bei de Flichte sinn et zwou Punkten, déi ech wëllt ervirsträchen.

Op där enger Säit déi sougenannten Devoirs de disponibilité, déi jo och an der Regierungserklärung extra erwähnt sinn, an op där anerer Säit dee sougenannten Ordre de justification, deen et an där Form och elo scho bei Arméi a Polizei gëtt.

Et geet hei drëm bei klengen Vergehen, déi net direkt kënnen oder sollen un disziplinaresche Wee sanctionnéiert ginn, eng Handhab ze hunn, fir een zur Rechenschaft ze zéien. Et denkt een hei un een, deen den Horaire mobile net respektéiert, dee mat sengen Aarbechten a Verspéidung ass an an anere Onregelméissegkeeten, déi awer besonnesch dann, wann et sech em Rezidivisten handelt, de Service op Dauer kënnen op d'Kopp stellen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojet setzt och nei Akzenter a puncto Mobilitéit vun de Statsbeamten. Un éischer Stell hu mer probéiert e Mechanismus op d'Been ze setzen, fir et ze erlaben de Passage vum Privatsecteur bei de Stat ze vereinfachen an ze erliichteren, am Fall wou d'Regierung fir e ganz spezifesch Posten e Spezialist mat enger extra a laangjäreger Berufserfahrung op deem Gebitt brauch. Bis elo war et nure méiglech esou Leit als Employéen ze beschäftegen an dann nach ass déi ganz Operatioun oft dorunner gescheitert, datt dee Betreffenden duerno beim Stat net genuch verdéngt huet, oder datt hien net konnt Beamte ginn. Deen neie Modell gesäit vir, datt d'Regierung fir d'éischt feststelle muss, datt bei engem vakante Posten nuren e Spezialist aus dem Privatsecteur a Fro kënn. An deem Fall gëtt de Betreffende mat engem sougenannte Classement individuel fir ee Joer als Employé engagéiert an op deem Niveau dann no deem Joer als Statsbeamten definitiv engagéiert.

Wat elo d'Mobilitéit am emgedréinte Sënn als Passage vum Stat bei engem internationaler Verwaltung ubelaangt, esou gouf desén och a Form vun Détachement virgesinn, e bëssen esou wéi en ähnleche System jo och scho fir d'Riichteren agefouert gouf. Dee Betreffende gëtt an där Verwaltung wou hie bis dohinner seng ganz Carrière gemaach huet a fir déi ganz Zäitdauer vum Détachement hors cadre gesat. Op déi Aart a Weis gi seng Kollegen a senger ursprünglecher Verwaltung an hiren Avancementer net geschiedegt.

Wat den Détachement vun engem Fonctionnaire an de Privatsecteur ugeet, esou gouf des Méiglechkeet

opgrond vun enger Opposition formelle vum Statsrot erëm aus dem Gesetzestext erausgeholl.

Am Gesetzesprojet hu mer och eng Rei vu Korrekturen an Upassungen um bestoende System vum Changement d'administration bruecht, dee jo bekanntlech am Gesetz vum 27. März 1986 geregelt ass. Hei geet et ëm d'Mobilitéit innerhalb vun der Statsverwaltung selwer. Ech brauch hei weider net drop anzegoen, well dës Upassungen a Korrekturen eigentlech nëmme technescher Natur sinn, a just wëllen e puer Ongereimtheeten aus dem bestoenden Text aus dem Wee raumen.

Et sinn nach eng Rei aner Mesuren derbäi, déi ech awer nëmme kuerz opziele wëllt. Zum Beispill, den allgemenge Verbuet vum Mobbing, eng Altersgrenz vu 45 Joer, déi elo am Gesetz verankert ass, eng drëtt Chance beim Promotiounsexamen, d'Generalisatioun vum Recrutement iwwert de Wee vun Examen-concours sur épreuves, de minimalen Délai vun engem Joer tëschent zwou Promotiounen an d'Veröffentlechung vun alle fréie Poste beim Stat. Kënnst leschtlech d'Méiglechkeet derbäi vum Maintien en service bis maximal 68 Joer fir d'Beamten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zum Schluss wëllt ech awer och nach e puer Wieder iwwert d'Modificatioun vun de Pensions-texter verléieren, déi sech alleguer op d'Iwwerdroe vun deene Mesurë bezéien, déi am Kader vum Rentendesch decidéiert an duerno duerch d'Gesetz vum 28. Juni 2002 ëmgesat goufen.

Dës nei Mesuren am Régime général hu Korrekturen am Iwwergangsregime vun de Statsbeamten noutwendeg gemaach, déi ee kann an zwee Deeler andeelen.

Fir d'éischt emol huet et sech erweisen, datt no deene linearen Opbesserungen am allgemenge Régime d'Recheforme vum Iwwergangsregime hu missen ugepasst ginn. D'Reform vum Régime général hat bekanntlech véier Haaptaspekter, eng Revalorisatioun vun de Majorations forfaitaires, d'Aféiere vum Element 13. Mount, de Steigerungssaz vun de Majorations proportionnelles an déi stufeweis Steigerung vun de Majorations proportionnelles. D'Konsequenzen dovun op d'Prestatioun am Régime général stellen awer elo d'Date limite vum 1. Januar 1984 a Fro. Dësen Datum war jo bekanntlech vum Gesetzgeber am Joer 1998 vis-à-vis vun deene Beamte festgehale ginn, déi aus Invaliditéitsgrënn a Pensioun gounge.

Nom Gesetz vum 28. Juni 2002 war dësen Datum allerdéngs net méi oprecht ze erhalen, well den Iwwergangsregime souzesoen an alle Fäll eng duebel Rechnung huet misse maachen, dat iwwregens och um Niveau vun den Alterspensiounen vun de Beamten aus enger ganzer Rei vun ënneschte Carrières, fir hinnen op d'mannst déiselwech Prestatioun ze garantéieren. Dës Approche setzt awer viraus, datt all Salairen, déi während enger Carrière realiséiert goufen, mussen nei opgestallt ginn, wat technesch net méiglech ass.

D'Alternativ zu enger Upassung vun dëser Date limite konnt nëmme an enger Upassung vun der Rechnungsformel fonnt gi fir den Datum vum 1. Januar 1984 bäizebehallen an dee gebriechlechen Equilibre aus dem Joer 1998 weiderhin ze respektéieren.

Ech wëll hei just nach eng Kéier betounen, datt all dës nei Mesuren net op eng linear Augmentatioun vun alle Pensiounen am Iwwergangsregime erauskommen, mä ganz einfach net méi an net manner d'Gläichgewicht aus dem Joer 1998 erëm rétabléieren an op déi Aart a Weis eng kohärent Applicatioun vun alle Mesurë garantéieren, déi de Législateur deemools geholl huet.

Zweetens huet d'Regierung awer och am Régime transitoire vun de Statsbeamten deene politesche Choixen an deenen allgemenge Mesurë misse Rechnung droen, déi am Kader vum Rentendesch geholl goufen, an zwar deem sougenannte Forfait d'éducation, dem Urechne vun de Babyjoren an deene bessere Cumulbestëmmungen, am Fall wou Revenuë mat der Pensioun vun engem Conjoint survivant zesumme fallen. Dann ass et natierlech kloer, datt d'Urechnung vun de Babyjoren de Spezifitéit vum Iwwergangsregime senge Regeln a senge Mécanismë muss Rechnung droen, déi jo bekanntlech anescht definéiert si wéi am Régime général.

Erlaabt mer zum Schluss vu mengem Ausféierungen nach eng lescht Bemierkung. De Moderniséierungsprozess vun der Verwaltung kann nëmme Succès hunn, wann déi ganz Beamten-schaft matmécht. Et ass grad an dës Moderniséierung, wou och de Statsbeamtestatut muss mat abezu ginn. Eng modern Verwaltung brauch e moderne Statut, e Statut deen de Leeschtungswëllen an d'Kreativitéit vu senge Mataarbechter fördert an domadder eng vun deenen éischte Voraussetzungen schafft, fir datt d'Verwaltungsreform e Succès huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen lech merci fir d'Nolauschteren a bieden lech de Gesetzesprojet 4891 an der Fassung ze votéieren wéi e vun der Kommissioun vun der Fonction publique ugeholl ginn ass.

Ech wollt awer zousätzlech nach eng extrem wichteg Fro beäntweren.

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- De Contrat à durée déterminée.

■ M. Joseph Schaack, *Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et à la Réforme administrative*.- De Contrat à durée déterminée.

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Ah! Très bien.

■ M. Joseph Schaack, *Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et à la Réforme administrative*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et muss een hei tëschent zwou Zorte vu Kontrakten ënnerscheeden.

Éischts Kontrakter, déi vun Ufank u fir eng Dauer vu méi wéi zwee Joer ofgeschloss gi sinn. Laut Experienz vun deene vergaangene Joren hu mer mat dësem Kontrakter prinzipiell keng Schwierigkeiten, an deem Sënn dass déi Leit, déi esou e Kontrakt ënnerschriwwen hunn, d'Zäitdauer vu méi wéi zwee Joer akzeptéiert hunn.

(**Interruption**)

Ech si jo nach net fäerdeg. Bis elo hunn dës Leit nach keng Fuerderung gestallt, e Contrat à durée indéterminée ze kréien. Am Fall, wou esou eng Fuerderung, déi par ailleurs legal ass, an Zukunft géif op eis zoukommen, da misst d'Commission d'économie et de rationalisation domadder befaasst gi fir dee Poste vun dem Fonctionnaire, deen ersat gëtt, an e Poste vun Employé ze transforméieren an esou den Employé à durée indéterminée ze engagéieren.

(**Interruption**)

Ech sinn nach net fäerdeg, wéi gesot. Loosst mech emol ausschwatzen!

■ M. le Président.- Loosst dach de Statssekretär schwätzen.

■ M. Joseph Schaack, *Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et à la Réforme administrative*.- Ech muss allerdéngs bemierken, dass vun dem Datum vum 6. Februar 2001 un, wou d'Jurisdiction gesot huet, dass een am Fall vum Remplacement vu Fonctionnaire

keng Kontrakter à durée déterminée méi maachen daerft, déi méi wéi zwee Joer géifen daueren, keng esou Kontrakter méi ofgeschloss gi sinn.

Zweetens Kontrakter, déi fir eng maximal Durée vun zwee Joer ofgeschloss gi sinn, mä déi am Prinzip misste renouveléiert ginn en faveur vum Employé, well de Fonctionnaire, deen hien ersetzt, ee Congé huet, dee méi laang wéi zwee Joer ass. An dësem Fall huet d'Verwaltung dräi Alternativen.

En neien Employé mat engem frëschem Contrat à durée déterminée anzustellen, mat alle Schwierigkeiten, wat dat comportéiert am Kontext vun enger neier Initiatioun. Zweetens den Délai de carence ze respektéieren an deen alen Employé no engem Délai d'attente vun engem Drëttel vun der Durée initiale vum éischte Kontrakt, dat heescht aacht Méint bei engem Kontrakt vu 24 Méint, nei ze engagéieren. Den Nodeel dobäi ass, datt d'Verwaltung aacht Méint kee Remplaçant huet. Drëttens den Employé à durée indéterminée anzustellen duerch d'Transformatioun vun engem Fonctionnairesposten an en Employésposten, wat als Nodeel huet, dass d'Effektivitéit vun den Employéen zu Ongongschte vun de Fonctionnaires eropgesat ginn.

Konklusioun: Wat insgesamt d'Problematik vun de Contrats à durée déterminée ugeet, esou wäerten de Ministère de la Fonction publique an de Ministère du Travail versiche gemeinsam Lösungsvorschläge ze élaboréieren fir déi Schwierigkeiten, déi sech aus der Vergaangenheit erginn, ze léisen. Zweetens, wat d'Zukunft ubelaangt wäerte mir als Ministère de la Fonction publique eng Lettre circulaire erausginn an där mer d'Verwaltungswearten opfuere d'Prozeduren ze respektéieren.

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Déi misste se scho souwiso anhalen.

■ M. Joseph Schaack, *Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et à la Réforme administrative*.- Dat maachen se jo.

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Da bräicht Dir jo och keng Lettre circulaire.

(**Hilarité**)

■ M. Joseph Schaack, *Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et à la Réforme administrative*.- Mir maachen trotzdeem eng Circulaire à titre de rappel.

Ech kommen dann elo nach op den Amendement ze schwätzen.

(**Interruption**)

Jo, et ass am Fong en Amendement vun deene Gréngen, dee sech hei beschäftegt mat dem Congé pour travail à mi-temps, wou am Fong verlaangt gëtt dass déi Leit, déi op Postes de responsabilité sëtzen, och kéinte vun engem Congé pour travail à mi-temps bénéficiéieren.

D'Regierung ass net der Meenung, dass mer op deen dote Wee goe sollen, well mir dovunner iwwerzeegt sinn, dass wann een op engem Poste de responsabilité sëtzt, een dat permanent muss maachen. Da maacht Dir och déiselwech Propositione bei dem Service à temps partiel. Och beim Service à temps partiel gëllen déiselwech Iwwerleeungen. Mir sinn also net domadder d'accord fir deene Leit, déi Verantwortung droen op deem allerieweschten Niveau, e Service à temps partiel zouzege-
stoen.

Da maacht Der zousätzlech nach eng Iwwerleeung, wou Der der Meenung sidd, wa keng Représen-

tation du personnel do ass, dass dann den Délégué à l'égalité déi Verantwortung iwwerhuele misst, déi normalerweis der Délégation du personnel zousteet.

(**Coups de cloche de la Présidence**)

Och do wëll ech lech soen, dass dat onrealistes ass, well an deene meeschte Verwaltungen hutt Der eng Représentation du personnel. An deem Fall, wou et keng Représentation du personnel gëtt, an dat gesäit de Projet jo vir, muss een Délégué à l'égalité genannt ginn.

Da proposéiert Der natierlech och nach an engem zousätzlechen Amendement, dass wann ee Fonctionnaire de Service à temps partiel refuséiert kritt, dass hien do misst eng Lettre dûment motivée kréien. Ech wëll hei drun erënneren, dass beim Service à temps partiel de Verwaltungschef deejéinegen ass dee muss decidéieren, ob et iwwerhaupt a senger Verwaltung méiglech ass à temps partiel ze schaffen. Et ass kloer, dass deen Direkter iwwerhaupt eréischt reagéiert, wann hien eng Demande virleien huet. Dat heescht et ass kloer an et ass selbstverständlech, dass wann een e Brëf vun engem geschéckt kritt, dass een eng Demande mécht, een och eng Äntwert kritt. Dat, mengen ech, ass eng Selbstverständlechkeet an eis Verwaltungen hale sech dorunner, esou dass am Fong och déi dote Proposition ënnert den Dësch fällt. Voilà, dat wär et gewiescht.

Ech soen lech merci fir Är Opmierksamkeet.

■ Plusieurs voix.- Très bien.

■ M. le Président.- D'Diskussion ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vun den Artikelen vum Projet de loi a stëmmen driwwer of. Den Text vum Gesetzesprojet steet am Document parlementaire 4891^o.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

Den Artikel I ass gelies.

Amendement 1

Mir hunn dozou Amendementer erakritt vum Här Jean Huss zum Artikel 31 an 31-1. Mir stëmmen dann elo iwwert déi Amendementer of.

Vote

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalen sech.

D'Amendementer si verworf mat 40 Nee-, 6 Jo-Stëmmen an 11 Abstentoune.

Domadder ass den Artikel I ugeholl an der Fassung sou wéi e vun der Kommissioun virgeschloen ass.

Ont voté oui: MM. François Bausch, Robert Garcia (par M. Camille Gira), Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener (par M. François Bausch);

M. Serge Urbany.

Ont voté non: M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener (par M. Ady Jung), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hupert (par M. Lucien Clement), Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Marcel Sauber (par M. Paul-Henri Meyers), Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par Mme Simone Beissel), Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par M. Alexandre Krieps), John Schummer et Théo Stendebach;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Gast Gibéryen), Jacques-Yves

Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Se sont abstenus: MM. Jean Asselborn (par M. Jos Scheuer), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot (par Mme Mady Delvaux-Stehres), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi.

An da komme mer zum Artikel II.

D'Artikelen II bis IX si gelies an ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, domadder komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalen sech.

De Projet de loi 4891 ass ugeholl mat 51 Jo-Stëmmen a 7 Abstentoune.

Ont voté oui: M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener (par M. Ady Jung), Jean-Marie Halsdorf, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par Mme Nelly Stein), Marcel Sauber (par M. Marco Schank), Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Jeannot Belling), Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par M. Claude Meisch), John Schummer et Théo Stendebach;

MM. Jean Asselborn (par M. Marc Zanussi), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot (par M. Georges Wohlfart), Jean-Pierre Klein (par M. Mars Di Bartolomeo), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. François Bausch, Robert Garcia (par M. Camille Gira), Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener (par M. François Bausch);

M. Serge Urbany.

Se sont abstenus: MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Ass d'Chamber d'accord fir d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(**Assentiment**)

Et ass also esou decidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, domadder wier dee Punkt ofgeschloss a mir kéimen elo op de leschte Punkt vun eiser Dagesuerdnung vun haut, an dat sinn d'Naturalisatiounen.

3. Demandes en naturalisation

Ech muss dofir, wéi dat am Gesetz virgesinn ass, de Huis clos ausschwatzen.

De Huis clos ass erëm opgehuewen an déi öffentlech Sitzung geet weider.

D'Chamber huet an hirer net öffentlecher Sitzung 75 Demandes en naturalisation mat Dispens vum zweete Vote constitutionnel ugeholl. Sou wéi d'Gesetz vum 7. Juni 1989 iwwert d'Nimm a Virnimm vun de Persounen, déi d'Lëtzebuerger Nationalitéit kréien, et virgesäit, huet d'Chamber sech ebenfalls

mat 12 Ännerunge vun Nimm a Virnimm averstanen erkläert.

Liste des nouvelles demandes en naturalisation adoptées par la Chambre des Députés le 30 avril 2003

AL HOWZY Amjad Polus Isho, né le 1er juillet 1969 à Duhok (Iraq), demeurant à Luxembourg

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de AL HOWZY Jacob.

ADOU Sahria Putros, née le 1er juillet 1976 à Bagdad (Iraq) demeurant à Luxembourg

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de ADOU Sarah.

ANDRADE CORREIA Ernestina, née le 9 juin 1970 à Nossa Senhora da Graça/Praia (Cap Vert), demeurant à Schifflange

BALAJ Besim, né le 20 octobre 1972 à Strelci/Decan (Yougoslavie), demeurant à Luxembourg

BENZMÜLLER Johann, né le 13 octobre 1951 à Trier (Allemagne), demeurant à Grevenmacher

BRAHIMI ELMILI Anouar, né le 24 octobre 1956 à Tunis (Tunisie), demeurant à Luxembourg

BRITO TAVARES Emidio, né le 2 août 1964 à Conceição (Sao Tomé e Príncipe), demeurant à Luxembourg

BULJUGBASIC Mihrija, née le 25 août 1965 à Novi Pazar (Yougoslavie), demeurant à Bissen

CABRAL TAVARES Antonia, née le 8 avril 1970 à Santa Catarina (Cap Vert), demeurant à Esch-sur-Alzette

CASTRO Y CHICA Eduardo, né le 23 juin 1975 à Esch-sur-Alzette, demeurant à Belvaux

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de CASTRO Eduardo.

CIKOTIC Hamdija, né le 13 mai 1954 à Vrbica/Montenegro (Yougoslavie), demeurant à Rumelange

DASCALU Ion, né le 28 mars 1952 à Constanta (Roumanie), demeurant à Rodange

ALEXA Lica, née le 1er mars 1952 à Braila (Roumanie), demeurant à Rodange

DE FIGUEIREDO PEREIRA DE BASTOS Artur Miguel, né le 15 février 1973 à Pessegueiro do Vouga/Sever do Vouga (Portugal), demeurant à Frisange

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms de FIGUEIREDO Artur Miguel.

DE PINA FORTES Maria Elisabete, née le 16 septembre 1973 à Santa Catarina (Cap Vert), demeurant à Luxembourg

DE WATAZZI Alexis, né le 29 octobre 1941 à Casablanca (Maroc), demeurant à Luxembourg

NADIU Doina Lacrima, née le 30 avril 1957 à Timisoara (Roumanie), demeurant à Luxembourg

DEVROYE Jean-Marc Jacques, né le 8 septembre 1971 à Ixelles (Belgique), demeurant à Mamer

DJURDJEVIC Goran, né le 5 juillet 1973 à Kragujevac (Yougoslavie), demeurant à Fentange

DOS SANTOS DIAS Silvino Antonia, né le 5 juin 1974 à Sao Joao Baptista/Porto Novo (Cap Vert), demeurant à Diekirch

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms de DIAS Silvino Antoine.

EMINI Vebi Sulejman, né le 12 octobre 1946 à Breca (Yougoslavie), demeurant à Remerschen

GAJIN Davor, né le 6 juin 1963 à Sarajevo (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Grevenmacher

RADOSAVLJEVIC Biljana, née le 16 octobre 1969 à Smederevo (Yougoslavie), demeurant à Grevenmacher

GENEL Mustafa Savas, né le 27 juillet 1974 à Pazar (Turquie), demeurant à Luxembourg

GONÇALVES DA CUNHA Joaquina, née le 10 septembre 1963 à Vale de Bouro/Celorigo de Basto (Portugal), demeurant à Luxembourg

GULBICKI Andrzej, né le 2 janvier 1962 à Orneta (Pologne), demeurant à Schifflange

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de GULBICKI André.

HAHN Norbert Hohann, né le 7 juin 1965 à St-Vith (Belgique), demeurant à Goedange

BECKER Marguerite Klara, née le 5 janvier 1961 à Reuland (Belgique), demeurant à Goedange

ILKHANI KERMANCHAHAN Iradj, né le 22 juillet 1943 à Téhéran (Iran), demeurant à Strassen

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de ILKHANI Iradj.

JOUANT Carine Denise Armande Joséphe Ghislaine, née le 26 janvier 1964 à Namur (Belgique), demeurant à Bascharage

KRAI Catherine Yvonne Raymonde, née le 27 septembre 1958 à Laxou (France), demeurant à Bereldange

LOUREIRO DOS SANTOS Ana Patricia, née le 28 juillet 1981 à Lavos/Figueira da Foz (Portugal), demeurant à Luxembourg

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms de LOUREIRO Ana Patricia.

LOPES Rui Alfredo, né le 8 avril 1962 à Nossa Senhora do Rosario/Ribeira Grande (Cap Vert), demeurant à Luxembourg

MONTEIRO Isolete Maria, née le 22 janvier 1965 à Nossa Senhora do Rosario/Ribeira Grande (Cap Vert), demeurant à Luxembourg

MAAZOUZ Hafdeddine, né le 13 avril 1962 à Oujda (Maroc), demeurant à Luxembourg

MAJSTORSKI Mile, né le 24 juillet 1966 à Blatec (Macédoine), demeurant à Luxembourg

ALEKSOVA Danijela, née le 31 mars 1973 à Jakimovo (Macédoine), demeurant à Luxembourg

MAROGY Nawzad, né le 5 avril 1980 à Zakho (Iraq), demeurant à Luxembourg

MAROGY Walid, né le 1er juillet 1973 à Zakho (Iraq), demeurant à Luxembourg

MEULI Anna, née le 27 décembre 1937 à Castellana (Italie), demeurant à Luxembourg

MIANGOUILA Christian Rustique Parfait, né le 20 avril 1968 à Brazzaville (République du Congo), demeurant à Crauthem

MLADENOVSKI Venko, né le 4 février 1969 à Blatec (Macédoine), demeurant à Colmar-Berg

DUKOVSKA Marina, née le 21 mars 1974 à Pétange, demeurant à Colmar-Berg

MONTEIRO NASCIMENTO Maria Anita, née le 25 septembre 1974 à Sao Joao Baptista (Cap Vert), demeurant à Belvaux

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms de NASCIMENTO Anita Maria.

MUGENGA Nabintu, née le 24 décembre 1972 à Bukavu (République démocratique du Congo), demeurant à Hesperange

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de MUGENGA Marie-Noël.

NOWACZYK Sylvie, née le 1er septembre 1967 à Creutzwald (France), demeurant à Luxembourg

NSHIMBA KAPITENE WALLAY Ignace, né le 9 mars 1965 à Mbujji Mayi (République démocratique du Congo), demeurant à Esch-sur-Alzette

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de KAPITENE Ignace.

NTABALA Tshibuyi Léon, né le 21 octobre 1962 à Goma (République Démocratique du Congo), demeurant à Luxembourg

PAULINA Manuel Joao, né le 10 août 1965 à Figueiras/Sao Pedro Apostolo (Cap Vert), demeurant à Belvaux

PEDROSO RAMOS Maria Margarida, née le 18 septembre 1972 à Sao Juliao da Figueira da Foz/Figueira da Foz (Portugal), demeurant à Luxembourg

PEREIRA José Nascimento, né le 28 février 1967 à Santo Crucifixo/Ribeira Grande (Cap Vert), demeurant à Reisdorf

AFONSO FREIRE Maria de Fatima, née le 27 mai 1970 à Nossa Senhora da Luz/Sao Vicente (Cap Vert), demeurant à Reisdorf

POMA NIMA Rafael Eduardo, né le 24 décembre 1978 à Piura (Pérou), demeurant à Luxembourg

POMA QUIROGA Rafael Ricardo, né le 24 octobre 1949 à Lima (Pérou), demeurant à Luxembourg

NIMA ROSAS Martha, née le 21 mai 1953 à Chulucanas/Piura (Pérou), demeurant à Luxembourg

POPESCU Alexandra, née le 25 décembre 1959 à Bumbesti-Pitic/Novaci (Roumanie), demeurant à Luxembourg

PORTIER Myriam Georgine Betty, née le 7 novembre 1960 à Jumet (Belgique), demeurant à Koerich

REUCHER Hans Günter, né le 27 juin 1963 à Trier (Allemagne), demeurant à Soleuvre

ROMITO Giorgio, né le 14 avril 1964 à Luxembourg, demeurant à Luxembourg

RUDBACH Martin Peter Wolfgang, né le 16 mars 1967 à Butzbach (Allemagne), demeurant à Biwerbach

SAINT MÉDAR Marise Emanuella, née le 23 juillet 1964 à Glenpark/Vacoas (Ile Maurice), demeurant à Luxembourg

SAKIC Vesna, née le 1er octobre 1962 à Smederevska Palanka (Yougoslavie), demeurant à Mertert

SANCHA DA LUZ Pedro Janeiro, né le 25 mars 1966 à Nossa Senhora do Rosario/Ribeira Grande (Cap Vert), demeurant à Luxembourg

SAO PEDRO Esteves maio Maria Helena, née le 14 septembre 1961 à Sao Sebastiao da Pedreira/Lisboa (Portugal), demeurant à Bous

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms de MAIO Marie Helena.

SERBAN Viorel Mihai, né le 14 janvier 1963 à Bucarest (Roumanie), demeurant à Luxembourg

VLADOIANU Venera Didona, née le 26 octobre 1962 à Bucarest (Roumanie), demeurant à Luxembourg

SILVA SOARES Derizia Helena, née le 10 août 1976 à Nossa Senhora da Luz/Sao Vicente (Cap Vert), demeurant à Luxembourg

SPAHIC Safet, né le 24 décembre 1969 à Veles (Macédoine), demeurant à Luxembourg

SVILAR Dusan, né le 16 septembre 1963 à Smederevo (Yougoslavie), demeurant à Luxembourg

TANIOS FALTAS Zarif, né le 20 janvier 1926 à Sohag (Egypte), demeurant à Dudelange

ROUPHAEL FALTAS Aida, née le 5 mai 1936 à Sohag (Egypte), demeurant à Dudelange

TONG Wing Hong, né le 21 octobre 1953 à Hong Kong (Chine), demeurant à Luxembourg

TONG Wing Yee, née le 24 juillet 1978 à Hong Kong (Chine), demeurant à Luxembourg

VALENTE VARELA Antonio Manuel, né le 5 mars 1954 à Sao Martinho do Bispo/Coimbra (Portugal), demeurant à Hautcharage

WEI Zhende, né le 23 novembre 1957 à Jiangsu (Chine), demeurant à Luxembourg

4. Ordre du jour

Dir Dammen an Dir Hären, haut de Moien ass d'Presidentekonnferenz zesumme komm, fir den Ordre du jour ze proposéiere fir déi nächst Woch. An zwar géife mer déi nächst Woch siégéieren en Dönschden de 6. Mee um dräi Auer an en Donneschden den 8. Mee um halwer dräi.

En Dönschden de 6. Mee steet op eisem Ordre du jour d'Interpellatioun vum Här François Bausch iwwert d'Eisebunn.

An en Donneschden den 8. Mee hu mer Folgendes:

1. d'Opstellung vun enger Lëscht vun dräi Kandidate fir de Poste vum Statsconseiller;
2. eng Aktualitéitsstonn vum ADR iwwert d'Kränkt vun de Bichen;
3. de Projet de loi 4976, en Ofkommes dat Lëtzebuerg mat Ungarn a Malta iwwert den Tourismus ofgeschloss huet, a
4. de Projet de loi 5057, ee Stabilitéitssoffkommes tëschent der Europäescher Unioun a Mazedonien.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, domadder wiere mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm an ech géif d'Sitzung ophiewen.

(Fin de la séance publique à 19.42 heures)

Ordre du jour

1. Communications
2. Accueil de M. Fidel V. Ramos, ancien Président de la République des Philippines
3. Interpellation de M. François Bausch au sujet de la politique ferroviaire
(Discussion générale)
4. Dépôt d'un projet de loi
5. Interpellation de M. François Bausch au sujet de la politique ferroviaire
(Discussion générale - suite - Motions - Votes)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Henri Grethen et Charles Goerens, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.03 heures)

■ M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Den Här Minister Grethen léisst sech entschëllegen, e kënnt e bëse méi spéit, en ass wéinst der Statsvisite zréckgehalen. Mir hu sécher all dofir vollt Verständnis.

1. Communications

Ech hunn Iech folgend Kommunikatiounen ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le Bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) A la demande du Ministre du Travail et de l'Emploi, Monsieur François Biltgen, Ministre aux Relations avec le Parlement, a déposé au Greffe de la Chambre des Députés, en date du 2 mai 2003, le projet de règlement grand-ducal N° 5124 modifiant le règlement grand-ducal du 4 novembre 1994 concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé pour l'utilisation par les travailleurs au travail d'équipements de travail tel que modifié par le règlement grand-ducal du 17 août 1997.

2. Accueil de M. Fidel V. Ramos, ancien Président de la République des Philippines

Mesdames, Messieurs, j'ai l'honneur de saluer à la tribune de la Chambre des Députés l'ancien

Président des Philippines, Monsieur Fidel V. Ramos, en vîste à Luxembourg.

(Applaudissements)

Haut de Mëtteg steet op eiser Dagesuerdnung d'Interpellatioun vum Här François Bausch iwwert d'Eisebunn. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et si schon agedroe bis elo: déi Hären Haupt, Zanussi, Schummer, Greisen an Urbany. D'Wuert huet den Interpellant, den honorabelen Här François Bausch.

3. Interpellation de M. François Bausch au sujet de la politique ferroviaire

■ M. François Bausch (DÉI GRENG), interpellateur.- Här Presi-

dent, Dir Dammen an Dir Hären, iwwer 50 Joer ass d'Schinnennetz hei zu Lëtzebuerg, an et kann ee roueg soen iwwerall an Europa, ofgebaut ginn, an et hätt wuel kaum, och net deen optimisteschen Eisebunner oder Frënd vun den Eisebunner nach virun 20 Joer sech kënne virstellen, datt ufanks vum 21. Jorhonnert endlech eppes konkret gëtt, wouwiner ufanks den 80er Joren Der nach vill gedreht hunn, nämlech datt d'Eisebunnsnetz endlech net méi ofgebaut mä ausgebaut gëtt.

Et muss ee soen, och dës Regierung, a virun allem déi liberal Komponent vun dëser Majoritéit huet, nodeem se nach am Äifer vum 99er Wahlkampf mat Hänn a Féiss sech gewiert huet géint den Ausbau vum Schinnennetz als wichtegt Réckgrat vun engem moderne Konzept vun öffentlechen Transport, esou bal se an der Regierung war huet missen unerkennen, datt dee schonn 1993 an der Luxtraffic-Studie vun den internationalen Experte virgeschloene massive quantitativen a qualitativen Ausbau vun öffentlechen Transport, virun allem vun der Bunn, eng absolut Noutwennegkeet fir Lëtzebuerg ass.

Projete wéi d'Ubanne vum Kierchbierg an de Findel un d'Eisebunn, oder och d'Zweegleisegkeet vun der Streck Lëtzebuerg-Péiteng, déi jo elo entre-temps schonn esouguer e Gesetzesprojet gi sinn, sinn déi éischt nei Kilometer Schinn, déi dee säit Jorzéngten applizéierte konsequenten Ofbau vun dem Streckennetz endlech stoppen. Déi Gréng begrëssen dëst ausdrücklich, och wa se der Meenung sinn, datt duerch dat politesch Geplänkels vun deene leschte Jore vill wäertvoll Zäit verluer gaangen ass am Kader vun neien Ufank an der Renaissance vun der Eisebunn.

De Blocage vum Ausbau vum Eisebunnsnetz an deene leschte Joren huet net nëmmen d'Liewensqualität vun de Leit zolidd bëeinträchtigt, mä en huet och dozou gefouert, datt eis Ekonomie als solch ëmmer méi zolidd Nodeeler kritt huet. Déi Nodeeler sinn entre-temps esou grouss ginn - an ech wäert nach drop ze schwätze kommen -, datt och ëmmer méi Kreesser wéi d'Chambre de Commerce zum Beispill oder aner Kreesser, déi éischer am Beräich Ekonomie an Handel unzesidele sinn, sech ëmmer méi staark maachen an ëmmer méi Drock maachen, fir datt de schinnegebundene Verkéier zu Lëtzebuerg ausgebaut gëtt. Et ass zimlech kloer, datt an enger Gesellschaft wéi haut, wou alles just in time soll funktionéieren, d'Mobilitéit eng grouss Roll spillt, an dat virun allem an engem Land dat maassgeblich op engem Déngschtleistungssektor opbaut.

Ech wëll awer zréckkommen op dat, wat ech am Ufank gesot hunn, nämlech op den Dram dee schonn ufanks den 80er Jore vill engagéiert Ëmweltschützer an Eisebunner haten, déi der Meenung waren, och déi Zäit schonn, datt d'Eisebunn eng Zukunft hätt an och misst hunn, an drop hiweisen, datt mer hei am Land ufanks den 80er Jore gekämpft hunn, net fir den Ausbau vum Eisebunnsnetz, mä fir d'Erhaltung vun deem wat deemools bestanen huet. Dir kënnt lech erënneren, ufanks den 80er Joren huet eng gréisser Manifestation zu Elwen stattfont, an et war och ugedrot gi vun de Gewerkschaften, datt géif gestreikt ginn. Dat, net fir datt d'Eisebunn sollt ausgebaut ginn, mä datt verhënnert sollt ginn, datt haut zu Ettelbréck e Prellbock géif stoen, respektiv well et soss déi Nordstreck, wéi mir se haut hunn, an déi entre-temps och elektrifizéiert ginn ass, net méi géif ginn. Ech muss dat hei erwähnen, well ufanks den 80er Joren nach net esou wäit ewech ass, a fir an Erënnerung ze ruffen, wat fir ee klengkaréierte Geescht déi meescht politesch Parteien ufanks den 80er Joren nach am verkéierstechnesche Beräich oder

an der Verkéierspolitik un den Dag geluecht hunn.

An haut ass et esouguer esou, muss ee feststellen, datt bedauerlëch gëtt, datt déi Nordstreck, déi deemools gerett ginn ass, déi duerno och elektrifizéiert ginn ass, datt net derfir gesuergt ginn ass, datt se och duebelgleiseg bleift bis uewen aus an d'Éislek. A wann ech dorop zréckkommen, da wëll ech awer vläicht och emol eng Kéier dat maachen, net nëmmen fir drun ze erënneren, datt 1982 déiselwech Koalition um Pouvoir war wéi déi vun haut, dat heescht vill Leit vun deenen, déi haut behaupten, och an dëser Majoritéit bei deenen zwou Parteien, si géinge schonn zënter éiwech quasi antriede fir den Ausbau vun öffentlechen Transport, fir ze beleeden, datt dat nach viru guer net esou laanger Zäit nach guer net esou de Fall war, mä virun allem wëll ech awer opweisen an och nach eng Kéier beschreiwen, a wat fir engem Zoustand déi Streck deemools wierklech war, well dat ass wichteg wann een diskutéiert iwwer Investitionspolitik bei der Eisebunn vun haut.

D'Nordstreck vun deemools war net eng modern Streck, wéi ee sech se haut virstellt, dat war eng Eisebunnsstreck wou d'Signalisation nach gréisstendeels mat Pétrölskänkie funktionéiert huet, dat war eng Streck wou d'Veichen op der Streck meeschtens nach mechanesch mat laangen a schwéieren Handbeweegunge geluecht gi sinn. Dat war eng Streck, a Verschiddener vun lech wëssen em wat et do geet, wou de sougenannte Streckeblock nach manuell mat der Kierp huet misse gedréint ginn. Dat heescht also, et war eng Eisebunnsstreck, déi eigentlech éischer an den Ufank vum Jorhonnert gepasst hätt, wat den technesche Stand ubelaangt, virun allem ugesiichts de Méiglechkeeten, déi deemools bestanen hunn.

Deemools ware scho vill Ëmweltschützer a virun allem natierlech och d'Eisebunner der Meenung, datt dës Streck eng Zukunft hätt, an datt et wichteg wär fir se ze retten, an dofir hu se sech och deemools scho fir hire Betrib engagéiert a si hu gekämpft, datt se sollt erhale bleiwen. Et ass hinnen, Gott sei dank muss een haut soen, och gegléckt. Ech hunn dat Beispill opgezielt fir nozeweisen, datt téschent 1950 an 1990, dat heescht während véier Jorzéngten, d'Eisebunn als Mobilitéitsinfrastruktur um Ofstellgleis stong a kaum ee Frang an dat Instrument vun der Mobilitéit investéiert ginn ass.

Den Dram war dee vun der totaler individueller Mobilitéitsofsicherung duerch deen neie gesellschaftleche Kultobjekt Auto, Dram dee mat sech bruecht huet, datt während Jorzéngte bis Métt den 80er Jore kaum an d'Eisebunn investéiert ginn ass, mä dofir awer iwwer Jorzéngte Milliarden öffentlech Gelder an de Stroossebau investéiert gi sinn. Téschent 1950 an 2000 sinn hei zu Lëtzebuerg gigantesch Stroossebaunfrastrukture realiséiert ginn. Leider gëtt et keng seriö Statistyk, déi emol eng Kéier géing géigeniwwer stelle wéi vill an deene leschte 50 Joer an d'Strooss par rapport zur Eisebunn investéiert ginn ass. Mä och ouni Statistyk kann ech lech soen, datt et a kengem Verhältnis steet, wat de part et d'autre investéiert ginn ass.

Och ass beim Bau vun de Stroossen oft iwwerhaupt keng Kostenutzenrechnung gemaach ginn, wéi se ëmmer erëm bei der Eisebunn a bei der Schinn verlangt gëtt a verlaangt ginn ass. Et ass weder gekuckt gi wat déi vollekswirtschaftlech Realkäschte si vum Stroossen-transport, nach ass ni eschthhaft diskutéiert ginn iwwer d'Redevance, déi de Benotzer vun der Stroosseninfrastruktur, déi jo mat Steiergelder finanziert gëtt, misst bezuelen niewent der Taxe de circulation, déi e bezilt fir säi Camion a säin Auto, wéi dat am

Verhältnis steet zu de reelle Käschte vun der Infrastruktur fir d'Allgemengheet.

A wann ech dat opzielen, da geet et mir hei net drëm fir den Auto géint d'Eisebunn auszespillen. Et geet mer iwwerhaupt net drëm fir ee Verkéiersmëttel géint dat anert auszespillen, mä et geet mer drëm fir den Hannergrond an den historesche Kontext erëm mol op déi richteg Féiss ze stellen, fir eben eraus ze fanne firwat et haut esou schwéier ass fir eng Eisebunns-gesellschaft wéi d'CFL, fir och nach grad an engem liberaliséierte Kontext - an ech kommen nach dorober zréck - einfach esou vun haut op muer kënnen ze soen, mir funktionéieren elo esou, wéi wann déi lescht 50 Joer vun der Geschicht net existéiert hätten, a kucken eens ze ginn.

Et muss een och soen, dee Konflikt, dee sech op deem Hannergrond beweegt, dat ass keen typesch Lëtzebuerg Konflikt, deen huet eng europäesch Dimension, dee fënnt méi oder wéineger d'selwecht staark an allen europäesche Länner statt. Et ass wichteg deen historesch ekonomesche Kontext erëm hierzestellen, fir datt een och wierklech kann ofmoossen, wat d'Bunn eis haut kascht an ob de Käschtepunkt, dee se eis eventuell kascht, ze grouss oder ze kleng ass par rapport zu deem, wat se eis bréngen kann, virun allem ugesiichts dem historesche Balast, dee se nach um Bockel huet.

Et ass wichteg feststellen, datt gläichzäitig milliardeschwéier jorzéngtelaang Investitiounen an all déi aner Verkéiersmëttel investéiert gi sinn, an dat net nëmmen an d'Strooss, mä och an de Fluchverkéier. Et bräicht ee sech nëmmen eng Kéier d'Méi ze maachen ze kucken a wéi engem Verhältnis de Fliegerverkéier vun öffentleche Gelder profitéiert huet an deene leschte 50 Joer. Och dat ass sécherlech a kengem Verhältnis zu deem, wat an d'Eisebunn investéiert ginn ass.

D'Eisebunn ass bis Métt den 80er Joren, et kann een et roueg soen, verkomme gelooss ginn. Métt den 80er Joren hat d'Eisebunn ee jorzéngten alen Investissementstreckstand par rapport zu all hire Konkurrenten am Mobilitéitsberäich, an eréischt ufanks den 90er Joren, nodeem den Dram um „tout-automobile“ ausgedreemt war, an och op EU-Niveau lues awer sécher vun engem dramatesche „congestionnement des agglomérations, des autoroutes et des grands centres économiques“ geschwat ginn ass, eréischt du krut d'Eisebunn erëm eng nei Chance.

Dramatesch ass et awer wéi dës Renouveau vun der Bunn diskutéiert an ageleet ginn ass, iwwerall an allen europäesche Länner. Kaum ee Politiker huet sech d'Méi gemaach fir säin eegent Versoen oder dat vu senger politescher Famill fir deen desolaten Zoustand vum Eisebunnsnetz a vun den Eisebunnsbetreiber ze justifiéieren. Déi jorzéngtelaang Verloosssegung vun der Infrastruktur, déi jorzéngtelaang Ennerkapitalisierung vun den Eisebunns-gesellschaften, déi baséieren op kloer politesche Choixé vu Chrëscht-lech-Sozialen, vu Sozialisten oder vu Liberalen, déi an deene leschte 40 Joer an alle Länner an Europa de Pouvoir haten, an alleguerten, ee wéi deen aneren, méi oder wéineger a mat méi oder manner Akzenter déi dote Politik bedriwwen hunn.

Et gëtt awer haut gemaach, wéi wann ee bannent engem Jorzéngt kéint déi 50 Joer einfach vergiesse maachen. Virun allem gëtt natierlech versicht déi eege politesch Versäumnisse, déi do hannendru stiechen, an déi eege Feelaschätzungen an der Verkéierspolitik réckgängig ze maachen, andeem

een oflenke wëllt an elo aner Leit zum Bouc émissaire wëllt maache fir déi Situation, déi awer, menger Meenung no, am Endeffekt mat Sécherheet net dofir kënnen.

A wat läit do méi no, wann ee wëllt iwwer déi jorzéngtelaang eege politesch Feeler ewech täuschen, fir mam Fanger op déi ze weisen, déi natierlech elo an deene Betriber schaffen, an ze maache wéi wann eigentlech deenen hir Loun- an Aarbechtskonditiounen dee gesamte Misär verschëllt hätten, an eenzeg an eleng dat de Problem wär mat deem d'Eisebunns-gesellschaften an och d'Lëtzebuerg CFL ze kämpfen hätten. Dës simplistesche Schuldzuweisung erspuert engem natierlech déi méi komplizéiert an éierlech Analys iwwer d'Hannergrënn an d'Realitéit vun de Schwieeregkeete bei der Renaissance vun der Bunn als modern Mobilitéitsinfrastruktur.

Och bei dëser wichteger Feststellung geet et mir awer net drëm fir eesäitig mam Fanger op d'Politik ze weisen. Natierlech sinn och mir als Gréng der Meenung, datt bei der Eisebunn oder bei allen Eisebunns-gesellschaften ee Mentalitéitswiesse muss komme par rapport zum Fonctionnement vun den Eisebunnen an den 80er, 70er oder 60er Joren. Ech wäert nach drop ze schwätze komme firwat dat wichteg ass. Mä d'Zukunft ass awer, an zemoos wa se an deem liberaliséierte wirtschaftlechen Émfeld stattfënnt, deen am Moment gewünscht ass vun der Majoritéit vun de Politiker an Europa, net esou einfach an d'Wee ze leede wéi dat oft sech gewünscht gëtt, oder gemengt gëtt et missen nobaussen duerzestellen.

Déi enorm nei an interessant Erausforderunge fir d'Eisebunn am Kader vun enger neier moderner Mobilitéitsstrategie vun eiser Gesellschaft verlaangen natierlech eng aner Dynamik vun engem Betrib wéi an Zäite wou dës Transportmëttel esou gutt wéi ofgeschriwwen waren a wou an eiser Gesellschaft, ausser deenen déi do hiert Brout verdéngen a just nach eng Rei Eisebunnsfrënn a Modelleisebunner, kee Mënsch un déi Mobilitéitsinfrastruktur do méi geleeft huet an och kee sech méi fir se interesséiert huet.

Et muss een dofir einfach unerkennen, datt d'Betribskultur vum Betrib CFL bis an d'90er Jore gepräegt ginn ass vun enger defensiver Mentalitéit vun Versichen net ze vill opzefalen, vu Mësstraue bei der Belegschaft duerch dee jorzéngtelaang Ofbau, deen ëmmer erëm virgeholl ginn ass, deen awer näischt domat ze dinn huet mat schlechtem Wëllen, weder vun der Entreprise a scho guer net vun deene Leit, déi do schaffen, mä deen eigentlech nëmmen an deem Ausmoos ze erklären ass duerch de Fait, datt natierlech all déi Belegschaften an all déi Betriber e Volte-face hu missen erliewe vun der Politik par rapport zur Eisebunn, deen eigentlech sengesgläiche sicht an der Geschicht vun der Verkéierspolitik an deene leschte Joren a Jorzéngten, a virun allem natierlech och nach wa versicht ginn ass dës Volte-face duerchzesetze mat enger Zauberformel, déi Liberalisierung heescht, wou entre-temps jo gemengt gëtt se géif iwwerall Wonner bewierken. Ech wäert ee Verglach nach herno zéien, wou gemengt gëtt se géif Wonner bewierken.

Déi noutwenneg Reforme vun der Eisebunns-gesellschaft, déi mécht een net einfach bannent e puer Jore mam Briecheisen. Et kann een net mat 60 Joer Geschicht, déi esou gelaf ass, wéi ech se virun opgezielt hunn, einfach maache wéi wann déi net gewiescht wär, a wann d'Stunde Null ass, déi dann elo soll stattfanne fir d'Renaissance vun den Eisebunnen, déi dat da kéinten aus eegener Kraaft einfach esou maachen, wann den Hauptaktionär, de Stat, se géif an d'Fräiheet quasi entloossen a si da misste frou si fir vun där neier Fräiheet

ze profitéieren a kucke selwer eens ze ginn, nodeem de Stat sech 60 Joer senger Responsabilitéit entwunn huet.

A scho guer net kann eng Reform vun der Eisebunn mat enger Verschlechterung vun de Loun- an Aarbechtskonditiounen vun de Beschäftigten einfach esou gläichgestallt ginn. Dat ass dach nu wierklech awer net den Haaptproblem, dee mer hunn, wann et drëm geet d'Eisebunns-gesellschaften an deenen nächste Jore méi performant ze maachen. D'Aarbechtskonditiounen an deem Secteur muss een eleng schonn als Bestanddeel vun der Sécherheitsgarantie vum Eisebunnsnetz gesinn, well et ass jo och net esou, datt mer muer ufänken ze diskutéieren zum Beispill am Fluchverkéier iwwer eng Liberalisierung vun de Fluglotsensystemer, a fannen datt d'Fluglotsen elo missten nawell zolidd méi schlecht Aarbechtskonditiounen kréien a manner verdéngen, an dat dann iergendeen Impakt hätt herno op d'Qualitéit am positive Sënn an op d'Sécherheet vum Fluchverkéier. Et ass dach just de Contraire de Fall.

D'Eisebunn, et deet mer Leed, dat ass net einfach iergendeen Verkéiersmëttel, dat ass eent wat eng gewësse Komplexitéit am Beräich vun der Sécherheet huet, an uerdentlech Aarbechtsbedingunge fir déi Leit, déi do um Dräi-Schichtesystem schaffen, respektiv souguer um Véier-Schichtesystem, gehéieren zum Aspekt vun der Sécherheet.

Do steet et schlecht fir d'Eisebunn a fir d'Zukunft vun der Eisebunn, wann een ufängt dorunner ze bastelen. Et gëtt entre-temps esouguer Beispill, wou dat versicht ginn ass. Et gëtt d'Beispill vun England, déi bis zur leschter Konsequenz a mat aller Brutalitéit scho relativ laang esou eng Liberalisierung duerchgezunn hunn. Wat ass dann d'Resultat haut vun der englescher Eisebunn? Gëtt et an England insgesamt méi e performant Eisebunnsnetz wéi an aneren europäesche Länner? Mat Sécherheet kann een do nee soen. A wat d'Sécherheet ubelaangt, dat hu mer an deene leschte Jore bewiese kritt, ass just de Contraire geschitt, déi schlemmsten Accidenter op den Eisebunnsréseaus si grad an England geschitt an hu genau mat deem dote Volet ze dinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Enn den 90er Joren ass déi éische Phas vun enger wichteger, muss ee soen, Reform fir d'Eisebunn agelaut ginn. Mir hunn hei an der Chamber, wann ech mech gutt erënneren, unanime de Projet de loi vun der éischer Phas gestëmmt, Phas déi déi kontabelméisseg Trennung vun Infrastruktur an Exploitation virgeholl huet. Et ass och esou, datt natierlech doduerch säit Enn den 90er Joren een eigentlech d'Schinnennetz ka betreichte wéi d'Stroossennetz, an zwar als eng Infrastruktur déi dem Stat gehéiert a wou no an no ënner verschiddene Konditiounen, ënner verschiddene Voraussetzungen, d'Monopolstellung vun deenen haut staatlechen an eleng operéierende staatlechen Eisebunns-gesellschaft gebrach ginn.

Eng zweet Phas ass schonn agelaut ginn, an zwar andeem d'Liberalisierung am Gidderverkéier bis 2008 definitiv ass, dat heescht bis 2008 ass dee ganze Schinneverkéier fir de Gidderverkéier liberaliséiert. Et kann egal wat fir ee Privaten ënner verschidde Bedingunge, op déi ech nach ze schwätze kommen, Gidder iwwer d'Schinnen transportéieren. Säit dem 15. März vun deemem Joer si scho 50.000 Kilometer transeuropäesche Netzer an deem Beräich liberaliséiert, dat heescht ongeféier 80% vun der Infrastruktur.

An da kënnt eng Madame wéi d'Madame De Palacio, déi der Meenung ass, op europäeschem Niveau géing déi Liberalisierung hir net schnell genuch goen. Si

schwätzt vu Bremser an de Gesellschafte. Si schwätzt vu Bremser an den einzelnen Nationalstaaten, mengt awer dobäi wahrscheinlech just nach, wann ech et gutt an Erënnerung hunn, dräi oder véier Länner, dorënner Lëtzebuerg, déi zu deene Bremser solle gehéieren.

An et muss een natierlech do feststellen, datt genau déi Geeschter, déi jorzéngtelaang d'Schinnennetz an d'Eisebunns-gesellschaft verrotte gelooss hunn, elo menge si kéinte mat Schocktherapien d'Eisebunns-welt vum Kapp erëm op d'Feiss stellen. Et muss een och do soen, datt mir als Gréng begréissen, datt de Lëtzebuerger Transportminister deem Assainissement par thérapie de choc net zougestëmmt huet. Mir sinn och net der Meenung, datt dat eppes mat Bremsen ze dinn huet, mä éischter mat gesondem Mënscheverstand ugesiichts der Situatioun an der Realitéit um Terrain.

An et muss een emol eng Kéier sech virstellen, wat do verschidde Leit op europäeschem Niveau de Moment sech wëllen afale loosse. Dat wär eigentlech vergläichbar wéi wann een higaange wär bei der Stroumliberaliséierung an et hätt ee vun haut op muer einfach alles liberaliséiert, an déi eenzel Entrepreneuren op europäeschem Niveau wäeren awer an engem Zoustand gewiescht, datt se 50 Joer an Investissementer no hanne gewiescht wäeren, datt d'Cegeedel, ech weess net, losse mer emol soe mat holze Peiler nach geschafft hätt, dat heescht datt se an enger Situatioun gewiescht wär, wou se wierklech kaum hätt kéinten iwwerliewen als öffentlechrechtlech Gesellschaft géint iergendee privaten Ubidder ënner esou Konditiounen mat esou enger Ennerkapitaliséierung. Dat ass einfach net méiglech, et gétt nach ëmmer genuch Politiker an Europa deenen dat net wëllt an d'Kapp eragoen, mä dat funktionéiert mat Sécherheet net esou. Eng Liberaliséierung huet hir Chancen, mä si huet keng Chance wann et esou weider geet wéi d'Majoritéit am Moment an der Europäescher Unioun et gären hätt.

Här President, ech wëll am Kader vu menger Interpellatioun op véier Themeberäicher méi prezis agoen, déi de Lëtzebuerger Kontext méi spezifesch betreffen.

Dat éischt ass den Themeberäich vum Streckenausbau als solch. Dat ass jo en Domän deen, nodeem wat mir an den 90er Joren decidéiert hunn, wierklech ausschlieslech ënnert der Kompetenz läit vum Stat. Et ass esou, datt mer jo wëssen, datt et e grouesse Problem de Moment am Lëtzebuerger Eisebunnsnetz gétt, datt mer op verschidde Strecken net nëmmen eng Capacitéitsauslaaschtung hunn, mä datt mer schonn iwwert der Capacitéit sinn op verschidde Strecken. Och wann ee muss begréissen, datt elo endlech konkret Entscheedunge getraff sinn, datt mer, esou wéi ech hoffen, nach an deenen nächste Méint wäerten déi Projets de loi hei stëmmen, déi déposéiert gi sinn, wou et dréms geet ënner anerem déi éischt Phase ze kréie vum BTB, d'Ubannung vum Plateau Kierchbiere, déi nei Streck Dummeldeng-Kierchbiere, mä awer och dat zweet Gleis wat soll gebaut gi vu Lëtzebuerg op Péiteng, esou wéi mir dat och begréissen, esou menge mer datt dat net duergeet. Ech sinn esouguer der Iwwerzeugung, datt dat net wäert duergoe fir dat Zil ze erreeche wat des Regierung sech gesat huet, nämlech e Modal split ze erreeche vu 75/25.

Da kéint nach dobäi, an dat huet den Transportminister eis an der Kommissioun bei der Virstellung vu Mobilitéit.lu selwer gesot, datt esouguer wann an deenen nächsten zéng Joer mir e Modal split erreeche vu 75/25, den Autosverkéier bei der wirtschaftlecher Dynamik, déi mer zu Lëtzebuerg kennen, par rapport zu haut nach ëm 30% wäert zouhuelen. An ech wëll an deem Kontext drop hiweisen,

datt mer eng Verpflichtung agaan-ge sinn am Kader vum Kyoto-Protokol, déi an d'Richtung soll goen, datt mer tëschent 2008 an 2012 eng CO₂-Reduktioun vun 28% hunn. Wa mer awer am Verkéiersberäich net gréisser Efforte maachen, da wäert all dat, wat am Industrieberäich gemaach gétt fir d'CO₂-Emissiounen ze reduzéieren, da wäertem all déi wäertvoll Efforten, déi do gemaach ginn, esou séier wéi se gemaach ginn op där anerer Säit vum Verkéier zu Lëtzebuerg, an eiser Bilanz erëm opgefriess ginn. Dat heescht, datt wa mer am Verkéiersberäich net iwwert déi 75/25 wäerten erauskommen, wäert dat dozou féieren, datt an Zukunft zu Lëtzebuerg d'Gesamteconomie zolidd wäert sanctionnéiert ginn, duerch de Fait datt mer eis Engagementer am Kader vum Kyoto-Protokol net anhalen.

Dir wäert lech nach wuel wonnere, wat fir eng Diskussioun mer an deem Kontext an deenen nächste Jore kréien, a wat fir eng Répercussiounen dat kann hu fir d'Lëtzebuerger Economie. Menger Meenung no ass dat och d'Erklärung, firwat datt entre-temps d'Chambre de Commerce, oder souguer d'FEDIL, an ech weess net wat nach fir eng Instanzen aus der Privatindustrie sech ëmmer méi haart an ëmmer méi staark ausschwätzen derfir, fir datt den öffentliche Transport nach weider soll massiv ausgebaut ginn, iwwert dat eraus wat elo decidéiert ginn ass. An ech kommen herno drop ze zitieren, och op dat wat am neien Avis vum Conseil économique et social steet, wou och interessant Aussoen an där Hisiicht dran enthalen sinn.

Et ass zimlech kloer, mir mussen, wa mer de Verkéier zu Lëtzebuerg wëllen an de Gréff kréien, vill méi grouss Ustrengeunge maachen, wa mer net wëllen eis Efforten, déi mer am industrielle Beräich maache fir d'CO₂-Emissiounswäerter am Kader vum Kyoto-Protokol anzespieren, zunichte maachen, da mussen mer grad am Verkéiersberäich usetzen.

An ech mengen dofir, datt d'Regierung haut scho misst vill méi konkret Pläng a konkret Timinge virleeën iwwert déi Investitiounen eraus, déi mer elo scho kennen an déi mir als Projet de loi déposéiert hunn. Et gétt zwar am Kader vu Mobilitéit.lu eng ganz Rei Scénarien a Pisten, déi do beschriwwen ginn, mä ech mengen, et geet net duer datt des Regierung sech begnügt fir ze soen, mir hunn elo e Start gemaach an de Rescht ass iergendwann an der nächster Regierung. Neen, d'Planung fir déi nächst Etappen, an dat sinn all déi Saache vun deenen ech virdu geschwat hunn, déi verlaangen eis of, datt och des Regierung muss esou séier wéi méiglech genau Timingen a genau Pläng virleeën, wéi se wëllt déi nächst 15, 20 Joer an der Transportpolitik virgoen.

Dat ass och wichteg wéinst eiseim Statsbudget. Mir wësse jo, datt mir entre-temps an enger Situatioun sinn, déi net méi esou gloriäich ass wéi nach am Joer 2000, wou mer 40 Milliarden aler Lëtzebuerger Frang Budgetsiwwerschoss haten. Mir mussen mat deene méi knappe finanzielle Mëttele vun haut schaffen, an dat verlaangt nach méi e planifizéiert Asetzen. Dat bedéngt, datt mer mussen wäit iwwert de Plan pluriannuel d'investissements eraus denken, deen all Joers am Kader vun de Budgetsdebatten vun der Regierung opgestallt gétt.

Zu deene wichtegen anere Projeten, déi een elo scho misst méi konkret plangen an och en Timing vun der Realisatioun festleeën, gehéiert natierlech un éischter Stell d'Verduebelung vun der Streck Lëtzebuerg-Betebueg. Ech weess zwar, datt eng Rei Investissementer elo geplangt si fir d'Streck Lëtzebuerg-Betebueg méi effikass ze maachen. Et ass jo esou, datt duerch nei Techniken, déi elo agesat ginn, d'Blockofstänn op där Streck méi kuerz solle gemaach ginn, fir datt

méi héich Capacitéite kënnen driwver fueren, mä mir mussen eis awer bewosst sinn, wa mer wëlle weider an engem staarke Mooss iwwert dat eraus, wat konkret bis elo decidéiert ginn ass vun der Regierung, nach méi Capacitéiten am Persouneverkéier bidden, da geet et domadder och net duer, da brauche mer eng Verduebelung vun där Streck.

An da muss ee sech och bewosst sinn, wann een dem Gidderverkéier wierklech eng Chance wëllt ginn, a wëssend datt vill Gidderverkéier entre-temps laansch Lëtzebuerg leeft duerch déi nei Streck Athus-Meuse, déi gebaut ginn ass, mengen ech awer, datt och an Zukunft, wann de Gidderverkéier an Europa insgesamt eng Chance muss hunn, da wäerten d'Capacitéiten, déi mer am Moment hunn, souwisou net duergoen, an d'Betebueger Streck wäert ganz sécherlech eng gréisser Roll ze spille kréien. An da wäert et och esou sinn, datt wann de Gidderverkéier op der Schinn richtig urappt, an engem Sënn wéi mir eis et virstellen datt e misst urappen, da geet déi Streck Lëtzebuerg-Betebueg mat 100%eiger Sécherheet net méi duer.

En zweete Beräich ass, datt natierlech déi nei Streck Esch-Lëtzebuerg eng grouss Bedeitung kritt. Si ass ugeschnidden an de Pläng vum Transportministère, mä ech mengen awer och, dass een do schonn haut vill méi an den Detail un d'Planung erugee misst.

Mir wëssen alleguerten, wa mer, an dat ass jo awer de Wonsch vun dëser Regierung a vun alle Parteien heibannen, eist Land wëlle weider ekonomesch diversifiéieren, da mussen mer jo wësse wou mer dat maache wäerten, an da gétt et do keng 100.000 Plaze wou dat geschéie kann, mä da wäert et op deene Plaze geschéien an deene groussen Zonen, déi mer haut schonn ausgewisen hunn, wou nach Capacitéite sinn. Do gétt et der zum Beispill eng Rei am Südweste vun der Stad, mä och zum Beispill zu Féiz an op där Streck Lëtzebuerg-Esch, déi effektiv och, losse mer emol soen, schematesch eng Kéier virgesi war, jiddefalls vum Minister, an deene Pläng do. Do leien eng Rei där Aktivitéitszonen drun.

Da mussen mer natierlech higoen a versichen déi Feeler, déi déi heiteg Escher Streck huet, nämlech dass se ganz genau laansch an net duerch déi Gebitter fiert, ze beseitegen a mer déi Gebitter ubannen andeems mer déi nei Streck op Esch bauen. Dorunner hânt, menger Meenung no, och den Aspekt vun enger uerdentlecher Ubannung vun den Industriebrooche vun Esch un den ekonomeschen Aktivitéitsberäich am Zentrum. Och dowéinst ass déi Streck wichteg an och dowéinst menge mer, datt se misst esou séier wéi méiglech geplangt an och mat an de Bau iwwerholll ginn.

En drëtten Punkt ass d'Entwécklung vum Train-Tram-System an den Industriebrooche selwer. Elo hu mir an deene leschte Wochen déi ënnerschiddlechst Appréciatiounen héieren. Mir hunn och deelweis widerspréichlech Saachen héieren oder zumindest ware se fir mech net esou kloer. De Minister huet hei an der Chamber eng Kéier Aussoe gemaach, déi ech zumindest herno an aneren Zeitungen am Widdersproch dozou gelies hunn, zu Aussoen, déi hien do gemaach huet. Duerfir wär ech frou, wa mer haut emol kloer Opschluss krite wat d'Intentione si vun dëser Regierung fir d'Industriebrooche selwer.

Op alle Fall si mir als Gréng der Iwwerzeugung, datt een an den Industriebroochen am Süden net déi nämlech Feeler maache soll wéi

déi déi gemaach gi si bei der Erschléissung vum Plateau Kierchbiere, nämlech fir d'éischt d'Infrastrukturen einfach emol ze plangen, an dann eréischt, wann d'Kand schonn, wéi een esou schéi seet, mat engem Been am Pétz läit, ufänt sech Froen ze stellen, wéi een de Verkéier an de Gréff kritt an där Regioun an ob een net awer och misst e Stad-bunns-System zum Beispill bauen.

Ech kann eigentlech éierlech gesot och net richtig novollzéien, firwat net d'office versicht gétt an den Industriebrooche selwer de Stad-bunns-System, den Train-Tram-System, mat anzebeziehen. Mir mengen, datt dat noutwendeg ass.

E véierte Punkt ass - op dee brauch ech net vill anzegoen, well e fir mech evident schéngt a wou ech einfach bedauern, datt et de Moment keng Léisung gétt - d'Uschléissung vum Campus Geesseknäppchen hei an der Stad, déi gréisste Schülerkonzentration am Land. Do gétt et de Moment keng Léisung fir de schinnen-gebonnene Verkéier. Et gétt do Usätz vu Gedanken, déi enthalen sinn am Konzept Mobilitéit.lu, mä ech fannen do dierft een net waarde bis déi éischt Phasen emol realiséiert sinn. Och dat misst scho vill méi konkret an d'Planung eragoen. Mir hu genuch Zäit verluer fir de Campus Geesseknäppchen un d'Eisebunnsnetz unzeschléissen.

E fénfte Punkt betrëfft de Stadzentrum vun der Stad Lëtzebuerg an d'Ubannung vum Stadzentrum un dat ganz schinnegebonnet Netz. Ech muss soen, esou frou wéi ech och wäert sinn, wann deen éischten Tram endlech emol géng fueren, an esou iwwerzeegt wéi ech och sinn, datt wann déi éischt nei Automotrice vun Dummeldeng op de Kierchbiere fiert, alleguerten déi ganz séier jalous wäerte ginn, déi sech géint dee System gewiert hunn, well se falsch informéiert gi sinn an den 90er Jore vu verschidde politesche Parteien, an da selwer séier alleguer wäerten de Fanger ausstrecken a jätzen, datt se iergendwéi an enger Form un dee System uegobne ginn, esou mengen ech awer, datt mer sollen ewechkomme vun där, fir meng Begrëffer, lächerlecher Diskussioun, déi gefouert ginn ass Enn der 90er Joren, wou et jo evident war, datt aus reng kuerzsiichteg elektoralen Ursachen eraus de Projet duerch d'Stad mat alle Mëttele einfach verhënnert ginn ass.

Et geet eis och net dorëm fir un enger Trace festzehalen. Dat war och souwisou ni eis Meenung. Mir ware just ëmmer der Meenung, dass de Stadkär uegobne sollt ginn. Et geet hei net drëm eng dogmatisch Diskussioun ze féieren iwwert d'Tracéierung. Mir mengen awer, datt et wichteg ass éischters emol fir de Stadkär wëllen attraktiv ze halen, awer doriwwer eraus et och wichteg ass fir d'Communautéit am Land, datt de Stadkär un dee System do uegobne gétt.

Mir géingen hoffen, datt d'Regierung sech kéint iwwerwannen um Enn vun der Legislaturperiod, elo awer nach eng Kéier mat der Stad Lëtzebuerg an d'Gespréich ze kommen an elo schonn ze versichen erëm d'Diskussiounen opzehuelen, wéi ee kéint en Auswee aus där Sakgaass fannen, an déi se sech natierlech selwer eramanövriert hunn - Dat wëll ech ganz daitlech soen! -, mä an där se awer de Moment dran ass. Wa se éierlech wäeren, da géinge se et och am léifsten, géng ech souguer mengen, op där Tribün hei zouginn.

An deem doten Domän geet et eis net drëm fir nach laang mam Fanger drop ze weise wat 1999 geschitt ass. D'Situatioun ass esou an enger Sakgaass an deem do Beräich, datt mer mengen datt et eis drop ukënn, datt elo konstruktiv eng Hand uegepaakt gétt, datt mer einfach déi Feeler réckgängig maachen an et zum Handele kënn.

Ech muss och do soen: Wann ech d'Avisé liesen, déi vun eenzelnen Organismen an deene leschte Woche gemaach gi sinn, da konnt ee jo wierklech nëmmen doriwwer staunen. Et hätt ee jo gehofft, datt 1999, wéi d'Diskussioun op engem Héichpunkt verfuere war, esou gutt d'Chambre de Commerce wéi de Conseil économique et social sech deemools hätte kënnen méi couragéiert positionnéieren an zum Beispill dat gesot hätten, wat se haut soen, nämlech datt dat Ganz nëmmen e Sënn mécht, wann een de Stadkär iergendwann eng Kéier mat ubënn. Déi Meenung féint ee glécklecherweis awer haut mat aller Daitlechkeet an allen Avisé vun esou Organismen, déi een ze liese kritt.

Duerfir, wann ech glift, huet Äre Courage nach eng Kéier zesummen, Här Transportminister, a gitt an Är Regierung zréck. Gitt bei Är Kollegen an d'Stad Lëtzebuerg a schwätzt nach eng Kéier mat hinnen doriwwer. Da si mir gär bereit matzehllefén eng Léisung ze sichen, ouni souguer dauernd mam Fanger op lech ze weisen, datt Der 1999, eiser Meenung no, zu Onrecht dëse Projet zu Fall bruecht hutt.

Deen zweeten Themeblock, deen ech wëll uschwätzen, ass d'Material vun der Eisebunns-gesellschaft. Am Fuhrpark vun der Eisebunns-gesellschaft hu mer natierlech deen nämlechten Investitiounsréckstand, deen duerch historesch Ursache kënn, déi ech virdrun opgezielt hunn.

Mir hunn haut nach gréisstendeels där berühmter Wegmanns-Voituren op der Eisebunn fueren, déi 1965 an de Betrib geholl gi sinn. Mir hunn elektresch Automotricen, déi berühmte Moulinexen, déi nach ëmmer doruechter fueren, déi 1974/75 an den Asaz komm sinn. Mir hunn Dieselmotoren déi vun 1963/64 un am Asaz waren. Mir hunn ëmmer nach 25% vun den elektreschen Maschinne vun 1958 am Asaz a mir hunn nach Rangéiermaschinne vu Mët der 50er Joren.

Ech weess net, wann ee géng an de Fluchverkéier kucke goen, wat een heibanne géng soen, wa mer nach géingen duerch d'Landschaft fuere mat Fligern aus de 60er Joren, an ob een der Meenung wier, datt dat normal wär, an datt dat an iergendengem Sënn eppes mat de Leit ze dinn hätt, déi an deem Betrib schaffen. Ech menge mir géinge wahrscheinlech alleguer hei soen, datt dat d'Schold wär vun deenen, déi an deenen Entrepreneuren d'Soen haten an déi eigentlech iwwer 40 Joer hätten duerfir suerge missen, datt relativ fréizäiteg versicht gi wär esou Schrottmaschinne wéi déi doten ze ersetzen an esou eng Gesellschaft à même ze setzen hire Verpflichtungen nozekommen.

(Interruption)

Et ass zum Deel e liewege Musée. Et ass vill besser ginn an deene leschte Joren dank villen Efforten, déi gemaach gi sinn. Dat muss een unerkennen. An den 90er Jore si vu staatlecher Säit an och elo vun dëser Regierung si sécherlech Efforte gemaach ginn, mä déi Efforten, déi gemaach gi sinn, sinn eigentlech, et kann ee bal soen, just duergaange fir en Deel vun de Retarden aus de 60er, 70er an 80er Jore réckgängig ze maachen, mä dat huet iwwerhaapt näischt ze di mat Investissementer an d'Zukunft, mam Qualitéitsprung wéi mir eis en op alle Fall virstellen.

Dee Schlamassel och am Fuhrpark ass eigentlech d'Resultat vun engem Versoen, kann ee mat aller Daitlechkeet soen, vun der Politik an deene leschte 40 Joer. Et kann een och dobäi soen, datt déi grouss Ustrengeunge, déi op CFL-Säit gemaach gi si fir d'Angebots-säit an deene leschten zéng Joer ze verbesseren, vun Deel duerch onzouräichende Confort bei de Clienten erëm zunichte gemaach gi sinn.

Wann een déi ILReS-Émfro liest, déi elo kierzlech publizéiert ginn ass, da gesäit een dat mat aller Däitlechkeet. Iwwer wat bekloen d'Leit sech? Si bekloen sech driiwer, datt net genuch Sätzplazen an den Zich sinn. Entre-temps ass et a Spätzestonnen esou, fir déi, déi heibannen heiansdo mam Zuch fueren, datt op verschidde Strecken am Süden, wann een zu Spätzestone mam Zuch fiert, ee sech virkënt wéi an enger Sardinnebéchs, mä net wéi an engem confortablen Zuch. Et ass entre-temps esou, datt souguer Leit, déi méi wëlle bezuelen, dat heescht den Éischt-Klass-Billjee kafen, souguer an der éischter Klass stoe mussen fir dat deiert Geld wat se méi bezuele par rapport zu aneren.

Dat si jo awer Zoustänn, do kann ee beim beschte Wëllen net verlaangen, datt d'Attraktivitéit vun deem Verkéiersmëttel méi grouss gëtt, an dat sinn op alle Fall Zoustänn, fir déi net déi Leit kënnen, déi do schaffen.

En zweete Beräich, deen an der ILReS-Émfrou staark kritiséiert gëtt, ass, datt d'Clématisatioun schlecht oder onzoureechent ass. Et ass ze kal am Wanter, ze waarm am Summer, an dat an engem 21. Jorhonnert, wou mer alleguer entre-temps an eisem eegenen Auto héich klimatiséiert mat enger automatescher Klimaanlag duerch d'Landchaft fueren. Dat heescht mir fueren mat Material, wat eigentlech dat Wuert modern Eisebunn iwwerhaapt net verdéngt an, wéi gesot, dat huet seng Grënn firwat dat esou ass.

Elo ass et natierlech esou, datt an deene vergaangene Méint eng Rei Entscheedunge getraff gi sinn, och mat Ennerstëtzung vun der Regierung, fir ze versiche Remedur ze schafen. Dat huet natierlech awer och domat ze dinn, datt d'Situatioun ëmmer méi alarmant gëtt an datt natierlech déi iwwerquellend Zich an déi gréisser Verkéiersproblemer, déi mer am Alldag hunn, d'Regierung zum Handele quasi zwéngen.

Et muss een awer egal wéi unerkennen, dass eng Rei Saache geschitt sinn. Et si 85 Duebelgefierer bestallt ginn. Et sinn 12 Duebelstäcktriebwee bestallt ginn. Et sollen och elo 15 där sougenannter Zweesystemautomotricen ugeschafft ginn, woubäi ech awer emol gär Opschloss vum Minister driiwer hätt - well déi Zweesystemautomotricen, dat ass jo en vue vum BTB -, ob scho kloer ass wat dann do kaaft gëtt an a wat fir eng Richtung et do geet. Ech weess et op alle Fall net. Ech sinn zwar frou, datt och do gedréckt gëtt, datt déi solle kaaft ginn, mä ech wësst awer emol gär a wat fir eng Richtung et do goe soll. Et ass awer esou, datt dat do elo Plooschtere sinn op en hélzent Been, wéi een esou schéin op lëtzebuergesch seet, an datt dat sécherlech net wäert dozou bäidroen fir dee Qualitéitssprung ze maachen, dee mer brauchen.

Wat awer nach vill méi wichteg ass an deem Zesummenhang vum Uschaf vum Material, dat ass natierlech d'Äntwert ze ginn op d'Fro wien dat do alles, wat elo ugeschafft gi soll, finanzéiere soll. An esou interessant wéi ech verschidden Aussoen, zum Beispill och beim Conseil économique et social, fannen, wat d'Gesamtwécklung op der Schinn ubelaangt, esou einfach hu se sech et awer bei der Äntwert op déi dote Fro gemaach, wou gesot gëtt dass d'Eisebunn kucke muss, datt se eens gëtt, dass se kucke muss de Gros selwer finanzéiert ze kréien. Ech mengen, déi histoersch Gegebenheiten, déi ech virdru beschriwwen hunn, beleee genuch, datt dat einfach net seriö ass wann een esou diskutéiert an datt et sécherlech net esou goe kann.

Elong de Verwees dorobber, datt d'Eisebunn haut nach mat Material fiert aus de 50er, 60er a 70er Joren, dat heescht aus enger Zäit wou

d'CFL-Gesellschaft och schonn e staatleche Betrib war, wou de Stat vu vir bis hannen decidéiert huet wat op der Eisebunn geschitt ass, dat heescht d'Eisebunn komplett dem Stat och ennergeuerdnet war, datt während där Zäit dee Betrib am Stach gelooss ginn ass an datt eigentlech de Retard do an deem immensen Effort vun Investissementer, deen och beim Fuhrpark muss gemaach ginn, och d'Resultat ass vun enger feelender Investitiounspolitik iwwer méi wéi 30 Joer vum Stat, an dat et duerfir kaum drobar ass, datt een haut einfach seet d'CFL misst selwer fir déi enorm Feelleeschungen do elo opkommen a si misst versichen egal wéi dat dote selwer ze iwwerhuelen.

Den accumulierten Investitiounsréckstand vun iwwer 30 Joer muss eiser Meenung no den Haaptaktionär Stat droen. D'Politik muss hei hir Verantwortung fir déi vergaange Feeler iwwerhuelen, well et ass de Feeler vun der Politik, datt de Betrib an esou engem Zoustand ass wéi en haut ass.

Mir sinn duerfir der Meenung, datt de Stat eng Kapitalopstockung bei der CFL virhuele muss. Ech hunn duerfir d'Fro haut un den Transportminister wat déi definitiv Haltung vun der Regierung an deem dote Beräich ass. Ech wësst haut gär ganz prezis, ob d'Regierung gewëllt ass deen Effort ze maachen an déi Kapitalopstockung do virzuehuelen, déi dee Betrib do onbedéngt braucht.

Dobäi kënt nach - an dat wëll ech just nëmmen um Rand erwähnen -, datt mer natierlech och nach Ateliers hu bei der CFL, déi an engem grad esou lächerlechen an desolaten Zoustand sinn, an déi och éischter un en Industriedenkmal aus dem Ufank vun leschte Jorhonnert erënnere wéi un e modernen Atelier wéi een haut ee brauch an esou engem Betrib wéi der Eisebunn.

Et ass och esou, datt déi Diskussioun ronderëm d'Kreatioun vun neien Ateliere schonn e Baart huet, deen esou laang ass wéi vun hei bis an de Keller. Ech hu selwer eng Motioun hei an der Chamber erabuecht 1990! Ech hunn et haut de Moien extra nogekuckt. 1990, du war ech ee Joer an der Chamber.

(Interruption)

Jo, du war ech och schonn hei. Ech fänken och schonn un al ze ginn.

(Interruptions)

1990 hunn ech eng Motioun erabuecht, déi deemools en plus och nach eestëmmege hei ugeholl ginn ass, datt en neien Atelier sollt gebaut ginn. Et ass nach keen ee Steen openee geluecht ginn entre-temps vun deem neien Atelier an et weess een och haut nach net esou richtig wéini dann elo endlech dee Projet do ugoe soll.

Et ass natierlech esou, datt déi Ateliers do selbstverständlech a kengem Sënn méi géeegeent si fir dat neit modernt Material vun haut, dat mer elo uschafe sollen, ze warten. Et ass souguer esou, datt déi Ateliers do emol net méi am Stand si fir déi Schrottmaschinen, déi nach deelweis am Asaz sinn, nach uerdentlech an der Rei ze halen. Dat ass einfach eng völeg veraalten Installatioun. Et muss een och soen, dass wann ech et elo emol aus ëmweltschützeresche Grënn kucken, wann een et vergläicht mat deene Virschreften an Oplagen, déi haut e moderne Garage huet, dann ass et zum Beispill iwwerhaapt net méi tragbar, datt e Betrib nach ënnert esou Konditiounen wéi deenen dote fonctionnéiere kann.

En drëtten Themeberäich, dat sinn d'Infrastrukturen international. Et ass esou, datt mer gréisser Schwierigkeeten domat hunn, dat wësse mer, fir eis Nopeschlänner iwwerzeegt ze kréien, datt dat klengt Lëtzebuerg am Kontext vum schinnegebundene Verkéier nach existéiert, an datt mer souguer oft

déi aner Sait vun der Grenz selwer muss bezuele wa mer gär hätten, datt Lëtzebuerg nach iergendwéi den Uschloss behält un eis Nopeschlänner, wat d'Eisebunnnetz ubelaangt.

Mä wann een awer dem Land eng Zukunft gi wëllt, och ekonomesch, dat soll een net ënnerschätzen, wa mer wëllen hunn datt Lëtzebuerg nach un déi grouss transeuropäesch Netzer ugeschloss gëtt an Zukunft, dann dierfe mer net midd gi fir an déi do Richtung weiterzeschaffen. Ech muss och soen, do kann ee weder der vergaangener Regierung nach deser e Virwurf maachen. Do gëtt relativ versicht, esougutt vun der fréierer Transportministesch wéi och vun deem heitegen Transportminister, all Méiglech ze maache fir mat den Nopeschlänner a Gesprécher ze kommen an Drock ze maachen, fir datt mer Verbesserunge kréien.

Trotzdeem, mengen ech, datt nach e bësse méi dra wier. Emol ofgesi vun deem leidege Problem vun der Bréisseler Streck, Här Minister, hu mir op jidde Fall Informatiounen kritt, an ech wësst gäre vun lech, ob Dir déi och kritt hutt, ob dat confirméiert ginn ass, datt zum Beispill an Däitschland am Bund decidéiert ginn ass d'Streck Tréier-Koblenz endlech ze moderniséieren a se esou auszebauen, dass herno do zum Beispill kënnend Pen-dolinozich driiwer fueren. Wann dat stëmme sollt, mengen ech, da sollt een zumindest dat als Chance notze fir besser Verbindunge vu Lëtzebuerg an déi dote Regioun am interregionale Verkéier hierstellen.

Doriwwer eraus mengen ech datt et wichteg ass, datt mer awer och niewent der Streck Lëtzebuerg-Bréissel versichen engersäits an den Norde vun Däitschland an an de Süde vun Däitschland eng besser Verbindung ze kréien oder iwwerhaapt emol eng Verbindung ze kréien un déi grouss transeuropäesch Netzer. Haut hu mer nach ëmmer keng Léisung. Et besteet elo vläicht eng Kleng Hoffnung, wann den TGV-Est an där Form realiséiert gëtt wéi et zumindest vun de Fransousen de Moment nach ëmmer envisagéiert gëtt, nämlech datt eng Ofzweigung gemaach gëtt vu Metz eriwier a Richtung vu Süddäitschland. Dann hu mer fir de Süden zumindest eng Léisung, mä fir den Norde vun Däitschland sécherlech nach ëmmer keng.

Doriwwer eraus wëll ech drop hiweise wéi dramatesch d'Situatioun am internationalen Verkéier am Moment ass a wéi mer riskéieren ofgeschnidden ze ginn. Dir wësst, datt schonn eng Rei vun internationalen Zich an d'Schwäiz ewechgefall sinn an deene leschte Joren, an datt elo erëm eng Kéier virgesinn ass, am Wanterfahrplang vum nächste Joer, fir zwee international Zich an d'Schwäiz a Richtung Italien dorower ofzeschaffen. Dat si Situatiounen, déi eis vill Suerge maachen, net nëmmen eleng elo am Sënn Ausbau Eisebunn, mä iwwerhaapt och am Sënn vun uerdentlechen Uschlëss vu Lëtzebuerg un e wichteg an an Zukunft, menger Meenung no, nach méi ee wichteg international Kommunikatiounsnetz.

E véierten Themeberäich ass d'Liberaliséierung vum Giddertransport, déi jo elo an déi konkret Phas gang ass.

(Interruption)

Här Ripinger, ech huelen d'Zäit vu menger Fraktioun mat.

(Interruption)

Ah, ech hu geduecht Dir hätt gemengt meng Riedezäit wier ofgelaf. Et schwätzt och soss kee méi vun eis. Maacht lech keng Suergen!

(Interruption)

Mir sinn als Gréng der Meenung, datt déi Liberaliséierung Chancen huet an natierlech och Risiken huet. Et ass ëmmer esou, wann een esou eppes ugeet. Et ass ni alles 100%eg. Et gëtt hei ganz kloer Chancen, mä et gëtt och ganz kloer Risiken, mä mir mengen, wann een et uerdentlech ugeet, da kann een d'Risiken évitéieren.

D'Chanc bestinn doranner, datt mer der Iwwerzeegung sinn, datt virun allem de Gidderverkéier op der Schinn eng Chance kréie muss, schonn eleng wéinst der ekologescher Dimensioun, wéinst der Ëmweltdimensioun, déi handendru steet. Mir als Gréng, zënter datt mer existéieren, ginn net midd fir an där Richtung endlech Handlung ze verlaangen. Mir sinn der Meenung, datt akuten Handlungsbedarf besteet.

Ech mengen awer och, datt souguer an engem liberaliséierte Kontext am Gidderverkéier grad eng kleng Entreprise gréisser Chance kéint hunn oder souguer méi Chancen kéint hu wéi gréisser méi schwéierfällge Entreprene, staatlecher am Ausland, wéi zum Beispill d'SNCB oder och d'SNCF. Grad d'Klengheet an déi domat verbundene méi grouss Flexibilität maachen do Chancen op.

Mä awer net nëmmen dat, och d'Ausbildung vum Personal vun der Lëtzebuerg Eisebunn ass wesentlech besser wéi déi vun den Nopeschreueen. D'Sproochkenntnisser si méi héich. Dat lëtzebuergesch Lokomotivpersonal zum Beispill kennt d'Signalisation vun all eisen Nopeschlänner, an dat gëtt eis am Moment op alle Fall Virdeeler.

Ech sinn och éierlech gesot, an do géng ech soen hunn ech ganz sécher eng Divergenz mat de Gewerkschaften, net esou pessimistisch zumindest am Gidderverkéier fir souguer an d'Richtung ze goe vu Jointventurén mat Entreprene am private Stroosseverkéier, wat de Gidderverkéier ubelaangt. Sous condition natierlech, datt de gesetzleche Rahmen, an deem dat agebett ass, stëmmt, well dat ass fir mech d'essenziell Konditioun déi stëmme muss, fir datt mer dat verhënnert kréien, wat ech nach kuerz wäert uschwätzen.

D'Risiko leien natierlech op der Hand. Wann ee liberaliséiere wëllt, esou wéi dat eenzel Leit de Moment verlaangen, da riskéiert ee Sozialdumping. Et riskéiert een alles ze dereguléieren an et geet op Käschte vun der Sécherheet. Mir riskéiere wahrscheinlech am Endeffekt e Kralowetz op der Eisebunn. Et brauch een elo do net vill Fantasie spillen ze loosse fir sech auszedanke wéi dat an Zukunft goe kann. Dat ass guet net esou komplizéiert, mä de Stat huet wéi gesot Méiglechkeete fir esou Déerven ze verhënnern. Ech hoffen och, datt mer aus dem Kralowetz op der Strooss geléiert hu fir de Kralowetz op der Schinn ze verhënnern, fir datt dat eben do net virkënt.

Fir datt mer dat verhënnert kréien, ass et an enger éischter Phas wichteg, datt déi Règlements grand-ducaux, déi nach op Basis vum 99er Gesetz ausstinn, elo emol an éischter Instanz an enger Aart a Weis formuléiert ginn, datt se schonn éischt zolidd Barrieren dogéint abauen.

Ee Règlement grand-ducal, nämlech deen deen déeterminéiere soll ënner wat fir enge Konditiounen een eng Lizenz herno als privaten Transporteur kritt, fir um Eisebunnnetz de Giddertransport ze transportéieren, ass schonn um Instanzwee. Esou wäit ech informéiert sinn, ass e beim Conseil d'Etat. An deem Règlement grand-ducal ass et esou, datt eleng am Artikel 5 eng ganz Rei Punkten opgezielt sinn, déi all déi aner Règlements grand-ducaux betreffen an déi menger Meenung no eng grouss Bedeutung hunn, fir ze verhënnern dass mer an Zukunft e Kralowetz op der Schinn kréien.

Natierlech fällt dodrënner, datt mer duerfir suerge mussen, datt zum Beispill de Règlement grand-ducal, deen d'Aptitude fir d'Personal festleeë soll, dat am Eisebunnstransport schaffe soll, dat heescht zumools dat Personal wat am Zesummenhang mat der Sécherheet steet: Lokführer oder och anerer, datt dat esou gehalen ass, datt et similaire ass zu deem wat haut op der Eisebunn existéiert.

Ech wëll nach eng Kéier op dat verweisen, wat ech am Ufank gesot hunn. Déi Aarbechtskonditiounen, déi d'Eisebunner sech iwwer Jorzéngten op der Eisebunn erkämpft hunn, sinn net nëmmen entstanden aus dem blanken Iwwerleeën eraus fir sozial Acquisen ze erweideren, mä eben och aus Sécherheetsgrënn. Et gëtt eng ganz Rei Festleeungen an den Aarbechtskonditiounen vun den Eisebunner, déi e ganz enke Lien mat der Sécherheet hunn. Dat ass vläicht fir jiddfereen heibannen oder och dobaussen net esou ersichtlech, mä ech kann lech awer soen, do kéint ech lech esou vill Beispiller gi wéi Dir der gären hätt, fir lech dat ze beleeeën. Et géng awer ze wäit féieren, fir dat haut hei op der Tribün ze maachen.

En anert Règlement, wat d'Validitéit vun de Certificats de sécurité fir déi Entreprise definéiere soll, ass och extrem wichteg. Dat gëtt och am Artikel 5 vun deem Règlement grand-ducal, deen um Instanzwee ass, ugeschnidden. An natierlech spillt och d'Material, dat op den Eisebunnsschinnen an der Zukunft rullen däerf, eng Röll. Mir mussen kucken, datt mer e Sandweiler schafe fir d'Eisebunn, dat de Numm och an engem Eisebunner-sënn verdéngt, fir datt net herno egal wat do op deene Schinnen-netzer doruechter rullt.

Ech wär wierklech frou, wann de Minister mer haut hei op der Tribün eng Rei Prezisiounen kéint ginn, a wat fir eng Richtung bei deene Règlements grand-ducaux d'Regierung goe wëllt, natierlech ausser bei deem, dee jo schonn um Instanzwee ass. Bon, ech hunn elo emol zumindest den Text gesinn. Ech weess net, ob déi aner en heibanne kennen. Mä vun deene Règlements grand-ducaux, wou ech den Text nach net gesinn hunn, respektiv wou den Text wahrscheinlech och nach net fäerdeg ass.

Da spillt natierlech och dee Règlement grand-ducal, deen d'Utilisatiouns-Redevancen herno bestëmmt, bei der Eisebunn eng wichteg Röll. Och do kann ee villes falsch maachen a richtig maachen, jee nodeem wéi deen ausgeluecht ass. Och do wär ech frou, wann de Minister eis eng Rei Prezisiounen herno gi kéint a wéi eng Richtung dat goe kéint.

Ech wëll och betounen, datt dat hei eng Rei Règlements grand-ducaux sinn, déi extrem wichteg sinn, zumools am Kontext vun deem Sozialkonflikt, op deem ech nach ze schwätze wäert kommen, deen de Moment op der Eisebunn stattfënt a wou ech nach ëmmer mengen, dass een e misst verhënnert kréien. Hei kann een eng Rei Äntwerte ginn, déi sécherlech zur Berouegung vun Personal bäidroen kënnen, dat sech natierlech aus verständleche Grënn do eng Rei Suerge mécht.

Am Kader vun der Liberaliséierung ass et iwwerengs och interessant op dee Punkt hinzeweisen, dee menger Meenung no gutt beschriwwen ginn ass am Avis vum Conseil économique et social, dee seet datt et doriwwer eraus an deem ganze Beräich do net nëmmen bei den Nationalstate wichteg ass fir e géuerdnete gesetzleche Rahmen ze schafen, mä eigentlech scho misst um communautären Niveau dofir gesuergt ginn, datt d'Regelen esou sinn, datt déi Saachen, déi ech virdru als Risiken opgezielt hunn, am liberaliséierte Gidderverkéier net virkomme kënnen.

E fénneften Themeberäich ass de Mentalitéitswiessele. Ech géif emol hei behaapten, datt et eigentlech einfach ass d'Belegschaft vun der CFL positiv ze mobiliséieren. Ech kennen eierlech gesot ganz wéineg eegestänneg Berufsständ, wou esou eng Identifikatioun besteet vun de Leit mat hirem Beruff, wéi an deem dote Betrib. Et gëtt déi spezifesch Eisebunnskultur an et gëtt déi spezifesch Motivatioun vun deene Leit, déi do schaffen, fir sech zu hirem Aarbechtsinstrument ze bekennen. Ech behaapte wéi gesot et gëtt se an engem Ausmooss wéi et se eigentlech wéineg an anere Secteure gëtt. Et muss ee se just positiv motivéieren.

Dat erkläert iwwregens och déi grouss gewerkschaftlech Traditioun, déi et an deem Betrib gëtt. Ech wëll drop hiweisen, datt d'Eisebunnsbetreiber iwwerall an Europa déi éischt waren, wou iwwerhaapt gewerkschaftlech Strukturen entstane sinn, an net nëmmen iergendwellech gewerkschaftlech Strukturen, mä souguer relativ eenheetlecher.

Wéi gesot, dës Belegschaft ass ze mobiliséieren, wann ee se positiv mobiliséiert. D'Fro, déi ee sech stelle muss, dat ass ob déi Reformen, wéi mer se sécherlech bei der Bunn brauchen a wéi se och elo ugaange gi sinn, ob dat net e schlechte Start war fir positiv ze mobiliséieren.

Ech sinn der Meenung, dass wann e Management vun enger Entreprise, wéi dat bei der CFL de Fall ass, elo schon zënter e puer Joer an engem Strategiekonzept fir d'Zukunft vun der Entreprise erëmdoktert an et nach ëmmer net bekannt ginn huet an nach ëmmer keen, weder d'Politik nach d'Belegschaft, esou richtig weess, wou dee Betrib an Zukunft higoe wëllt, et dann natierlech schwéier novollzéierbar ass fir een, deen an esou engem Betrib schafft, wann negativ Aspekter op eemol no bausse sickeren, fir domadder kënnen eens ze ginn.

Et ass dach menger Meenung no relativ dramatesch, wann dat Strategiekonzept net virläit an et net bekannt ass, wou et soll higoen, wou d'Zil soll si vun deem Betrib, wann dann an esou enger Situatioun Undrohunge komme vu Sozialofbau, Verzichtsuerderungen opgestallt ginn an et souguer zu engem Broch kënn vun engem Accord, deen eréischt am Mee 2001 zu Stane komm ass.

Wann ee vun enger Belegschaft dat eent oder aner Opfer wëllt verlangen, dat wësse mer jo awer hei zu Lëtzebuerg genuch aus aneren ekonomesche Secteuren, zum Beispill aus der Stolindustrie, wéi mer déi restrukturéiert hunn, da muss een emol fir d'éischt seng Zilsetzung vun dem Betrib kloer definéieren, fir datt och Leit kënnen novollzéier firwat se iwwerhaapt eventuell sollen en Opfer bréngen oder och keent bréngen. Wann dat natierlech net bekannt ass, dann ass et kloer, da kritt ee menger Meenung no näischt duerchgesat, egal wéi gutt et och vläicht gemengt ass. Déi Strategie ass op alle Fall fatal a féiert eis mat Sécherheet an eng Sakgaass eran.

Et gëtt duerfir, menger Meenung no, héich Zäit, datt mer d'Vertrauensbasis tëschent dem Betrib an der Belegschaft erëm hierstellen. Ech soen awer och genau so daitlech, datt et och Zäit gëtt, datt de Stat als méi wéi gréissten Aktionär vun dem Betrib net nëmme kloer Visiounen huet, wou hien dee Betrib wëllt hischécken, wéi hien e gesäit, mä datt hie sech och muss amëschen an dee Konflikt, deen do amgaangen ass ze passéieren, well de Stat als gréissten Aktionär ëmmerhin eng Responsabilitéit huet fir matzëhellen, kënnen duerfir ze suergen, datt effektiv dee Mentalitéitswiessele, dee mer kréien, an engem positive Sënn geschitt, an datt mer effektiv erauskommen aus dem Defaitismus vun de 60er, 70er an den 80er Joren.

Déi Gréng sinn der fester Iwwerzeugung, datt d'CFL als wichteg Entreprise publique grad an deem neie liberaliséierten Émfeld eng Chance kann hunn, mä si huet nëmmen dann eng Chance wa versicht gëtt gemeinsam an engem ofenen, dat heescht net dogmatischen Dialog d'Renaissance vum Schinentransport unzegoen.

E Scheitern, dat soen ech genau esou daitlech, vun der Renaissance vun dem schinnegebundene Verkéier kënne mer eis als Gesamtgesellschaft souwiso net méi leeschten. Dat muss mer eis bewosst sinn. Et gëtt eng ganz Rei Problemer déi domat verbonne sinn an déi maachen, datt mer eis dat net leeschte kënnen. Émweltgrënn, ech hunn déi schon opgezielt, CO₂-Emissiounen, mä et gëtt och Grënn vu Liewensqualität an et gëtt entre-temps och zolidd wirtschaftlech Grënn, déi einfach maachen, datt mer eis dat net méi esou leeschte kënnen.

Ech mengen dofir, datt mer sollen hei zu Lëtzebuerg an deem dote Beräich déi Reformen uoen, esou wéi mer dat hei am Land gewinnt sinn am Kader vun engem uerdentleche Sozialdialog an datt mer sollen alles drusetze fir e soziale Konflikt ze verhënneren, an ech mengen och dofir, datt d'Regierung do eng gréisser Responsabilitéit huet. An ech wëll och vläicht, fir dat nach méi ze ënnermaueren, hiweisen op eppes wat en eminenten Deputéierten an engem anere Kontext beim Stat eng Kéier hei op dës Tribün gesot huet a wat een natierlech genau kann esou iwwerdreien am nämleche Sënn de Moment fir d'Belegschaft bei der Eisebunn. Dat war de Fraktiounschef tëschent 1994 an 1999 vun der Demokratescher Partei, deen hei...

(Interruptions diverses)

■ M. Henri Grethen, *Ministre des Transports*. - 1989 bis 1999!

■ M. François Bausch (DÉ GRÉNG). - Jo, Dir waart et natierlech vun 1989 bis 1999, mä ech maachen lech awer elo nëmme d'Éier fir dat flott Zitat zwëschent 1984 an 1999 ze zitieren, well mer dat natierlech hei formidabel an de Krom passt, muss ech eierlech soen.

Wat huet den Henri Grethen deemools als Fraktiounssprecher vun der deemoleger gréisster Oppositionspartei hei am Parlament gesot? Do ass et gaangen ëm d'Pensiounen vun de Statsbeamten. „Wat d'Pensiounen vun de Statsbeamten ueget, sti mir nach wie vor zu deem wat mer d'lescht Joer am Kader vun den Debatten zur Situatioun vum Land gesot hunn. Éischtens, jo zu engem neie Pensionsregime fir déi kommand Statsbeamten an zweetens Respekt vun den Engagementer, déi mer vis-à-vis vun de Pensionéierten agaange sinn“, nom Prinzip pacta sunt servanda, Här Grethen.

■ M. Henri Grethen, *Ministre des Transports*. - Dat maache mer jo och bei der Eisebunn.

■ M. François Bausch (DÉ GRÉNG). - Ech hoffen, datt der elo an Ärer Responsabilitéit als Minister fir den Transportressort an als Vertrieeder natierlech vum Stat als wäitgehend gréissten Aktionär bei der CFL mathëlleft dofir ze suergen, datt dat wat am Mee 2001 ausgehandelt ginn ass tëschent der Eisebunnsdirektioun, ënner schwierege Verhandlungen esouguer deemools, an de Gewerkschaften, haut agehale gëtt. Ech mengen, et ass nach eng Chance do, wann Der lech selwer amësch, fir mat dozou bäizetroen, datt mer iwwert dee Wee dem Land kënnen e Sozialkonflikt, spréich e Streik hei zu Lëtzebuerg évitéieren.

Här President, ech hu mer d'Méi gemaach véier Motiounen ze maachen, déi eigentlech déi wichtegst Punkten a Fuerderunge beinhalten,

op déi ech a menger Interpellatioun agaange sinn.

Déi éischt Motiou betrëft natierlech déi ganz Geschicht vun der Augmentatioun vum Kapital vun der CFL. Ech hunn et erkläert. Ech wëll net nach eng Kéier dat hei widerhuelen. Et ass wichteg, dass mer déi virhuelen, well ansonste scheitert och dës Regierung un hiren eegenen Uspréich, déi se sech selwer gesat huet am Beräich vu Mobilitéit.lu. Där fester Iwwerzeugung si mer.

Déi zweet Motiou, Här President, dréit sech ëm de méi zukünftigen Ausbau vum Schinnennetz iwwert dat wat elo konkret geplangt ass, scho méi a Pläng och virläit an a Projets de loi virläit eraus, beinhalten also all déi Projeten, déi ech virdrun opgezielt hunn, wou ech der Meenung sinn datt och dës Regierung aus deene vielfältegen Ursachen eraus, déi ech opgezielt hunn, haut scho misst e Planning opstellen.

Déi drëtt Motiou, Här President, betrëft de liberaliséierte Gidderverkéier an natierlech all déi Reglementer, déi nach ausstinn, wou ech virdrun gesot hunn, wou eigentlech an der Motiou eng Opfuerderung un d'Regierung geet, fir eben dofir ze suergen, notament ënner anerem iwwert déi Reglementer, fir déi Risiken, déi ech virdrun opgezielt hunn, ze évitéieren.

An déi véiert Motiou, Här President, déi schwätzt natierlech de Konflikt un, deen de Moment op der Eisebunn usteet, nämlech d'Net-Anhale vun deem Accord tëschent dem Management vun der CFL vum Mee 2001 an de Gewerkschaften wat hir Aarbechtsbedingungen ubelaangt, mä doriwwer eraus si mir als Gréng och der Meenung, datt vu wat fir eng Reformen do ustinn, et noutwendeg wär, datt mer méi e permanenten Dialog kréichen, méi en institutionaliséierten Dialog kréichen tëschent Stat engersäits, dem CFL-Management anerersäits a Belegschaft anerersäits. Dat heescht, mir fannen datt et noutwendeg ass fir d'Zukunft erëm eng Tripartite sectorielle Eisebunn, wéi iwwregens schon eng Kéier eng bestanen huet, erëm an d'Liewen ze ruffen, fir iwwert dee Wee dofir ze suergen datt de Sozialdialog méi eng grouss Chance kritt, och fir d'Zukunft an deem Betrib, an ech mengen datt dat och dee richteg Wee wär, wéi ee kënn zu deem positive Mentalitéitswiessele kommen, deen ech virdrun opgezielt hunn, dee mer onbedéngt brauche wa mer déi schwéier Reformen an awer wichteg Reformen, déi mer an deem dote wichtige Verkéiersberäich fir d'Zukunft brauchen, kréien.

Här President, ech soen lech merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que le matériel roulant actuel des Chemins de fer luxembourgeois date en grande partie des années soixante et soixante-dix;

- considérant que l'Etat luxembourgeois a omis d'investir dans les CFL depuis les années cinquante et jusqu'à la moitié des années quatre-vingt;

- considérant que la qualité-confort est, à côté de la rapidité et d'une cadence élevée, un élément essentiel pour inciter la population à changer ses habitudes et à préférer les modes de transports en commun aux modes de transport individuels;

- considérant que l'acquisition de nouveau matériel roulant pour les CFL traîne depuis des années;

- considérant que l'acquisition de nouveau matériel roulant moderne et performant est un élément-clé

pour atteindre l'objectif de „modal split“ 75/25;

- considérant que dans l'état actuel la société des chemins de fer luxembourgeois est sous-capitalisée par rapport aux nécessités d'investissement résultant de la croissance économique élevée des dernières années;

- considérant que par conséquent les CFL ne peuvent subvenir par leurs propres moyens financiers à l'acquisition du nouveau matériel roulant nécessaire;

- considérant que l'Etat luxembourgeois en tant qu'actionnaire principal des CFL doit prendre ses responsabilités;

invite le Gouvernement

- à procéder à une augmentation du capital des CFL pour mettre en mesure les chemins de fer d'acquérir le matériel roulant et de traction nécessaire pour garantir un service de transport en commun efficace et de qualité.

(s.) François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss, Renée Wagener.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant l'enjeu que représente le facteur de la mobilité et de moyens de transport performants dans le cadre du développement d'une économie moderne;

- considérant les problèmes de circulation actuels autour des centres d'activités économiques d'aujourd'hui, surtout la ville de Luxembourg et sa grande agglomération;

- considérant que le concept mobilité.lu, bien que constituant un pas dans la bonne direction en matière de développement des transports en commun, présente des lacunes majeures;

- considérant que dans ce contexte il n'est toujours pas prévu de connecter directement le centre de la ville de Luxembourg au système de transport hybride par rail;

- considérant que lors de la conception des friches industrielles du sud il convient d'éviter les erreurs en matière de politique de transport et de circulation faites dans les premières phases de développement du plateau du Kirchberg;

- considérant l'enjeu résultant de l'objectif de réduction des gaz à effet de serre (CO₂) de 28% auquel s'est engagé le Gouvernement avec comme échéance la période 2008-2012;

invite le Gouvernement

- à chercher, ensemble avec la commune de Luxembourg un tracé de connexion du centre-ville au nouveau système hybride des chemins de fer;

- à planifier d'emblée, avec les communes du sud concernées, le système train-tram pour les friches industrielles;

- à élaborer et à publier un timing exacte des différentes phases de réalisation de l'extension et de l'amélioration de l'offre des transports en commun.

(s.) François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss, Renée Wagener.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- considérant l'importance d'une garantie de standards de sécurité élevée pour le fonctionnement des chemins de fer;

- considérant que les utilisateurs des chemins de fer ont droit à un niveau de sécurité élevé;

- considérant que des conditions de travail convenables des salariés des CFL e.a. en ce qui concerne leurs rythmes de travail, représentent non seulement un acquis social essentiel, mais constituent également un élément-clé permettant de garantir la sécurité de transport;

- considérant que la libéralisation des chemins de fer ne doit pas servir de prétexte pour déréguler les conditions de travail et de salaire des agents des CFL;

- considérant qu'après la libéralisation du secteur du transport des marchandises par rail, le Gouvernement luxembourgeois doit veiller à ce que le Luxembourg ne devienne pas - à l'instar du secteur du transport de marchandises par route depuis les années 90 - une plaque tournante pour des sociétés de boîte à lettres et/ou des sociétés pratiquant le dumping social dans le secteur des chemins de fer;

invite le Gouvernement

- à définir des règles claires et strictes en matière de licences déterminant les conditions de délivrance, de renouvellement et de retrait des licences d'autorisation d'exploitation pour les entreprises ferroviaires, les conditions de délivrance et de validité des certificats de sécurité pour les entreprises ferroviaires, les conditions de délivrance du certificat d'aptitude pour le personnel affecté à des tâches de sécurité travaillant pour le compte des utilisateurs de l'infrastructure ferroviaire, de façon à éviter tout dumping social au détriment de la sécurité et de la qualité du service des transports par rail;

- à fixer dans ce contexte des normes minimales à respecter par les entreprises ferroviaires désireuses d'obtenir une licence d'autorisation d'exploitation - normes minimales qui concerneront la formation, les conditions de travail et les salaires du personnel des dites entreprises.

(s.) François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss, Renée Wagener.

Motion 4

La Chambre des Députés,

- considérant les engagements de la direction des chemins de fer en matière des conditions de travail pour le personnel des CFL travaillant en service irrégulier;

- considérant les accords conclus en mai 2001 entre la direction des CFL et les syndicats, accords en relation avec l'ordre général n° 24 définissant les conditions de travail et l'augmentation des effectifs du personnel;

- considérant qu'à un moment crucial du renouveau du transport par rail, au Luxembourg et en Europe, un conflit social risque d'entraver sérieusement les chances de réussite des CFL;

- considérant que l'Etat luxembourgeois, en tant qu'actionnaire principal des CFL, a un rôle important à jouer pour empêcher un conflit social, voir une grève auprès des CFL;

- jugeant inacceptable que la direction des CFL mette en question le droit de grève des agents des CFL;

invite le Gouvernement

- à agir en actionnaire responsable et à s'engager pour le respect des accords conclus;

- à considérer pour l'avenir la mise en place d'un instrument de dialogue, par exemple par une tripartite sectorielle, permettant d'éviter les conflits sociaux au sein du secteur des chemins de fer et de garantir l'avenir des CFL.

(s.) François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss, Renée Wagener.

■ M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Nobert Hauptert agedroen. D'Wuert huet den Här Hauptert.

Discussion générale

■ M. Norbert Hauptert (CSV). - Här President, no deenen ausféierlechen Ausféierunge vun esou engem eminenten Expär an der Eisebunnsolitik wéi de François

Bausch, fällt et mer schwéier hei Stellung zu deser Interpellatioun ze huelen. Ech wäert awer versiche mäi bescheidene Beitrag an och dee vun eiser Fraktioun zu deser Thematik ze liwweren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Émfeld an deem déi nei Eisebunngesellschaften haut schaffen huet sech an deene leschte Jore staark verännert. Am Virfeld vun der Liberaliséierung vun dem Schinnentransport, déi vun der Europäescher Unioun annoncëiert war, hunn déi jee weileg Regierungen d'Aktivitéit vun hiren nationalen Eisebunngesellschaften gespléckt an d'Exploitatioun vun dem Eisebunntransport kloer vun der Schaffung an dem Énnerhalt vun dem Schinnennetz getrennt. Dat bedeit fir Lëtzebuerg, datt an Zukunft der CFL hiren Objet haaptsächlech op der Offer an engem performante Wueren- a Persounentransport soll berouen, während d'öffentlech Hand, esou wéi dat beim Stroossen-transport jo och de Fall ass, fir de Bau an den Énnerhalt vun dem Réseau ze suergen huet.

Wat d'Liberaliséierung vun Eisebunntransport ubelaangt, esou bedeit dat, an de François Bausch huet schonn drop higewisen, datt an Zukunft déi national Gesellschaften iwwer kee Monopol um Schinnentransport op dem Territoire vun hirem Land méi verfuegen dierfen. Friem a privat Gesellschaften kënnen hir Servicer an deene verschiddene Länner der privaten an öffentleche Clienten am Beräich vum Wueren- a Persounentransport ubidden. An esou wéi dat am Stroossen-transport de Fall ass, muss se de Réseau an deenen eenzelne Länner selbstverständlech géint d'Bezuele vun enger Tax benotze kënnen.

Säit dem 15. März 2003 ass d'Liberaliséierung deelweis am Beräich vum Wuerentransport Wierklechkeet an eng privat Gesellschaft assurëiert och schonn haut den Transport vun Autoen tëschent Dillingen an Antwerpen am Transit iwwer eist Netz.

D'Liberaliséierung am Beräich vum Persounentransport gétt nach einsteilen eraus verzögert, awer alles weist drop hin, datt se kuerz oder laang och Wierklechkeet wäert ginn.

Här President, d'Meenungen iwwert d'Liberaliséierung ginn auserneen. Aus engem Rapport iwwert déi europäesch Transportministerkonferenz geet ervir, datt wann d'Eisebunn hiren Undeel um Gesamttransport an Europa wëllt erëm gewinnen, de Schinnentransport misst liberaliséiert an op privatwirtschaftleche Kritären exploitëiert ginn. Nëmme da kënn hien dem Stroossen-transport a puncto Präis a Flexibilitéit eenegermoosse Konkurrenz bidden. Ee vun den Avantagé vun der Liberaliséierung ass ouni Zweifel d'Konkurrenz, déi de Maart beliefte an do d'Attraktivitéit vum Schinnentransport erëm kënn besser en évidence setzen. Op där anerer Säit muss e private Betrib kucke säi Geschäft ze rentabiliséieren. Dat bedeit seng Leit a säi Material esou rationell wéi nëmme méiglech anzesetzen. Dat kann op d'Käschte vun der Sécherheet goen. Dat bedeit awer ouni Zweifel, datt déi onrentabel Strecken vu Privatentreprisen net befuer ginn. Op deene Strecken gétt entweder kee Schinnentransport méi ugebueden oder hie muss vun öffentlecher Hand assurëiert ginn, wat d'Exploitatioun vun deenen nationalen Eisebunngesellschaften net méi einfach an nach manner rentabel mécht. Hei schéngt e Widdersproch an den Iwwerleeunge vun de Verfechter vun der Liberaliséierung vum Eisebunntransport ze leien. Engersäits soll d'Liberaliséierung méi Transport op d'Schinnentransport an anerersäits bréngt d'Liberaliséierung d'Suppressioun vun orientable Strecken mat sech, wat op deene Plazen den Transport op d'Strooss verlagert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng wichteg Fro an deem Kontext ass déi ze wesse wéi Lëtzebuerg am Virfeld vun deser europäescher Liberaliséierung do steet. Wéi ass et em säin Eisebunnsréseau bestallt? Wéi kann d'CFL d'Kompetitioun mat auslänneschen a privaten Eisebunngesellschaften ophuelen? Wat sinn d'Atouté vun eiser nationaler Eisebunngesellschaft? Wat sinn hir Nodeeler? Wéi ka se déi behiwwen an am Konkurrenzkampf vun enger liberaliséierter Schinnen-transportpolitik bestoe kënnen? All dat si Froen, déi eis Regierung awer och d'CFL sech mussen stellen a versichen déi richteg Äntwert ze fannen, wa mer d'CFL nach als valable Player am Eisebunntransportgeschäft vu muer wëllen erëm fannen.

Fir de Réseau ass, wéi schonn ernimmt, zënter enger Zäit d'öffentlech Hand zoustänneg. Hei kënn et drop un, datt mer e gutt a sécher Schinnennetz hunn, e Schinnennetz dat d'Besoiner vun nationale Verkéier flächendeckend a komplementär zum Stroossen-transport kann ofdecken, e Schinnennetz dat eng gutt Ubannung un déi international Réseauen a besonnesch un déi europäesch Héichgeschwindigkeitsetz netzer huet.

Wat de bestehende Réseau ubelaangt, esou muss een zouginn, datt mer ee vun deene modernsten a séchersten Eisebunnsnetzer aus Europa hunn. An deene leschten 20 Joer gouf permanent un eise Linne geschafft. Keng vun eise Linnen ass méi wéi 20 Joer al. 95% vun eise Linne sinn elektriséiert. Virun 20 Joer waren dat net emol 50%.

D'Energieaspeisung steet um leschte Stand vum Fortschritt. Eise Réseau verfügt iwwer déi modernste Signalisatiounstechnik. Eis elektronesch Stellwierker sinn déi bescht équipéiert a wäitem Émkreis. Am europäeschen Zuchkontrollsystem spillt Lëtzebuerg eng Virreiderroll, a 86% vun de Signaler vum ganze Réseau si mam Memo 2 plus-System équipéiert, wou d'Zuch den Zuch automatesch ofbremst, wann en zwee Kontrollpunkten hannerteneen net signaliséiert huet.

(M. Nico Loes prend la Présidence)

Wat d'Zukunftspäng vun der Regierung ubelaangen, déi jo gréisstendeels am Strategiepabeier fir de Schinnenverkéier Mobilitéit.lu enthale sinn, dat den Transportminister d'lescht Joer der Chamberskommission virgestallt huet, op dat hien herno och héchstwahrscheinlech am Detail nach wäert agoen, esou berouen déi op enger Zilsetzung vun enger Mobilitéit vun 25-75. Dat heescht datt mer an Zukunft 25% vun de Beweegunge vun de Leit an eise Land mat kollektiven Transportmëttelen wëllen ausféieren. Haut sinn dat nëmme knapp 14%.

Wann ee bedenkt, datt bis d'Joer 2020 de Gesamtverkéier bei eis am Land em 65% soll zouhuelen, da misste fir dat Zil ze erreeche bis dohin dräimol méi Leit wéi dat haut de Fall ass den öffentlechen Transport benotzen. Am Grenzverkéier missten dat der esouguer véiermol méi sinn.

Wann ee bedenkt, datt haut an de Spëttestonnen eist Eisebunnsnetz an eist Material iwwerlaascht sinn, da kann ee sech leicht virstellen, wéi vill datt an deenen nächste Jore muss investéiert ginn, fir datt mer dat Zil erreeche kënnen. Dobäi soll an där enger awer net vergiessen, datt am Gesamtkonzept vun der Mobilitéit hei zu Lëtzebuerg Iwwerleeungen an och Ustrengunge müssen ennerholl ginn, fir an Zukunft d'Beweegunge vun de Leit an eise Land ze reduzéieren, andeems een d'Funktionne Schaffen, Erhuelen, Akafen an esou weider versicht méi no beieneen ze leeën.

Här President, eng Förderung vum öffentlechen Transport bedéngt eng Verbesserung vun dem öffentlechen Angebot. Hei kënn et op sécher, bequem, heefeg, schnell an zuverlässig Verbindungen un, fir déi potenziell Benotzer vum öffentlechen Transport unzezeien. Dofir ass den Ausbau vun eise bestehende Schinnennetz och onëmgänglech. Dobäi d'äerf een awer den Énnerhalt vun deem bestoenden Netz net vernoléisegen. Dese Ausbau muss am Kontext eischtens vun enger Entlaaschtung vum Verkéier aus an em d'Stad Lëtzebuerg, zweetens vun enger besserer Verbindung tëschent deenen an der Landesplanung virgesinnen Développementspolen Esch, Lëtzebuerg an Nordstad, drëtens vun dem Pendelverkéier vun de Frontalieren aus dem noe Grenzgebitt a véiertens am Kontext vun der Ubannung un dat europäesch Héichgeschwindigkeitsetz netzes gesi ginn.

Wat den Ausbau vum Réseau betrëft, wëllt ech e puer Problemer hei kuerz belichten. Wat d'Entlaaschtung vun der Stad Lëtzebuerg ubelaangt, esou d'äerf een net vergiessen, datt e groussen Deel vum Individualtransport a besonnesch vum Kollektivtransport duerch den Zentrum vun der Stad op de Lampertsberg an nach méi wäit op de Kierchberg féiert. Do schéngt et logesch eischter ze versichen dee Verkéier em d'Stad erëm ze féieren anstatt mordicus Iwwerleeunge unzestengen, fir erauszefanne wéi een dee Verkéier besser duerch den Zentrum vun der Stad kënn leeden.

De Willy Bourg huet a senger Interventioun zum Marc Zanussi senger Interpellatioun iwwert d'Zukunft vum Kollektivtransport am Joer 2000 folgendes bemierkt, an ech zitieren: „Et mussen Alternativen zum Tracé duerch de Stadkär op den Dësch, an dat esou schnell wéi méiglech. Dës Alternativ muss mat der Stad ofgeschwat sinn. Ma de BTB ass net eleng e Konzept fir d'Stad. De Konzept BTB steet a fällt net eleng mam Tracé duerch d'Stad. Et ass e regionaalt Verkéierskonzept an d'Stad Lëtzebuerg kann do net eleng ausgeschlaggebend sinn.“ An nach méi wäit seet en: „Bei engem öffentlechen Transport, dee säi Sënn an Zweck erfëllt, geet et drëms fir zwee Punkte schnell, pünktlech an oft mateneen ze verbannen. A fir datt d'ës esou reibungslos wéi méiglech passéiere kann, ass et eigentlech onvermeidbar, datt den öffentlechen Transport absolut a senger eegener Trace fiert. D'Anahale vun dese Prinzipie schéngt mer net onwesentlech fir de Succès vun all neie Projeten ze suergen. Een Tram brauch Plaz fir ze fuere. Wou hu mer déi néideg Terrainen? Wou schaffen déi meeschte Leit? Wou sinn eis Schoulen? Dat sinn déi wichtegst Froen. Émmer méi Leit schaffen nämlech net am Stadzentrum, mä un der Périphérie. A fir vun der Stat an eng Périphérie ze fuere, respektiv fir vun enger Périphérie an déi aner ze kommen, muss een net duerch de Stadkär fuere. Et kann een och ronderëm fuere. An hei si verschidden Tracé relativ schnell ze realisieren.“

Ech denken do nach ëmmer, wéi de Willy Bourg, un den Tracé Gare-Findel-Kierchberg, ech denken awer och an enger zweeter Phas un den Tracé Kierchberg-Glacis-Lampertsberg. Mir mussen elo an net eréischt a sechs Joer oder nach méi spët déi néideg Décisionen huelen, fir datt de BTB, oder wéi dat net Verkéierskonzept och ëmmer heesche wäert, an e puer Joer fiert, a mer sou de Verkéiersinfarkt an der Stad vermeiden; sou de Willy Bourg virun dräi Joer zu der Verkéiersentlaaschtung vun der Stad Lëtzebuerg.

D'Ubanne vun der Stadter Gare an de Linnen aus dem Süden iwwert de Findel un de Kierchberg, sou wéi vun der Nordstreck iwwer Dummeldeng mat enger Tramslinn un de Kierchberg an de Findel, schéngt mer eng gutt Lösung fir d'Entlaaschtung vun der Gare an dem Stadsverkéier ze sinn.

Wann een dann nach kéint d'Wasserbëllegestreck vu Mënsbech aus direkt un de Findel ubannen, d'Cloche d'or, wéi de Franz Bausch schonn drop higewisen huet, iwwert déi geplangten Zweetstreck Esch-Leideng-Lëtzebuerg un d'Schinnennetz ubënn, an de Geesseknäppche mam Zuch kéint bedéngen, dann hätte mer e groussen Deel vum Verkéier aus der Stad an d'Périphérie erausgezunn.

Wann dann déi geplangte Quartiersgare zu Zéisseng, um Houwald, um Kierchberg an zu Dummeldeng nach realiséiert sinn, dann ass d'Gare vu Lëtzebuerg gréisstendeels vum Berufs- a Schoulverkéier entlaascht a ka senger Missioun als international Verkéiersgare méi gerecht ginn. Domat wär e groussen Deel vum BTB-Konzept realiséiert, an den Dram vun engem Tram duerch de Stadkär net definitiv komprometiert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Lëtzebuerg muss sech senger Responsabilitéit vun enger europäescher Hauptstadt och am Schinnentransport méi bewusst ginn. D'Ubanne un den TGV-Est ass eng Initiativ an déi richteg Richtung. Hei muss sécher gestallt ginn, datt d'Horairé vum TGV sou aménagéiert ginn, datt se fir d'Berufs- an d'Geschäftsdéplacemeter vun de Lëtzebuerger op Paräis eng valabel Alternativ zum Fliger an dem Auto duerstellen. Eng Verbindung zur Héichgeschwindigkeitstreck Bréssel-Léck-Köln, iwwert d'Nordstreck via Gouvy kéint eng aner, fir eis d'Land interessant Initiativ duerstellen.

Dat alles géng awer Lëtzebuerg nach keen direkten Duerchgang vun engem Héichgeschwindigkeitstreck zuch verschafen. Eng direkt Verbindung mam TGV tëschent deenen dräi europäeschen Hauptstied - Bréssel, Lëtzebuerg a Stroossbuerg - schéngt fir e Laie wéi mech eng éischt Prioritéit fir déi dräi Länner missen ze sinn a misst kënnen prioritär an engem europäesche Projet agebonne ginn. Hei missten d'Hiewelen op europäeschem Niveau a Bewegung gesat ginn, a bei dem Ausbau vun de Strecken Klengbetten-Lëtzebuerg a Lëtzebuerg-Beetebuerg misste sou Projete Rechnung gedroe ginn.

Wat d'Erschleissung vun den Industriebroochen Esch-Belval ubelaangt, sou war am Strategiepabeier eng Zuch-Tram-Lösung virgesinn, an där d'Gefierer och op der neier Streck Esch-Lëtzebuerg kéinten agesat ginn. De François Bausch huet schonn drop higewisen, datt verschidden Zeitungsartikelen no den Tram-Verkéier soll an de Broochen a Fro gestallt sinn. An hei wëllt ech och den Transportminister froen, fir eis Opschluss iwwert déi Problematik ze ginn.

De Projet gesäit des Weideren eng Verlagerung vun dem Tracé iwwert de Viaduc zu Esch op d'Broche vun den Terres Rouges vir, mat enger Ubannung un de geplangten neien Emplacement vum Lycée Hubert Clement, sou wéi en Abandon vun der Streck Belval-Réideng, Belval-Zolwer, déi queesch duerch d'Uertschaft Bieles féiert, mat enger direkter Tunnelverbindung tësche Bieles/Gemeng an Uewerker, wat eng wesentlech Verbesserung géng fir d'Liewensqualitéit vun den Awunner vu Bieles duerstellen. Do soll een och deem Projet eng gewisse Prioritéit accordéieren.

Wat déi nei geplangte Streck Esch-Lëtzebuerg ubelaangt, déi iwwer

Féiz a Leideng op Zéisseng soll féieren, kann ee sech och d'Fro stellen, firwat déi onbedéngt iwwert d'Escher Gare muss féieren. Wier et net méi sënnvoll wann déi Linn vun de Broochen iwwert déi bestoend Wierkslinn vun der Arcelor via Eilerenger Crassier a Lalleng op Féiz géif féieren, déi Linn wär méi direkt a kéint de Quartier Lalleng och direkt un den Zuch ubannen. Sou wäit wat de Réseau ubelaangt.

Här President, fir d'Exploitatioun vum Réseau ass d'Eisebunngesellschaft zoustänneg. Och si muss kucken, wéi si der Erausforderung vu Modal split 25/75 an der uestehender Konkurrenz vun der Liberaliséierung wëll begéinen. Wat sinn der CFL hir Atouten a wou leien hir Nodeeler op déi se onbedéngt muss awierken, fir déi Défiën ze meeschteren?

D'Virdeeler vun der CFL leien ouni Zweifel an der Qualitéit an der Sécherheet vun eise Réseau, dee wéi mer gesinn hunn och nach weider soll ausgebaut ginn. En aner Virdeel läit an der Qualitéit vun dem Personal, an dat souwuel wat hir technesch wéi och wat hir sproochlech Kenntniss ubelaangt. An net zulescht muss een e Virdeel vun eiser Eisebunngesellschaft am soziale Fridde gesinn, deen eis Aarbechtswelt kennzeichent an dee Lëtzebuerg bis elo vu gréisserer Streike verschont huet.

E Client deen haut seng Wuere gär „just in time“ geliwwert hätt, dee wenn sech eischter un en zuverlässigen Transporter, och wann deen e bësse méi deier ass. Datselwecht géllt fir d'Persounen, déi sech misse fir déi eng oder aner Transportgesellschaft oder fir dat eent oder anert Transportmëttel entscheiden.

Wann den Zuch deeselwechte Confort ubidde ka wéi aner Verkéiersmëttelen, an dobäi och nach sécher a pünktlech eng bestëmmten Destinatioun ufuere kann, dann ass d'Décision vum Choix vum Verkéiersmëttel a vun der Transportgesellschaft schnell geholl.

Dofir schéngt mer den Zäitpunkt vun deem geplangte Warnstreik och ongeschteg. Net well ech d'Justificatioun vum Streik a Fro stellen, awer am Moment steet d'CFL virun enger wichtiger strategescher Décision wat hiert Gesamtkonzept fir d'Zukunft vun der Gesellschaft ubelaangt, aus där een d'Personalpolitik net eenzel ka betruachten.

An der Zukunft geet et net nëmme duer datt d'Gesellschaft e Service ubitt, e muss och nach rentabel a konkurrenzfähig sinn, soss ass d'Gesellschaft zum Verschwanne veruerteelt. Dat ass den Enjeu vun eiser Eisebunn, wéi iwwerens vun allen nationalen Eisebunngesellschaften, an dofir muss d'Direktioun an de Verwaltingsrot och Verantwortung droen.

Och eis Stolindustrie war an den 80er Jore mat engem ähnliche Problem konfrontéiert. Duerch Restrukturatiounen, Rationaliséierung konnt si de Standuert Lëtzebuerg mat Hëllef vun der Stat a mat dem néidege Versteesdemech vun de Gewerkschaften assurëieren.

Eis belsch Noperen hunn do manner Wäitsicht walte gelooss a sinn dofir haut mat deene Problemer konfrontéiert, déi mer jo kennen. Dat wëll bei Leiwene net heeschen, datt elo bei der Eisebunn konsequent Personal soll ofgebaut ginn. Dat wär och net wäitsichtig, wann een den Ausbau vun de Servicer eleng nëmme an nationale Persounentransport betruucht. Awer d'Décisionen müssen an dem Kontext vun enger Gesamtstrategie geholl ginn.

Et soll een och net aus den Ae verléieren, datt an deene leschte fënnf Joer ëmmerhi 751 nei Leit agestallt goufen, géintwärt natierlech 591 Ofgang, wat ëmmerhin nach en Nettozuwues vun 160 Leit ausmécht. Méi Flexibilitéit an Asaz ass an Zukunft verlaangt,

soss kann d'CFL d'Erausfuering vum der Liberaliséierung net bestoen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi all europäesch Eisebunnsgesellschaft huet och d'CFL e Problem wat d'Rentabilitéit vum Wuerentransport ubelaangt. Fir d'CFL stelle sech am Beräich vum Fret nach zwee zousätzlech Problemer. Deen ee besteet an der Gréisst, oder besser gesot an der Ageschränktheet vum eisem Netz, an deen aneren an der grousser Onofhängegkeet vum engem eenzege Client, der Arcelor.

D'Stolprodukt an d'Rohmaterial vum der Arcelor maachen 80% vum Fret vum der CFL aus. Hei kann an der Liberaliséierung eng Chance fir d'CFL bestoen, fir méi grousse rentabel Strecken kënnen ze bedéngen. D'Sproochekenntnisse vum eise Maschinisten, sou wéi hir technesch Ausbildung an Erfahrungen, besonnesch am Beräich vum der Sécherheet, kéinten och en Atout fir eis Eisebunnsgesellschaft am Beräich vum Wuerentransport duerstellen.

Accordé fir Gütertransportkorridore si schonns mat de belschen a franséischen Eisebunne getraff ginn, weider Accordé mussen nach an de Wee geleet ginn. Am Beräich vum Wuerentransport läit mat Sécherheet e grousse Potenzial fir d'CFL.

Och wat den internationale Personentransport ubelaangt, kéint d'Qualitéit vum eisem Personal e Garant fir e sécheren a zuverlässige Service duerstellen, an domat zur besserer Rentabilitéit vum der Gesellschaft bäidroen.

Wat den nationalen a regionale grenziwwerschreidende Personentransport ubelaangt, esou huet d'CFL d'Weihe fir d'Zukunft gestallt. Iwwerlaaschtent an deelweis vereelste Material hu bis elo zu enger mannerwäerteger Qualitéit vum de Servicer vum eiser Eisebunnsgesellschaft gefeuert. Fir dem opzehéieren ass en Investissementsbudget vum 850 Milliounen Euro fir déi nächst fénnef Joer fir d'Erneuerung vum Fuhrpark fir de Personentransport virgesinn. Dese Investissement soll net nëmmen de Fuhrpark méi modern gestalten, mä d'Capacitéit vum 13.000 Sätzplazen op 29.000 eropschrauwen. Déi éischt Bestellungen goufe schonns an Optrag ginn. Déi éischt Liwwerunge si fir Februar vum nächste Joer virgesinn.

D'CFL ass sech awer bewosst, datt d'Qualitéit vum hire Servicer net eleng vum Zoustand vum hirem Fuhrpark ofhänkt. Dofir schafft se ganz staark un engem Qualitéitsplang, deen d'Leeschung vum der Gesellschaft op deene verschidde Punkte wéi d'Informatioun, d'Signalisatioun, den Aménagement vum de Garen, d'Propretéit, d'Sécherheet, d'Pünktlechkeet an d'Sécuritéit nach verbessere soll. Bei der Ausschaffung vum deem Plang ass d'Ernzéie vum de Benotzer vum der Eisebunn virgesinn.

Och an anere Beräicher wéi dem Triage, wou mer eng performant Installatioun besetzen, an dem Entretien vum Fuhrpark, wou mer iwwer héich qualifizéiert Leit verfigen, bidde sech interessant Nischen an nei Opportunitéite fir eis Eisebunnsgesellschaft. Et ass un der CFL fir den néidege Profit aus deenen neien Opportunitéiten ze zéien an eng effikass a prompt Äntwert op d'Erwaardunge vum de Clienten ze fannen.

Mam President vum Verwaltungsrat vum der CFL si mer averstanen, wann hien an engem Artikel schreift: „Pour répondre aux attentes d'une clientèle de plus en plus exigeante, les chemins de fer doivent améliorer sans cesse leurs prestations afin de pouvoir offrir au moins le même niveau de qualité que les autres transporteurs, ceci tant en termes de prix, de rapidité, de fiabilité et de sécurité.“

D'Erausfuering fir d'CFL ass interessant an den Enjeu vum grousser

Wichtigkeet. Mir sinn iwwerzeugt, datt mat der Hëllef vum alle concernéierte Partner d'Gesellschaft déi richteg Akzenter ka setze fir den Défi ze meeschteren a fir aus der CFL e wichtige Player um liberaliséierte Schinrenttransportmaart ze maachen.

Ech soen lech merci.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Haupt. Als nächste Riedner ass den Här Marc Zanussi ageschriwwen. Här Zanussi, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Marc Zanussi (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, innerhalb vum deene leschten zwee Méint hu mer elo fir d'zweet d'Geleeenheet eis mat Froe vum der Mobilitéit a méi spezifesch mat Froe vum der Eisebunn ze beschäftegen.

Ech hat a menger Interpellatioun vum 12. März schonn eng Rei vu Froe gestallt gehat, déi sech mat der Eisebunn an den zukünftigen Infrastrukture vum der Eisebunn beschäftegen. Mir hunn och als Fraktioun an där Interpellatioun eis Positioun iwwert de Wee vu Motiounen an enger Rei vum Infrastrukturprojete festgeluecht, sou dass ech a menger Interventioun vum haut déi nach just op e puer Plaze wäert sträifen. Wat d'Interpellatioun vum Här Bausch ubelaangt, huet déi jo, opgrond vum der Tatsaach, dass mer an e puer Deeg mat engem Warnstreik op der Eisebunn konfrontéiert sinn, eng gewëssen Aktualitéit kriit, déi u sech virdrun net gi war.

Wann hei vum engem Streik geschwat gëtt, wa geschwat gëtt e Warnstreik ze organiséieren, da gëtt dat hei am Land am Aarbechtskampf éischer selten ugewannt, an dat, well mer hei am Land Gewerkschaften hunn, déi eng grousse Responsabilitéit hunn a wësse wéi se mat de Problemer am Land sollen ëmgoen. Wann also ee Streik eng Noutwennegkeet gëtt, dann ass dat, besonnesch an deem Fall drop zréckzeféieren, dass et téschent de Sozialpartner ee ganz zolitte Konflikt gëtt.

D'Situatioun op der Eisebunn am Beräich vum Fuhrpark, am Beräich vum den Ateliers, am Beräich vum den Aarbechtskonditiounen ass relativ katastrofal an et muss ee ganz kloer soen, dass d'Leit, déi op der Eisebunn schaffen, deene kommende Liberaliséierungsbestriewunge mat Suerg entgéintkucken a sech och Suergen ëm hir Aarbechtsplaze maachen.

De Fuhrpark, an ech kommen heronach eng kéier drop zréck, dat heescht d'Maschinen an d'Voituren, déi op der Eisebunn fueren, sinn total vereelt, sinn enorm reparaturfällig a brauche ganz vill Main-d'oeuvre fir an der Rei gehalten ze ginn. D'Ateliers, an deenen d'Eisebunner am Moment muss schaffen, sinn aus dem Zweete Weltkrich, sinn nom Zweete Weltkrich restauréiert ginn an entsprechen net méi deenen technesch Viraussetzungen, déi noutwenneg si fir anstänneg an effikass kënnen ze schaffen.

Wann dovunner geschwat gëtt, an den Här Haupt huet et virdu gesot, dass an deene leschte Joren eng Rei vu Leit agestallt gi sinn - en huet d'Zuel vu 751 genannt -, an et kuckt een d'Ofgang, da gesäit een zwar, dass e lichte Plus bleift, wéi hie gesot huet, vum eppes iwwer 100 Leit, mä da muss een awer ganz kloer an däitlech soen, dass dee Plus och domadden ze dinn huet, dass op der Eisebunn am Laf vum deene leschte Jore vill méi Aarbecht op d'Leit duerckom ass, dass den Takt verdicht ginn ass, dass d'Reparaturen zougeholl hunn an dat Personal eng absolut Blutnoutwennegkeet war, ansonsten d'Eisebunn iwwerhaapt net méi kéint funktionéieren. Ech wëll awer drun erënneren, dass insgesamt, wann een de Personalstand vum der Eisebunn kuckt, mer an de 40er Jore 6.500 Leit do schaffen haten an haut nach mat engem Ef-

fektiv vum 3.200 mussen liewen, wat awer ee ganz zolitten Aschnëtt ass, wat jo, denken ech, keen dierft bestreiden.

Da muss een och feststellen, dass an deene leschte Jore kontinuierlech d'Aarbechtskonditiounen op der Eisebunn verschlechtert gi sinn, dass duerch deen Defizit un Effektivpersonal op der Eisebunn viles am Uerge läit an dass enner Emstänn dat souguer kann dozou féieren, dass eng Rei vu Gefore besti wat d'Sécherheet op der Eisebunn ubelaangt, doduerch dass net genuch Personal virhanden ass. E Bewäis dofir ass, dass zum Beispill am Joer 2002 300 Sonnerschichten hu misse geschafft ginn. Dat heescht, 300-mol huet missen eng Derogatioun geholl gi vis-à-vis vum de Conditions de travail, déi et op der Eisebunn gëtt. Déi Derogatiounen, déi waren noutwenneg, net eleng duerch d'Tatsaach dass vill Aarbechten op der Eisebunn hu misse gemaach ginn, mä si waren haaptsächlech d'Ursach, an dat konnt ech an engem Interview am Lëtzebuerger Land noliessen, an enger Ausso, déi de Roland Schreiner do gemaach huet, an dee weess vu wat dass e schwätzt. Tatsaach ass, dass et en effektive Personalmangel op der Eisebunn gëtt, dass duerch dee Personalmangel d'Leit vill méi Schichte mussen schaffen, an duerch déi héich Zuel vu Schichten, déi se mussen schaffen, d'Aarbechtskonditiounen net méi age hale konnte ginn, an den Ordre général 24 huet missen iwwert de Wee vum deenen doten Derogatiounen kontrolléiert ginn.

Et ass och eng Tatsaach, dass bei de Maschinisten, déi op der Eisebunn schaffen, d'Situatioun relativ katastrofal ass, wann ee weess dass 10.000 Iwwerstonne geleescht goufen, wann ee weess dass et Leit gëtt, déi duerch déi Zuel vum Iwwerstonnen an duerch déi Congéen, déi se am Laf vum de Joren accumuléiert hunn, eigentlich bis zu praktesch engem Joer éischer mussen an d'Pensioun goen, fir alles dat ze kompenséieren wat se an deene leschte Joren net konnte kréien.

Et ass och eng Tatsaach, dass haut op der Eisebunn d'Maschinisten an d'Leit op de Stellwierker néng Deeg hannerenee mussen schaffen, souguer bis zu 12 Deeg, wat onhaltbar Konditiounen sinn, wat u sech jidderengem misst alichten.

D'Tatsaach och nach, dass déi Leit Schichte mussen schaffen. Ech weess net ob et der heibanne vill gëtt déi wëssen, wat fir eng kierperlech Belaaschtung Schichtschaffen duerstellt, mä Dir musst lech emol virstellen 12 Deeg hannerenee ze schaffen, ouni dass een Dag dertéschent fräi ass.

Vun dohier, Här President, ass et jo kee Wonner, an d'Fuerderungen, déi d'Eisebunnsgewerkschaft an deem doten Zesammenhang huet, si keng Utopie a sinn och net onrealistes, wa se froen dass nëmme méi siwen Deeg därer hannerenee geschaff ginn, dass nëmme méi fénnef Nuetsschichten därer hannerenee gemaach ginn, an dass duerno zwee Deeg solle fräi sinn. Ech mengen dass, 30 Joer no der Aféierung vum der 40-Stonne-Woch, dat dote keng utopesch Fuerderunge sinn déi hir Berechtigung absolut fannen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Gewerkschaften hu mat der Eisebunn iwwert déi dote Situatioun verhandelt an am Mee 2001 ass e Resultat erauskom mat deem d'Gewerkschaften averstane waren, e Resultat mat deem och d'Eisebunnsdirektioun averstane war, well um Site vum der Eisebunnsdirektioun war ze liessen: „Die CFL-Direktion ist auch der Meinung, dass die im Mai 2001 getrof-

fene Vereinbarung über die Verbesserungen der Arbeitsbedingungen eine gute Lösung darstellt, dies im Sinne sowohl der betroffenen Personals als auch der CFL-Unternehmens.“ Dat ass d'Positioun gewiescht vum der Eisebunnsdirektioun am Mee 2001.

Verbesserungen, déi do geschwat ginn, sollten am Juli 2003 a Kraaft treden, Verbesserungen, déi selbstverständlech vum de Leit, déi op der Eisebunn schaffen, déi betraff waren, erbäi gewünscht si ginn. Tatsaach war awer, datt am Dezember 2002 d'Eisebunnsdirektioun näischt méi wollt vum deenen doten Accorden héieren.

D'Gewerkschaften hunn dat Resultat, wat se 2001 ausgehandelt hatten, wat Komproméssresultater waren, wou d'Gewerkschaften och Kompromésser gemaach hunn, bei hire Membere vertrauden, bei hire Membere verkaaft an d'Zoustëmmung dofir fonnt, an dohier ass et absolut ze verstoen datt, wann aus net erklärbare Grënn déi dote Konditiounen gekënnegt ginn, d'Reaktioun vum de Gewerkschaften muss a Form vum engem Warnstreik ausgesinn.

D'Gewerkschaften sinn hei an der Responsabilitéit vis-à-vis vum hire Membere, a wa se hir Glafwierdegkeet eescht huelen, an dat maache se, dann ass dat heiten dat Eenzeg wat se konnte maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer dovunner schwätzen datt et e Problem gëtt téschent der Eisebunn an dem Personal dat do schafft, der Direktioun, dann, denken ech, ass et awer och hei un der Zäit ze soen, wien da schlussendlech d'Eisebunn duerstellt. Den Här Bausch huet dat a senger Interventioun scho kuerz gesot.

D'Eisebunn ass schlussendlech zu 94% an den Hänn vum Lëtzebuerger Stat. Am Verwaltungsrat vum der Eisebunn setze majoritär Leit, déi vum der Regierung dohinner genannt gi sinn an déi laut eiser Gesetzgebung vum 1990 weisungsgebundene sinn. Dat heescht, hei geet et eigentlich net an deem Sozialkonflikt, mat deem mer elo konfrontéiert ginn an nach enner Emstänn bliwen, drëm déi béis Eisebunnsdirektioun ze culpabiliséieren, mä hei geet et ganz kloer drëm, datt d'Regierung an de responsablen Transportminister eigentlech d'Usprechpartner sinn, fir dee Sozialkonflikt, mat deem mer elo konfrontéiert sinn. An den Transportminister ka sech an deser Fro net derhannert verschanzen, datt e seet, e géing sech net an d'Gestion journalière vum der Eisebunn améschen. Mir verrieden d'Meenung, datt hei an deem Konflikt, deen elo bevirsteet, ganz kloer den Transportminister an d'Regierung hir Responsabilitéit mussen iwwerhuelen.

An ech erënneren drun, datt wann ee vun Accordé schwätzt, déi eemol getraff gi sinn, och sollen agehale ginn, un déi Sprécher, déi deemools vum der Demokratescher Partei vum deem Riednerpult a vum anere Plazen ausgeschwat gi sinn, Pacta sun servanda, Pacta servanda sunt, doriwwer, datt Accorden, déi getraff gi sinn, sollen agehale ginn, et bien, da géing ech hei déi Leit, déi deemools dat iwwert déi Accorden do gesot hunn, och haut anhalen a Sprécher ewéi, versprach ass versprach a gëtt net gebrach. Wa se deemools Gëltegkeet hatten, dann denken ech datt se och haut Gëltegkeet hätten, an dofir géing ech mech dann elo schonn dorop freeën dem Transportminister seng Äntwert ze héieren, doriwwer wat en da gedekt ze maachen, fir deem Sozialkonflikt, deen elo bevirsteet, entgéint ze wierken...

(Interruptions diverses)

...a säi Versprieche anzehalen, wat hien a seng Partei am Joer '98 bei der Diskussioun iwwert d'Pensiounsreform agefuert hunn. Wat deemools Gëltegkeet hat, muss jo och haut...

(Interruptions diverses)

...nach gutt sinn.

■ **M. Henri Grethen, Ministre des Transports.** - Wat sidd Dir dann elo do amgang ze verzielen? Här President, den Här Zanussi ass elo amgang mir virzwerfen, ech wëllt d'Pensiounen vum der Eisebunner kieren. Dat kann dach net sinn.

■ **M. Jeannot Krecké (LSAP).** - Dir hutt et vläicht wëllles, mä Dir trautech net!

■ **M. Henri Grethen, Ministre des Transports.** - Mä dat ass nach schlëmmer. Den Här Fraktiounspräsident heet nach eng drop. Dat do si Calomnie!

■ **M. Marc Zanussi (LSAP).** - Här President, ech fannen et u sech scho befriedend, datt e Member vum der Exekutiv hei an där doter Aart a Weis intervenéiert. Ech soen hei dat...

■ **M. Henri Grethen, Ministre des Transports.** - Mä wann en esou Lige seet, da muss een dach intervenéieren!

■ **M. Marc Zanussi (LSAP).** - ...wat ech wëll, a wann dat lech net gefält, da braucht Der net nozelauschteren! Ech hunn hei d'Wuert an ech soen datt wat meng Meenung ass, egal wat Dir dozou ze soen hutt.

A wann ech soen datt dat, wat versprach ginn ass, och agehale soll ginn, da géing ech hei am Numm vum eiser Fraktioun eng Motioun deponéieren, wou mer d'Regierung invitéieren hir Verrieder am Verwaltungsrat unzeweise soss näischt ze maache wéi dat, wat am Mee 2001 versprach ginn ass, nämlech déi Aarbechtskonditiounen an déi Kontrakter, déi arrangéiert gi sinn, och anzehalen, an ech wëllt dat hei iwwert de Wee vum deser Motioun maachen.

Motion 5

La Chambre des Députés,

- *considérant les accords conclus entre la direction de la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois (SNCFL) et les partenaires sociaux en date du 25 mai et du 7 juin 2001 concernant l'introduction de nouvelles conditions de travail pour les cheminots, dont l'entrée en vigueur était prévue pour juillet 2003;*

- *soulignant qu'il est indispensable de veiller à ce qu'il y ait du personnel en nombre suffisant, bénéficiant d'une formation adéquate et pouvant profiter de conditions de travail appropriées au sein de la SNCFL afin qu'un service public de qualité accessible pour tous les usagers puisse être garanti;*

- *rappelant que le Gouvernement est actionnaire à 94% du capital social de la SNCFL et qu'il dispose d'un commissaire près les CFL ainsi que d'une majorité de représentants au sein du conseil d'administration de la SNCFL;*

- *sachant que la direction de la SNCFL n'a pas l'intention de respecter les accords du 25 mai et du 7 juin 2001 mentionnés ci-dessus;*

invite le Gouvernement

- *à faire en sorte que ses représentants au sein du conseil d'administration de la SNCFL s'engagent pour un respect et une mise en pratique des accords conclus entre la direction de la SNCFL et les partenaires sociaux datant du 25 mai et du 7 juin 2001.*

(s.) Marc Zanussi, Mars Di Bartolomeo, Alex Bodry, Mady Delvaux-Stehres, Jeannot Krecké.

An ech wëll drun erënneren, datt an deem leschte Konflikt, wou de Stat jo och Propriétaire an eenzelne Gesellschaften ass, wéi zum Beispill der SES, wou en nëmme 16% vum Kapital huet, de Statsminister sech an d'Broscht gehäit huet a sech dogéint gewiert huet, datt an der SES dat soll geschéie

wat d'Direktioun decidéiert huet. Wann de Statsminister oder e Member vun der Regierung dat bei 16% Participatioun an der SES mécht, dann ass et nach ëmmer eng Differenz vis-à-vis vu 94%, an dat wat bei 16% géllt misst jo dann och bei 94% gëllen.

Dann, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e Streik ze déclenchéieren vun enger Gewerkschaft ass ganz sécher eng schwiereg Décisioun, an déi Décisioun, déi hei geholl ginn ass, huet och näischt mat iergendwellechen nostalgische Gefüller ze dinn, mä ass den Ausdruck vun der Suerg vun deene Leit déi do schaffen, ëm hir Zukunft an där doter Entreprise. An ech géing mer wënschen datt déi Diskussioun, déi mer haut féieren, och dozou bäidréit, datt do-bausse bei der Populatioun déi Suergen, déi vun de Gewerkschaften iwwert d'Zukunft vun hirer Entreprise an de Vierdergrond geréckelt ginn, hiren Nidderschlag fannen an d'Leit mathélefen Drock ze maache bei der Regierung, fir datt dee Konflikt do ka bäigeluecht ginn.

Ech muss dann och soen, an deene leschten Deeg, wann een d'Press suivéiert huet, ass et eng Ausso ginn, déi befriement war. D'Tatsaach, datt offensichtlech d'Eisebunnsdirektioun ee Moment probéiert hat dee Streik, dee fir de Freideg ugesot ass, als illegal ze erklären. Ech si frou ze héieren, datt d'Eisebunnsdirektioun an där doter Fro e Réckzéier gemaach huet a gesot huet, datt de Streik u sech net illegal wier. Ech denken, datt de Streik an d'Streikrecht e verfassungsrechtlech Instrument sinn, dat Leit déi schaffen hunn, an ech denken och datt dat doten net ka mat esou Aussoen a Fro gestallt ginn.

Et ass ze bedauern, datt déi Aussoen do gemaach gi sinn, well ganz einfach eng Rei vu Leit opgrond dovunner Angscht hunn an den Androck haten, et kënnent hinnen eppes geschéien, wa se hei am Land géinge streiken, an dat och nach an engem Betrib wou de Stat 94% Aktionär ass. Dat ass net gutt. Et war och wichteg, datt hei nach eng Prezisioun doriwwer kënnent, ob dee Streik do legal ass oder ob en net legal ass.

A wann ech drun erënneren, datt d'Eisebunnsdirektioun domadder operéiert huet a gesot huet, datt eigentlech bei der Fro vum Streik d'Gesetz vun de Statsbeamte vu '76 misst applizéiert ginn, a wann ee pertinemment weess, datt an deem Gesetz am Exposé des motifs an am Avis vom Conseil d'Etat steet, datt dat iwwerhaapt net fir d'Eisebunnen ka gëllen, a wann ee weess, datt et jo net déi éischte Kéier ass wou gestreikt gëtt op der Eisebunn, an ech ka mech net erënneren, datt beim Streik vun '82 iwwert den Index oder bei deene méi rezente Streike vun 1998, wou d'Eisebunn zweemol am Joer gestreikt huet, iergendee vun der Direktioun, vun der Demokratescher Partei oder vun enger anerer Partei gesot huet, datt dee Streik net legal wier.

Ech wier also frou wann den Transportminister och hei herno a senger Antwort op déi Fro vun der Legalitéit vun deem dote Streik géing agoen, an, wéi gesot, ech begrëssen awer, datt d'Eisebunnsdirektioun an där doter wierklech wichtiger Fro, wat eng Fro vu sozialer Kohesioun hei zu Lëtzebuerg ass, e Réckzéier gemaach huet a gesot huet, datt dee Streik am Endeffekt net illegal ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, entscheidend fir d'Zukunft vun der Eisebunn ass selbstverständlech och déi Fro vun der Strategie a vum Gesamtkonzept. Ech hunn a menger Interpellatioun vum 12. März eng Rei Froen an deem doten Zesammenhank gestallt un den Transportminister, an ech wëll nach eng Kéier drun erënneren, datt déi Froen deemools net beäntwert goufen, mä awer och hei nach

eng Kéier drun erënneren, datt d'Responsabilitéit vun deem Strategiekonzept jo net einfach ka bei der Eisebunn leien. Mä och do denken ech, datt de Minister gefuerdert ass dofir ze suergen, datt dat Konzept op den Dësch kënnent.

D'Konzept war ugekënnegt fir d'Joer 2001. Duerno ass et zweemol verréckelt ginn an et ass dann ugekënnegt gewiescht fir d'Fréijoer 2002. Duerno sollt et de Summer 2002 sinn, duerno sollt et den Hierischt 2002 sinn. Elo si mer geschwé Summer 2003, a vun deem Strategiekonzept héiert een op jidde Fall iwwert de Wee vun der Chamber nach näischt.

Mir vertrieeden als Fraktioun grondsätzlech d'Meenung, datt d'Eisebunn weiderhin en integrierte Betrib bleiwe soll. Mir hunn dat och an der Interpellatioun iwwert de Wee vu Motiounen zum Ausdruck bruecht. Mir mengen, datt eng Finaliséierung net onbedéngt mat enger Produktionssteigerung verbonden ass. Dat muss keng Garantie sinn a mir vertrieeden éischer d'Meenung, datt et drëm geet iwwert de Wee vu Synergie méi fäerdeg ze bréngen wéi iwwert de Wee vun enger Finaliséierung, an ech wëllt do drun erënneren, datt zum Beispill d'däitsch Bundesbahn 118 eenzel Entreprises huet an et mat esou enger héijer Zuel vun Entreprises ganz schwéier ass Synergien...

(Interruptions)

Ech soe jo, et ass e schlecht Beispill. Ech zitieren et och als schlecht Beispill, datt et mat 188 eenzelnen Entreprises schwéier ass Synergien ze fannen, mä datt dat op deem anere Wee eng Méiglechkeet ass, déi vill méi grouss besteet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et muss een och drun erënneren, dass d'Eisebunnen u sech fréier jo privat waren. Firwat waren d'Eisebunnen privat? Firwat si se a staatlech Hänn iwwergaangen? Ganz einfach, well se an hirer Eegenschaft als Privatentreprisen deene Besoinen, déi de Service public hat, net konnte gerecht ginn. Dat dierf ee bei der ganzer Diskussioun net vergiessen.

Elementer, déi selbstverständlech och nach Bestanddeel vun der Strategie vun der Eisebunn misste sinn, ass d'Tatsaach dass et noutwendeg ass, dass tèschent der Eisebunnsdirektioun an dem Stat laangfristeg Kontrakter gemaach ginn, fir de Personentransport ofzesécheren, fir dat Material, wat an Zukunft soll kaf ginn, och kënnen ze amortiséieren.

An dann e puer Wuert zum Material, den Här Bausch huet schonn e puer Elementer dovunner hei virbruecht, an et ass jo och keng Zoufall, dass mer an enger Rei vu Froen déiselwech Informationsquellen an deem Beräich vun der Interpellatioun haten. Et gëtt e puer Dokumenter, déi weisen effektiv dass déi Wegmanns-Voituré vun 1965 sinn, jiddereen dee se kennt weess dass se hoffnungslos veraltet sinn.

Datselwech gëtt fir d'Moulinexen, déi vun 1974 sinn, wou sou vill Reparaturen dru musse gemaach ginn, an déi esou störfälleg sinn, dass nëmme 70% vun deem Material am Moment am Asaz ass. Datselwech gëtt fir d'Dieselen, déi aus dem Joer 1963 sinn a wou, doduerjer dass d'Décisioun fir neit Material ze kafen ëmmer erëm eraus gestruewe ginn ass, eng Rei vu groussen a wichtige Revisiounen un deene Maschinnen net gemaach gi sinn, mat der Tatsaach an der Konklusioun, dass se enorm störfälleg sinn an dass se nëmme zu 50% am Asaz kënnen sinn.

Méi katastrophal ass et nach bei deenen elektresche Maschinnen, déi aus dem Joer 1958 sinn, an déi eigentlech aus dem Verkéiersorde sollte gezu ginn, mä déi och, doduerjer dass d'Revisiounen, déi noutwendeg waren, net gemaach gi sinn, eng enorm Reparatur...

(Interruption)

Ech kommen do nach drop ze schwätzen, Här Rippinger, well do drot Dir, als Demokratesch Partei, eng vun deene gréisste Responsabilitäten.

(Hilarité)

Dir kënnent roueg laachen. Zu deenen elektresche Maschinnen, wéi gesot, sinn och nëmme 25% méi am Asaz, an am Wanter kann ee praktesch iwwerhaapt net méi domat fueren, well et iwwerall era reent an duerch d'Fichtegkeet déi Maschinne praktesch ëmmer mussen am Schapp stoen.

Alles dat, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, féiert natierlech dozou, dass d'Clients op der Eisebunn net zefridde sinn, an déi Etüd vun der ILReS, déi de François Bausch virdrun zitiert huet, aus dem Joer 1999 iwwert d'Klimatiséierung, d'Verspéidung, de Confort an esou weider, weist dat ganz kloer. Elo muss een natierlech wëssen, dass déi Fro vum Material bestellen ëmmer ofhängeg war, Här Rippinger, vun där Fro vum BTB-Projet.

(Hilarité)

Dat huet den Här Bausch...

(Hilarité)

Neen, mä Dir kënnent...

(Hilarité)

Här President, den Här Rippinger ka sou vill laache wéi e wëllt, hie ka jo herno heihinner kommen a soen, wat seng Meenung dozou ass.

(Interruptions)

M. le Président.- Loosst den Här Zanussi schwätzen.

M. Marc Zanussi (LSAP).- Ech soen lech nach eng Kéier haut an hei, dass d'Décisioun fir den Akaf vum Material ëmmer ofhängeg gemaach gi si vun der Tatsaach, ob de BTB-Projet gebaut gëtt oder net.

(Interruption)

Ma vun der politescher Décisioun iwwert de BTB oder net.

Une voix.- Déi duebelstäckeg Zich hätt Dir kënnen viru 15 Joer kafen!

M. Marc Zanussi (LSAP).- Här Buergermeeschter, a wann ech dann den Här Hauptert hei virdrun nach zitieren, deen d'Aussoe vum Willy Bourg hei iwwert de BTB-Projet nach eng Kéier an de Vierdergrond gestallt huet; de Willy Bourg, wat ee Mann war dee sech ëmmer fir de BTB-Projet agesat huet. Mä ier déi doten Décisioun gefall war, war et net méiglech ze decidéieren, wat fir e Material dass mer solle kafen.

Une voix.- Fir zweestäckeg Ween ze kafen! War dat net méiglech.

M. Marc Zanussi (LSAP).- Dës Regierung ass ugetrueden an huet direkt gesot, mir begreuwen de Projet vum BTB, dat war ganz kloer, a vun dohier hätt dann och déi Décisioun iwwert den Akaf vun deem neie Material net eréischt an de Joren 2002 oder spéitstens 2001 geholl ginn, mä direkt an dem Moment wou déi nei Majoritéit un de Pouvoir komm ass, an der Eisebunn déi doten Direktiven hätt misse ginn. D'Tatsaach, dass d'Material ze spéit bestallt ginn ass, féiert dozou dass et och selbstverständlech méi spéit ausgeliehwert gëtt, an eréischt an de Joren 2004 oder 2005 an 2006 zum Asaz kënnent.

An dann, déi Fro vun der Kapitalerhéijung hunn ech och an enger Question parlementaire un den Här Grethen gestallt gehat. An do deelen ech d'Aschätzung vum Här

Bausch, dass d'Eisebunn och muss an d'Lag versat ginn, fir all dat Material wat bestallt gëtt, an dat, wat nach zousätzlech muss bestallt ginn, och kënnen ze finanzéieren, an dat geet eiser Meenung no och nëmme iwwert de Wee vun enger Kapitalerhéijung, an och do hoffen ech, dass dat, wat den Här Bausch den Transportminister gefrot huet, elo vun him hei op der Tribün och gesot gëtt.

An dann déi Fro vum Modal split, vun deene 25%, ass ënnert deenen aktuelle Viraussetzungen absolut net ze errechen, do mussen eng Rei vun zousätzlechen Efforten nach gemaach ginn.

Wat kann een dann elo schlussendlech maache bis dat Material do ass, fir de Problem op der Eisebunn an d'Situatioun op der Eisebunn ze verbessern? Et bien, et muss een zousätzlech Personal astellen, fir déi Revisiounen bei deem Material, wat elo nun emol nach virhanden ass a wat nach ze retten ass, ze maachen. An zweetens misst d'Eisebunn fir dat Material, wat feelt, zousätzlech Material lounen, bis zu deem Moment wou neit Material zur Verfügung steet. Wann een d'Ugebuert fir d'Clienté wëllt oprecht erhalen, an och nëmme liicht wëllt verbessern, ass dat doten eng absolut Viraussetzung.

Dann zur där Fro vun den Ateliers, déi ech virdu schonn ugeschwat hunn. Wa vun der Eisebunn ëmmer verlaangt gëtt, dass et e performante Betrib soll sinn, dass se anstänneg solle schaffen, da muss een hinnen och anstänneg Geschir ginn. An ech weess net, ob Dir d'Ateliere vun der Eisebunn kennt, mä si entsprechen deem, wat den Här Bausch virdu gesot huet, si sinn net méi op deem leschten technesche Stand a si erlaben eigentlech och keen effikas an och kee rationell an anstänneg schaffen, dofir muss onbedéngt dee Centre de maintenance erneiert ginn.

An effektiv, déi Diskussiounen iwwert dee Centre de maintenance lafe scho während enger Rei vu Joren. An deenen Antworten op Question-parlementairen, déi ech gestallt hunn, geet dann doraus ervir, dass déi éischt Etapp vum Centre de maintenance 2005 an déi zweet Etapp 2008 soll fäerdeg gestallt ginn. A wa meng Informatiounen richtig sinn - an dat dierft jo och vläicht keen Zoufall sinn -, gëtt mar oder iwwermer eng nei Maquette vun deem Centre de maintenance virgestallt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zu den Infrastrukturprojeten hunn ech agangs gesot, dass ech do haut op dëser Plaz net méi vill wëll dozou soen. Ech wëll just drun erënneren, dass mir als Fraktioun awer grondsätzlech bei der Konzeption vun deem Projet Mobilitéit.lu Schwierigkeeten hunn. Mir gleewen net, dass dee Projet Mobilitéit.lu funktionéiert, aus deenen Ursachen, déi mer an der leschter Interpellatioun opgefouert hunn. D'Leit bis virun d'Stad bréngen an da mam Bus an d'Stad féieren, funktionéiert eiser Meenung no net.

Mir stellen awer och fest, dass eng Rei vun Infrastrukturprojeten am Zesammenhang mam Schinnebau op den Instandzeweue bruecht gi sinn, mir kréie jo hei an der Chamber ganz sécher d'Geleeenheet déi dote Projeten ze kommentéieren, zum Beispill ënnert anerem dee vum Kierchbiérg. An do wëll ech awer och an deem doten Zesammenhang direkt den Avis vum Conseil économique et social zitieren, deen awer och an deem Zesammenhang mat deem dote Projet ganz kloer an d'äitlech gesot huet, dass déi Investissementer, déi do musse gemaach ginn, sech eigentlech nëmme rentéieren, wann och e Schinnegeboune nenuschloss an den Zentrum vun der Stad garantéiert ass, a mir kommen do nach eng Kéier drop zrëck.

Dann iwwert déi Fro vun de Broochen. Doriwwer hu mer och schonn

hei geschwat gehat, a mir hunn eis als Fraktioun kloer an d'äitlech dofir ausgeschwat, dass am Fall vun de Broochen, am Fall vun deem Südbahnhof, deen do ageriicht soll ginn, d'Chance soll profitéiert ginn, fir wierklech deem dote Projet e Modellcharakter ze ginn, fir dem öffentlechen Transport eng eescht Prioritéit ze ginn. An och déi Fro vum Train-Tram, menge mer, dass dat entscheidend ass fir de Fonctionnement vun deem dote Konzept. Ech deelen awer net d'Aschätzung vun Här Hauptert, dass d'Gare vun der Stad Esch kéint ausgeklamert ginn, ech denken dass alleguerten déi Verbindungen missten iwwert d'Gare vun der Stad Esch fueren, ansonsten do eng Persécutioun geschitt, déi net ze vertrieeden ass.

Mä, zu dem Fall vun de Broochen, mengen ech nach eng Kéier kloer an d'äitlech, dass mir als Fraktioun och dofir sinn, dass do een Train-Tram ageriicht gëtt, an d'Ausso vum Transportminister doriwwer erwaarde mir och mat grousser Spannung.

Et muss een awer soen, dass wann een eng Strategie huet, ee selbstverständlech all Projekte matenee ka maachen, a wann een dat wëllt maache brauch ee ganz vill Personal, et brauch ee vill Techniker, vill Ingenieuren déi doranner schaffen.

Mä wann een an der Praxis an net nëmme an der Theorie wëllt viru kommen, da muss een och ganz kloer Prioritéiten hunn.

A mir hunn an der Motioun bei dem Débat vum 12. März ganz kloer gesot, dass eis Prioritéit doranner läit, dass prioritär d'Neibaustreck Beetebuerg-Lëtzebuerg soll realiséiert ginn, an duerno d'Gare vun der Stad Lëtzebuerg moderniséiert muss ginn an deene Bedierfnisse ugepasst ginn, déi eng absolut Noutwendegkeet sinn.

E weidert Element vun enger Strategie, an deenen Zäite wou mer haut liewen, ass natierlech eng offensiv Approche vis-à-vis vun deene Liberaliséierungsbestrebungen, déi an der Vergaangenheet an och an der Zukunft op d'Lëtzebuurger Land an op d'Eisebunn duerkommen; dat zu deem Zäitpunkt besonnesch am Giddertransport. Sait dem März 2003 si jo déi éischt 50.000 Kilometer liberaliséiert, a bis 2008 sollen déi reschtlech 100.000 Kilometer dobäi kommen.

Mir hunn an den 90er Joren hei am Parlament, mengen ech, och mat der Eestëmmegkeet vun allen Deputéierten, Eisebunnsreformen duerchgefouert, déi d'Basis duergestallt hu fir där Liberaliséierung offensiv entgéint ze wirken, mir hunn d'Eisebunn an eng Aktiengesellschaft vum öffentleche Recht ëmgewandelt, mir hunn d'Infrastruktur...

(Interruption)

...vum Betrib kontabilitéitsméisseg getrennt, an dat, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ouni Sozialkonflikt. Et ass gelongen déi dote Reformen ze maachen, an engem echten Dialog mat de Gewerkschaften, ouni dass e Sozialkonflikt hei zustane komm ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Giddertransport ka selbstverständlech nëmme ganz schwierig a Konkurrenz triede mam Stroossen-transport. Mir haten och eng Kéier viru Joren eng Diskussioun hei iwwert d'Wäissbuch vum Här Kinnock, iwwert d'extern Käschten, déi bei der Eisebunn ufalen an déi sech beim Stroossen-transport iwwert de Beräich vun der Umweltbelaaschtung an den Accidenter net nidderschloen, a vun dohier ass et eigentlech eng Concurrence déloyale wann een d'Eisebunn esou mam Stroossegiddertransport a Konkurrenz setzt.

D'Tatsaach beweist och, dass de Giddertransport op der Eisebunn am Laf vun deene leschte Joren op 8% vum ganzen Eisebunnstrafic geschrumpft ass. Métt vun den

80er Jore waren et ëmmerhin nach 20%. An op der Strooss ass et selbstverständlech duerch déi privilégiéiert Situatioun, déi d'Entreprises do virfannen, eng Tatsaach, dass 44% vum gesamten Trafic, deen op de Stroosse fiert, Gidderverkéier ass, mat alle Konsequenzen déi mer dovunner kennen.

Bei deem leschte Liberaliséierungspaket, deen och virdrun ugeschwat ginn ass, hunn effektiv d'Fransousen, d'Belsch an och de Lëtzebuurger Transportminister sech dergéint ausgeschat - wat u sech richteg war -, mam Argument dass d'Öffnung vum Marché eigentlech net an deem dote Mooss brauch beschleunegt ze ginn. An interessant war, dass d'Kommissioun jo dru festgehalten huet, dass bis zum Joer 2007 ee Rapport iwwert d'Konsequenze vun där bis dohinne existéierender Liberaliséierung soll virgedroe ginn, a mir waarden alleguete wat do als Konklusiounen aus deem Rapport erauskéint.

Awer, trotzdem dass mer als Land géint déi dote Liberaliséierungsbestriewunge gestëmmt hunn, si mer domadder konfrontéiert, dass déi Liberaliséierung do op d'Eisebunn duerkennt an et geet drëm d'Eisebunn weider dorobber virzubereeden. A mir hunn den Androck, wéi wann d'Eisebunn op déi dote Liberaliséierungswell eigentlech net gutt virbereet ass, an ech wëll do eng Rei vu Beispiller zitieren.

Déi Fro vun de Règlements grand-ducaux ass virduvur schonn ugeschwat ginn. Effektiv gétt et eng ganz Rei vu wichtege Règlements grand-ducaux iwwert d'Fro, wien an Zukunft hei zu Lëtzebuerg Eisebunn daerf bedriewen, wat fir eng Konditiounen dass ee muss erfëlle fir eng Lizenz ze kréien. An den Transportminister ass jo och ee vun deenen, dee sech am Beräich vun den Entreprises, wat de Stroossen-transport ubelaangt, ëmmer dogéint ausgeschat huet, dass mer een zweete virtuellen Aarbechtsmaart hei zu Lëtzebuerg kreéieren.

Dat, wat bei den Transportentreprisen op der Strooss gëlteng war, ass an deem Fall och hei richteg. Do muss iwwert de Wee vun deene Règlements grand-ducaux opgepasst ginn, datt dat doten eis net nach eng Kéier geschitt.

Et stellt sech och d'Fro, wann Entreprisen, déi Eisebunn bedriewen, sech hei zu Lëtzebuerg wëllen etabléieren, no wat fir enge Konditiounen dass se sech etabléieren, wat fir eng Gesetzer dass se mussen an Zesammenhang mat de Personalkäschte respektéieren. Et gétt kee Kollektivvertrag an deem dote Beräich, wéi et e beim Stroossen-transport gétt. D'Fro muss ee sech stellen inwiefern dass d'Gesetz vun 1920 iwwert d'Eisebunnsweisen - wou dra steet, dass all Entreprisen déi sech hei niddereisst d'Personal nom Eisebunnsstatut muss bezuelen - nach Gëltengkeet huet. Alles dat si wicteg Froen, déi an deem dote Règlement grand-ducal musse gekläert ginn.

En anere Règlement grand-ducal betrëfft selbstverständlech déi Fro vun de Certificats de sécurité, an do denken ech, dass de Punkt vun der Sécherheet och e ganz entscheidenden ass. Et kann een den Androck hunn, dass wann Entreprisen privatiséiert sinn, dat doten net zu hirer absolut éischter Prioritéit gehéiert, an ech erënneren lech drun dass bei der Diskussioun iwwert déi lescht Accidenter, déi schwéier Accidenter déi mer op der Eisebunn haten, vu Verwaltungssäit aus, vun der Directionsäit an och vum Minister aus gesot ginn ass, dass d'Sécherheet absolut Prioritéit huet. An ech wollt an deem Zesammenhang och froen, wéi wäit dass et mat deenen neien ETCS oder anere Sécherheetssystemer ass, déi op der Eisebunn sollen agesat ginn, fir Accidenter kënne wierksam ze verhënneren.

Da stellt een awer och fest, dass wann een iwwer Privatiséierung schwätzt an déi Fro vun der

Sécherheet uräisst an et weess een, dass jo am Moment deeglech Zich vu Privatentreprisen och iwwert de Lëtzebuurger Réseau fueren - d'ELC, fir se net ze nennen - an een all Kéiers direkt mierkt, dass wann d'Visiteuren d'Bremse vun deene Wagone kontrolléieren, direkt Schwieregkeete mat de Bremssystemer sinn, mat de Bremsbäck, an aneres méi, wann dat sollen d'Konsequenze sinn, da mengen ech dass een déi Fro vun der Sécherheet absolut prioritär muss behandelen an dorobber ganz gutt uecht ginn.

En anere Règlement grand-ducal dee wicteg ass, ass deen iwwert d'Aptitude fir d'Personal. An e wictege Règlement grand-ducal ass och nach deen iwwert de Contrôle périodique vum Material selwer, deen och virduvur vum Här Bausch ugeschnidde ginn ass. An deen iwwert d'Tarifcatioun, an dee vun de Redevancé fir d'Utilisatioun vum ganze Réseau.

An déi Reglementer, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, si vun dohier ganz wicteg, well se kënnen kee ganz groussen, mä en Afloss op d'Konkurrenzsituatioun vun der Eisebunn vis-à-vis vun aneren Entreprisen hunn, déi sech an Zukunft hei am Land nidderloossen.

An duerfir mengen ech, dass een ënnert deem doten Aspekt déi Reglementer do muss gesinn a se och deementsprechend muss konzipéieren. Well de Giddertransport ass fir d'Eisebunn selbstverständlech e Beräich dee ganz wicteg ass, net nëmme deen internationalen, mä och deen internen.

An ech wëll just drun erënneren, wann effektiv d'Eisebunn géing hi-go, fir zum Beispill den Transport vun der Intermodale net méi ze kréien an et misst ee sech virstellen, dass déi Tonnen an Tonnen, déi d'Intermodale brauch, mat Camionë missten duerch de Kayldall gefouert ginn, da kéint Der lech jo virstelle wat fir eng nefaste Konsequenzen dat op d'Liewensqualität vun deene Leit hätt, déi an där doter Géigend wunnen. Duerfir mengen ech, dass dat eng absolut Noutwendegkeet ass.

E weidere Punkt ass deen, dass d'Gesetz vun 1999 iwwert den Accès op de Lëtzebuurger Eisebunnsmarkt muss an enger ganzer Rei vu Beräicher reforméiert ginn.

Éischtens am Beräich vun de Kontrollmechanismen, zweetens am Beräich vun deem Organ deen d'Tarifcatioun mécht, an drëtzens am Beräich, dass d'Eisebunn en Document de référence muss iwwert dee Réseau erstellen, si muss deen Document de référence publizéieren, mat de Charakteristike vun der Infrastruktur an de Konditiounen vum Accès.

Dat, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ass fir eis en Zeechen dofir, dass d'Eisebunn net optimal op déi Liberaliséierungswell do virbereet ass, a mir géingen eis wënschen, wéi den Här Bausch och virduvur gesot huet, zum Stand vun deene Règlements grand-ducaux herno e puer Ausféierungen vum Transportminister ze kréien.

Eppes wat selbstverständlech och zu engem Konzept vun der Eisebunn gehéiert ass dat vun deenen Accessoires déi d'Eisebunn brauch, fir eng performant Entreprisen ze bleiwen a fir zousätzlech Clienten ze kréien. Dee Modal split vu 25/75 schwieft jo jidderengem nach am Kapp. A Froen a Moosnamen, wéi Mobilitéitszentral, wéi de Verkéiersverbond, sinn absolut Noutwendegkeeten, déi och d'Eisebunn brauch, fir dat Instrument ze ginn, firwat dass d'Leit et hei am Land brauchen. An dofir si jo och d'Mobilitéitszentralen, wéi och de Verkéiersverbond, Engagementer déi dës Regierung agaan ass, wou se hei ugetrueden ass, an och do wär ech fro vum Transportminister ze héieren, wat den aktuelle Stand vun deenen dote Projeten ass.

Schlussfolgernd stelle mer fest, dass am Avis vum Conseil économique et social, deen elo kierzlech erauskomm ass, der Regierung zwar certifiéiert gétt, dass se eng Rei vun Efforté mécht, mä dass awer e Gesamtkonzept fir den öffentliche Transport insgesamt feelt; eng Feststellung déi mir deelen.

Bis elo huet een, ausser Ukënnungen, an der Praxis net vill gesinn a mir géingen eis wënschen, dass fir dat wat ugekënnegt ass och déi noutwendeg Viraussetzung geschafte kënnen ginn, dass et ëmgesat gétt.

Leschte Punkt ass deen, dass mer, wat de Konflikt op der Eisebunn ubelaangt, nach eng Kéier d'Meenung verrieden, dass hei d'Responsabilitéit vum Transportminister an der ganzer Regierung gefrot ass, a mer eis géinge wënschen, dass se sech an deem Fall zu engem Agréiff entscheeden kënnen deen och duerfir suert, dass dee Konflikt relativ séier bäigeluecht ass.

Ech soen lech merci fir Är Opmierksamkeet.

■ Une voix. - Très bien.

■ M. le Président. - Merci, Här Zanussi. Als nächste Riedner ass den Här John Schummer age-droen. Här Schummer, Dir hutt d'Wuert.

■ M. John Schummer (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Bausch werft a senger Demande d'interpellation eng Rei Froen op, déi ech, wann Dir erlaabt, folgendermoossen traitéieren wëll. Den Interpellant werft als éischte Punkt Froen op wat déi aktuell Eisebunnsinfrastrukturen an och wat d'Rullmaterial betrëfft.

Ech géing déi zwou éischt Froen gäre mat där leschter Fro behandlede vun där Demande d'interpellation, déi vun der praktescher Ëmsetzung vun der Strategie Mobilitéit.lu handelt. An da géing ech op d'Strategien a puncto Investissements ferroviaires ze schwätze kommen, fir da mat der Strategie vun der CFL op nationalem an op europäeschem Niveau ofzeschléissen.

Komme mer also zu den Eisebunnsinfrastrukturen, dem Rullmaterial an der Strategie Mobilitéit.lu. Wéi Der onschwéier erkenne konnt, huet den Henri Grethen, als Wirtschafts- an Transportminister, an deene leschten zwielef Méint eng Rei vu Projeten hei an der Chamber déposéiert, déi d'Gesetz vum 10. Mee 1995 iwwert d'Gestioun vun den Eisebunnsinfrastrukturen amendéieren sollen. Ech denken do zum Beispill un d'Projet-de-loien déi den 18. Abréll 2002 an den 8. Oktober 2002 hei an der Chamber déposéiert gi sinn.

Wat de Projet de loi vum 18. Abréll 2002 ubelaangt, sou bënhalt deen net nëmme eng Rei Korrekturen zu de Projets d'investissement, déi am Juli 2000 gestëmmt goufen, mä e gesäit schonn eng éischt Mesure vir wat d'Strategie Mobilitéit.lu ubelaangt, déi den Transportminister jo de 24. Januar 2002 virgestallt huet.

D'Gesetz vum Juli 2000 hat virgesinn, de Viaduc Polvermillen op dräi Gleiser auszubauen. Elo, am Hibleck op déi nei Eisebunnsverbindung op de Kierchbiert iwwert de Findel, ass mat deem Projet de loi vum 18. Abréll 2002 virgesinn, an d'Plaz en zweete Viaduc parallel zum éischten ze bauen, deen dann och zweegleiseg soll sinn.

Den 8. Oktober 2002 ass e weidere Projet de loi an der Chamber déposéiert ginn, fir d'Gesetz vum 10. Mee 1995 ze amendéieren. Déi Dispositiounen sinn eng logesch Suite vun der Strategie Mobilitéit.lu.

Mat der Strategie Mobilitéit.lu huet den Transportminister sech als Objektiv gi bis d'Joer 2020 e Modal split vu 25% am öffentlichen Transport ze errechen.

D'Dispositiounen, déi am Projet de loi, deen den 8. Oktober 2002 déposéiert ginn ass, enthalen ginn, gesinn zum Beispill den integralen Ausbau op zwee Gleiser vun der bestoender Eisebunnsliin Péiteng-Lëtzebuerg vir. Mat där Mesure soll de Module P vun der Strategie Mobilitéit.lu realiséiert ginn, wouduerch déi regional Zuchréseau vun eise belsen an eise franséischen Nopere besser un dee Lëtzebuurger Réseau ugeschloss ginn. Den Ausbau op zwee Gleiser erlaabt et den Zäitofstand zwëschen deene verschiddenen Zich ze verréngeren, wat natierlech e grouse Capacitéits- an och e grouse Qualitéitsgewinn duerstellt, wouduerch d'Beruffspendler ausserdeem motivéiert solle gi fir op den Zuch ëmzesteigen.

Mat deemselwechte Projet de loi soll och de sougenannte Module K2 vun der Strategie Mobilitéit.lu realiséiert ginn. Dee Projet ass och am Kontext vun der Eisebunnsverbindung op de Kierchbiert iwwert de Findel ze gesinn. D'Linn zwëschen Hamm, also der Polvermillen, a Sandweiler soll op zwee Gleiser ausgebaut ginn.

Däerf ech op deser Plaz drun erënneren, dass den Transportminister de Projet de loi 5098 de leschten 11. Februar hei an der Chamber déposéiert huet, deen och d'Gesetz vum 10. Mee 1995 iwwert d'Gestioun vun den Eisebunnsinfrastrukturen amendéieren soll. Konkret ass an deem Projet de loi d'Realisatioun vun der Eisebunnsverbindung op de Kierchbiert an iwwert de Findel virgesinn.

Vun 2006/2007 u wäert et da méiglech si mam Tram vun der Gare Lëtzebuerg, esou wéi vun Dummeldeng aus op de Kierchbiert ze fueren. Ech mengen, dat misst dem Här Bausch och eng Äntwert ginn op seng Fro, wou d'Strategie Mobilitéit.lu praktesch ëmgesat soll ginn.

Däerf ech och drun erënneren, dass dat, wat an der Strategie Mobilitéit.lu envisagéiert gétt, e kohärent Bestanddeel vum Plan sectoriel transports ass. De Plan sectoriel transports baut op den IVL, integrativen Verkehrs- und Landesentwicklungskonzept op, un deem amgang ass geschaffte ze ginn.

Déi verschidde Projets de loi, déi elo dat Gesetz vun 1995 iwwert d'Gestioun vun den Eisebunnsinfrastrukturen ëmännere sollen, gesi jo genau esou wéi och d'Gesetz vum 24. Juli 2000 Projeté vir, fir d'Maintenance vun der Eisebunnsinfrastruktur ze garantéieren a gläichzäiteg d'Sécherheet an d'Qualitéit vum Eisebunnsréseau ze verbesseren. Ausserdeem dokumentéieren se de Wëlle vum Transportminister, konsequent d'Eisebunnsnetz an déi nei Besoins de mobilitéit vun enger séier wuessender Bevölkerung unzepassen.

Mä et geet natierlech net eenzeg an eleng duer, d'Eisebunnsinfrastrukturen astand ze halen an auszubauen, datselwecht géllt och fir d'Rullmaterial, also d'Lokomotiven an d'Wagone.

Et ass eng Tatsaach, dass déi al Ateliers, déi fir d'Maintenance vum Rullmaterial zustänneg sinn, vétuste sinn. Effektiv ass et esou, dass déi aktuell Ateliers nom Zweete Weltkrich gebaut gi sinn an net méi den techneschen Ufuederunge vu modernem Material entsprechen. Déi Ateliere ware fir d'Maintenance vun Damplokomotive virgesinn. Et schéngt kloer, dass et sech deemo opgedrängt huet en neie Centre de maintenance virzugesinn, well eng Adaptatioun ze opwenneg gewiescht wär an deemno ekonomesch net justifiable.

De Minister Henri Grethen huet op déi Situatioun schonn am Joer

1999 reagéiert, andeem hien der CFL den Optrag ginn huet, esou schnell wéi méiglech e Projet vun engem neie Centre de maintenance auszeschaffen, deen um Site Dernier Sol zu Bouneweg gebaut soll ginn. Vu que dass dee Projet zesumme vun der CFL an dem Fonds du rail finanziert soll ginn, huet den Transportminister déi staatlech Finanzementer an dee Projet de loi ageschriwwen, dee spéider d'Gesetz vum 24. Juli 2000 ginn ass. No enger Réorientatioun vum techneschen Deel vun deem Projet duerch d'CFL, déi eng substanzuell Incidence op d'Enveloppe budgétaire huet, ass an deem Projet de loi, deen den 8. Oktober 2002 hei an der Chamber déposéiert ginn ass, eng Adaptatioun an deem Sënn och virgeholl ginn.

Fir de Moment ginn déi technesch Etüden, wat dee Projet ubelaangt, durchgeführt an d'Kommodo-Inkommodo-Prozedure sinn ugelaft an um Instanzewe. Et gétt sech erwaart, dass deen éischten Deel vun deenen Installatiounen vun 2005 un a Betrib geholl ka ginn, an den zweeten Deel dann 2008.

D'Maintenance vum Rullmaterial gétt mer dann och d'Stéchwuert fir op d'Acquisitioun vun deem Material ze schwätzen ze kommen. Bis 2004 ass jo virgesi 57 sougenannte Wegmann-Wagone ze ersetzen, déi 36 respektiv 38 Joer al sinn. Et ass och virgesinn déi elektresch Zuchmaschinen, déi 28 respektiv 32 Joer al sinn - dat ass schonn alles gesot ginn - ze ersetzen.

Dat Material gétt d'Méiglechkeet am Moment vu 6.682 Sätzplazen, a wann Der den Alter dovunner héiert, kënt Der lech virstellen, dass et effektiv héich Zäit gétt dat ze ersetzen an duerch zousätzlech Material, enner anere Train-tram ze ergänzen.

De Minister Henri Grethen huet och d'CFL gefrot, si sollen him eng kohärent Strategie fir den Transport iwwert d'Schinn zu Lëtzebuerg virleeen, wat déi mëttel- a laangfristeg Uspréich an d'Capacités um Niveau vun den Infrastrukturen an dem Rullmaterial ubelaangt. Den Henri Grethen huet d'CFL verantwortlech drop higewisen, dass hire contractuellen Optrag a puncto Organisatioun vum öffentliche Schintransport hee am Land och d'Verpflichtung bënhalt, fir méi zäitgeméisst Material ze suergen, dat der Capacitéit an de Komfortspréich vu senger séier wuessender Clientèle gerecht gétt.

Déi Initiativen, déi den Transportminister mat den CFL gläichzäiteg geholl hunn zu der Entwécklung vun där Strategie, hunn et erlaabt, d'Besoinen a puncto Rullmaterial ze definéieren, an dat am Hibleck ëmmer erëm op d'Strategie Mobilitéit.lu.

D'CFL huet och déi néideg Démarchen ennerholl fir dat aalt Rullmaterial auszetauschen an en neie Fuhrpark ze erstellen, deen eng Capacitéit vun 22.636 Plazen duerstellt, wat Investissementer an der Héicht vun 386 Milliounen Euro entsprécht. An deem Budget sinn awer d'Lokomotiven net derbäi, déi kommen nach zousätzlech.

Zwielef elektresch Automotricë si bestallt ginn, déi zwëschen 2004 an 2006 wäerte geliwwert ginn. Weiderhi si 85 Duebelstackwagone bestallt, wou déi éischt ab November 2004 geliwwert ginn. 15 sougenannt RIC-Wagone si bestallt ginn, genau esou wéi 40 Wagone fir den Train-Tram-Betrieb, déi zwëschen 2005 an 2009 geliwwert solle ginn.

A wat d'Lokomotiven ubelaangt, esou sinn der 20 bestallt ginn, déi fir de Persounentransport sollen agesat ginn. Déi sollen zwëschen 2004 an 2005 disponibel sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de leschte Punkt, deen den Interpellant ugeschwat huet, ass dee vun der Strategie vun den CFL.

Et schéngt kloer, dass Termé wéi Sécherheet, Confort, Service, Pünktlechkeet keng eidel Wieder däreft bleiwen. Dat wat elo am Kader vun der Strategie Mobilitéit.lu virgesinn ass, déi Infrastrukturprojeten, déi ech elo ugeschnidden hunn, genau esou wéi déi Acquisitionne vun neuem Rullmaterial, dat beweist ganz kloer d'Bestriewunge vum Transportminister fir deenen Ufuerderungen och gerecht ze ginn.

Wat den europäesche Kontext ubelaangt, wéll ech Folgendes bemerken: Et ass wichteg fir Lëtzebuerg un déi grouss Réseaux transeuropéens unzuschléissen. Den 18. Abréll 2002 huet dann och den Henri Grethen e Projet de loi iwwert den Uschloss vu Lëtzebuerg un den TGV-Est hei an der Chamber déposéiert. De viraussichtleche Käschtepunkt vun der Lëtzebuerger Bedeelegung - well dat geet jo net ouni Fräen - um TGV-Est, no Aktualisatioun, wäert bei iwwer 120 Milliounen Euro leien. Ausserdeem begréisst d'DP-Fraktioun et, dass den Transportminister esou schnell intervenéiert ass bei sengem franséischen Homolog Gilles de Robien, wéi bekannt ginn ass, dass d'Realisatioun vun der zweeter Phas vum TGV-Est européen, déi ebe just Lëtzebuerg concernéiert, a Fro gestallt wier duerch de Rapport d'audit vum Conseil général des Ponts et Chaussées an der Inspection générale des Finances. Den Transportminister huet a sengem Schreiwes op d'Anhalen an de Respekt vum Accord vum 28. Januar 2002 ganz kloer hi-gewisen.

Ausserdeem soll ee jo och wëssen, dass duerch den TGV-Est européen d'Verbindunge vu Lëtzebuerg op Stroosbuerg nach verbessert gi sollen an dass Lëtzebuerg jo mat senge belschen Noperen och eens schéngt ze sinn, fir dass déi onsäglech Streck Lëtzebuerg-Bréissel soll verbessert ginn.

D'Zil ass et jo eng qualitätsorientéiert Eisebunnverbindung zwëschen deenen dräi europäeschen Haaptstied, Stroosbuerg, Lëtzebuerg a Bréissel, ze garantéieren. Et ass dat schonn eng laang Forderung vun deenen diversen europäeschen Institutiounen, an et ass och d'Responsabilitéit vun den Autoritéite vun deenen dräi Länner, an deenen déi Stied leien, fir eng Eisebunnverbindung zwëschen deene Stied ze garantéieren, déi der Importenz, déi déi Stied an der Europäescher Unioun anhuelen, och gerecht gëtt.

Wann ech da vun Europa schwätzen, da kommen ech och net derlaanscht nach e puer Wuert iwwert d'Libérisatioun vum Zuchverkéier am Beräich vum Wueren- a vum Persounentransport ze verléieren. Et ass allerdinges gewosst, dass d'Parts de marché vum Eisebunnstransport fale par rapport zum Stroosstransport an dass haut den Iwwerleeunge vun der europäescher Kommissioun an enger Majoritéit vu Mitgliedstaaten no d'Libérisatioun dozou ugedoen ass, deen Trend ze contrecarréieren, wat awer nach laang net bewisen ass.

Lëtzebuerg huet mat der Belsch a mat Frankräich heibäi eng aner Meinung, nämlech dass d'Maarktkonditiounen fir d'éischt mussen harmoniséiert ginn, ier de Maart ka liberaliséiert ginn. Awer nach kierzlech am Transportconseil vum leschte Mäerz goufen déi dräi iwwerstëmmt.

Wann et also inévitable ass sech deenen neie Gegebenheeten unzupassen, dann ass et awer och genau esou wichteg, dass d'Aarbechtkonditiounen, déi duerch déi Imperativen entstinn, ugepasst ginn am Respekt an am Intérêt vun alle Bedeelegten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen ech konnt hei duerstellen, dass, säit de Minister Henri Grethen an deem Ministère

ass, sech wierklech eppes deet a puncto Politique ferroviaire. Et gëtt no engem kloerem Konzept verfuert, dat op enger kloerer Visioun, der Strategie Mobilitéit.lu an op kloer Parameteren, dem IVL an dem Plan sectoriel transport berout. An et besteet de politesche Wëllen, dee fermé politesche Wëllen, eescht ze maache mat der Ëmsetzung vun deene politeschen Objektiv, fir déi steeteg Dépôts de lois, déi ech elo alleguerten opgezielt hu vum Minister, dat regelméisseg all puer Méint hei an der Chamber weisen.

Meng Fraktioun an ech selwer sinn dovun iwwerzeugt, dass d'Regierung a speziell den Transportminister op deem richtege Gleis fueren, fir deenen Erausforderungen, déi sech am öffentlechen Transport an am speziellen um Niveau vun der Eisebunn stellen, gerecht ze ginn.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Merci, Här Schummer. Als nächste Riedner ass den Här Fernand Greisen age-droen. Här Greisen, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Greisen (ADR). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den öffentleche Wueren- a Persouneschinneverkéier muss a wäert och an Zukunft eng gréisser Roll spillen. Well mer och an Zukunft net op individuell Mobilitéit verzichte kënnen a wëllen, muss mer d'Stäerke vun deenen einzelne Verkéierssystemer ausbauen an hir Schwächte beseitegen. De Verkéier vum 21. Jorhonnert muss vu Systemer, déi sech konkurrenzéieren, ëmschwenken op Gesamtlösung mat Synergien an alle Beräicher. D'Stéchwuert Développement durable oder nohaltege Mobilitéit muss och hei gellen.

Am Géigesaz zum Interpellant an zum sozialistesche Spricheer hei, sinn ech net Gewerkschaftler bei der Eisebunn, mä Benotzer, privat a beruflech. Meng Suerg ass et, dass gewerkschaftlech partikulär Interessen de Betrieb vu kollektive Verkéierssystemer an esou rigid an deier Forme pressen, dass e sech selwer erwiert. D'Politiker hunn et bis elo net fäerdeg bruecht eis CFL an d'Lag ze versetzen, hir eege Problemer an de Grëff ze kréien. Eis Eisebunn mat 3.144 Leit Personnal, an 3.908 Pensionären am Joer 2002, laut Transportministère, ass hoffnungslos hannendran. Jorelaang ass näischt investéiert ginn, ausser an Etüden. De Wuerentransport ass réckleefeg, minus 10% an de leschten zwee Joer. D'Gewerkschafte wëlle streiken an domat de Rescht vu Passagéier vergraulen. Engersäits iwwerbesat, maachen op där anerer Säit Leit deier Iwwerstonnen, ass hei gesot ginn. Mat der Opzielung vun alle Problemer aus de leschte 50 Joer huet den Interpellant hei um Pult bewise wéi schlecht eppes fonctionnéiere kann, wann et esou vum Stat an de Gewerkschafte jorelaang gefouert gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, des Interpellatioun gëtt mer d'Geleeënheet de Standpunkt vum ADR zur Transportpolitik nach eng kéier an Erënnerung ze ruffen.

1. Den ADR trëtt a fir eng Verbesserung vun den Infrastrukture fir den individuelle Verkéier, duerch den Ausbau an d'Moderniséierung vun eisem Stroosennetz.

2. Den ADR trëtt awer och a fir eng gezielte Förderung vum öffentleche Verkéier duerch d'Afféiere vun engem attraktiven a flexiblen Transportsystem. Bei all dese Geleeënheeten an der Vergaangenheet hunn ech ëmmer erëm versicht e puer wichteg Viraussetzungen ze nennen, déi erfüllt mussen ginn, ier den ADR säin Accord zu engem öffentlechen Transportsystem ka ginn.

Ech wëll se nach eng kéier nennen, fir des besonnesch wichteg Konditiounen ervirzehiewen.

1. Et dréit sech drëm en ëmweltfrëndlechen a flexible System ze

fannen, deen an der Lag ass eng ëmmer méi grouss Zuel vu Passagéier a Wueren ze transportéieren.

2. D'Exploitatioun vun esou engem Verkéierssystem oder Verkéiersbetrieb muss no privatwirtschaftleche Kritäre fonctionnéieren.

3. Wichteg ass fir den ADR, d'Garantie fir en anstännege Service public. Eng wéll Privatiséierung à la Thatcher wëlle mir net. Sécherheet a sozial Iwwergangsbestimmung sinn ze garantéieren. D'Ëmklamme vum Auto op d'Bunn géing méi lüch ginn, wann d'Steuersuen dozou genotzt géifen des eppes méi ëmweltverträglech Verkéiersmëttel méi attraktiv a méi bëlleg ze maachen.

Den ADR huet zum Beispill scho laang gefouert, den öffentlechen Transport gratis ze fuere. Mä kloer ass et, d'Leit gebrauchen den öffentlechen Transport nëmme da wann e besser a bequemer fonctionnéiert wéi de Privatauto.

Dir Dammen an Dir Hären, de Schinentransport méi attraktiv ze maachen heescht awer net nëmme d'Eisebunnsgesellschaft méi staark maachen. D'Prioritéit huet d'Fro wat fir eng Struktur déi beschte Chancé bitt, méi Persounen a Gidder op d'Schinn ze kréien. Et geet drëm Bedingungen ze schafen, fir eng diskriminatiounsfrei Konkurrenz a fir Onofhängegkeet um Schinnennetz.

Nom Gesetz vun 1995 wat d'Trennung vun Netz a Bedreier fir d'éischt agefouert huet, huet d'Regierung mat engem neie Gesetz 1999 opgrond vun enger europäescher Direktiv d'Benotzung vun der Infrastruktur opgemaach. Mä d'Ausféierungsbestimmung feelen nach ëmmer. Si sinn awer noutwendeg Reglementer, déi d'Viraussetzung si fir en effikasse Betrieb. Dëst ass schonn hei genannt ginn. Ech brauch net méi an den Detail anzugeen. Domat gëtt awer daitlech, dass déi heiteg a vergaange Regierungen hir Aufgab um Gebitt vun der Gestiou vun der Eisebunn net erleedegt hunn.

Wat d'Infrastrukturen ubelaangt, esou huet d'Gesetz vum 24. Juli 2000 iwwert d'Gestiou vun der Eisebunninfrastruktur eng Ännerung bruecht mat Autorisatioun fir 14 gréisser Investprojeten. An och hei feelen Ausféierungsbestimmungen nach ëmmer, wat och schonn hei gesot ginn ass.

Wat déi noutwendeg Investitiounen ubelaangt, esou besti mëttlerweil säit Abréll an Oktober schonn zwee Ännerungsvirschléi mat neie Käschtenopstellungen fir Tracéen an Equipementer.

Wat d'Lëscht vun de Projeten ubelaangt, déi elo virleien, an déi ëmmer erëm geännert goufen, ass festzehalen, dass do an eisen Aeeke strategesch zesammenhängend Konzept virläit. Der Regierung hir Begrënnung an hir Erklärung vun den einzelnen Aarbechte sinn, esou seet de Statsrot och, knapps gehalen an d'Berechtigung am Einzelnen ass net novollzéierbar. Ze hoffe wier, dass den Transportminister derduerch gesäit a sech net vun den Interesse leede léisst, mä virun allem e globalen an europäesche Kontext vum Transport berücksichtegt.

Op alle Fall loosse d'Visioun fir d'Zukunft vun der Bunn, déi hir Direktioun opgestallt huet, net drop schléissen, dass hei dat richteg Konzept virläit. Och de berühmte Strategiepapier Mobilitéit.lu vum Transportministère, an Zesummenarbecht mat der CFL ausgeschafft, ass nëmme als Deelaspekt vum ganze Problem unzege-sinn. E Gesamtkonzept gëtt et bei deser Regierung net, wäitsichtig Virausplanung kennt se net.

Eis Prioritéite sinn déi hei:

1. Bannen am Land brauche mir e performant, rapid an onofhängegt Schinnennetz.

2. Ausserhalb dem Land kënnen mir eis Ëmleedungen, By-pass vum auslännesche Réseau virstellen. Mir brauche virun allem effikass Konnexiounen un dat internationalt Schinnennetz. Beispiller wéi den TGV-Utschloss a Frankräich sinn do positiv ze bewäerten.

Dir Dammen an Dir Hären, ech brauch net méi am Detail op eis eenzel Virschléi fir de Schinentransport anzugeen. D'Transportpolitik fir de Süden, esou wéi den ADR se gesäit, huet mä kolleeg Gast Gibéryen viru kuerzem hei ausféierlech virgestallt. Och d'Virschléi vum ADR fir de kollektive Persounentransport iwwert d'Schinn am Zentrum ass kierzlech virgestallt ginn.

Ech wëll awer fir d'éischt zum Transportminister sengem Projet fir den Ausbau vum Schinneverkéier um Kierchberg, de Modul 15, dem Strategiepapier, nach eppes soen. Doran huet d'Regierung eng ëmständlech an deier Streckeféierung mat Zuch an Tram festgueluecht. Domat huet d'Regierung awer och d'ier opgemaach fir déi nächst Etapp mat Schinn an Tram iwwert d'Rout Bréck duerch den Zentrum an d'Stad. Den ADR kann des onkohärent Verkéierspolitik vun der Regierung net matdroen. En effikasse Schülertransport op de Lampertsberg an op de Geesseknäppchen ass weiderhin do net dran, leeschungsfäeg Ost-Westverbindungen och net.

Et ass onverständlech wann d'Regierung gleefft d'Leit géifen den öffentlechen Transport benotzen, wa se hir Zäit verplempere mussen mat Warden an Ëmklammen téschent Zuch, Tram a Bus. Et ass falsch mat deene Schinnen duerch den Zentrum vun der Stad Lëtzebuerg ze fuere an et ass net logesch, no ville stéckhaltigen Argumenter géint de BTB, elo dann en neien Tram duerch d'Stroosse vun der Haaptstad ze plangen.

An et ass och onverständlech an e gudd Verkéiersfloss, souwéi den Zuch op der Schinn dat bréngt, e Stau anzubauen an der Stad, duerch d'Ëmklammen an d'Reduzéiere vun der Transportcapacitéit duerch en Tram. Eng Verengung vun enger décker Leitung brems den Duerchfluss iwwerall. Haut luet den Zuch d'Leit op der Gare all eraus, fir do mat verschiddene Bussen op de Lampertsberg, de Kierchberg, de Geesseknäppchen oder aner Zentre kutschéiert ze ginn, dëst mat allen Nodeeler vu Stau, Ëmklammen a voll gepuffte Bussen. Onverständlech ass och engem Transportsystem d'Plaz ewech ze huelen, an deem Fall der Strooss, fir engem aneren Transportsystem, hei dem Tram, des rar Flächen zur exklusiver Benotzung ze iwwerloossen.

Wichteg ass e Matenee vum öffentleche Persounverkéier a vum Individualverkéier, vu Bunn, Schinn a Strooss. Wat d'Erschlüsse vum Kierchberg ubelaangt, esou gëtt et nieft dem BTB Null-Plus Modul K nach aner Virschléi, déi besser Weeër opzeechen. Den ADR huet decidéiert de bekannte Projet Bus-Bunn ze ënnerstëtzen, well en eng Rei vu Virdeeler vis-à-vis vun allen anere Virschléi opweist.

Wichteg bleift ervirzepräichen, dass mat deem System absolut keng Noutwendegkeet besteet, technesch opwendeg an deier Hybrid-Zuchmaschinen anzekafen, déi en drëtte Stroumsystem mat 750 Volt Gläichspannung an d'Netzer vun eiser Bunn bréngen. Dorfir verlaangt den ADR, dass d'Regierung alternativ Virschléi fir d'Verbesserung vum Schinentransport eng Chance gëtt an net stur op der falscher Schinn weider fiert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eise Wonsch wär eng cou-

ragéiert Offensiv fir Mobilitéit an d'Zukunft. Well fir déi meesch Mënsche bedeit Mobilitéit Fräiheit a Liewensqualitéit. Fir eis Ekonomie awer bedeit Mobilitéit Wuessstem a Beschäftegung. Weider wirtschaftlech Entwécklung, europäesch Integratioun an Ost-Erweiterung vun der EU wäerten an Zukunft d'Verkéiersopkommen nach klammen dinn. Handel an Handwerk sinn dorop ugewisen, dass den Transport vu Gidder a Persoune méiglech reibungslos fonctionnéiert. Déi heiteg Ekonomie, mat extremer Opdeelung vun den Aarbechtsprozesser, brauch och an Zukunft berechenbar Transportzäiten a Strecken. Erhaltung vu Mobilitéit gëtt zu engem entscheidende Faktor fir d'wirtschaftlech Iwwerliewe vun eisem Land.

Eng wäitsichtig Politik bedeit matzäiten deenen Erausforderungen entgéint ze kommen duerch d'Schafe vun de richtege Kaderbedingunge fir e leeschungsfäeg Verkéier. D'Grundvoraussetzung fir d'zukünftig Mobilitéit ass awer eng breet gesellschaftlech Akzeptanz vum Verkéier. Dofir brauche mir sécher an ëmweltfrëndlech Verkéiersmëttel, sécher a gutt ausgebaute Strecken, déi de Bedürfnisser vun de Benotzer grad esou gutt entgéint komme wéi dem berechtigte Verlaangen no Rou vun de Bierger doheim.

Technesch Innovatioun, e bessert Zesummenspiel, d'Vernetzung vun alle Verkéierssystemer a Steigerung vun der Effizienz am Verkéier verhënnere verkéiersbedéngten Ëmweltbelaaschtunge wéi schlechtlech Réckstänn, Kaméidi, Flächeverbrauch a gehéieren zu enger nohalteger Verkéierspolitik.

Eng vun de wichtegste Viraussetzunge fir eng nohaltege Mobilitéit sinn also gutt ausgebaute Verkéiersweeër, méi Investitioun an d'Verkéiersinfrastruktur. D'Konkurrenz suert fir gutt Offeren a gënschteg Präisser fir de Client, och a grad beim Transport. Dofir muss d'Politik konsequent weider goen, den Zougank zu den Transportservicer, ouni Diskriminatioun, fir konkurrenzfrei ze ginn.

Déi ugefaange Bunnreform muss zu engem positive Resultat weider gefouert ginn. Well eis Wirtschaft brauch eng laangfristeg modern an ugepassten a bezuelbar Offer fir den Transport op d'Schinn. Leeschungsfäeg, staark an innovativ Bunn kënnen wirksam zu engem effiziente Verkéierssystem an domat zu enger verstärkter Konkurrenzfähigkeit vun eiser Industrie bäidroen.

Eng kloer Ausrichtung, clientorientéiert no wirtschaftleche Kritären, ënner konkurrenzfähige Bedingungen, ka méi Innovatioun an Effizienz bréngen an ass d'Grundlag fir en dauerhaften Erfolleg vun der Bunn. Et gëtt Modeller, déi frei Konkurrenz zouloussen. Se baséieren op Ausschreiwunge vu Konzessiounen fir Betrieb, Entretien, Neibau a Moderniséierung vum Réseau. D'Viraussetzunge si kloer. Standardiséiert, eenheetlech technesch a betrieblech Regeln, héije Sécherheetsniveau, grad esou wéi sozial an ekologesch Mindestforderungen sinn ze garantéieren.

Den héijen Niveau vun de soziale Leeschungen, vun der Sécherheet a vum Ëmweltschutz, deen hei am Land besteet, ass duerch entspreichend Kontroll a Strofe bei Net-Anhale weider auszubauen. Et däreft dobäi awer keng onzoumtbar Barrière opgericht ginn. Ongläich Behandlung bei Konkurrenzverdeeler, déi Konkurrenzfeeler verschaaft, ass ze vermeiden. Eng EU-wäit Harmoniséierung vun dese Virschreften a Standarden garantéiert e qualitativ héichwäertegen a gesellschaftlech akzeptéierten Verkéier.

Ech soen lech merci fir d'No-lauschteren.

M. le Président. - Merci, Här Greisen. Als nächste Riedner ass den Här Serge Urbany ageschriwwen. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany (*déi Lénk*).- Här President, an den 90er Joren hunn déi verschidde Regierungen de gesetzleche Kader geschafte fir déi europäesch Liberalisierungsrichtlinien ze erfüllen, déi, dat muss een awer och dobäi soen, vun hinne selwer mat ausgeschafft gi sinn. Dat ass geschitt durch folgend Gesetzer.

1. Duerch d'Gesetz vum 10. Mee 1995 iwwert d'Eisebunnsinfrastruktur ass d'Eisebunnsnetz aus der CFL erausgeholl ginn an dem Stat iwwerschrivwe ginn. Et ass e Fonds du Rail geschafte ginn, deen aus öffentleche Budgetsmëttele gespeist gëtt an iwwert deen d'Infrastrukturen ënnerhalen an erneiert ginn, an d'CFL ass mat der Gestiou vum Réseau befaasst ginn. Doduerch dass de Stat d'Eisebunnsnetz besetzt, ass d'Viraussetzung geschafte ginn, fir dass net nëmme d'CFL, mä fir dass och aner Gesellschaften an Zukunft Zougank zum Réseau kënnen kréien.

2. Duerch d'Gesetz vum 28. Mäerz 1997 iwwert de Statut vum der CFL iwwerhëlt de Stat d'Schuld vum der CFL an Héicht vu 4,3 Milliarden a kritt dofir Aktien am CFL-Kapital. De Stat gëtt domadder bal alenegen Aktionär. Hie muss och a Zukunft méi wéi 50% vum Kapital behalen. Am Verwaltungsrat dominéieren déi staatlech Vertrieeder, d'Gewerkschaften hunn en Drëtzel vum de Sëtz. De Stat gëtt autorisiert während zwielef Joer, dat heescht bis Enn 1998, de Surcouët ze subventionéieren, deen am besonneschen duerch d'Uwendung vum legale Personalstatut entsteet.

Dat ass an der Praxis eng ganz wichteg Bestëmmung, virun allem duerch hir zäitlech Begrenzung. Ëm si dréine sech schlussendlech och déi sozial Ausenanersezungen, déi des Woch mat engem Warnstreik ageleet gi sinn. D'Subvention vum Stat ergëtt sech am Kader vum der Budgetlimite aus der Differenz zwëschen den Ausgabe vum der Eisebunn an den Einnahme bei der Eisebunnsclientel. D'Tariffer am Personentransport sinn also uganks dës Joer an d'Luucht gesat ginn, am Fong geholl fir de Statsbudget ze entlaaschten.

Déi Leit, déi all Dag mam Zuch op d'Aarbecht fueren, bezuelen domadder d'Steierlichterunge vum hirem Patron, déi gläichzäiteg a Kraaft getratt sinn, an dat oni déi geréngste Gégeleeschtung wat de Komfort vum Transportmëttel Zuch ugeet, dee jo bekanntlech désastreus ass.

3. Duerch e Gesetz vum 2. Juli 1999 iwwert den Accès zur Eisebunnsinfrastruktur ginn déi Kritäre festgeluecht, déi d'Eisebunnsentreprisen, esouwuel d'CFL wéi aner Entreprises, müssen erfüllen fir eng Lizenz ze kréien. Dat Gesetz regelt awer och d'Attributioun vum der verfügbare Capacitéite vum Réseau. Prioritéit kréien déi Gesellschaften, déi regelméisseg Persouneservicer ubidden am Kader vum engem Contrat de Service public, net nëmme d'CFL also. De Rescht vum der Capacitéite geet un de Meeschtbiddenden. All Gesellschaft bezuelen eng Redevance, déi an de Fonds du Rail fléisst.

Mat deenen dräi Gesetzer sinn am Prinzip ënnert där Regierung vu virudrun all Bedingungen erfüllt ginn, fir dass d'Liberalisierung, déi vu Bréissel awer wéi et schéngt och hei zu Lëtzebuerg gewünscht an aktiv virgedriwwt gëtt, kann effektiv ginn.

Akut ass d'Situatioun virun allem um Gebitt vum Fret, vum Wuerentransport. Deen ass vum Mäerz dës Joer u wäitgehend fir d'international Konkurrenz opgaangen. Eng Privatgesellschaft mécht elo schonn Transporter iwwer Lëtzebuerg.

1996 muss an deem Secteur komplett liberaliséiert ginn. Déi éischt Kritik, déi een un de Regierungen an un der Eisebunnsdirektioun ka maachen, ass déi, dass d'90er Joren zwar konsequent genotzt gi si fir d'Liberalisierungsrichtlinien an d'Lëtzebuerg. Gesetzgebung ëmzesetzen, mä dass parallel dozou kee Fanger kromm gemaach ginn ass fir d'CFL op déi nei Erausforderunge virzebereeden, ob scho jo natierlech alles viraus ze gesi war.

Deen Aspekt steet och zu Recht am Vierdergrond, mengen ech, vum der Interpellatioun a war warscheinlech och Ulass fir déi Interpellatioun. An d'Zuelematerial, wat den Interpellant virgeluecht huet, ass natierlech accablant. D'CFL ass haut, et ass och scho vum engem vu menge Virriedner gesot ginn, wäitgehend en Eisebunnsmuseum an et sinn emol net genuch Muséestécker do, déi zirkuléieren kënnen, fir dass besonnesch a Stousszäiten dee flagrante Defizit u Sëtzplaze géif behuewe ginn.

Ech hu bei enger vum den Debatte vu virudrun, ech mengen, et iwwert den Transportplang Süden, e Beispill aus menger eegener Erfahrung ginn, wéi et mat de Sëtzplazen ausgesäit, zum Beispill op der Streck Péiteng-Lëtzebuerg. Dobäi kënnt dass den Zuch dacks net mat dem Bus getimt ass an doduerch och de Bus net ka seng Roll als Zoubrenger richteg erfüllen.

Fir déi Situatioun droen all d'Regierungen zënter op d'mannst 20 Joer d'Veantwortung. D'Erneuerung vum europäeschen Zuchmaterial an de 70er an 80er Joren hu se verschlof. Deemools stungen d'Autobunnen am Mëttelpunkt vum der Transportpolitik.

Fir d'DP kënnt allerdéngs erschweieren dobäi, dass si mat hirer Oppositioun géint de BTB, déi sech vu klengkaréierten Interesse leede gelooss huet, d'Planung vum öffentlechen Transport ëm Joren hannendra geheilt huet.

Dobäi huet eng ILReS-Émfro erginn, dass eng grouss Akzeptanz fir dee Projet vum enger Stad bunn duerch de Staatter Zentrum nach ëmmer bei de Leit besteet; ganz einfach well si och engem kloere Besoin vum der Leit entsprécht.

Dës Joer sinn also déi éischt nei Zich bestellt ginn. Da brauch ee sech natierlech net iwwert déi laang Liwwerzäiten ze wonneren, an dass laang Liwwerzäite bestinn, hätt jo scho laang am Virus misste gewosst sinn.

An ech froe mech, firwat net eng Iwwergangslösung konnt fonnt ginn, déi dra bestanen hätt d'Material - och aalt Material wann et hätt misse sinn - ze lounen, fir deem Besoin nozekommen, dee jo awer ëmmer nach wiisst.

Firwat ass näischt ënnerholl gi fir d'Reparaturatelieré personalméisseg opzestocken an ze equipéieren, fir dat vereelste Material besser kënnen a Stand ze setzen?

Firwat sinn d'Präisser ufanks vum deem Joer zum Beispill vum den Zuchbilljeeën an d'Luucht gesat ginn?

D'CFL schreift selwer an hirem Joresbericht fir 2001, dass d'Zuel vum den Abonnenten, déi vu Lonkech an d'Stad fueren, vum Joer 2000 op d'Joer 2001, vum 1.080 op 3.741 geklommen ass. Firwat? Well d'Abonnementspräisser op der Streck erof gesat si ginn, wat a mengen Ae ganz kloer d'Wichtigkeet vum akzeptabelen Tariffer ënnersträicht, zum Beispill am Beruffsverkéier.

Dass d'Regierung d'Situatioun op der Bunn absichtlech verfaule gelooss huet, fir an Zukunft privaten Ubidder e Stéck vum Kuch - a wa méiglech d'Korinthen - ze iwwerloossen, wäert warscheinlech vum hir gär bestridde ginn.

Op jidde Fall kann een awer feststellen, dass an deene leschte Joren a Jorzéngten näischt ënnerholl ginn ass fir eng offensiv Politik a Richtung öffentlechen Transport ze bedriewen am Kader vum der besteender Struktur.

Dat hätt natierlech aner Prioritéiten an der Orientierung, an der Politik vum der Regierung verlaangt. Dat hätt och eng Emverdeelungspolitik durch attraktiv Tariffer verlaangt, déi natierlech am Kader vum enger Liberalisierung net méiglech wäert sinn.

D'Moyene dofir waren op jidde Fall do, an esou eng Politik vum öffentlechen Transport hätt déi weider wirtschaftlech Entwécklung och sécherlech net verhënnert, éischer de Contraire.

Virun allem awer hätt se zu enger gudder Liewensqualität bäigedroen a vill Affer vum Autosverkéier géifen haut nach liewen, oder sech besser fillen, wann déi Saach vill éischer ugepak gi wier.

Eng aner Politik vum öffentlechen Transport gëtt och schonn zënter laangem verlaangt vum de Gewerkschaften am Transportsecteur selwer a vum Mouvement écologique. D'Aktioun "Öffentlechen Transport" war an der Zäit e Versuch, fir eng breet Öffentlechkeet fir hir eegen Interessen ze sensibiliséieren an ze mobiliséieren. Déi richteg Konzepter hu scho ganz fréi bestanen a si bestinn och haut nach.

Konzepter wéi Mobilitéit.lu komme räichlech spët a falen an d'Liberalisierungsphasen eran, mat Auswierkungen op d'CFL an op de Statut vum hirem Personal, déi nach net ganz kloer sinn. Och d'Finanzierung dovunner ass nach net ganz kloer an ech ënnerstëtzen dofir och déi Fuerderung, de Stat misst bei der CFL mat méi Kapital eraklammen.

Et geet bei der CFL ëm méi wéi ëm de Loun an ëm de Statut vum den Eisebunnen, mä et geet och do drëm. An déi breet Öffentlechkeet, déi Interessen an engem gutt funktionéierende Schinentransport huet, muss och wëssen, dass dozou net nëmme modern Zich a Wagonen, mä och genuch a gutt bezuelte Personal gehéiert, wat fir d'Sécherheet a fir de Komfort suerge kann.

Haut scho wëll den CFL-Verwaltungsrat - an dat sinn hauptsächlech Regierungsvertreieder - d'CFL fit maachen, fir déi Competitioun déi op se zoukënn, andeem se hire Couët wëll erofdrécken op dee vu privaten Ubidder. Den Entworf vum engem Strategiepabeier vum der CFL fir de Giddertransport wibbelt nëmme esou vu Säitenhieb op d'Contrainte vum öffentleche Personalstatut.

D'CFL selwer operéiert schonn am Giddertransport iwwert eng Duechergesellschaft am Güterbahnhof vum Tréier, wou si d'Rangéierdéngschter iwwerholl huet, an d'Personal vum där Gesellschaft ënnersteet natierlech net dem Statut vum der CFL.

Et ass an Zukunft méiglech, dass aner Zuchgesellschaft wéi d'CFL och zum Beispill Linnen a Fahrten iwwerhuelen am öffentleche Personeverkéier, zum Beispill bei deem nei ze schafenden Tram deen op de Findel soll fueren, och wann dat sech vläicht an der Praxis wäert a Grenzen halen. D'CFL selwer an hire Generaldirekter envisagéieren zum Beispill esou Linnen am internationalen Zuchverkéier selwer ze bedriewen. Zum Beispill no däitschen Destinatiounen, wou jo de Maart scho wäitgehend liberaliséiert ass, och am Personeverkéier.

Däitschland ass iwwerengs e gutt Beispill fir dat, wat riskéiert op eis zouzekommen, well do d'Liberalisierung am Kader vum der Privatisierung vum der däitscher Bunn scho ganz wäit fortgeschritt ass. D'Nodeeler vum däitsche Modell sinn an der Zwëschenzäit bekannt. Et brauch een net bis an England ze fueren: Verspéidungen, en onduerchsichtige Präissystem mat Nodeeler grad fir de Beruffsverkéier, Ofbau vu Regionalverbindungen, Plazenofbau awer och Stëlleung vum Industrieschlëss déi net méi rentabel sinn.

Wann 2009 d'CFL net méi subventionéiert gëtt an op sech eleng stellt ass, da kënnt eng ähnlech Entwécklung op si zou. Da gëtt bei de Personalkäschte gespuert, bei de Materialkäschten - wat alles och op d'Käschte vum der Sécherheet wäert goen -, an da ginn d'Präisser vum der Billjeeën an den Abonnenten an d'Luucht, entweder allgemeng oder selektiv, do wou se am mannsten abréngen. Fir duerch d'Konkurrenz d'Präisser wëllen ze senken, dat wäert sech warscheinlech nëmme partiell an zäitweilleg weise fir gewëssen interessant Clienten.

Profitéieren vum deem ganze wäerten déi grouss Investisseuren. D'Käschten droen der vill: d'Personal, d'Benotzer vum der Bunn - besonnesch de Beruffsverkéier an déi mat deene kleng Paien -, d'ländlech Géigenden déi wäerte vernoléisseg ginn an d'Leit am Allgemenge wäerten och d'Auswierkungen ze spiere kréie wat hir Umwelt ugeet.

Déi éischt Virbueten hu mer am Sozialkonflikt mat den Eisebunns-gewerkschaften. Déi wiere sech zu Recht, well se fäerten éischters en Ugrëff op hire Statut, zum Beispill duerch d'Ewechfale vum automateschen Avancement an der Carrière, zweetens en Astellungsstopp an drëtens d'Filialisierung, dat heescht d'Auslagerung vum Aktivitéiten an Duechergesellschaften iwwer Privataarbechtsvertrag fir déi déi do schaffen.

Déi éischt Virbueten hu mer am Sozialkonflikt mat den Eisebunns-gewerkschaften. Déi wiere sech zu Recht, well se fäerten éischters en Ugrëff op hire Statut, zum Beispill duerch d'Ewechfale vum automateschen Avancement an der Carrière, zweetens en Astellungsstopp an drëtens d'Filialisierung, dat heescht d'Auslagerung vum Aktivitéiten an Duechergesellschaften iwwer Privataarbechtsvertrag fir déi déi do schaffen.

M. le Président.- Ech muss lech drop hiweisen, dass är Riedezäit ofgelaf ass.

M. Serge Urbany (*déi Lénk*).- Mä de Problem ass, ech hunn hei net méi de Compteur wéi gewinnt, dee mech ëmmer erënnert un déi précieuse Riedezäit.

M. le Président.- Dofir hunn ech lech et jo elo gesot.

M. Serge Urbany (*déi Lénk*).- Ech wollt eigentlech awer nach d'Zäit vum den zwou Motioune mat bäihuelen. Ass dat vläicht méiglech? Déi misst jo awer nach vorhande sinn. Ech sinn direkt faerdeg. Ech hunn nach fir eng Minutt.

Et war bezeegnenderweis d'Regierung déi duerch hir Vertreieder am CFL-Verwaltungsrat schonn zougeseote Personalopstockungen erëm réckgängig maache gelooss huet. Dat féiert laut de Gewerkschaften zu Personalofbau an zum Enn vum enger integréierter Bunn duerch futti-rationaliséieren.

Au contraire, mengen ech, dass et wichtig ass de Statut vum der Bunn ze verteidigen, iwwerengs bei allen Eisebunns-gesellschaften déi nach komme wäerten, an dat nom Gesetz vum 1920, wat dat ausdrécklech virgesäit. An ech mengen et ass och néideg, fir méi frontal géint all déi Bestriewungen déi bestinn, souwuel vu Bréissel aus wéi och zu Lëtzebuerg, virzegoen, well mer brauchen haut e gudden öffentlechen Transport och mat enger öffentlecher Finanzéierung.

D'Eisebunn ass haut a villen Hi-sichten, mengen ech, e Streik wäert, wéi d'Gewerkschaften soen, a mir sollte se dobäi ënnerstëtzen, well et geet ëm d'Wuel vum der ganzer Region an et geet och ëm ee Stéck Sozialpolitik zu Lëtzebuerg.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Merci, Här Urbany. Domat wieren d'Riedner all erduerch. D'Regierung kritt dann

elo d'Wuert an domat ginn ech dann dem Här Transportminister Henri Grethen d'Wuert.

4. Dépôt d'un projet de loi

M. Henri Grethen, *Ministre des Transports*.- Merci, Här President. Fir d'éischt wëilt ech, Här President, gemäss dem Arrêté grand-ducal vum 25. Abrëll 2003, dee mech autoriséiert de Projet de loi iwwert den öffentlechen Transport ze déposieren, dat heimadder maachen:

- *Projet de loi N° 5125 sur les transports publics.*

M. le Président.- Ech huelen Akt vum Dépôt vum Projet de loi 5125, deen an déi zoustänneg Kommissioun weidergeleet wäert ginn.

5. Interpellation de M. François Bausch au sujet de la politique ferroviaire (suite)

M. Henri Grethen, *Ministre des Transports*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Interpellant, den honorabelen Här Bausch, huet seng Interventioun ugefaangen, andeem hien drop hi-gewisen huet, dass d'Eisebunn an enger kritischer Situatioun ass an dass et eigentlech géif gëllen éischer vum Opbau wéi vum Ofbau ze schwätzen, dass et méi wichtig wier positiv Signaler ze ginn, statt ze mengen et kéint ee mat de Rezipienter vum 19. Jorhonnert am 21. Jorhonnert an engem verännerten Umfeld eng Eisebunn um Liewen erhalen.

Ech hunn éineschters engem vum de Mandatairé vum där Gewerkschaft, déi haaptsächlech den nächste Freideg, de Landesverband, zu engem Warnstreik opgeruff huet, meng, ech wëll net soen Irritatioun, mä mäin Onverständnis fir déi Aktioun zum heitege Moment matgedeelt, an ech sinn der Meinung dass et Verrot un der Zukunft vum der Eisebunn ass.

An engem Moment wou d'Lëtzebuerg Eisebunn viru groussen Défië steet, virun Défien, wéi se se nach ni an hirer Geschicht kannt huet, ass et net fir negativ ze reagieren, mä ech mengen dass et géif gëlle positiv ze reagieren a sech positiv deenen Erausforderungen ze stellen, wann ee wëllt als Eisebunn eng Zukunft hunn.

Här President, därerf ech drop hiweisen, dass jo net nëmme des Regierung, mä och déi viregt Regierung eng ganz Rei vum Initiative geholl hunn. Ech wëll net verheeschen, dass dat ënnert dem Drock vum europäeschen Direktive war, fir d'Eisebunn an en neie Kader ze setzen.

Ech brauch sécherlech net un d'Gesetz vum 10. Mee 1995 ze erënneren. Ech brauch och net oder ech wëll awer ganz kuerz un d'Gesetz vum 28. Mäerz 1997 erënneren, wou d'Eisebunn komplett désendettéiert ginn ass. De Lëtzebuerg Stat huet d'Gesamt-schuld vum der Eisebunn iwwerholl. A wann de Lëtzebuerg Stat - mir all also - haut nach iwwerhaupt eng Schuld huet, déi ze rembourséieren ass, dann ass et haaptsächlech deen Deel vum der Schuld, déi mer vum der Eisebunn iwwerholl hunn.

An d'Lëtzebuerg Eisebunn huet deemools, am Kader vum enger Augmentation de capital, och nach d'Finanzmëttel zur Verfügung gestallt kritt. Finanzmëttel déi mëttlerweil opgebraucht sinn.

A wat fir engem Kader schafft haut d'Eisebunn? D'Lëtzebuerg Eisebunn huet eng Rei vu Métieren. Et gëtt Métieré wou se fir de Stat schaffen an et gëtt Métieré wou se d'Autonomie hunn. De Métieré wou se fir de Stat schaffen ass den Ennerhalt an den Neibau zum Deel vum der Infrastruktur. Mir schaffen, einfach duergestallt, à livre ouvert.

D'Eisebunn seet, dat huet esou vill kascht, schéck eng Rechnung eran, déi gétt kontrolléiert. Si kënnen sech nach ee klunge Benefiss drop huelen, an de Stat, dat heescht d'Collectivitéit bezillt iwwert de Fonds du Rail. Opération risque zéro.

Da mécht d'Eisebunn öffentlechen Transport iwwert d'Schinn. De Stat bestellt. D'Eisebunn fiert. De Stat bezillt. Mir all bezuelen. De Voyageur bezillt och. Ech daerf awer drop opmierksam maachen, dass den Taux de couverture kaum 13% vun den effektiven Ausgaben ausmécht. Et gétt jo Leit, déi verlaangen, et soll een et och nach gratis maachen. Ech gehéieren net zu deenen, well ech sinn der Meenung, dass mat alles wat gratis ass den Uz gemaach gétt, an dass ee muss een Taux de couverture bäibehalen, quitte dass dat no soziale Kritäre geschitt. Mä am öffentleche Persounentransport schafft d'Lëtzeburger Eisebunn mam Risque zéro.

Da gétt et nach deen interessanten Aspekt wann d'Eisebunn iwwert d'Strooss fiert. Wann d'Eisebunn iwwert d'Strooss fiert, dat sinn exklusiv Lignes de substitution. Et muss ee wëssen, dass d'Eisebunn bezuelt gétt wéi wann eng privat Entreprise iwwert d'Strooss fiert. An da bleift en Découvert. Deen Découvert ass ronn 55% vum Gesamtkäschtepunkt. De Käschtepunkt, fir der Chamber awer eng Impression doriwwer ze ginn, läit bei 10 Milliounen Euro d'Joer. Déi ginn och vum Statsbudget bezuelt. Dat sinn déi Aufgaben, déi d'Eisebunn wouer hëlt fir d'Öffentleche. An dann hu se zwou Aufgaben, déi se a renger Autonomie duerchféieren. Dat eent ass den internationale Persounentransport. Do entsteet e lichten Defizit, doraus dass, ähnlech wéi bei der Post, wann d'Lëtzeburger Post de Bréif an d'Ausland schéckt, da muss se undeeleg deen auslänneschen Opérateur esou bezuele wéi deem seng Tariffer sinn. Ähnlech ass et hei, wann d'Lëtzeburger Eisebunn am internationale Persounentransport een anzwousch hiféiert, da gétt dat d'selwecht gehandhaabt, undeeleg muss eis Lëtzeburger Eisebunn sech un deem finanziellen Opkommes bedeelegen. Do entsteet e lichten Defizit.

An da kënnt dat gréisste Suergend, wat d'Lëtzeburger Eisebunn am Moment huet, dat ass de Wuerentransport. De Wuerentransport, an et ass schon ee Riedner drop agaan, wou een eenzege Client 80% vum Émsaz ausmécht. An am Wuerentransport mécht d'Lëtzeburger Eisebunn d'Joer 35 Milliounen Euro Perte. Tendenz steigend. Wann näischt geschitt, wann net gekuckt gétt wéi kënnen mer dat besser maachen, wéi kënnen mer eis Produktivitéit steigern, wann net gekuckt gétt wéi kënnen mer besser Präisser kréien, wann net gekuckt gétt wéi kënnen mer méi effikass schaffen, da kann ee sech zesummerechnen, dass déi Aktivitéit der Eisebunn all Méiglechkeet an Zukunft ewechhëlt.

An dofir hunn ech d'Direktioun vun der Eisebunn am Oktober 1999 gefrot, fir sech an deem Émfeld wou se schaffen, national an europäesch, Gedanken ze maachen, wéi d'Strategie fir d'Zukunft ka sinn. An ech hunn all Versteesdemech, wann e Minister am Oktober 1999 e Bréif schreift, dass een net vun haut op mar dorobber kann eng Antwort ginn, besonnesch och, an dat wëll ech hei ennersträichen, wann Deeler vun der Beleegenschaft, a besonnesch déi, déi misste Verantwortung iwwerhuelen, dat heescht d'Gewerkschaftsvertreider, net bereet si Verantwortung ze iwwerhuelen.

Et ass vun engem Riedner eng Parallell gezu gi mat der Sidérurgie. Ech weess, dass an de 70er Joren an der Sidérurgie iwwer 30.000 Leit geschaff hunn. An ech weess wéi schmerzlech fir jiddferen, fir déi Betreffen am Besonneschen, mä awer och fir all Bierger

hei am Land, well jiddferen huet et a sengem Portmonni gespiert, dee Modernisierungsprozess an der Lëtzeburger Sidérurgie war. An, Här President, mir stinn och bei der Eisebunn virun engem Modernisierungsprozess. Wann d'Gewerkschaften net erkennen, dass se sech mussen deem Défi stellen, da kann een nach zwee, dräi, véier Joer de Kapp an de Sand stiechen. Mir hunn iwwert dat Gesetz vun 1997 d'Méiglechkeet nach - mir hunn 12 Joer, esou war deemools ageschriwwen ginn - fir de Surcôut ze bezuelen. Haut schon, wa mer d'Scoreléscht kréie vun de Subventionen an Europa, wou, deemno wéi ee se liest, Lëtzebuerg ganz gutt oder ganz schlecht ofschnéit. Mir schneide ganz gutt of wann d'Eisebunn net berücksichtig gétt a mir schneide ganz schlecht of am Här Monti senge Rapporten, an déi lescht Woch ass erëm een eraus komm, wa mer d'Subventionen, déi mer un d'Eisebunn bezuelen, mussen mat berücksichtigen.

An no 2008, ob dann dës Chamber wëllt oder net, kann et ganz gutt sinn, dass mer gesot kréien, dass dat net méi méiglech ass. Da kréie mer gesot dass d'Liberaliséierung am Fret voll duerchschréit. Da kréie mer gesot, dass zum Beispill eng Persounelinn, zum Beispill Diddenhewen-Lëtzebuerg, europäesch muss ausgeschriwwen ginn. Dann ass et méiglech, dass d'franséisch Eisebunn seet, mir fueren déi. Mir hunn d'Material. Mir hunn d'Leit. Mir hunn de System, an et kann da kee komme fir ze soen, e franséische Maschinist wier am Dumping social. E franséischen Maschinist géif d'Regele net kennen. Dee wéisst net wéi ee mat enger Lokomotiv géif fueren. Ech wëll einfach nëmmen dorobber hiweisen, dass ee sech deenen Défi muss stellen.

(M. Jean Spautz reprend la Présidence)

D'Eisebunn muss also kucken: Wou sinn eis Stärken? Wou sinn eis Schwächen? Wou sinn d'Geforen, déi op eis laueren, a wou sinn awer och déi Opportunitéiten, déi mer an der Zukunft hunn? An aus där Analys eraus muss dann eng Strategie entwéckelt ginn. An déi Strategie, Här President, déi kann dann net, dat wëll ech och hei soen, vum Conseil d'administration ofgeseent ginn, an dann ass d'Regierung an Zuchzwang an d'Regierung muss sech exécutéieren.

Wa mer vu Strategie op der Eisebunn schwätzen, a wa mer dovun schwätzen, dass de Stat, mir alleguer mussen fir déi Strategie richt stoen, da muss d'Politik fir d'éischt sech och iwwert déi Strategie äusseren. A wa se sech geäussert huet, da muss si och hir Responsabilitéiten iwwerhuelen, mä si kann dat nëmmen an engem europäeschen Émfeld maachen. Dat ass net anescht. Ech hunn dat net erfionnt. Ech, als liberalen Transportminister, an den Här Fayot huet dat leschtens jo beluewendend hei ervirgehuewen, war mat engem chrëschtendemokrateschen franséischen Transportminister a mat enger fréierer, leider lo net méi grénger Transportministerescher, der Madame Durand aus der Belsch, déi dräi eenzeg, déi viru Wochen am Conseil européen géint den drëtten Paquet ferroviaire gestëmmt hunn. Mir hu géint den drëtten Paquet ferroviaire gestëmmt. Fir ee Minister vu menger Blutgrupp ass dat en extraordinairé Virgang. Mä ech si mer awer bewosst, wat fir enge Contrainten d'Lëtzeburger Eisebunn als dee klengste Réseau ausgesat ass, an dass een dee klengste vun alle Réseauen, déi déi kierzte Strecken huet, awer vläicht déi héchste Fräen, net ka mir näischt dir näischt där Liberaliséierung aussetzen.

Mir hunn als Regierung eng offensiv Politik a Froe vun der Infrastruktur. Ech ginn hei gefrot, ob d'Linn Lëtzebuerg-Beetebuerg éischt Prioritéit wär. Hätt ech gesot, d'Linn Lëtzebuerg-Beetebuerg ass éischt Prioritéit, ech kënnt eng Wett mat

lech agoen, da wär ee komm, dee gesot hätt: Ah neen, Esch-Lëtzebuerg ass déi éischt Prioritéit, oder, au choix, Péiteng-Lëtzebuerg ass déi éischt Prioritéit.

Här President, ech kann der Chamber versécheren, dass ech en accord mat de Verantwortleche vun der Eisebunn Prioritéite fixéieren. Wann Direktioun vun der Eisebunn mir seet - well ech kann nëmme mat deene Sue schaffen, déi d'Chamber mer zur Verfügung stellt op Basis vun engem plurianuelle Plang -, d'éischt Prioritéit wier den zweegleisegen Neibau zwëschent Lëtzebuerg a Beetebuerg, kann ech meng Pläng änneren. Sans problème. Mä ech muss lech soen, dass d'Eisebunn anerer Meenung ass. A si ass och zu Recht anerer Meenung, well mer zu Fenteng an deem Dräieck amgang sinn en drëtt Gleis dohinner ze leeën, well mer amgang sinn d'Blockofstänn méi kuerz ze maachen a well mer amgang si Material ze kafe wat zweestäckeg ass, wat dann och zousätzlech Capacitéite bréngt. Mä dat ass net déi eigentlech Fro. Déi eigentlech Fro ass jo: Wat fir eng Zukunft huet dës Eisebunn? Wat mussen mer maachen, fir dass dës Eisebunn eng Zukunft huet? An do mussen mer selbstverständlech Infrastrukture realisieren. Mir sinn amgang déi Aarbechten ze maachen.

Praktesch Mount fir Mount kommen ech mat engem Projet de loi an d'Chamber, mä mir brauchen awer och nach de Financement vun deem Ganzen. Här President, wann een de Projet Mobilitéit.lu mat all deenen Infrastrukturaarbechten, déi do an allen Etappe virgesi sinn, konservativ ausrechen, da kënnt ee bei e Gesamtmontant vun 2,2 Milliarden Euro, wann net méi!

Do muss ee sech och froen, wou huele mer déi hier an hu mer déi Suen, wa mer gläichzäiteg ëmmer méi déif an d'Perte erafuere bei der Eisebunn. Hu mer dann iwwerhaapt nach d'Moyene fir eis Infrastrukturen ze leeschten? Net ze schwätze vum Material. Et ass elo méisseg fir hei ze diskutéieren wie wéini wat fir ee Material bestellt huet. Tatsaach ass, dass een Eisebunnsmaterial, an den honorablen Här Zanussi, Här President, dee jo en Orfévre en la matière ass, an dee jo selwer Eisebunner ass, weess wéi schwierig dat ass, net kafe geet wéi een an e Garage geet a seet ech hätt gären deen doten Auto, well et fënnt een dat néirens.

Et muss zum Beispill bei deem Train-Tram-Material eppes entwéckelt gi fir Lëtzebuerg, wat et soss néirens gétt. Et gétt et zum Deel anscheinend zu Saarbrécken, mä do huet e Fabrikant eng Opération commerciale wëlle maachen an huet d'Entwécklungskäschten net op de Client ofgewälzt, mä mir sinn elo mat der Tatsaach konfrontéiert, dass mir fir dat Material, wat mir fir eise Réseau brauchen, och d'Entwécklungskäschte voll op d'Lee gesat kréien. Dat ass eng Questioon, déi dat Material nach wesentlech méi deier mécht.

Dat muss een net interesséieren, wéi een et net muss interesséieren wéi dat dann elo soll finanziert ginn. Dat einfachst ass, Här President, wann een heihinner kënnt an et seet een de Stat soll eng Augmentation de capital maachen. De Stat huet 1997 eng Augmentation de capital gemaach. Dann ass meng Fro: Wat ass mat deene Sue geschitt? Wou sinn déi? Wat fir ee Material ass domadder kaaft ginn?

Dës Regierung huet hiren Accord ginn, dass ee soll neit Material kafen, an de Budgetminister huet à ma demande d'Autorisatioun ginn, fir dass d'Eisebunn d'Statsgarantie kriit fir dat Material ze kafen. Da mussen se Sue léine goen an da gi se Sue léinen an de Stat muss am

Transport public de Prêt remboursieren. Et kann ee sech och virstellen, dass ee Material leasé geet. Et kann ee sech och virstellen, well d'Eisebunn nach eng ganz Rei vun Immobilien huet, dass de Stat eventuell déi Immobilie kafe géif, mä deen allereinfachste Wee sinn ech net bereet mir näischt dir näischt matzegoen, dat ass dee fir ze soen elo kriit Der eng Augmentation de capital an d'erno sinn d'Problemer fir e puer Joer geléist.

Ech kéint mer et natierlech, Här President, relativ einfach maachen a mat op dee Wee goen an da wéi de Pontius Pilatus meng Hänn an Onschold wäschchen a soen après moi le déluge, mä ech weess awer, dass dat d'Solutioun vun de Problemer net wier.

Ech si mam Här Bausch eens, dass mer müssen an d'Infrastrukturen investéieren an ech hu jo déi Projete wéi gesot hei déposéiert. An deenen nächste Méint ginn der nach déposéiert, fir dass mer e kohärent Ganzt hunn an da kënnen mer och iwwert d'Prioritéite schwätzen.

Ech sinn och mam Här Bausch eens, dass mer dofir suerge müssen, dass mer international den Uschloss net verpassen. Duerfir de Projet de loi TGV-Est. Duerfir och main Accord fir mat Däitschland zesammenzeschaffen. Bis elo sinn ech an deene véier Joer, wou ech Transportminister sinn, ganz oft a Rheinland-Pfalz geruff ginn an hu gesot kriit: Dir Lëtzeburger mussen eis hëllefen, fir dass d'Linn Koblenz-Tréier moderniséiert gétt, well déi ass wichteg fir den Uschloss u Lëtzebuerg.

Mä si ass och wichteg hannert Tréier bis op Waasserbëlleg, an do gétt et zwëschent Tréier a Waasserbëlleg eng Bréck, déi zu Konz, déi kee vun eis a vun eise Papp futti gemaach huet. Dofir ware mir net verantwortlech. An ech mengen, dass déi, déi se futti gemaach hunn, se och erëm flicken sollen.

(Hilarité)

Mä ech kann lech assurieren, dass elo schon d'Streck zwëschent Lëtzebuerg a Waasserbëlleg fir d'Pendolinoen ze benotzen ass. Mir hunn domadder kee Problem. Mir si jo och amgang, am Kader vun der Ubannung vum Kierchbierg iwwert de Findel, wat d'Eisebunnsnetz ugeet, zweegleiseg aus der Stad Lëtzebuerg dann erauszegoen, esou dass mer och do op deem Deel vun der Streck eng Verbesserung kréien. Wéi gesot, mir ennerstéizen déi Beméiungen an Däitschland an et ass am Bundeswegeplan virgesinn, fir dat ze realisieren.

Ech hunn deemnächst erëm eng Kéier Rendez-vous mat mengem däitsche Kolleg, dem Här Stolpe. Dat ass an Däitschland e bèsse méi komplizéiert, well nom Här Klimmt koun den Här Bodewig. No dem Här Bodewig koun den Här Stolpe. Kaum kennen ech deen een, dann ass en aneren do, mä mam Här Stolpe hunn ech awer eng relativ gutt Relatioun an ech wäert him un d'Häer leeën, dass déi Relatioun fir eis och eng gewéss Wichtegkeet huet.

Datselwecht géllt fir eis Relatioun mat Belgien. Mir ginn net midd all belsche Politiker, deen op Lëtzebuerg kënnt, oder all belsche Politiker, deem mir zu Bréissel oder zu Arel oder zu Namur oder zu Léck begéien, ze soe wat fir eng Valeur mir der Streck Lëtzebuerg-Namur-Bréissel bäimoossen. Mir si souguer esou wäit gaangen, dass mer gesot hunn enner Emstänn kéinte mir eis virstellen, dass mer géifen eng Participatioun un den Infrastrukturfraen iwwerhuelen.

Mä, Här President, et fält mir awer am Dram net a fir engem belsche Politiker ze versprechen, dass de Lëtzeburger Stat sech géif un den Käschte vun den Infrastrukturen zwëschent Bréissel an Namur bedeelegen. Wann dat gefrot gétt, dann awer net mat mir. Mä ech ka

mer awer virstellen, dass mer an der Province du Luxembourg, net well dat eng Kéier Lëtzebuerg war, mä well dat deen Deel ass, dee muss moderniséiert ginn, fir dass mer d'Performance op déi Streck kréien, géifen intervenéieren, ähnlech wéi mer beim TGV-Est intervenéiert sinn, mä dann awer zu ganz kloer Bedingungen. Da mussen eis belsch Partner eis awer och soen, ob si bereet si mat eis an esou eng Richtung ze goen.

An dann, Här President, hale mir, dës Chamber an dës Transportminister, d'Libéralisatioun vum Fret net op. Wéi gesot, ech hu géint den drëtten Paquet ferroviaire gestëmmt. Ech sinn och en aveu, Här President, dass ech mech elo net besonnesch fläissen, fir a vorauselndem Gehorsam alles ëmzesetzen, wat do muss gemaach ginn. Ech hat eigentlech gemengt, dass ech domadder géif, wéi soll ech soen, de Suerge vun den Eisebunner entgéint kommen an doduerch och e Signal géif ginn, dass mir éischter am Bremshaische sätze wéi an der Lokomotiv bei där Affär hei. Ech wëll lech awer och soen, dass ech, respectueux vun deenen Engagementer, déi mer um internationale Plang aginn, awer selbstverständlech och muss dofir suergen, dass mer déi Texter ëmsetzen. Mir sinn amgang domadder. Mat enger Rei vun deenen Texter ass schon d'Chamber befaasst an ech mengen den Här Bausch huet jo och do d'Datumer relevéiert.

Mir sinn amgang e Code du rail praktesch ze schreiwen, esou wéi et e Code de la route gétt. Dat war virun net noutwendeg, well d'Eisebunn deen eenzege Opérateur war, mä mir iwwerhuele praktesch, wéi soll ech soen, Copie conforme déi Reglementer, déi am Moment en vigeur sinn. Mir ginn héchstens an déi Richtung, dass mer do wou d'Reglementer müssen e bessen entstébst ginn an do wou se vläicht e bèsse mussen méi streng gemaach ginn, fir dass d'Sécuritétmesuren nach méi prezis ginn, dat maachen.

Wat d'Redevancen ugeet, déi gefrot ginn, hu mer e Règlement grand-ducal vum 31. März vum deem Joer, wat de 14. Abréill am Memorial publizéiert ginn ass an zënter dem 1. Mee a Kraaft ass. Mir wäerten ongeféier iwwert déi Redevance 10,9 Milliounen Euro era kréien. Vun deenen 10,9 Milliounen Euro sinn zwee Drëtter souwisou a charge de l'Etat, déi mer erëm zréckbezuelen iwwert den öffentlechen Transport.

Dann d'Interopérabilitéit, eng Suerg déi ech hunn, déi technesch Harmoniséierung. D'Conférence des Présidents ass befaasst mat engem Projet de règlement grand-ducal. Ech mengen dass en um Ordre du jour ass vun enger vun deenen nächste Conférence des Présidents, wou deen Text dann ugeholl gi kann. Wat d'Lizenzen ugeet an de Certificat de sécurité, esou ass de Conseil d'Etat de 17. März vum deem Joer mat deene Reglementer befaasst ginn, an ech huelen un dass de Conseil d'Etat déi och an deenen nächste Wochen aviséiere wäert.

Da bleift nach e Projet iwwert d'Formatioun vum Personnel de conduite a vum Personnel d'accompagnement an e Projet iwwert den Agrément an de Contrôle technique vum Matériel roulant. Wat dee leschte Projet ugeet, do schafft d'Eisebunnsdirektioun ganz enk mat eis a mat der Société nationale de contrôle technique, Sandweiler genannt, zesammen, wou mer versiche wäerten eng Jointventure ze kréien.

Wat d'Formatioun ugeet, esou wäert sech näischt änneren. Et ass just net méi d'Eisebunn, déi dann de Führerschäin ausstellt, mä et ass de Stat, deen de Führerschäin ausstellt, an d'Formatioun wäert an der Chambre de Commerce dispenséiert ginn, awer vun deeneselwechte Leit, déi elo schon d'Formatioun maachen. Et huet jo kee

Wäert déi Leit ewech ze huelen, déi dat bis elo ganz gutt gemaach hunn.

Här President, da wollt ech meng Suerg nach eng Kéier ausdrécken, dass mer, wat d'Liberaliséierung vum Fret ugeet, viru maache mussen an dass mer eis do net virun de Realitéite verstoppén daerfen. An ech muss nach eng Kéier soen, Här President, dat ass wierklech meng déif Suerg, wann een haut 3.200 Eisebunnen virmécht, dass een duerch e Warnstreik d'Rad vun der Geschicht kéint zréckdréinen, da fannen ech dat ganz geféierlech. Ech fannen et geféierlech, well een op der enger Säit de Leit Angscht mécht. Et mécht een hinnen Angscht em hir Aarbechtsplazen. Et mécht een hinnen Angscht em hir Paien. Ech héieren, dass anscheinend a Gewerkschaftsversammlung gesot gëtt d'Paien op der Eisebunn wären a Gefor, et wéisst een net, ob se nach kéinten d'Paie bezuelen.

Här President, ech sinn hei erënnert ginn un dat Wuert, wat ech matgeprägt hunn an engem ganz aneren Zesammenhang, an zwar Pacta sunt servanda. Pacta sunt servanda, dat heescht déi Engagementer deemools, déi een als Arbeitgeber Stat vis-à-vis vu senger Leit de Fonctionnairen an och den Assimiliéierte geholl hat. Duerfir verstinn ech net, wann ech an deem Zesammenhang vum honorablen Här Zanussi hei praktesch an de Mond geluecht kréien, wéi wann ech fir den Ofbau vun de Pensioune vun den Eisebunnen wär.

(Interruption)

Majo, versprach ass versprach a gëtt och net gebrah. A wat fir e Versprechen hunn ech vis-à-vis vun den Eisebunnen geholl, Här Zanussi?

(Interruption)

Wat fir ee Vertrieder?

Ech wollt dem Här Zanussi, Här President, ganz kloer soen, dass d'Eisebunn duerch eent vun deenen zwee Gesetzer vun 1995 an 1997 d'Autonomie kritt huet, wat d'Gestioun ugeet. Wann een also d'Autonomie de gestion huet a wann eng Direction générale der Meenung ass, dass se misst am Intérêt vum Iwwerliewe vun der Gesellschaft eng Rei Mesuren huelen, da kann een net permanent, wann op eemol e Problem ass, soen: Ah jo, elo si mir net méi mat der Direktioun d'accord, elo muss de Stat erëm zréckkommen. Dat geet dach net!

Här President, ech hu kenger Eisebunnengewerkschaft iergendpes versprach an deem Sënn. Duerfir kann ech kee Versprieche bréchen, wat ech net ginn hunn. A bréngt mech net dozou fir an eng Logik eranzugeen an déi ech net wëll erakommen. D'Eisebunn huet hir Autonomie de gestion, si behält se an dobäi bleift et. Dat do ass reng eng Questioun tëschent der Direktioun vun der Eisebunn an dem Lëtzebuurger Stat.

M. Marc Zanussi (LSAP).- Dir erlaabt jo, Här Grethen, dass et do Leit gëtt, déi eng anere Aschätzung iwwert déi dote Situatioun hunn. A wann ech dat virdu gesot hunn, da verrieden ech nach wie vor d'Meenung, dass eben d'Eisebunn trotz allem zu 94% dem Stat gehéiert, an dass déi Vertrieder, déi am Verwaltungsrot vun der Eisebunn sinn, weisungsgebundene sinn. Dir kéint lech also menger Aschätzung no, an ech bleiwen do dobäi, net aus der Responsabilitéit stielen andeem Dir sot: D'Eisebunn mécht wat se wëllt an dee Sozialkonflikt, deen do bevirsteet, ass eleng e Konflikt, deen tëschent der Direktioun an dem Personal ausgebroe gëtt. Do gëtt et dann eben ënnerschiddlech Aschätzungen, mä ech bleiwe bei menger.

M. Henri Grethen, *Ministre des Transports*.- Wësst Der, Här President, wann net e Vertrieder vun der Demokratescher Partei Transportminister wär, mä et wär elo ee vun der sozialistescher Aarbechterpartei, deen dem Landesverband méi no steet, da géifen dithyrambesch Säiten am Signal publizéiert ginn iwwert déi excellent Politik, déi de Minister, well Dir hutt jo elo gesot de Minister wär verantwortlech fir d'Personalpolitik, gemaach hätt.

(Brouhaha général)

Här President, wa meng Kollegee vun der sozialistescher Aarbechterpartei esou nervös ginn, da wëssen si, Här President, firwat.

(Coups de cloche de la Présidence)

1990 si bei der Lëtzebuurger Eisebunn 167 Leit engagéiert ginn. Et sinn der 176 an d'Pensioune gaangen. 1991 sinn der 151 engagéiert ginn an 154 sinn an d'Pensioune gaangen. 1992 goufen der 41 engagéiert an 196 sinn an d'Pensioune gaangen. 1993 goufen der 64 engagéiert an 155 sinn an d'Pensioune gaangen. 1994 goufen der 67 engagéiert an 135 sinn an d'Pensioune gaangen. 1995 goufen der 77 engagéiert an 130 sinn an d'Pensioune gaangen. 1996 goufen der 74 engagéiert an 161 sinn an d'Pensioune gaangen. 1997 goufen der 59 engagéiert an 130 sinn an d'Pensioune gaangen. 1998 goufen der 81 engagéiert an 113 sinn an d'Pensioune gaangen. 1999 goufen der op eemol, mä do ass de Mérite partagéiert, 115 engagéiert an et sinn der 111 an d'Pensioune gaangen.

Plusieurs voix.- Ah!

M. Henri Grethen, *Ministre des Transports*.- 2000 goufen der 211 engagéiert an et sinn der 120 an d'Pensioune gaangen.

Plusieurs voix.- Ah!

M. Henri Grethen, *Ministre des Transports*.- 2001 goufen der 164 engagéiert an 119 sinn an d'Pensioune gaangen.

Plusieurs voix.- Ah!

M. Henri Grethen, *Ministre des Transports*.- 2002 goufen der 180 engagéiert an 127 sinn an d'Pensioune gaangen.

Une voix.- Elo si se ganz roueg!

M. Henri Grethen, *Ministre des Transports*.- Här President, wann ee mer da seet dës Regierung wär verantwortlech, da muss ech mech quasi genéieren.

(Hilarité et brouhaha général)

Här President, ech beanspruchen net de Mérite, dass ënnert dëser Regierung méi Eisebunnen bäikoume wéi der ewechgaange sinn.

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Dir hutt jo de Mérite net. Dir hutt selwer gesot Dir hätt de Mérite net!

(Hilarité et brouhaha général)

M. Henri Grethen, *Ministre des Transports*.- Här President, ech hu selwer hei gesot ech géif dee Mérite net beanspruchen. D'selwecht wéi ech awer och net wëll vun der sozialistescher Aarbechterpartei iwwert de Landesverband an e Sozialkonflikt mat eragezu ginn.

Plusieurs voix.- Très bien.

(Interruptions)

M. Henri Grethen, *Ministre des Transports*.- Här President, duerfir wëll ech soen, dass ech dat Spillchen do net wäert matmaachen.

Här President, Dir hutt an engem Bréif un d'Regierung geschriwwen, dass d'Regierung sech och scrupuleusement un d'Riedezäit hale soll. Ech hunn eng Rei vu Kollegen, déi Froe gestallt hunn, wéi

zum Beispill den Här Haupt, dee gefrot huet firwat déi geplangte Schinnenubannung Esch-Lëtzebuerg net parallel zur Autobunn féiert, mä iwwert d'Gare Esch. Meng Leit, also déi Spezialisten, déi mir hëlfele an déi och op der Eisebunn sinn a souguer déi Leit an de Bureaux d'études soe mir, dass et am Intérêt vum öffentlechen Transport wär, wann een deen Tracé géing iwwert d'Gare Esch huelen an Ausgang Schëffleng. Dat géif méi bréngen wéi deen aneren Tracé.

Dann huet den Här Haupt och gefrot wéini d'Weiderféierung vu Belval-Mairie bis op Uewerkuer gemaach gëtt. Ech géif et gäre mar maachen, mä ech géif d'Chamber beléien, wann ech soe géif ech maachen et mar, well déi budgetär Mëttele feelen. Et ass eng Questioun vu Prioritéiten. An deem Plang, dee mer der Chamber virgeluecht hunn, respektiv wäerten an deenen nächste Woche virleeën, ass déi Ubannung virgesinn. Et ass also virgesinn do e Projet ze realiséieren, mä awer op der Zäitschinn kann ech keen Engagement huelen. De Projet läit éischter méi hannen, wéi dass e kéint méi no virgezu ginn.

Et ass och monéiert ginn, dass ee misst eng gutt Ubannung vun de Fiches industrielles, an domat ass Belval-West gemengt, un den öffentlechen Transport garantéieren. Ech kann der Chamber nach eng Kéier confirméieren, dass mer dat maachen, dass mer och do all Projet wäerte realiséieren. Mir hu just eng Meenungsdifferenz, besonnesch mat der Stad Esch, mä och e besse mat der Gemeng Suessem, an dat ass déi: Féiere mer zousätzlech zu där Schinnentramverbindung, déi mer um Site hunn, Belval-Usine, Belval-Mairie, och nach do zousätzlech den Tram duerch den Terrain selwer?

Do soen d'Spezialisten erëm eng Kéier - ech gleewen deenen -, dass dat kee Sënn mécht an dass dat, wat mer duerfir bezuele missten, fir iwwert d'Rangéierung vu Belval ze fueren, déi d'Sidérurgie och an Zukunft nach notzt, a wou jo, do muss ech drun erënneren, d'Mëtteleisestross Belval nienendru gebaut gëtt, en exorbitanten héije Präis wär. Ech kréien do gesot, dass eleng déi Infrastruktur op d'mannst 20 Milliounen Euro géif kaschten.

An da misste mer compte tenu vun den Dénivellementer an der Héicht bleiwen, wat den Erschléisser vum Terrain, d'AGORA, also absolut net arrangéiert a wat och fir de Client wéinstens déi éischt 20 Joer absolut kee Sënn géif maachen. Mir misste compte tenu vun der Topographie vum Terrain och nach virun deem neie Lycée, nenne mer e Bielesser Lycée, nach erausfueren, esou dass mer och d'Haiser hannen net besser kéinten erschléisse wéi mir se elo erschléissen iwwer Belval-Usine. E Rendez-vous ass duerfir gefrot gi mat de Vertrieder vun deenen zwou Gemengen a mat AGORA, wou mir dat dann am Detail diskutéieren kënnen.

Här President, ech hu versicht an där Zäit, déi mir zur Verfügung steet, fir hei op déi haaptsächlechst Froen anzugeen, fir d'Soucié vun dëser Regierung ze ënnersträchen, der Eisebunn, dem öffentlechem Transport, eng Zukunft ze ginn, eng Zukunft déi doranner besteet, dass mer massiv an Infrastrukturen investéieren, dass mer massiv neit Material bestellen.

Mä mir brauchen awer och d'Mat'hëlle an d'Zoustëmmung vun deene Leit, déi do schaffen. An déi Leit mussen wëssen, dass och vun hinnen Efforte verlaangt ginn, dass och si müssen ëmdenken, dass och si mussen mat der Zäit goen, a wann déi Erkenntnis bis do ass, da sinn ech iwwerzeegt dass d'Lëtze-

buurger Eisebunn och an engem liberaliséierten europäesche Kontext eng Zukunft huet.

Här President, dann nach zu deene véier plus eng Motioune, déi agereecht gi sinn. Ech ka leider keng vun deene Motioune unhuelen. Déi éischt Motioune verlaangt, dass ee soll eng Augmentation de capital bei der Eisebunn virhuelen, ech si schonn op déi Fro agaan, an ech hu schonn ënnerstrach, dass d'Autonomie, de Budgetminister, der Eisebunn d'Autorisatioun ginn huet, fir iwwer en Emprunt mat Statsgarantie dat Material, wat elo a Bestellung ass, ze finanzéieren.

Fir eng Ubannung, do wëll ech hei och net eng Motioune unhuelen, déi d'BTB-Diskussioun erëm eng Kéier opflame léisst, respektiv mech an e rigide Carton erabeginn, mat Contrainte vun Zäit a vu Moyenen, wou ech déi Engagementer net kann huelen.

Déi drëtt Motioune ass eng Motioune nodeem ech, mengen ech, hei opgezielt hunn, wat mer alles amgang sinn ze maachen, a wou den honorablen Här Bausch och d'Regierung kann dorunner moossen, ob se dat, wat déi Reglementer ugeet, an deenen nächste Méint wäert maachen. An ech géif dann den Här Bausch bidden, déi Motioune net zur Ofstëmmung ze bréngen, respektiv misst ech soen dass se superfétatoire ass.

Dann déi lescht Motioune vum Här Bausch: „à agir en actionnaire responsable...“. Jo, de Lëtzebuurger Stat wäert sech als Actionnaire responsable behuelen, mä „...à s'engager pour le respect des accords conclus“, jo, d'Lëtzebuurger Regierung wäert déi Accorden, déi si ofgeschloss hunn, respektéieren, mä si hält awer op d'Autonomie de gestion vun der Direktioun, wat d'Entreprise ugeet, an dofir kann ech och dës Motioune net unhuelen, ganz besonnesch wann hei eng Tripartite sectorielle gefrot gëtt, wann et hei am Land aräisst.

Ech hu verstaanen, dass, wéi mer an der Sidérurgie virun engem Ofbau stoungen, deen dramatesch war, vun 30.000 Arbeitnehmer erof op haut knapp 4.000, mer do allequerten zesummen am Kader vun enger Tripartite gekuckt hu fir d'Problemer ze léisen. Wa mar - wat et net ass, dat wëll ech betounen - en Ofbau géif op der Eisebunn ustoen, vun 3.000 op 1.000, selbstverständlech wäere mer dann allequerte gefuerdert.

Dat steet net zur Debatt, a wann déi Strategiepläng, déi d'Eisebunn amgaangen ass auszeschaffen, bis emol eng Kéier definitiv ofgeseeht sinn, an da presentéiert ginn, da wäert ee gesinn, dass ee wuel net laanscht en Ofbau kéint, mä dass ee gläichzäiteg Leit mat neie Kompetenze muss engagéieren, dass et also muss zu enger Mutatioun vun der Eisebunn kommen. A fir elo schonn eng Tripartite ze verlaangen, wann ech hei de Gewerkschaftsfuerderungskatalog gelies hunn, mengen ech, dass dat op alle Fall zu dësem Moment verfréit ass.

Ech mengen d'Motioun 5, ageerecht vum Här Zanussi, déi eigentlech eppes Ähnlechtes freet, wéi dat an der Motioune 4 ass, dat mat deene selwechten Argumenter ofzeleenen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert déi agereechte Motioune. D'Motioune si schréfflech verdeelt ginn, déi se eragereecht hunn, hu se explizéiert, den Här Minister huet geäntwert an ech menge mir kéinten direkt zur Ofstëmmung iwwergeen.

Motion 1

Mir stëmmen also elo of iwwert d'Motioun 1.

Vote

Déi fir d'Motioun 1 si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthale sech.

D'Motioun 1 ass mat 41 Nee- an 19 Jo-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry (par M. Marc Zanussi), Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot (par Mme Mady Delvaux-Stehres), Jean-Pierre Klein (par M. Jos Scheuer), Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Mars Di Bartolomeo), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart (par M. Jeannot Krecké) et Marc Zanussi;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira) et Mme Renée Wagener (par M. Robert Garcia);

M. Serge Urbany.

Ont voté non: M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener (par M. Ady Jung), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupt, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Lucien Clement), Laurent Mosar (par M. Jean-Marie Halsdorf), Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Nicolas Strotz) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Gusty Graas), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par M. Niki Bettendorf), MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par M. Théo Stendebach), John Schummer et Théo Stendebach;

MM. Jean Colomera (par M. Fernand Greisen), Gast Gibéryen (par M. Robert Mehlen), Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Jacques-Yves Henckes), Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Motion 2

Da komme mer zur Motioune 2.

Vote

Déi fir d'Motioun 2 si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthale sech.

D'Motioun 2 ass mat 40 Nee- an 19 Jo-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry (par M. Jean Asselborn), Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot (par Mme Mady Delvaux-Stehres), Jean-Pierre Klein (par M. Jos Scheuer), Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Mars Di Bartolomeo), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart (par M. Jeannot Krecké) et Marc Zanussi;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss (par M. François Bausch) et Mme Renée Wagener (par M. Robert Garcia);

M. Serge Urbany.

Ont voté non: M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener (par M. Ady Jung), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupt, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Laurent Mosar (par M. Jean-Marie Halsdorf), Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Claude Wiseler) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Claude Meisch), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par M. Xavier Bettel), MM. Gusty

Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par M. Alexandre Krieps), John Schummer et Théo Stendebach;

MM. Jean Colombero (par M. Fernand Greisen), Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes), Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Motion 3

Dann d'Motioun 3.

Vote

Déi fir d'Motioun 3 si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si ent-hale sech.

D'Motioun 3 ass mat 41 Nee-, 18 Jo-Stëmmen an enger Abstentioun ofgeleent.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry (par M. Jean Asselborn), Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot (par Mme Mady Delvaux-Stehres), Jean-Pierre Klein (par M. Jos Scheuer), Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Zanussi), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart (par M. Jeannot Krecké) et Marc Zanussi;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira) et Mme Renée Wagener (par M. Robert Garcia).

Ont voté non: M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener (par M. Ady Jung), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hupert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Nico Loes), Laurent Mosar (par M. Jean-Marie Halsdorf), Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Claude Wiseler) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Gusty Graas), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par M. Xavier Bettel), MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par M. Claude Meisch), John Schummer et Théo Stendebach;

MM. Jean Colombero (par M. Fernand Greisen), Gast Gibéryen (par M. Robert Mehlen), Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Jacques-Yves Henckes), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

S'est abstenu: M. Serge Urbany.

Motion 4

Da komme mer zur Motioun 4.

Vote

Déi fir d'Motioun 4 si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si ent-hale sech.

D'Motioun 4 ass mat 40 Nee- an 19 Jo-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry (par M. Marc Zanussi), Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot (par Mme Mady Delvaux-Stehres), Jean-Pierre Klein (par M. Jean Asselborn), Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Lydie Err), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart (par M. Jeannot Krecké) et Marc Zanussi;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira) et Mme Renée Wagener (par M. François Bausch);

M. Serge Urbany.

Ont voté non: M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener (par M. Lucien Clement), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hupert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par Mme Nelly Stein), Laurent Mosar (par M. Jean-Marie Halsdorf), Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Claude Wiseler) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Xavier Bettel), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par M. Niki Bettendorf), MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Na-

gel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par M. Claude Meisch), John Schummer et Théo Stendebach;

MM. Jean Colombero (par M. Robert Mehlen), Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes), Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Motion 5

An da komme mer zur leschter Motioun 5.

Vote

Déi fir d'Motioun 5 si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si ent-hale sech.

D'Motioun 5 ass mat 40 Nee- an 19 Jo-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry (par M. Jean Asselborn), Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot (par M. Jos Scheuer), Jean-Pierre Klein (par M. Jeannot Krecké), Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Mars Di Bartolomeo), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart (par Mme Lydie Err) et Marc Zanussi;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira) et Mme Renée Wagener (par M. Robert Garcia);

M. Serge Urbany.

Ont voté non: M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener (par M. Ady Jung), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hupert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Claude Wiseler), Laurent Mosar (par M. Ferny Nicklaus-Faber), Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Nico Loes) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Xavier Bettel), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par M. Niki Bettendorf), MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par M. Théo Stendebach), John Schummer et Théo Stendebach;

MM. Jean Colombero (par M. Robert Mehlen), Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Jacques-Yves Henckes), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Dir Dammen an Dir Hären, domat wäre mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächste Sitzung ass iwwermer, den Donneschden den 8. Mee, a fänkt nomëttes um halwer dräi un.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.34 heures)

Ordre du jour

- Communications
- Etablissement d'une liste de trois candidats pour un poste de Conseiller d'Etat
- Heure d'actualité demandée par le groupe ADR au sujet de la mortalité des hêtres
(Discussion générale)
- 4976 - Projet de loi portant approbation - de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Hongrie sur la coopération dans le domaine du tourisme, signée à Budapest, le 3 novembre 1995 - de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de Malte sur la coopération dans le domaine du tourisme, signé à la Valette, le 16 octobre 1992
(Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel)
- 5057 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et l'ancienne République yougoslave de Macédoine, d'autre part, et l'Acte final y afférent et de l'échange de lettres remplaçant la signature de l'Accord, signé à Luxembourg, le 9 avril 2001
(Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel)

6. Ordre du jour

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Fernand Boden, Henri Grethen, Charles Goerens et François Biltgen, Ministres; M. Eugène Berger, Secrétaire d'Etat.

(Début de la séance publique à 14.33 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Matdeelung ze maachen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

1. Communications

Ech wollt der Chamber folgend Kommunikatiounen maachen:

1) Madame Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, a déposé au Greffe de la Chambre des Députés, en date du 7 mai 2003, le projet de loi N° 5126 portant approbation de l'amendement à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, signée à New York, le 7 mars 1966, adopté à la quatorzième Réunion des Etats parties à la Convention le 15 janvier 1992.

2) En date du 6 mai 2003 a été introduite la pétition N° 249 «Appel fir d'öffentlech Schoul».

2. Etablissement d'une liste de trois candidats pour un poste de Conseiller d'Etat

Esou wéi d'Gesetz vum 12. Juli 1996 iwwert d'Reform vum Statsrot an d'Artikelen 116 bis 130 vum Chamberreglement et virgesinn, stelle mer haut eng Lëscht op vun dräi Kandidaten fir e Posten am Statsrot.

D'Lëscht vun de Kandidaturen ass un all Deputéierte verdeelt ginn.

No den Dispositiounen vum Artikel 122 vum Chamberreglement huet d'Présidentkonferenz an hirer Réunioun vu gëschter eng Kandidatëlëscht mat siwe Persounen arrétéiert. Dat sinn an alphabetescher Reiefolleg:

- Mme Michèle Boz-Retter, juriste, fonctionnaire d'Etat
- M. Romain Diederich, docteur en géographie
- Mme Rita Hellinckx-Reichling, avocat à la Cour
- M. Ady Jung, député

5. M. Marc Thewes, avocat à la Cour

6. Mme Sandrine Van Loo, médecin-dentiste

7. M. Guy Vitali, secrétaire syndical.

An engem Schreiwes, dat haut de Mëtteg um 13.56 Auer per Fax um Greffe ukomm ass, huet den Här Guy Vitali matgedeelt, datt e seng Kandidatur zrëck zitt.

D'Chamberreglement gesäit vir, datt d'Ofstëmmung geheim a perséinlech ass. Et däreft also net par procuracion ofgestëmmt ginn. Nëmmen d'Voten iwwert déi offiziell déposiert Kandidature si valabel. D'Wahl vum Kandidat erfollegt duerch eng absolut Majoritéit, woubäi déi blank an ongültig Wahlziedelen net a Betracht gezu ginn.

Wa beim éischten Tour kee vun de Kandidaten déi absolut Majoritéit krut, kënt et zu engem Ballottage, an deem déi zwee Kandidaten vertrauede sinn, déi am éischten Tour déi meeschte Stëmme kritt hunn. Am Ballottage geet eng einfach Majoritéit duer. Bei Stëmmeleichheit am éischten Tour kënt et zu engem Spezialtour fir d'Kandidaten fir de Ballottage ze désignéieren. Bei Stëmmeleichheit am Ballottage entscheet d'Lous. Et gëtt also fir jiddfer Kandidat eenzel ofgestëmmt.

Mir fänken un a wielen den éischte Kandidat.

Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen (ADR).- Merci, Här President. Ganz kuerz, ech mengen, esou wéi Dir dat erkläert hutt, viele mer elo dräi Oppositionen fir an de Conseil d'Etat. Ech wëll just soen, datt mir als ADR fir den éischte Posten d'Madame Michèle Boz-Retter ennerstëtzen, fir den zweete Posten d'Madame Rita Hellinckx-Reichling a fir den drëtten Posten d'Madame Sandrine

Van Loo. Mir wäerte bei deenen dräi Wahlgäng esou stëmme.

M. le Président.- D'Stëmmziedele si verdeelt. De Vote geschitt par Appel nominal.

Dir Dammen an Dir Hären, hei ass d'Resultat vun der Ofstëmmung.

Et hunn 52 Deputéierten ofgestëmmt. D'absolut Majoritéit läit also bei 26.

Et hu Stëmme kritt:

d'Madame Boz-Retter: 13,

den Här Ady Jung: 34,

den Här Marc Thewes: 4

an 1 Ziedel ass ongültig.

Domadder ass den Här Ady Jung gewielt als éischte Kandidat.

Domadder wier also dee Wahlgang erlaanscht.

Mir mussen ee Moment waarden, bis mer zur Wahl vum zweete Kandidat kommen.

Huet jiddereen e Stëmmziedel?

Mir sammelen elo d'Stëmmziedel a fir den zweete Kandidat. Et geet erëm eng Keier an alphabetescher Reiefolleg.

Hei ass d'Resultat fir den zweete Kandidat. Am Total hu 55 Deputéierten ofgestëmmt. 55 Stëmmziedele si valabel. Déi absolut Majoritéit ass 28.

Hu Stëmme kritt:

den Här Thewes: 41,

d'Madame Boz-Retter: 1,

d'Madame Hellinckx-Reichling: 11

an den Här Diederich: 2.

Den zweete Kandidat ass also den Här Marc Thewes.

Mir stëmme elo iwwert den drëtten Kandidat of.

Huet jiddereen e Stëmmziedel kritt an och ausgefëllt?

(Assentiment)

Mir sammelen d'Stëmmziedelen an.

Hei ass d'Resultat vum Vote fir den drëtte Kandidat.

Et hu sech der 55 un der Ofstëmmung bedeelegt, et waren zwee Bulletins blancs an 53 valabel Bulletins. D'absolut d'Majoritéit ass also 27.

Et hu Stëmme kritt:

den Här Romain Diederich: 37,

d'Madame Sandrine Van Loo: 13,

d'Madame Michèle Boz-Retter: 1,

an d'Madame Rita Hellinckx-Reichling: 2.

Domadder ass dann den Här Romain Diederich de Kandidat Nummer dräi.

Dir Dammen an Dir Hären, domadder hätte mer dee Punkt vum eisem Ordre du jour ofgeschloss. Mir géingen dann zum nächste Punkt vum eiser Dagesuerdnung iwwer.

An do hu mer virgesinn haut de Mëtteg, dass den Här Gast Gibéryen, am Numm vum der Fraktioun vum ADR, eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Stierwe vun de Bichen ugefrot huet.

D'Riedezäit ass nom Artikel 78 vum Chamberreglement festgehalten a gesäit Folgendes vir:

Der Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minutten zou, deenen anere Fraktiounen jeeweils fënnf Minutten, der Sensibilité politique zwou Minutten an der Regierung eng Véirelstonn. Et si bis elo ageschriwwen: déi Häre Loes, Wohlfart, Graas, Mehlen, Gira an Urbany.

D'Wuert huet elo den Här Robert Mehlen als Verrieder vun der Fraktioun vum ADR, déi des Aktualitéitsstonn ugefrot huet.

3. Heure d'actualité demandée par le groupe ADR au sujet de la mortalité des hêtres

M. Robert Mehlen (ADR).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn des Heure d'actualité ugefrot, opgrond vum enger Demande, déi aus dem betrouffene Milieu komm ass, wou Leit, déi an deem Secteur schaffen, gemengt hunn, et wär absolut noutwendeg dass d'Chamber sech och géing mat deem Problem do befaassen.

Dofir wollt ech virop d'Fro stellen: Ass dee Problem esou wichtig, dass d'Chamber sech muss domadder auseruesetzen? A kann d'Chamber, d'Politik, eppes zur Léisung vum Problem bäidroen?

Dofir wollt ech ganz generell a menger Introduktioun soen, dass d'Valeur vum Bësch normalerweis dobausse krass ënnerschat gëtt. Souwuel...

(Interruption)

Et sinn anscheinend Saachen, déi de Moment nach wichtig sinn, déi kommentéiert ginn. Ech wollt awer zréck...

(Interruption)

Här President, ech fuere virun.

M. le Président.- Jo, Här Mehlen, fuert weider.

M. Robert Mehlen (ADR).- Net fir Är Zäit ze gaspilléieren, mä ech wär frou wann e bësse géing nogelauschtert ginn.

D'Valeur vum Bësch, souwuel wat seng ekonomesch Valeur ubelaangt wéi säin Afloss op d'Klima, op d'Nidderschlei, seng Funktioun als Lofffilter, als Régénérateur vun der Loft, als Bindung vum CO₂, an ech mengen och seng récréative Valeur a positiven Afloss op d'Landschaftsbild; dat just fir ganz graff de Wäert vum Bësch ze situéieren.

Mä et soll een och de Potentiel économique net ënnerschätzen.

Leider, muss ee soen, ass dat an der Vergaangenheet vill ze vill geschitt, well - mir wëssen et allegeruerten - de Pétrol déi méi bëlleg Alternativ ass. An trotzdem kann de Wäert vum Bësch, deen hei am Land ronn eppes méi wéi een drëttel vun der Landesfläch ausmécht, net héich genuch ageschat ginn. Et gëtt ee Spréchwuert wat seet: „Stirbt der Wald, stirbt auch der Mensch“, an dat kann een net méi wéi ënnersträchen.

A wann een da weess, wat fir eng Importenz d'Buchen an eise Bëscher hunn, da kann de Problem vum Buchestierwen een net kal loossen. Si sinn eigentlech d'Reckgrat vun eise Mëschwaldbestänn, hunn och domadder Afloss op all déi aner Espèces, déi do wuessen. D'Buch ass bei eis eng Espèce, déi natierlech hei doheem ass.

En ass mat Sécherheet vu méi enger grousser Envergure wéi verschidden aner Kränkten am déieresche Beräich, mat deene mer eis regelméisseg beschäftegen. Just hei gëtt effektiv net vill driwwer geschwat an déi Leit, déi um Terrain mat där Problematik befaasst sinn, déi stinn iergendwou e bëssen am Schiet.

Ech muss awer soen, dass am Rapport, esouwuel vum Landwirtschaftsministère wéi vum Ëmweltministère, e gréissert Kapitel der Problematik vum Buchestierwe reservéiert ginn ass. Et gëtt geschwat vum enger neuartiger Buchenkomplexkrankheit. De Phänomeen ass gutt do beschriwwen. Ech géing jidderengem, dee sech dofir interesséiert, recommandéieren dat ze liesen. Et ass gutt beschriwwen an och ganz plastesch duergeluecht, wat bis elo an där Matière ënnerholl ginn ass. Ech wëll déi Leit vun hei aus féliciteiere fir déi excellent Aarbecht, déi do gemaach ginn ass.

De Phänomeen ass deen, dass eng Partie Insekten, vläicht net direkt als primären, mä eischer als Deel- ausléiser vum enger Kettreaktioun an Erscheinung trieden. Do gëtt genannt de Laubholzborckenkäfer, anerer soen d'Buchenholzschildlaus géing als Virleifer an Aktioun trieden. Déi Schadinsekte schleefen de Pilz an de Bam eran, an d'Beem si leschten Enns zum Ofstierwe condemnéiert.

Et ass festgehalten, dass et sekundär Schädlinge wäeren, mä, an dat fënn een a verschiddene Literaturen erëm, dass eigentlech de Phänomeen nëmme da kann optrieden, wann d'Beem schonn iergendwéi virgeschiedegt sinn. Et gëtt Wëssenschaftler déi soen, dass eigentlech keng, wéi ee kënn mengen, kargesond Beem kéinte befall ginn.

D'Krankheet ass fir d'éischt ëm d'Joer 2000 an der Belsch registréiert ginn, huet sech awer ganz séier ausgebreet a gëtt de Moment als eng grouss Gefor ugesinn. Ech zitëiere just e Saz. Et gëtt geschwat vum enger „besorgniserregender Erkrankung der Rotbuche. Der Erhalt und die Entwicklung dieser an die Buche gekoppelten europaweit bedeutsamen Lebensstypen ist in Gefahr.“ Et besteet eng ganz akut Gefor an deem Zesummenhang.

Vun der Ausbreedung aus der Belsch si mir zu Lëtzebuerg haaptsächlech betrouff, wat d'Bëscher am Norden an am Westen ugeet. Genannt ginn d'Kantonementen vu Wolz, Dikrech a Miersch. Selbstverständlech d'Wallonie, Rheinland-Pfalz, d'Saarland zum Deel. A Frankräich ass et och scho wäit virgeschrat bis op Verdun a Bar-le-Duc.

Fir 2002, dat Joer dat mer jo schonn hannert eis hunn a wat och am Rapport opgefouert gëtt, gëtt gesot, dass wierklech e geféierlecht Uwuesse vum Phänomeen ze beobachte wär, an dat een eigentlech schwéier kënn soen, wou dat géing hiféieren.

De Problem fir déi Leit, déi Bëscher hunn, esouwuel d'öffentlech Hand wéi d'Privatbesëtzer, ass, dass een

de Schued relativ spéit gesäit an dass d'Holz da praktesch nëmme méi als Brennholz ze verwäerten ass, woraus sech ganz besonnesch fir déi Privat enorm Perten erginn, dat ëmsou méi well den Holzmarkt zënter Joren um Buedem läit an Holz sech eigentlech net méi gewënnbréngend verkafte léisst.

Ech wollt e Wuert verléieren iwwert d'Ursaachen. Et gëtt gesot vun de Leit um Terrain, et wäeren nach keng ofgesécher Erkenntnisser, déi géinge virleien. D'Fro steet am Raum inwiefern Ëmweltafloss a virun allem, an et schéngt mer berechtigt ze sinn, d'Versauerung vun de Biedem géing matspillen. Et kann een effektiv feststellen, dass d'Biedem, déi vun Natur aus en niddrege PH-Wäert hunn, déi duerch zousätzleche Säureeintrag - wann ech dat däitscht Wuert därer gebrauchen - weider versauere bis hin zu engem Ernährungsmangelzustand bei de Beem, esou dass dat plausibel schéngt, dass dee Facteur kéint bei der primärer Schiedegung vun de Beem mat spillen.

Et gëtt eng Etüd, déi un der Uni Bayreuth gemaach ginn ass, Juli 1995 bis Juli 1999, wou si jiddefalls soen, dass „eine zumindest angespannte Versorgung mit Kalium, Phosphor, insbesondere Magnesium im Verhältnis zu Stickstoff zu erkennen wäre. Die Bodenanalysen ergaben Beziehungen zwischen dem Grad der Versäuerung und dem Kronenzustand.“ Wat jo en Indikator dozou ass, wéi gesond dat d'Beem sinn, a si soen et misst een dat „als wesentlicher prädisponierender Faktor einer Buchenschädigung berücksichtigen“. Do hätte mer dann emol als Ëmweltafloss ee Faktor, deen héchstwahrscheinlech mat spillt. Et gëtt och nach anerer. Mir kënnen eis erënneren, dass opgrond vu ganz niddrege Nidderschlei 1975 an 1976 ganz vill Buche futti gaange sinn, well se esou primär geschiedegt waren, dass Schädlingen e licht Spill haten.

Eng aner Fro ass déi: Bleift ze vill Holz an de Bëscher leien, well d'Leit net méi esou op d'Holz ugewise si wéi dat fréier de Fall war, an et sech net méi rentéiert dat Klengholz all opzeschaffen? Do ginn d'Meenungen ausereen. Et gëtt awer Recommendationen, besonnesch an Däitschland hunn ech fonnt, déi soen, dass d'Bëscher „müssen ausgeräumt werden - saubere Wirtschaft“. Souguer d'Laagerung vu befallenem Holz ass a Fro gestallt: „Bestandesränder über Ende März hinaus sind zu vermeiden“, well de Schädling vun do aus nei Beem kéint befallen. Dat ass vläicht eier eng praktesch Diskussioun, mä heiansdo och eng ideologesch Diskussioun.

D'Fro ass: Wéi kann een un de Problem erugeen?

Éischtens, de Studium vum Phänomeen esou gutt wéi méiglech forcéieren, well eng ganz Partie Erkenntnisser nach net virleien. Et steet och am Rapport, dass beim Kiewerlék, deen haaptsächlech un der Schiedegung bedeelegt ass, et net genuch erforscht wär wéi en agéiert a wéi e sech dévoppéiert.

Zweetens, d'Stärkung vum Gesondheitszustand vun de Buche ganz allgemeng. Dat huet natierlech mat eiser globaler Politik ze dinn, Energievergeudung an esou weider. Et huet och mam Asaz vu Chemikalien ze dinn, déi deelweis iwwert den Nidderschlag op d'Beem awierken, wéi och mam Versauere vum Buedem.

Déi direkt kurativ biologesch Bekämpfung vum primäre Schädling, dat ass eng ganz interessant Filière un där studéiert gëtt, déi een och muss encouragéieren. Ech hoffen, dass do geschwé Resultater derbäi erauskommen.

En anert Thema schéngt mer ze sinn, dass et soll probéieren esou wäit wéi méiglech vu Monokulturen ewech ze kommen. Mir hu bei den Dänen oder de Fichte gesinn, zu wat et ka féiere wann de Borkenkäfer Iwwerhand kritt. Wa Schädlinge sech spezialiséiert hunn, ass et natierlech méi sennvoll wann ee méiglechst vill Espéchen duerchernee stoen huet, fir dass esou Epidemien, wann een et esou kann nennen, sech eigentlech net esou séier kënnen ausbreeden, well zum Beispill an deem Fall d'Buchen net als Rengbestand do stinn. Dat sinn natierlech Moosnamen, déi een net kuerzfristeg kann huelen.

Da gëtt gesot, et soll een d'Bestänn net iwweraltere loosser. Mir hätten ëmmer eng falsch Astellung gehat, doduerch dass mer gemengt hunn, mir misste ganz al Bestänn erenziichten. Haut ass och do eng Annerung vun der Philosophie erfollegt, dass gesot gëtt, et soll een d'Beem vläicht net ze vill al gi loosser, wou se och méi ufällig ginn a probéiere méi Alterskategorien an engem Bestand ze hunn.

Beim Punkt, dat doudegt Holz am Bësch loosser, ginn d'Meenungen e bëssen ausereen.

Här President, ech wollt awer virun allem d'Hëlfe unspriechen, déi ee misst de Propriétaires zoukomme loosser.

M. le Président.- Här Mehlen, Är Zäit ass em. Huet Der d'Zäit vun der Fraktioun mat?

M. Robert Mehlen (ADR).- Selbstverständlech, Här President. Ech sinn awer direkt fäerdeg.

Här President, mir hunn eng Auer hei, mä déi leeft net. Ech kucken drop, awer et steet ëmmer null do.

M. le Président.- Et ass an der Rei. Fuert wann ech gliff virun. Déi aner Deputéierten am Sall solle roueg sinn a lauschteren.

M. Robert Mehlen (ADR).- D'Hëllef fir d'Propriétaires. Mir wëssen, dass de Privatbësch ronn 50% ausmécht a mir mussen de Privatbësch als ekonomesch Faktor erhalen. Dofir kann een déi Leit net an där Problematik, wou se elo dra sinn, eleng loosser. Mir wëssen, dass d'Holzpräisser ganz niddreg sinn an dass ee muss eng Politik maachen, och laangfristeg, vun der konsequenter Notzung vum Holz als Energielieferant, alternativ zu deem wat bis elo do war. Den Holzmarkt ass schlecht, an dofir soll een nei Débouchéé schafen, déi interessant sinn, déi de Bësch och ekonomesch interessant maachen, an da gëtt och erëm méi an där Richtung geschafft.

Et muss een och d'Fro opwerfen: Wat ass da besser fir eis national Economie, Mazout vu baussen importéieren oder Eegenenergie notzen, och wa se esouguer e bësse méi deier ass?

Mir brauchen Hëllef fir d'Verwärtung vun deem kranken Holz, well de Moment sinn d'Präisser ënnert de Käschte fir et erauszehuelen. A wann déi krank Beem an de Bëscher bleiwen, dann ass natierlech der Verbreedung vum Schädling keng Grenz gesat. Mir brauchen och nei Strategien an och Hëlfe beim Uplanzen.

Meng Froen un d'Regierung: Wéi geet et weider an der Bekämpfung vun deem Phänomeen, deen eis alleguer muss grouss Suerge maachen? Et stellt ee fest, dass déi Leit um Terrain e ganz groussen Engagement un den Dag leeën.

Ech widerhuelen et nach eng Kéier: Wat fir eng Laangzäitstrategie denkt d'Regierung deem Phänomeen do entgéint ze setzen? A wéi gedenkt se de private Propriétaires ënnert d'Äerm ze gräifen?

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Als éischten Diskussionsrieder ass den Här Nico Loes agedroen. Den Här Loes huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Nico Loes (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Mehlen ass elo op eng Problematik agaangen, wou deen een oder aneren héchstwahrscheinlech e bëssen déiselwech Iwwerleeungen huet, well en och deelweis déiselwech Ennerlagen huet. Mä ech mengen, et ass awer en Thema, dee ganz wichtig ass.

De Bësch spillt eng wichteg Roll als Ökosystem, als Rohstofflieferant an och als Fräizäitgebit. Bei ronn véier Milliarden Hektar Bësch, déi mer op der Welt hunn, spillt eise Bëschbestand mat ronn engem Drëttel vun 2.586 km² vläicht nëmme eng kleng Roll, mä awer eng ganz wichteg.

Ee kuerze Bléck op den europäesche Waldschadensbericht vun 2002 weist, dass et net zum Beschten em eis Bëscher bestallt ass. Net manner wéi iwwer 200 europawäit Analyse vun eise Bëscher beleeën, dass ongeféier 25% vun ënnersichte Baamkronen geschiedegt sinn. Doriwwer eraus wierke sech d'Stickstoffkonzentratiounen negativ op d'Aarteveelfalt an eise Bëscher aus, an dat virun allem op d'Käschte vun méi schwache Pflanzen. Op net manner wéi 58% vun de Bëschflächen ass d'Aarteveelfalt a Gefor, an op 45% vun de Flächen ass mat enger Destabiliséierung vun de Beem ze rechnen. Op engem Drëttel vun de Flächen ass d'Funktionsfäegkeet vun de Baamwurzelen duerch een iwwerhéichte Sairewäert beanträchtegt.

Zu dese Problemer, déi sech un all europäesch State richten, gesellt sech säit dem Summer 2000 eng aner Krankheet, déi virun allem an eiser Regioun fir vill Kappzerbrieches suert. Et handelt sech heibäi em déi sougenannte Buchekrankheet. Des Krankheet erstreckt sech vun de Ardenne bis an d'Sauerland, mat engem Schwéierpunkt vu Schied an de belschen Ardennen, wou bis zu 20% vun de Bëscher betrouff sinn. D'Schied trieden op bei Buchen iwwer 40 Joer an haaptsächlech awer bei 120-jährigen Alibuchen.

An deene betrouffene Bëschkomplexer kënnen bis zu 70% vum Bestand befall sinn. A Rheinland-Pfalz louchen d'Schied vun deser Krankheet am Joer 2000 bei ronn 7.000 Festmeter. A laut Schätzung vu belsche Forstleit si ronn 1.000.000 Festmeterbuche méi oder manner duerch des Krankheet beschiedegt. Dat sinn ëmmerhin 13% vum Bëschbestand an der Wallonie.

Déi neiaarteg Buchekomplexkrankheet befält virun allem Routbuchen, déi no an no ofstierwen. Si befält no Erkenntnisser vun der Forstverwaltung all Altersklassen, all Standuerten, a meeschtens sinn déi betrouffene Beem iwwert de ganze Bestand verdeelt. Als Symptomer gellen ofstierwert Äscht am ënneschte Kronenberäich, Schleimausfloss a schwarz verfirnt Mooss um Stamm. An enger zweeter Phas, wann de Bam scho massiv geschwächt ass, kënn et zum Befall duerch parasitär Käferen, déi sech am Holz festsetzen, a sech dann och vermehren. Nom aktueller Wëssensstand sinn des Käferarten, a virdu si se schonn eng Kéier genannt ginn, de Buchennutzholzborckenkäfer an de Bohrkäfer. Déi setze sech a kenge gesonde Buche fest, well sech d'Frëschholz net fir hir Näschter eegent. Et gëllt also an der Haaptsaach erauszefannen, wat d'Beem esou schwächt, dass sech des Schädlingen esou massiv kënnen ausbreeden. Well duerch des Krankheet verléiert de Bam seng mechanesch Festegkeet, wat de Wäert vum Holz fir weider ze veraarbechte géint null tendéiere léisst. Da kann een net méi vu Schnëttholz schwätzen, mä nach just vu Brennholz.

D'Ursaachen heivu sinn nach net ganz gekläert. Dat ass och scho vum Interpellant virdu gesot ginn.

Et ginn eng Rei Hypothesen opgestallt, zum Beispill ennerschiddlech Schadstoff, Strahlenenergie, d'Wiederbedingunge vun Dréchant an dann ze vill Nidderschléi, Temperaturschwankungen, ongeschtegt Standuerter, d'Versauerung vun de Biedem, Epidemien, verschidde Forme vu Waldbewirtschaftung, an och gétt heiansdo opgeworf, datt mer ëmmer méi Totholz am Bësch leie loossen, ob dat net och vläicht en Deel oder eng Ursach wär vun där Krankheet.

Uganks Februar 2003 huet d'Forstverwaltung an hirem ausféierlechen Etat des lieux e puer Moossnamen skizzéiert, déi virun allem drop hinzielen fir déi parasitär Käferen ze kontrolléieren an anzefänken. An déi hunn an engem Zäitraum vu fénnef Méint bis zu 340.000 Borkenkäfer gefaangen. Am Duerchschnëtt komme pro Standuert 20.000 bis 30.000 där Käfer zesummen. Dat ass och vläicht nëmmen e bescheidenen Erfolleg, mä léisst sech awer virun allem un der Tatsach festmaachen, datt de Borkenkäferbefall am Laf vun Joer 2002 däitlech zougeholl huet.

D'Unzuel vun de Champignonen, déi d'Buche befall hunn, ass och rasant an d'Luucht gaangen, well se liicht duerch d'Abuerlächer an de Beem gelant sinn a sech do ongestéiert ausbreede kënnen.

Am August 2001 hat den Här Minister op eng parlamentaresch Ufro geäntwert, datt déi Situatioun zumindestens zu deem Zäitpunkt net alarmant wär. Doriwwer eraus géif sech de finanzielle Schued nach a Grenzen halen. Den Umweltminister hat dunn eng Etüd duerch d'Forstverwaltung an d'Optrag ginn, déi elo virläit, an déi éischter een ernüchternde Bilan opzecheent. Opgrond vun där Etüd, a si ass virduerch an och schon opgefouert ginn, an och muss soen, datt och do eng gutt Aarbecht gemaach ginn ass, gétt d'Ausmooss vun deenen ennerschiddleche Symptomer un de Buchen am Zäitraum tëschent dem Hierscht 2001 an 2002 festgehalten, an et gétt och gemierkt, dass se do staark zougeholl hunn. An opgrond vun där Etüd stelle sech eng Partie Froen, déi sech deelweis och mat deene Froen decken, déi virduerch gestallt gi sinn.

1. Wat fir Méiglechkeete loosse sech aus de Konklusiounen an aus der Etüd vun der Forstverwaltung ofleeden?

2. Wat kann nach zousätzlech zu den uewe beschriwwene punktuellen Moossnamen um Niveau vun der Buchekrankheet gemaach ginn?

3. Wéi ass et mat der Kooperatioun tëschent den Autoritéiten vun deene betraffene Gebidder am Ausland an hei am Land? Ob et do och zu engem Austausch tëschent deenen eenzelnen Erkenntnisser kënn, a wat fir Méiglechkeete besti fir gemeinsam Moossnamen ze ergräifen?

An dann ass jo nach ee Volet, deen och muss ervirgestrach ginn. Dat ass dee finanzielle Volet, wou och speziell fir Privatbëschbesëtzer am Règlement grand-ducal vum Oktober 1995 virgesinn ass, datt de Montant, ech zitieren dat: „Le montant des subventions prévues ci-dessus est doublé pour les travaux de reboisement exécutés à la suite de calamités naturelles.“ Wéi wäit kënnen mer do goe mat der Entscheedegung? Menger Meenung no wär et gutt, wa mer eis och mat deene concernéierte Milieuxën zesummen un een Dësch géife setzen, fir mat der Forstverwaltung, mat de Privatbëschbesëtzer a mat de Gemenge kucken eng Léisung an deem leidegen Thema ze kréien.

Ech soe merci fir d'Nolauschten.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Georges Wohlfart agetroen. Den Här Wohlfart huet d'Wuert.

(Interruption)

M. Georges Wohlfart (LSAP). - Wann Dir mer nolauschtet, Här Scheuer, sécher net!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zënter méi wéi zwee Jorzéngten ass den Thema vun Bëschstierwen hei zu Lëtzebuerg en Thema, an och ka mech nach ganz gutt drun erënneren, wéi mer hei virun 18 Joer eng éischt Debatt haten an der Chamber iwwert d'Bëschstierwen. Et ass duerno duerch eng Rei Moossnamen, déi getraff gi sinn, e bësse méi roueg ginn an deem Sujet bis, wéi meng Virriedner, den Interpellant, den Här Robert Mehlen, an och den Nico Loes et scho gesot hunn, virun zwee Joer eng nei Form vun Erkrankung, zumools bei de Routbuchen, entstanen ass.

Wa meng Informatiounen richtig sinn, ware fir d'éischt ons Noperen aus der Wallonie domat befaasst am Joer 1998, an déiselwecht Symptomer gesi mer a Rheinland-Pfalz an och an Deeler vu Frankräich.

Et muss ee feststellen, dass virun allem Plateaulagen, déi iwwer 350 m héich sinn, betraff sinn, an d'Schied sinn och vu Bestand zu Bestand, esou wäit och dat emol konnt noliesen, ganz ennerschiddlech.

Et sinn hei schon Zuele genannt ginn wat Ostbelgien ugeet, wou konnt festgestallt ginn am Joer 2001, dass ronn 13% vum gesamte Bestand u Routbuchen hei betraff wäeren. An Däitschland schéngen déi Zuelen awer wäit aus méi niddreg ze lieen.

Zu Lëtzebuerg, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, konnt ech nach keng viabel Zuele liesen. Et wäert sech ongeféier an deeneselwechten Ausmoossen hale wéi dat bei onseren Noperen de Fall ass, dat heescht, 1-9 vun de Beem si befall pro Hektar. Dofir wär et och vläicht gutt, dass mer, wann dat méiglech ass, vun deenen zoustännege Regierungsvertreeder nach zousätzlech Informatiounen kréichen, wat dann elo de genaue Bestand ass.

D'Verbreedung ass och schon ugeschwat ginn hei zu Lëtzebuerg, virun allem an de Bezirker Dikrech, Miersch a Wolz. Et muss een awer och drop hiweisen, dass op der Musel eng Rei Fäll signaléiert gi sinn, déi awer aner Symptomer opweisen, wéi déi typesch nei Symptomer, déi schon am Detail vu meng Virriedner beschriwwen gi si, bei der roud Buch auslësen, wouaus een net soll schlëssen, dass do kee Problem besteet, mä menger Meenung no awer kann ee sech d'Fro stellen, ob och net do dat mat engem Zeeche vun enger allgemenger Schwächung vun Buchebestand hei zu Lëtzebuerg ze doen huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an deene leschte Jorzéngten, géif ech soen, si mer hei zu Lëtzebuerg ewech komm vun engem Fiichtebestand, deen d'Iwwerhand hat, wou et zwar e schnellen Ertrag ginn ass, mä wou villfälteg ökologesch Problemer entstoe konnten, virun allem doduerch dass se a Lagen ugeplant gi sinn, déi sech iwwerhaupt net duerfir géegent hunn.

Et ass am Fong geholl duerch d'Routbuch, duerch hir eminent ökologesch Wichtigkeet wat de Stoffwieselhaushalt ugeet, datt errecht gi konnt, datt d'Zuel vun de Mëschbestänn an eise Bësch an d'Luucht gaangen ass, wat am Fong geholl eng positiv Entwicklung ass. Et gi Leit, déi mengen, dass déi rezent Entwicklung dese positiven Trend kéint a Fro stellen. Ech mengen, d'Tatsach ass jo déi, dass dat Ganzt e schnellen a grouse Wäertverloscht vun Holz mat sech bréngt, wat jo fir de Bëschbesëtzer net vu klenger Bedeutung ass.

Laut Aussoe vun den Expäre feelen nach eng ganz Rei Ursachen, déi

mer an der Zukunft kläre mussen. Et ass also net einfach Prognosen ze maachen iwwert dat weidert Ausmooss vun de Schied, iwwer hir Auswierkungen op d'Biodiversitéit an eise Bësch, iwwert dat natierlech Umfeld an esou virun. Ech wëll mech hei net an Detailler verléieren, wat méiglech Ursache kéinte sinn. De klimateschen Afloss ass jo schon ugeschwat ginn, de PH-Wäert an esou virun, mä do sinn nach eng Rei Zousazënnerstichungen noutwendeg.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Tatsach ass awer, wann ee mat de Leit schwätzt déi um Terrain dovun betraff sinn, ob dat d'Bëschbesëtzer sinn, ob dat déi Holzverschaffend Industrie ass oder och d'Leit sinn, déi zoustänneg sinn innerhalb vun der Forstverwaltung fir eng gutt Gestiou vun eise Bësch, dass sech do awer lues a lues eng Veronsécherung breet mécht. Ech mengen et sollt een do oppassen, net dass d'Akzeptanz vun deem, wat bis elo d'Routbuch fir de Bësch bruecht huet, dorënner leide kéint.

Absolut wichteg fannen ech, an och begrëssen dat hei nodrécklech, d'Zesummenaarbecht vun eiser Forstverwaltung mat deenen zoustännege Instanzen aus Rheinland-Pfalz am Kader vum Interreg-III-A-Programm. Ech géif am Telegrammstil just e puer Moossnamen opzielen, déi do virgesi sinn: e gemeinsame Monitoring vun de Schied an de potenzielle Schiedfacteuren, d'Entwécklung vu Vermaartungskonzepter fir déi betraffe Bësch, Öffentlechkeetsaarbecht, Seminären an esou virun. Ee vu meng Virriedner huet och vu Monitoring vun de Käfer geschwat, deen op jidde Fall net ze ennerschätzen ass a wou mer hei am Land, wann ech gutt am Bild sinn, 15 där Moosseenheeten hunn.

D'Zesummenaarbecht also mat den däitschen Autoritéiten schéngt mer ganz gutt ze sinn. Ech wollt an deem Zusammenhang vun der Regierung wësse wéi d'Zesummenaarbecht dann ass mat onse belschen Noperen iwwert déi eraus vun den Universiteiten an och eventuell mat de franséischen Noperen, fir dass mer do kënnen am Konsens, géif ech soen, u Léisunge schaffé fir de Problem esou schnell wéi méiglech an de Grëff ze kréien.

Eng lescht Fro, déi sech nach opdrängt, ass déi vun den Entscheedegungen. Ech hu virduerch gesot, dass mer keng genau Detailler hunn iwwert d'Zuel vun de Kubikmeter vun deene betraffene Bësch. De finanzielle Schued kéint jo, menger Meenung no, am Kader vum Règlement vum Oktober '95 zum Deel geleist ginn, wou Méiglechkeete bestinn de Bëschbesëtzer ënnert d'Äerm ze gräifen. An deem Sënn wëll ech mech deene Froen, déi vu meng Virriedner gestallt gi sinn, uschlëssen.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Merci, Här Wohlfart. Den nächste Riedner ass den Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, krank oder futtis Beem zéie jo ëmmer negativ Konsequenze mat sech. Engersäits entsteet e wirtschaftleche Schued fir d'Bëschbesëtzer an op där anerer Säit geht awer och e wichtegt ökologesch Element am Natursystem verluer.

Och déi aktuell Kränkt vun de Bichen a groussen Deeler vum Land ass natierlech eng gewësse Katastroph. De Bësch ass, wéi dat schon e puermol hei ennerstrach ginn ass, en onersätzleche Liebensraum fir vill Déieren- a Plan-

zenarten, mä en erfëllt awer virun allem och eng wichteg Roll als Sauerstofflieferant. Duerfir ass des Bichekränkt, déi jo zënter 2000 hei zu Lëtzebuerg oprëtt, eng Saach, déi een eescht huele muss. Et ass och ze begrëssen, datt mer eis haut als Parlament mat deem Phenomeen do beschäftegen.

Den Expären no ass jo u sech nach net dat geneet Ausmooss vun där Kränkt hei zu Lëtzebuerg ofgeschätzt. Et wier natierlech katastrophenal fir d'Bëschwirtschaft insgesamt, wann elo duerch des Kränkt d'Attraktivitéit vun der Bich géing drënner leiden. Et ass och duerfir ze begrëssen a mäi Virriedner huet dat och schon ennerstrach, datt d'Forstverwaltung schon déi néideg Schrëtt ennerholl huet an och mat hire Kollegen aus Rheinland-Pfalz Programmer an d'Weeër geleet huet fir dese Fléau kënnen ze bekämpfen.

Am Summer an am Hierscht vum leschte Joer ass jo d'Zuel vun deene kranke Beem nach an d'Luucht gaang. D'Situatioun ass also mat Sécherheet elo alarmant an et stellt ee sech natierlech d'Fro, wéi een des dramatesch Kränkt am beschte bekämpfe kann. D'Expären, an och beruffe mech eben och elo hei op déi vill Aussoen, déi scho gemaach goufen, kënnen jo de Moment nach net genee festhalen, wou dann elo d'Ursachen ze siche sinn.

Sécher hunn d'Krankheeten ëmmer eppes mat de klimatesche Bedéngungen ze dinn, wat jo och schon e puermol hei ennerstrach ginn ass, dat hânt dovunner of ob et en ze vill dréchant Joer oder en ze vill naast Joer war, ob et en ze vill mëlle Wanter war oder en ze vill haarde Wanter. All dat spillt natierlech ouni Zweifel eng Roll. De ganze Problem muss een natierlech vun zwou Säiten aus gesinn. Éischtens, wat kann een a court terme géint déi ganz Saach maachen? An zweetens awer och, wéi kann ee preventiv virgoen?

A court terme kann een natierlech nëmmen eng sougenannte Symptombekämpfung maachen, obwuel dat natierlech ganz schwéier ass. Mir sinn eis och bewosst, datt een op kee Fall soll chemesch Pesticiden an eise Bësch asetzen, well dat jo ouni Zweifel zu enger ganzer Rei vu Kollateralschied féiere géing. Par contre kann een awer natierlech iwwert den Asaz vu biologesche Mëttele géint Insekten, déi noweislech Schied u Beem maachen, zumindest nodenken.

Am Ausland si jo och alt emol an der Zäit, ech weess net, ob dat och nach haut praktizéiert gétt, sougenannte Kalkungsmoossnamen duerchgefouert ginn, fir eben d'Vitalitéit an d'Resistenz vun de Bëschcher ze erhéien. Ech verweisen an deem Kontext op déi sougenannte Lissabon-Empfehlung, déi sech jo am Fong geholl duerfir ausschwatzt, datt een d'Gesondheet vun de Bëschökosystemer nach verbessere sollt.

A court terme misst awer, an hei beruffen ech mech och op Aussoe vu Betraffenen, virun allem dat krank an dat doudegt Holz aus eise Bëschcher erausgefëiert ginn. Selbstverständlech ass dat net ëmmer esou einfach ze realisieren. Do, wou dat vu staatlecher Säit oder vu kommunaler Säit aus net machbar ass, soll een awer roueg op Privatfirmen zréckgräifen, fir déi Aarbecht ausféieren ze kënnen. Et kann een op deser Plaz natierlech nëmmen nach ennersträchen, datt d'Gemengen, de Stat awer virun allem och d'Privatleit an Zukunft solle verstärkt op d'Notzung vun Holz setzen, well an där ganzer Problematik stellt sech natierlech elo d'Fro: Wat geschitt mat deem villen doudegen Holz?

Ech wëll hei drop hiweisen, datt et jo schon eng Rei vu Gemenge gétt, déi déi sougenannten Holzackschnitzelfeuerungsanlage, e ganz schwéiert Wuert, realiséiert hunn, an datt een och hei nach soll den Opruff maachen, verstärkt op

dei Infrastrukturen ze setzen, wat et virun allem och erlaabt doudegt an iwwerflësseg Holz aus eise Bëschcher sënnavoll ze gebrauchen.

Da gétt et natierlech awer och déi Theorie déi seet, datt ee soll gewëssen Deeler vum Bësch als Naturbësch ausweisen, datt heescht wou de Mësch keen Agréiff méi virhuele soll. Et gi jo Gemengen, déi do mam gudden Beispill virginn. Här Lux, zu Beetebuerg ass dat jo geschitt, wou jo elo 145 ha ausgeweise goufen.

(Brouhaha général)

Wann eppes Guddes an enger Gemeng gemaach gétt, da soll een dat och beluewendeg hei ervirsträchen.

Wa mer natierlech awer nach vu preventive Mesurë schwätzen, dann ass een och ganz séier an der Diskussioun iwwert de Klimaschutz. Dat ass eng Diskussioun, déi schon eleng natierlech hei géif vill Zäit brauchen an déi een also elo net kann hei verdéien. Mä ech mengen dat Bëschstierwe beweist awer och, datt eist gesamt Ökosystem trotzdeem an engem gewëssenen Déséquilibrer ass.

Mir hunn dernieft natierlech och nach eng Rei aner Problemer mat der Qualitéit vun eise Bëschcher, dat virun allem natierlech duerch d'Ausstéiss vun enger Rei vu géftege Gasen, déi duerch d'Verbrennung vu fossile Brennstoffen entstinn. Allgemeng gétt jo och behaupt, an dat kann een och als Laien zum Deel gesinn, datt d'Qualitéit vun eise Bëschcher net onbedéngt brillant ass. Als klengt Land hu mer natierlech net allze vill Awierkungsméiglechkeeten, wat awer net heesche soll, datt mer eis sollen eiser Verantwortung entzéien.

Mat enger méi ökologesch orientierter Bewirtschaftung vun eise Bëschcher, an hei denken ech natierlech un éischter Linn un eng Naturverjüngung, kann een awer och méi preventiv virgoen. Et gétt jo dann op där anerer Säit och behaupt, eise Buchebestand wier iwweraltert. Wat een natierlech nach maache kann, datt ass nei Bëschcher uleeën. Och do gétt et jo positiv Initiativen ze erkennen. Wéi gesot, ech kommen aus enger Gemeng wou en neie Bësch viru Joren ugeleuecht ginn ass, esou datt also u sech och do eng Rei vu Méiglechkeeten ouni Zweifel bestinn.

Wat evident ass, dat ass dass natierlech dat krank Holz mat sech bréngt, datt de Präis fir d'Miwwelindustrie drastesch erof geet. Et ass mer och gesot ginn, datt an deene leschte Joren souguer e Präisverfall vu 60 bis 70% hei zu Lëtzebuerg ze verzeechne wier.

Da gétt natierlech an der ganzer Problematik zu Recht d'Fro hei ugeschneiden, inwiefern datt vläicht privat Bëschbesëtzer missen entschiedegt ginn. Ech wëll just drop hiweisen, datt an der Bësch zum Beispill vun der Kommissioun hier keng Steng an de Wee geluecht gi fir deene betraffene Bëschbesëtzer eng zousätzlech Subventioun zouzërkennen. Ech erënneren an deem Kontext och un dat groussherzoglecht Règlement vum 10. Oktober 1995, wat jo de private Bëschbesëtzer eng duebel Subventioun zouerkenn, wa Schied entstanen sinn duerch natierlech Katastrophen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen et sollt een déi puer Minutten hei awer och notze fir e puer Reflexiounen iwwert eng allgemeng Appréciatioun vun der Bëschbewirtschaftung zu Lëtzebuerg ze maachen. Et muss ee vläicht nach eng Kéier drop hiweisen, datt den ökologesche Volet dem Ministère de l'Environnement ennersteet an dee rengen Volet, wat d'Sylviculture ubelaangt, dem Ministère de l'Agriculture ennersteet.

(Interruption)

M. le Président. - Ech hu keng Auer.

■ M. Gusty Graas (DP).- Glifft?

(*Interruption*)

Jo. Wéi vill hunn ech der dann?

■ M. le Président.- Siwen an eng hallef.

■ M. Gusty Graas (DP).- Bon, ech entschëllege mech, mä dat ass ebe well keng Auer méi hei ass, et gesäit een also net...

(*Interruptions diverses*)

Neen, ech verstinn dat och. Ech respektéieren dann och d'Regele vum Haus hei.

■ M. le Président.- Wann ech gelift, Här Graas. Ech hunn och keng Auer, soss hätt ech lech meng ginn.

■ M. Gusty Graas (DP).- Mä ech wär frou wa mer awer vläicht erëm eng Auer hei hinner kréichen, da weess een e bèsse wou een drun ass.

Bon, wéi gesot, dann iwverhuelen ech dee Volet spéider.

(*Interruptions*)

Ech wollt just kuerz drop hiweisen, dass ee sech awer soll allgemeng Gedanke maachen, inwiefern datt déi gesamt Bëschbewirtschaftung an Zukunft soll ausgesinn, an ob een net soll nodenken iwwert dat, wat och am Audit iwwert d'Forstverwaltung zréckbehalte ginn ass, wou behaapt ginn ass, et wär besser d'Forstverwaltung hätt an Zukunft nënnen nach ee Patron, an dowéinst wollt ech hei awer ofschléissend ënnersträchen, datt mer als Demokratesch Partei och der Meenung sinn, datt ee jiddfalls déi Ausso méi wéi soll analyséieren an och bei enger spéiderer Regierungsbildung dat soll a Be- trucht zéien.

Onofhängeg dovunner, wéll ech awer hei nach eng Kéier ënnersträchen, datt et wichtig ass, dass mer déi ganz Problematik zesumme mat de private Bëschbesëtzer analyséieren, an der Hoffnung datt sou séier wéi méiglech awer och nei Erkenntnisser entstinn, wéi mer dee Fléau do kënne bekämpfen.

Ech soen lech merci.

■ Plusieurs voix.- Très bien.

■ M. le Président.- Merci, Här Graas. Den nächsten Orateur ass den Här Gira. Här Gira, och fir lech hunn ech keng Auer un.

■ M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Här President, ech gi mer Méi mech kuerz ze faassen. Ech géing mengen dat meescht wär och schonn zu dësem tatsächlech komplexen a mysteriöse Phenomeen, zur Buchekomplexkrankheet, gesot.

Tatsächlech sinn d'Ursaache ganz komplex. Ech hunn nach néierens gesinn, datt een definitiv behaapt huet, e wéisst wou et géing hierkommen. Eent ass awer kloer, dass sécherlech iergendwou en allgemenge Phenomeen vu Schwächt bei de Buche fir d'éischt muss optrieden, fir dass dann duerno secondaire Schädlinge wéi Käferen a Pilzen eng Chance hunn, d'Biche sou schlecht drun ze bréngen, wéi se deelweis sinn.

Ech hunn och gelies, dass en eemolege Klimaschock deelweis kéint un der Ursaach sinn, ee wierklech eemolege Frascht, dee ganz elle war, a vläicht zu enger Zäit wou net gepasst huet.

Mysteriéis ass awer och d'Manier, wéi de Phenomeen sech ausbreit. Wann ee mat de Fierschtere schwätzt, da kritt ee gesot dass et erstaunlech ass, dass niewent deem engen oder anerer Revéier, wat ganz staark befall ass, et méiglech ass, dass e Revéier ass, wou net ee Bam befall ass.

Dir konnt am Rapport vun der Forstverwaltung liesen, dass de Weste vum Land, ënner anerem meng Gemeng, an och d'Gemeng Habscht, relativ seriö befall ass.

Ech hunn awer nach haut mam Fierschter vu Kärsch geschwat, deen direkt niewendrun ass, an dee seet mer: „A mengem Revéier ass net ee Bam befall.“ Dat ass sécherlech mysteriéis, dat ass erstaunlech.

Do kann ech natierlech d'Fro stellen: Weist dat op een Zesammenhang hin, mat dem ënnerschiddleche Buedem, dee vläicht an enger anerer Géigend ass? Kann dat drop hiweisen, dass awer vläicht eng Rei Schadstoff iwwert de Reen vu Westen erabruecht ginn, wann ee weess dass eis Géigend an dann natierlech d'ganzt Éislek awer e gudde Krack méi Ree kritt, wéi vläicht aner Regiounen am Land?

Dat si vläicht Piste wou ee kann no- goen. Et ass natierlech komplex, mä op jidde Fall ass dat awer scho bal onerklärlech, dass een dee Phenomeen do sou no bei eneen op e puer Kilometer kann hunn, oder deelweis souguer op e puer honnert Meter sou en ënnerschiddlechen Impact vun där Krankheet do ka sinn.

Ech mengen dee bekannteste Bësch, wou mer wierklech fir d'éischt drop opmierksam gemaach gi sinn, dat war natierlech d'Forêt d'Anlier an der Belsch. A wann hei vu Gemengebësch geschwat gëtt, wa vu private Bëschbesëtzer geschwat gëtt, mengen ech, muss mer awer och un d'Gemengen denken. Ech weess, dass déi Krankheet do zum Beispill an de Budget vun der Gemeng Ram- merech e ganz zolitt Laach wäert schloen, a wann hei iwver Entschiedegunge geschwat gëtt, wou mir als Gréng selbstverständlech och kee Problem hunn, datt mer doriwwer schwätzen, da wéilt ech awer och e Plädoyer hei halen, dass mer d'Gemengen net vergies- sen.

Normalerweis ass déi ganz Forstwirtschaft, zumindest wann ee reng ekonomesch iwverleet, schonn déficitaire. Ech sinn zwar der Meenung, dass se awer sënnvoll ass, forstwirtschaftlech. Mä wa mer wëssen, dass d'nächst Joer d'Gemengebudgete jo anscheinend nach vill méi mickereg ginn an dass mer de Rimm nach vill méi enk mussen schnallen, da muss een awer och un déi Gemengen denken, déi zousätzlech zu deem heite Phenomeen nach e gréissert d'Lach kréien, an da mengen ech dass mer och do drun denken an do Entschiedegunge wäerte maachen.

Ech wär dee leschten deen hei géif probéiere Léisungen ze proposéieren, grad wann een esou ee komplexe Phenomeen viru sech huet, wéi deen, iwwert dee mer schwätzen, wär et ze einfach hei mat faerdege Léisungen ze kommen. Ech hunn dat Gefill, dass een ëmmer erëm nënnen ee Plädoyer kann hale fir dräi Richtungen.

Ee Plädoyer fir all Moosnamen, déi all Form vu Loftverschmutzung verhënnen, well een awer dat Gefill net lass gëtt, dass en direkte oder indirekte Lien besteet tëschent der Loftverschmutzung an déi doduerch geschwächte Bëscher a Beem, an dann ebe méi eng grouss Ufällgeheet, wann dann nach aner Phenomeener dobäi kommen.

Ee Plädoyer fir en „naturnoe Bësch“. Ech menge schonn, dass ee generell ka soen, wat d'Biodiversitéit an engem Bësch méi grouss ass, wat och d'Ufällgeheet vis-à-vis vu sou Phenomeene wéi deem heiten, mä och anerer, sécherlech méi kleng ass, wat awer och vläicht d'Verbreedung méi gebremst gëtt, wa mer net Monokulturen hunn, wa mer wierklech eng Mëschung hunn, wéi et scho gesot ginn ass, vun Zorten, mä och vun Alteren.

An dann och schlussendlech an ofschléissend, fir an der Zäit ze bleiwen, ee Plädoyer fir eng villfältig Notzung vun eisem Holz, wat mer hei hunn. Ech kann et ëmmer erëm

nëmme betounen a bedauern, dass mer, obwuel mer nach ëmmer en Département des Forêts sinn, eigentlech ze wéineg mat deem Rohstoffholz maachen, grad an Zäite wou et aus x Ursaachen héich Zäit géif ginn aus dem Fossilienenergiezäitalter ëmzeklammen, mengen ech, wär déi Filière, déi hei schonn ugeschwat ginn ass, fir eist Holz och als Brennholz ze huelen, an enger moderner Form, wierklech eng Pist, an da wéisste mer och wat mer mat deem doudechen Holz, wat mer elo kréien, géinge maachen.

Ech soen lech merci.

■ Plusieurs voix.- Très bien.

■ M. le Président.- Merci, Här Gira. D'Regierung huet d'Wuert.

■ M. Eugène Berger, *Secrétaire d'Etat à l'Environnement*.- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech konnt hei bei deem Débat feststellen - an dat fannen ech och ganz gutt -, datt hei praktesch alleguerten d'Spriecher d'Wichtigkeet vum Bësch mat senger multiple Funktiounen ënnerstrach hunn, an datt och sécher hei jiddereen ee Plädoyer gemaach huet fir den Erhalt vun enge vun den Haaptoursoucé vum der Biodiversitéit hei zu Lëtzebuerg, an och sécher op anere Plazen. Dat ass op alle Fall ze begrëssen.

Et si schonn eng ganz Rei Informatiounen an Donnéeën vun de Virspriecher geliwwert ginn, dofir kann ech elo iwver verschidde Punkten, déi ech hei wollt kuerz erwähnen, méi schnell ewech goen. Sécher ass, datt dee Sujet och an der Forstverwaltung respektiv vun de Politiker net eréischt nei entdeckt gëtt, mä datt mer mat deem Phenomeen säit dem Joer 2000 konfrontéiert sinn, datt mer och, soubal mer do déi éischt Unzeeche festgestallt hunn, direkt agéiert hunn an iwwert de Wee vun der Forstverwaltung och direkt versicht hunn, eng Rei Mesuren ze analyséieren an de Phenomeen ze studéieren.

Et ass also esou, datt nodeems do déi éischt Fall festgestallt gi sinn, eng detailléiert Analys gemaach ginn ass, Symptomer analyséiert gi sinn, eng Bestandopnam an Ugrëff geholl ginn ass, an datt och op där anerer Säit Kontakt opgehol ginn ass mat deenen zoustännege Verwaltungen am Ausland, well, dat ass och scho gesot ginn, souwuel an enge Rei vu Géigende vu Lëtzebuerg, mä och an der Wallonie respektiv dem Rheinland-Pfalz, deelweis och a Frankräich, ass een och mat deeneselwechte Phenomeneer, mat deene selwechte Schwierigkeete bei de Bichebëscher konfrontéiert. Et ass also net eng Problematik, déi sech eleng op Lëtzebuerg géif beschränken.

Et ass esou, datt och dann Installatiounen vun engem Réseau vu Placette haaptsächlech fir de Monitoring vun de Borkekäfer geholl gi sinn; dee Réseau, deen 2001 ugefaangen huet, ass dauernd ënner Kontroll, respektiv gëtt dauernd ausgewäert an dee leeft och nach an deenen nächste Jore virun. Et gëtt och de Moment ee Suivi gemaach vun 112 kranke Bichen, fir och do nei Erkenntnisser ze kréien, wéi déi Krankheet kann oflafen, respektiv ass och gekuckt ginn, wat eventuell de Lien kéint sinn tëschent gehaenem Holz, wat do läit, an eben dem Befall vun den nach gesunde Bichen, duerch déi verschidden Zorten Insekten, respektiv duerch de Pilz, déi jo e Symptom sinn, mä net d'Ursaach vun deem Problem.

Mä dat ass awer am Fong geholl éischer Erkenntnis, vun där ee kann ausgoen, datt déi geséichert ass, datt et hei virun allem mat enger Schwächt vun de Beem ze

dinn huet, déi dann eben als Resultat huet, datt se vu Champignonen, vun enger Rei vun Insekten, haaptsächlech de Borkekäfer, befall ginn.

Wéi ass den aktuelle Stand vun der Kränkt? Et ass esou, datt mer op- grond vun deenen Zielungen iwwert d'Placette gemierkt hunn, datt an de leschte Joren de Phenomeen an d'Luucht geet, dat heescht datt nach méi där Borkekäferen de leschte Wanter op alle Plaze gezielt gi sinn. Déi lescht Resultater vun der leschter Zielung leien elo nach net vir, déi schéngt llicht erof gaangen ze sinn, de Befall vun de Champignonen ass awer och nach an d'Luucht gaangen. An de leschte Jore kann ee soen, dass den Trend no uewe gaang ass. Et kann een awer nach net den definitiven Trend viraussoe fir d'Joer, respektiv fir déi nächst Joren.

(*M. Jean Spautz reprend la Présidence*)

D'Fro war opkomm, wat d'Surface vun de Bëscher wär, déi dovu be- traff sinn? Hei muss ech soen, dass mer nach keng definitiv Erkenntnisser hunn, dass d'Forstverwaltung nach amgaang ass drun ze schaf- fen. De Wanter wäert eng Cartographie opgestallt sinn, wou mer da kënnen dat lokal op der Kaart duerstellen, a Prozenter an op wat fir enge Plazen de Phenomeen op- trëtt.

Et ass och esou, dass mer eng Rei vun Informationsmesurë geholl hunn. Dat ass natierlech wichtig fir d'Bëschbesëtzer. Et ware ronn 8 Artikelen an den Zeitungen, déi spezifesch sech un de Milieu vun de Bëschbesëtzer richteten. Et waren och Informatiounen an der Press. Et sinn Excursiounen, respektiv Studiegäng mat Bëschbesëtzer um Terrain gewiescht. Et ass och dru geduecht fir en Internetsite opzerichten am Kader vun engem Interreg-Programm, op deen ech nach wäert zréckkommen.

Et muss een op alle Fall wëssen, dass géint déi Kränkt, déi de Moment bei de Bichebëscher virze- fannen ass op verschidde Plazen hei zu Lëtzebuerg - et ass kee generelle Phenomeen, de leschte Riedner huet dat nach eng Kéier ervirgestrach -, et kee Wonnermëttel gëtt. Sécher kann ee mat deem engem oder deem anere Procédé probéieren. Et ass geschwat gi vu Kallek, vu Magnesia austreëen an esou weider, mä souwäit awer de Kenntnisstand vun den Expären ass, gëtt et kee Mëttel wat wierklech ka garantéieren, dass domat all Problemer geléist sinn.

Wat fir eng Mesuren - ech hunn der elo schonn eng Rei opgezielt - hu mer geholl? Wat fir eng si mer nach amgaangen ze huelen? Wat fir eng wäerten nach kommen? Et ass esou, dass mer festgestallt hunn, dass ganz selten an engem Bichebësch méi wéi 30% Beem matenee befall sinn. Et ass éischer esou, dass oft eenzel Beem befall sinn an net de ganze Bësch. Et gëtt also keng Coupe rase gemaach. Déi eenzel Beem kënnen gehae ginn. Et ass awer och esou, dass deelweis déi befalle Beem stoe gelooss ginn. Do ass et natierlech wichtig, well déi bannendra lues a lues morsch ginn, kënne se ëmfalen. Op enger Rei vu Plaze si Panneauen opgestallt ginn, fir dass d'Leit, déi an de Bësch ginn, wëssen, dass do e Problem ka sinn. Et sinn also Hiweiser op d'Sécuritéit ginn.

Et ass awer esou, dass mer och en Interreg-Programm an d'Weeër ge- leet hunn, de sougenannten Interreg IIIA De-Lux. Deen ass am Fréjoer 2002 ugefrot ginn. Ech soen lech den Numm vum Projet, well en zesumme mat den Däitsche gemaach gëtt: „Entwicklung von Stra- tegien zur Sicherung von Buchen- wäldern in der Programmregion De-Lux.“ Dee Programm ass uge- frot an och scho mëndlech accor- déiert. Déi éischt Aarbechten hu schonn ugefaangen. Et ass och een Deel vun de Mesuren an deem Kader. Dee Projet soll véier Joer daueren. Et ass eng Enveloppe vu

ronn 1.017.000 Euro virgesinn. De lëtzebuergeschen Deel wäere 404.700 Euro genau. Do ginn dann awer 50% vun der europäescher Kommissioun iwverholl.

Wat ass den Objet vun deem Pro- gramm? Op där enger Säit de Mo- nitoring nach ze verbessern, op där anerer Säit sollen awer och Strategien entwéckelt gi mat Ex- pären aus dem Ausland, fir ze kucke fir de Risiko oder d'Krank- heet anzedämmen, a kucke wat fir eng preventiv Méiglechkeeten een huet. Da soll och gekuckt ginn, wéi ee soll d'Gestioun vun deene befallene Bestänn maachen, respektiv ass awer och ee Punkt an deem In- terreg-Programm fir de Maart vun Bichenholz ze analyséieren an och ze kucken nei Strategien ze fanne fir den Ofsaz vum Bichenholz. Et ass also eppes wat herno eng praktesch Exécutioun huet.

Et ass och déi eng oder aner Kéier hei gefrot ginn, wéi et eventuell wier mat Entschiedegungen. Hei wéll ech drop verweisen, dass et e Règlement grand-ducal gëtt vum Oktober 1995, dat vum Landwirt- schaftsministère géréiert gëtt, wou ee ka bei natierleche Katastrophen, wann duerno erëm opgefurst gëtt, en duebelen Tarif vu Subsidié kréien. Et mussen minimum 50 Ar sinn, déi opgefurst ginn. Ech hu vir- dru scho gesot, dass keng Coupe rase gemaach gëtt. Et ass also och net esou, dass doduerjer géing in- tegral opgefurst ginn. Ech leeden dovun of, dass dat Reglement vun 1995 vum Landwirtschaftsministère net direkt ka spillen.

Et ass esou, dass ee sech kéint vir- stellen, dass iwwert den Environne- ment zum Beispill eng Rei Parzellen, eng Rei Bëscher déi méi staark be- traff wieren, géingen opkaaft ginn, fir se dann awer als Parzell Naturbësch ze géréieren. Dat wier eng Pist. Aner Méiglechkeete sinn och schonn erwähnt ginn, Projeten zum Beispill fir Holzhackschnitzel- feuerungsanlagen, och dass d'Resource Holz géif nach méi ver- wäert gi fir erneierbar Energie- technologien ze fiddere, an dass een do also och en Ofsaz hätt.

Dat gesot, wéilt ech ofschléissend dat widderhuele wat vun enger Rei Virspriecher scho gesot ginn ass, dass d'Forstverwaltung eng ganz gutt Aarbecht mécht, dass se hei och weist, dass se eng kompetent Verwaltung ass. Heiansdo liesen ech mol oder kréie gesot, si wären net à même, och wëssenschaft- lech, e Suivi ze maache vu Projeten oder déi ze géréieren. Hei hu se wierklech bewisen, dass se do à même sinn. Ech wéilt vun dëser Plaz aus de Leit vun der Forstver- waltung e grouse Merci aus- schwätzen. Och konnt ech um Ter- rain - si hu mech e puermol matge- holl, fir mer déi Saach ze weisen - gesinn, dass se wierklech ganz vill vun där Saach verstinn an déi och richtig uginn.

Ofschléissend, Här President, wéilt ech lech nach en Dokument aus- händegen, wat och vun der Forst- verwaltung erstallt ginn ass, wou een nach eng Kéier all d'Informa- tiounen féinnt. Wann nei Dokumenter erauskommen, da si mer natierlech gäre bereet fir déi all Deputéierten zur Verfügung ze stellen.

Ech soen lech merci.

■ M. le Président.- Domadder wier dëse Punkt ofgeschloss a mir kommen zur Diskussioun vum Pro- jet de loi 4976, eng Konventioun mat Ungarn a mat Malta iwwert d'Zesummenaarbecht um Gebitt vun Tourismus. Et si schonn age- droen: déi Häre Wiseler, Scheuer an Urbany. D'Wuert huet de Rap- porteur vum Projet de loi, den ho- norabelen Här Emile Calmes.

4. 4976 - Projet de loi portant approbation

- de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxem-

bourg et le Gouvernement de la République de Hongrie sur la coopération dans le domaine du tourisme, signée à Budapest, le 3 novembre 1995

- de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de Malte sur la coopération dans le domaine du tourisme, signé à la Valette, le 16 octobre 1992

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense

M. Emile Calmes (DP), rapporteur.- Hâr President, Dir Damen an Dir Hären, mat dësem Gesetz gëtt zu engem Deel eng Konventioun zwëschen Lëtzebuerg an Ungarn ëmgëst aus dem Joer 1995 an op där anerer Säit en Ofkommen tëschent Lëtzebuerg a Malta aus dem Joer 1992.

An dëse Pabeieren ënnersträchen déi zwou Regierungen d'Bedeltung vum Tourismus a wëllen déi frëndschaflech Bezéiungen zwëschen de Länner op der Basis vu Gläichheet a géigesältegem Notzen erweideren. Dofir gëtt der touristescher Entwécklung besonnesch Opmierksamkeet geschenkt, fir esou de Leit aus dëse Länner Kultur a Geschicht méi no ze bréngen. Virun allem sollen déi Accorden dozou dënge fir d'Reesbestëmungen ze vereinfachen, fir de Kollektivtourismus grad esou wéi den Individualtourismus ze förderen, virun allem am kulturelle Beräich wéi awer och am Kongress- a Sporttourismus.

Déi Accordé gesinn dann och vir, datt Informatiouns- an Dokumentationsmaterial ausgetosch gëtt. Si gesi weider vir, datt solle Studiereesen ënnerholl ginn en vue vun enger besserer Zesummenaarbecht um Niveau vun der Erziung an der Berufsausbildung. Virun allem solle si dann och d'Zesummenaarbecht zwëschen deene verschiddenen Touristenorganisationen, ONTen, am Prinzip förderen.

D'Konventioun ass gemaach fir fënnf Joer a kann all fënnf Joer verlängert ginn, wa se net sechs Méint virdu gekënnegt ginn ass. De Conseil d'Etat liest an dëser Konventioun an an dësem Ofkommen näischt Konkretes dran. Wann een d'Reesbroschüren awer liest, och vun de Lëtzebuerg Reesagencen, da mierkt een awer, datt an der Zwëschenzäit Malta e beléift Reesziel och vun de Lëtzebuerg ginn ass. A wann een nach méi genau kuckt, da mierkt een, datt och Ungarn versicht op dee Maart eranzekommen.

Dat ass alles, wat zu dësem Projet hei ze soen ass. Ech wollt lech nach just invitéieren deem Projet Är Zoustëmmung ze ginn a wollt dann och d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun bréngen.

Merci.

M. le Président.- Den Hâr Scheuer huet d'Wuert.

Une voix.- An Ungarn ass et meeschtens waarm.

Une autre voix.- An op Malta och.

Discussion générale

M. Jos Scheuer (LSAP).- Hâr President, Dir Damen an Dir Hären, näischt verhënnert et, an et soll och keen Zweifel drun opkommen, d'sozialistesche Fraktioun wäert dëse Projet stëmmen.

Et ass ee Projet, dee sech areit an eng Serie vun anere Konventiounen, déi mer och mat anere Länner ofgeschloss hunn. Et ass ee vun

deene villen noutwennegen Accorden, déi mat anere Länner ofgeschloss ginn, fir einfach d'Zesummenaarbecht ze erlichteren.

A wann ech dann den Inhalt kucken, dozou gëtt et e Schlëssel-saz, deen am Rapport vum honora-belen Hâr Calmes steet. De Schlësselsaz, dee faasst déi zwee Projeten zesummen. Den Hâr Calmes seet, a wéi Recht huet hien: «Dans cet ordre d'idées la convention et l'accord visés ont pour but de faire bénéficier les touristes visitant le Grand-Duché du Luxembourg, la République de Hongrie et la République de Malte d'un agréable séjour.» Dat war et. Méi ass net dozou ze soen.

Ech bréngen den Accord vun der Fraktioun.

M. le Président.- Den Hâr Claude Wiseler huet d'Wuert.

M. Claude Wiseler (CSV).- Dat war a sech just eenzeg an eleng fir dem Rapporteur merci ze soen, fir déi Aarbecht déi e gemaach huet, a fir mat deemselwechte Saz den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet ze bréngen.

Merci.

M. le Président.- Freet nach een d'Wuert?

Et ass kee méi do. Sou, da kritt d'Wuert den Tourismusminister, den Hâr Fernand Boden, oder den Hâr Statssekretär Berger.

(Interruptions)

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*.- Hâr President, ech stelle mat grousser Satisfactioun fest, datt d'Chamber eestëmmeg dëse Projet de loi stëmme wëllt, an ech géif dann och, wéi elo gesot ginn ass, allen Touristen, déi op Lëtzebuerg, Malta oder an Ungarn ginn, e schéine Séjour wënschen, an datt se vun dësem Projet de loi kënne profitéieren.

M. le Président.- D'Diskussioun ass domadder ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vum Article unique a stëmmen driwwer of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

Den Article unique ass gelies an uegholl.

Dir Damen an Dir Hären, mir stëmmen elo iwwer de Projet of.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthale sech.

De Projet de loi ass eestëmmeg uegholl mat 54 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helming, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Jeannot Belling), Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Ripinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry (par M. Georges Wohlfart), Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Ben Fayot, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Mady Delvaux-Stehres), MM. Jos Scheuer et Georges Wohlfart;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Jean Colombera), Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch (par Mme Renée Wagener), Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Gëtt d'Chamber d'Dispens zum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5057, e Stabilisatiounsofkommes tëschent der Europäescher Unioun a Mazedonien. Et hu sech schonn ageschriwwen: déi Häre Wiseler, Fayot an Urbany. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Hâr Emile Calmes.

5. 5057 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et l'ancienne République yougoslave de Macédoine, d'autre part, et de l'Acte final y afférent et de l'échange de lettres remplaçant la signature de l'Accord, signé à Luxembourg, le 9 avril 2001

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense

M. Emile Calmes (DP), rapporteur.- Hâr President, Dir Damen an Dir Hären, bei deem Gesetz hei geet et ëm een Associatiouns- a Stabilisatiounsofkommes tëschent den Europäesche Communautéiten op där enger Säit an hire Memberstaten an dann awer och mat Mazedonien. Mazedonien, dat an deem Rapport hei als ARYM beschriwwen gëtt, dat wëllt soen: Ancienne République Yougoslave de Macédoine. Dat huet domat ze dinn, datt déi sech net anescht dierfen nennen opgrond vun engem Sträit, dee vu jeehier besteet tëschent Griichenland an deem Land hei, wéinst deem Numm Mazedonien, dee vu béide Länner beusprocht gëtt.

Deen Accord ass den 9. Abrëll 2001 hei zu Lëtzebuerg ënnerschriwwen ginn an et ass deen éischten Accord am Kader vun engem Associatiouns- a Stabilisatiounsofkommes tëschent den Europäesche Communautéiten an de Länner aus Süd-Ost-Europa, zu deenen niewent Mazedonien och nach Albanien, Bosnien-Herzegowina, Kroatien a Serbien-Montenegro gehéieren. Déi Accordé missen also nokommen. Dee mat Kroatien wäerte mer deemnächst an eiser Kommissioun hunn.

(Coups de cloche de la Présidence)

Déi Accorden hei berouen op eng Laangzäitperspektiv an hunn u sech zum But fir all déi Länner, eng Adhësioun an d'Europäesche Unioun. Ech brauch net drun ze erënnere, datt déi Accorden hei um Hannergrond vun enger ganz schwéierer politescher Situatioun vun deem Land ënnerschriwwen gi sinn. Ech mengen, mir kënnen eis nach ënnerer wéi am Februar 2001 tëschent de mazedoneschen Nationalisten an den Albaner et zu engem relativ groussen Sträit no un der Grenz vum Kosovo komm ass, dee glécklecherweis awer op Interventioun vun der NATO am Juli 2001 zu engem Waffestëllstand komm ass. Den 13. August vum selwechte Joer konnt dann och een Accord tëschent deene verschiddene Gruppe fonnt ginn.

De Problem berout op de Minoritéitsproblemer an deem Land. Et

muss een nämlech wëssen, datt d'Minoritéiten a Mazedonien 34% vun der Populatioun ausmaachen, vun deenen 23% Albaner sinn an 11% Türken, Romaën, Walachen an och Serben. Et muss een awer soen, datt d'Regierung a Mazedonien, déi aus deene Wahlen no deene Konflikter do ervirgaangen ass, hir Verfassung an deem Sënn geännert huet, datt all déi Minoritéiten déi gläich Rechter hunn. D'albanesch Sprooch ass esouguer of-fiziell Sprooch ginn, an deene Regiounen wou méi wéi 20% wunnen. D'Reliounsfräiheet ass dann och ganz agefouert ginn an déi Minoritéiten hu ganz grouss Rechter um Niveau vun der Kultur, vun der Sprooch a vun der Educatioun kritt.

Dat Land huet am Prinzip och gutt Relatiounen mat sengen Noperen. Wéi gesot, historesch bedéngt sinn dës Relatiounen awer relativ komplex, virun allem mat Griichenland a selbstverständlech dann och mat Albanien. Et ass awer esou, datt dat Land och zënter 1995 am Conseil de l'Europe ass.

Net nëmmen déi politesch Situatioun ass schwéier fir dat Land, mä och déi wirtschaftlech. Mazedonien war fréier Undeel vun der jugoslawescher Republik, a wéi mer all wëssen, war et do net déck mat der fräier Maartwirtschaft, a wéi dat Land sech op seng eege Bee gestallt huet, hat et et net einfach an de Produit intérieur brut ass an Zäit vun enger halwer Dosé Joren ëm 40% zréckgaangen. Mä et war däärs net genuch. Mat der Kris am Kosovo, wéi och mat de Sanctiounen vis-à-vis vu Jugoslawien an de politeschen Evénementen vun 2001, huet et nach emol béis Réckschléi erlieft. Déi traditionell industriell Secteure si selbstverständlech d'Industrie awer och d'Extraktioun vu Mineralen a virun allem och d'Landwirtschaft, mat ongeféier 20% Populatioun, mécht ongeféier 20% dovun aus. Trotzdeem huet dat Land et fäerdeg bruecht an de leschte Joren eng Partie strukturell Reformen ze maachen.

Èm wat geet et hei an deem Accord? Den éischte Punkt am Accord gesäit vir, datt Mazedonien e potenzielle Kandidat ass fir eng Adhësioun an d'Europäesche Unioun. Dat ass decidéiert ginn um Europäesche Conseil vu Köln am Juni 1999 an et ass och nach eemol zu Feira bestätegt ginn. D'Objektiver vun dësem Accord si relativ klasesch. Am Prinzip solle se de Kader liwwere fir e politeschen Dialog ze féieren. Si sollen och déi verschide Législatiounen tëschent där vu Mazedonien an och de Communautéite méi no bréngen. Et schéngt awer och der Europäescher Gemeinschaft wichtig ze sinn, datt dat Land eng effikass regional Kooperatioun bedreift. Deen Accord gëtt op zéng Joer festgeluecht, wou no véier Joer déi zweet Phas festgeluecht gëtt. Et sinn also zwou Phasen, an déi éischt Phas leet dann och d'Wichtigkeet op déi regional Kooperatiounen.

Wat elo den Handelsberäich ugeet, muss ee soen, datt d'Europäesche Gemeinschaft deem Land relativ grouss Faveuren entgéint bréngt, an deem Sënn datt all Douanesteueren opgehuewe ginn an och quantitativ Restriktiounen fir den Import, net zulescht doduerch datt Mazedonien 47% aus der Unioun importéiert an och 55% an d'Unioun eraus exportéiert.

Voilà, deen Accord hei gëtt natierlech och begleet vun enger Partie aner Mesuren. Esou sinn dann eng Partie Conseilen, Comitéen an och eng parlamentaresch Kommissioun agesat gi fir deen ze iwwerwachen. Virun allem spillen d'Finanzen awer eng Roll, an hei ass e Programm an d'Liewe geruff ginn. Dat ass de Programm CARDS (Community Assistance for Reconstruction, Development and Stabilisation).

Dës Gelder gi géréiert vun der Agence Européenne pour la Re-

construction. Déi finanziell Enveloppe vun 2002 bis 2004 mécht ëmmerhin 110 Milliounen Euro aus. D'lescht Joer si 26 Milliounen débourséiert ginn an dëst Joer ginn ongeféier 40 Milliounen débourséiert. Alles in allem sinn an deene leschten zéng Joer vun der Europäescher Unioun 614 Milliounen Euro an dat Land débourséiert ginn. Et muss een och soen, datt dat Land och nach militäresch gesinn op d'Hëllef vun der Europäescher Unioun ugewisen ass. No deem d'NATO de 15. Februar vun dësem Joer mat hirer Friddenswiewerwaachungsmissioun opgehale huet, huet d'Europäesche Unioun dës Missioun iwwerholl a Lëtzebuerg huet och do seng Leit derbäi. Dat hu mer viru kuerzem am Kader vun engem Reglement an der Kommissioun vun den Affaires étrangères diskutéiert.

Voilà, dat war alles gesot.

D'Wichtigkeet vun deenen Accorden hei - dat heiten ass elo deen éischten, déi aner wäerten nokommen - interesséiert eis. Déi Länner hei leien op den Diere vun der Europäescher Unioun an et kann eis ganz sécher net egal si wat do geschitt. An deem Sënn géif ech lech dann och invitéieren dësem Gesetz Ären Accord ze ginn an ech bréngen och den Accord vun eiser Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als éischten Diskussiounsriedner ass den Hâr Claude Wiseler agedroen.

Discussion générale

M. Claude Wiseler (CSV).- Merci, Hâr President. Ech wëll just ganz kuerz dem Rapporteur merci soe fir säin excellente Rapport. Hien huet am Detail schonn erkläert wat alles an deem Accord do dra steet, esou dass ech net nach eng Kéier wëll op d'Detailer vun deem Projet agoen.

Ech wëll awer ee Wuert oder zwee ganz kuerz Wieder dozou soen. Et ass op där enger Säit sécherlech e ganz technesche Projet, mä op där anerer Säit, och wann et e ganz technesche Projet ass, deen hei riskéiert an d'Annalé vun der Chamber ënnert ferner liefen anzegoen, muss ech awer soen, datt et e Projet ass, dee politesch net onwichtig ass.

Et ass en Accord, deen a sech als Zilsetzung huet Mazedonien Stabilitéit ze garantéieren an ze hëlfe Stabilitéit an dat Land ze bréngen, engem Land wat et an deene leschte Joren, an deem leschte Jorzéngt sécherlech, souwuel ekonomesch wéi politesch, guer net einfach hat a wou et enorm wichtig ass, dass eben d'Communautéit, dass eben Europa do probéiert e Rapprochement ze maachen a mat deem Rapprochement och Stabilitéit mat eran ze kréien.

Déi Rei Leit, déi gëschter dobäi ware wéi mer den Ausseminister vu Serbien-Montenegro empfaangen hunn, hunn an deenen Diskussiounen gesi kënne wéi wichtig fir déi Länner de Rapprochement mat Europa ass a wéi wichtig déi Perspektiv vun Europa fir déi Länner ass, wéi vill Hoffnung Europa deene Länner als Noper bréngt, souwuel politesch wéi ekonomesch.

Duerfir, mengen ech, dass dësen Text éischters fir Mazedonien e wichtege Schrëtt ass, well e méi u Stabilitéit bréngen kann, an duerfir ass e sécherlech och fir Europa e wichtege Schrëtt, an dee Moment ass e sécherlech och fir eis keen onwesentleche Schrëtt. Ech ginn duerfir selbstverständlech den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Text.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Hâr Ben Fayot agedroen. Den Hâr Fayot huet d'Wuert.

■ M. Ben Fayot (LSAP).- Här President, erlaabt mer e bësse méi laang op dëse Projet anzegoen.

(Hilarité)

■ M. le Président.- Wat gëtt et dann do ze laachen? Dat ass dach e wichtege Projet!

■ M. Ben Fayot (LSAP).- Ech entschëllege mech, dass ech Är Zäit hei an Usproch huelen, mä ech mengen dass dat heiten e wichtege Projet ass an ech soen lech och firwat.

Et geet nämlech hei em net méi an net manner wéi em déi spéider Erweiderung vun der Europäescher Unioun am Südoste vun Europa an zéng, 15 oder 20 Joer, dat heescht em zousätzlech fénnef Länner an deem Deel vun Europa. An där Hinsicht, mengen ech, kann een net genuch op déi politesch Bedeutung vun deem Schrëtt hiweisen, dee mer mat der Zoustëmmung zu deemem Projet maachen.

D'Zoustëmmung zum Accord de stabilisation et d'association mat der ARYM ass d'Zoustëmmung zu enger éischter Etapp um Wee vun der Erweiderung vun der Europäescher Unioun. Dat soll ee ganz kloer soen, an de Rapporteur huet dat excellent hei duergeluecht, an iwwert dat soll d'Chamber sech och bewosst sinn, wa se heiriwwer ofstëmmt. Well haut gëtt nämlech an de Sondagë kloer, dass en Deel vun eiser Bevëlkerung déi uestehend Erweiderung no Osteuropa mat enger gewëssener Skepsis kuckt.

(Coups de cloche de la Présidence)

Op eemol kommen zéng Länner bäi, den 1. Mee 2004, an da kann ee sech froen: Firwat déi Skepsis bei der Bevëlkerung? Ma well jorzéngtelaang keng öffentlech politesch Diskussioun iwwert d'Noutwendegkeet vun der Erweiderung fir d'Stabilitéit an de Fridde vun Europa insgesamt stattfonnt huet. Haut ass déi Diskussioun natierlech ze spéit, no all deem wat an de Joren no 1990 vun de sukzessive Regierungen decidéiert gouf. Duerfir solle mer ons bei Décisiounen, déi weider Erweiderung beinhalten, zwar nëmmen à terme, mä solle mer ons kloer bewosst si wat mer maachen.

Här President, d'Instrument vun deem Accord de stabilisation et d'association soll et all Land erlaben op sengem Rhythmus Reformen ze ënnerhuelen an doduerch e modernt, demokratescht a wirtschaftlech entwéckelt Land ze ginn. Dozou gehéieren Handelspreferenze fir d'Exporter vun de

Länner an den europäesche Ban-nemaart, Fonge fir Rekonstruktioun, Entwécklung vun de Verwaltungen, vun den Infrastrukturen a vum Transport, vun der Energie, vun den Telekommunikatiounen, bref Hëllef fir alles dat erëm opzebauen, wat d'Leit brauche fir en normalit Liewen ze féieren.

Den Interesse vun deem Accord ass net nëmmen d'Zesummenaarbecht op prakteschem a wirtschaftlech Gebitt. D'Hoffnung ass et duerch d'Relatiounen, déi mat der Europäescher Unioun opgebaut ginn, also mat enger konfliktfräier friddlecher héichentwéckelter an demokratescher Unioun, dass och déi intern Relatiounen an de Balkanlänner sech änneren an doduerch intern reliés an ethnesch Konflikter verhënnert ginn. Dës Konfliktpreventioun ass jo och am direkten Intérêt fir ons, wann duerch Krich an Haass Leit verdriwwen ginn an zu Réfugié ginn, déi bei ons Schutz an Hëllef sichen. Déi Konfliktpreventioun ass am Interesse vum Fridde a vun der Stabilitéit op eisem Kontinent.

Déi puer Indicatiounen loosse och de Geescht erkennen an deem déi Europäesch Unioun an deene Länner, déi jorelaang vun ethneschem a reliéssem Haass a vu Krich zerappt waren, intervenéiert. Et ass keng imperialistesche Approche, déi doranner besteet e System ze importéieren, et ass eng Hëllef an der Haaptsaach fir d'Mënschen dohannen, déi näischt léiwer wéi Fridde an Normalitéit hunn.

(Coups de cloche de la Présidence)

Et huet sech och am Fall vu Mazedonien gewisen, dass et wichteg fir d'Stabilisation ass, dass niewent der materieller an der wirtschaftlecher Hëllef och e militäreschen Aspekt bei esou enger Missioun ass. Bekanntlech gëtt et elo a Mazedonien d'Missioun Eufor-Concordia, Eufor fir europäesch Force. D'Europäesch Unioun huet dës Operatioun vun der NATO am März 2003 iwwerholl an doduerch gëtt d'Presenz vun der Europäescher Unioun an deem Land gefestegt, wann et em d'Sécherheet an d'Integritéit vum Territoire geet. Mat anere Wieder, d'Europäesch Unioun fänkt endlech un net nëmmen e Maart ze sinn oder e Spëndéierer, dee Sue gëtt, mä si fänkt och un eng Kraaft ze ginn, déi international zielt.

Et ass en éischte wichtegen Test fir den europäeschen Dispositif vu Gestion militaire des crises. Déi éischt Missioun war jo bekanntlech d'Polizeioperatioun a Bosnien. Dat hei ass en Test, well et muss sech jo och weise wéi déi operationell

Méiglechkeete vun der Europäescher Unioun op deem Gebitt sinn. Mat anere Wieder: Kënnen d'Europäer zesummen e wuel klengen Trupp vun Zaldoten organiséieren, féieren an zum erhale vum Fridde asetzen?

Et ass och déi éischt konkret Kollaboratioun vun der Europäescher Unioun mat der NATO um Gebitt vun der Gestion des crises. Doduerch kënnen da permanent Arrangementer zwëschent der Europäescher Unioun an der NATO entstoën, déi der Europäescher Unioun et erméiglechen hir militäresch Capacitéiten ze entwéckelen.

Et kann ee menger Ansicht no net genuch drop hiweisen, wat déi militäresch Interventioun vun der Europäescher Unioun am Balkan vun der NATO-Operatioun ënnerscheet. D'NATO ass eng pur Militäralianz, d'Europäesch Unioun net. D'Petersberg-Missiounen vun der Europäescher Unioun sinn ëmmer verbounne mat engem politeschen a wirtschaftlech finanziellen Engagement an de Kriseregionnen, dat heescht dass de militäreschen Asaz net vun der wirtschaftlecher a finanzieller Hëllef getrennt gi kann.

Här President, d'Leit dobaussen hunn d'Schwächt vun der Europäescher Unioun an der Irakkris bedauert. Hei am Balkan hëlt d'Europäesch Unioun hir Responsabilitéit, och hir militäresch. Mir wëssen, dass Krisen net nëmmen mat Suen an diplomatesche Gespréicher geléist kënnen ginn, mä dass och d'Sécherheet, wann néideg, militäresch garantéiert muss ginn. D'Fro stellt sech, ob Europa Recht hat an huet, um Balkan ze intervenéieren.

Ech sinn iwwerzeegt dass et haut allgemeng akzeptéiert gëtt, dass d'Europäesch Unioun emol op jidde Fall um europäesche Kontinent eng Verantwortung huet, fir Fridde a Stabilitéit ze garantéieren. Kee Bierger géif akzeptéieren, dass virun eiser Dier ethnesch Saiberungen, reliés Verfolgungen, nationalisteschen Haass géife grasséieren.

Den Accord, Här President, dee mer hei virleien hunn, ass e Mosaikstee vun engem ganzen Dispositif, deen d'Europäesch Unioun mat dem Balkan opbaut fir Rou, Stabilitéit a Wuelstand, an duerfir stëmmt meng Fraktioun deemem Accord zou.

Ech soen lech merci.

■ Une voix.- Très bien.

■ M. le Président.- Freet nach een d'Wuert?

(Négation)

Dat ass net de Fall. Dann ass d'Wuert elo un der Regierung, den Här Minister Fernand Boden oder den Här Statssekretär Eugène Berger.

■ M. Eugène Berger, *Secrétaire d'Etat à l'Environnement*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt och am Numm vun der Regierung dem Rapporteur merci soe fir säin ausféierleche schréfflechen an och säin excellente méndleche Bericht. Ech wéilt och deene verschiddene Spriecher merci soe fir hir pertinent Interventiounen. D'Regierung ass frou, dat hei Unanimitéit fir dee Projet ass.

Merci.

■ M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vum Article unique a stëmmen driwwer of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

Den Article unique ass gelies an ugeholl.

Mir maachen de Vote vum Projet de loi 5057, mir stëmmen also elo iwwert dat virleied Gesetz of.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalte sech.

De Projet de loi ass unanime mat 57 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helming, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Ripinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;

MM. Jean Asselborn (par M. Georges Wohlfart), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo (par M. Marc Zanussi), Mme Lydie Err (par Mme Mady Delvaux-Stehres), MM. Ben Fayot, Jeannot Krecké, Lucien Lux (par M. Jeannot Krecké), Mme Lydia Mutsch (par M. Jos Scheuer), MM.

Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Jean Colombara), Jacques-Yves Henckes (par M. Aly Jaerling), Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote?

(Assentiment)

6. Ordre du jour

Dir Dammen an Dir Hären, domadder hätte mer eisen Ordre du jour vun haut erleedegt. Déi nächst Sitzung si virgesi fir en Dënschden den 13. Mee um dräi Auer, e Mëttwoch de 14. Mee um halwer dräi an en Donneschden de 15. Mee moies um néng Auer. Donneschdes nomëttes ass keng Sitzung.

D'Presidentekonferenz huet fir déi dräi Deeg folgenden Ordre du jour proposéiert:

En Dënschden den 13. Mee:

1. eng Froestonn un d'Regierung;

2. en Question avec débat vum Här Serge Urbany iwwert d'UNO;

3. eng Aktualitéitsstonn vun deene Gréngen iwwer een Testprogramm am Enseignement secondaire technique.

E Mëttwoch de 14. Mee:

1. de Projet de loi 5029 iwwert d'Beziung zwëschent dem Stat an de Privatschoulen;

2. de Projet de loi 5082 iwwert den Ersatz vun de Schoulmeeschteren am Préscolaire an am Primaire.

An en Donneschden de 15. Mee:

1. de Projet de loi 4635 iwwert d'Marchés publics;

2. de Projet de loi 4942 iwwert d'Eisebunnsinfrastruktur.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domadder wiere mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung ass also déi nächst Woch den Dënschden a fänkt um dräi Auer un. D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.32 heures)



**Chambre
des Députés**
L U X E M B O U R G

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung

live an integral

mat enger Rediffusioun

all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

Ordre du jour

1. Ordre du jour
2. Communications
3. Heure de questions au Gouvernement
 - Question N° 296 du 13 mai 2003 de Madame la Députée Marie-Josée Frank au sujet du forfait d'éducation, adressée au Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse
 - Question N° 297 du 12 mai 2003 de Monsieur le Député Ben Fayot au sujet du profil des enseignants du précoce, du préscolaire et du primaire, adressée au Ministre de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports
 - Question N° 298 du 13 mai 2003 de Monsieur le Député Robert Garcia au sujet de l'introduction de la nouvelle section G au sein du cycle supérieur de l'enseignement secondaire, adressée au Ministre de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports
 - Question N° 299 du 12 mai 2003 de Monsieur le Député Ben Fayot au sujet des suites à donner aux initiatives énoncées lors du mini-sommet sur la défense européenne du 29 avril 2003, adressée au Ministre de la Défense
 - Question N° 301 du 13 mai 2003 de Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo concernant les conséquences du développement actuel de l'Euro, adressée au Ministre du Trésor et du Budget
 - Question N° 302 du 13 mai 2003 de Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo au sujet de l'état de la procédure dans le projet de construction du Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation, adressée au Ministre aux Relations avec le Parlement
4. Question avec débat N° 28 de M. Serge Urbany relative à l'ONU et les relations futures entre États
5. Heure d'actualité demandée par le groupe Déi Gréng sur le projet pilote dans le cycle inférieur de l'EST
(Discussion générale)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Lydie Polfer, Vice-Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mme Marie-Josée Jacobs, M. Luc Frieden, Mme Anne Brasseur, MM. Charles Goerens et François Biltgen, Ministres; MM. Joseph Schaack et Eugène Berger, Secrétaires d'Etat.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber iergendwelch Matdeelung ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.
Här Rippinger.

M. Jean-Paul Rippinger (DP).- Här President, kann ech eppes zum Ordre du jour soen?

M. le Président.- Jo.

1. Ordre du jour

M. Jean-Paul Rippinger (DP).- Här President, compte tenu vum Fait dass mer en Donneschdeg de Moie jo zwee Projets de loi um Ordre du jour hunn, déi riskéieren eventuell laang ze daueren, a well jo Mëttes eng Rei vun eise Kolleege bei de Grand-Duc gebiede sinn, hate mer geduecht, mir géingen den éischte Projet de loi vun en Donneschdeg de Moien, de 4942 an de 5032, dat heescht deen iwwert d'Gestion de l'infrastructure ferroviaire muer de Mëtteg huelen, am Anschluss un déi zwee Projeten, déi souwéissou schonn um Ordre du Jour sinn. Mir mengen, mir kéimen domadder eise Kolleege entgéint. De Minister ass d'accord fir muer de Mëtteg heihinner ze kommen.

M. le Président.- Ass d'Chamber d'accord mat där Proposition?

Vote par main levée

Wien derfir ass, fir den Ordre du jour ze erweideren an deem Sënn, dass mer dee Punkt vun en Donneschdeg no vir zéien, fir e muer um Anschluss als leschte Punkt ze behandelen, deen ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

M. Gast Gibéryen (ADR).- Da gétt et muer spéit.

M. le Président.- Jo, et gétt muer e bësse méi spéit, besser dat, well et sinn 12 Buergermeeschteren, déi iwwermuer net hei sinn aus deene Grënn déi mer kennen, an, ech mengen, et ass besser mir hänke muer eng Stonn drun, da kënne mer dat uerdentlech maachen.

Si mer alleguerten d'accord? Ech bieden nach eng Kéier drëm d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Mir brauche keng Epreuve contraire ze maachen, déi grouss Majoritéit ass dofir. D'Proposition vum Här Rippinger ass ugeholl.

2. Communications

Ech hunn lech e puer Matdeelungen ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le Bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) La 108^e Conférence interparlementaire s'est tenue du 6 au 12 avril 2003 à Santiago du Chili. La Chambre des Députés luxembourgeoise y fut représentée par son Vice-Président, M. Niki Bettendorf, M. Jeannot Krecké, Membre du

Bureau et Mme Ferny Nicklaus-Faber, Présidente de la Commission de l'Égalité des Chances entre femmes et hommes et de la Promotion féminine.

La Conférence fut ouverte au Centro de Convenciones Diego Portales. Lors de la cérémonie inaugurale S.E. le Président de la République du Chili, Don Ricardo Lagos Escobar, avait à ses côtés le nouveau Président du Conseil de l'U.I.P., le Sénateur chilien Sergio Pérez.

Après l'élection du Président et des Vice-Présidents de la 108^e Conférence, dont M. Niki Bettendorf, le débat général sur la situation politique, économique et sociale dans le monde fut entamé sous la présidence de M. A. Zaldívar Larrain, Président du Sénat chilien. Parmi les propositions d'inscription d'un point supplémentaire à l'ordre du jour, introduites par différents pays et ayant toutes trait à la guerre en Irak et au terrorisme, ce fut finalement celle de l'Argentine qui obtint la majorité requise et fut portée à l'ordre du jour.

Plaidoyer pour un renforcement des institutions démocratiques.

Le rôle et la place des parlements dans le renforcement des institutions démocratiques et le développement humain dans un monde fragmenté, ainsi que la coopération internationale pour la prévention et la gestion des catastrophes naturelles transfrontières et de leurs effets sur les régions concernées furent d'autres sujets importants traités au cours de cette conférence au pied des Andes.

A part d'importants amendements à ses Statuts et Règlements et la création de trois nouvelles Commissions permanentes en matière de paix et de sécurité internationales, de développement durable, de finance et de commerce, ainsi que de démocratie et de droits humains, l'U.I.P., au sein de Comités et Réunions conjointes, s'est penchée sur des sujets qui préoccupent le monde. C'est ainsi que Mme Nicklaus-Faber a assisté à des réunions du Comité de coordination des femmes parlementaires et à un Panel sur le trafic des enfants, tandis que MM. Bettendorf et Krecké ont pris part aux réunions du Groupe des Douze + où, ensemble avec leurs collègues des pays de l'Union européenne et des pays associés, ils se sont concertés sur certaines positions communes à prendre en séance plénière.

La délégation luxembourgeoise a participé en outre aux votes sur les Résolutions et Amendements aux Statuts qui ont clos les débats.

Lors de la réception au Palais présidentiel, M. le Vice-Président Bettendorf a pu s'entretenir avec le Président de la République chilienne, tandis que toute la délégation a eu l'occasion de rencontrer Mme Isabel Allende Bussi, Présidente de la Chambre des Députés du Chili.

Pendant leur séjour au Chili, les membres de la délégation luxembourgeoise ont été les hôtes du Congrès chilien, du maire de Santiago, des Ambassadeurs de Belgique, de France, du Japon, du Royaume-Uni et de la délégation monégasque. Par ailleurs, ils ont pu rencontrer des représentants d'intérêts économiques luxembourgeois au Chili et s'entretenir avec d'anciens réfugiés chiliens au Luxembourg.

Après une semaine d'échanges d'opinions et de resserrement des liens entre les pays participants, les députés se sont quittés dans l'espoir que leurs débats permettront d'orienter les peuples du monde vers un développement

économique et social fructueux qui esquissera les bases démocratiques pour le troisième millénaire.

Haut de Mëtteg hu mer als éischte Punkt eng Froestonn un d'Regierung. D'Froe kommen ofwiesselnd vun der Majoritéit an der Opposition. Als éischt hu mer d'Fro 296 vun der Madame Marie-Josée Frank un d'Familljeministeschesch iwwert d'Erzéiungszoulag. D'Madame Frank huet d'Wuert.

3. Heure de questions au Gouvernement

- Question N° 296 du 13 mai 2003 de Madame la Députée Marie-Josée Frank au sujet du forfait d'éducation, adressée au Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse

Mme Marie-Josée Frank (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt d'Familljeministeschesch, d'Madame Marie-Josée Jacobs, froen, wéi den aktuelle Stand vum Ausbezuue vun der Erzéiungspauschal, d'Gesetz vum 28. Juni 2002, wär?

Ech si mer bewosst, dass am Februar zwou Questions parlementaires zu dësem Sujet gestallt gi sinn. Mëtterweil si bal zwee an en halwe Mount vergaangen, an ëmmer erëm gétt een dobausse gefrot, wéi dann den aktuelle Stand wär. Dofir wollt ech lech zwou Froe stellen:

- Wéi vill Leit benefisséieren de Moment scho vum Forfait d'éducation?

- Wéi vill Demandé si bis elo refuséiert ginn? Sinn déi Persounen, déi net considéiert gi sinn, informéiert ginn, firwat si e Refus kriit hunn, an ass dee Refus och motivéiert ginn?

Ech soe merci a waarden op d'Antwort.

M. le Président.- D'Madame Familljeminister, d'Madame Marie-Josée Jacobs, huet d'Wuert.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Ganze si 37.320 Demanden eragaange fir de Forfait education. De Moment sinn 11.911 Dossiere liquidéiert, 3.036 wäerten nach bis Enn vun dësem Mount liquidéiert sinn.

Et ass bis haut, fir op déi zweet Fro vun der Madame Frank ze antworten, kee Refus ausgesprach ginn. Et sinn awer 562 Dossieren, wou d'Leit matgedeelt kréien, datt se opgrond vun anere Compensatiounen, déi se kréien, doduerch datt se déi 3.000 Frang an hirer Pensioun mat ausbezuelt kréien, oder awer datt se se iwwert d'Babyjore mat ausbezuelt kréien, net vun deenen 3.000 Frang kënne profitéieren.

Refusé selwer si bis haut net ausgeschwatt ginn. Wann der awer ausgeschwatt ginn, dann ass et kloer, datt déi Leit eng Antwort kréien, dat heescht, jiddferee kriit a senger Matdeelung explizéiert, wéi datt et funktionéiert, wéi vill Suen datt en zegutt huet, zum Beispill well en zwee Kanner huet, wéi vill datt d'Steieren doranner sinn, an och wéi vill datt déi sozial Sécherheet doranner ausmécht.

Wéi gesot, et bleiwe jo nach iwwer 22.000 Dossieren, déi bis elo net traitéiert sinn. Jiddferee kriit matgedeelt, ob en déi 3.000 Frang zegutt huet, ob e se a senger Pensioun mat ausbezuelt kriit - do sinn ongeféier 3.000 Dossieren, déi iwwert d'Pensionsregime traitéiert goufen - oder awer ob se duerch d'Erzéiungszäite mat an der Rent ofgerechent ginn.

Ech wär also frou, wann Dir dorëmmer mat de Leit schwätzt, hinne sot datt mir wëssen, datt et nach eng Zäitchen dauert, mindestens hat ech emol eng Kéier gesot bis Enn Oktober, fir datt elo net jiddferee telefonéiert. De Fonds de solidarité ass amgaangen ze erdrénken an all deenen Demanden, a wann andauernd Leit telefonéiere fir ze froen, wéini se hir Sue géinge kréien, dat mécht natierlech d'Aarbecht net méi llicht.

Domadder denken ech, datt ech d'Froe vun der Madame Frank beäntwert hätt.

Merci villmools.

M. le Président.- Mir kommen zur Fro 297 un d'Erzéiungsmisteschesch iwwert d'Ausbildung vun de Schoulmeeschteren an de Léierinnen. D'Wuert huet den Här Ben Fayot.

- Question N° 297 du 12 mai 2003 de Monsieur le Député Ben Fayot au sujet du profil des enseignants du précoce, du préscolaire et du primaire, adressée au Ministre de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

M. Ben Fayot (LSAP).- Här President, mir hunn an der Commission de l'Enseignement supérieur e Projet amgaang deen äusserst wichtig ass, nämlech iwwert d'Université de Luxembourg. A wann d'Regierung et voll duerchzitt soll dee Projet virun Enn Summer gestëmmt sinn.

Et ass e Rahmgesetz am Kader vun deem eng ganz Partie Exécutionsbestëmmunge musse geholl ginn. Mir wëssen, dass zu dësem Abléck nach laang net alles ka prett sinn, mä an den Diskussiounen begéine mir awer ëmmer erëm Froen, déi mat der Exécution ze dinn hunn. Zum Beispill ass eng Diskussioun amgaangen iwwert d'Zuel vun de Jore vun der Schoulmeeschteschausbildung. Am Gesetzprojet steet, dass déi Ausbildung 180 ECTS, also europäesch Kreditter beinhalte soll. 180 ou moins steet am Gesetz. D'Diskussion ass, ob een déi schoulesch Ausbildung net soll op véier Joer amplaz dräi Joer erweideren. D'Schoulmeeschtere selwer froen e Master, datt heescht souguer nach iwwer véier Joer eraus.

Dat ka jo net ouni d'Matwierkung vun dem Ministère de l'Éducation nationale vir sech goen. De Ministère muss seng Virstellung virleeën, wéi hien de Profil vun deenen Enseignanten am Précoce, am Préscolaire an am Primaire gesäit, selbstverständlech och an deenen Ordres d'enseignement déi duerno kommen. Et wär interessant vun der Madame Erzéiungsmisteschesch e puer Indikatiounen ze kréien, wéi wäit dass déi Aarbechten an hirem Ministère fortgeschratt sinn, respektiv wéini dass ee sech kann Indikatiounen erwaarden.

Weider wollt ech wëssen, wéi d'Zesummenaarbecht tëschent dem Ministère de l'Enseignement supérieur an dem Ministère de l'Éducation nationale op deem Gebitt stattfénnt.

Merci.

M. le Président.- D'Wuert huet d'Madame Erzéiungsmisteschesch Anne Brasseur.

Mme Anne Brasseur, *Ministre de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass kloer dass dat heiten e Projet ass, deen déi zwee Ministère concernéiert, an dass de Projet de loi iwwert d'Schafe vun der Universitéit vu

Lëtzebuerg e Projet vun der Regierung ass, an ech a menger Qualität als Educatiounsminister selbstverständlech do mat agebonne gouf.

Et ass och grad esou kloer, dass ee sech als Patron Gedanke muss maachen, wat fir e Profil e Mataarbechter muss hunn, an et ass besonnesch wichteg an engem vun deene gréissten a wichtigste Secteuren hei am Land, nämlich der Schoul mat hiren Enseignanten. Allerdéngs wëll ech betounen, dass dee Profil och zesumme mat deene Betreffene muss opgestallt ginn, well nëmmen da kann e Verbindlechkeet hunn.

Ech hu mech an der däitschsproocheger Schwäiz reenseignéiert, wou ech kuerz war, déi eng realistesch a ganz pragmatesch Approche zu där Problematik hunn. Hei zu Lëtzebuerg ass och scho gutt Virarbecht geleescht ginn um ISERP, wou eng ganz Partie Virschléi gemaach gi sinn, déi zesumme mat Leit aus dem Ministère de l'Éducation nationale diskutéiert gi sinn.

Ech wëll dem Hâr Fayot, dee Member ass vun der Kommissioun vum Enseignement supérieur hei an der Chamber, och soen, dass net nëmmen e Projet de loi virläit an der Chamber iwwert d'Reform vun der Universitéit, mä dass ech den 29. Januar op déser Tribün konnt zwee Documents de réflexion déposieren, deen een iwwert d'Schoul am allgemengen an deen anere méi spezifesch iwwert d'Primärschoul.

Projete ginn diskutéiert, zum Beispill deen iwwert d'Gesetz vun 1912 ënnert der Form vun engem Projet de loi, deen ëmgeschriwwen ginn ass, an allen Enseignanten zur Verfügung gestallt ginn ass wéi och de Schoulpartner, fir dass se Avisé solle maachen. An deenen Texter do si Virschléi dran iwwert d'Berufsbild vum Enseignant, mä wëllt ech do awer gären e Feedback kréie vun de Betreffene selber.

Et steet fir mech fest, dass fir e Schoulmeeschter esouwuel eng Universitärausbildung vläicht néideg ass, mä eng Ausbildung muss awer professionnelle Charakter behalen an déi muss méi professionnell wéi akademesch sinn. Wéi all Professionelle muss och de Schoulmeeschter iwwer Basisfäegkeeten, Wëssen, Attitüden a Kompetenz verfügen, fir dass hie sai Beruff kann optimal ausüben. An dat si fir d'éischt déi Handgrëffer, déi engem Schoulmeeschter a Flesch a Blut mussen iwwergoen, mä wou en awer och muss wëssen, firwat en déi Handgrëffer muss uwenden an déi en och muss an der deeglecher Praxis iwwerdenke kënnen.

Mat deene Basicapacitëte mengen ech awer keng Kicherezepten, wéi verschidde Leit mer dat wëllen ënnerstellen, mä ech wëll virun allem d'Wichtigkeet vun praktesche Volet vun der Ausbildung an der Grondausbildung vun dem Schoulmeeschter ervirsträchen an och d'Wichtigkeet vun de Stagen.

Dat wat wuel wichteg ass fir e gudde Schoulmeeschter, dat ass awer net nëmmen d'Ausbildung, mä dat ass och d'Attitüd, an dat wëll ech ënnersträchen, en Enseignant muss einfach frou si mat de Kaner. Leit mat anere Motivatiounen hunn an der Schoul näischt verluer. Da kënn derbäi, dass e Schoulmeeschter soll selwer och disziplinéiert sinn, soignéiert schaffen, also e Virbild sinn, e soll op si fir all dat Neit a bereet si sech weider ze bilden, an enger Equipe ze schaffen, op d'Elteren zouzuegoen, fir mat hinne sech ëm d'Kand ze këmmen. Dat sinn eng ganz Partie Qualitéiten, déi ee just ka begleeden, mä déi een net a sech kann enseignéieren, mä et kënn och ganz vill vu bannen.

Dee Projet de loi, op jidde Fall wat de Profil vun den Enseignanten ubelaangt, stellen ech mer fir, dass mer do de Feedback kréien iwwert d'Consultatioun, déi mer elo hunn

an der Reform vun de Gesetzer iwwert den Enseignement primaire, an dass mer dat dann an der Diskussioun vun der praktescher Emsetzung vun dem Gesetz iwwert d'Uni Lëtzebuerg kënn mat alléiese loosnen.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Mir kommen elo zur Fro 298 vum Hâr Robert Garcia un d'Madame Erziehungsminister iwwert d'Aféierung vun enger neier Sektioon am Lycée. Den Hâr Garcia huet d'Wuert.

- Question N° 298 du 13 mai 2003 de Monsieur le Député Robert Garcia au sujet de l'introduction de la nouvelle section G au sein du cycle supérieur de l'enseignement secondaire, adressée au Ministre de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

M. Robert Garcia (DÉ GRÉNG). - Hâr President, Dir Damen an Dir Hären, ech wollt eng Fro stellen iwwert déi künfteg Sektioon G, déi d'Sektioon A2 vun Troisième u soll ersetzen a wou e bëssen d'Angscht ëmgeet, dass aus der Sektioon A2 eng Sektioon D2 géif ginn.

Wéi d'Madame Ministesch virun enger Zäit ugekënnegt huet, dass déi nei Sektioon géif geschaaft ginn, du huet déi Sektioon sollen heeschen, Sciences sociales. An et si vill Leit, déi hu sech geduecht, dass dohinner géife Schüler a Schülerinne gelotst ginn, déi sech an deem Alter géinge vagement interesséieren fir edukativ oder sozial Beruffer, déi dann eventuell spéider géifen an den INS, an den ISERP an an aner Filière gelotst ginn. An d'Madame Ministerin huet jo nach eng kéier hei elo grad bestätegt, dass d'Motivatioun eng vun de wichtigste Virsaussetzung wär fir an déi Institutionne schaffen ze goen, an dofir wär et gutt wann ee kënn spéider esou wäit kommen, dass een amplaz Punkten an aner Kritäre fir d'Admissioun am ISERP an an anere Schoulen ebe géif d'Motivatioun vu Primaner a Primanerinnen uwenden.

Elo ass et awer esou, ech hat eng ähnlech Fro scho virun enger Zäit gestallt, an der Zwëschenzäit sinn awer ëmmer méi Elteren a Schüler a Schülerinne déi sech froen: Solle mer am Hierscht op déi dote Sektioon goen? Wéi gesäit de Profil vun där Sektioon aus? Ass dat Volkswirtschaft amplaz Betriebswirtschaft, déi dann op der Sektioon D ass? Déi Leit, déi de Profil ausgeschafft hunn, ware jo warscheinlech an der Majoritéit Ekonomisten, vu dass an dem Corps enseignant de Moment nach keng oder weineng Leit sinn, déi e Profil vu Soziolog oder Pädagog oder Psycholog hunn, an dofir ass meng Fro: Wéi gesäit et aus mat där Sektioon G, Sciences sociales? Ass dat nach eng Sektioon, déi haaptsächlech op Volkswirtschaft axéiert ass, oder ass et éischter eng Sektioon, déi effektiv interessant kënn si fir jonk Leit, déi sech spéider wëllte fir edukativ a sozial Beruffer interesséieren?

Ech soen lech merci.

M. le Président. - D'Madame Minister Anne Brasseur huet d'Wuert.

Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports. - Hâr President, am Projet de loi, dee mer gestëmmt hunn iwwert d'Reform vun der Division supérieure vum Enseignement secondaire, ass d'Spezialisatioun vun Troisième un no vir gezu ginn an do ass net nëmmen d'Sektioon G be-
traff, wat eng nei Sektioon ass, mä

all Sektioon, wou esouwuel hu missen de Profil wéi d'Programmer adaptéiert ginn. An dat ass och geschitt fir all Sektioon, vun A bis G, wou d'Struktur feststeet.

Wat elo déi spezifesch Programmer ubelaangt, esou ass dat selbstverständlech elo nëmme fir d'Troisième fäerdeg gestallt ginn, d'Troisième, déi elo am Hierscht 2003 ulafen. D'Deuxième lafen am Hierscht 2004 un an d'Premiären am Hierscht 2005.

Et ass ganz kloer, dass nach net kann am Detail de Programm fir e Studium ausgeschafft ginn, deen 2005 eréischt uleef. Wat ass d'Ausrichtung vun där Sektioon G? Mä déi Sektioon ass engersäits d'Sciences humaines et sociales an den Droit an et ass och d'Science économique, fir déi, déi manner op Mathematik ausgeriicht si wéi dat an der D-Sektioon de Fall ass. Et ass also eng méi wäitgefächert, eng manner spezialiséiert Sektioon, déi deene jonke Leit, déi op déi Sektioon ginn, méi Méiglechkeeten opléist, fir duerno de Choix vun enger weiderer Formatioun kënnen ze maachen.

Mä nach eng kéier, wéi gesot, déi Programmer betreffen net nëmmen d'Sektioon G, déi betreffen all déi aner Sektioon an déi si fir d'Troisième elo fäerdeg gestallt an déi kënnen och consultéiert ginn. Wa Froen dozou sinn, kënnen déi selbstverständlech an deene verschidde Gebaier nogefrot ginn, oder, wann een do net prezis genuch Antwerte kritt, dann um Ministère, well da komme mer an d'Technik eran, wat de Kader hei vun der Chamber awer wäert sprengen.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Mir kommen zur Fro Nummer 299 vum Hâr Ben Fayot un de Verteidigungsminister iwwert d'Gipfelkonferenz vum 29. Abrëll dëses Joers. Den Hâr Ben Fayot huet d'Wuert.

- Question N° 299 du 12 mai 2003 de Monsieur le Député Ben Fayot au sujet des suites à donner aux initiatives énoncées lors du minisommet sur la défense européenne du 29 avril 2003, adressée au Ministre de la Défense

M. Ben Fayot (LSAP). - Hâr President, den 29. Abrëll 2003 hu véier europäesch Stats - a Regierungschef sech zu Bréissel gesi fir déi europäesch Verdeedegungs- a Sécherheetspolitik weider ze bréngen. Si hunn eng Initiativ geholl, fir zesummen eng europäesch Union fir Sécherheet a Verdeedegung ze proposéieren. Déi Initiativ ass jo vill an der internationaler Press beuergt ginn. Och ass Lëtzebuerg heiansdo e bëssen dobäi belächelt ginn. Ech muss allerdéngs constatéieren, dass zu Lëtzebuerg an der Chamber, an der Politik relativ weineng dovunner geschwat ginn ass, weder an der zoustänneger Chamberkommissioun, nach soss op engem Plang. Dat ass alles also um héijen europäeschen Niveau gelaf.

Nu wësse mer, dass an deem Schlussdokument vun där Konferenz do eng ganz Partie Aussichte bestinn. Zum Beispill geet et drëm fir déi militäresch Capacitëte vun deene Länner auszebauen. Et geet drëm fir elo d'Investissementer am Equipement auszebauen, an ech erënnere mech, dass ech de Statsminister op der Televisioun gehéiert hunn zwee-, dräimol soen, dat géif elo net méi kaschten, dat géif esouguer vläicht nach méi bëlle ginn, wa mer dat alles kënnten

zesumme kafen. Ech hunn och gelies, dass déi Participatioun un där Europäescher Union fir Sécherheet a Verdeedegung géif bedéngen, dass een un europäesche Programmer deelhält, wéi dee vum Avion 8-400M, dass ee seng Capacitëte verbessert an esou weider.

Da sinn och siwe ganz konkret Mesuren an deem Dokument vereinbart ginn, wéi zum Beispill eng Capacité européenne de réaction rapide auszebauen. Dobäi muss ech drun erënneren, dass jo schon esou eng Force de réaction rapide am Opbau ass. Et sinn och aner Propositionen, Commandement européen de transport aérien stratégique. E gétt en europäesche System vun Aide humanitaire proposéiert an esou weider.

Mech géing interesséieren, Hâr President, vum zoustänneger Minister, wou Lëtzebuerg do iwwerall erakënn? Wou ass d'Participatioun konkret, d'Participatioun vu Lëtzebuerg fir dee Projet, a wéi geet et weider? Ginn elo Aarbechtsgruppe gemaach fir déi europäesch Verdeedegungsunion do weider auszebauen ënner deene véier? Gétt probéiert anerer ze fannen a wéi geschitt dat? Wéi ass do d'Lëtzeburger Arméi mat implizéiert?

Dat si Froen, déi ee sech stellt a vläicht kënn den Hâr Minister, wann e schon amgaangen ass, ons och nach soen, wou mer mat der Affär vum Schëff dru sinn, wat mer och wëlle kafen.

Merci.

M. le Président. - D'Wuert huet elo den Hâr Verdeedegungsminister Charles Goerens.

M. Charles Goerens, Ministre de la Coopération, de l'Action humanitaire et de la Défense. - Monsieur le Président, chers collègues, j'aimerais répondre dans une des langues officielles de l'alliance atlantique afin de prévenir tout devoir d'interprétation supplémentaire à la suite. Cette réponse constitue à la fois un message vers l'intérieur et aussi vers l'extérieur, raison pour laquelle j'aimerais donc continuer dans cette langue pour répondre aux éléments de question soulevés par Monsieur Ben Fayot.

A l'occasion de leur réunion du 29 avril 2003 sur la défense européenne à Bruxelles, les chefs d'états et les Gouvernements d'Allemagne, de France, du Luxembourg et de la Belgique ont publié une déclaration, dont le but est de donner un nouvel élan à la construction de l'Europe et de la sécurité et à la défense.

Madame la Ministres des Affaires étrangères ainsi que son homologue belge ont informé leurs collègues sur les résultats de la réunion du 29 avril 2003 à l'occasion de la Réunion informelle des Ministres des Affaires étrangères à Rhodes les 2 et 3 mai dernier. Ils ont eu l'occasion de noter en particulier que les événements du 11 septembre 2001, les interventions militaires en Afghanistan et en Iraq ont mis en évidence la nécessité pour l'Europe de renforcer davantage sa politique étrangère, y compris sa politique de sécurité et de défense, et que les conclusions de la réunion du 29 avril 2003 étaient un apport supplémentaire à la réflexion au sein de la convention européenne et au plus tard à la conférence intergouvernementale.

L'initiative des quatre est une démarche européenne ouverte à tous les états membres et nous avons besoin de plus d'Europe sur les questions de sécurité et de défense dans l'union, mais aussi dans l'alliance. L'initiative a comme toile de fond des progrès accomplis depuis Petersberg, Cologne, Helsinki, et des résultats des rencontres franco-britanniques de St Malo et du Touquet.

L'initiative est à voir également en relation avec des coopérations plus étroites qui existent déjà entre différents états membres dans le domaine de la défense, notamment le corps européen, qui regroupe des forces terrestres avec une participation allemande, belge, espagnole, française et luxembourgeoise ou Eurofor, qui se base sur des contributions espagnoles, françaises, italiennes et portugaises, ainsi que Euromarfor, qui regroupe des forces maritimes, d'Espagne, de France, d'Italie et du Portugal, l'état major du premier corps germano-néerlandais qui regroupe des contributions allemandes et néerlandaises.

Pour ce qui est maintenant des suites à donner par le Luxembourg, celles-ci se situent tant au niveau institutionnel que opérationnel. Au niveau institutionnel les amendements luxembourgeois proposés à la convention sur l'avenir de l'Union européenne tiennent compte de nos ambitions politiques, notamment pour la coopération renforcée dans le domaine de la défense, la clause de solidarité et de sécurité commune, d'éventuelles obligations supplémentaires dans le cadre d'une coopération renforcée, la reformulation des tâches de Petersberg, la création d'une agence européenne de développement et d'acquisition de capacité militaire, la création d'un collège européen de sécurité et en particulier l'adoption d'un concept d'Union européenne de sécurité et de défense.

Nos propositions d'amendement seront coordonnées avec celles de trois autres pays d'initiative du 29 avril 2003.

Au niveau opérationnel des contacts seront pris avec la brigade franco-allemande et le corps européen, le cas échéant pour étudier la contribution luxembourgeoise d'un élément de reconnaissance à la capacité européenne de réaction rapide. Quant aux capacités de commandement et de contrôle disponible tant pour l'OTAN, les quatre Ministres de la Défense ont été chargés d'examiner ensemble l'établissement d'un quartier général multinational, déployable pour des opérations conjointes.

Quant à la création d'un noyau de capacité collective de planification et de conduite d'opérations pour l'Union européenne, nous entendons attendre l'évolution de la réflexion avant de prendre une décision définitive pour y affecter un officier.

Pour ce qui est des autres mesures concrètes, le Luxembourg s'y ralliera en fonction de ses disponibilités en ressources humaines et matérielles. Quant aux questions supplémentaires posées par l'honorable député, j'aimerais répondre premièrement aux aspects humanitaires et militaires qui ont été évoqués lors de cette réunion.

Notre délégation a eu l'occasion d'insister sur le caractère délicat de proximité d'action humanitaire avec des actions militaires, pas question de les mélanger, au contraire, la prudence est de mise.

Quant à l'airbus A400-M, le Luxembourg se portera acquéreur d'un airbus A400-M, qui sera livré au plus tôt en l'an 2017, cela nous permettra d'étaler dans le temps les dépenses luxembourgeoises, ce qui est aussi une réponse à l'impact budgétaire de cette acquisition, qui est un élément certes de nature à intéresser le Parlement qui a des prérogatives budgétaires à faire valoir en la matière, et en ce qui concerne le navire de transport belgo-luxembourgeois, ce projet a été amplement discuté lors des derniers débats budgétaires et aussi aux réunions de commission. Il n'y a rien de neuf à signaler en la matière.

Déi führend Kreesser an den USA hunn awer elo eng nei Weltuerdung ugekënnegt, déi baséiert op éischtens dem zäitlech, raimlech a konzeptuell onbegrenzte Krich géint dee sougenannten Terrorismus. Zweetens dem neie strategische Prinzip vum der preventiver sougenannter Selbstverteidigung, also Verteidigung ier en Ugrëff do ass. Drëtens dem Wëlle si duerch schnell asetzbar vollintegriert Streitkräften an allen Ecker vun der Welt duerchzusetzen. A véiertens der Énnerstzung vum esou enger Politik duerch eng Koalitioun vun deene Wëllegen, déi méi u Vassale wéi un Alliiert erënnert.

Et ass d'Opfaassung, déi sech dohannert verstoppt, vun enger unipolarer Welt, an där et eng wirtschaftlech a militäresch Leedmuecht gëtt. Dee „brave new world“ do ass awer milliounfach ofgeleent ginn an deene vergaangene Méint bei deenen iwwerwältigenden, massive Friddensdemonstrationen uechtert d'Welt an och zu Lëtzebuerg.

De Krich am Irak war dofir och eng politesch a moralesch Nidderlag fir déi, déi en ouni Mandat gefouert hunn, an dat émsou méi wou deen offiziellen Ulass vun deem Krich do, iwwert dee mer vill hei an der Chamber diskutéiert hunn, déi faméis „arms of mass-destruction“ an d'Connexion vun irakesche Regime zum Al-Qaida-Netz, sech als pur Luftblösen erweisen hunn.

Den UNO-Sécherheitsrot huet domadder nodréiglech Recht kritt a senger Ofleennung vum Krich. Wou en awer net Recht kritt huet, dat war menger Meenung no a senger jorelaanger Politik vu Stranguléierung vun irakesche Vollek duerch onberechtigt Sanctiounen, a wou en och net Recht kritt huet, dat war a senger villen aneren Décisiounen vun den 90er Joren, déi menger Meenung no déi politesch Basis eréischt geschafen hu fir dese Krich, well och de Kosovo-Krich an och den Afganistan-Krich sinn net mat engem ausdrécklechen UNO-Mandat am Ufank gefouert ginn. Si sinn nodréiglech legitiméiert ginn an och froe mech, ob dat net och elo soll geschéie bei diesem Krich, ob dat net ugestriift ass vu verschiddene Säiten, nëmme fir bei der Verdeelung dobäi ze sinn.

Oder mussen net vläicht vill méi déi Verantwortlech un deem illegale Krich sanctionnéiert ginn, an dat opgrond vun enger kloer juristescher Definitioum vum Aggressiounskrich, déi souwuel an der UNO-Charta selwer wéi och zum Beispill am Statut vun neien internationalen Strafgerichtshaff virgesinn ass? Wat fir Méiglechkeete gëtt et do? Dat soll een emol analyséieren.

Ech stelle mer och d'Fro, ob Europa muss den USA noäifere a selwer mat sengen Agräiftruppen Interessenssphäre verteidigen an der Zukunft. Wat kann d'Roll nach si vun der NATO nom Enn vun kale Krich? Muss eng Wirtschaftsunioun wéi d'EU iwwer eng eege Verdedungspolitik verfügen an domat selwer Grossmachtpolitik maachen? Oder wier net vläicht d'Chance ze ergräife vun enger ausschliesslech regionaler Sécherheitspolitik iwwert d'Nofolgekonzferenz vun Helsinki, der OSCE?

Wéi ass et mat der legaler Basis vu militäreschen Asätz vu Lëtzebuerger Zaldoten uechtert d'Welt? Däerfe militäresch Verträge iwwer Benutzungsrechter vun eisem Territoire ausserhalb vun all UNO-Mandat duerch Awacs-Fligere, WSA-Militärlager oder NAMSAMilitärlager iwwerhaupt agehale ginn? Si se net illegal?

Wéi sinn déi sougenannt humanitär Missiounen ze bewäerten? Misst d'Menschenrechtskonventioun net och prioritär iwwer all ekonomesch a sozial Décisiounen, och deene vun der Welthandelorganisatioun stoen? A wéi misst den Irak énnert deene Viraussetzungen opgebaut ginn? Wéi wier och d'Roll vun der Zivilgesellschaft a vun der öffent-

lecher Meenung an der UNO-Konstruktioon an der Zukunft?

Dat wieren ongeféier déi Wieder gewiescht, déi ech menger Interpellatioun hätt wëlle viraussetzen. Wat hätt misse konkret geschéien? Dat hätt ech wëllten an där Interpellatioun dévelloppéieren. Dat kann ech jo elo net. Déi Froe wende sech dofir alleguerten un d'Ministesch. Ech bedauere fir main Deel, dass meng Interpellatioun emgewandelt ginn ass an eng Question avec débat, wéi et heescht am Reglement, a Wierklicheit jo awer an eng Question sans débat, well d'Fraktiounen huelen net heizou Stellung an ech selwer hunn nëmme fënnf Minuten, déi ech schonn iwwerschritt hunn, fir meng Iddien ze dévelloppéieren, an d'Ministesch huet zéng Minutte fir drop ze äntwerten. Ech wënschen hir dann nach vill Spaass.

Ech soen lech merci.

■ M. le Président.- D'Wuert huet elo d'Madame Ausseminister Lydie Polfer.

■ Mme Lydie Polfer, *Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech weess net op et vill Spaass ass op déi Fro do ze äntwerten, well et ass jo am Fong doudeescht em wat et hei geet, an ech mengen den Här Urbany huet och ganz gutt verstanen an ech sinn em dankbar am Virus fir dat Verständnis, dass all déi Froen, déi en zum Schluss opgeworf huet, alleguerte ganz wichteg sinn, an awer all Fro wier der Méi wäert, dass ee se a laangen a fondéierten Diskussiounen kënn begleeden a belichten. Dofir ginn och meng zéng Minutte mir net duer. Dofir kann och ech nëmme versichen allgemeng op déi Frostellung anzegoen, déi den Här Urbany hei opgeworf huet. Wat ech awer net méi wëll maachen, dat ass all déi nämleche Froen nees opwéckelen, déi mer am Virfeld vum Irakkriech hei haten. Mir hunn dat oft genuch gemaach.

Mir stelle fest, dass den Irakkriech, dass de Konflikt, d'militäresch Aktioun u sech eriwuer ass an dass et der ganzer internationaler Gemeinschaft de Moment dru geleen ass déi Faillen an déi Konflikter, déi sech doraus erginn hunn, éischer hanner sech ze bréngen an ze versichen no vir ze kucken, fir zesammen ze schaffen. Dat ass esouwuel wouer um Plang vun der Europäescher Union wéi um Plang vun der NATO, wéi och um Plang vun der UNO. Well wann och d'Diskussioun iwwert déi nei Resolutioun, déi virgeluecht ginn ass dee leschte Freideg, weess Gott nach net eriwuer ass, esou ass awer de Fait, dass d'Amerikaner zesumme mat den Engländer eng Resolutioun dem Weltsécherheitsrot virgeluecht hunn, awer och en Zeechen an e kloert Zeechen an e positiiiv Zeechen, dass och si déi ganz komplex Frostellung, déi et och no der militärescher Aktioun am Irak gëtt, zesummen am Kader vum Weltsécherheitsrot wëllen ugoen, an ech mengen dass Zeechen, iwwer all Diskussiounen, déi am Kader vun där Resolutioun nach wäerte geféiert ginn, soll een awer net verkennen.

Den Här Urbany huet dann déi allgemeng Fro vum Multilateralismus, well ech mengen et muss een et an dee Kader stellen, opgeworf. Huet en nach ee Sënn? Mécht en nach ee Sënn? Kann en nach fonctionnéieren oder wäert den Unilateralismus d'Iwwerhand huelen? Ech kann och do nëmmen nees op dat zréckweisen, wat ech den 1. Abrëll hei op der Tribün gesot hunn am Kader vum menger Debatt iwwert d'Aussepolitik.

Fir eis ass et ganz kloer, a Gott sei Dank net nëmme fir eis, dass de Multilateralismus en enorm wichtige Bestanddeel vun engem harmoneschen Zesummeliewe vun net manner wéi 191 Natiounen op deser Welt muss sinn an et huet keen

eng valabel Alternativ dozou. Dass natierlech dat Zesummeliewen an d'Organiséieren zwschent 191 Natiounen, mat ganz verschiddenen Intéréten, mat ganz verschiddenen Ausriichtungen, net einfach ass an och net problemlos iwwert d'Bühn geet, dat huet spéitstens eben dee ganze Konflikt an d'Diskussioun ronderem d'UNO ons gewisen.

Wou leien also d'Faillen oder wou leien d'Schwaachpunkten? Loosse mer eis drun erënnere wat d'UNO ka maachen a wat se soll sinn. Dir hutt d'Prinzipien nach eng kéier widderholl a fir Zäit ze spueren maachen ech et net nach eng kéier. Mä all déi Prinzipie sinn haut esou wouer wéi se eben nom Zweete Weltkriech waren. Mir hunn eis dee Moment, a wann ech soe mir, da sinn et d'Staten, d'Stagemeinschaft, well loosst mer net vergiesse, d'UNO besteet nëmme aus eben engem Zesummeliewe vun de Staaten, an d'Staten u sech sinn nach ëmmer fir hir Leit responsabel, fir d'Sécherheet vun hire Leit. An zwschent deene State ginn et verschidden Intéréten a mir hunn dat jo och gesinn, wéi am Kader vum Irakkriech, eben am Kader vum Weltsécherheitsrot déi Interesselag ganz anescht ageschat ginn ass vun deenen engen a vun deenen aneren.

Mir waren eis eens fir ze soen, de Weltsécherheitsrot huet et net fäerdeg bruecht déi Irakkris op eng friddlech Aart a Weis ze entschärfen. Mir waren eis all heibannen eens iwwert d'Geforen, déi dovunner konnten ausgoen, och iwwert d'Noutwendegkeet vun der Entwaffnung vum Irak, mä d'Weltgemeinschaft huet et net fäerdeg bruecht, dat op eng friddlech Aart a Weis bis zum Schluss ze féieren.

Firwat? Mä well déi verschidde Meenungen am Weltsécherheitsrot zum Ausdrock kommen. Déi eng fannen de Weltsécherheitsrot hätt net funktionéiert well an engem Stadium, wou mir eben nach net um Enn vun den Décisiounen waren, schonn de Spektre vun engem Veto gewise ginn ass, wat deenen anere signaliséiert huet, et huet kee Wäert méi weider ze sichen - ech soen lech elo wéi et vun deenen engen an deenen anere gesi ginn ass, ouni ze soe wou elo onbedéngt déi richteg Aschätzung loung -, an anerer hu fonnt dass sech eben net genuch Zäit geholl gi wär fir eng aner Léisung ze sichen.

Wann ech dat nach eng kéier hei soen, dann ass et fir zum Beispill d'Fro opzuerwerfen: Ass d'Manéier wéi d'UNO de Moment funktionéiert, dat heescht mat engersäits dem Weltsécherheitsrot bestehend aus 15 Länner, fënnf permanenter an zéng déi op eng periodesch Aart a Weis gewielt ginn, mat fënnf Länner déi de Veto hunn, déi beschte méiglech Léisung, fir wa méiglech zu Décisiounen ze kommen, déi wäitgehenst géinge verhënnern, dass d'Krisensituatiounen duerch militäresch Aktiounen kënnen geléist ginn?

Dat alles sinn och déi Froen, déi am Raum stinn, an Dir hutt et selwer gesot, Här Urbany, d'UNO ass eben Zesummenaarbecht vun nationale Staaten, vu souveräne Staaten, an hei ass eng Diskussioun déi zënter engem Jorzéngt op mannt an der Luucht ass. An dat steet an de Prinzipie vun der UNO, non ingérance, dass also d'Staten, am normalen Zesummeliewe, sech net an d'inner Ugeleeeënheete vun engem Stat améschen, dat bréngt awer mat sech dass ee verschiddenen onmenschlech oder humanitär Krise vu bausse muss nokucken an am Fong legal kee Moyon huet fir ze intervenéieren.

An dat huet vun iwwer zéng Joer schonn de Kofi Annan dozou bruecht, fir zu engem Droit

d'ingérance humanitaire opzerufen. Jiddferen heibanne versteet wat dat ass, wann am Kosovo och ouni Legitimitéit, op alle Fall am Ufank, agegraff ginn ass, da war et eben, fir hei enger humanitärer Kris virzebéien, a fir net méi mat nozekucken, wéi wierklech ethnesch Säuberunge virgeholl gi sinn.

Am Kader vun der UNO besteet awer dofir keng legal Basis, ob scho se schonn oft gefuerdert ginn ass. Dat dote sinn also ganz sécher Pisten, wou ee kéint versichen, fir eben der UNO, der Weltgemeinschaft, méi Moyenen ze ginn, fir humanitäre Krisen virzepräven, wann ee Stat - an dat ass am Fong de kruziale Punkt -, dee prioritär a prinzipiell responsabel fir d'Sécherheet vu senger Leit ass, där Obligatioun net méi entgéint kënn, dat kann dann d'Weltgemeinschaft hunn. Do huet de Moment d'UNO och net déi Moyene fir dee Moment ze intervenéieren, a mir gesinn awer dass dat eng Realitéit ass, déi leider ze oft de Moment och nach geschitt.

Mä zënter zéng Joer gëtt versicht am Kader vun der UNO och d'Regelen - et kann ee roueg soen, d'Spillregeln - nei ze definéieren. Mä och an zéng Joer hu mer et net fäerdeg bruecht fir do e Konsens tëschent 191 Staaten ze fannen. Vlächicht énnert dem Drock - a wann een Optimist ass, muss ee jo och alt an deene méi schwierige Situatione Positives versichen eraus ze schielen -, vlächicht énnert där schwieriger Situation, déi sech eben duerch den Irakkonflikt erginn huet, ass de Bewosstsënn, dass een nei Weeër muss aschloen, dass ee sech nei Moyene muss ginn, fir eben a Krisensituatiounen kënnen ze intervenéieren, komm. Vlächicht bréngt dat eben déi Décisiounen, déi bis elo net méiglech waren.

Wat de Recours aux forces ubelaangt, do huet den Här Urbany och Froe gestallt, an et géng hei ze wäit féiere fir op all déi anzegoen, mä do, contrairement zu deem wat och geduecht gëtt, gesäit d'Charte vun der UNO ganz gutt vir, dass d'State sech kënnen wieren. Dee Prinzip ass ganz kloer virgesinn, dass e Land, wat aggresséiert gëtt, sech ouni iergendeng Autorisatioun ka wieren, et steet an de Statute vun der UNO, dass och d'UNO selwer ka recommandéieren, an erlaben, militäresch virzegoen, et steet och am Artikel 42 vun der Charta vun der UNO. D'Uwendung vu Gewalt, also eppes wat net ausgeschloss ass am Kader vun der Charta vun der UNO, mä énnert ebe gewësse Prinzipien, a wéi ëmmer muss de Weltsécherheitsrot eng Décisioun à la majorité huelen, mä wou ebe kee vun deene fënnf Länner, déi d'Vetorecht hunn, sech opposéiert, an do wësse mer, dass et ebe just do ass, wou eben heiansdo d'Décisiounen scheitern, mä et ass awer schwierig, fir och de Moment do Annerunge virzehuelen.

Wat d'Lëtzebuerger Interventioun vun der Arméi ugeet, do mengen ech brauch ech nëmme op den Artikel 37 vun eiser Constitutioun ze verweisen, dee ganz kloer virgesäit, dass nëmme de Grand-Duc kann eis Jongen an de Krich schécken, nodeem en dofir vun der Chamber hei autoriséiert ginn ass. Dass den Artikel 37 an dee Vote muss à la majorité des deux tiers et les trois quarts des députés étant présent geholl ginn.

Dir hutt awer och, ofgesinn eben elo vun dem UNOs-Kader, déi interessant an déi fir eis aktuell Fro gestallt, wéi soll Europa sech besser virbereeden op déi Erausforderungen déi eng globaliséiert Welt mat sech bréngt, a wou d'Krisensituatiounen riskéieren awer ëmmer méi grouss ze ginn, och um Plang besonnesch vum Terrorismus. Dir wësst, dass den Terrorismus eng vun deenen Erausforderungen ass, mat där net nëmme Europa, mä och d'Weltkommunautéit konfrontéiert ass.

Ech kommen net op dat zréck, wat den Här Goerens elo virun zéng Minutten hei op der Tribün nach eng kéier durgeluecht huet. An Europa ginn de Moment eng ganz Rei Ustrengunge gemaach, fir sech eben hei besser ze preparéieren, an d'Initiativ vun deene véier Länner vum 29. Abrëll ass näscht anescht dozou. Net méi spéit wéi des Woch ginn am Kader vun der Konventioun eng Rei Propositionen vun de Lëtzebuerger Vertreider an der Konventioun soumetéiert - och dem Här Fayot -, fir eis besser Moyenen ze ginn, fir op eng besser Aart a Weis kënnen deenen Défier, déi do op eis duerkommen, ze begéinen. Ob mer allerdéngs an Europa - en Europa vu 15, vu 25 a muer vu 27 - do e Konsensus kréien, dat wäerten déi nächst Méint an Diskussiounen eis weisen.

Mä fir ofzeschlësse wëllt ech dat selwecht widderhuelen, wat den Här Urbany ugefaangen huet, an ech mengen dass ass ganz positiv. Mir hunn nach ni esou vill iwwer Aussepolitik a Verdedungspolitik geschwat wéi an deene leschte Méint. An ech mengen dass d'Allgemeingheet sech bewosst gëtt vun der Wichtigkeet vun eben enger gutt funktionéierender Aussepolitik a Verdedungspolitik, an dat eent geet mat deem aneren. Wann, wéi gesot, bei allem Schlechten eppes gutt war, da war et dat doten, an ech hoffen dass mer déi Diskussioun op anere Plazen, wou mer da vlächicht e bësse méi Zäit hunn, méi ausféierlech zesumme féiere kënnen.

Merci.

■ M. le Président.- Här Urbany, wëllt Dir d'Wuert nach eng kéier ergräifen?

(Négation)

Gutt, dann hätte mer domadder dee Punkt ofgeschloss. An dann huet fir haut de Mëtteg den Här François Bausch am Numm vun der Fraktioun vun deene Gréngen eng Aktualitéitsstonn iwwer een Testprogramm am Enseignement secondaire technique ugefrot.

D'Riedezäit ass nom Artikel 78 vum Chamberreglement festgehalten a gesäit Folgendes vir:

Der Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minutten zou, deenen anere Fraktiounen jeeweils fënnf Minutten, der Sensibilité politique zwou Minutten an der Regierung eng Véirelstonn. Et sinn agedroe bis elo: déi Häre Wiseler a Fayot, d'Madame Durdu, déi Häre Colomera a Garcia. D'Wuert huet elo den Här Robert Garcia als Vertreider vun der Fraktioun vun deene Gréngen, déi des Aktualitéitsstonn ugefrot hunn.

5. Heure d'actualité demandée par le groupe Déi Gréng sur le projet pilote dans le cycle inférieur de l'EST

■ M. Robert Garcia (DÉI GRÉNG).- Här President, ech wollt lech vorab direkt froen, ob Dir mer e puer Sekonne kéint zousätzlech ginn, well ech sinn hei an där komescher Situatioun en Dokument ze presentéieren, wat net an der Kommissioun presentéiert ginn ass, wat awer an der Öffentlechkeet diskutéiert ginn ass. A fir dass iwwerhaupt een eppes versteet, misst ech vlächicht awer eng oder zwou Minutten dofir hunn, fir einfach emol ze erklären iwwer wat ech hei schwätzen. Ech hunn nämlech gemierkt, dass deen een oder deen anere Kolleg Schwierigkeeten hat dat Dokument ze kennen.

■ M. le Président.- Wann d'Chamber d'accord ass, dass dat generell gemaach gëtt.

(Interruptions)

M. Robert Garcia (*DÉI GRÉNG*).- Et ass just fir zwou Minuten.

(Interruption)

Fir eng Kéier, just kuerz.

Bei deem Dokument hei, Här President, handelt et sech ëm en Dokument wat de 16. Januar vun deem Joer dem Collège des Directeurs vum EST presentéiert ginn ass a wat heescht de Cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique, présentation d'un projet pilote.

Et handelt sech also ëm eng Proposition vun engem Pilotprojet, dee vun engem Aarbechtsgrupp ausgeschafft ginn ass, wou anscheinend net alleguer Branche vum Cycle inférieur vum EST representéiert waren, a bis d'Fuesent 2003, also innerhalb vu sechs Wochen, sollte sech d'Lycéeën entscheiden, ob se géife matmaache bei deem Pilotprojet oder net. Menges Wëssens hunn de Moment dräi Lycéeën sech bereet erkläert bei deem Pilotprojet matzemaachen.

Ech kann natierlech nëmme ganz karikatürlich grous Linne resüméieren ëm wat dass et an deem Pilotprojet geet. De Constat vun deem Projet seet: Mir hunn ze vill Echechen am EST am Cycle inférieur an de Fächer Franséisch, Däitsch a Mathematik - ech géif nach d'Englescht ajoutéieren -, a mir sollen net higoen an erëm eng Kéier eng nei Strukturreform maachen, mä haaptsächlech och op de Contenu schaffen, an zwar gétt d'Stéchwuert vun de Kompetenzen amplaz vun dem kompartimentéierte Wëssen an de Vierdergrond gestallt.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Et féinnt een an deem sommairen Text vun deem Pilotprojet dann och eng nei Approche, wéi si dat nennen. D'Programmer vu Septième bis Neuvième ginn an dräi Partien opgedeelt. Zwee Drëttel vun de Programmer hunn e Volet obligatoire. Dovu gétt et Exigences minimales, déi all d'Elève solle beherrschen, an een Deel, deen awer net jiddferen um Enn vun dem Cycle beherrsche muss. Een Drëttel vun de Programmer ass au choix du titulaire.

D'Evaluatioun gétt net méi kompartimentéiert a Wëssenssegmenter, mä et solle Kompetenzen évaluéiert ginn an de Sprochefächer Däitsch, Franséisch, Englesch an an der Mathé.

Et sollen, an dat ass eng relativ interessant Strukturreform, stabil Klasse vu Septième bis Neuvième mat darselwechter Equipe vun Enseignanten opgebaut ginn, plus enger Stonn Tutorat. An, wann ech den Text, dee wéi gesot e bësse lapidar ass, richtig verstane hunn, soll am beschten eng intern Differenzéierung an enger Klass gemaach ginn, awer d'Gebaier si fräi d'Klassen esou ze forméieren wéi dat fir si am gënschtegsten ass.

Et kann een aus deem Text, dee wéi gesot ganz kuerz ass, e puer Feststellungen zéien. Éischtens et gétt eng Rei vu positiven Usätz, zum Beispill d'Konzept vun de Kompetenzen, d'Ervirsträiche vun der Autonomie vun de Gebaier, an och déi fest Klasseverbänn, déi besonnesch an där Altersstuf, déi berücksichtegt ass, relativ wichtig si par rapport zu der Segmentéierung.

Da kéint ee vläicht feststellen, dass et sech ëm eng Gesamtschoul oder Tronc commun light handelt, allerdéngs ouni de Volet secondaire, also ouni de Lycée, an et muss ee sech natierlech d'Fro stellen, well mer jo eng Partie nei Lycéetechniken hunn, wou och de Classique representéiert ass, ob een net hätt kéinten deene proposéieren, am Cycle inférieur all Filieren eranzehuelen.

D'Analys vun de Mëssstänn am Cycle inférieur ass zwar kuerz, mä si ass korrekt, e bësse lapidar an

och nëmme partiell. Firwat dee Projet iwwerhaapt gemaach gétt a wouhin e soll féieren, ass am Exposé des motifs och extrem lapidar, esou dass ee sech eigentlech weder kann dofir begeeschteren nach entgeeschtert dergéint ausschwätzen.

Wann een d'Grille horaire kuckt, da stellt ee fest dass et en Ofbau vun enger Rei vu Pflichtstonne fir eng Rei vu Fächer gétt, haaptsächlech am humanistische klassische Beräich an am kreative Beräich. Et gétt e Status quo vun der Stonnenzuel tëschent Septième an Neuvième an anere Fächer, an en Ausbau an e puer aner Fächer, haaptsächlech an de Sciences naturelles. Et stellt een och eng Auslagerung fest vu verschiddenen Themen, déi bis elo an der Klass behandelt si ginn, op sougenannt Ateliers oder Wahlpflichtfächer, géif ech dat nennen. Et gétt och dräi Stonnen Autonomie, dat heescht déi dräi Stonnen iwwert déi d'Gebaier kënnen verfüge fir aner Stonnen anzubauen.

Et ass natierlech net erstaunlech, dass vu verschiddene Säite virulent oder manner virulent Kriticken op dee Pilotprojet gereent sinn. Ech wëll just déi méi konsistent hei kuerz zitieren. Et waren der och derbäi, déi net esou ganz seriö ze huele waren. Et ass gesot ginn, et wäeren net all Fächer an der Ausaarbechtung representéiert gewiescht, zum Beispill wäer Propose fir d'Geschicht vun Enseignanté vu Langues maachen ze loosse. Et gétt och monéiert, dass eng gewisse Geheimniskrämerei gewiescht wär ronderëm dee Projet. E wär iwwert de Knéi gebrach. Et wäer keng prezis Objektiv a Modalitéiten. Et gouf och monéiert vu verschiddener gewerkschaftlecher Säit, dass et de Risiko géif beinhalten, dass nach méi Elève wéi bis elo den Ufuerderunge vun dem Cycle inférieur am EST net gerecht géife ginn an dann an de Préparatoire ofrutschen, wat dann erëm eng Kéier zu enger verstopptener Renaissance vun der Berufsschoul géif féieren.

Et gétt och monéiert, et kéint en Etikettenschwindel sinn, well all Schoul jo hir Filière kann organiséieren wéi se wëll, esouguer wéi se et bis dato gemaach huet, an dass herno, wéi den Helmut Kohl gesot huet, datselwecht hinten eraus géif kommen. Natierlech ass och vu verschiddenen interesséierten Enseignantsgruppe monéiert ginn, dass ee kann aus deem Projet en Ofbau vun der Allgemengbildung, Geschicht a Geographie, erausliesen, an haaptsächlech vun der Konschtereziung, also vu kreative Fächer.

Et ass mir an där kuerzer Zäit net méiglech fir alleguer déi Facetten ze belichten, an ech géif d'Présidentin vun der Kommissioun opfuere vläicht eng Sitzung vun der Kommissioun virzugesi fir de Projet, wann en elo vläicht e bësse méi geräift ass wéi an deem kuerzen Text hei, vum Ministère presentéieren ze loosse.

Ech weess net, ob ech Leit dohanne stéiere mat mengen Ausféierungen?

(Interruptions)

Ech wëllt een Aspekt erausgräifen, dee mir an deem Projet besonnesch wichtig schéngt, nämlech dee vu verschiddene Leit offensichtlech erkannten Ofbau vun de kreative Fächer. An do hunn ech mech drun erënnert, dass mir als Gréng virun e puer Wochen e Séminaire hate mat Verantwortleche vun der Helene Lange Schule. Do gétt de Cycle inférieur diamétralement opposéiert gemaach wéi bei eis. Do gétt sech extrem konzentriert op exemplarescht Léieren amplaz Ofhacke vum Bildungsversandkatalog, wéi mir et maachen, an et ginn extrem aktiv, kreativ an autonom Léierprozesser gefördert. De Motto war jo och: „Wer Theater spielt, ist auch gut in Mathe“.

A wann een dee Programm kuckt, deen déi Schoul am Cycle inférieur mécht, dann hätte mer dat normalerweis als Firlefanze bezeechent, mä leider fir déi Leit, déi dat géife mengen, sinn aus där Praxis vun deem Cycle inférieur an där Schoul zwou Konklusiounen eraus komm. Am Alter vu 15 Joer schneiden déi Schüler aus där Schoul am beschten am PISA-Test vun Däitschland of, also besser wéi all déi, déi formal forméiert gi sinn. A wann een duerno déi nächst dräi, véier Joer, déi déi Leit mussen an der gymnasialer Oberstufe an engem normale Lycée maachen, kuckt, da si 95% vun hinne besser wéi hir Kolleegen anKolleeginnen. Dat kéint zu der Konklusioun, wann een dat elo géing verallgemengeren, féieren, dat wann een am Cycle inférieur manner formalistesches operéiert a manner déi reng kognitiv Léierprozesser installéiert, an dofir awer der Kreativitéit an den allgemengbildende Grundkompetenze méi Raum léisst, da kéint een zu engem grouss Succès net nëmme am PISA-Test, mä och an der spéiderer Carrière, ouni datt dee „Mut zur Lücke“ zu gravéierenden Defiziter oder zu deem gefäerteren Nivellement vers le bas féiert.

Elo gesäit et awer bei deem Projet éischer esou aus, dass grad déi kreativ an allgemengbildend Inhalter géife reduzéiert ginn an op zum Deel fakultativ Ateliers ausgelagert ginn. Mir sinn zwar schon emmer där Meinung gewiescht, dass ee verschidde Fächer kéint aneschters konfiguréieren. Ech géif mech zum Beispill net wieren, wa Geschicht a Geographie an engem Fächercluster zesumme géife geluecht ginn. Ech hunn och schon hei plädéiert, dass een déi traditionell Separatioun vun de Sproochen an der humanistescher Tradition kéint opléisen, andeem ee géif déi Sproochen an e méi gesellschaftleche Fachberäich integrieren.

Mir sinn och net der Meinung, dass ee Reformen net därfir maachen, well een do iergendwelleche Proffen oder Enseignanté Stonnen ewechhëlt. Dat kann et jo och net sinn.

Et ass eis awer ëmsou méi wichtig, dass am Kader vun engem Pilotprojet Konzepter virleien, fir dass déi kreativ Erzeiung, déi jo uncontestablement wichtig ass, déi de Moment eben an artisteschen an allgemengbildende Fächer uegebued gétt, an déi, wann déi Fächer och sech reforméieren, soll allgemengbildend an artistesch Kompetenze förderen, dass déi an engem héije Mooss vun esou engem Pilotprojet solle berücksichtegt ginn. Ech kann déi Fuerderung aus deem Dokument net erausliesen. Ech kann och déi géigendeeleg Kompetenz net eendeitig erausliesen, well wéi gesot dat Dokument relativ allgemeng ass. Dofir wollt ech déi Froen hei opwerfen.

Ech wëll awer nach e puer aner Froen stellen, déi een am Kontext vun Pilotprojet muss opwerfen a wou natierlech d'Zäit feelt fir se alleguerten ze berücksichtigen.

1. Wéi ginn d'Schoulen, déi mat maachen, op dee Pilotprojet preparéiert?
2. Wéi eng Weiterbildung a Formation continue ass fir déi Enseignanté virgesinn?
3. Wéi eng wëssenschaftlech Struktur begleet dee Projet iwwert déi nächst Joren?
4. A wéi engem Zäitraum ass eng Evaluatioun virgesinn a kann eng positiv Evaluatioun zu enger Generalisatioun vun deem Projet féieren?

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Merci, Här Garcia. Éischtens Orateur ass den Här Claude Wiseler.

Discussion générale

M. Claude Wiseler (CSV).- Merci Här President, merci Här Rapporteur, Dir Dammen an Dir Hären, et ass u sech keng einfach Heure d'actualité haut de Mëtteg, well ech a sech elo net richtig weess wat ech soll soen, well ech net am Detail dee Projet kennen. Ech hunn elo attentif nogelauschert wat den Här Garcia gesot huet. Ech lauschten dann herno attentif der Madame Ministesch no fir ze kucken, ob dat och datselwecht ass wéi dat wat den Här Garcia elo gesot huet.

Sécherlech hunn ech eng Rei Kontakter an der Schoul, och eng Rei Dokumenter kritt, och eng Rei Echoen iwwert d'Schoul kritt, an hunn och eng Rei Beruffszeitunge gelies, notamment vun de Syndikater, de Proffen, Associatiounen, déi eng Rei Kommentaren iwwert dee Projet pilote ginn. Mä et ass natierlech ganz schwéier sech domadder elo e richtegt Bild ze maachen. Dofir schwätzen ech och hei sous toute réserve. Wann ech Konklusiounen sollt zéien, si se ganz kuerz a si sinn och effektiv sous toute réserve, datt déi Basis elo richtig ass.

Wann dat also richtig ass wat ech héieren hunn, dann ass hei proposéiert ginn e ganze Projet auszeschaffen, wou mer en zolitten Elage vun de Programmer maachen, wou mer an deenen eenzelne Fächer minimal Kompetenzen, Sockelkompetenzen nei, frësch definéieren. Et ass evident datt dat e positive Punkt ass, e wichtege Punkt ass, an datt dat och an deene Konklusiounen, déi mer aus der PISA-Etüd gezunn hunn, gefuerdert ginn ass an deene leschte Wochen.

D'Zilsetzung geet drëm fir eng besser Orientatioun ze maachen, fir ze kucken datt déi Kanner, déi op 9ième erauskommen, d'Determinatioun vun deem wat se wëllen duerno op 10ième, 11ième maachen, och hire reelle Capacitéiten entsprécht, an datt mer déi vill Orientatiounen, déi Schwierigkeeten déi mer haten, well mer op 10ième, 11ième vill Echech festgestallt hunn, datt een dat besser soll an de Grëff kréien.

Kloer ass d'Ausso, datt déi Sélection par échec, esou wéi mer se deelweis elo kann hunn, net dee richtege Wee ass, an datt een do muss aner Léisunge fannen, och Modeller fannen, wéi een dee ganze System an deem Sënn ka reforméieren.

Eng Valorisation de l'effort soll och gemaach ginn. Ech fannen dat och e wesentleche Punkt. Wat vill feelt an eise Schoulen ass sécherlech d'Motivatioun, just op 30 schaffen, ass eng minimal Motivatioun, wat net deem Geescht, deem Energiegescht, déi Valorisation, deen Effortgescht, dee soll an der Schoul sinn, och genügend ervirsträchen. Dofir fannen ech dat och e richtegen, e wesentleche Punkt.

Datt den Encadrement och regelméisseg soll gemaach ginn, datt d'Informatioun vun den Elteren och regelméisseg soll gemaach ginn, fannen ech eng absolut Noutwendegkeet, an datt d'Schoul e Lieu de vie soll ginn, wou manner Enseignanté sinn, an och déiselwecht Enseignanten iwwer Jore solle bäibehale ginn, datt do Relatiounen tëschent deenen engen an deenen anere bestinn, datt mer Bezuchspersonen hunn, schéngt mer och evident ze sinn, d'selwecht wéi de Prinzip vum Régent-tuteur. Dat si sécherlech alles richtig Weeër, richtig Gedanken, extrem wichtig Gedanken, dat sinn esouguer a mengen Ae Moosnamen, déi noutwendeg sinn a jiddfer Projet pilote an déi dohier och, géing ech soen, noutwendeg sinn am allgemengen an net nëmme fir e Projet pilote, mä am allgemengen an der

Schoul, am Secondaire, am Classique, am Secondaire technique.

Et stelle sech awer eng ganz Rei Froen, déi ech elo net ka beantwieren, well ech de Projet pilote net esou am Detail kennen. En Deel huet den Här Garcia och a senge Froe schon ugeschwat. Ech stellen och nach eng Rei.

D'Analys, wann ech dat elo richtig verstane hunn, geet dovunner aus, datt momentan d'Schoul méi schwéier ginn ass, well mer säit enger Rei Joren eng Diversitéit vun den Origine vun de Kanner kennen, eng Diversitéit vun de Niveaue vun de Kanner hunn an de Schouklasse, an et dofir méi schwéier ass Schoul ze halen, well déi Diversitéit eben an eise Schoule momentan duerch d'Evolutioun vu Lëtzebuerg, duerch d'Evolutioun vun eisem Land present ass. D'Antwort dorop soll dann, wann de Projet pilote esou duerchgefouert gétt wéi ech dat gelies hunn, sinn, datt d'Klasse vun der ADAPT, vum Technique, vun der Polyvalent, vum Théorique a vum Pratique zesumme geluecht ginn. Dat heescht, et gétt gesot, mir hu méi Diversitéit, op der anerer Säit ginn all déi Klassen zesumme geluecht.

Dann ass meng Fro: No wat fir enger pedagogescher Method gétt dann enger Differenziatioun, déi an deene leschte Jore méi grous ginn ass, wann een d'Klassen zesummeleet, Rechnung gedroen, fir awer deen Unterrecht hinze kréien, dee mer brauchen, wat en differenziéierten Unterrecht ass? Et gétt hei eng extern Differenziatioun virgesinn. Wéi soll dat goen? Fir mech ass et wesentlech, datt mer et awer fäerdeg bréngen eisen Unterrecht ze adaptéieren op déi verschidde Capacitéiten, déi déi Schüler hunn.

Wéi geet dat zesumme mat der Ausso vu méi stabile Klassen, a riskeiere mer hei net - et ass eng Fro -, déi Staark net ze fuerderen an déi manner Staark ze iwwerfuerderen?

Zweet Fro ass déi hei: De Projet pilote soll a véier Gebaier, dräi huet den Här Garcia gesot, duerchgesat ginn. Wéi vill Klasse kommen an dee Projet pilote eran, véier Lycéeën, dräi Lycéeën? Dat ass jo net eppes Klenges. Dat si jo awer trotzdem 300, 400, 500 Schüler d'Joer. Dat heescht, wann déi dräi Joer lafen, hu mer bis zu 1.500 Schüler an engem Projet pilote, an do ass meng Fro: Hunn d'Elteren de Choix? Kënne se wielen, ob se matmaachen oder net matmaachen? Dat hei ass jo a sech, wann ech de Projet richtig verstane hunn, e Projet, deen awer wäitgehend Ännerunge mat sech bréngt.

Dat heescht, kann ech, wann ech e Kand op 7ième hunn, als Eltere soen, ech wëll an deem Projet pilote matmaachen oder ech wëll net matmaachen? Wéi gétt do d'Informatioun gemaach? Hunn d'Elteren de Choix, hu se net de Choix, a wann ech elo richtig verstane hunn, ass dat och am Lycée technique agricole? Do weess ech net wéi dee Choix sech soll operéieren, oder am Aline Mayrisch, wou zum Beispill d'Kanner mat Classes sportives sinn. Wa se wëllen dohinne goen, muss se an den Aline Mayrisch goen. Wéi geet dat da mam Choix vun deene Kanner, déi am Aline Mayrisch op esou Klasse sinn? A gétt a sech d'Orientatioun am 6. Schouljoer, déi elo jo amgaangen ass gemaach ze ginn, dan och esou gemaach, datt d'Elteren informéiert ginn iwwert deene neie Projet, an datt se wësse wat geschitt, wat elo am September op se zoukënn?

Drëtt Fro, et ass wéi gesot e Projet pilote vun enger gréisserer Envergere. Deen huet wéi all Projet pilote keng Base légale, well e kee Vote an der Chamber kritt, jo éiren 2003 ufänkt, a well en Autonomie och a ville Punkten an de Gebaier virschreift. Meng Fro ass also: Wat geschitt an deem Kader wann Décisiounen kommen, déi contestéiert ginn an de Schoulen? Dat ass jo net rar an der Lescht, dat ass ëmmer méi heefeg. Wéi gétt dat da

gehandhaabt, well mer et hei jo net nème mat engem klengen Projet mat enger Klass ze dinn hunn, mä awer mat engem gréisseren Projet pilote, deen eng gréisser Enver-gure huet?

Déi véiert Fro ass déi vum neien Evaluatiounssystem. Ech weess elo net wéi dat ausgesäit, well dat wat ech do gelies hunn eng ganz sommaire Descriptioun ass. Gëtt dat preziséiert? Gëtt dat definéiert? Zielt dat am ganze Projet pilote d'selwecht? Et ass jo kloer, datt wann d'Schüler dohinner ginn, wann d'Elteren hir Kanner dohinner schécken, datt et dann noutwendeg ass, datt awer eng absolut Transparenz an der Evaluatioun do ass, an datt ee weess, wéi a wouhinner et geet an no wat jugéiert gëtt an der Evaluatioun.

Déi fënneft Fro ass déi, datt dee Projet jo wesentlech Ännerungen am Kader vun der Evaluatioun vun der Autonomie vun de Programmer, vun de pedagogesche Methode béinhalt. Dat geet sécherlech net einfach esou. Mir wüsse wéi schwéierfälleg d'Schoul ass fir gréisser Projete ëmzesetzen, an dat ass säit ëmmer nach esou gewiescht, an et muss een ëmmer vill Energie erapompelen, wann ee gar Ännerungen hätt. Dofir d'Fro, mä ech mengen den Här Garcia huet d'Fro scho gestallt: Wéi ass et mat der Formation continue fir all déi Enseignanten? Et wär jo gutt wa se eng Formatioun hätten, éier se elo am September 2003 an dee Projet eragin, well et ass jo och noutwendeg, datt déi Enseignanten, déi an esou e Projet starten, eng Rei Virbereedungsarbechte fir jiddfer Einzelne selwer maachen, op där enger Säit, an dann och evidenterweis an der Concertatioun, well eng Schoul vu muer muss jo eng Schoul vun der Concertatioun sinn, wou déi eenzel Enseignanten zesummen am Grupp schaffen, an haaptsächlech bei esou engem Projet pilote schéngt dat mer noutwendeg ze sinn.

Sechst Fro, an dat ass e wesentleche Punkt, et ass dee vun de modifizéierte Programmer. Wa mer hei dräi Klassentypen, déi haut separat sinn, zesumme setzen, dann ass et jo kloer, datt mer éischters eng aner Grille horaire hunn, mä doriwier well ech net schwätzen, datt een weess wat fir e Misär dat mat deene Grilles horaires ëmmer ass, wann een och nëmme e wéineg dorunner ännere geet. Dofir mengen ech net, datt mer déi Diskussioun sollen hei féieren. Mä nach ass et esou, datt wa mer hei dräi Typeklassen zesumme setzen, datt een noutwendegerweis jo awer aner Programmer muss hunn, oder zumindest sech fir een Typ vu Programmer decidéiere muss.

D'Fro ass also, d'Programmer si jo amgaange gemaach ze ginn: Wien huet Programmer gemaach? Sinn d'Commissions nationales consultéiert ginn? Hu se en Avis ofginn, a wéi waren déi Avisen?

An déi siwent Fro, wat och eng wichteg ass, datt ass, wann ech elo richteg verstanen hunn, dass de Préparatoire jo net an esou e Projet pilote mat integréiert ass. Dee funktionéiert grad esou wéi de Classique ëmmer separat. Wéi huet et sech mat dem Préparatoire? Wéi agencéiert e sech an deen dote Projet eran?

Well ech also dee Projet net genau kennen, hoffen ech datt déi Froen, déi ech elo gestallt hunn, pertinent waren. Ech si gespaant op d'Antworten, well e Projet, dee soll am September 2003 ugoen, do ass et natierlech kloer datt eng Rei vun deene wichtige Punkte solle gekläert ginn, an et ass érischt wann ech genau weess wouhin et geet, wann ech déi Antworten elo vun der Madame Minister héieren hunn, wou ech mer erlaben eng definitiv Meinung oder en definitiv Urteil iwwert dee Projet hei ze maachen.

Ech soen lech merci fir d'No-lausteren.

M. le Président. - Merci, Här Wiseler. Et ass elo um Här Ben Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Fayot (LSAP). - Här President, et ass eng interessant Fro, déi den Här Garcia hei opgeworf huet. Mir diskutéieren haut an enger Plenarsitzung iwwer e Projet pilote, iwwert dee mer net allze vill wëssen ausser effektiv en Text, dee gebraucht ginn ass fir dee Projet pilote dem Collège des Directeurs vum EST ze presentéieren. Et ass also en internt Dokument, wat den Här Garcia hei virbruecht huet an opgrond vun deem mer hei diskutéieren.

Ech wëll virausschécken, e Projet pilote an der Schoul ass ëmmer eppes extrem Delikates, besonnesch wann et een ass deen, wéi deen hei, eigentlech keng Base légale huet, wéi reforméiert soll ginn. Ech erënneren drun, datt jo och e Projet de loi virläit iwwert d'Lyceé an d'Lyceés techniques, an et ass eng Fro déi mer komm ass, wéi ech dat gelies hunn, wéi wäit datt dee Projet pilote hei präfiguréiert wat an deem Projet de loi iwwert de Lycée technique kënnt, well ee jo awer sech ka virstellen, datt an engem Projet de loi iwwert de Lycée technique och eng Partie Neierungen dra sinn. Richteg ass et och, datt et interessant ass ze wësse wat de rechtliche Statut vun deem Projet pilote ass, wann zum Beispill Contestatiounen kommen, an an engem Projet pilote däerf ee sech jo net ieren, well et geet em Kanner, et geet em de Kanner hir Schoulcarrière. Do kann also keen Iertum virkommen.

Ech wollt no all deene wichtige Saachen, déi hei gefrot a gesot ginn, just zwee, dräi Punkten ervirsträchen. Et gëtt constatéiert, datt dee massive schoulesche Mësserfolleg an dem EST, mä och schon an anere Schoulen, op d'Sproochen zréckzeféieren ass, an et gëtt da probéiert fir gewësse minimal Kompetenzen ze beschreiben. Esou wéi ech dat hei gelies hunn, fannen ech dat relativ dürfteg wéi dat beschriwwen gëtt, déi sougenannte minimal Kompetenzen.

Ech sinn d'accord domat, datt héchstwahrscheinlech e groussen Deel vun den Echecen duerch d'Sprooche kommen, duerch d'Kollisioun vun de Sproochen an der sozio-kultureller Situatioun vun de Kanner. Datt d'Mathematik derbäi ass, wonnert mech och net, well vill vun der Mathematik vu Sproochen ofhänkt a vill Kanner vläicht net esou séier an de mathematesche Raisonementen Problemer hunn, mä an dem Verständnis vun de Problemer.

Ech wëll och nach dobäi soen, dass ech d'Lëtzebuergesch dobäi zielen. Ech menge schon, dass och den Enseignement vum Lëtzebuergesch ee Problem ass. Mir haten déi leschte Kéier hei vun der Commission spéciale Immigration en Hearing mat jonke Schüler och aus dem EST an aus dem Centre vum Lampertsbierg an aus dem Lycée Michel Lucius, wou mer och iwwert den Enseignement vum Lëtzebuergesch geschwat hunn, an ech sinn iwwerzeegt dass een d'Lëtzebuergesch net an der Schoul an zwou Stonne léiere kann, mä dass een dat och muss op eng aner Manéier iwwer kulturell Aktivitéiten, iwwer kommunikativ Aktivitéiten maachen an der Schoul oder um Bord vun der Schoul.

Wann d'Sproochen déi éischt Ursach vun den Echecen vum de Kanner sinn, da muss ee menger Ansicht no onse Sproochesystem hannerfroen. Ech mengen net, dass mer derlaanscht komme fir déi dräi Sproochen, Lëtzebuergesch, Franséisch an Däitsch weider ze enseignéieren. Dat brauche mer als Moyens de communication zu Lëtzebuerg. Et geet net duer mam Lëtzebuergesch, et geet net duer mam Franséischen an et geet och net duer mam Däitschen. Mir brauchen ee System vu Sproochen zu Lëtzebuerg.

Mä da muss ee sech besonnesch Froe stellen iwwert d'Method, wéi mer déi Sproochen enseignéieren, an do gëtt et - mech wonnert et, dass mer net méi dorobber zréck gräifen - de Conseil de l'Europe, deen huet eng ganz gutt Aarbecht gemaach iwwert de Portfolio des langues, wou en déi Sproochen, besonnesch Franséisch an Däitsch, natierlech och aner, als Friemsproochen ukuckt. Mir kucke jo haut nach ëmmer besonnesch Däitsch als eng Aart Mammesprooch, well mer liesen a schreien am éischte Schouljoer op Däitsch, wéi wann dat ons Mammesprooch wär, wat et jo net ass, a wat et ëmmer manner ass fir eng Partie Kanner.

Ech mengen also, dass mer fir d'éischt mol déi Iddi vun dem Friemsproochenunterricht musse mat eran huelen. Dass mer och an onser Démarche vun deem Sproochenunterricht héieren, liesen, schwätzen, communicéieren, schreien. A beim Schreiweg gëtt et och vill Varianten, do gëtt et ofschreien, mä et gëtt och selbstanne rédigéieren. Et gëtt also eng Multitude vun Etappen doranner, déi mer menger Ansicht no missten an onse Programmer méi genee beschreiben an d'Exigencen a Funktioun vun där individualiséierter Beschreiwung festleeën.

Här President, dat, wat ech der Madame Minister hei wollt soen, ass dass dat, wat ech hei an der Presentatioun fannen iwwert de Sproochenunterricht an iwwert den Ennerscheid, deen hei just an de Sprooche gemaach gëtt - Compréhension, also Ecoute à lecture, Expression orale, Expression écrite -, mer e bëssen dürfteg schéngt ze sinn, fir wierklech kënnen op déi Schwierigkeeten anzegoen, an ech hoffen dass mer iwwert de SCRIPT oder iwwer aner Spezialisten, wann dee Projet do uleift am September 2003, méi eng prezis Grille hunn, fir de Sproochenunterricht ze beschreiben.

Wat ech gutt fannen un dësem Projet, sou wéi ech en hei gelies hunn, dat ass alles dat wat den Encadrement ugeet. Dat heescht déi méi stabil Klassen, wéi zum Beispill och den Tutorat, Equipé vun Enseignanten déi zesumme bleiwen an d'Kanner iwwert déi dräi Joer suivéieren an och natierlech déi pedagogesch Autonomie. Allerdéngs muss ech do froen: Wat heescht pedagogesch Autonomie?

Ech ka mer och virstellen, dass een an der pedagogescher Autonomie probéiert op méi al Methoden zréck ze kommen. Dat heescht, nach méi streng Feeler jugéieren an nach méi Echecen doduerch provozéieren. An ech hoffe jo, dass mer, wa mer déi pedagogesch Autonomie ginn, och doniewent eng pedagogesch Reflexioun mat den Enseignanté maachen, eventuell an enger Formation continue oder an enger Evaluatioun déi niewent dem Projet leeft.

Wat d'Programmer ugeet, muss ech soen, war ech och erstaunt, einfach déi Feststellung ze liesen, dass et elo dräi Partië géife ginn déi do gesi ginn. Engersäits minimal Exigencen, anersäits obligatoresch Contenuen an da schlussendlech Aktivitéiten, wou ee sech ka Saachen eraus huelen. Och dat schéngt mer nach relativ formal ze sinn, relativ schwéierg ze beschreie wann ee mol an Inhalter geet, wann ee wierklech elo mol an engem Fach oder an, wéi soll ech soen, méi enger horizontaler Approche déi Saache kuckt, ass dat extrem schwéierg dat ze beschreien, an och do muss ech soen, wann ech dat liesen, gesinn ech net wéi dat prezis ka virgoen.

Et ass jo gesot ginn - den Här Garcia huet et gesot -, et géif sech hei em eng Aart Tronc commun Leit handelen. Ech fannen dat eng flott

Beschreiwung, well jo awer effektiv Kanner éliminéiert ginn. Dat heescht et gëtt eng Partie Kanner, déi wierklech net mat an de Préparatoire virkommen, ech wëll net soen ofgestouss, mä eraus sélectionnéiert. An ech mengen, dass mer déi Eliminatioun oder déi Sélectioun, déi do maachen, net kënnen maachen, wa mer net zugläich och ons iwwerleeën, wéi et mat der Orientatioun am 6. Schouljoer ass. Ech menge schon, dass dee Projet hei mat der Sélectioun, mat der Orientatioun am 6. Schouljoer zesummenhänkt an dass een dat zesumme muss kucken.

Dat waren, Här President, déi puer Remarken, déi ech wollt zu deem Projet maachen. Nach eng Kéier, ech fannen et e bëssen extra, dass mer hei an der Plénière vun der Chamber iwwer esou méi technesch Problemer schwätzen. Et wier vläicht besser gewiescht, mir hätten dat an der Commission de l'Education nationale gemaach an dann och am Fro an Äntwert Spill mat der Madame Minister déi Fro gestallt. Mä well dat nun emol eben op dem Ordre du jour vun der Chamber war mengen ech schuet et net, fir och mol dem Public dobaussen ze weisen, wéi komplizéiert déi Saache sinn.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Merci, Här Fayot. D'Madame Durdu huet d'Wuert.

Mme Agny Durdu (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer just eng kleng Remarque zum Agang. Mir haten zwar elo weider keng Dokumenter gehat, déi mer an der Commission analyséiert hunn, wat wouer ass. Ech stellen awer fest, datt meng Virriedner hiren Temps de parole iwwerschratt hunn. Dir erlaabt also, dass ech vläicht och kuerz driwwer wäert goen.

(Interruption)

Op alle Fall war et mäi Bedierfnis, wéi den Débat hei gefrot ginn ass, dass och ech mech e bësse méi am Detail emgehéiert hunn, wéi dee Projet soll ausgesinn. Mä vu dass et e Pilotprojet ass, ass et natierlech esou, dass och eng Partie vun den Evolutiounen sech wäert an dem Pilotage vun deem Projet hei erausschielen.

Da kann ech nëmme folgend Konklusiounen well am virausschléissen, well dat, wat ech un Donnéeën hunn, fannen ech, entsprécht nämlech deem, dass de Pilotprojet, deen elo lancéiert gëtt vum MEN, de Cycle inférieur am EST relativ déifgräifend reforméiert an dass et menger Meinung no e Projet ass, deen de Motiounen an den Demanden, déi mir hei als Chamber un d'Regierung gericht hunn, Rechnung droen, well genau déi Demanden am Débat iwwert d'Integratioun an dem Débat no PISA a konkreter Aart a Weis emgesat ginn.

Ech wollt dat ganz kuerz am Telegrammverfahren analyséieren.

1. Et ass elo esou, dass et am EST eng 7ième st an eng 7ième adapte gëtt, et gëtt eng 8ième théorique an eng polyvalente, et gëtt eng 9ième théorique, polyvalente a pratique. Am neie System gëtt et dann nach eng 7ième, eng 8ième an eng 9ième. Ech mengen dat dréit zur Transparenz vun dem Schoul-system bäi an ech mengen dat ass zum groussen Avantage fir all Schoulpartner an et kann ee menger Meinung no och net vun Tronc commun schwätzen, well et gëtt jo nach ëmmer eng 7ième préparatoire an et gëtt jo nach ëmmer eng 7ième classique; dat hei betrëfft just eng Reform vum EST, also vum Enseignement technique.

2. Dëse Projet wäert mat sech bréngen, datt manner Enseignanten an d'Klasse kommen, an dat bréngt och mat sech, datt si an der Equipe d'Schüler wäerte betreien a vill besser d'Stäerkten an

d'Schwächte vun de Schüler kënnen erkennen an drop agoen. Et wäert elo am Conseil de classe sinn, wou dann d'Proffen d'Schüler évaluéieren, sou gutt mat Nouten, huelen ech un, wéi mat perséinleche Remarken.

Ech mengen dat sinn alles Initiativen déi ergraff ginn an déi absolut den Exigencen vun engem Débat d'intégration an der PISA-Debat entsprechen. Éischters d'Iddi vun den Equipen, Enseignanten déi op d'Kanner aginn. Eng Différenciatioun vun de Kanner, wat eng vun den Haaptexigencen am Débat d'intégration war. Eng Evaluatioun no Punkten an no anere Kritäre war dat, wat mir an der Motioun iwwert den Débat d'intégration zréckbehalen hunn; dat gëtt momentan well am Primaire emgesat. Ech sinn also fro festzustellen, dass dat elo am Post-primaire ausgebaut gëtt. An dann herno eben déi Concertatioun téschent Elteren an Enseignanten, déi well ugeschwat ginn ass, déi menger Meinung no jo also den Dialog téschent de Schoulpartner, dee mer all wënschen an dee mer am Débat d'intégration gefuerdert hunn, och wäert mat sech bréngen.

3. Un de Programmer ass geschafft ginn an elo geet et dann heibanne lass. Natierlech gëtt gesot, dëst ass net gutt, dat ass hei ze vill eraus geholl ginn. Ech mengen eent ass kloer, eng Konklusioun aus dem Débat d'intégration an och no der PISA-Debat war fir ze soen, an eise Programmer muss geschafft ginn, et muss reforméiert ginn. An et ass heibanne gesot ginn - an och ech perséinlech hunn dauernd gesot -, d'Programmkommissiounen musse sech aktiv bewegen, fir e Mouvement an déi Problematik ze kréien. An ech mengen hei gesi mer, dass deem Folleg gedroen ass. Dass een do natierlech net all Mensch ka Rechnung droen, sinn ech mer bewusst.

Mä ech muss lech awer soen, perséinlech sinn ech der Meinung, et ass besser wann en Handwerker weess wat 90 Grad sinn a wat e rechte Wénkel ass, wéi dass hie vläicht herno ka sengem Client den 30-jährege Krich erklären, wou kënnt deen hier, wéi ass deen entstanen, wat sinn d'Auswirkungen a wéi laang hunn d'Fridensverhandlung gedauert.

4. Et sinn 30 Schoulstonnen, déi virgesi sinn, dobäi sinn dräi Stonne Fräiraum virgesi pro Schoulgebai, an et ass ewell ugeklongen, dat hat ech, muss ech soen, net esou gelies gehat, datt all Enseignant a senger Klass eng bestimmte Stonnenzuel bleift, wou e ka mat senger Kanner fräi schaffen.

(M. Jean Spautz reprend la Présidence)

An der PISA-Etüd hat sech erausgeschield, datt eis Kanner och nach vläicht d'Wëssen hunn, mä net amstand sinn hiert Wëssen ze applizéieren. Deem Manktum kënnt dëse Pilotprojet op alle Fall no, an ech mengen, dat heiten ass elo well eng interessant Ausriichtung, wann een dorunner denkt datt mer vu Schoulautonomie schwätzen an datt jo anscheinend jiddereen heibannen, oder relativ jiddereen heibannen, d'accord ass, datt mer an deem Beräich mussen a solle schaffen.

5. Déi gréisste Charge an deem Pilotprojet, a wann ech Pilotprojet schwätzen, da mengen ech dat och esou, déi kënnt op déi Proffen duer, déi sech engagéiert hu fir dëse Pilotprojet ab September 2003 un d'Rullen ze kréien. Sécher, e Pilotprojet ass ëmmer eppes Delikates, wéi dat och vu mengem Virriedner gesot ginn ass, well et sinn ëmmer d'Kanner em déi et geet, mä dat wat mir als Ausso, esou gutt am Débat d'intégration wéi am Débat iwwer PISA haten, war, datt mer gutt Léierpersonal brauchen, engagéiert Personal, Personal dat op d'Kanner ageet.

Dat sinn alles Kritären, wou a priori dëse Pilotprojet wäert de Maximum

vun den Enseignanten erwaarden. Engersäits elo beim Ausschaffe vun deem Pilotprojet an herno bei der kontinuéierlecher Ëmsetzung, esou datt ech vun hei aus nëmme ka soen, och do kënnst dese Pilotprojet dem Wonsch vun dëser Chamber no. Ech wëll am Viraus all deene Proffen an all deene Schoulgebaier merci soen, déi sech engagéieren fir dese Projet ëmzesetzen. Ech kann hinnen nëmme bonne chance bei där Ëmsetzung wënschen.

Ech soen lech merci fir d'No-lauschteren.

M. le Président. - D'Wuert huet elo den Här Jean Colombero.

M. Jean Colombero (ADR). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass eng Tatsaach, dass all drëtte Schüler hei zu Lëtzebuerg déi siwent Klass vum technesche Sekundarunterricht net packt. An der aachter an nengter Klass läit d'Quot bei 20%. An der zéngter Klass bei 30%. Dese Phänomene ass scho laang bekannt an dofir ass et ëmsou erfroerlecher, wann een Alternativen ugebuede kritt.

Bei deemem Projet hu mer als ADR, sous réserve vun deem wat d'Madame Minister eis elo soe wäert, e schlecht Gefüll. Esou ginn an deemem Pilotprojet künfteg zwee Drëttel vun der Unterrichtszäit der Vermittlung vun engem minimale Wëssen an engem obligatoreschen Inhalt zur Verfügung gestallt. Een Drëttel steet deene verschiddene Schoule fräi, fir de Programm esou ze gestalten, wéi si et wëllen.

Vu ville Säite gëtt en Nivellement vers le bas prophesiert. Dëser Meinung si mir als ADR och. Wann een déi virprogramméiert dräi Filiären ofschaaft, da komme Kanner zesammen, déi verschidden Intelligenzcapacités hunn. Déi besser Schüler mussen sech deene schlechte Schüler upassen a ginn net méi gefuerdert. Domat wäerte vill Elteren awer Problemer hunn an dese Projet net akzeptéieren.

Déi Fro, déi ee sech da rechterweis stellt: Wat geschitt, wann d'Elteren net wëllen dass hir Kanner dese Pilotprojet matmaache sollen?

Mir dierfen net de Wee aschloen, dass mer eis Problemer op deem Wee léisen, dass mer ëmmer manner Lehrstoff ubidden. Mir hunn den Opnahmexamen ofgeschaaft. Fir de Moment ginn d'Schüler no zweifelhaftere Kritären entweder an de Classique oder an den Technique orientéiert. Wa mer elo higin a mir schafen d'Filiären of, da risquéiere mer, dass mer intelligent Schüler, déi d'Chance net hate fir an de Classique ze kommen, Stéchwuert Numerus clausus, demotivéieren, an dat mussen mer verhéieren.

Méi interessant wär et zum Beispill, fir verschidden Zyklen anzeféieren. Déi staark Schüler géifen déi dräi Joer an zwee Joer maachen an déi schwach Schüler géifen déi dräi Joer an dräi oder véier Joer absolvéieren.

Generell muss ee sech d'Fro awer stellen, wéi wär et, wann een déi noutwenneg Schoulreform géif vun ennen ufänken, an der Primärschoul, well hei gëtt et Kanner mat Schwierigkeeten, mat Dyslexie, mat Dyscalculie an Integratiounsschwierigkeeten. Hei stelle sech d'Weihe fir d'Zukunft an net an der Mëtt vun der Sclolaritéit, wou am Prinzip d'Orientatioun scho gestallt ass. Mir sinn d'accord, dass ee muss agräifen, mä firwat grad an der Mëtt?

Wa mir mat enger gewëssener Schoulautonomie averstane kënnen sinn, esou mussen mer awer bemängelen, dass dese Projet vläicht net gutt duerchgeschafft ginn ass an dass déi verschidden Haaptacturen um Terrain net mat deemem Projet befaasst goufen.

Mir sinn eis allequerten eens, mir wëlle gär den Echec an der Schoul verhéieren. Eis Impressioun ass

awer, dass mer hei um falsche Wee sinn an eise Bildungssystem net besser wäert ginn, well de Gruef tëschent dem Classique an dem Technique wäert mat deemem Projet méi grouss ginn.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Serge Urbany agedroen. Den Här Urbany huet d'Wuert.

M. Serge Urbany (déi Lénk). - Här President, wéi Verschiedener vu menge Virriedner hunn ech och de Projet net als solche gelies. Ech hu virun allem Reaktiounen zu dem Projet gelies, an ech kann an deenen zwou Minuten, déi ech hei hunn, nëmmen op e puer allgemeng Saachen agoen a verweisen op meng Stellungnahme, déi ech ginn hu bei der PISA-Debatt, wou ech eng Motioun agereecht hunn, an där ech eng integréiert Gesamtschoul fuerderen, eng Motioun déi awer just vun der grénger Fraktioun ënnerstëtzt ginn ass.

Ech mengen, déi Beispiller, déi den Här Garcia virdru genannt huet, och dat Beispill aus Däitschland, hunn ënnerstrach, dass een net soll op sozial Selektioun an op homogen Klasse setzen, mä dass grad an deenen ënneschte Klasse vum Secondaire ee soll déi schwach Schüler ënnerstëtze fir de Leeschnungsniveau vun der ganzer Klass ze hiewen.

Dat setzt eng humanistesche Bildungsapproche viraus, déi, menger Meenung no, nëmme ka polyvalent sinn. Op där enger Säit setzt et en héijen Niveau vun Allgemengbildung viraus. Zur Allgemengbildung gehéieren och esou Fächer ewéi Geschicht, Philosophie, Literatur, Konschterzëiung, an zwar fir all d'Kanner, och déi Kanner déi de Moment an den Technique ginn. Op där anerer Säit setzt et eng gewësse Polyvalenz an der Berufsauswahl viraus. Dozou gehéieren Stagen an der Berufswelt fir all d'Schüler, och Schüler vum Classique.

Ech mengen wierklech, dass esou e Bildungsmodell mat esou Ziler noutwenneg wier, fir d'Schüler zu ganze Mënschen auszebilde mat wäitgefächerte Kompetenzen. Dee Message geet kloer aus der PISA-Studie ervir.

Ech mengen awer, dass d'Regierung esou e Wee net wëllt verfolge, wéi een och aus deene Reaktiounen kann erauslesen, déi zu deemem Projet komm sinn. Éischtens mécht se zwar e Schrëtt a Richtung vun engem beschränkten Tronc commun am ënneschten Zyklus vum Enseignement secondaire technique, mä si begleet dee Schrëtt awer mat enger katastrophaler, esou liesen ech dat an de Commentairen, Aushielegung grad vun deenen allgemeng bildende Programmer an zerstéiert domadder eigentlech den Inhalt vun all seriösem Tronc commun-Usaz. Weinstens ass dat déi Konklusioun, déi ee kann aus deem Ganzen zéien, wann een d'Press liest a wann een d'Commentairen vun deene bezaifene bezaifene Kreeser kuckt.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - D'Wuert huet elo d'Madame Erziehungsminister, d'Madame Anne Brasseur.

Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech stelle mat Satisfactioun fest, dass eng ganz Partie Punkte vun deemem Projet, deen elo presentéiert ginn ass, bei de Fachleit an och hei op positiv Echoe stéisst, selbstverständlech mat Nuancen. Et ass och normal, dass hei Nuancé kommen, well wann een eng Léisung fir den Enseignement hätt, da wier et einfach. Wéi diametral opposéiert déi Tendenze kënnen sinn, gesäit ee bei

deenen zwou leschte Stellungnahmen, där vum Här Colombero, dee fäert et kéim zu engem Nivellement vers le bas, an déi vum Här Urbany, dee plädéiert fir en integréierten Tronc commun.

Ech wëll lech soen, dass dese Projet ausgeschafft ginn ass opgrond vu Constaten, déi mer am Ministère gemaach hunn, mä och hei an der Chamber, nämlech dass mer enorm Echecen am Secondaire technique hunn, zemoos no der Dixième.

Et ass wouer, dass dat net am Detail an deem Pabeier steet, wat och net de But vun deem Pabeier wor, mä dat ass e Constat, well d'Schüler ganz oft falsch orientéiert sinn a well mer ganz oft eng Approche hunn, wou mer bis elo d'Punkten als eenzege Kritär, mat der Note-profil zwar derbäi, geholl hunn, an da Schüler an eng Direktioun bal gedriwwen hunn, wou den Echec virprogramméiert wor.

Ech wor dës Deeg an enger Réunion, wou e jonke Mënsch opgestanen ass, deen no der Neuvième, well en déi néideg Moyenne hat, an eng Techniciensformatioun gaangen ass vun Informatiker. En ass duerchgefall. Do huet en d'Joer nach eng Kéier widerholl an do ass en nach eng Kéier duerchgefall. Dunn ass en op déi nei Formatioun vun CATP gaange fir Informatiker ze ginn. Och dat huet en net gepackt an elo gëtt de Jong finalement Mécanicien an en ass frou doriwuer.

Da soen ech mer, firwat den Détour? Mä en huet dee gemaach, well e genuch Punkten hat fir an déi Formatioun vum Technicien ze kommen. Mä wann ee méi genee analyséiert hätt wou seng Stärken a seng Schwächen waren, hätt een direkt kënnen soen, e soll net an déi Formatioun vun dem Informatiker goen, well em do déi néideg Kompetenz gefeelt hunn. Fir dat awer kënnen ze maachen, fir e Schüler richteg anzuschätzen, muss een e kennen. An dofir mussen d'Schüler begleet gi vu Septième, Huitième an Neuvième. An dohier d'Iddi Gruppen ze maachen, déi stabel sinn, wou manner Enseignanten intervenéieren a wou déi de Schüler kënnen a senger Sclolaritéit begleeden, dass se net nëmme seng schoulesch Leeschtunge kënnen kucken, dat ass eng Saach, mä och all déi aner Facetten, fir en da besser kënnen ze orientéieren. Dat sinn iwwregens d'Projeten, déi et och schonn an aner Schoule gëtt, wéi zum Beispill am Lycée Technique vun Esch mat dem Projet Avanti, déi d'Kanner an engem Tutorat begleeden, wou och beispillsweis eng Stonn manner Franséisch gemaach gëtt, an dat am Konsens mat allen Enseignanten.

Zu Ettelbréck hu se probéiert d'Klasse stabel ze halen a se ze begleeden. Bei der expérience pilote ass probéiert ginn, déi Leit aus deene Programmkommissiounen ze huelen, wou déi gréisste Schwierigkeete bei de Schüler festzestellen waren. Dat war d'Franséisch, dat war d'Däitsch an dat war d'Mathematik. An dat si Fachleit an déi hu geschafft, well et gëtt ëmmer gesot, dee geheime Grupp. Dat war an de Programmkommissiounen gewosst, dass een do kënnst eng Hand mat upaken, an do sinn eng Partie Leit, déi hu mat ugepaakt. Et ass dann nach gesot ginn, jo wie war dann nach an deene Gruppen dobäi. Et ware Vertrieeder vum Collège des Directeurs dobäi. Et waren Enseignanten aus dem Ministère, déi vum Ministère choiséiert gi sinn, an et war zum Beispill eng Vertrieederin dobäi, déi genee de Portfolio vum Conseil de l'Europe iwwert d'Sproochen, den Här Fayot huet dovunner geschwat, suivéiert, fir och déi Notion mat eran ze bréngen, a fir de

wëssenschaftlechen Aspekt ass e Professor vun der Universitéit vun Namur, dee Spezialist ass an der Definitioun vun de Socles de compétences.

Well wat geschitt bis elo? D'Schüler kommen op eng Septième. Si setzen do zesammen an da gëtt derno getrennt. Si hu Proffe während enger Stonn, zwou Stonnen. Si kommen erëm an aner Klassen. Et ass net esou wéi een d'Kanner soll begleeden, a wann et ons eescht ass, all déi Débaten déi mer hei hatten, an d'Madame Durdu huet deen iwwert d'Integratioun och nach ervirgestrach, da mussen mer do den Hiewel usetzen. Wéi dat am Detail awer ausgesäit, dat wollte mer ebe just mat deenen, déi et um Terrain ëmsetzen, diskutéieren an dofir ass dee Pabeier net méi prezis, well et soll een dat net laanscht d'Leit vun der Praxis maachen, mä et soll een et mat de Leit maachen, an et sinn effektiv véier Lycées déi sech gemellt hu fir do matzemaachen. Wéi hunn déi Lycées decidéiert fir matzemaachen? Dat ass och ënnerschiddlech.

Mir kënnen engem Lycée jo net soe wéi e säi Choix soll treffen. Bei där enger ass d'Plénière gefrot ginn. Do hu sech 85% vun den Enseignanten dofir ausgeschwat. Bei aneren ass et eng Delegatioun vun Enseignanten, déi sech dofir ausgeschwat huet. Dat ass ënnerschiddlech.

Et sinn och Schoulen, déi mat enger ganzer Partie Punkten heivun averstane sinn, déi awer gär méi Prezisioun gehat hätte fir weider ze fueren. An dann natierlech ass déi Approche wou gesot gëtt, et muss wierklech dat eent oder dat anert Fach verschwannen. Mir müssen einfach vun deem rengen Fachdenken ewechkommen, a vum Schüler ausgoen an ze soen, wat brauch deen a wat muss en errechen. A wa mer wëllen dass sech méi em d'Schüler gekëmmert gëtt, dass den Enseignant d'Schüler besser kennt, jo da muss e méi Stonne pro Woch enseigner, an da muss een eng Fächerkombinatioun, wéi zum Beispill Geschicht mat Geographie, kënnen virgesinn, oder firwat net de Sproochenunterricht och benotze fir Eveil à la culture.

De Projet ass, contrairement zu deem wat dabousse gesot gëtt, net eng Reform. Et ass e Projet pilote wou d'Schoulen op fräiwëlleger Basis kënnen matmaachen. Et ass also e Projet, deen och net vum Ministère imposéiert gëtt. Et ass weider e Projet, deen net en Tronc commun mécht, an als Regierung si mer ganz kloer net fir den Tronc commun. Et ass also och kee Virleef vum Tronc commun.

De Projet ass och net en Nivellement vers le bas, an et ass och net richteg ze soen, an där Schoul géint et dann no ënne goen, well et kënnst een net duerchfalen. D'Evaluationskritäre bleiwe bestoen, mä et gëtt méi gefächert, évaluéiert, dat heescht dass net nëmmen an engem Fach eng Note erauskënnst, mä dass dat opgedrëtt gëtt. Beispillsweis an der Mathematik kann et ganz gutt sinn, dass d'Kanner gutt am Rechen sinn, awer Schwierigkeeten am méi abstrakten, an der Algèbre hunn, da soll een dat och certifiéieren wat se kënnen an d'Orientatioun dorop maachen.

Et sinn, Här President, eng ganz Partie vu Froen hei gestallt gi vun den Deputéierten, wéi déi iwwert d'Formatioun. Selbstverständlech kréien déi Leit, déi sech an deemem Projet engagéieren, eng Formatioun, a si kréien eng Formatioun continue. Dee Projet gëtt och wëssenschaftlech begleet, eng Kéier intern fir déi Leit, déi sech dauernd concertéieren, an da gëtt en awer och extern begleet, an et kënnst zu enger Evaluatioun déi konstant ass, well, an do ginn ech dem Här Fayot Recht, et dierf ee sech net ieren. A wann ee mierkt, dass Saachen an der Praxis net esou klappen, muss ee Souplesse genuch

hunn dat ze adaptéieren, an net waarde bis et zu engem Echec kënnst. D'Evaluatioun gëtt also gemaach. D'Methode wéi differenziéiert gëtt mussen selbstverständlech ausgeschafft ginn, an do gëtt et och net eng Method, déi een engem Enseignant ka proposéieren. Dat hänkt vun der Personalitéit vum Enseignant of, et hänkt vu sengem Fach of, mä et hänkt natierlech och vun der Klass of.

Eng Fro, déi gestallt ginn ass: Wéi ass et mam Choix vun den Elteren? D'Eltere ginn elo, wa se hir Kanner an d'Schoulen aschreiwen, informéiert iwwert dat wat se erwaart, a wa se mengen, dat wier net de richtige Choix, da kënnen se selbstverständlech hir Kanner och an eng aner Schoul aschreiwen. Mä ech géing jidderengem recommandéieren, wann een esou eng Schoul gewielt huet, dat positiv ze gesinn.

Den Här Garcia huet geschwat vun der Lange-Schule an Däitschland, mä zum Beispill ass dat eng Partnerschoul vum Lycée Aline Mayrîsch. Déi schaffe schonn elo mateneen, an de Lycée Aline Mayrîsch ass och eng vun deene Schoulen, déi am Secondaire technique deen hei Projet wëllt matmaachen.

Wéi et mat der Base légale ass, do muss ee soen, dass d'Texter ons d'Méiglechkeet ginn dat do ze maachen, well et ka jo net sinn, dass all Kéiers de Législateur misst beméit ginn, wann eng Ännerung un engem Programm ass.

D'Schoul ass schwéierfällig fir Ännerungen. Dat ass hei vu méi wéi engem Riedner gesot ginn. Dat ass richteg, mä dofir wëlle mer et zesumme mat deenen, déi wëllen dat do maachen, ugoen. Ech verheemlechen awer hei net, dass 900 Ennerschräfte vun Enseignant géint dese Projet koumen, well verschidde Leit mengen, si missten hir Spezialitéit exklusiv ënnerrichten, an ech gesinn awer dass ee fir d'Éischt muss d'Kanner kucken an da soen, wat ass dat Besch an där Situatioun fir d'Kand, an dass een dann den Unterrecht do mat drop opbaut.

Et ass gefrot ginn: Wéi ass et mam Régime Préparatoire? De Préparatoire fällt hei net drënner. Dee bleift separat am EST bestoen als Filière, well do hu mer Kanner déi esou vill Schwierigkeeten hunn, déi deen Niveau net erreche fir hei kënnen matzemaachen, mä hoffentlech kréie mer awer duerch de Préparatoire eng Partie Schüler op de Programm, dass se sech hei och kënnen integréieren.

Dat hei ass eng Préfiguration, wéi ech dem Här Fayot soen, fir de Projet de loi iwwert d'Lycées techniques, well dat just e Kadergesetz ass.

Vum Här Colombero ass gesot ginn, et dierf een net an der Mëtt ufänken beim Enseignement, et misst een ennen ufänken. Dem Här Colombero wëllt ech nach eng Kéier soen, mir hu schonn ennen ugefaangen, andeem mer an der Spillschoul reforméieren, an der Primärschoul reforméieren, Teamteaching am éischen an am zweete Schouljoer aféieren, eng nei Method fir Liesen a Schreiwen ze léieren, en neien Däitschunterricht. Dat gëtt gemaach. Mir kënnen awer net waarde bis déi Kanner erwuessen, gesinn awer dass mer hei am Cycle inférieur vum EST och enorm Problemer hunn, a waarde bis déi wéi éischte Schouljoer eropgewuess sinn a soen, dann haten déi, déi dertëscht leien, Pech. Ech mengen dat wär eng Attitud déi net responsabel wier.

Den Här Fayot huet a senger Interventioun gesot, et wier komplizéiert. Et ass komplizéiert, dat ass richteg, an et kann ee sech d'Fro stellen, ob de Plenum hei vun der Chamber d'Plaz ass, fir iwwer esou en technesche Projet ze diskutéieren.

D'Froe sinn och nach net all beäntwert, well mer soss mussen an d'Pedagogik eragoen. Dofir géing

ech lech, Här President, proposéieren, dass ech, mam Accord vun der Commission de l'Education

nationale, ënnert der Presidentschaft vun der Madame Durdu, mat menge Mataarbechter a mat deenen, déi an deem Groupe de travail deelgeholl hunn, wat net nëmme Leit sinn aus dem Ministère, an d'Kommissioun kommen, wou déi lech da kënnen Ried an Äntwert stoen zu all deene Punkten, déi haut sollen onkloer gewiescht sinn.

Ech soen lech op jidde Fall merci fir dësen Débat, an ech gesinn dass awer eng ganz Partie positiv Punkten elo schonn zréckbehale konnte ginn.

Merci villmools.

■ M. le Président. - Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss a mir wieren um Enn vun eiser Sitzung vun haut ukomm.

Déi nächst Sitzung ass muer Mëtwoch de 14. Mee a fänkt um halwer dräi un.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.01 heures)

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuurger Journal, Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic SA, Luxembourg

Concept et coordination générale:

media brain, agence en communication, Luxembourg

Chamber TV

weist all öffentliche Sëtzung
live an integral

An der Gemeng Bartreng um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

Zu Biwer an zu Wecker um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Bous um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Bërmereng um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Konter um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Dippech um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

Zu Iermsdref um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

Zu Esch-Sauer um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

Zu Nidder- an Uewerfeelen um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Gréiwemaacher um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Hieffenech um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Hesper um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt,
Ollem a Nospelt um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Mamer um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Manternach um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Medernach um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Sommaire des séances publiques

Communication page 599

4891 - Projet de loi modifiant

1) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat;

2) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat;

3) la loi modifiée du 28 mars 1986 portant harmonisation des conditions et modalités d'avancement dans les différentes carrières des administrations et services de l'Etat;

4) la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'Etat;

5) la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'Etat et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois;

6) la loi modifiée du 27 mars 1986 fixant les conditions et les modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'Etat peut se faire changer d'administration et portant création d'un commissariat du Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire

pages 599-614

Demandes en naturalisation pages 614-615

Ordre du jour page 615

Communications page 615

Accueil de M. Fidel V. Ramos, ancien Président de la République des Philippines page 615

Interpellation de M. François Bausch au sujet de la politique ferroviaire pages 615-628

Dépôt d'un projet de loi page 625

Communications page 628

Etablissement d'une liste de trois candidats pour un poste de Conseiller d'Etat pages 628-629

Heure d'actualité demandée par le groupe ADR au sujet de la mortalité des hêtres pages 629-631

4976 - Projet de loi portant approbation - de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Hongrie sur la coopération dans le domaine du tourisme, signée à Budapest, le 3 novembre 1995 - de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de Malte sur la coopération dans le domaine du tourisme, signé à la Valette, le 16 octobre 1992

pages 631-632

5057 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et l'ancienne République yougoslave de Macédoine, d'autre part, et l'Acte final y afférent et de l'échange de lettres remplaçant la signature de l'Accord, signé à Luxembourg, le 9 avril 2001

pages 632-633

Ordre du jour page 633

Ordre du jour page 634

Communications pages 634

Heure de questions au Gouvernement

- Question N° 296 du 13 mai 2003 de Madame la Députée Marie-Josée Frank au sujet du forfait d'éducation, adressée au Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse

pages 634

- Question N° 297 du 12 mai 2003 de Monsieur le Député Ben Fayot au sujet du profil des enseignants du précoce, du préscolaire et du primaire, adressée au Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

pages 634-635

- Question N° 298 du 13 mai 2003 de Monsieur le Député Robert Garcia au sujet de l'introduction de la nouvelle section G au sein du cycle supérieur de l'enseignement secondaire, adressée au Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

pages 635

- Question N° 299 du 12 mai 2003 de Monsieur le Député Ben Fayot au sujet des suites à donner aux initiatives énoncées lors du mini-sommet sur la défense européenne du 29 avril 2003, adressée au Ministre de la Défense

pages 635

- Question N° 301 du 13 mai 2003 de Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo concernant les conséquences du développement actuel de l'Euro, adressée au Ministre du Trésor et du Budget

pages 636

- Question N° 302 du 13 mai 2003 de Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo au sujet de l'état de la procédure dans le projet de construction du Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation, adressée au Ministre aux Relations avec le Parlement

pages 636

Question avec débat N° 28 de M. Serge Urbany relative à l'ONU et les relations futures entre Etats

pages 636-637

Heure d'actualité demandée par le groupe Déi Gréng sur le projet pilote dans le cycle inférieur de l'EST

pages 637-641

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 15 / 2002-2003

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
2042	Alex Bodry	Procédure d'établissement et d'approbation des plans d'aménagement communaux
2052	Jacques-Yves Henckes	Contrôle des rémunérations par la Cour des Comptes
2054	Jacques-Yves Henckes	Accidents routiers sous influence de drogues
2070	Ben Fayot	Sauvetage du site des villas gallo-romaines de Goebblange
2081	Gusty Graas	Panneaux d'information le long des autoroutes
2091	Gast Gibéryen	Reconnaissance de la langue luxembourgeoise en tant que langue officielle de l'Union européenne
2092	Nico Loes	Peste aviaire
2101	Renée Wagener	RTL Radio Web TV
2103	Serge Urbany	Manifestations pour la paix
2107	Jean Colombero	Risques liés aux bioaérosols générés par les composts
2108	Jean Colombero	Conditions de prise en charge des transports simples non urgents en ambulance
2109	Laurent Mosar	Copie privée et droit d'auteur
2113	Jean-Pierre Klein	Exclusion des enfants aveugles ou malvoyants de l'éducation précoce
2114	Laurent Mosar	Harmonisation de la fiscalité d'épargne
2115	Jacques-Yves Henckes	Taux réduit TVA pour disques compacts
2116	Aly Jaerling	Evolution de la production de miel
2117	Jacques-Yves Henckes	Participation du Luxembourg au test IGLU
2118	Aly Jaerling	Traitement par rayonnements ionisants des légumes secs et fruits secs
2119	Gusty Graas	Epidémie de pneumonies atypiques (SRAS)
2120	Xavier Bettel	Remboursement des perruques
2122	Marco Schank	Situation réglementaire des premixes à l'alcool
2123	Marc Zanussi	Conditions de récupération des archives de la Grande Loge du Luxembourg
2124	Marc Zanussi	Passeports pour étrangers
2125	Aly Jaerling	Qualité de l'eau potable à usage sur les foires et kermesses
2126	Mars Di Bartolomeo	Dépistage sélectif de la tuberculose
2127	Mars Di Bartolomeo	Trafic transfrontalier vers la France
2128	Mars Di Bartolomeo	Réforme du recrutement des universitaires auprès de l'Etat
2132	Jacques-Yves Henckes	Rythmes scolaires
2133	Mars Di Bartolomeo	Autotransfusion du sang
2134	Mars Di Bartolomeo	Propositions du Comité de surveillance du SIDA
2135	Jacques-Yves Henckes	Absentéisme à l'école

Question 2042 (12.2.2003) de M. Alex Bodry (LSAP) concernant la procédure d'établissement et d'approbation des plans d'aménagement communaux:

Depuis de longues années la procédure d'établissement et d'approbation des plans d'aménagement communaux a donné lieu à un certain nombre de critiques notamment quant à la complexité et à la lenteur des procédures légales.

Dans ce contexte et dans la perspective d'une réforme légale indispensable j'aimerais savoir des membres du Gouvernement concernés quel est l'état d'avancement des procédures d'adoption ou de modification des PAG des communes?

Pour quelles communes l'adoption définitive du projet d'aménagement ou de sa modification votée par le conseil communal n'a pas encore donné lieu à une décision ministérielle d'approbation?

Depuis combien de temps les délibérations afférentes des conseils communaux ont été transmises pour approbation aux ministres concernés?

De quelle façon le Gouvernement entend-il réduire les délais et rationaliser les procédures?

Réponse commune (18.4.2003) de M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur et de M. Eugène Berger, Secrétaire d'Etat à l'Environnement:

Sur 118 communes, 105 communes disposent d'un plan d'aménagement général dûment approuvé en exécution des dispositions des lois du 12 juin 1937 et du 11 août 1982.

Les communes de Rambrouch, Vianden, Walferdange, Fischbach, Septfontaines, Remerschen, Sandweiler, Steinsel, Colmar-Berg, Remich, Reisdorf et Lac de la Haute Sûre (cette dernière seulement partiellement) disposent d'un plan d'aménagement général voté (provisoirement ou définitivement), mais non encore soumis au Ministre de l'Intérieur.

Seule la commune de Berdorf ne dispose actuellement d'aucun plan d'aménagement général opposable aux tiers, suite au refus d'approbation de son projet de plan révisé en date du 29 janvier 2003.

Le plan d'aménagement général de la commune de Bettborn a été approuvé le 14 mars 2003, celui de Koerich le 28 février 2003 et celui de Schieren le 31 mars 2003.

Les Services du Ministère de l'Intérieur sont actuellement saisis de 3

plans d'aménagement généraux à soumettre à l'approbation du Ministre de tutelle:

Il s'agit des communes suivantes:

- Dudelange: les réclamations trouvant leurs origines dans les modifications apportées au plan d'aménagement général sont en cours d'instruction et feront sous peu l'objet de l'avis de la Commission;

- Sanem: le plan d'aménagement général a fait l'objet du vote définitif du conseil communal en date du 27 janvier 2003; les réclamations sont en cours d'instruction;

- Vichten: l'approbation ministérielle est imminente.

Si l'approbation des plans d'aménagement généraux a de par le passé pu connaître des délais importants, une rationalisation interne des procédures a permis de réduire ces délais à quelques mois.

A moyen terme, le projet de loi N°4486 concernant le développement urbain et l'aménagement communal permettra encore da-

vantage d'alléger les procédures et d'écourter les délais.

La procédure d'adoption des plans d'aménagement généraux, telle que prévue par ce projet de loi, maintenue pour des raisons de lisibilité et de facilité de compréhension similaire dans les grandes lignes identique à celle prévue par la loi du 12 juin 1937, innove en effet à cet égard en dispensant le projet du second vote du conseil communal lorsque aucune réclamation n'est présentée à la suite du premier vote du conseil communal, et introduit des délais impératifs à respecter par tous les autorités (commission, conseil communal et ministre) à toutes les étapes de la procédure d'adoption des plans d'aménagement généraux.

Quant à la procédure d'adoption des plans d'aménagement particuliers retenue par le projet de loi N°4486, celle-ci ne varie guère de celle prévue pour les plans d'aménagement généraux, si ce n'est que des délais abrégés (trois mois au lieu de six mois) sont prévus, que les mesures de publicité sont simplifiées (pas de réunion d'information) et que les plans d'aménagement particuliers ne seront plus soumis à l'avis de la Commission d'aménagement, mais fera l'objet d'un avis interne du Ministère.

En ce qui concerne les Services du Ministère de l'Environnement, sept dossiers de révision de plans d'aménagement communaux sont actuellement en cours d'instruction.

Ces dossiers sont avisés après transmission par le Ministère de l'Intérieur.

Il est à relever que depuis la mise en place d'un circuit administratif remanié les délais d'instruction de ce type de demandes d'approbation en vertu de l'article 2 de la loi modifiée du 11 août 1982 relative à la protection de la nature et des ressources naturelles ont été considérablement réduits à moins de six mois en moyenne.

Question 2052 (24.2.2003) de M. Jacques-Yves Henckes (ADR) concernant le contrôle des rémunérations par la Cour des Comptes:

Le contrôle par la Cour des Comptes de l'intégralité des dépenses de l'Etat effectuées pour rémunérer son personnel est basé sur l'article 4 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat ainsi que sur la loi budgétaire énonçant la procédure applicable aux engagements nouveaux de personnel au service de l'Etat et aux détachements de personnel d'un service à un autre.

Contrairement aux autres dépenses réalisées au nom et pour le compte de l'Etat, le contrôle des rémunérations se fait seulement a posteriori. En effet, les traitements des fonctionnaires, les indemnités des employés et les salaires des ouvriers sont avancés mensuellement par la trésorerie de l'Etat. Par la suite, ces paiements sont à régulariser par le biais d'ordonnances d'imputation.

La Cour des Comptes vise ces ordonnances et joint à son visa les observations qu'elle émet en relation avec les paiements avancés, sous le rapport tant de l'exactitude matérielle des pièces que de la légalité et de la validité des créances.

En matière de rémunérations, les observations que la Cour des Comptes adresse aux ordonnateurs interviennent ainsi après l'accomplissement des opérations de paiement.

Il convient de souligner que la procédure administrative contentieuse devant la Cour administrative, prévue par la loi au cas d'un différend persistant entre la Cour des Comptes et l'ordonnateur, n'a trouvé application que très rarement. En effet, la plupart des ordonnateurs ont préféré ne plus représenter à la Cour des Comptes leurs ordonnances d'imputation visées défavorablement. Ces paiements n'ont donc par trouvé de répercussions dans la comptabilité budgétaire.

Le total des avances pour rémunérations d'agents de l'Etat restées en souffrance s'élevait fin 2000 à 5,8 milliards de francs (143.778.244 €) et à près de 7 milliards de francs (173 millions €) fin 2001.

Je voudrais dès lors poser les questions suivantes:

1. Pouvez-vous me confirmer ces chiffres et m'indiquer avec précision tous les points de litige avec la Cour des Comptes?

2. Pour quelles raisons ces litiges ne sont-ils pas transmis à la Cour administrative?

3. Est-il exact que les 5,8 milliards voire les 7 milliards de francs ne sont pas comptabilisés comme dépenses alors qu'elles sont contestées? Est-il exact que du fait des avances faites et de la non mise en compte comptable de ces dépenses la réserve budgétaire est en fait surévaluée de quelque 5,8 à 7 milliards de francs?

Réponse conjointe (9.5.2003) de Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur et de M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget:

En réponse, il y a lieu de rappeler qu'en application de l'article 22, alinéa 2 de la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat, «l'ordonnateur engage, liquide et ordonnance sous sa responsabilité les dépenses à charge des crédits budgétaires mis à sa disposition. Il doit s'assurer de la légalité et de la régularité de ses actes et respecter les plafonds des crédits budgétaires».

En ce qui concerne toute la période antérieure au 1^{er} janvier 2001, il y a lieu de préciser que chaque département ministériel procédait à l'émission des ordonnances d'imputation relatives aux administrations placées sous sa responsabilité, tandis que l'Administration du Personnel de l'Etat s'était vu confier un rôle de coordinateur par décision du Gouvernement en Conseil du 19 juillet 1991.

La régularisation des arriérés en matière d'imputation des rémunérations des agents de l'Etat fait l'objet des travaux d'un groupe de travail interministériel.

Sur base de ces travaux, le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative a procédé récemment à l'émission d'une ordonnance unique reprenant sur une même ordonnance les montants non liquidés de l'exercice 2000.

Dès lors, les problèmes soulevés par l'honorable député ne concernent que les exercices antérieurs à l'exercice 2000. Les rémunérations des exercices 2001 à 2002 ont toutes été imputées budgétairement. Ces exercices ont déjà profité d'un changement du système de contrôle du paiement des rémunérations des agents de l'Etat. En effet, en application de la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat et depuis le 1^{er} janvier 2001, l'ensemble des rémunérations des agents de l'Etat doivent être soumises au contrôle préalable de la Direction du Contrôle financier et non plus, comme dans le passé, à la Cour des Comptes dont le contrôle s'exerce désormais uniquement a posteriori.

Question 2054 (24.2.2003) de M. Jacques-Yves Henckes (ADR) concernant les accidents routiers sous influence de drogues:

D'Statistike beleëen, datt eng grouss Zuel vun de Verkéiersaccidenter op Drogekonsum zréckzeféiere sinn. Zu den „zentral dämpfenden“ Droge gehéieren Heroin, Codein, Morphín, Methadon, souwéi Schlof- a Berouegungsmëttelen. Stimuléierend Droge si Kokain, Amphetamin an Ecstasy, déi awer beim Noloosse vun der Wirkung zu Erschöpfung féieren. LSD, Mescalin a Psilocybin sinn halluzinogen Drogen. All dës Droge beaflossen d'Fuersécherheet zum Deel ganz staark.

Am Saarland waren am Ieschte Joer 70 Accidenter op Drogekonsum zréckzeféieren. 1.000 gréisstendeels jonk Chauffeure si vun der Police erwéscht ginn. Doniewent huet d'Police am Saarland d'Vermutung, datt just all 600sten Drogefahrt entdeckt gëtt. Dofir bitt d'Police am Saarland elo bei Verkéierskontrollen en Drogeschnelltest (zu 97% sécher) un. Dës Tester ginn zouverlässeg un, wéi eng Aart Droge konsuméiert gi sinn. Dës Tester, déi d'Géigestéck zu den Alkoholtesten sinn, ginn de Polizisten Sécherheet iwwert den Drogekonsum a bréngt fir déi Kontrolléiert keng Nodeeler mat sech. Viru Geriicht gëtt awer weiderhin nëmmen d'Blutanalyse als Beweis. Och a Frankräich ass de Législateur op dee Wee gaangen.

Kënnen déi Häre Ministere mir duerfir dës Froe beäntweren:

1. Wéivill Verkéiersaccidenter sinn hei zu Lëtzebuerg op Drogekonsum zréckzeféieren?
2. Wéi gëtt zu Lëtzebuerg bei de Verkéierskontrollen den eventuellen Drogekonsum iwwerpréift?
3. Benotzt d'Police zu Lëtzebuerg och schonns déi Drogeschnelltester? Wann net, wéini gedenkt d'Regierung dës Tester och zu Lëtzebuerg anzeféieren?
4. Sinn d'Polizisten zu Lëtzebuerg forméiert, fir en eventuellen Drogekonsum ze erkennen?
5. Wéi gëtt den Drogenkonsum am Verkéier hei zu Lëtzebuerg bestrooft; z. B. um Geriicht oder beim Punktführerschäin?

Réponse commune (2.5.2003) de M. Henri Grethen, *Ministre des Transports*, de M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur* et de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*:

Dans sa question l'honorable député demande des renseignements au sujet de la conduite de véhicules sous l'influence de drogues au Luxembourg, dont notamment le nombre d'accidents causés par des chauffeurs qui se sont trouvés sous l'influence de telles substances, les moyens utilisés pour constater la présence de drogues lors des contrôles sur route, la formation afférente des fonctionnaires de la police grand-ducale ainsi que les sanctions applicables en la matière.

En 2002, la police grand-ducale a constaté 61 affaires de drogues en relation avec la conduite automobile entraînant une inculpation pour mise en danger de la circulation due à la consommation de drogues. 17 procès-verbaux faisaient mention d'une inculpation de consommation de produits hallucinogènes en relation avec un accident.

Au niveau de l'enquête policière, il n'est pas possible de déterminer le nombre des accidents dont la cause principale constituait l'emploi de drogues, car le résultat de l'analyse médicale n'est pas communiqué à la police. Par référence à

des études étrangères il est estimé que pour un pourcentage de plus ou moins 20% des accidents il existe une interférence entre alcool et drogues. Or, les symptômes de l'alcool dominant normalement à tel point que les traces d'une consommation de stupéfiants ne sont souvent pas décelées.

Le cadre légal pour la détection de la présence de drogues et de médicaments lors des contrôles sur route est tracé par les dispositions de l'article 12 paragraphe 4 sous 3. de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, autorisant les forces de l'ordre à astreindre tout conducteur ainsi que, en cas d'implication dans un accident, tout piéton à subir un examen médical «... s'il manifeste un comportement caractéristique résultant de l'emploi de produits hallucinogènes ou de drogues ou de la consommation excessive de substances médicamenteuses.»

Les infractions constatées sont sanctionnées par une peine d'emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 251 à 5.000 euros ou d'une de ces peines seulement et, le cas échéant, par une interdiction de conduire de 3 mois à 15 ans. En même temps, le capital de points dont est doté tout permis de conduire est réduit de 4 unités.

Comme indiqué ci-avant, le seul moyen de contrôle légalement autorisé pour dépister la présence de drogues lors des contrôles sur route est l'examen médical à effectuer par un médecin sous la condition préalable que la personne concernée manifeste un comportement caractéristique résultant de l'emploi de produits hallucinogènes ou de drogues. Par conséquent:

- la détection par le biais d'un examen médical ne peut être engagée que si l'agent en charge du contrôle constate un comportement caractéristique;
- la condamnation dépend du fait que l'examen médical confirme un danger pour la circulation sur la voie publique.

Dans le cadre de l'application de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie, l'examen médical, qui est d'ailleurs le même que celui prévu par la législation routière, peut être complété par une prise de sang ou tout autre prélèvement approprié. Les peines d'emprisonnement et/ou d'amende prévues pour usage illicite de drogues dans le cadre de cette même loi sont différenciées notamment en fonction de la substance consommée. Conformément à l'article 16 de la loi modifiée du 19 février 1973 précitée, les tribunaux pourront prononcer également une interdiction de conduire un véhicule automobile ou un aéronef pour une durée de 3 mois à 15 ans. Ces dispositions ne sont cependant pas spécifiques à la circulation routière mais relèvent du droit pénal commun dans l'hypothèse d'un usage illicite de drogues.

Les dispositions légales en rapport avec les stupéfiants sont enseignées lors de la formation de base à l'école de police et lors de la formation continue concernant les agents locaux „drogues“. Elles concernent plus particulièrement l'article 12 de la loi modifiée du 14 février 1955 précitée ainsi que les dispositions de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie.

Dans le cadre de ces cycles de formation l'ensemble des aspects se rapportant à la problématique des drogues, dont notamment les effets et les comportements typiques sont examinés.

Question 2070 (4.3.2003) de M. Ben Fayot (LSAP) concernant le sauvetage du site des villas gallo-romaines de Goeblange:

L'association «D'Georges Kayser Altertumsfuerscher» de Nospelt est un groupe d'archéologues bénévoles qui a développé ces dernières années une importante activité de fouille et de sauvetage archéologique dans le canton de Capellen.

Suivant le dernier bulletin de cette association «Den Ausgriewer» il appert que les villas gallo-romaines de Goeblange/Miecher, dégagées au cours des dernières années, se trouvent dans un triste état. Suite à une lettre du collègue échevinal de Koerich, Mme le Ministre avait répondu le 8 novembre 2000 que «le Service des Sites et Monuments nationaux se chargera de la consolidation des vestiges mis à jour». A ce jour, rien n'a été fait. De même, un appel de l'association audit Service des Sites et Monuments n'a pas été entendu.

J'aimerais donc savoir si le Ministère de la Culture est prêt à s'occuper des travaux d'entretien des villas 1 et 2, de la consolidation des villas 3, 4 et 5 et d'une mise en valeur aux fins d'explication et d'information des visiteurs de cet important site archéologique. Quand ces travaux pourront-ils être entrepris? Mme le Ministre peut-elle faire état d'un calendrier précis pour le sauvetage du site?

Réponse (21.3.2003) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

Après vérification auprès du Service des Sites et Monuments nationaux, j'ai l'honneur de vous informer que les marchés suivants ont été conclus et exécutés avec une firme spécialisée et que les travaux de consolidation et de mise en valeur des vestiges des villas romaines s'étendent sur les années: 1993, 1994, 1995, 1996, 1999 et 2000.

Vu les intempéries, le marché de 2002 - dont les travaux avaient été prévus pour la fin de l'année - a dû être reporté au printemps 2003 (voir marchés en annexe). Par conséquent, les travaux commenceront dans un proche avenir (*annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés*).

Question 2081 (11.3.2003) de M. Gusty Graas (DP) concernant les panneaux d'information le long des autoroutes:

Le long des grands axes autoroutiers étrangers sont souvent installés des panneaux renseignant sur les régions attrayantes ou des sites culturels intéressants. Ces panneaux ont pour mission principale d'augmenter la notoriété de ces régions afin d'attirer davantage de touristes. Abstraction faite de quelques exceptions, on ne trouve guère de tels panneaux le long de notre réseau autoroutier. Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

- Selon quels critères de tels panneaux d'information sont érigés le long de nos autoroutes?
- Afin de rendre encore plus attractif certains points touristiques (musées, parcs de loisirs, sites historiques...), est-ce qu'il n'y a pas lieu d'installer des panneaux de renseignement supplémentaires le long des nos autoroutes?

- Est-ce qu'il est prévu de placer de tels panneaux le long de la nouvelle liaison avec la Sarre et, dans l'affirmative, lesquels?

Réponse commune (6.5.2003) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, *Ministre des Travaux publics* et de M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable député M. Gusty Graas il y a lieu de préciser tout d'abord que le panneau d'information touristique est un moyen efficace et utile pour informer les usagers de la route sur la nature des paysages qu'ils traversent et sur les attractions touristiques, sites historiques et établissements culturels qui se trouvent dans la région.

Comme la perception de chaque panneau est toutefois de nature à distraire les automobilistes et à diminuer par conséquent leur concentration sur la circulation, il y a lieu de ne pas surcharger les conducteurs d'informations et il faut appliquer avec modération le nombre de panneaux d'information touristique. Lorsque la vue des usagers de la route se dégage sur un site typique ou intéressant ou lorsqu'on approche la silhouette d'une ville ou d'un monument, il est d'un intérêt indéniable de profiter d'un panneau pour fournir l'information afférente.

Les renseignements concernant les sites ou édifices non visibles de l'autoroute sont à donner sur des panneaux à placer à un endroit stratégique où ils ne sont pas source de danger quelconque, tout en fournissant des indications pour les chemins d'accès (p.ex. Musée des Mines prochaine sortie).

Il va sans dire que les panneaux touristiques ne doivent pas entrer en conflit avec la signalisation routière et les panneaux d'indication de l'autoroute.

Les choix des destinations à afficher doit se faire en concertation avec les Ministères du Tourisme et des Affaires culturelles, le choix du site le plus approprié étant de la compétence de l'Administration des Ponts et Chaussées.

Reste à signaler qu'exception faite des panneaux renseignant sur les paysages typiques, l'initiative de la pose des panneaux n'émane pas des Services de l'Administration des Ponts et Chaussées.

Question 2091 (18.3.2003) de M. Gast Gibéryen (ADR) concernant la reconnaissance de la langue luxembourgeoise en tant que langue officielle de l'Union européenne:

Am Fréileng (Abréil) vum Iafende Joer wäert Malta de Baitrétsvertrag mat der Europäescher Unioun ënnerzeechnen. Dëst nodeems eng Majoritéit vum maltesesche Vollek sech an engem Referendum fir en EU-Baitrétt ausgesprach huet. Ab Mee 2004, nom Baitrétt vun der maltesescher Inselgrupp, ass Lëtzebuerg dann net méi de klegsten EU-Memberstat. Mä, am Géigesaz ze Lëtzebuerg, huet dësen zukünfteg klegste Memberstat elo schonns erreecht, datt seng Nationalsprooch, d'Maltesesch, als offiziell EU-Sprooch unerkannt gëtt.

Dofir dës Froen:

1. Wéi ass et ze erklären, datt elo d'Nationalsprooch vum zukünfteg klegsten EU-Memberstat, als offiziell EU-Sprooch unerkannt gëtt, am Géigesaz zur Nationalsprooch vu Lëtzebuerg, ee vun de sechs Grënnerstate vun der Unioun?
2. Firwat ass eis Nationalsprooch nach ëmmer net als eng vun den offiziellen EU-Sproochen unerkannt?

3. Wier et net un der Zäit, datt Lëtzebuerg an der Sproochefro, als souveraine Stat an der EU an als Grënnermember vun dësem Staatebond, méi selbstbewusst optritt?

4. Wat wëllt d'Regierung konkret ënnerhuelen, respektiv wat huet se schonns ënnerholl, fir och der Lëtzebuerg Sprooch ze hirer Unerkennung ze verhëlfen?

Réponse (24.4.2003) de Mme Lydie Polfer, *Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur*:

D'Fuerderung vun der maltesescher Regierung, maltesesch als offiziell EU-Sprooch unerkannt ze kréien, ass vum EU Rot ugeholl ginn, well hir Sprooch als „offiziell Sprooch“ am Artikel 5 (2) vun der maltesescher Konstitioun ageschriwwen ass.

D'Europäesche Kommissioun huet an engem „non-paper“ d'Situatioun vun der maltesescher Sprooch analyséiert an den EU Regierunge recommandéiert dem Malteseschen de Statut als offiziell EU-Sprooch ze ginn. D'Kommissioun huet festgestallt, dass d'Maltesesch vun allen Institiounen vum maltesesche Stat (Parlament, Regierung, Gerichter) benotzt gëtt. An der maltesescher Konstitioun gëtt d'Maltesesch am Artikel 5 (1) als Nationalsprooch vu Malta definiert, an am Artikel 5 (2) als „offiziell“ Sprooch nieft dem Engleschen. Maltesesch ass och als „Sprooch vun de Gerichter“ definiert (Artikel 5 (3)). Den Artikel 74 vun der Konstitioun gesäit fir, dass all Gesetzer op Englesch an op Maltesesch aktéiert solle ginn. Dofir gëtt och den acquis communautaire op Maltesesch iwwersat.

Wat déi lëtzebuergesch Sprooch ubelaangt, ass am Artikel 1 vum Gesetz vum 24ten Februar 1984 iwwert de Sproocheregime festgueluecht ginn, dass d'Lëtzebuergesch Nationalsprooch ass. Den Artikel 2 gesäit awer vir, dass déi franséisch Sprooch déi vun der Gesetzgebung ass. Als administrativ Sprooch an als Sprooch vun de Gerichter sinn, nieft dem Lëtzebuergesch, och Franséisch an Däitsch festgehal ginn. Wëll d'Lëtzebuergesch net d'Sprooch vun der Gesetzgebung ass, ginn d'EU Gesetzestexte och net op lëtzebuergesch iwwersat.

Et wier also kontradiktöresch ze fuerderen, dass all EU Texte - Traitéen, Reglementer an Direktiven - sollten op lëtzebuergesch iwwersat ginn, wou awer eis national Gesetzgebung net op lëtzebuergesch formuléiert a publizéiert gëtt.

Question 2092 (18.3.2003) de M. Nico Loes (CSV) concernant la peste aviaire:

Depuis fin février 2003, la peste aviaire (influenza aviaire) a été détectée dans des exploitations avicoles de la province de Gelderland aux Pays-Bas. Le 2 mars 2003, le laboratoire de référence, l'Institut central de lutte contre les maladies animales à Lelytad a confirmé cette crainte d'autant que les analyses ont montré que la souche virale responsable est du sous-type H7 et qu'elle correspond à une forme hautement pathogène. La gravité de la situation sanitaire aux Pays-Bas a imposé de prendre des mesures de précaution en Belgique.

Immédiatement après que fut connue la nouvelle de l'apparition de la maladie aux Pays-Bas, 29 exploitations avicoles belges ont été cataloguées comme exploitations à risques. Ce sont des exploitations où des poussins d'un jour, des volailles d'élevage ou des œufs à couver ont été importés des Pays-Bas, et qui ont été placées sous surveillance renforcée. Ces exploitations sont soumises à des mesures de précaution strictes, qui

ne sont levées que lorsqu'il est établi qu'elles n'ont pas été contaminées par l'influenza aviaire. Les œufs à couver provenant des zones contaminées aux Pays-Bas ont été détruits. Depuis lors, 10 des 29 exploitations ont été débloquentées. Des symptômes suspects n'ont été constatés dans aucune des exploitations.

Il se pose dès lors un certain nombre de questions relatives à la situation au Luxembourg, que je désire poser à M. le Ministre de l'Agriculture:

- Est-ce qu'il existe des exploitations au Luxembourg qui méritent des mesures de précaution particulières?
- Quelles seraient ces mesures de précaution en cas de l'apparition de la peste aviaire? Est-ce que le Gouvernement a pris les mesures nécessaires quant à l'importation de produits avicoles en provenance des Pays-Bas et de la Belgique afin de protéger aussi bien les producteurs que les consommateurs?
- Est-ce que les instances luxembourgeoises concernées sont à même de gérer un éventuel déclenchement de la peste aviaire au Luxembourg?
- Est-ce que le Gouvernement luxembourgeois a été averti par les autorités néerlandaises et belges au moment de l'apparition de la maladie? Existe-t-il un mécanisme de concertation avec les autorités belges et néerlandaises afin de limiter les risques de contagion pour les exploitations luxembourgeoises?

Réponse (28.4.2003) de M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*:

1. Sur base de la décision (CE) N°91/398 un réseau informatisé de liaison entre autorités vétérinaires a été créé qui gère notamment tous les échanges d'animaux vivants.

Les recherches dans ce réseau, ainsi que les recherches des autorités néerlandaises et belges, ont été établies pendant la période à risque aucun transport en provenance d'une région à risque n'a eu lieu à destination du Luxembourg.

Il n'y a donc pas de raison pour qu'une exploitation au Luxembourg nécessite une surveillance particulière en rapport avec l'importation en provenance de ces deux pays.

2. Les mesures à prendre en cas d'apparition de peste aviaire sont définies dans la directive 92/40/CEE, transposée en droit national par un règlement grand-ducal du 12 février 1993, ainsi que dans le plan de lutte contre l'influenza aviaire mis au point par les Services vétérinaires en juillet 2000.

Ces mesures comprennent entre autre l'élimination des animaux de l'exploitation concernée et d'autres exploitations à risque, la mise en place de zones de protection et de surveillance avec toutes les mesures y relatives, ainsi qu'une recherche épidémiologique.

Dans le cadre des dispositions en matière d'échanges intracommunautaires, le Gouvernement ne peut prendre des mesures restrictives que suivant la clause de sauvegarde.

Dans le cas d'espèce il s'avère inutile de prendre de telles mesures car les autorités néerlandaises et belges, en étroite collaboration avec la Commission et les autres Etats membres, ont, dès la première suspicion, décrété au niveau de leur pays respectif une interdiction de tout transport de volaille et de toute exportation de volaille vivante et d'œufs à couver, ainsi que du lisier et du fumier de toute exploitation de volaille.

A noter que par suite de l'apparition d'une suspicion de la peste aviaire en Belgique, le Ministère de l'Agriculture en a informé le public

dans des communiqués de presse du 12 mars 2003 et du 24 avril 2003.

Dans ce contexte, je voudrais également rappeler qu'il n'y a pas de danger direct pour le consommateur.

3. Les instances luxembourgeoises, de par leur expérience en matière de police sanitaire ainsi que par les contacts permanents avec la Commission et les autorités vétérinaires des pays voisins, ont pris les dispositions indispensables pour gérer un éventuel déclenchement de peste aviaire.

4. Toute apparition de la peste aviaire ou même de sa suspicion, est soumise à une déclaration obligatoire et immédiate auprès de la Commission européenne et c'est dans ce contexte que l'Administration des Services vétérinaires a été informée en même temps que la Commission et les autres Etats membres, à savoir samedi le 1er mars pour les Pays Bas et mercredi le 12 mars pour la Belgique.

Vu l'envergure des conséquences que pourrait avoir la propagation de cette maladie, la Commission organise, depuis le 5 mars 2003 régulièrement pour tous les Etats membres une réunion du Comité permanent de la Sécurité Alimentaire et de la Santé Animale afin de suivre l'évolution de la peste aviaire.

Question 2101 (24.3.2003) de Mme Renée Wagener (*DE/GRÉNG*) concernant le RTL Radio Web TV:

Depuis un certain temps, RTL meuble ses plages de non programmation par des images live de ses studios de radiodiffusion. Concrètement, cela veut dire que les rédacteurs et rédactrices de RTL Radio sont filmés lors de leurs interventions parlées.

- Est-ce que cette pratique, qui me semble peu discrète et respectueuse du droit des salariés à une certaine protection de leur sphère de travail, est conforme à la législation luxembourgeoise, notamment à la loi du 11 août 1982 concernant la protection de la vie privée et à celle du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel?
- Est-ce qu'elle est conforme au cahier de charge signé par la CLT?

Réponse (8.5.2003) de M. François Biltgen, *Ministre délégué aux Communications*:

Dans le souci de pouvoir fournir une réponse détaillée à la question de l'honorable députée, j'ai jugé utile de demander le point de vue d'RTL Tele Lëtzebuerg et les observations de la Commission nationale pour la Protection des Données, prises de position que voici dans leur intégralité:

Prise de position de RTL:

«Suite à la copie qui nous a été adressée par vos services au sujet d'une question parlementaire adressée au Gouvernement ayant trait aux programmes de RTL, nous désirons prendre la prise de position suivante:

1. Le projet «RTL Radio Web TV» a été présenté une première fois aux journalistes et présentateurs radio lors d'un séminaire de RTL début juillet 2002. Lors de la même réunion personne n'a manifesté un désaccord. Les premiers tests ont été effectués en septembre et la mise en place du projet a été réalisée vers la mi-septembre.

L'écran de «RTL Radio Web TV» est composé de différents éléments indiquant d'une part au spectateur, via une bande, les faits de l'actualité récente, et d'autre part des services au sujet du trafic

routier et de la météo. Un écran relativement petit donne au spectateur une image discrète du studio radio, sans toutefois trop mettre en évidence présentateur, journaliste ou hôte ayant pris place autour des micros.

A la connaissance de la station manager radio et du rédacteur en chef, l'introduction de «RTL Radio Web TV» qui est un mix entre les news radio, des news d'Internet et des informations de services a été approuvé sans opposition de la part des salariés de RTL. D'autre part, le projet est innovateur et a trouvé un large succès auprès du public.

2. Au sujet du contrat d'emploi, les journalistes de RTL ont un employeur, en l'occurrence CLT-UFA S.A., une fonction définie qui fait partie intégrante du contrat d'emploi et un lien hiérarchique (le lien qui peut être modifié en fonction de l'évolution des affaires ou de l'organisation de l'entreprise) par rapport à une autre fonction dont l'intitulé est mentionné dans ledit contrat. Il est précisé dans le même contrat que l'employé est tenu de collaborer à des activités périphériques ou accessoires à celles décrites dans sa description de fonction.

Un journaliste RTL est donc affecté aux médias de RTL, mais en cas de besoin et sur demande de son supérieur hiérarchique il peut être amené à collaborer à un autre département ou à un autre média de RTL.

3. RTL est libre d'organiser le service public dans le cadre des règles et règlements internes définis par CLT-UFA S.A.

4. Ladite députée, en l'occurrence Mme Renée Wagener, avait lors d'une interview dans les studios de RTL Radio Lëtzebuerg abordé ce sujet auprès des deux journalistes réalisant l'interview. Les deux journalistes n'y voyaient aucun problème, ce qui n'a probablement pas convaincu Renée Wagener.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

s. Alain BERWICK»

Prise de position de la Commission nationale pour la Protection des Données:

«Monsieur le Ministre,

La question posée par Mme la Députée Renée Wagener au sujet des plages de programme intitulées «RTL Radio Web TV» diffusés par la CLT-UFA appelle les observations suivantes de la part de notre Commission nationale quant à l'application de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

Il y a lieu à notre avis de vérifier en premier lieu si la pratique incriminée de RTL affecte bien des salariés exclusivement engagés pour l'activité radiophonique ou si ces derniers ont eu l'occasion de marquer préalablement leur consentement à exercer leur travail également pour la télévision.

Nous estimons que le fait que les images des rédacteurs - présentateurs de RTL Radio Lëtzebuerg passent également à l'antenne TV pendant les plages de programme visées par la question parlementaire revêt un caractère différent, s'il s'avère que les tâches et fonctions décrites dans les contrats de travail de ces collaborateurs comprennent leur apparition à la télévision ou non.

En effet, si l'employeur affecte à cette mission des collaborateurs dont la relation d'emploi recouvre la présentation des émissions ou des informations aussi bien à la radio qu'à la télévision, il nous semble qu'aucun problème de protection

de la vie privée ni de protection des données personnelles ne se pose dans la mesure où la qualité des données régie par l'article 4 et l'une des conditions de légitimité prévues à l'article 5 de la loi sont respectées par RTL, l'apparition à l'écran faisant partie et étant de la nature même du travail de la personne concernée.

Il convient donc d'éclaircir en premier lieu cette circonstance de fait et de vérifier notamment si elle se présente de la même façon pour l'ensemble des personnes apparaissant à l'écran (quid des techniciens?).

Il est généralement admis aujourd'hui qu'il existe bien un certain degré de sphère privée sur le lieu de travail qui appelle une protection du salarié même à l'égard de son employeur.

«Les travailleurs n'abandonnent pas leur droit au respect de leur vie privée et à la protection des données, chaque matin, en franchissant le seuil de leur lieu de travail... Ce droit doit toutefois être équilibré avec d'autres droits et intérêts légitimes de l'employeur, notamment son droit de gérer efficacement son entreprise et son droit de se protéger de la responsabilité ou du préjudice que les actions des salariés pourraient susciter» (cf. document WP55 du 29 mai 2002 du groupe de travail Article 29 concernant la surveillance des communications électroniques sur le lieu de travail, page 4).

Il est indéniable en outre que «le captage, le traitement et la diffusion (de sons et) d'images permettant d'identifier des personnes» rentre bien dans le champ d'application de la loi du 2 août 2002 (art. 3 paragraphe 4) et que toute information de quelque nature qu'elle soit et indépendamment de son support, y compris le son et l'image, concernant une personne identifiée ou identifiable constitue une donnée à caractère personnel (art. 2 lettre e). Le responsable du traitement au sens de l'article 2 lettre (o) devra donc notifier ce traitement conformément aux dispositions de l'article 9 (liberté d'expression) de la loi.

Le fait d'être «filmés» durant leur travail, constituerait-il pour autant un traitement illicite de données à caractère personnel à l'égard des collaborateurs de RTL (autres que ceux dont la fonction contractuelle convenue avec leur employeur comprend des prestations de présentation à la télévision) que l'on peut reconnaître à l'écran ou une atteinte au respect de leur vie privée?

Si nous avons estimé plus haut que la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement de données à caractère personnel s'applique bien au captage et à la diffusion des sons et images (intervention radio retransmise à la télévision) visés par la question parlementaire, il n'apparaît pas a priori qu'il y ait traitement illicite ou déloyal.

Il va de soi que les collaborateurs en question doivent avoir été mis au courant que les images sont diffusées sur l'antenne TV (ensemble avec le son radio) et avoir été informés quant à la durée de conservation et à l'utilisation d'enregistrements éventuels (droit à l'information et droit d'accès aux données prévues aux articles 26 à 29 de la loi).

Encore faut-il que le traitement réponde à l'une des conditions de légitimité énumérées limitativement à l'article 5 de la loi.

Ne sont susceptibles d'être invoquées dans l'hypothèse qui nous occupe que celles mentionnées sub b) (le traitement est nécessaire à l'exécution d'un contrat auquel la partie concernée est partie) sub d) (le traitement est nécessaire à la réalisation de l'intérêt légitime poursuivi par le responsable du traitement ou par le ou les tiers auxquels les données communi-

quées à condition que ne prévalent par l'intérêt ou les droits et libertés fondamentaux de la personne concernée qui appellent une protection) ou sub f) (la personne concernée a donné son consentement).

Il apparaît dans le cas de figure qui nous occupe que les hypothèses visées par l'article 5 paragraphe 1^{er} sub c) et sub f) se recouvrent et n'en font qu'une. En effet le traitement de données à caractère personnel se situe dans le cadre d'une relation de travail et le consentement que l'employeur a été amené à recueillir de son salarié constitue un changement apporté de commun accord au contrat de travail alors qu'il a eu pour objet d'étendre les tâches et fonctions contractuelles de celui-ci.

Si les salariés de RTL amenés à effectuer leurs prestations dans les studios de radio pendant les plages horaires retransmises à la télévision y ont marqué leur consentement, ce consentement vaut cause légitime au sens de la législation sur la protection des données à condition de pouvoir être considéré comme libre, spécifique et informé.

A contrario la signature d'une clause au contrat de travail qui couvrirait d'avance tout traitement futur de données du salarié par l'employeur ne réunirait pas les qualités exigées par la loi (article 2 lettre concernant)) d'une telle manifestation de volonté de la part du salarié.

Si par contre l'accord du salarié n'a pas été spécifiquement recueilli par l'employeur, RTL ne peut pas non plus invoquer la nécessité à l'exécution du contrat de travail (d'un contrat auquel la personne concernée est partie) au sens de l'article 5 paragraphe 1 lettre c) et seule restera la condition de légitimité prévue sub d).

RTL pourrait certes faire état de la réalisation d'un intérêt légitime poursuivi par la programmation de RTL Radio Web TV qui concourt à ses efforts de promotion, d'accroissement de la notoriété de sa marque et de ses services radio, TV et Internet et qui procure pour le surplus au téléspectateur une possibilité alternative de s'informer en écoutant la radio sur son téléviseur. Il est communément admis que le responsable du traitement peut parfaitement invoquer un intérêt économique et commercial.

Il reste donc seulement à faire le test de proportionnalité et de la balance des intérêts en présence pour évaluer si ne prévalent pas en l'espèce les intérêts ou les droits et libertés fondamentaux des personnes dont l'activité est captée par les caméras et retransmise à la télévision.

Notre Commission nationale n'est pas certaine de disposer à ce stade de tous les éléments d'appréciation nécessaires. De quels intérêts les salariés concernés ont-ils ou pourraient-ils faire état? Sont-ils ou seront-ils de nature à prévaloir face aux intérêts légitimes de RTL?

Il se peut que tel ne soit pas le cas, mais la Commission nationale pour la Protection des Données ne pourra se prononcer qu'après avoir examiné sous ce rapport tous les éléments du dossier dans l'hypothèse où elle en serait saisie. Elle n'a cependant pas d'hésitations à répondre d'ores et déjà clairement qu'elle ne décèle aucune atteinte à la vie privée des salariés concernés ou à la législation sur la protection des données dès lors que ceux-ci ont exprimé valablement leur consentement envers la pratique évoquée dans la question parlementaire.

Aucune utilisation illégitime ou déloyale ne devra cependant être faite de ces images captées. En particulier celles-ci ne doivent pas être utilisées à des fins de surveillance du comportement au travail par l'employeur (un tel traitement pré-

supposerait d'ailleurs une autorisation préalable de la part de la Commission nationale pour la Protection des Données et n'est possible que dans les cas d'ouverture limitativement prévus à l'article 11 paragraphe (1) de la loi, une telle finalité apparaissant comme incompatible avec la finalité première que nous supposons voir résider dans la promotion croisée (radio-TV) et l'offre d'une forme attractive de l'écoute radio.

Enfin l'article 30 pourrait être invoqué par un collaborateur de RTL exposé à la captation vidéo et retransmission télévisée de son intervention et apparition dans le studio radio pour s'opposer à cette dernière dès lors qu'il pourra faire état de raisons prépondérantes et légitimes tenant à sa situation particulière.

Une infraction à l'article 2 paragraphe 2 de la loi du 11 août 1982 concernant la protection de la vie privée pourrait toutefois être établie par le seul fait que les images soient captées et retransmises sans le consentement de la personne concernée.

Ces deux hypothèses sont par contre exclues dès lors que l'apparition à l'écran rentre dans le cadre de l'exercice de la fonction et des tâches contractuelles des collaborateurs de RTL radio que l'on peut reconnaître à la télévision.

Dans l'espoir que ces réflexions sont de nature à contribuer à votre réponse à la question de l'honorable députée, je vous prie d'agréer, M. le Ministre, l'expression de notre haute considération.

La Commission nationale pour la Protection des Données:

Gérard Lommel,
Président

Edouard Delosch,
Membre effectif

Pierre Weimerskirch,
Membre effectif

Vous noterez à la lecture des observations de la CNPD que la régularité de l'opération incriminée par l'honorable parlementaire est étroitement liée à l'organisation des relations de travail et plus particulièrement au contenu des contrats de travail et dépend en grande partie de l'existence d'un consentement des personnes concernées qui d'après les responsables d'RTL Télé Lëtzebuerg aurait préexisté.

Il appartiendrait le cas échéant à la CNPD et éventuellement aux Cours et Tribunaux d'apprécier de cas en cas si la législation luxembourgeoise a été respectée.

Quant à la question subsidiaire sur la conformité de l'opération au cahier des charges de CLT-UFA, je suis en mesure de préciser qu'aucune disposition du cahier des charges n'interdit ce type d'opération.

Question 2103 (25.3.2003) de M. Serge Urbany (déi Lénk) concernant les manifestations pour la paix:

La participation massive tant de lycéennes et lycéens que de citoyennes et citoyens les plus divers lors des différentes manifestations pour la paix de ces derniers jours et semaines - constituant un engagement citoyen exemplaire dans une question d'une brûlante actualité - a malheureusement été assombri par divers comportements policiers qui ont donné lieu à de vigoureuses critiques parmi les participants, relayées par une partie de la presse.

Dans ce contexte je désire avoir des informations aussi précises que possible sur les points suivants:

1) Lors de la manifestation de plusieurs milliers de jeunes lycéennes et lycéens devant l'Ambassade

des Etats Unis le jeudi, 20 mars 2003, le Boulevard Emmanuel Servais avait été rétréci fortement par des clôtures en fil de fer, enfermant les très jeunes manifestants dans une véritable souricière de laquelle ils ne pouvaient s'extraire que très difficilement, surtout en cas de mouvements de foule.

Qui a décidé de cette configuration des lieux? Pourquoi cette configuration des lieux - qui n'apportait rien à la «défense» de l'Ambassade - a-t-elle été choisie? Etait-ce dans l'ignorance de l'afflux de manifestants (pourtant les policiers avaient été prévenus des mouvements de lycéens se dirigeant vers l'Ambassade)? Etait-ce à dessein, pour provoquer les manifestants? Pourquoi les premiers rangs des manifestants se trouvant devant la clôture ont-ils été aveuglément matraqués à un certain moment, provoquant de multiples coups et blessures? Y avait-il un motif quelconque légitime, notamment de légitime défense, à ces brutalités? Ou peut-on les qualifier d'excès et d'abus de pouvoir en disproportion avec la situation réelle? S'agirait-il même de décourager les participants à de futures manifestations? Qu'en est-il de la responsabilité des agents intervenants et de l'Etat vis-à-vis des personnes blessées?

2) Comme les clôtures de fil de fer devant l'Ambassade ont été entre-temps remplacées par de nouveaux barrages de type «antichars» extrêmement dangereux constitués de pointes en acier et de barbelés, les questions soulevées sub 1) se posent avec d'autant plus d'acuité pour l'avenir. Quelle est votre position à ce sujet?

3) Le «sit in» d'une centaine de jeunes le vendredi, 21 mars 2003, dans l'Avenue de la Gare à Luxembourg, avait été dissous de façon extrêmement brutale par les «forces de l'ordre»: déchirement de vêtements et blessures diverses lors du «déplacement» de jeunes même s'ils ne résistaient en aucune manière, emploi de «pepperspray» et de matraques. Des termes racistes («houren Neger») avaient été employés à l'égard d'un des manifestants.

L'agent raciste sera-t-il sanctionné? Quelle est sa composition et quels sont les effets du «pepperspray», notamment pour des personnes allergiques, cardiaques, souffrant de problèmes respiratoires de haute tension, de lésions des yeux et d'autres ennuis de santé? Est-il vrai que ce produit figure parmi les armes prohibées lorsqu'il est utilisé contre des personnes, mais qu'il est surtout recommandé en défense contre des chiens agressifs? Est-il vrai que des matraques particulièrement dévastatrices de «maintien de l'ordre» ont été utilisées lors de cette intervention? Cette façon d'intervenir n'était-elle pas totalement disproportionnée et illégitime, surtout alors qu'un arrangement semblait auparavant avoir été trouvé avec les manifestants? Est-il vrai que les agents intervenant contre des manifestantes ont refusé de décliner leur identité sur demande? Pourquoi? Qu'en est-il de la responsabilité des agents et de l'Etat vis-à-vis des personnes blessées ou lésées?

4) Il me revient que lors de la manifestation du samedi, 22 mars 2003, des agents de police en civil - dont apparemment un des «héros» qui s'était particulièrement illustré lors du matraquage de la veille - se seraient infiltrés parmi les manifestants et que, à l'exception de l'agent prémentionné, aucun des agents n'aurait reçu l'ordre de la part de ses supérieurs de quitter le cortège, malgré intervention des manifestants? Il me revient aussi que certains membres des «forces de l'ordre» auraient mitraillé les manifestants paisibles de photos, juchés sur des immeubles le long du parcours. Est-ce illégal de manifester? Quelle base légale justifie un tel fichage «préventif»? Quelle utilisation en sera faite?

Réponse (2.5.2003) de M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur:

Suivant l'article 75 du règlement de la Chambre des Députés, les questions posées par les députés au Gouvernement doivent «se restreindre aux termes indispensables pour formuler avec concision et sans commentaires l'objet de la question».

A la lecture de la «question» de M. le Député Urbany, je dois constater que ces conditions ne sont pas remplies en l'espèce, alors qu'elle contient des accusations contre des fonctionnaires de la police grand-ducale dont le député serait bien en peine de fournir la moindre preuve.

Sans vouloir me dérober à une quelconque interrogation d'un membre de la Chambre des Députés sur la façon dont sont conduites les interventions de la police grand-ducale, je refuse de prendre position sur les amalgames pratiqués par le député Urbany.

Question 2107 (26.3.2003) de M. Jean Colombero (ADR) concernant les risques liés aux bioaérosols générés par les composts:

Bekannt ist, dass Kompostierungsanlagen für Haushaltsabfälle Geruchsbelästigungen, infolge von organischen Zersetzungsprozessen, hervorrufen können. Weniger bekannt ist die mikrobiologische Belastung im Umfeld von Kompostierungsanlagen (Luftkeimbelastung). Einige der freigesetzten Mikroorganismengruppen haben nicht nur nachgewiesenermaßen allergenes Potential (z.B. thermophile Actinomyceten und Aspergillus fumigatus), sondern sekretieren auch Toxine (z.B. das Aflatoxin des *Aspergillus flavus*), welche im Verdacht stehen, Krebs zu erregen.

Darum folgende Fragen:

1. Unternimmt das Umweltministerium und/oder der arbeitsmedizinische Dienst des Gesundheitsministeriums mikrobiologische Analysen im unmittelbaren Umfeld der gewerblichen Kompostierungsanlagen, sowie von deren Produkten?
2. Welche Mikroorganismen werden gegebenenfalls dabei, und in welcher Häufigkeit festgestellt?
3. Falls solche Untersuchungen derzeit noch nicht durchgeführt werden, wann gedenken die zuständigen Minister solche durchführen zu lassen?
4. Welche Schutzmaßnahmen gelten für das in diesen Anlagen arbeitende Personal, oder sollte dieses beachten?

Réponse (6.5.2003) de M. Charles Goerens, Ministre de l'Environnement:

Bezüglich der Luftkeimbelastung, die von gewerblichen Kompostierungsanlagen ausgehen kann, lassen sich eine Reihe Feststellungen machen.

Messungen von luftgetragenen Keimen erfordern, um abgesicherte reproduzierbare Ergebnisse zu erhalten, einen sehr hohen Aufwand. Festgestellte Werte von Keimbelastungen müssen zur Zeit immer noch vor dem Hintergrund gesehen werden, dass auch von Medizinern eine Dosis-Wirkung Beziehung nicht oder nur sehr ungenau abgeleitet werden kann. Demnach gibt es keine Grenzwerte für Keimemissionen, bei deren Überschreitung mit einer Beeinträchtigung der Gesundheit der exponierten Personen zu rechnen ist.

Unbedingte Voraussetzung von Keimemissionsmessungen ist die Verwendung standardisierter Messmethoden, sowie das Sichergehen, dass keine Überlagerung von mehreren Emissionsquellen (z.B. landwirtschaftliche Produktionsstätte wie Schweine- und Geflügelzucht, Reitställe, etc.) vorliegt. Einzelne, stichprobenartige Messungen können nur eine Momentaufnahme liefern, die u.a. abhängig von den jeweiligen Arbeitssituationen (auf der Kompostanlage z.B. umsetzen, häckseln), den Windverhältnissen, der Topographie, etc. ist. Aufgrund der vielen zu beachtenden Faktoren, und des noch nötigen Forschungsbedarfes in Sachen Keimemissionen, ist es wichtig, laut Umweltministerium, die Ergebnisse von groß angelegten Forschungsvorhaben im Ausland zu beachten.

Der arbeitsmedizinische Dienst des Gesundheitsministeriums (Division de la santé au travail) hat im Juni 2002 bei der Kompostierungsanlage SIDEC/Diekirch in einem Umkreis von 50 - 500 m Luftkeimanalysen durchgeführt. Das Ergebnis dieser Analysen zeigte die höchste Anzahl von Gesamtpilzen in der Luft in einem Radius von 200 m, woraus auf eine nicht unwesentliche Verbreitung von Mikroorganismen über den Luftweg geschlossen werden kann. Diese Resultate korrelieren mit deutschen Studien bei mehreren Kompostierungsanlagen, welche belegen, dass bei bestimmten Wetterlagen und topographischen Bedingungen, Mikroorganismen aus Kompostierungsanlagen über Entfernungen von mehreren hundert Metern in die Umgebung getragen werden können.

Eine im Sommer 2000 durchgeführte Untersuchung bezüglich der bakteriellen Luftbelastung auf dem Gelände der Kompostierungsanlage SIDEC/Diekirch ergab Werte von ungefähr 5.000 KBE/m³. In Bezug auf Schimmelpilze in den Fahrerkabinen der im Kompostierungsbetrieb eingesetzten Fahrzeuge, wurden die höchsten Konzentrationen an Gesamtpilzen und an der speziellen Art, *Aspergillus fumigatus* gemessen. Im Sommer lag die Konzentration für *Aspergillus fumigatus* über 7.500 KBE/m³.

Die Schutzmaßnahmen für die in den Hallen beschäftigten Arbeitnehmer (Bedienung von Arbeitsmaschinen, Prüfung des Reifegrades des Produkts) bestehen aus Filteranlagen an den Fahrzeugen, Schutzanzügen (Tyvek), Filtermasken und Schutzhandschuhen und werden falls notwendig noch angepasst.

Aufgrund der vielfältigen öffentlichen Diskussionen, die es zur Zeit um die abfalltechnischen Anlagen des SIDEC/Diekirch gibt, wurde auf gemeinsame Initiative des Umwelt- und des Gesundheitsministeriums beschlossen, das CRTE (Centre de Ressources des Technologies pour l'Environnement), als neutrales Organ, mit der wissenschaftlichen Koordination sämtlicher Arbeiten, die beim SIDEC durchgeführt werden, zu beauftragen.

Question 2108 (26.3.2003) de M. Jean Colombero (ADR) concernant les conditions de prise en charge des transports simples non urgents en ambulance:

Le chapitre 11 des statuts de l'Union des Caisses de Maladie règle les «prestations de voyage et de transport». C'est dans l'article 133.3 que les conditions de prise en charge des transports simples non urgents en ambulance à l'intérieur du pays sont fixées. Il s'agit de deux conditions:

1. Une ordonnance médicale établie au plus tard dans un délai de trois jours à compter du transport;

2. L'ordonnance doit certifier qu'une position allongée ou immobilisée est indispensable.

Notamment la première de ces conditions est régulièrement à l'origine du non remboursement des frais occasionnés par un tel transport car souvent les patients ne réalisent qu'après réception de la facture qu'une ordonnance par le médecin chargé du traitement aurait été nécessaire pour avoir droit au remboursement.

La deuxième condition peut aussi sembler trop rigide. Il arrive en effet qu'un transport en ambulance s'avère nécessaire sans qu'une position allongée soit indispensable - par exemple dans le cas d'une fracture d'un membre supérieur nécessitant qu'un transport assis, cas qui n'engagerait pas le remboursement par la caisse de maladie.

Ainsi les questions suivantes s'imposent:

- 1) Qu'est-ce qui explique la première condition et ne pourrait-on pas modifier ce délai rigide de trois jours de façon à ce qu'il concorde avec le délai qui s'écoule jusqu'à la réception par le patient de la facture du transport d'ambulance?
- 2) Quelle est la raison qui motive la deuxième condition et ne serait-il pas possible d'y trouver une formulation moins contraignante?

Réponse (28.4.2003) de M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

L'honorable député s'enquiert sur le bien-fondé de certaines dispositions des statuts de l'Union des Caisses de Maladie. Cette question appelle de ma part une remarque préliminaire.

Les statuts constituent un instrument créé par la loi, mais dont la responsabilité de la conception et de l'exécution est réservée aux seuls organes de l'assurance maladie dont notamment l'assemblée générale de l'Union des Caisses de Maladie.

Mes pouvoirs dans ce contexte se limitent au contrôle de la légalité des dispositions statutaires votées. Ce contrôle ne s'étend pas à l'opportunité des décisions prises par l'assemblée générale.

Quant au fond, j'informe l'honorable député que le chapitre 11 des statuts relatif au transport des malades avait fait l'objet d'une réforme d'ensemble mise en vigueur au 1^{er} janvier 1998. Elle était la réponse à une progression annuelle des dépenses afférentes de l'ordre de 30% ainsi qu'à certaines situations d'abus documentées et dénoncées notamment par les Services de la Protection civile et par le Service de Sauvetage de la ville de Luxembourg, qui constataient que les courses de transport secondaire en ambulance n'étaient souvent pas justifiées du point de vue médical, mais s'expliquaient par une attitude complaisante des prescripteurs face à une demande de plus en plus modeste des assurés.

La règle statutaire critiquée par l'honorable député s'applique d'une part aux transports planifiables, dits secondaires et d'autre part aux courses en situation d'urgence non vitale.

D'après un principe général établi en la matière, les prestations prises en charge par l'assurance maladie requièrent une ordonnance médicale rédigée préalablement à la délivrance des prestations ou fournitures. Cette règle est assouplie considérablement pour le transport simple en ambulance, où le médecin dispose d'un délai de trois jours après le transport pour justifier des raisons médicales de ce transport. La plupart des transports urgents non vitaux aboutissent à l'hôpital ou en polyclinique. Un délai plus long ne se justifie pas dans la mesure où l'appréciation médicale sur le cas doit être la plus rapprochée

possible de l'événement ayant engendré la nécessité du transport.

Aussi l'établissement tardif d'une ordonnance, comme le suggère l'honorable député, ouvrirait de nouveau la voie aux attestations médicales de complaisance et rendraient leur bien fondé difficilement vérifiable.

Concernant la formulation que «pour des raisons médicales une position allongée ou immobilisée est indispensable», il convient de préciser que la lecture donnée à cette formulation n'empêche nullement la prise en charge d'un transport en ambulance en position «assis» comme d'aucuns admettent. En fait les termes «allongé» ou «immobilisé» visent à décrire l'ensemble des situations où un transport en voiture normale n'est médicalement pas indiqué.

Question 2109 (31.3.2003) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant la copie privée et droit d'auteur:

Certaines associations défendant les intérêts des consommateurs proches à la directive sur le droit d'auteur, adoptée le 21 mai 2001, de surprotéger les titulaires des droits et de ne pas prendre suffisamment en compte les besoins et demandes des consommateurs.

Ces critiques portent essentiellement sur les clauses relatives à la copie privée (article 5.2) et aux mesures techniques (article 6.4). Plus particulièrement, l'article 5.2. b) laisse aux Etats membres de l'Union européenne la liberté de désigner ou non la copie privée comme une exception au principe général de l'interdiction de la reproduction.

D'autre part, il me revient que la Commission européenne aurait publié au cours du mois de février 2003 une proposition de directive concernant l'exécution des droits conférés par la propriété intellectuelle. Le texte proposé porterait notamment sur les violations commises dans un but commercial ou qui causent un préjudice significatif aux titulaires des droits. Bien que la Commission européenne affirme que ce texte n'affecte pas les exceptions aux droits en place, comme par exemple les exceptions de la copie privée ou de l'utilisation en bibliothèque, il y a un risque que le consommateur individuel faisant des copies privées dans un but privé et non commercial s'expose néanmoins à des sanctions pénales et/ou civiles, ceci en cas de preuve d'un préjudice significatif pour le titulaire du droit de propriété intellectuelle.

1. Quand le Gouvernement entend-il transposer en droit luxembourgeois la directive sur le droit d'auteur adoptée le 21 mai 2001 et dont le délai de transposition a expiré le 22 décembre 2002?

2. Est-ce que le Gouvernement entend faire usage de la faculté prévue à l'article 5.2. b) de la directive précitée et de désigner la copie privée comme une exception au principe général de l'interdiction de reproduction? Dans l'affirmative, sous quelles conditions le consommateur privé peut-il faire des copies?

3. En ce qui concerne les éventuelles tentatives des titulaires du droit de propriété intellectuelle de contourner, respectivement de rendre inefficace l'exception de copie privée par des clauses contractuelles et/ou des moyens techniques, quelles mesures le Gouvernement entend-il prendre en vue de prévenir et/ou de réprimer de telles tentatives?

4. Quelle est la teneur de la proposition de directive publiée au cours du mois de février 2003?

5. Est-ce que la proposition de directive précitée préserve à suffisance le droit du consommateur individuel de faire une copie privée, ceci sans encourir le risque de sanctions pénales et/ou civiles? En cas de réponse négative, est-ce que le Gouvernement entend entreprendre au sein de l'Union européenne des démarches visant à garantir pleinement l'exception de copie privée?

Réponse (8.5.2003) de M. Henri Grethen, Ministre de l'Economie:

Ad 1

L'avant-projet de loi modifiant 1) la loi du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données, et 2) la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention qui tend à transposer la directive 2001/29 sur l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information (la „Directive“) a été approuvé par le Conseil de Gouvernement le 11 avril 2003. Le projet de loi sera déposé à la Chambre des Députés dans les plus brefs délais.

Ad 2

Il est projeté de maintenir l'exception pour copie privée dans notre arsenal législatif. Afin de se conformer au libellé de l'article 5, paragraphe 2, sous b) de la Directive, il est proposé de remplacer l'actuel article 10, 4° de la loi du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données (la „Loi“) par la disposition suivante:

„4° la reproduction sur tout support par une personne physique pour un usage privé et à des fins non directement ou indirectement commerciales, à condition que les titulaires de droits reçoivent une compensation équitable, qui prend en compte l'application des mesures techniques visés aux articles 71-1 à 71-3 de la présente loi aux œuvres concernées.

Les conditions de fixation et de perception, ainsi que le niveau de cette compensation sont fixés par règlement grand-ducal.“

J'ai pris position quant à la notion de compensation équitable dans ma réponse à la question parlementaire N°1944 du 10 décembre 2002 de M. le Député Jacques-Yves Henckes (cf. *compte rendu N°10/2002-2003*).

Ad 3

J'ai conscience du risque de voir les titulaires de droits prévoir des clauses contractuelles ou mettre en place des mesures techniques afin d'empêcher l'exercice de l'exception pour copie privée.

Dans la mesure des possibilités juridiques offertes par la Directive, le projet de loi tend à garantir l'exercice le plus large possible de cette exception.

Afin d'éviter qu'il soit porté atteinte à l'exercice des exceptions par des clauses contractuelles, il est proposé de prévoir expressément que les exceptions sont impératives et qu'il ne peut dès lors pas y être contractuellement dérogé au détriment des utilisateurs. En effet, la question du caractère impératif ou simplement supplétif des exceptions est d'une importance capitale dans l'environnement numérique dans la mesure où ceux qui offrent les œuvres et prestations protégées pourront aisément conditionner l'exercice des exceptions à la conclusion d'un contrat de licence en ligne ou à des conditions plus strictes que celles exigées par la Loi.

En ce qui concerne la mise en place de mesures techniques, le projet de loi oblige les titulaires de droits de prendre les mesures nécessaires, notamment par la voie contractuelle ou par la désactivation des mesures techniques, afin de garantir aux bénéficiaires de certaines exceptions, dont celle pour copie privée, un exercice sans entrave des exceptions.

A défaut d'adoption de mesures volontaires par les titulaires de droits, les bénéficiaires de ces exceptions, un groupement professionnel ou une association représentant leurs intérêts peuvent tenter une action en cessation, conformément à l'article 81 de la Loi.

Le fait de maintenir en place des mesures techniques nonobstant une obligation légale contraire doit être considéré comme une atteinte illicite aux droits des bénéficiaires des exceptions dont la cessation doit pouvoir être ordonnée conformément à l'article 81 de la Loi.

Ad 4

Au Conseil des Ministres du 3 mars 2003, la Commission européenne a effectivement présenté sa proposition de directive relative aux mesures et procédures visant à assurer le respect des droits de propriété intellectuelle. Le texte de cette proposition comportant un exposé des motifs très complet est disponible sur le site suivant de la Commission européenne:

http://www.europa.eu.int/comm/internal_market/fr/intprop/docs/index.htm#proposals

Ad 5

Il faut remarquer d'emblée que la proposition de directive n'a pas encore été discutée au sein du Conseil.

En vertu de l'article 2 de la proposition de directive, relatif au champ d'application, „(...) les mesures prévues par la présente directive s'appliquent à toute atteinte aux droits découlant des dispositions communautaires et européennes relatives à la protection de la propriété intellectuelle (...) lorsqu'une telle atteinte est commise à des fins commerciales ou lorsque l'atteinte cause un préjudice substantiel au titulaire du droit.“

Dans la mesure où, selon le projet de loi précité, la copie privée sera maintenue comme exception aux

droits exclusifs de l'auteur, elle ne peut constituer une atteinte à un droit de propriété intellectuelle. Je puis vous assurer que je défendrai cette interprétation au sein du Conseil des Ministres.

Question 2113 (1.4.2003) de M. Jean-Pierre Klein (LSAP) concernant l'exclusion des enfants aveugles ou malvoyants de l'éducation précoce:

D'après les informations de l'Association des Aveugles et Malvoyants du Luxembourg, les enfants aveugles ou malvoyants sont exclus de l'éducation précoce. Apparemment les structures en question ne sont pas dotées du personnel nécessaire pour l'accueil de ces enfants.

Est-ce que Mmes les Ministres peuvent confirmer cet état des choses?

Dans l'affirmative, quels sont les efforts que le Gouvernement entend entreprendre pour remédier à cette situation regrettable, ceci tout particulièrement dans le cadre de l'Année européenne des personnes handicapées?

Réponse commune (12.5.2003) de Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports et de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse:

L'éducation précoce et l'éducation préscolaire forment un seul ordre d'enseignement; les enfants fréquentant l'éducation précoce profitent donc de tous les services d'aide offerts par l'école publique.

L'Institut pour Déficients visuels, qui est un service de l'Education différenciée prend aussi en charge les enfants visés par la question de l'honorable député.

Les membres du personnel spécialisé de l'Institut pour Déficients visuels sont à la disposition des enfants malvoyants ou aveugles fréquentant l'éducation précoce au même titre qu'ils assurent le suivi des élèves de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire.

Afin de garantir au mieux l'intégration scolaire ces enfants sont suivis en ambulatoire dans le cas où leur déficience se limite aux problèmes de la vue et où elle n'est pas associée à un autre handicap. Le nombre des enfants concernés est par ailleurs très restreint.

Jusqu'à présent, aucun cas de refus de prise en charge d'un enfant atteint de déficiences visuelles n'a été porté à la connaissance ni du Service de l'Enseignement primaire du Ministère de l'Education nationale, ni de l'Institut pour Déficients visuelles, ni de la Direction de l'Education différenciée.

Question 2114 (1.4.2003) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant l'harmonisation de la fiscalité d'épargne:

D'après mes informations, le Ministre des Affaires étrangères d'Italie aurait lors de la récente visite d'Etat fait part des problèmes que son pays éprouverait avec l'adoption de la directive communautaire sur l'harmonisation de la fiscalité de l'épargne. En effet, ces problèmes sembleraient concerner l'essence même de l'accord de l'Union européenne avec la Suisse sur l'adoption de mesures équivalentes par la Confédération helvétique. Dès lors il convient de s'interroger si l'accord sur la fiscalité d'épargne est acquis ou non.

1. Est-ce que M. le Ministre peut confirmer mes informations?

2. Quelles sont les raisons du revirement de l'Italie par rapport à l'accord adopté?

3. Est-ce que l'Italie a la possibilité de dénoncer l'accord trouvé en matière de fiscalité d'épargne? Dans l'affirmative, quelles seraient les conséquences d'une telle dénonciation pour cet accord?

4. Quel sera le calendrier prévisible de la directive sur l'harmonisation de la fiscalité d'épargne?

Réponse (2.5.2003) de M. Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances:

L'Italie a émis une réserve générale sur le paquet fiscal.

On ne peut parler de dénonciation de l'accord dans la mesure où le paquet fiscal n'a pas encore fait l'objet d'un vote juridiquement contraignant.

Le Gouvernement estime que les questions en suspens pourront être résolues dans les mois à venir de sorte que le paquet fiscal pourra sortir ses effets comme prévu au 1^{er} janvier 2005.

Question 2115 (1.4.2003) de M. Jacques-Yves Henckes (ADR) concernant le taux réduit TVA pour disques compacts:

An Däitschland gëtt de Moment driwwer diskutéiert, fir d'CDen an Zukunft nëmmen nach mat deem niddregen däitschen TVA-Taux (7%) ze besteieren. Déi däitsch Kultur-Statsministerin, Christina Weiss, ass der Meenung, datt d'CDe genee esou niddreg misste besteiert gi wéi Konschtgéigestänn a Bicher.

D'Zil ass et ënner anere, fir d'Praisser fir de Konsument ze senken an de Verkaf vun CDen erëm unzekuerbelen. Och a Frankräich ginn et Iwwerleeungen an dës Richtung.

Zu Lëtzebuerg ginn d'CDen de Moment mam TVA-Taux vu 15% besteiert. Wann eis Nopeschlänner awer elo en niddregen TVA-Taux fir d'CDen aféieren ass et kloer, datt déi lëtzebuergesch Geschäfte sech géint déi Konkurrenz net méi kënnen behapten.

Kann den Här Wirtschaftsminister mir duerfir dës Fro beäntweren:

- Wat hält den Här Minister vun der Iddi, fir déi dräi uewe genannte Géigestänn (CDen, Bicher a Konschtgéigestänn) mat engem Taux réduit ze besteieren?



**Chambre
des Députés**
L U X E M B O U R G

d'Chamber online op
www.chd.lu

Réponse (8.5.2003) de M. Henri Grethen, *Ministre de l'Economie*:

Et ass mat Interessi wou ech déi Beméungen an Däitschland an am Frankräich, fir den TVA-Taux op den CDen ze senken, zur Kenntnis huelen.

Et ass secherlech mäin Uleies, dass déi Lëtzebuergesch Geschäftsleit par rapport vun den Geschäftsleit aus den Nopeschlänner net benodelegt ginn. An anere Wieder heescht dat, dass wann esou Démarchen an eisen Nopeschlänner gemaach ginn, ech et géif begréissen fir an déiselwecht Richtung och hei zu Lëtzebuerg ze goen.

Ech muss an deem Kontext awer bemierken, dass ech net fir Steieren, an domat fir d'TVA, zoustänneg sinn, mä dass dat eng Kompetenz vum Finanzminister ass.

Question 2116 (1.4.2003) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant l'évolution de la production de miel:

An Däitschland hëllt a leschter Zäit d'Produktioun vun Hunneg dramatesch of, well emmer méi Beiestäck ofstierwen. Schold dorunner ass déi sou genannte Varroa-Milb. Dës Milb huet an Däitschland de Bestand vun einheimische Beipopulationen ëm 40% reduzéiert.

D'Produktioun vun Hunneg wäert an Däitschland an dësem Joer par rapport zum leschte Joer vu 25.000 Tonnen op 15.000 Tonnen zrëck goen. Duerch de mëlle Wanter 2001/2002 soll sech d'Varroa-Milb massiv entwéckelt hunn. Dës Milb, déi d'Beielarven zerstëiert, ass viru 25 Joren duerch den Import vu Beien aus Asien agefouert ginn.

Kann den Här Landwirtschaftsminister mir duerfir dës Froe beäntwerten:

1. Sinn zu Lëtzebuerg d'Beipopulationen och vun dëser Varroa-Milb befall? Wa jo, ass och zu Lëtzebuerg mat engem dramatesche Réckgang vun de Beiestäck ze rechnen an domadder och mat engem zolide Réckgang vun der Lëtzebuerg Hunnegproduktioun?

2. Wat gedenkt de Landwirtschaftsministère ze ënnerhuelen, fir d'Ausbredung vun der Varroa-Milb ze verhënneren an deenen eventuell betroffenen Imkern ze hëllefen?

3. Wéi huet sech an de leschte Joren d'Zuel vun de Beiestäck an d'Hunnegproduktioun hei zu Lëtzebuerg entwéckelt?

Réponse (6.5.2003) de M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*:

Le parasite Varroa Jacobsoni est répandu sur tous les continents où il infeste les abeilles pour y provoquer la varroase, maladie relativement bénigne, mais qui, faute de mesures préventives et curatives appropriées, peut aboutir à une destruction dramatique des colonies d'abeilles.

Ce parasite infestant se retrouve périodiquement dans les ruches des apiculteurs où, par son effet invasif, il provoque essentiellement des pertes indirectes consistant dans l'affaiblissement des colonies d'abeilles et entraînant par la suite une productivité diminuée de miel et une sensibilité accrue à l'égard d'autres entités morbides des abeilles.

Au Luxembourg les mesures de lutte contre la varroase sont clairement définies dans la réglementation afférente dont la mise en application se fait en collaboration étroite entre la Fédération des Unions d'Apiculteurs du Grand-Duché de Luxembourg et les Services vétérinaires. Un article budgétaire spécifique doté d'un crédit de 8.676 Eu-

ros permet de subvenir à la majorité des coûts résultant de ces activités sanitaires.

Ces dernières années la lutte contre ce parasite s'est avérée plus difficile par le développement progressif d'une résistance accrue à l'encontre de l'un ou l'autre traitement. Cette situation a amené les Services vétérinaires, en collaboration avec la Fédération des Unions d'Apiculteurs, à mettre à la disposition des apiculteurs de nouvelles substances à la fois plus efficaces contre la maladie et plus inoffensives pour l'environnement. Cependant, la manipulation de ces nouvelles substances s'avère plus délicate et plus laborieuse pour nos apiculteurs et explique en partie les échecs signalés dans l'une ou l'autre région du pays.

Bien plus, à côté de l'utilisation de nouvelles substances chimiques, plus efficaces et plus sûres, de nouveaux moyens de lutte d'ordre biologique ont été mis en œuvre au Luxembourg depuis 2001. Un programme d'élevage d'abeilles dotées d'une résistance améliorée à l'égard du parasite Varroa est à l'essai. Cette approche innovatrice en matière de lutte anti-parasitaire semble être prometteuse. Une expertise réalisée l'année passée par des experts apicoles internationaux a confirmé les bonnes qualités anti-parasitaires de la souche apicole luxembourgeoise à tel point que depuis ce printemps cette méthode biologique est également à l'essai en Allemagne.

La production totale du miel de marque nationale montre une courbe ascendante avec 88.923 kg en 2001 et 91.220 kg en 2002. Parallèlement, on note également une augmentation de la productivité moyenne par colonie d'abeilles qui est passée de 19,76 kg à 22 kg. Toutefois, pour l'exercice 2003, les experts prévoient une régression de la productivité de miel due notamment aux dégâts causés par le parasite Varroa Jacobsoni.

Notre apiculture n'est pas seulement confrontée à la problématique de la varroase, mais les statistiques nous montrent également une régression constante des colonies d'abeilles dont le nombre est passé de 8.554 unités en 1998 à 7.385 unités en 2001. De même, il ressort d'une étude démographique que l'effectif des apiculteurs actifs est en diminution constante et est passé de 471 en 1998 à moins de 400 personnes en 2002, dont la moitié sont des retraités.

Toujours est-il que malgré quelques revers, la situation de l'apiculture au Luxembourg peut être jugée satisfaisante. Cependant il importe de rester vigilant aux fins de préserver cette symbiose essentielle qui associe la végétation à l'abeille et qui contribue à satisfaire à vil prix les besoins énergétiques de l'homme.

Question 2117 (1.4.2003) de M. Jacques-Yves Henckes (ADR) concernant la participation du Luxembourg au test IGLU:

Virun enger Rei vu Méint ass en internationale Lies-Test ofgehal ginn. Un dëser Primaireschoullies-Studie, déi ënnert dem Numm IGLU bekannt ass, hu 35 Länner deelgeholl.

An deem IGLU-Test, deen an de 4. Schouljoren ofgehal ginn ass, huet Däitschland, no engem Artikel vum Focus-Magazin, am ieweschte Méttelfeld ofgeschnidden. D'Resultater vun dësem IGLU-Test sollen offiziell den 8. am Fréileng publizéiert ginn.

Kann d'Mme Educatiounsminister mir duerfir dës Froe beäntwerten:

1. Huet Lëtzebuerg un dësem IGLU-Test deelgeholl? Wann neen, firwat net?

2. Am Fall wou mer deelgeholl hunn, wéi huet Lëtzebuerg an dësem Test ofgeschnidden?

3. Wéini ginn hei zu Lëtzebuerg d'Resultater vun dësem IGLU-Test publizéiert?

Réponse (2.5.2003) de Mme Anne Brasseur, *Ministre de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports*:

Lëtzebuerg huet net un der «Internationalen Grundschul-Lese-Untersuchung IGLU» deelgeholl, där hir Entwécklung zënter 1998 leeft, well d'Lëtzebuerg Primaireschoullänner net an hirer Mammesprooch alphabetiséiert ginn an deemno och net an hirer Mammesprooch getest géife ginn. Dofir ass eise Schüler hir Lieskompetenz an esou engem fréie Stadium (4. Schouljoer) kaum mat där vu Kanner ze vergläichen, déi Texter an hirer Mammesprooch liesen a verstoe sollen.

Nawell huet den Educatiounsministère d'Lieskompetenz vun de Primaireschoullänner wëllen ënnersichen. Dat gouf op zwee Pläng gemaach:

1. Am Kader vun enger internationaler Etüd mat Frankräich an England gouf eng Erhiewung am 5. Schouljoer gemaach. Hei sinn d'Kanner am Däitsche gepréift ginn. D'Resultater vun der Etüd ginn Ufank Mee virgestallt.

2. Am Kader vum Etalonnage vun de gemeinsame Prüfungen fir d'viert an d'sechst Schouljoer kréie mir Donnéeën, wat eise Kanner hir Lieskompetenz am Däitschen an am Franséischen ueegt. Och dës Resultater kommen am Mount Mee eraus.

Question 2118 (1.4.2003) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant le traitement par rayonnements ionisants des légumes secs et fruits secs:

An der Europäescher Unioun gëtt de Moment iwwer d'Méiglechkeet diskutéiert, fir d'Liewensmëttel durch Bestrahlung haltbar ze maachen. An enger ganzer Rei vun europäesche Länner ass dës Method de Moment erlaabt a gëtt benotzt, fir Frësch- an Dréchenuebst, Gefligel, Fësch, Kraider a Gewierzer haltbar ze maachen.

Produkte déi bestrahlt gi sinn, mussen gekennzeechent ginn. An de leschte Joren ass et awer anscheinend ëmmer erëm virkomm, datt bestrahlte Liewensmëttel net gezeecht woren. D'Gefor besteet elo, datt d'EU op engem fir de Verbraucher net gënschtege Niveau harmoniséiert. Dat misst op alle Fall verhënnert ginn.

Och wann Experten soen, datt dës Behandlungsmethod net schiedlech wier, sou ginn et awer eng ganz Rei vu Grënn déi dogéint schwätzen. Sou kann de Konsumenten eng Qualitéit virgetauscht ginn, déi dat betreffend Produkt net méi huet z.B. well et ufängt faul ze ginn. Am Déiereversuch ass erausfonnt ginn, datt bestrahlte Liewensmëttel eng ierfgutverändernd Wierkung weisen. Duerch d'Bestrahlung kënnen och natierlech Bestanddeeler wéi Eewäiss, Fetter oder Vitamine verännert a wa méiglech a schiedlech Stoffe ëmgewandelt ginn.

Kann den Här Ëmweltminister mir duerfir dës Froe beäntworten:

1. Wéi ass déi gesetzlech Regelung vun der Bestrahlung vu Liewensmëttel, fir se haltbar ze maachen, zu Lëtzebuerg? Ass d'Bestrahlung verbueden, ganz oder nëmme fir gewëssen lesswueren erlaabt? Mussen bestrahlte Liewensmëttel gekennzeechent ginn, a wa jo, wéi?

2. Wéi ass d'Haltung vun der Lëtzebuerg Regierung, wat déi aktuell Diskussiounen um Niveau vun der EU ueegt? Vertrëtt Lëtzebuerg de Prinzip vun der Virsicht an opposéiert sech fir d'Bestrahlung europawäit ze erlaaben?

3. Misst net am Intérêt vun de Konsumenten d'Bestrahlung vu Liewensmëttel, mat Ausnahm vu Kraider a Gewierzer, komplett verbuede ginn?

Réponse (2.5.2003) de M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

D'Bestrahlung vun de Liewensmëttel gëtt an engem groussherzogleche Reglement vum 17. Juli 2000 behandelt, dat op Grond vun enger europäescher Richtlinn geholl ginn ass.

Dat Reglement seet, zu wat fir engem Zweck Liewensmëttel kënnen bestrahlt ginn, a wat fir eng Quellen dofir mussen gebraucht ginn.

Liewensmëttel déi kënnen bestrahlt ginn, si limitativ opgezéit. Et sinn «herbes aromatiques séchées, épices et condiments végétaux».

Déi bestrahlt Liewensmëttel musen och als solch gekennzeechent ginn, an zwar duerch d'Mention «traité par rayonnements ionisants» oder «traité par ionisation». Fir déi Liewensmëttel déi am lasse-ne verkaf ginn, muss déi Angab op enger Tafel niewent dem Produkt geliiwert ginn.

D'Bestralung gëtt geholl, fir e Liewensmëttel méi laang haltbar ze maachen an/oder pathogène Micro-Organismen ze eliminéieren, déi e Risque fir d'Gesondheet vum Mënsch kënnen duerstellen.

Si huet also verschidden Zwecker, sou zum Beispill:

- eng Desinfektioun duerch déi Insekten, déi sech a Kären, gedréchentem Uebst, Geméis oder Nëss befannen, eliminéiert ginn;

- eng Präventioun, dass Gromperen, Ennen oder Knuewelek net kéngen;

- eng Verlängerung vun der Haltbarkeet vun engem Liewensmëttel, an deem d'Zuel vun de lieweche Micro-Organismen erofgesat gëtt, wéi zum Beispill bei Fësch, Fësch oder Crustacéen;

- eng Präventioun géint Krankheeten, déi duerch verschiddene Micro-Organismen kënnen ervirgeruff ginn.

D'Bestrahlung kann also duerch aus sännvoll si bei gedréchente Produkte déi eng héich bakteriologesch Contaminatioun hunn, wéi zum Beispill Téi. Si soll awer net an deem Sënn agesat ginn, fir eng mangelnd Hygiène am Betrib ze ersetzen.

D'Conclusioun vun den Experte vum Comité OMS-FAO besteet doran, dass Modifikatiounen déi e Liewensmëttel duerch d'Bestrahlung kritt, keen Afloss op de Wuesstem an d'Féconditéit bei den Déieren huet. D'Arome vun engem Liewensmëttel kënnen verännert ginn. Geréng Perte vu Vitamine si méiglech.

Mä wéi gesot beschränkt zu Lëtzebuerg d'Bestrahlung sech op aromatesch Kraider a Gewierzer. Memberstate vun der Unioun hunn d' Méiglechkeet d'Bestralung op aner Liewensmëttel auszedehnen. Am «Journal Officiel» vum 12. Februar 2002 gëtt eng sou genannte positiv Lëscht veröffentlecht. Lëtzebuerg erschéngt op där Lëscht net.

Dëse Moment läit och an der Unioun keen Text um Dësch, fir un dem aktuelle Regelwierk eppes ze änneren. Lëtzebuerg géif esou en Text och net ënnerstëtzen.

Question 2119 (1.4.2003) de M. Gusty Graas (DP) concernant

l'épidémie de pneumonies atypiques (SRAS):

Une épidémie de pneumonies atypiques (SRAS, Syndrome Respiratoire Aigu Sévère ou SARS, Severe Acute Respiratory Syndrome), s'est développée depuis le début du mois de mars en Asie du Sud-Est (Hongkong, Vietnam). Au 29 mars plus de 1.550 cas de SRAS répartis dans treize pays ont été signalés à l'OMS. L'Europe semble également touchée bien que dans une moindre mesure. Ainsi, plusieurs cas ont été signalés notamment dans des pays voisins chez des personnes qui revenaient de voyages à Hongkong et qui avaient été en contact avec d'autres malades.

En France, un système d'alerte a été déclenché et toutes les mesures ont été prises pour pouvoir surveiller l'éventuelle apparition de cas et prendre en charge les personnes qui doivent être examinées dans des centres spécialisés.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à M. le Ministre de la Santé:

- Comment M. le Ministre évalue-t-il le risque de voir le Grand-Duché touché par cette épidémie?

- Est-ce que des cas de pneumonies atypiques SRAS ont déjà été signalés au Luxembourg?

- Quelles mesures afin de pouvoir surveiller une éventuelle apparition de cas de SRAS sont envisagées au Luxembourg?

Réponse (29.4.2003) de M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Alors qu'aucun cas possible ni probable, selon les définitions de l'OMS, n'a été signalé jusqu'à l'heure actuelle dans notre pays, le Luxembourg a mis en œuvre depuis le début de l'alerte mondiale concernant le SRAS le dispositif de gestion du risque infectieux suivant:

- Suivi épidémiologique:

Le suivi épidémiologique international et national est confié à la Direction de la Santé qui se tient informée en permanence et transmet ses informations au public.

- Information au public:

Une information est régulièrement effectuée au public via des communiqués de presse et le site Internet du Ministère de la Santé.

Le premier communiqué de presse date du 16 mars 2003, le dernier du 16 avril 2003.

- Information des voyageurs:

En date du 1^{er} avril 2003, la Direction de la Santé a donné les recommandations suivantes aux voyageurs:

a) les zones pour lesquelles les voyages sont fortement déconseillés: il s'agit de Hongkong et de la province de Guangdong en Chine;

b) les zones où il est conseillé de différer les voyages non indispensables dans la mesure du possible: il s'agit des zones identifiées par l'OMS comme affectées (Pékin, Shangi, Taiwan, Hanoi, Singapour et Toronto).

- Mesures à l'aéroport:

Le Luxembourg n'accueille pas de vols de passagers directs en provenance de zones affectées. A l'Aéroport de Luxembourg tous les passagers en provenance de zones affectées sont informés par pancarte des précautions à prendre en cas de retour d'un pays à risque.

Au cas où une personne présenterait des symptômes de SRAS lors d'un vol Luxair, une prise en charge spécifique est assurée par l'équipage, puis à l'arrivée par l'Inspection sanitaire de la Direction de la Santé et le Service d'urgence Incendie et Ambulance de la ville de Luxembourg (via 112). Le CHL, service des maladies infectieuses, est équipé pour la prise

en charge médicale des cas de SRAS.

En ce qui concerne les vols directs de Cargolux vers des zones affectées, l'équipage a reçu les instructions et informations nécessaires pour se protéger contre l'infection.

- Informations aux services d'urgence:

Des protocoles de prise en charge de cas suspects ou probables ont été diffusés aux services d'urgence des hôpitaux.

Question 2120 (1.4.2003) de M. Xavier Bettel (DP) concernant le remboursement des perquques:

Il me revient qu'en Belgique un arrêté royal a été publié en date du 28 février 2003 concernant le budget consacré aux perquques. Ainsi, ce budget est passé de 500.000 Euros à 1.250.000 Euros.

En effet, les patients qui souffrent d'alopécie, c'est-à-dire d'une chute de cheveux localisée, seront désormais remboursés de 180 Euros s'ils ont acheté une perruque avant le 1^{er} janvier 2002. Pour les patients qui sont provisoirement chauves, à la suite d'une chimiothérapie, l'intervention passe de 90 à 120 Euros.

Les patients concernés peuvent recourir plusieurs fois au remboursement, à la condition d'un espace de deux ans entre les différents achats.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à M. le Ministre:

- Peut-il m'informer s'il existe de tels remboursements au Grand-Duché de Luxembourg?

- Dans l'affirmative, peut-il m'en faire connaître les montants?

Réponse (28.4.2003) de M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

De plus en plus de questions parlementaires sont de simples demandes d'information sur le contenu de la législation existante. Or, celle-ci est publiée non seulement au Mémorial, mais de plus en plus sur des sites accessibles aux intéressés via Internet.

Dans le cas de la question parlementaire de l'honorable député Xavier Bettel, la réponse se trouve dans les statuts de l'Union des Caisses de Maladie, fichier B1, qui contient la liste des dispositifs médicaux et des diverses fournitures médicales apparentées, prises en charge par l'assurance maladie. Cette liste est accessible à l'adresse www.secu.lu sur le site réservé à la législation de l'assurance maladie, chapitre «statuts».

Quant aux éléments de réponse désirés par l'honorable député, il convient de préciser que des perquques sont prises en charge par l'assurance maladie, sur accord préalable du contrôle médical de la sécurité sociale à raison d'une perruque par période de 36 mois. Le remboursement est forfaitaire et couvre une intervention de l'assurance maladie à hauteur de 250 Euros par pièce.

Il convient de préciser que suivant l'article 2 des dispositions générales du fichier B1, la prise en charge de la perruque est limitée aux alopecies secondaires à un traumatisme, à une chimiothérapie ou à une «alopécie areata».

La disposition afférente a été publiée pour la dernière fois au Mémorial A-2002-103 du 5 septembre 2002, page 2296, suite à un relèvement substantiel du montant pris en charge, qui passait à ce moment de 123,95 Euros à 250 Euros. Cette prise en charge forfaitaire permet de couvrir les frais d'acquisition d'une perruque de qualité.

Question 2122 (3.4.2003) de M. Marco Schank (CSV) concernant la situation réglementaire des prémixes à l'alcool:

D'après certaines études menées dans le cadre de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), plus de 57.000 décès de jeunes par an en Europe seraient imputables à l'alcool. En d'autres termes, l'alcool serait la cause d'un quart des décès des jeunes en Europe. Dans une déclaration du 21 février 2001, les ministres de la santé européens et les autres participants - notamment des jeunes - réunis à la conférence ministérielle de l'OMS ont adopté dix objectifs communs à atteindre jusqu'à l'an 2006. Ces objectifs visent à limiter les dommages causés par l'alcool chez les jeunes et à protéger la santé publique.

Il me revient qu'au cours des dernières années, la consommation des «prémixes», c'est-à-dire des cocktails à base d'alcool, par les jeunes aurait augmenté de façon spectaculaire. Souvent, ces cocktails comprennent même des alcools forts comme de la vodka ou du whisky. De telles boissons sont commercialisées par exemple sous les noms de Bacardi Breezer, Smirnoff on Ice, Rigo ou Gorbi.

1. Combien de décès de personnes mineures au Grand-Duché sont imputables à l'alcool au cours des dix dernières années?
2. Suite à la déclaration précitée de 2001, quelles mesures concrètes le Gouvernement a-t-il prises, respectivement entend-il prendre? Quels sont les résultats concrets?
3. Quelle est la situation légale et réglementaire des «prémixes» au Grand-Duché?
4. Est-ce que le Gouvernement envisage de restreindre, voire d'interdire la vente des «prémixes» aux personnes mineures?
5. Est-ce que le Gouvernement entend lancer une campagne spécifique visant à informer et à sensibiliser les jeunes sur les risques des «prémixes» pour la santé?

Réponse (6.5.2003) de M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

Il n'y a pas actuellement au Luxembourg de réglementation particulière concernant les boissons alcoolisées dites prémixes.

S'agissant de la réglementation générale il est rappelé que la loi modifiée du 29 juin 1989 portant réforme du régime des cabarets interdit en son article 20 «de recevoir dans un débit de boissons ... des mineurs de seize ans, non accompagnés...», sauf le cas de festivités organisées à l'intention des mineurs. Le même article interdit, cette fois-ci sans dérogation aucune, «de servir ou d'offrir des boissons alcooliques à des mineurs de seize ans».

Mon Ministère a compétence pour les statistiques de décès en général ainsi que pour tous les aspects de prévention et d'éducation sanitaire en rapport avec l'abus d'alcool, et en particulier avec la consommation d'alcool par les mineurs.

L'étude internationale ESPAD (European School Survey Project on Alcohol and other Drugs) a révélé l'augmentation de la consommation d'alcool dans la population des adolescents.

Bien que la comparaison internationale de la consommation d'alcool des jeunes de 11 à 15 ans (Health Behaviour in School Aged Children 1997/1998; WHO) ait montré que le Luxembourg ne se fait pas remarquer par une consommation au-dessus de la moyenne, l'alcool doit être considéré comme un des risques ma-

jeurs pour la santé des jeunes dans notre pays.

D'après l'étude «Das Wohlbefinden der Jugendlichen in Luxemburg», à l'âge de 16 ans, 33,7% des adolescents disent s'être enivrés déjà au moins deux fois, à 18 ans ce taux approche les 50%. A cet âge 12% des jeunes hommes et 2,2% des jeunes femmes affirment boire de l'alcool tous les jours. 42,3% des garçons de 13 à 19 ans et 25,6% des filles du même âge consomment au moins une fois par semaine de l'alcool. Parmi ceux-ci 8,6% des garçons et 12,9% des filles évoquent comme boissons consommées des soft-drinks alcoolisés.

La consommation de ces boissons a augmenté d'une manière préoccupante au cours des dernières années.

L'analyse de la mortalité générale liée à l'alcool n'est pas un exercice facile, et l'évaluation de l'influence de l'alcool sur la mortalité des jeunes est encore plus complexe.

En parlant d'alcool il faut distinguer:

- La mortalité directement liée à l'alcool, c'est-à-dire l'alcool est considéré être la cause immédiate du décès:

Dans cette rubrique se regroupent les pathologies engendrées par une dépendance alcoolique chronique de longue date: cirrhose alcoolique du foie, autres maladies hépatiques alcooliques, maladies psychiques de dépendance alcoolique, cardiomyopathie et polyneuropathie alcooliques. Ces pathologies ne touchent qu'exceptionnellement des jeunes. Dans la

Age	1968-1977	1978-1987	1988-1997
	G/F	G/F	G/F
1-4	4/4	3/4	6/0
5-9	13/5	8/2	2/3
10-14	7/4	10/1	5/2
15-19	104/29	93/28	66/14
20-24	120/14	106/15	70/25
Total	248/56	220/50	149/44

(Source: *Mortalité des enfants, adolescents et jeunes adultes au Luxembourg de 1968 à 1997*, CRP-Santé, Direction de la Santé, étude non encore publiée)

Selon les hypothèses maximales précitées (c'est-à-dire incidence de 40%), le chiffre des décès de garçons et filles pour les périodes

1968-1977	1978-1987	1988-1997
G/F	G/F	G/F
99/22	88/20	60/17

Pour une bonne compréhension de ces chiffres il convient de préciser qu'ils s'entendent indépendamment de la question de savoir si l'enfant ou adolescent était lui-même sous l'influence d'alcool. Il tombe sous le sens que pour les décès dans la tranche d'âge jusqu'à 9 ans la personne sous influence d'alcool était le parent conducteur ou le conducteur d'une tierce voiture. Dans les tranches d'âge subséquentes le pourcentage des jeunes eux-mêmes responsables de l'accident en raison d'une consommation excessive d'alcool augmente progressivement.

J'en viens maintenant aux actions préventives menées par mes services. Promouvoir et protéger la santé et le bien-être de nos enfants et de nos jeunes exige une approche globale et pluridisciplinaire. Il n'est pas suffisant d'initier des actions ponctuelles ou d'aborder les problèmes d'une manière isolée. Les actions menées doivent s'inscrire dans le contexte d'une stratégie globale de bien-être,

période entre 1968 à 1997 trois jeunes hommes âgés de moins de 24 ans ont succombé des suites immédiates de l'alcool (*Sources: Statistiques des causes de décès, Direction de la Santé*).

- La mortalité indirectement liée à l'alcool, c'est-à-dire l'alcool est considéré être un facteur concomitant ou favorisant du décès.

Dans cette rubrique se regroupent:

- des maladies chroniques, mises en relation avec une longue dépendance alcoolique: certains néoplasmes malins (cancers de l'oesophage, de la cavité buccale, de l'estomac, du foie, des maladies digestives, respiratoires, métaboliques);

- des événements pathologiques aigus, notamment des accidents non intentionnels, comme les accidents de circulation, et des accidents intentionnels, comme les suicides et les homicides.

Des études internationales estiment que le pourcentage des accidents de circulation attribuables à l'alcool se situe entre 32 et 40%. (H.J. Perrin, REHS MS, Center for Health Statistics Data Summary, No. DS97-09001, 1997; CDC, Fact Sheet, December 5, 1997 Alcohol related traffic crashes and fatalities among youth and young adults, USA, 1982-1994, CDC, December, 1995 / 44(47) Annexe 3).

Toujours dans la période comprise entre 1968 à 1997, 767 enfants, adolescents et jeunes adultes ont trouvé la mort dans un accident de voiture au Luxembourg:

Nombre de garçons (G) et de filles (F) décédés par suite d'un accident de voiture

analysées, imputables à une consommation excessive d'alcool seraient les suivants:

été édités, les brochures et matériels existants ont été réactualisés et diffusés auprès des lycées, clubs et maisons de jeunes, ainsi qu'aux personnels de soins et de santé.

- A cette occasion, le CePT a relancé pour la deuxième fois sa campagne «Keen Alkohol enner 16 Joer», action faisant appel à notre sens de responsabilité et à notre devoir de protection de la jeunesse.

Cette action s'est faite d'une part dans les communes participant au projet de prévention des toxicomanies du CePT, et d'autre part en collaboration avec l'Horesca et la Chambre de Commerce, à travers un mailing à l'ensemble des hôtels, restaurants, cafés et commerces vendant des produits alcoolisés:

Réalisation d'une vitrophanie à apposer sur les vitres des commerces, d'une affichette «Keen Alkohol enner 16 Joer», et édition d'un dépliant «Alkoholische Mischgetränke - Designerdrinks - Die süsse Versuchung», destiné à l'information sur les nouveaux mélanges très sucrés à base de boissons alcoolisées, commercialisés pour atteindre un public de jeunes consommateurs. Un exemplaire de cette brochure est annexé à la présente (à consulter au greffe de la Chambre des Députés).

A cette occasion, la Sécurité routière a également relancé la campagne «Chauffeur fir en Owend», une action de sensibilisation aux dangers de la conduite en état d'ébriété, faisant appel au sens de responsabilité des jeunes lorsqu'ils sont en groupe:

- Edition d'un nouveau dépliant de la sécurité routière sur le sujet

- Relance des actions précédentes

- Relance de l'action «Alcocheck» pour les fêtes de fin d'année.

L'ensemble des brochures, dépliants, affiches et autres documents est disponible sur simple demande auprès de la Division de la Médecine préventive (Direction de la Santé) et auprès du CePT.

Le Centre de Prévention des Toxicomanies a réalisé par ailleurs en collaboration avec la Division de la Médecine préventive (Direction de la Santé), une série de brochures d'information sur les différentes drogues, y compris l'alcool.

Question 2123 (4.4.2003) de M. Marc Zanussi (LSAP) concernant les conditions de récupération des archives de la Grande Loge du Luxembourg:

En réponse à ma question parlementaire 1078 du 9 avril 2001 concernant la saisie d'archives luxembourgeoises pendant la Seconde Guerre Mondiale (cf. *compte rendu N°17/2000-2001*), Mme la Ministre m'a informé que des archives concernant des loges et organisations maçonniques luxembourgeoises portant sur la période 1803-1939 étaient déposées aux archives militaires de Russie à Moscou.

Dans sa réponse, Mme la Ministre m'a fait savoir qu'une délégation des archives nationales du Grand-Duché avait rencontré les autorités russes en juin 2000 dans le but de discuter sur les conditions de récupération des archives de la «Grande Loge du Luxembourg».

Dans ce contexte, j'aimerais connaître l'aboutissement des négociations menées entre les deux parties.

Réponse (6.5.2003) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

Les archives militaires de l'Etat de la Fédération de Russie ont finalisé leur tâche (identification et restau-

ration des archives de la Grande Loge) et ont transmis le dossier au Ministère de la Culture de la Fédération de Russie.

En principe et à condition que le comité interministériel russe marque, lors de la réunion du 7 mai prochain, son accord avec le transfert des 103 documents au Luxembourg, un accord-cadre sera signé entre les autorités russes et luxembourgeoises.

Au moment de cette signature, les archives de la Grande Loge seront remises à notre ambassadeur à Moscou et acheminées à Luxembourg par valise diplomatique.

Question 2124 (4.4.2003) de M. Marc Zanussi (LSAP) concernant les passeports pour étrangers:

Le 13 juillet 2002, des Kosovars avaient témoigné publiquement de leurs difficultés à obtenir des passeports de leur pays d'origine.

Depuis lors, il semble que l'Etat luxembourgeois envisage des solutions.

Dans ce contexte, Mme la Ministre peut-elle me faire savoir si des passeports pour étrangers ont été confectionnés? Dans l'affirmative, quels pourront en être les bénéficiaires et dans quels délais pareils passeports pourront-ils être attribués?

Réponse (8.5.2003) de Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur:

L'article 10 du règlement grand-ducal du 18 octobre 1984 modifiant l'arrêté grand-ducal du 31 mai 1934 dispose que „des titres de voyage peuvent être délivrés aux étrangers résidant régulièrement au Grand-Duché de Luxembourg et qui ne peuvent obtenir un passeport national“.

Par résidence régulière il faut entendre le droit à l'obtention d'une carte d'identité pour étranger de la part du Ministère de la Justice. N'entrent pas en ligne de compte les séjours de courte durée ou les autorisations de séjour limitées. Par étranger il faut entendre tout étranger dont la nationalité est connue mais qui est dans l'impossibilité d'obtenir un passeport national et qui ne rentre pas dans le bénéfice des dispositions de la Convention de Genève sur les réfugiés ou de la Convention de New York sur les apatrides.

Il est exact que des Kosovars résidant régulièrement au Luxembourg font état de difficultés pour obtenir un passeport de leurs autorités nationales. Selon les informations du Ministère de Affaires étrangères ces difficultés se traduisent par la lenteur de la procédure ainsi que par le coût très élevé des différents documents à produire et du passeport lui-même. Rares sont cependant les cas où les autorités de Serbie et Monténégro refusent de délivrer un passeport. Ces refus sont généralement motivés par l'article 46 de la loi sur les passeports des ressortissants yougoslaves qui énumère les conditions dans lesquelles une demande de passeport peut être refusée. Dans ces cas le Ministère examine la demande en obtention d'un titre de voyage pour étranger et les motifs du refus, et prend sa décision en tenant compte également de l'aspect humanitaire.

Les livrets de titres de voyage sont disponibles depuis peu. L'application informatique nécessaire à l'impression de la page réservée aux données personnelles du demandeur est en cours d'élaboration. Les demandes motivées peuvent être déposées dès à présent au Bureau des passeports du Ministère des Affaires étrangères, sachant toutefois que la délivrance ne pourra le cas échéant que se faire dans plusieurs semaines.

Question 2125 (3.4.2003) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant la qualité de l'eau potable à usage sur les foires et kermesses:

Op Kiermessen, der Fouer, Mäert, Duerf- a Wisefester sinn déi meescht Stänn op e Waasseruschloss ugewisen. Dobäi ass et natierlech immens wichteg, datt dëst Waasser fräi ass vu Krankheetserregere an dofir ass fir eng guut Desinfektioun ze suergen.

Am Saarland hunn Iwwerpräiwunge vun der Drénkwaasserqualitéit vun de Stänn op Kiermessen a Fester erginn, datt vun 100 geteste Stänn 93 d'Riicht- an d'Grenzwaerter zum Deel staark iwwerschrott hunn. Leider soll et sech heibäi net em Eenzelfäll gehandelt hunn.

Kënnen déi Häre Gesondheets- a Finanzminister mir duerfir dës Froe beäntweren:

1. Bestinn zu Lëtzebuerg Riicht- a Grenzwaerter wat d'Drénkwaasserqualitéit vu Stänn op Kiermessen a Fester ugeet?
2. Sinn an de leschte Jore Prouwe geholl ginn, fir dës Drénkwaasserqualitéit ze iwwerpräiwien, a wat woren d'Resultater? Wann neen, wier et net am Intérêt vun de Konsumenten ubruecht, esou Kontrollen an Zukunft duerchzefieren?
3. Bestinn zu Lëtzebuerg Virschreften, wéi eng Waasserschläich op Kiermessen a Fester benotzt musse ginn?

Réponse (29.4.2003) de M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

De 7. Oktober 2002 ass zu Lëtzebuerg d'Directive 98/83/CE mam Titel „relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine“ emgesat ginn.

Dës Directive ass als «règlement grand-ducal du 7 octobre 2002 relatif à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine» a Lëtzebuenger Recht transposéiert ginn.

Den Artikel 7 vun dësem Règlement leet fest wéi enge Kritäre Waasser muss entsprechen, fir als Waasser fir de mënschleche Gebrauch ze gëllen.

Den Artikel 8 leet de „Point de conformité“, also de Punkt an engem Verdelingssystem fest, wou Waasser muss de Kritäre vun Règlement entsprechen. Dëse Punkt ass generell do wou de Mënsch d'Waasser konsuméiert (um Krunn vun Konsument) oder do wou Waasser an engem Liewensmittelbetrieb gebraucht gëtt.

Säit 1999 (d'Joer no der Publikation vun der Directive) hunn déi Lëtzebuenger Autoritéite Kontrollen an dësem Beräich gemaach. Et ass sech beschränkt ginn op déi grouss Manifestatiounen, an haaptsächlech d'Schueberfouer. Et ass generell festgestallt ginn, datt mobil Drénkwaasserverdeelungsanlagen oui Desinfektioun a Spullen net bakteriologisch einwandfrei ze bedreiwe sinn.

An de leschte Jore sinn dann och während der Schueberfouer verschidden Zwangsdesinfektiounen duerchgefouert ginn an zwar dann, wa fakal Bakterien am Waasser fonnt gi sinn.

Dofir gëtt säit 1999 op der Schueberfouer all Liewensmittelbetrieb dozou ugehalen eng präventiv Desinfektioun duerchzefieren eier de Betrib opgeet. Dës Praxis muss elo op d'ganzt Land ausgedehnt ginn.

D'Services de la Gestion de l'Eau an d'Direktion vun der Santé sinn am Moment amgaangen iwwert de Syvicol d'Gemengen iwwert dat neit «Drénkwaasser-Règlement» ze informéieren. Déi mobil Drénkwaasserverdeelungsanlage sinn e wichtige Punkt vun dësen Informatiounsséancen.

Den Artikel 18 vum groussherzogleche Règlement vom 7. Oktober 2002 bezitt sech spezifesch op mobil Waasserverdeelungsanlage vu Forainsbetreiber déi eng kommerziell oder öffentlech Aktivitéit bedriewen.

Am Artikel 18 gëtt enner anerem festgehalen datt:

- mobil Waasserverdeelungsanlage speziell fir den Transport vun Drénkwaasser muss gëeegent sinn;
- all Materialien, déi mam Drénkwaasser a Kontakt kommen, muss gewëssene Qualitätskritären no Artikel 13 vum selwechte Règlement entsprechen. Den Artikel 13 mécht heibäi Referenz op déi europäesch CEN-Normung. Am Moment ass dës Normung awer nach net esou wäit fortgeschrott, datt fir Drénkwaasserschläich eng Norm fäerdeg wier. D'Direktion vun der Santé recommandéiert dofir op déi däitsch DVGW- a KTW-Zertifikater (oder Equivalent) zréckzegräifen.
- Am leschte Punkt vum Artikel 18 gëtt festgehalen, datt virun all neier „mise en service“ all mobil Waasserverdeelungsanlage muss gebotzt an desinfizéiert ginn (mat engem homologéierten Desinfektiounsmittel no Annexe IV).

Question 2126 (3.4.2003) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant le dépistage sélectif de la tuberculose:

A l'occasion de la Journée mondiale de la Tuberculose, un certain nombre d'associations oeuvrant dans le domaine médico-social se sont mobilisées sous le patronage du Ministère de la Santé pour sensibiliser la population luxembourgeoise sur l'impact considérable de cette maladie dans le monde.

Comme une quarantaine de cas de tuberculose sont enregistrés annuellement au Grand-Duché de Luxembourg, j'aimerais poser à M. le Ministre les questions suivantes:

Suite à l'abolition des tests systématiques à la tuberculine dans nos écoles primaires à la rentrée 2000/2001, M. le Ministre avait annoncé qu'un groupe de travail allait faire des propositions en vue d'un dépistage sélectif par tests intradermiques. Quelles ont été les recommandations de ce groupe?

Quels sont les «groupes à risque» visés par le dépistage sélectif?

En dehors des couples voulant se marier et les fonctionnaires et employés de l'Etat, quelles sont les catégories qui sont obligatoirement soumises aux tests intradermiques?

Réponse (6.5.2003) de M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

Le groupe de travail visé par l'honorable parlementaire avait pour principale mission de cerner les groupes à risque devant être testés par voie intradermique en vue d'un dépistage ciblé de la tuberculose.

Les conclusions et résultats du groupe de travail ont mené à:

- 1) L'établissement d'une procédure à appliquer en ce qui concerne l'entourage d'un cas de tuberculose survenant en milieu scolaire.

Cette procédure a été établie en étroite collaboration avec la Ligue luxembourgeoise de Prévention et d'Action médico-sociales.

Dès qu'un cas de tuberculose contagieuse touchant le milieu scolaire est signalé par la Division de l'Inspection sanitaire à la Division

de la Médecine scolaire, le médecin chef de division de la médecine scolaire contacte le directeur de l'établissement concerné. Il y a sélection de l'entourage devant être testé et un courrier informatif individuel est adressé à chaque personne concernée (élèves, enseignants et autre personnel). Les tests intradermiques sont effectués soit dans les centres médico-sociaux de la Ligue soit dans les établissements scolaires par les médecins et les professionnels de santé de la Ligue assistés, suivant les besoins, de ceux de la Division de la Médecine scolaire. Les radiographies pulmonaires, si elles sont nécessaires, sont effectuées dans les centres médico-sociaux de la Ligue.

En 2001, un tel dépistage a été effectué, selon la procédure définie, dans trois lycées du pays ainsi que dans deux établissements de l'enseignement primaire. En 2002, le dépistage ciblé a concerné trois lycées et une école de l'enseignement primaire.

La procédure à suivre a été revue et précisée en novembre 2002 en étroite concertation avec le directeur médical de la Ligue.

2) L'enquête épidémiologique en cas de survenue d'un cas de tuberculose en milieu du travail a été discutée. Les médecins de la Division de la Santé au Travail déterminent l'entourage à dépister. L'entreprise concernée et son département du personnel collaborent pour l'établissement de la liste des employés à dépister et pour effectuer les convocations. De même ils participent à l'organisation des modalités pratiques de ces enquêtes dans l'enceinte de l'entreprise.

3) L'analyse des modalités de dépistage de la tuberculose parmi les demandeurs d'asile et les immigrants de pays ne faisant pas partie de l'Union européenne.

Lors de la procédure administrative de la demande d'asile, les demandeurs d'asile sont invités par les Services du Ministère de la Famille à se présenter à un centre médico-social. Ce passage est pratiquement obligatoire car la conformité à ces exigences est une condition pour l'obtention de certaines aides.

Le groupe de travail a constaté que jusqu'en 2000, les jeunes enfants en dessous d'un certain âge échappaient à ce dépistage.

Comme le dépistage systématique de la tuberculose en milieu scolaire a été arrêté, il a été décidé que ce contrôle devra s'étendre à la famille du demandeur d'asile y compris aux enfants de tous âges de cette famille. Les enfants des demandeurs d'asile tout comme les enfants des immigrants venant de pays hors de l'Union européenne, sont soumis désormais au protocole suivant:

- pour les enfants en bas âge: application d'un Monotest suivi d'une radiographie en cas de résultat positif non en rapport avec une vaccination récente;

- pour les autres enfants de plus de 3 à 4 ans: test intradermique suivi d'une radiographie en cas de résultat positif non en rapport avec une vaccination récente;

- pour toute personne âgée de plus de 15 ans une radiographie pulmonaire est faite systématiquement.

4) La recommandation de l'élaboration d'un texte sur le traitement de l'infection tuberculeuse latente. Ce texte a été approuvé par le Conseil supérieur d'Hygiène, Section des Maladies transmissibles en janvier 2002 et a été diffusé à tous les médecins ensemble avec un texte antérieur relatif aux tests tuberculiques.

En résumé le dépistage sélectif s'adresse, hormis aux personnes déjà indiquées par l'honorable parlementaire dans sa question, aux personnes suivantes:

- aux élèves et aux enseignants de l'entourage d'un cas de tuberculose déclaré en milieu scolaire;

- aux personnes en contact avec un cas de tuberculose déclaré en milieu du travail;

- aux demandeurs d'asile et aux immigrants de pays tiers y compris leur famille.

Question 2127 (3.4.2003) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant le trafic transfrontalier vers la France:

Malgré qu'en théorie la libre circulation au poste de frontière sur l'autoroute A3 en direction de la France soit assurée, force est de constater que régulièrement aux heures de pointe du trafic transfrontalier une piste est fermée par les forces de l'ordre françaises au poste frontalier.

Ce rétrécissement devient la cause de bouchons impressionnants allant jusqu'à l'aire de Berchem.

Ceci amène un nombre croissant d'automobilistes à chercher des «itinéraires bis» à travers les localités limitrophes.

J'aimerais dès lors savoir de M. le Ministre quelles sont les raisons de cette pratique?

M. le Ministre ne peut-il pas intervenir auprès des autorités compétentes françaises afin d'éviter de tels goulets d'étranglement?

Réponse (2.5.2003) de M. Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances:

Les autorités françaises maintiennent des contrôles aux frontières avec le Luxembourg en raison de la politique libérale en matière de drogues du Gouvernement néerlandais. Depuis des années, les gouvernements luxembourgeois successifs sont intervenus sans succès auprès des gouvernements successifs de la France pour obtenir une suppression desdits contrôles douaniers.

Question 2128 (3.4.2003) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant la réforme du recrutement des universitaires auprès de l'Etat:

En début de son mandat, le Gouvernement avait annoncé qu'il souhaitait entreprendre une réforme du recrutement des universitaires auprès de l'Etat. Un groupe de travail devait être chargé de l'analyse de la question.

J'aimerais dès lors savoir de Mme la Ministre si ce groupe a été institué entre-temps, s'il a pu finaliser ses travaux et s'il a déjà saisi le Gouvernement de son rapport.

Quelles en sont les conclusions et quelle sera la démarche du Gouvernement?

Réponse (6.5.2003) de Mme Lydie Polfer, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

Le groupe de travail chargé d'élaborer de nouveaux textes concernant la réforme du mécanisme de recrutement dans la Fonction publique a finalisé en automne 2002 un dossier portant sur l'analyse et des propositions de réforme du recrutement pour l'administration luxembourgeoise. Le Gouvernement en Conseil a approuvé lors de sa séance du 14 novembre 2002 les grandes lignes de cette réforme qui sont conformes à l'esprit de la déclaration gouvernementale du 12 août 1999 et concernent le recrutement des fonctionnaires des carrières supérieures, moyennes et inférieures des administrations de l'Etat et des établissements publics.

En exécution des nouvelles dispositions contenues dans le projet de loi N°4891 concernant la réforme du statut général des fonctionnaires de l'État, le recrutement par voie d'examen-concours sur épreuves sera généralisé sur toutes les carrières après le vote de cette loi le 30 avril 2003. Il sera organisé de manière centralisée par le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative pour les carrières qui se retrouvent dans plus d'une administration ou de manière décentralisée par les départements ministériels directement concernés pour les carrières spécifiques se trouvant dans un seul département ou administration. La réforme projetée ne vise que le seul secteur de l'Administration, les secteurs «santé», «magistrature», «enseignement» et «police» n'étant pas concernés.

Au niveau du Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative, l'élaboration des nouveaux règlements grands-ducaux concernant l'organisation des examens concours pour l'admission au stage dans les différentes carrières est sur le point d'être finalisée.

Question 2132 (4.4.2003) de M. Jacques-Yves Henckes (ADR) concernant les rythmes scolaires:

1998 gouf an der Lettre circulaire de printemps vun der deemoleger Unterrichtsministeresch Erna Hennicot festgehale, datt während deenen zwou éischte Schoulwochen d'Spillschoulskanner Nomëttes fräi wäeren.

Deemools huet d'Unterrichtsministeresch dëst esou begrënn: „J'approuve l'idée en faveur d'une adaptation progressive des enfants au rythme scolaire. (...) Afin d'éviter le surmenage des jeunes enfants et de réduire les frais de transport, j'autorise les communes à libérer tous les élèves de l'éducation préscolaire après les cours du matin, pendant la première quinzaine de l'année scolaire.“

D'Madame Unterrichtsministeresch huet der Association des institutrices et instituteurs de l'éducation préscolaire (AIP), an engem Bréif vum 19. März matgedeelt, datt d'Lettre circulaire vun hirer Virgängerin annulléiert gëtt mat folgender Begrënnung: „... je vous fait part de mon intention d'aligner les modalités concernant la rentrée des classes dans l'éducation préscolaire sur celles en vigueur dans l'enseignement en général. ... Vous n'êtes pas sans savoir que cette disposition engendre de multiples problèmes notamment pour l'organisation de la vie familiale et de la vie professionnelle des parents. C'est la raison pour laquelle il importe que les classes fonctionnent normalement dès la rentrée.“

Dans la lettre circulaire de printemps je communiquerai aux administrations communales et aux enseignants la disposition suivante: „En vue d'une adaptation progressive au rythme scolaire, les enfants de quatre ans peuvent être dispensés des cours pendant les après-midi du lundi, 15 septembre 2003 au vendredi, 26 septembre 2003. Les classes préscolaires et les groupes d'éducation précoce fonctionnent normalement pendant cette période.“

Kann d'Mme Unterrichtsminister mir duerfir dës Froe beäntweren:

1. Firwat géllt d'Begrënnung vun der fréierer Unterrichtsministeresch vum Surmenage vun de Kanner net méi, a firwat huet de berufléchen Intéret vun den Elteren elo Prioritéit virum pedagogeschen Intéret vun de Kanner?
2. Firwat sinn déi fundéiert pedagogesch Argumenter vun der AIP bei der Entrevue den 13. März allegueren ouni Begrënnung zréckgewise ginn?

3. Wat ass déi genee Begrënnung vun deenen neien Dispositiounen?

4. Mengt Dir net, datt bei den Elteren an dem Léierpersonal d'Meenung kéint opkommen et wier vill Kuddel-Muddel an der Pedagogik, wann d'Lettres circulaires all puer Joer fundamental änneren ouni offensichtlech Begrënnung?

5. Wéi sollen d'Gemengen Är Meenung no elo dës Lettre circulaire ëmsetzen? Sollen si d'Elteren all uschreiw an hinnen de Choix iwwerloossen?

6. Kréien d'Gemengen déi eventuell zousätzlech ufalend Schoultransportkäschte vum Stat rembourséiert?

Réponse (8.5.2003) de Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports:

zu Punkt 1

Vun engem eventuelle Surmenage vun de Kanner ka keng Rieds sinn; nach ëmmer géllt d'Regel datt d'Kanner déi fir d'éischt an d'Spillschoul kommen, déi eischt zwou Wochen nomëttes daerfen doheim bleiwen. Awer déi, déi wëllen an d'Schoul kommen, daerfen dat och; an dofir muss d'Joffer do sinn. D'Schoul muss als Service public vun d'Fank vum Joer u funktionéieren.

zu Punkt 2

Et gëtt nëmmen ee pedagogesch Argument an dëser Diskussion: d'Spillschoul ass fir all Kanner op souwuel fir déi vum 1. wéi déi vum 2. Joer, a wann déi Kleng nach déi éischt 14 Deeg wëlle mëtten doheim bleiwen, da kënnen se dat maachen.

zu Punkt 3

Eng vun den Ursachen d'Dispositiounen, déi vun 1998 bis 2002 gegollt hunn, ze revidéieren, war d'Feststellung, datt grouss Dissonanzen an de verschiddene Gemenge bestanen hunn. Dat huet zu Diskussiounen iwwer lwwerstonne gefouert an déi eng oder aner konfus Situatioun mat sech bruecht, well sech d'Enseignanten ënnerschiddlech behandelt gefillt hunn. Dës Émännerung vun der Bestëmmung bréngt deemmo eng kloer Situatioun fir d'Elteren, d'Léierpersonal an d'Gemengen.

zu Punkt 4

Dëst ass keng fundamental Ännerung, mä d'Léisung vun engem Organisationsproblem.

zu Punkt 5

Normalerweis funktionéiert et esou, datt den Enseignant den éischten Dag net nëmmen d'Kanner begrësst, mä och e Wuert un all d'Eltere riicht, an an deem Kontext si informéiere kann, entweder mëndlech oder schrëfflech.

zu Punkt 6

Et ass kaum unzehuelen, dass d'Schoultransportkäschten an d'Luucht ginn, well op ville Gemengen kee spezielle Schoultransport fir de Préscolaire organiséiert gëtt an de Präis vum Schoultransport meeschtens global ausgehandelt gëtt.

Question 2133 (4.4.2003) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant l'autotransfusion du sang:

L'autotransfusion du sang au Luxembourg est pratiquée depuis le milieu des années 80.

Cette formule pratiquée avant des interventions chirurgicales était considérée comme une alternative intéressante à une époque où le HIV était en train de devenir une menace grave en relation avec les transfusions sanguines alors que les hépatites en représentaient un autre risque.

Or, depuis lors, la sécurité de la sécurité de produits sanguins s'est spectaculairement améliorée.

J'aimerais dès lors savoir de M. le Ministre, si l'autotransfusion est toujours encouragée par son Ministère?

Dans quels cas est-elle recommandable?

Quelle est actuellement la proposition de l'autotransfusion dans l'ensemble des transfusions sanguines?

Réponse (6.5.2003) de M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

L'autotransfusion (transfusion autologue différée) est offerte par le Centre de Transfusion de la Croix-Rouge luxembourgeoise depuis la mi-1985. A l'origine son but était de contrecarrer les risques de transmissions virales (HIV p.ex.) par la transfusion sanguine conventionnelle.

Depuis lors la situation a toutefois changé. D'un côté les risques de la transfusion sanguine conventionnelle sont devenus à peine mesurables, vu la qualification biologique (testing) sensiblement plus performante (tests ELISA de 3^e génération, PCR...) et la préparation des produits sanguins notablement améliorée (déleucocytation systématique). D'un autre côté il convient de signaler que la situation autour des dons autologues a également changé, notamment les patients plus âgés sont souvent anxieux devant la procédure de l'autotransfusion.

Par ailleurs, en procédant à une analyse du „cost/risk-benefit“, il y a lieu de constater que pour certains patients (surtout les personnes âgées, celles avec des problèmes cardiovasculaires, pulmonaires etc.) l'autotransfusion peut comporter plus de risques que la transfusion sanguine conventionnelle.

Cela étant l'autotransfusion se recommande dans les cas suivants:

- des patients âgés de moins de 65 ans;
- des patients se soumettant aux types d'opération suivants:

prothèse de la hanche, des genoux, chirurgie en cas de scoliose, chirurgie vasculaire importante, prostatectomie radicale etc.;

- patients qui en expriment la demande.

Suivant des informations prises auprès du Centre de Transfusion sanguine de la Croix-Rouge, 4,6% de toutes les transfusions sanguines réalisées au Luxembourg sont des transfusions autologues différées.

Question 2134 (4.4.2003) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant les propositions du Comité de surveillance du SIDA:

Dans son rapport annuel, le Comité de surveillance du SIDA rappelle ses propositions concernant:

- un programme d'échange de seringues et d'aiguilles stériles à l'intérieur des établissements pénitentiaires (proposition formulée en 1997 par le Comité)
- l'accès aux soins des personnes infectées à l'HIV vivant au Luxembourg en situation irrégulière (sans papiers)

Comme ces deux propositions sont restées sans réponse, j'aimerais dès lors savoir de MM. les Ministres quelle est leur attitude face à ces propositions?

Réponse commune (6.5.2003) de M. Carlo Wagner, Ministre de

la Santé et de la Sécurité sociale et de M. Luc Frieden, Ministre de la Justice:

Dans son rapport d'activité pour l'année 2002 le Comité de surveillance du SIDA note les progrès réalisés en matière de prévention du SIDA et de prise en charge des personnes atteintes de cette maladie.

Constatant cependant que tout n'est pas encore parfait, le Comité cite deux actions restant à entreprendre, dont s'empare l'honorable député dans sa question parlementaire.

En premier lieu le Comité estime que sa proposition d'étendre l'échange de seringues aux établissements pénitentiaires serait restée sans suites. Tel n'est cependant pas le cas. En effet le Ministre de la Santé a pris l'initiative d'un projet de règlement grand-ducal désignant les personnes en services autorisés à procéder à distribution et à l'échange de seringues. Ce règlement se base sur l'article 8 sous 1 d) de la loi de 1973 sur la toxicomanie, dans la version du 27 avril 2001. Dans l'énumération des personnes habilitées à procéder à l'échange figure «le personnel de santé à l'intérieur de l'enceinte des centres pénitentiaires suivant modalités à arrêter par instruction du procureur général d'Etat». Cette dernière formulation a été arrêtée sur avis du procureur général.

Ce projet de règlement, approuvé par le Conseil de Gouvernement, est actuellement soumis au Conseil d'Etat. Le Centre pénitentiaire attend sa mise en vigueur pour admettre la pratique de l'échange de seringues en milieu pénitentiaire.

Le deuxième problème soulevé concerne l'accès aux soins de personnes infectées à l'HIV vivant en situation irrégulière et de ce fait non affiliées à la sécurité sociale. Le règlement des factures afférentes est en cours au moyen du crédit budgétaire du Ministère de la Santé relatif aux subsides à des particuliers.

Question 2135 (4.4.2003) de M. Jacques-Yves Henckes (ADR) concernant l'absentéisme à l'école:

Mat SMS-Norichten a méi héije Geldstrofen geet déi franséisch Regierung géint Jonker, déi d'Schoul schwänzen, vir. Wann e Schüler muerge an der Schoul (Primaire a Post-primaire) feelt, kréien d'Elteren dëst direkt mat enger SMS matgedeelt. De Virdeel par rapport zu engem Bréif läit op der Hand: manner Käschten, d'Noricht ass méi schnell bei den Elteren an de betraffene Schüler kann de Bréif net offänken.

D'Geldstrofe fir d'Elteren vun engem Schüler deen d'Schoul schwänzt ginn elo a Frankräich vun 150 op 750 Euro erop. A Frankräich sinn d'lescht Joer ëmmerhin 81.700 notoresch Schoulschwänzer gezielt ginn.

2.900 Familien hunn a Frankräich am Schouljoer 2001/2002 als Strof missen op d'Kannergeld verzichten, well hiert Kand regelméisseg an der Schoul geschwänzt huet.

Kann d'Mme Unterrichtsministeresch mir duerfir dës Fro beäntweren:

1. Wéivill Schüler am Primaire an am Post-Primaire schwänzen zu Lëtzebuerg regelméisseg d'Schoul? Wéi ginn d'Elteren doriwier informéiert?
2. Wat fir eng Handhab gëtt et géint d'Schüler déi regelméisseg d'Schoul schwänzen a wéi kënnen déi betraffen Elteren zur Verantwortung gezu ginn?
3. Wat hält d'Mme Unterrichtsministeresch vun deene franséische Strofen, fir d'Schoulschwänzen ze ënnerbannen? Si

sou Mesuren, wéi z. B. d'SMS-Norichten, d'Kannergeld sträichen, méi héich Geldstrofen, asw. och zu Lëtzebuerg geplangt, fir de Problem vum Schoulschwänzen an de Grëff ze kréien?

Réponse (9.5.2003) de Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports:

ad 1.

Am Primaire stellt d'Schoulschwänze kee grouse Problem duer. Et kënn allerdéngs vir, datt vereenzelt Kanner onentschëllegt feelen; da kréien d'Elteren heem telefonéiert.

D'Eltere gi weiderhin no den Artikelen 10, 11 an 12 vum Schoulgesetz iwwer „Absences sans justification valable“ vun der Schoulkommissioun respektiv dem Inspekter informéiert. Onentschëllegt Absence figuréieren och op der Zensur.

Am Post-primaire ass d'Presenz an der Schoul duerch d'Artikelen 5, 8, 11, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20 a 27 vum „Règlement grand-ducal du 29 juin 1998 concernant l'ordre intérieur et la discipline dans les établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique“ geregelt.

Am den zwoe Schouljoren 2001-2002 an 2002-2003 goufen a 24 Lycéeen 162 «conseils de discipline pour absentéisme» ofgehalen. Dat mécht an der Moyenne 3,37 Fall pro Lycée a pro Joer aus (0,26% an engem Lycée vun 1.300 Schüler). Am Fall vu widderhueltem Feelen ass et um Régent, fir mat den Eltere Kontakt opzehuelen. Onentschëllegt Feele gëtt op der Zensur vermierkt.

ad 2.

Am Primaire gëtt den Dossier bei Widderhuelungsfäll (Artikel 12 vum Schoulgesetz) un den Tribunal de Police weidergereecht, deen déi adequat Mesuren hält.

Am Post-primaire seet den Artikel 20 vum „Règlement grand-ducal du 29 juin 1998 concernant l'ordre intérieur et la discipline dans les établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique“: «Des absences non excusées ainsi que des retards réitérés entraînent des mesures disciplinaires pouvant aller jusqu'au renvoi définitif de l'élève». Ier et allerdéngs sou wäit kënn, soll de Régent d'Eltere respektiv de Service de Psychologie et d'Orientation scolaire (SPOS) informéieren.

Et si keng Mesurë virgesinn, fir d'Elteren zur Rechenschaft ze zéien. A besonnesch schwéiere Fall muss d'Assistante sociale geschalt ginn.

ad 3.

D'Schoulschwänze kann also op verschiddenen Niveauen an innerhalb vun deene bestehende Strukturen geregelt ginn an et ass net ubruecht déi drasteg Mesuren, déi den Här Députéierten opzielt, unzewenden.



www.avenir-europe.lu
de Lëtzebuurger Site
iwwert den EU-Konvent